Université catholique de Louvain
Université de Lille

École doctorale **ED SESAM**

Unité de recherche **Centre de Science Politique et de Politique Comparée (CESPOL)**

Thèse présentée par **Lev Lhommeau**

Soutenue le **21 novembre 2025**

En vue de l'obtention du grade de docteur de l'Université catholique de Louvain et de l'Université de Lille

Discipline **Sociologie et en sciences politiques et sociales**

Partis de droite populiste et radicale (PRRP) contre la "vieille gauche"

le système de valeurs relatif à la mondialisation, l'augmentation du vote en faveur de la droite populiste et radicale au sein des classes populaires au détriment de la "vieille gauche"

Thèse dirigée par Pierre Baudewyns
Dietmar Loch

Composition du jury

Rapporteurs	Damien Bol	professeur à Sciences Po Paris	
	Pierre Bréchon	professeur à Sciences Po Grenoble - UGA	
Examinateurs	Romain Lachat	professeur à Sciences Po Paris	
	Pascal Perrineau	professeur à Sciences Po Paris	
	Min Reuchamps	professeur à l'Université catholique de Louvain	président du jury
	Céline Teney	professeure à la Freie Universität Berlin	
Directeurs de thèse	Pierre Baudewyns	professeur à l'Université catholique de Louvain	
	Dietmar Loch	professeur à l'Université de Lille	

Colophon

Mémoire de thèse intitulé « Partis de droite populiste et radicale (PRRP) contre la "vieille gauche" », écrit par Lev Lhommeau, achevé le 1er mars 2026, composé au moyen du système de préparation de document LaTeX et de la classe yathesis dédiée aux thèses préparées en France.

Université catholique de Louvain
Université de Lille

École doctorale **ED SESAM**

Unité de recherche **Centre de Science Politique et de Politique Comparée (CESPOL)**

Thèse présentée par **Lev Lhommeau**

Soutenue le **21 novembre 2025**

En vue de l'obtention du grade de docteur de l'Université catholique de Louvain et de l'Université de Lille

Discipline **Sociologie et en sciences politiques et sociales**

Partis de droite populiste et radicale (PRRP) contre la "vieille gauche"

le système de valeurs relatif à la mondialisation, l'augmentation du vote en faveur de la droite populiste et radicale au sein des classes populaires au détriment de la "vieille gauche"

Thèse dirigée par Pierre Baudewyns
Dietmar Loch

Composition du jury

Rapporteurs	Damien Bol	professeur à Sciences Po Paris	
	Pierre Bréchon	professeur à Sciences Po Grenoble - UGA	
Examinateurs	Romain Lachat	professeur à Sciences Po Paris	
	Pascal Perrineau	professeur à Sciences Po Paris	
	Min Reuchamps	professeur à l'Université catholique de Louvain	président du jury
	Céline Teney	professeure à la Freie Universität Berlin	
Directeurs de thèse	Pierre Baudewyns	professeur à l'Université catholique de Louvain	
	Dietmar Loch	professeur à l'Université de Lille	

Université catholique de Louvain
Université de Lille

Doctoral School **ED SESAM**

University Department **Centre de Science Politique et de Politique Comparée (CESPOL)**

Thesis defended by **Lev Lhommeau**

Defended on **November 21, 2025**

In order to become Doctor from Université catholique de Louvain and from Université de Lille

Academic Field **Sociology and political science**

Populist radical right wing parties (PRRP) against the "old left"

the value system relating to globalization, the increase in the vote in favor of the populist and radical right among the working classes at the expense of the "old left"

Thesis supervised by Pierre Baudewyns
Dietmar Loch

Committee members

Referees	Damien Bol	Professor at Sciences Po Paris	
	Pierre Bréchon	Professor at Sciences Po Grenoble - UGA	
Examiners	Romain Lachat	Professor at Sciences Po Paris	
	Pascal Perrineau	Professor at Sciences Po Paris	
	Min Reuchamps	Professor at Université catholique de Louvain	Committee President
	Céline Teney	Professor at Freie Universität Berlin	
Supervisors	Pierre Baudewyns	Professor at Université catholique de Louvain	
	Dietmar Loch	Professor at Université de Lille	

L'Université catholique de Louvain et l'Université de Lille n'entendent donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions devront être considérées comme propres à leurs auteurs.

Mots clés : extrême droite, classes sociales, mondialisation, classes populaires, classe ouvrière, vote, partis de gauche, populisme, allemagne, france, clivages (science politique), changements idéologiques (partis politiques), sondages d'opinion, polarisation (sciences sociales), droite radicale populiste, gauche de classe, petits blancs, élections, 1978-2017

Keywords: right-wing extremists, social classes, globalization, working classes, working class, voting, left-wing parties, populism, germany, france, cleavages (political science), ideological shifts (political parties), public opinion polls, polarization (social sciences), populist radical right, class left, working class white people, petits blancs, elections, 1978-2017

Cette thèse a été préparée dans les laboratoires suivants.

Centre de Science Politique et de Politique Comparée (CESPOL)
Place Montesquieu 1 bte L2.08.07
1348 Louvain-la-Neuve
Belgique

☎ (32)(0)10 / 47 42 13
Site https://uclouvain.be/fr/instituts-recherche/ispole/cespol

Clersé – UMR 8019
Bâtiment SH2 Cité Scientifique
Université de Lille
59655 Villeneuve d'Ascq Cedex
France

☎ (33)(0)3 20 43 66 40
✉ clerse-direction@univ-lille.fr
Site https://clerse.univ-lille.fr//

Denn die einen sind im Dunkeln
Und die andern sind im Licht.
Und man siehet die im Lichte
Die im Dunkeln sieht man nicht

Bertolt Brecht

Partis de droite populiste et radicale (PRRP) contre la "vieille gauche" le système de valeurs relatif à la mondialisation, l'augmentation du vote en faveur de la droite populiste et radicale au sein des classes populaires au détriment de la "vieille gauche"

Résumé

En Europe occidentale, l'on observe un déclin du vote des classes populaires pour la gauche traditionnelle (socialiste, social-démocrate et communiste) et un renforcement du vote de ces classes pour les partis de la droite radicale populiste. Cette thèse analyse quantitativement l'influence de la mondialisation sur ces évolutions en France, en Allemagne de l'Ouest et de l'Est entre la fin des années 1970 et 2017. Le cadre théorique mobilise la littérature française, allemande et internationale pour articuler les approches des clivages, micro-sociologiques, psychosociales, spatiales et l'*issue voting*, afin d'expliquer le glissement d'une partie des classes populaires vers les partis de la droite radicale populiste et le désalignement croissant vis-à-vis de la gauche de classe. Une attention particulière est portée à la structure sociale et au concept de « petits blancs » (*white working class*). Les analyses comparées révèlent des convergences et des différences entre les trois cas : si la fracture sur la mondialisation traverse les classes populaires des deux côtés du Rhin et de l'Elbe, son intensité et sa profondeur diffèrent. Les résultats montrent que le système de valeurs relatif à la mondialisation agit comme un médiateur entre la position de classe et le comportement électoral, contribuant à la recomposition des clivages politiques et à l'affaiblissement durable de la « vieille gauche ».

Mots clés : extrême droite, classes sociales, mondialisation, classes populaires, classe ouvrière, vote, partis de gauche, populisme, allemagne, france, clivages (science politique), changements idéologiques (partis politiques), sondages d'opinion, polarisation (sciences sociales), droite radicale populiste, gauche de classe, petits blancs, élections, 1978-2017

Centre de Science Politique et de Politique Comparée (CESPOL)
Place Montesquieu 1 bte L2.08.07 – 1348 Louvain-la-Neuve – Belgique

**Populist radical right wing parties (PRRP) against the "old left"
the value system relating to globalization, the increase in the vote in favor of the populist and radical right among the working classes at the expense of the "old left"**

Abstract

In Western Europe, a decline in the working classes' vote for the traditional left (socialist, social-democratic, and communist) is observed, along with a strengthening of these classes' vote for populist radical right parties. This thesis quantitatively analyzes the influence of globalization on these developments in France, West and East Germany between the late 1970s and 2017. The theoretical framework draws on French, German, and international literature to articulate approaches to cleavages, micro-sociological, psychosocial, spatial, and issue voting, in order to explain the shift of part of the working classes toward populist radical right parties and the growing dealignment with respect to the "class left". Particular attention is paid to social structure and the concept of white working class ("*petits blancs*"). The comparative analyses reveal convergences and differences between the three cases: while the globalization fracture cuts across the working classes on both sides of the Rhine and the Elbe, its intensity and depth differ. The results show that the value system related to globalization acts as a mediator between class position and electoral behavior, contributing to the recomposition of political cleavages and the lasting weakening of the "old left."

Keywords: right-wing extremists, social classes, globalization, working classes, working class, voting, left-wing parties, populism, germany, france, cleavages (political science), ideological shifts (political parties), public opinion polls, polarization (social sciences), populist radical right, class left, working class white people, petits blancs, elections, 1978-2017

Avant-propos : le choc du 21 avril 2002

Il y a plus de 20 ans, le 21 avril 2002, ce fut le choc : la gauche traditionnelle, en la personne du Premier ministre socialiste Lionel Jospin, fut éliminée au premier tour de l'élection présidentielle française. Le candidat du Parti communiste français (PCF), Robert Hue, s'effondra littéralement à 3, 37 % des voix, n'atteignant même plus le million de voix. L'expérience de la « gauche plurielle », commencée cinq ans plus tôt, s'acheva par une catastrophe électorale. Jean-Marie Le Pen, patron historique du Front national (FN), *atteignit* le second tour face au président sortant Jacques Chirac. Jean-Marie Le Pen, lors de son discours au soir du premier tour, après avoir noté l'abstention record, avant même de se réjouir de son propre score, tonna sous les ricanements et les applaudissements de ses militants : « ce jour de 2002 est marqué [...] par la disparition du Parti communiste ».

Par la suite, le passé simple se transforma en imparfait : l'événement unique, le choc, l'extrême droite au second tour s'est avéré ne pas être un événement unique, une sorte de *dérapage*, mais une nouvelle *normalité*. Certes, en 2007, le duel du second tour fut celui entre le conservateur Nicolas Sarkozy et la socialiste Ségolène Royal et en 2012 entre Sarkozy et l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste (PS) François Hollande. Cependant en 2017, l'extrême droite était à nouveau au second tour : Emmanuel Macron s'y opposait à Marine Le Pen, la benjamine de Jean-Marie Le Pen. Rebelote en 2022, comme si la droite radicale avait souscrit à un abonnement pour le second tour.

Dans son discours au soir du premier tour de 2002, Jean-Marie Le Pen s'adressa directement aux « sans-grades », aux « mineurs et métallos », aux « ouvrières et aux ouvriers de toutes ces industries ruinées par l'euro-mondialisme de Maastricht ». Et Le Pen avait effectivement acquis une assise importante auprès des ouvriers et des employés (Mayer, 2002). Le Pen appela à dépasser le clivage gauche-droite en se déclarant « socialement de gauche, économiquement de droite et [...] nationalement de France. » De son discours aux relents sociaux transparaît la volonté de prendre la place de ce que le chercheur italien Stefano Bartolini qualifie de « gauche de classe » (*class left*). On y retrouve une bonne partie du « logiciel » de l'extrême droite actuelle que j'appellerai dans ce travail, à la suite de Cas Mudde (2007), la droite radicale populiste.

Le 21 avril 2002 choqua profondément ma famille, comme de très nombreux militants, soutiens et électeurs de gauche en France. Cela nous laissa tous stupéfaits, même si la montée de Le Pen auprès des classes populaires avait été notée depuis les élections de 1995, notamment par Pascal Perrineau (1996). J'ai moi-même voulu œuvrer à la refondation de la gauche, afin de redevenir majoritaire, de reconquérir les classes populaires et de battre la droite radicale populiste.

Les résultats sont cependant décevants. La tendance lourde, un déclin de la gauche auprès des classes populaires, récemment encore décrite par l'économiste Thomas Piketty (2018, 2019), et la montée de la droite radicale populiste auprès de ces catégories sociales n'ont pas cessé. Bien au contraire : l'Allemagne, épargnée jusqu'il y a peu par les victoires de la droite radicale populiste, a vu la naissance de l'*Alternative für Deutschland (AfD)*. L'AfD a massivement gagné des voix au sein des classes populaires. Le parti *DIE LINKE* (la gauche), fusion de forces politiques issues du *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (SPD) et du *Partei des Demokratischen Sozialismus* (PDS), a proportionnellement perdu plus de voix au profit de l'AfD que n'importe quel autre parti en Allemagne [1]. L'Espagne et le Portugal, deux pays qui n'avaient pas vu de forces politiques de droite radicale populiste faire de bons scores depuis la fin des dictatures dans les années 1970, ont également été confrontés à de nouveaux partis de la droite radicale. Même si des contre-exemples existent, la tendance générale reste marquée par un déclin inexorable de la part des voix obtenues par les partis de la « gauche de classe », tandis que les partis de droite radicale populiste enregistrent une progression continue.

Si avancer ne mène pas à la destination escomptée, il faut faire un pas de côté. C'est ainsi, en tant que scientifique, que je peux m'élever au-dessus de la mêlée, prendre de la hauteur, afin de voir, d'expliquer et de comprendre plus clairement ces évolutions. Ces analyses ne sont pas guidées par un quelconque « parti » pris ou *opinion* idéologique, mais dérangeront peut-être les uns ou les autres justement pour cette raison-là. Or, une telle *opinion* peut être un « obstacle épistémologique » (Bachelard, 1947, p. 14). Comme le dit Gaston Bachelard :

> « La science, dans son besoin d'achèvement comme dans son principe, s'oppose absolument à l'opinion. S'il lui arrive, sur un point particulier, de légitimer l'opinion, c'est pour d'autres raisons que celles qui fondent l'opinion ; de sorte que l'opinion a, en droit, toujours tort. » (Bachelard, 1947, p. 14)

Il n'est en effet guère agréable de voir son *opinion* mise à mal. Les captifs de la caverne de Platon « délivr[és] de leurs chaînes [...] forc[és] à lever les yeux

1. Notons que malgré cela la plupart des voix pour l'AfD ne viennent pas de *DIE LINKE* et que ce parti a perdu davantage d'électeurs à d'autres partis de gauche, en particulier le SPD et les verts, qu'à l'AfD (Kahrs, 2016).

vers la lumière » seront éblouis et « les ombres qu'il voyai[en]t tout à l'heure l[eur] paraîtront plus vraies » que la réalité (Platon, 2008, La République, Livre VII). Certains se révolteront contre l'idée d'être « délivrés » [2]. Il n'en reste pas moins que la connaissance est la *conditio sine qua non* pour qu'une réponse efficace puisse être proposée face à cette évolution. Pour pousser l'analogie encore plus loin (n'en déplaise à Karl R. Popper [3]) : tout comme le roi-philosophe (Φιλόσοφος βασιλιάς) *en puissance* de Platon doit entreprendre la voie éprouvante vers le monde intelligible (la connaissance, le monde des *Idées*) en quittant la caverne, la gauche *en quête de puissance* doit regarder en face les évolutions électorales des classes populaires.

2. Pour une interprétation de l'allégorie de la caverne, nous renvoyons à Heidegger (1947).

3. Voir en particulier le premier tome *L'ascendant de Platon* de son *The Open Society and Its Enemies* (Popper, 1945/2013).

Sommaire

Résumé xv

Avant-propos : le choc du 21 avril 2002 xvii

Sommaire xxi

Liste des tableaux xxiii

Table des figures xxxi

Introduction 1

I Cadre théorique, contexte et méthodes 7

1 Déterminants du vote 9

2 Les clivages et la mondialisation 23

3 Le rôle des enjeux (*issues*) pour le réalignement 45

4 La droite radicale populiste et la gauche traditionnelle 59

5 Les classes sociales 73

6 Hypothèses 99

II Données, choix de méthodes et des cas 105

7 Méthodes et choix des cas 107

8 Opérationnalisation du concept de classe sociale 129

9 Positionnement et saillance dans les programmes des partis 145

III Résultats et analyses empiriques 157

10 Position des partis en France et en Allemagne 159

11 La France 171

12 L'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est 243

13 Discussions des résultats 309

14 Conclusion 327

Bibliographie 331

A Annexes du chapitre 5 : Les classes sociales 363

B Annexes du chapitre 7 : Méthodes et choix des cas 365

C Annexes du chapitre 9 : Positionnement des partis 369

D Annexes du chapitre 11 379

E Annexes du chapitre 12 417

F Annexes du chapitre 13 477

Glossaire 487

Table des matières 527

Liste des tableaux

2.1 Proportions de personnes ayant une origine immigrée ou étant nées à l'étranger (2018) 34

3.1 Classification des enjeux 47
3.2 Les quatre types de changements électoraux 48

5.1 Croissance économique en Europe occidentale pendant des périodes différentes (en pourcent par an) 76

6.1 Saillance des dimensions de l'espace politiques et vote des classes populaires 102

7.1 Types d'États-providence selon Gosta Esping-Andersen 112
7.2 Moyenne indice KOF 1970-2021 113
7.3 Trois observations retenues 117
7.4 Étapes du choix des observations 117
7.5 Élections à analyser 119
7.6 Choix des élections à analyser 127

8.1 Schéma de classe EGP 133
8.2 Schéma de classe de Wright 136
8.3 Version simplifiée (8 classes) du schéma de classe de Oesch . . . 140
8.4 Les trois différentes logiques de travail des salariés Oesch 141

9.1 Gauche/droite économique 148
9.2 Dimension Libertaire / Autoritaire 148
9.3 Dimension Mondialisation 149
9.4 Dimension Libertaire / Autoritaire ajustée 150
9.5 Résumé des indices basés sur les données du projet *Manifesto* . . 154

10.1 Saillance systémique en France et en Allemagne (1971-2021) . . . 160
10.2 Positionnement moyen des partis politiques en France et en Allemagne (1971-2021) 161

11.1 France 1978 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP) 176
11.2 France : Distances des classes sociales (EGP) des partis de la gauche de classe en 1978 179
11.3 France 1988 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP) 194
11.4 France 1988 : Régression sur le vote, la classe sociale (EGP) et l'origine étrangère 197
11.5 France 1988 : Influence de l'identification partisane et de l'appartenance aux classes populaires sur les attitudes relatives à la mondialisation 201
11.6 France 1988 : Dimensions politiques et vote 205
11.7 France 1995 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP) 210
11.8 France 1995 : Vote FN en fonction des dimensions politiques . . . 214
11.9 France 2017 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP) 223
11.10France 2017 : Régression sur le rôle de l'identification partisane et de la distance sur le vote 225
11.11France 2017 : Régression sur les attributs ouvriers et populaires et le vote pour France insoumise (FI), PS et FN 227
11.12France 2017 : Dimensions politiques et vote pour Marine Le Pen 234
11.13France 2017 : Saillance des enjeux et vote pour Marine Le Pen . 238
11.14France 2017 : Saillance des enjeux et vote pour la France insoumise (FI) et le Parti socialiste (PS) 239

12.1 Allemagne 1980 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP) 245
12.2 Allemagne 1980 : Régression sur l'interaction entre ouvriers et syndicalisation sur le vote SPD 248
12.3 Allemagne de l'Est 2005 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP) 258
12.4 Allemagne de l'Est 2013 : Régression logistique binaire sur l'effet du positionnement sur les dimensions sur le vote en faveur de la gauche de classe 270
12.5 Allemagne de l'Ouest 2013 : Régression logistique binaire sur l'effet du positionnement sur les dimensions sur le vote en faveur de la gauche de classe 280
12.6 Allemagne de l'Est 2017 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP) 288
12.7 Allemagne de l'Ouest 2017 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP) 299

13.1 Saillance des dimensions de l'espace politiques et vote des classes populaires simplifié 318

A.1 Schéma de classe de Oesch 364

B.1 Moyenne des résultats électoraux (en %) des partis de la droite radicale populiste par décennie 365
B.2 Moyenne des résultats électoraux (en %) des partis de la « gauche de classe » par décennie 366
B.3 Méthodes de choix de cas 367
B.4 Élections de portée nationale par décennie depuis 1970 (hors élections européennes) 368

C.1 Positionnement moyen des partis socialistes / sociaux-démocrates en France et en Allemagne (1971-2021) 369
C.2 Saillance dans les programmes des partis socialistes / sociaux-démocrates en France et en Allemagne (1971-2021) 369
C.3 Positionnement moyen des partis de la droite radicale populiste en France et en Allemagne (1971-2021) 370
C.4 Saillance dans les programmes des partis de la droite radicale populiste en France et en Allemagne (1971-2021) 371

D.1 Tableau de correspondance du PCS de l'INSEE et des classes sociales pour l'enquête post-électorale française de 1978 382
D.2 France 1978 : Probabilité de vote pour le PCF et le PS d'un homme d'âge moyen (45 ans) en fonction de ses attributs ouvriers et populaires 382
D.3 France 1978 : Indices de clivages 383
D.4 France 1978 : Vote PCF et PS en fonction de la distance et de l'identification partisane 384
D.5 France 1978 : Vote PCF et PS en fonction des attributs ouvriers et populaires 387
D.6 Tableau de correspondance du PCS de l'INSEE et des classes sociales pour l'enquête post-électorale française de 1988 390
D.7 France 1988 : Vote PCF, PS et FN en fonction de la distance et de l'identification partisane 394
D.8 France 1988 : Modèles d'*outcome* et de *médiateur* pour l'analyse de médiation (tableau D.9 page 396) de l'effet de l'appartenance à la classe ouvrière sur le vote de Jean-Marie Le Pen (FN) 395
D.10 France 1988 : Distance euclidienne sur les trois dimensions (socio-économique, culturelle et mondialisation) entre partis et classes sociales (EGP) 395

D.9 France 1988 : Analyse de médiation causale de l'influence d'être ouvrier sur le vote pour Jean-Marie Le Pen par l'intermédiaire de l'attitude relative à la mondialisation 396
D.11 France 1988 : Distance euclidienne sur l'axe gauche droite entre partis et classes sociales (EGP) 397
D.12 France 1995 : Modèles d'*outcome* et de *médiateur* pour l'analyse de médiation (tableau D.9 page 396) de l'effet de l'appartenance à la classe ouvrière sur le vote de Jean-Marie Le Pen (FN) 401
D.14 France 1995 : Distance euclidienne sur les trois dimensions (socio-économique, culturelle et mondialisation) entre partis et classes sociales (EGP) 401
D.13 France 1995 : Analyse de médiation causale de l'influence d'être ouvrier sur le vote pour Jean-Marie Le Pen par l'intermédiaire de l'attitude relative à la mondialisation 402
D.15 France 1995 : Distance euclidienne sur l'axe gauche droite entre partis et classes sociales (EGP) 403
D.16 France 1995 : Influence de l'identification partisane (hors FN) et de l'appartenance aux classes populaires sur les attitudes relatives à la mondialisation 403
D.17 France 1995 : Modèles d'*outcome* et de *médiateur* pour l'analyse de médiation (tableau D.9 page 396) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote de gauche de classe (PS et PCF) . . 404
D.18 France 1995 : Analyse de médiation causale de l'influence d'être ouvrier sur le vote pour la gauche de classe (PS, PCF) par l'intermédiaire de l'attitude relative à la redistribution 405
D.19 Tableau de correspondance des catégories professionnelles et des classes sociales pour 2017 409
D.20 France 2017 : Régression sur l'influence de l'appartenance aux classes populaires et de l'identification partisane (hors FN) sur les attitudes relatives à la mondialisation/immigration 410
D.21 France 2017 : Régression sur le fait d'être « petit blanc » sur le vote pour le FN 410
D.22 France 2017 : Régression sur le fait d'être non blanc, autoritaire et vote pour le FN 412
D.23 France 2017 : Régression sur l'identification partisane (hors FN), les attitudes sur l'immigration et le vote pour le FN 413
D.24 France 2017 : Saillance des enjeux et vote pour la France insoumise (FI) et le Parti socialiste (PS) dans les classes populaires et parmi les petits blancs 414

D.25 France 2017 : Conscience ouvrière et vote pour la gauche de classe (France insoumise (FI) et Parti socialiste (PS)) et le FN 415
D.26 France 2017 : Médiation entre classes populaires, attitudes socio-économiques et vote pour FI/PS et FN 416

E.1 Allemagne 1980 : Tableau de correspondance entre enjeux et dimensions politiques 419
E.2 Allemagne 1980 : Interaction entre appartenance à la classe ouvrière et aux classes populaires et syndicalisation et vote pour le SPD . 424
E.3 Allemagne 1980 : Distance et identification partisane et vote pour le SPD 425
E.4 Allemagne de l'Est 2005 : Distance et identification partisane et vote pour la gauche de classe (SPD et le *DIE LINKE*) 427
E.5 Allemagne de l'Est 2013 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP) 428
E.6 Allemagne de l'Est 2013 : Syndicalisation et vote pour le SPD, *DIE LINKE* et le AfD 429
E.7 Allemagne de l'Est 2013 : Identification partisane et attitudes face à la mondialisation 430
E.8 Allemagne de l'Est 2013 : Saillance des enjeux et vote pour le SPD et *DIE LINKE* 431
E.9 Allemagne de l'Est 2013 : Vote pour l'AfD et attitudes face à la mondialisation 432
E.10 Allemagne de l'Est 2013 : Identification partisane et distance au SPD et *DIE LINKE* 433
E.11 Allemagne de l'Est 2013 : Saillance des enjeux et vote pour l'AfD 434
E.12 Allemagne de l'Est 2013 : Modèles d'*outcome* et de médiateur pour l'analyse de médiation (tableau E.13 page 436) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote de l'AfD 435
E.13 Allemagne de l'Est (2013) : Analyse de médiation causale de l'influence d'appartenir aux classes populaires sur le vote de l'AfD par l'intermédiaire de l'attitude relative à la mondialisation 436
E.14 Allemagne de l'Ouest 2013 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP) 436
E.15 Allemagne de l'Ouest 2013 : Syndicalisation et vote pour le *DIE LINKE* et le AfD 437
E.16 Allemagne de l'Ouest 2013 : Identification partisane et distance au SPD et *DIE LINKE* 438
E.17 Allemagne de l'Ouest 2013 : Identification partisane et attitudes face à la mondialisation 439

E.18 Allemagne de l'Ouest 2013 : Saillance des enjeux et vote pour le SPD et *DIE LINKE* 440
E.19 Allemagne de l'Ouest 2013 : Saillance des enjeux et vote pour le AfD 441
E.20 Allemagne de l'Ouest 2013 : Modèles d'*outcome* et de médiateur pour l'analyse de médiation (tableau E.21 page 443) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote de l'AfD 442
E.21 Allemagne de l'Ouest (2013) : Analyse de médiation causale de l'influence d'appartenir aux classes populaires sur le vote de l'AfD par l'intermédiaire de l'attitude relative à la mondialisation 443
E.22 Allemagne de l'Ouest 2013 : Modèles d'*outcome* et de médiateur pour l'analyse de médiation (tableau E.23 page 445) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote de la gauche de classe 444
E.23 Allemagne de l'Ouest (2013) : Analyse de médiation causale de l'influence d'appartenir aux classes populaires sur le vote de la gauche de classe par l'intermédiaire de l'attitude relative à la mondialisation 445
E.24 Eigene Position sozioökonomische Dimension (vn59) 446
E.25 Allemagne de l'Est 2017 : Régression sur l'interaction entre identification partisane, distance et vote pour le SPD 448
E.26 Allemagne de l'Est 2017 : Régression sur l'interaction entre identification partisane, distance et vote pour *DIE LINKE* 449
E.27 Allemagne de l'Est 2017 : Identification partisane et attitudes face à la mondialisation 450
E.28 Allemagne de l'Est 2017 : Attitudes face à la mondialisation et vote pour le AfD 451
E.29 Allemagne de l'Est 2017 : Attitudes face à la mondialisation et identification partisane et vote pour le AfD 452
E.30 Allemagne de l'Est 2017 : Saillance des enjeux et vote pour le SPD et *DIE LINKE* 453
E.31 Allemagne de l'Est 2017 : Saillance des enjeux et vote pour le AfD 454
E.32 Allemagne de l'Est 2017 : Positionnement sur les trois dimensions et vote pour l'AfD 455
E.33 Allemagne de l'Est 2017 : Positionnement sur les trois dimensions et vote pour le SPD/*DIE LINKE* 456
E.34 Allemagne de l'Est 2017 : Modèles d'*outcome* et de médiateur pour l'analyse de médiation (tableau E.35 page 458) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote pour l'AfD 457
E.35 Allemagne de l'Est (2017) : Analyse de médiation causale de l'influence d'appartenir aux classes populaires sur le vote de l'AfD par l'intermédiaire de l'attitude relative à la mondialisation 458

E.36 Allemagne de l'Est 2017 : Modèles d'*outcome* et de médiateur pour l'analyse de médiation (tableau E.37 page 460) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote pour la gauche de classe (SPD et *DIE LINKE*) 459
E.37 Allemagne de l'Est (2017) : Analyse de médiation causale de l'influence d'appartenir aux classes populaires sur le vote de la gauche de classe par l'intermédiaire de l'attitude relative à la redistribution 460
E.38 Allemagne de l'Ouest 2017 : Régression sur l'interaction entre identification partisane, distance et vote pour le SPD 462
E.39 Allemagne de l'Ouest 2017 : Régression sur l'interaction entre identification partisane, distance et vote pour *DIE LINKE* 463
E.40 Allemagne de l'Ouest 2017 : Petits blancs et vote pour l'AfD . . . 464
E.41 Allemagne de l'Ouest 2017 : Régression sur l'identification partisane (hors AfD) et les attitudes sur la mondialisation 465
E.42 Allemagne de l'Ouest 2017 : Régression sur l'influence de la classe et la race sur le vote pour le SPD et *DIE LINKE* 467
E.43 Allemagne de l'Ouest 2017 : Saillance des enjeux et vote pour le SPD et *DIE LINKE* 468
E.44 Allemagne de l'Ouest 2017 : Saillance des enjeux et vote pour le AfD 469
E.45 Allemagne de l'Ouest 2017 : Positionnement sur les trois dimensions et vote pour le SPD/*DIE LINKE* 470
E.46 Allemagne de l'Ouest 2017 : Positionnement sur les trois dimensions et vote pour l'AfD 471
E.47 Allemagne de l'Ouest 2017 : Modèles d'*outcome* et de médiateur pour l'analyse de médiation (tableau E.48 page 473) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote pour la gauche de classe (SPD et *DIE LINKE*) 472
E.48 Allemagne de l'Est (2017) : Analyse de médiation causale de l'influence d'appartenir aux classes populaires sur le vote de la gauche de classe par l'intermédiaire de l'attitude relative à la redistribution 473
E.49 Allemagne de l'Ouest : 2017 : Modèles d'*outcome* et de médiateur pour l'analyse de médiation (tableau E.50 page 475) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote pour l'AfD . . . 474
E.50 Allemagne de l'Ouest (2017) : Analyse de médiation causale de l'influence d'appartenir aux classes populaires sur le vote de l'AfD par l'intermédiaire de l'attitude relative à la mondialisation 475

F.1 France : Résumé des hypothèses et résultats 477
F.2 Allemagne de l'Est : Résumé des hypothèses et résultats 480
F.3 Allemagne de l'Ouest : Résumé des hypothèses et résultats 483

Table des figures

1.1 Modèle spatial du vote dans un espace politique à deux dimensions 13
1.2 Modèle de vote psychosocial simplifié 17
1.3 Modèle de vote revisité 19

2.1 Diagramme de Venn : Clivage, division ou différence 26
2.2 Ouverture des économies (Commerce en % du PIB de 1970 à 2021) 31
2.3 Solde migratoire en Allemagne et en France (2000-2021) 33
2.4 Espace politique en deux dimensions (Gauche / Droite économique et GAL / TAN) 42
2.5 Espace politique en trois dimensions (Gauche / Droite économique, GAL / TAN et Ouverture / Fermeture) 43

3.1 Réalignement : élections critiques, de rupture et de réalignement . 52

4.1 L'espace politique en fer à cheval 62
4.2 Diagramme de Venn : Droite radicale populiste 67

5.1 Ngram : Fréquence de publication d'ouvrages comportant les termes suivant dans leur titre : « classe ouvrière », « classes sociales » ou « classes populaires » 86
5.2 Diagramme de Venn : Classes populaires 89
5.3 Diagramme de Venn : Petits blancs 98

6.1 Position sociale, attitude sur la mondialisation et vote pour la droite radicale populiste (graphique inspiré par Gougou, 2012, p. 162) . 102

7.1 Schéma de l'heuristique pour le choix de cas 109
7.2 Résultats électoraux entre 1970-2022 114
7.3 Vote par famille politique (socialistes, communistes, droite radicale) 120
7.4 Vote par famille politique (gauche traditionnelle, droite radicale) . 121
7.5 Allemagne : Vote par famille politique (socialistes, communistes, droite radicale) 123

7.6 Allemagne : Vote par famille politique (gauche traditionnelle, droite radicale) 124

8.1 Dimensions définissant la position de classe des employés dans le schéma de Wright 135

10.1 Saillance systémique des dimensions socio-économiques, culturelles et relatives à la mondialisation 162
10.2 Positionnement moyen des partis politiques sur les dimensions socio-économiques, culturelles et relatives à la mondialisation 165
10.3 Partis socialistes et sociaux-démocrates : Positionnement et saillance des dimensions socio-économiques, culturelles et relatives à la mondialisation 167
10.4 Partis de la droite radicale populiste : Positionnement et saillance sur les dimensions socio-économiques, culturelles et relatives à la mondialisation 168
10.5 Évolution du positionnement du FN entre 1986 et 2017 (3d) . . . 170

11.1 France 1978 : Vote en fonction de la classe sociale 175
11.2 France 1978 : Identification partisane en fonction de la classe sociale (EGP) 177
11.3 France 1978 : Taux de syndicalisation en fonction de la classe sociale (EGP) 178
11.4 France 1978 : Proportion de la classe sociale votant pour le PCF, le PS et l'extrême droite 180
11.5 France 1978 : Effet de l'interaction entre attributs ouvriers et syndicalisation sur le vote communiste 183
11.6 France 1978 : Distribution des attitudes gauche-droite en fonction de la classe sociale (EGP) 184
11.7 France 1978 : Distance et identification partisane et vote pour le PCF 185
11.8 France 1978 : Besoin des États-Unis pour défendre les intérêts des Français 187
11.9 France 1978 : Pour ou contre l'implantation d'entreprises étrangères en France 188
11.10 France 1988 : Vote en fonction de la classe sociale 192
11.11 France 1988 : Identification partisane en fonction de la classe sociale (EGP) 193
11.12 France 1988 : Proportion de la classe sociale votant pour Jean-Marie Le Pen, François Mitterrand et André Lajoinie 196

11.13France 1988 : Probabilité du vote en faveur de Jean-Marie Le Pen (FN), François Mitterrand (PS) et André Lajoinie (PCF) en fonction des attributs ouvriers et populaires 198
11.14France 1988 : Chaîne causale entre ouvrier, attitude relative à la mondialisation et vote pour Jean-Marie Le Pen 200
11.15France 1988 : Distribution des attitudes gauche-droite en fonction de la classe sociale (EGP) 202
11.16France 1988 : Positionnement des partis et des classes sociales sur les trois dimensions 204
11.17France 1995 : Distribution des attitudes gauche-droite en fonction de la classe sociale (EGP) 208
11.18France 1995 : Vote en fonction de la classe sociale 209
11.19France 1995 : Composition de l'électorat de Lionel Jospin, Robert Hue et Jean-Marie Le Pen 211
11.20France 1995 : Identification partisane en fonction de la classe sociale 212
11.21France 1995 : Vote en fonction des attributs populaires et ouvriers 215
11.22France 1995 : Distance, identification partisane et vote pour les candidats du PCF, PS et FN 216
11.23France 1995 : Chaîne causale entre l'appartenance à la classe ouvrière, attitude relative à la mondialisation et vote pour Jean-Marie Le Pen 217
11.24France 1995 : Interaction entre Identification partisane (hors FN) et l'appartenance aux classes populaires sur les attitudes sur la mondialisation 218
11.25France 1995 : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitudes relatives à la redistribution et vote pour la gauche de classe (PS et PCF) 219
11.26France 2017 : Vote en fonction de la classe sociale 222
11.27France 2017 : Identification partisane en fonction de la classe sociale 224
11.28France 2017 : Probabilité prédite de voter pour le FN en fonction d'une identification partisane pour un autre parti et d'attitudes négatives sur l'immigration 230
11.29France 2017 : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la mondialisation et vote pour Marine Le Pen 231
11.30France 2017 : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la redistribution et vote pour la gauche de classe 232
11.31France 2017 : Saillance des enjeux selon les électeurs 237

11.32France 2017 : Saillance des enjeux, classes populaires, petits Blancs et vote de gauche 240

12.1 Allemagne 1980 : Identification partisane en fonction de la classe sociale 247
12.2 Allemagne 1980 : Distance et identification partisane sur le vote SPD 249
12.3 Allemagne 1980 : Effet de l'interaction entre ouvriers et syndicalisation sur le vote SPD 251
12.4 Allemagne de l'Est 2005 : Vote en fonction de la classe sociale . . 256
12.5 Allemagne de l'Est 2005 : Identification partisane en fonction de la classe sociale 257
12.6 Allemagne de l'Est 2005 : Composition de l'électorat de *DIE LINKE* (PDS/*Arbeit & soziale Gerechtigkeit – Die Wahlalternative* (WASG)), SPD et *Nationaldemokratische Partei Deutschlands* (NPD) 260
12.7 Allemagne de l'Est 2005 : Position gauche-droite en fonction de classe sociale et positionnement des partis 261
12.8 Allemagne de l'Est 2013 : Vote en fonction de la classe sociale . . 264
12.9 Allemagne de l'Est 2013 : Proportion de classes sociales votant pour le SPD, *DIE LINKE*, l'AfD et le NPD 265
12.10Allemagne de l'Est 2013 : Interaction entre identification partisane et classe sociale sur les attitudes relatives à la mondialisation . . . 268
12.11Allemagne de l'Est 2013 : Position des classes sociales et des partis sur la dimension mondialisation 269
12.12Allemagne de l'Est 2013 : Attitude sur le soutien financier aux pays de l'Union européenne (UE) 272
12.13Allemagne de l'Est (2013) : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la mondialisation et vote pour l'AfD 273
12.14Allemagne de l'Ouest 2013 : Vote en fonction de la classe sociale . 276
12.15Allemagne de l'Ouest 2013 : Intensité de l'identification partisane en fonction de la classe sociale 277
12.16Allemagne de l'Ouest 2013 : Effet d'interaction entre distance et identification sur le vote pour le SPD 278
12.17Allemagne de l'Ouest 2013 : Position des classes sociales et des partis sur la dimension mondialisation 281
12.18Allemagne de l'Ouest (2013) : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la mondialisation et vote pour l'AfD 282
12.19Allemagne de l'Ouest (2013) : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la redistribution et vote pour la gauche de classe 283

12.20Allemagne de l'Est 2017 : Vote en fonction de la classe sociale . . 287
12.21Allemagne de l'Est (2017) : Placement des partis et des classes sur les trois dimensions 290
12.22Allemagne de l'Est (2017) : Identification partisane en fonction de la classe sociale 291
12.23Allemagne de l'Est (2017) : Petits blancs et vote pour l'AfD . . . 293
12.24Allemagne de l'Est (2017) : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la mondialisation et vote pour l'AfD 296
12.25Allemagne de l'Ouest 2017 : Vote en fonction de la classe sociale . 298
12.26Allemagne de l'Ouest (2017) : Placement des partis et des classes sur les trois dimensions 301
12.27Allemagne de l'Ouest (2017) : Identification partisane en fonction de la classe sociale 302
12.28Allemagne de l'Ouest (2017) : Identification partisane pour le SPD en fonction de la classe sociale 303
12.29Allemagne de l'Ouest (2017) : Petits blancs et vote pour l'AfD . . 305
12.30Allemagne de l'Ouest (2017) : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la redistribution et vote pour la gauche de classe 307
12.31Allemagne de l'Ouest (2017) : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la mondialisation et vote pour l'AfD 308

13.1 Allemagne de l'Ouest : Indice d'Alford et classes populaires 310
13.2 France : Indice d'Alford et classes populaires 312
13.3 Allemagne de l'Est : Indice d'Alford et classes populaires 313
13.4 Diagramme de Venn : Clivage, division ou différence face à la mondialisation en Allemagne et en France 320
13.5 Diagramme de Venn : Clivage, division ou différence face à l'opposition capital/travail en Allemagne et en France 323
13.6 Modèle de vote revisité : bilan des analyses 325

A.1 Schéma de classe EGP 363

C.1 Positionnement des partis politiques français en 1986 370
C.2 Positionnement des partis politiques français en 2017 371
C.3 Positionnement des partis politiques allemands en 2021 372
C.4 Positionnement des partis politiques français en 1986 (*z score*) . . 373
C.5 Positionnement des partis politiques français en 1986 (3d) 374
C.6 Positionnement des partis politiques français en 2017 (*z score*) . . 375

C.7 Positionnement des partis politiques français en 2017 (3d) 376
C.8 Positionnement des partis politiques allemands en 2021 (*z score*) . 377
C.9 Positionnement des partis politiques allemands en 2021 (3d) . . . 378

D.1 France 1978 : Composition de l'électorat des partis en fonction de la classe sociale (EGP) 383
D.2 France 1978 : Identification partisane pour le PS en fonction de la classe sociale (EGP) 385
D.3 France 1978 : Identification partisane pour le PCF en fonction de la classe sociale (EGP) 386
D.4 France 1988 : Composition de l'électorat des partis en fonction de la classe sociale (EGP) 390
D.5 France 1988 : Identification partisane pour le PS en fonction de la classe sociale (EGP) 391
D.6 France 1988 : Identification partisane pour le PCF en fonction de la classe sociale (EGP) 392
D.7 France 1988 : Identification partisane pour le FN en fonction de la classe sociale (EGP) 393
D.8 France 1995 : Comparaison du positionnement des partis sur l'axe gauche-droite par les données du projet Manifesto et l'Enquête post-électorale française 399
D.9 France 2017 : Influence de l'appartenance aux classes populaires et de l'identification partisane (hors FN) sur les attitudes relatives à la mondialisation/immigration 411

E.1 Allemagne 1980 : Comparaison du positionnement des partis sur l'axe gauche-droite par les données Manifesto et l'Enquête électorale de Kiel 422
E.2 Allemagne 1980 : Gauche-droite par classe sociale et position des partis 423

Introduction

Sommaire du présent chapitre

Vers où tourner les projecteurs ?	**1**
Problématisation	**4**
Questions de recherche	**6**

Les classes populaires et les partis politiques : vers où tourner les projecteurs ?

L'analyse des classes sociales a été considérée par de nombreux sociologues et politistes comme obsolète [4]. De ce fait, dans les recherches universitaires récentes, les classes populaires ont souvent été reléguées dans l'obscurité. Au risque de laisser dans « l'angle mort toute une quantité non négligeable de la population qui ne semble pas suffisamment digne d'intérêt et qui participe du même coup à l'occultation d'un certain nombre de processus sociaux pourtant essentiels à la compréhension du monde contemporain » (Schultheis et al., 2009, p. 13).

Cependant, ces catégories populaires ne manquent pas d'être extirpées de l'obscurité au moment des élections : des commentateurs soulignent leur fort taux d'abstention et regrettent le vote pour des partis jugés peu recommandables – jadis, en France, un vote important pour le PCF et, aujourd'hui, pour le Rassemblement national (RN), le FN rebaptisé. L'on n'est pas loin d'une représentation proche du

4. Et non les moindres, comme l'illustre l'article majeur de Clark et Lipset (1991).

titre (déformé) du célèbre ouvrage de Louis Chevalier (1958), devenu depuis lors un adage : « classes laborieuses, classes dangereuses » !

Dans de nombreux pays européens, l'on observe dans les classes populaires un déclin du vote pour la « vieille gauche », ce que Stefano Bartolini qualifie de « gauche de classe » (2000). Des exemples évocateurs de ce phénomène sont le PCF en France qui a presque disparu électoralement et le SPD en Allemagne dont l'ancrage auprès des ouvriers a fortement décru. Parallèlement, l'on peut observer un renforcement du vote des classes populaires pour les partis de la droite radicale – alors que le cœur du soutien de ces partis se situait traditionnellement dans les classes moyennes (« le monde de la boutique »). La montée des partis de droite radicale « n'est plus alors un simple défi que la droite lance à la droite, elle pose une série de questions politiques et sociales qui viennent désormais bousculer la gauche » (Perrineau, 2017a, p. 59).

Ces dernières décennies n'ont pas seulement été marquées par l'ascension des partis de la droite radicale populiste, mais également par une intensification de la mondialisation (Gygli et al., 2019). Celle-ci a provoqué des bouleversements sociaux et économiques et suscité des réactions politiques (Bornschier, 2018 ; Kriesi et al., 2008c ; Mader et al., 2019 ; Steiner, 2013 ; Teney et al., 2014 ; Teperoglou & Tsatsanis, 2011 ; Walter, 2015, 2021 ; Walter & Maduz, 2009). La droite radicale populiste se présente comme opposée à la mondialisation, glorifiant la nation, bien souvent fantasmée culturellement et ethniquement homogène, comme rempart face à l'insécurité du monde. La simultanéité chronologique – ou du moins leur proximité – entre déclin du vote des classes populaires pour la gauche traditionnelle et la montée électorale de la droite radicale populiste, ainsi que l'intensification de la mondialisation intriguent. Cela conduit à la question de savoir si ces trois phénomènes, déclin électoral de la gauche, renforcement électoral de la droite radicale populiste et intensification de la mondialisation, ne sont pas liés entre eux : n'y a-t-il pas de liens, d'interactions entre ces trois phénomènes ?

Ce travail braque les projecteurs sur les classes populaires afin de les faire sortir de l'obscurité, de mettre en lumière [5], sans mépris, sans « racisme de classe » (Taguieff, 1989, p. 101) et sans idéalisation « des opprimés », des « subalternes » ou du prétendu « sujet révolutionnaire » de certaines vulgates marxisantes, le

5. Sans mauvais jeu de mots, en allemand : « *Ins rechte Licht rücken* ».

changement de comportement électoral de celles-ci. Pour y parvenir au mieux, ce travail se conformera strictement à la *Wertfreiheit* (neutralité axiologique) de Max Weber, exigeant du chercheur qu'il sépare la description du réel des jugements de valeur sur celui-ci [6] afin de préserver son indépendance : « de garder toujours la tête froide, face à tous les idéaux, même les plus majestueux régnant à un moment déterminé, en préservant sa capacité à nager à contre-courant si cela s'avère nécessaire » [7] (Weber, 1922/1985, p. 539).

Nous braquons les projecteurs sur les électeurs des classes populaires. Ce travail, pour l'exprimer en jargon politiste issu de la théorie économique de la politique (Downs, 1957) considérant la compétition électorale comme un marché politique (*political market*), se concentre davantage sur la demande politique (*political demand*) que sur l'offre (*political supply*). Cependant, la fameuse loi de Say, selon laquelle « l'offre crée sa propre demande », s'applique également aux *marchés* politiques. Ainsi Rennwald et Evans (2014) ont pu montrer comment les stratégies différentes du Parti socialiste suisse (PS) et du *Sozialdemokratische Partei Österreichs* (SPÖ) autrichien avaient eu un effet sur la base de classe de l'électorat de ces partis : tandis que le SPÖ a pu maintenir une base importante parmi les travailleurs, celle-ci a fortement décliné pour le PS dont la pierre angulaire est à présent une fraction des nouvelles classes moyennes. Or, les attitudes de celles-ci et des travailleurs ne divergent pas de manière significative entre la Suisse et l'Autriche. Les bases électorales différentes ne s'expliqueraient donc pas par la demande, mais par les positionnements différents des partis sociaux-démocrates/socialistes [8], c'est-à-dire par l'offre politique. Séparer artificiellement la demande de l'offre revient, pour ainsi dire, à « s'éborgner ». L'on se prive d'une analyse de l'interaction, de la relation dialectique entre le positionnement des partis politiques et de l'électorat. C'est pour cela que ce travail ne fera pas l'économie de l'étude du positionnement des

6. Cela consiste en la « *Trennung rein logisch erschließbarer und rein empirischer Sachverhalte einerseits, von den praktischen, ethischen oder weltanschauungsmäßigen, Wertungen andererseits* » (Weber, 1922/1985, p. 488).

7. Propre traduction de l'original : « sich gegenüber den jeweilig herrschenden Idealen, auch den majestätischsten, einen kühlen Kopf im Sinn der persönlichen Fähigkeit zu bewahren, nötigenfalls »gegen den Strom zu schwimmen« . »

8. Concrètement, l'article indique que les socialistes suisses ont davantage mis l'accent (« *degree of emphasis* ») sur les questions sociétales que les sociaux-démocrates autrichiens, ce qui expliquerait le déclin de sa base ouvrière en suisse tandis qu'elle reste importante en Autriche (Rennwald & Evans, 2014, p. 1125).

partis politiques.

Problématisation

Ce qui s'apparente à un « échange » d'électorat – déclin du vote des classes populaires pour la gauche et renforcement du vote des classes populaires pour l'extrême droite – pose un problème d'interprétation. En effet, les anciennes théories, expliquant la montée du fascisme et de la droite radicale par les craintes des classes moyennes (voir : Burnham, 1972 ; J. W. Falter et Hänisch, 1986/2013 ; Lipset, 1960 ; Trotzki, 1933/1999), sont dépassées. Si la montée de ces formations de droite ne s'explique pas – ou plus principalement – par les peurs des classes moyennes, alors les théories classiques ne conviennent plus à expliquer ce phénomène.

Par ailleurs, jusque dans les années 1980, les partis de la « vieille gauche » parvenaient à maintenir leur base populaire. La montée des forces de droite radicale ne s'accompagnait pas d'une telle érosion de cette base à gauche. Ces mouvements opposés presque simultanés de la gauche et de la droite peuvent faire penser au rapport qu'entretiennent une cabine d'ascenseur et son contrepoids ou au principe des vases communicants. Ces développements inédits suggèrent l'existence d'un lien entre changements de bases sociales de la droite radicale et de la gauche.

Ils ont suscité une myriade de travaux de science politique et de sociologie et ont fait (ré)apparaitre différents courants théoriques pour les expliquer (pour la présentation des différents courants théoriques actuels expliquant le vote en faveur des partis de la droite radicale, voir par exemple : Arzheimer, 2014, p. 535 sqq.). Ce glissement de pans importants des classes populaires a été interprété par certains (Lengfeld, 2018 ; Lux, 2018 ; Schröder, 2018) comme une illustration de l'affaiblissement des facteurs socio-démographiques pour expliquer le vote. Ce type d'affirmation est vigoureusement contesté par d'autres (Evans, 1999b ; Evans et Northmore-Ball, 2018 ; Gingrich et Häusermann, 2015 ; Schoen, 2014 ; van der Waal et al., 2007, plus spécifiquement au sujet de l'extrême droite : Oesch, 2008). La littérature germanophone s'est notamment engagée dans une controverse pour savoir si ce sont plutôt des conditions sociales objectives et subjectives qui causent le vote pour la droite radicale (hypothèse des « perdants de la mondialisation » / « modernisation ») (Spier, 2010) ou si ce sont des attitudes

ou des valeurs telles que l'autoritarisme et la xénophobie qui en sont à l'origine (Lengfeld, 2018 ; Lengfeld & Dilger, 2018 ; Schröder, 2018).

Plaide pour cette dernière affirmation le fait que des électeurs possèdent des systèmes de valeurs, des préférences et des comportements (électoraux) différents malgré des contextes et des histoires de vie similaires. Dans cette perspective, il paraît, en effet, réducteur et mécaniste d'imputer le vote à des facteurs sociodémographiques. Cependant, les électeurs ne sont pas des monades isolées. Ils sont façonnés par une histoire et intégrés à un environnement social, économique et politique. Les systèmes de valeurs, les préférences des individus n'apparaissent pas *ex nihilo*. Les valeurs et les préférences qui motivent le vote sont donc liées à un environnement. Pour le dire avec la fameuse expression de Marx dans son « Introduction à la critique de l'économie politique » : « Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être, mais inversement, c'est leur être social qui détermine leur conscience. » [9] (Marx, 1859/1961b, p. 9). Au lieu de persister dans une confrontation stérile entre facteurs sociodémographiques et préférences idéologiques, il nous paraît utile de dépasser (« *Aufheben* » au sens hégélien [10]) cette contradiction en combinant ces approches antagonistes.

Si l'on accepte que l'être social détermine la conscience sociale, qu'il y a donc un lien entre conditions sociales objectives et vision du monde, quelles conditions créent quelles visions et favorisent la montée de la droite radicale populiste ? Nous pensons que l'une des clefs pour résoudre cette énigme est d'analyser le rôle de la mondialisation – qui est bien souvent évoquée, mais rarement analysée en tant que telle (Laloux et al., 2022).

9. Propre traduction de l'original : « Es ist nicht das Bewußtsein der Menschen, das ihr Sein, sondern umgekehrt ihr gesellschaftliches Sein, das ihr Bewußtsein bestimmt »

10. « Par *aufheben* nous entendons d'abord la même chose que par *hinwegräumen* (abroger), *negieren* (nier), et nous disons en conséquence, par exemple, qu'une loi, une disposition, etc., sont *aufgehoben* (abrogées). Mais, en outre, *aufheben* signifie aussi la même chose que *aufbewahren* (conserver), et nous disons en ce sens que quelque chose est *wohl aufgehoben* (bien conservé). » (Hegel, 1830/1959)

Questions de recherche

Cette thèse a donc pour objet d'étudier l'influence de la mondialisation sur le comportement électoral des classes populaires, afin de déterminer dans quelle mesure celle-ci explique l'affaiblissement de leur vote pour les partis de la gauche et l'augmentation de leur vote pour les partis de la droite radicale populiste. Cela revient à examiner si la mondialisation joue un rôle structurant sur le comportement électoral comme l'ont (eu) les quatre clivages classiques (capital/travail, Église / État, villes / campagnes et centre / périphérie) [11]. Afin d'apporter des réponses, nous décomposons ceci en trois questions, faisant référence aux trois dimensions des clivages que Stefano Bartolini (2000) a révélées :

1. **La dimension structurelle** : Quels liens existent entre la mondialisation et le vote des classes populaires pour les partis de gauche et de droite radicale populiste ?
2. **La dimension normative** : Quels liens existent entre mondialisation et identité, valeurs et attitudes au sein des classes populaires ?
3. **La dimension organisationnelle/comportementale** : Quels liens existent entre positionnements des partis de gauche et de droite radicale populiste relatifs à la mondialisation et votes des classes populaires pour les partis de gauche et de droite radicale populiste ?

11. Nous renvoyons bien évidemment au chapitre séminal « Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments : An Introduction » de Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan (1967a).

Première partie

Cadre théorique, contexte et méthodes

Chapitre 1

Déterminants du vote pour la « vieille gauche » et la droite radicale populiste

Sommaire du présent chapitre

1.1 Théories sur le vote **9**

1.2 Congruence entre attitudes et positionnement des partis **12**

1.3 Modèle pour le vote **16**

1.1 Théories sur le vote

Il n'y a, à ce jour, pas de théorie unifiée et universellement acceptée pour expliquer et prédire le vote. L'on peut néanmoins identifier quatre grands courants :

1. Le choix rationnel (ou « théorie économique du vote ») : inspirée de la microéconomie, cette approche théorisée par Anthony Downs (1957) postule que les individus votent pour le parti dont ils estiment qu'il maximise leur utilité [1]. Il en découle un *modèle spatial* du vote selon lequel l'électeur se tourne vers le parti étant le plus proche de ses préférences (Arzheimer &

1. Ce qui ne va pas sans poser un certain nombre de problèmes dont le « paradoxe du vote » sur lequel a notamment disserté Raymond Boudon (1997).

Schmitt, 2014, p. 347 sqq.) ce qui déclenche une interaction entre préférences des électeurs et positionnement des partis politiques ;

2. Les approches sociologiques qui se subdivisent en deux sous-catégories :

   (a) L'approche macro-sociologique (Clivages) de Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan (1967a) se focalise sur les grands conflits qui structurent le système partisan et le vote de groupes sociaux, mais, de ce fait, se focalise moins sur l'explication du vote d'individus. Nous avons développé cette approche plus en détail dans la section 2.1 page 23 ;

   (b) L'approche micro-sociologique (Columbia) : l'ouvrage fondateur de cette approche est *The People's Choice* (1944/1960) de Paul F. Lazarsfeld et al. Celle-ci prend en considération la position de l'individu dans la structure sociale et son appartenance à un ou plusieurs groupes sociaux. Cette appartenance structure les préférences politiques de l'individu qui votera en fonction de sa position sociologique ;

3. L'approche psychosociologique (Ann-Arbor/Michigan) développée par les chercheurs de l'Université du Michigan (Ann-Arbor), en particulier par Angus Campbell et al. et l'ouvrage séminal *The Amercian Voter* (1960). C'est l'approche dominante dans la recherche électorale (Hutchings & Jefferson, 2018, p. 22). Cette approche se démarque de l'approche micro-sociologique jugée trop statique en octroyant une place centrale à l'*identification partisane*. Cette identification durable structurerait deux autres variables, qui expliquent le vote à plus court terme : la perception des enjeux et des candidats. Ce serait l'interaction entre l'identification partisane, la perception des candidats et des enjeux qui déterminerait le choix des électeurs (voir aussi la figure 1.2 page 17).

Au-delà de ces modèles généraux du vote, le renouveau électoral des partis d'extrême droite dans les années 1970 et 1980 a vu l'apparition d'un nombre important d'approches pour expliquer le vote pour ces partis. Comme pour les théories générales du vote, il n'existe aucune « théorie unifiée et générale du vote pour des partis d'extrême droite » (Spier, 2016, p. 265). Celles qui existent peuvent être divisées en quatre grands courants (Arzheimer, 2014, p. 536 sqq.) :

1. Un premier courant tente d'expliquer le soutien aux partis d'extrême droite – à la suite de Theodor W. Adorno (1950) – par des traits de personnalité acquis au cours de la socialisation. Dans cette même famille de théories se trouvent également les approches qui tentent d'expliquer le vote pour les partis d'extrême droite par des systèmes de valeurs, d'attitudes telles que celui développé par Ronald Inglehart qui oppose le matérialisme au post-matérialisme (Arzheimer, 2014, p. 535 ; Inglehart, 1977).

2. Le deuxième courant met la déprivation au centre de ses explications. Selon celui-ci, des groupes sociaux voient leur statut matériel et/ou symbolique mis en péril par des développements sociaux tels que la « modernisation » sociétale, la mondialisation et l'immigration. Ils réagissent en soutenant des partis dirigés contre des groupes perçus comme extérieurs (migrants, minorités, etc.) (Bornschier, 2018, p. 315-316). Les approches de« perdants de la mondialisation » (Kriesi et al., 2008c) ou de la « modernisation » (Spier, 2010) appartiennent à cette lignée.

3. Le troisième courant se concentre sur les phénomènes de désintégration sociale. Face aux bouleversements sociaux, les individus se trouvant dans une situation anomique au sens durkheimien « se réfugient dans les certitudes des idéologies extrémistes » (Arzheimer, 2014, p. 536).

4. Le quatrième courant retrace les causes du vote d'extrême droite jusque dans la culture politique du pays ou de certains groupes dans celui-ci. Cette culture favorise une socialisation et le développement de systèmes de valeurs, d'attitudes propices à l'émergence de mouvements et de partis d'extrême droite (Arzheimer, 2014, p. 536).

Ce travail part du postulat que le vote pour un parti de la droite radicale « can be explained by general causal mechanisms that apply to other parties, too » (Arzheimer, 2008, p. 194). Il tentera donc d'intégrer les explications pour le vote d'extrême droite dans les théories plus larges sur le vote.

1.2 Congruence entre attitudes et positionnement des partis

Les approches sur le vote évoquées dans la section précédente [2] (1.1 page 9) traitent avant tout de la demande politique, des électeurs. L'offre politique, le positionnement des partis politiques, n'est pas au centre de leurs préoccupations. Or, ce positionnement est essentiel pour comprendre le comportement électoral. En effet, ce n'est pas seulement l'approche du choix rationnel qui relie le vote aux enjeux politiques (*issues*), mais aussi l'approche psychosociologique. L'électeur vote, toutes choses étant égales par ailleurs, pour le parti dont le positionnement sur les enjeux est proche des siens. L'on peut s'imaginer la position des électeurs et des partis [3] comme des points dans un espace euclidien. L'électeur votera pour le parti dont la distance dans cet espace est la plus faible (Rabinowitz & Macdonald, 1989, p. 93). Cela revient à calculer la distance euclidienne entre deux points, e (électeur) et p (parti), dans un espace euclidien à n dimensions (Arzheimer & Schmitt, 2014, p. 361) [4] :

$$d_{ep} = \sqrt[2]{(e_1 - p_1)^2 + (e_2 - p_2)^2 \cdots + (e_n - p_n)^2} \tag{1.1}$$

Le vote pour un parti politique est déterminé par une fonction d'utilité de l'électeur de voter pour un certain parti politique. Cette fonction d'utilité est d'autant plus élevée que la distance euclidienne (d_{ep}) est faible. La fonction d'utilité de l'électeur e de voter pour le parti p (U_{ep}) s'exprime généralement par le négatif de la racine carrée de la distance entre l'électeur et le parti (Arzheimer & Schmitt, 2014, p. 368) :

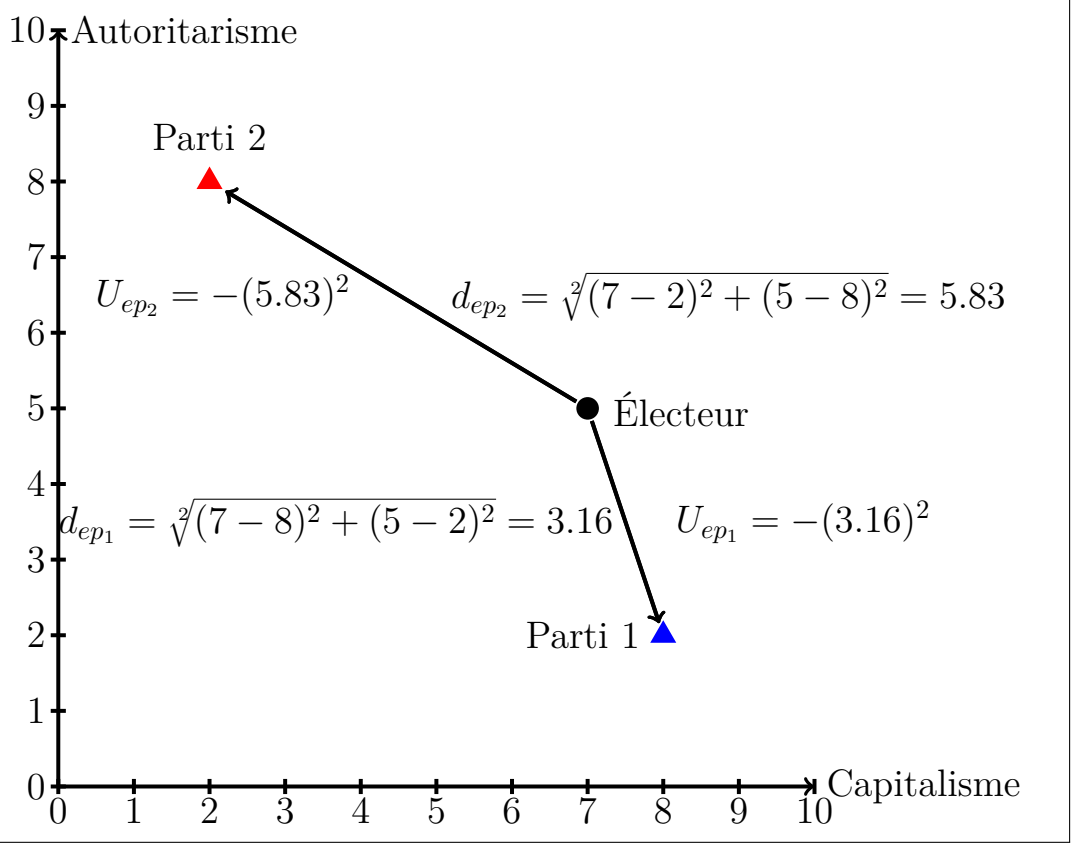
$$U_{ep} = -(d_{ep})^2 \tag{1.2}$$

2. À l'exception notable du choix rationnel.

3. La littérature parle fréquemment de « candidats », en référence aux élections états-uniennes où les candidats sont centraux lors de différentes élections. La même logique peut cependant s'appliquer aux partis politiques. Nous écrivons donc partis.

4. Il y a également le modèle spatial dit *directionnel* où non seulement le positionnement sur les *issues* est pris en compte, mais aussi s'ils vont dans le même sens. Ainsi, l'on peut calculer le produit scalaire. Malgré l'intérêt de ces modèles, nous ne voyons pas ce que la complexité supplémentaire de ces modèles apporte à l'étude de notre sujet.

FIGURE 1.1 – Modèle spatial du vote dans un espace politique à deux dimensions



Si le positionnement de l'électeur (e) et du parti (p) est identique, la valeur est de zéro. Plus la distance entre leurs positions augmente, plus la distance euclidienne $(d_{ep})^2$ élevée au carré s'accroît et baisse donc l'utilité de voter pour le parti p. L'électeur votera pour le parti dont la valeur de la fonction d'utilité U_{ep} sera la plus proche de zéro.

Cette distance euclidienne peut être calculée pour un nombre théoriquement infini d'enjeux (*issues*). Cela serait non seulement un modèle fort peu parcimonieux, mais, en plus, peu réaliste : la plupart des électeurs ne sont pas informés sur l'ensemble des enjeux. L'espace politique peut se résumer sur un nombre restreint de dimensions, dont les plus connues sont l'orientation gauche-droite économique et la dimension autoritaire/libertaire (section 2.5 « Nouveaux conflits : nouveau clivages ? » à la page 40). Il apparaît donc plus judicieux de considérer ces dimensions de l'espace politique au lieu de multiplier indistinctement les enjeux.

Nous illustrons cela à l'aide de la figure 1.1 page précédente dans un espace politique à deux dimensions, comme celui représenté dans la figure 2.4 Espace politique en deux dimensions (Gauche / Droite économique et GAL / TAN) (page 42) : l'espace politique bidimensionnel est représenté par un repère orthogonal allant de 0 à 10 sur chacune des dimensions. L'électeur (e) est situé aux coordonnées $(7, 5)$ de cet espace, tandis que le Parti 1 ($p1$) l'est à $(8, 2)$ et le Parti 2 ($p2$) à $(2, 8)$. On voit bien que la distance euclidienne (d_{ep}) entre l'électeur (e) et le parti p_1 ($d_{ep_1} = 3.16$) est plus faible que celle entre l'électeur et le parti p_2 ($d_{ep_2} = 5.83$). D'où une fonction d'utilité U_{ep} plus élevée (plus proche de zéro, voir formule 1.1 page 12) pour le parti p_1 ($U_{ep1} = -(3.16)^2$) que pour le parti p_2 ($U_{ep2} = -(5.83)^2$). Vu que $U_{ep1} > U_{ep2}$, l'électeur votera pour le parti p_1.

Cependant, tous les enjeux n'ont pas la même importance dans le chef de l'électeur : un sujet ou une dimension a_1 peut être plus importante qu'une dimension a_2 pour un électeur, un électeur peut être davantage préoccupé par les questions sociales que par les questions liées à la mondialisation ou les questions culturelles. C'est ce qui, du point de vue de l'électeur, constitue la *salience* (saillance). De même, un parti peut aussi mettre plus fortement l'accent sur certaines questions. L'on peut ainsi pondérer cette distance, ce qui modifie l'équation 1.1 page 12 (Arzheimer & Schmitt, 2014, p. 363) :

$$d_{ep} = \sqrt[2]{a_1(e_1 - p_1)^2 + a_2(e_2 - p_2)^2 \cdots + a_i(e_n - p_n)^2} \tag{1.3}$$

Où a_i correspond ainsi à la *salience* d'un enjeu/d'une dimension dans le chef de l'électeur e. Plus a_i est élevé, plus celle-ci influence la fonction d'utilité U_{ep} (formule 1.2 page 12), plus cette dimension influence donc la propension de prendre sa décision de vote en fonction de cette dimension (Costello et al., 2021, p. 3). La formule 1.1 est ainsi un cas particulier de la formule 1.3 dans lequel la pondération de a_i est toujours égale à 1.

Si l'on considère que le vote est déterminé par la fonction d'utilité U_{ep} (formule 1.2 page 12), alors s'il y a un déclin du vote des classes populaires pour les partis de la gauche de classe, c'est que l'utilité de ce vote a baissé. Inversement, si le vote pour les partis de la droite radicale populiste a augmenté au sein des classes populaires, c'est que l'utilité U_{ep} a augmenté. Autrement dit, la congruence entre

les classes populaires et les partis de gauche a baissé, tandis que celle entre partis de droite radicale populiste et classes populaires a augmenté. Cette baisse de l'utilité et donc de congruence peut avoir deux origines distinctes, mais complémentaires :

— l'évolution divergente du positionnement des classes populaires et des partis de la gauche sur des enjeux/dimensions politiques ;

— l'évolution de la saillance des enjeux/dimensions dans le chef des électeurs des classes populaires et/ou des partis politiques.

De cette idée de proximité est dérivé le concept de « congruence (idéologique) ». La congruence est la proximité des représentants politiques et de l'électorat sur les enjeux (idéologiques). Plus la congruence entre électeurs et représentants est importante, moins la distance entre représentants et électeurs est importante. Une congruence importante est considérée comme le signe du bon fonctionnement de la démocratie représentative (Powell, 2013). L'on constate cependant souvent une congruence assez faible entre les électeurs et les partis politiques (Costello et al., 2021). Cela s'explique par le fait que les préférences des électeurs ne se structurent pas à l'aide d'une dimension unique (gauche/droite), mais qu'il y a une multitude d'enjeux différents. Les positions des partis et des électeurs ne correspondent pas nécessairement sur tous les enjeux : c'est pourquoi « it becomes extremely difficult for voters to find a party that represents their views well across the spectrum of policy issues » (Costello et al., 2021, p. 2).

La congruence peut être mesurée de manières différentes et pose un certain nombre de difficultés : les électeurs n'étant pas un électeur individuel, mais un ensemble de sujets, il y a différentes manières de la calculer (Golder & Stramski, 2010). On peut déterminer le positionnement d'un parti politique et déterminer la distance par rapport à l'électeur médian ou moyen. L'on peut aussi prendre en compte la dispersion des électeurs par rapport au positionnement du parti politique. C'est ce que l'on appelle la relation « *many-to-one* ». L'on peut également choisir une autre approche que l'on qualifie de « *many to many* » : l'on compare la distribution des préférences des citoyens et celle des partis politiques [5] (Golder & Stramski, 2010). Ces choix peuvent mener à des conclusions différentes quant

5. Cela peuvent être différents partis politiques, les différentes positions au sein d'un même parti, les élus d'une assemblée, etc.

à la congruence. À cela s'ajoute la difficulté de comparaison d'échelles de mesure entre partis politiques et citoyens (Powell, 2013, p. 11) : « As always with congruence measures, the assumption of a comparability of the scales is a tough one » (Traber et al., 2018, p. 1108). La manière la plus simple et qui peut être une solution à ce problème d'échelle est de demander aux électeurs d'estimer le positionnement des partis politiques sur les enjeux et de leur demander ensuite de prendre position eux-mêmes sur ces enjeux (Powell, 2013, p. 11). Ces mesures ne sont cependant pas toujours disponibles dans les données et ne constituent pas une évaluation « objective » du positionnement des partis. L'on peut aussi mesurer le positionnement des partis à l'aide de leurs programmes (chapitre 9 « Positionnement et saillance dans les programmes des partis » à la page 145) et mettre cela en relation avec le positionnement des citoyens (Powell, 2013, p. 11). Cela a l'avantage de permettre de mesurer objectivement le positionnement des partis politiques, mais les échelles de mesure de positionnement des partis et des électeurs ne sont alors pas les mêmes. Cela pose un certain nombre de difficultés, mais des méthodes existent pour lier ces données malgré cela.

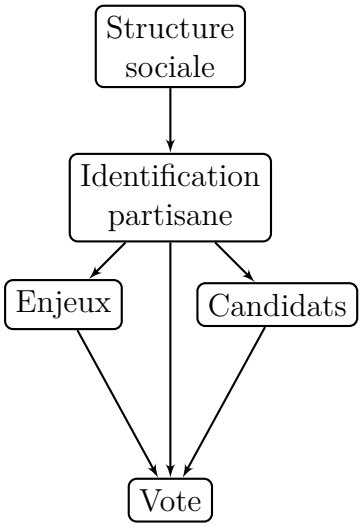
1.3 Modèle pour le vote

Notre travail emprunte à un certain nombre d'approches sur le vote décrites ci-dessus (section 1.1 page 9). Cela peut inquiéter : d'abord, car Kai Arzheimer relève que le mélange de différentes approches peut poser des problèmes de cohérence (2014, p. 536). Ensuite, l'on pourrait craindre qu'un tel modèle soit excessivement complexe et contrevienne ainsi au principe de parcimonie (« rasoir d'Ockham »). Nous pensons, au contraire, que nous pouvons proposer un modèle causal simple pour les changements électoraux affectant les classes populaires *justement* en combinant ces approches.

Notre travail se fonde manifestement sur l'approche macro-sociologique des clivages. Cependant, nous recherchons une « microfondation » [6] des bouleversements électoraux et empruntons donc également aux modèles microsociologique et psychosociologique du vote. Cela nous relie aux explications du vote pour l'extrême

6. Cette « microfondation » est d'autant plus nécessaire que nous nous basons méthodiquement sur des données individuelles.

FIGURE 1.2 – Modèle de vote psychosocial simplifié



droite aux concepts de « déprivation » et d'évolutions des valeurs. Cela nous amène, pour expliquer le vote des classes populaires, à la question de la *congruence* des positions des partis politiques et des électeurs – renvoyant ainsi au modèle spatial du vote.

Afin de modéliser le vote pour les partis de la droite radicale et de la « vieille gauche », nous nous inspirons du modèle psychosociologique. La variable centrale de ce modèle est l'identification partisane (abrégée PI[7]). Or, l'identification partisane – malgré sa place centrale dans les analyses électorales – est paradoxalement « conspicuously underrepresented in the literature on the radical right » (ARZHEIMER, 2018, p. 218). La littérature constate, par ailleurs, un recul de l'identification partisane – tant dans la proportion de la population ayant une telle identification que dans son intensité (ARZHEIMER, 2012 ; VETTER et REMER-BOLLOW, 2017, p. 239). Ce recul de l'identification partisane s'explique notamment par le rétrécissement, voire la disparition, des milieux traditionnels catholiques et ouvriers.

Nous pensons que le renforcement des partis de la droite radicale populiste au détriment de la gauche de classe auprès des classes populaires est directement lié à ce recul de l'identification partisane : vu que les classes populaires sont moins liés à un parti qu'autrefois – qui étaient bien souvent des partis de la gauche classique

7. Du terme original anglais : *Party identification* (PI).

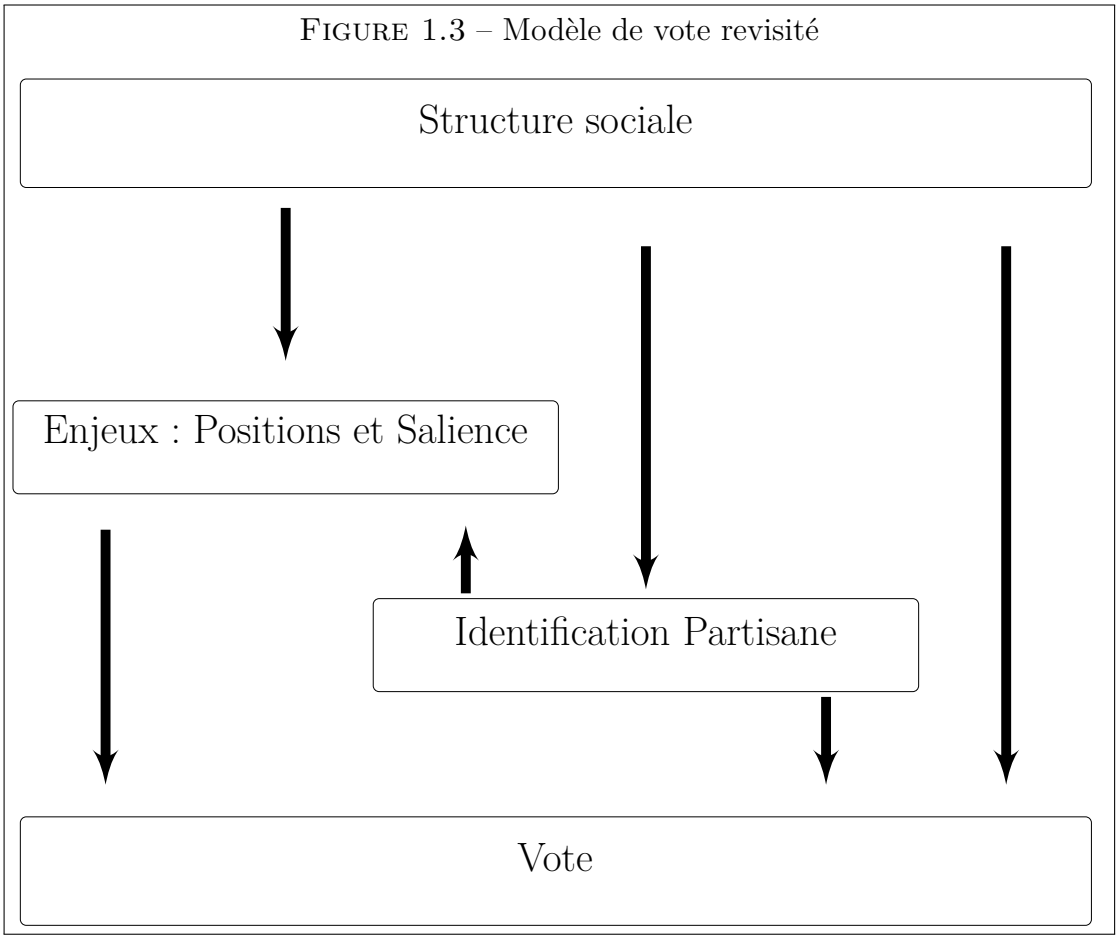
ou des partis chrétiens-démocrates [8] –, celui-ci influence moins les positionnements sur et la saillance des enjeux auprès des classes populaires. Les partis (de gauche) traditionnels structurent ainsi moins la perception et le comportement électoral des classes populaires. Cela explique en partie aussi pourquoi les classes populaires et en particulier les ouvriers ne sont plus – ou plutôt encore moins – « immunisés » [9] contre le vote d'extrême droite. Ils sont, comme l'étaient les classes moyennes de l'entre-deux-guerres, « political unchurched » (Burnham, 1972, p. 15). De manière provocatrice l'on pourrait caractériser les classes populaires à la manière de l'écrivain et théoricien nationaliste Maurice Barrès de « déracinés » (1897/2010), terme d'ailleurs assez fréquemment utilisé pour décrire la base sociale des mouvements fascistes de l'entre-deux-guerres (Kühnl, 1971, p. 80).

De cet affaiblissement de l'identification partisane découle qu'il ne peut plus lui revenir le même rôle structurant qu'auparavant (voir figure 1.2 Modèle de vote psychosocial simplifié à la page précédente). Cela ne signifie pas qu'il faille abandonner cette variable pour expliquer le vote. On peut l'intégrer à d'autres modèles explicatifs. Ainsi, l'on peut l'intégrer dans le modèle spatial du vote. Le lien entre identification partisane (PI) et modèle spatial du vote a fait l'objet de débats scientifiques. L'une des révisions voit un « effet additif » entre PI et la distance sur les enjeux/dimensions politiques (Lachat, 2015). Ainsi, l'influence du positionnement de l'électeur sur les enjeux sur la décision électorale serait moindre chez les sujets ayant une identification partisane que chez ceux n'en ayant pas, ce qui est appelé « spatial/partisan bias » (Jessee, 2010). Romain Lachat (2015) va encore plus loin et montre qu'en cas d'identification partisane, le positionnement sur les enjeux/dimensions politiques n'a plus d'effet sur le vote – et annule donc le vote spatial pour ces électeurs. Cela pourrait expliquer pourquoi l'affaiblissement de l'identification partisane semble aller de pair avec l'augmentation du vote pour les partis de la droite radicale populiste. S'il y a, par exemple, des opinions sceptiques par rapport à l'immigration au sein de franges des classes populaires (comme décrit dans la section 5.5.2 page 96), le déclin de la PI rend possible que ces opinions se traduisent en choix électoral pour des partis de la droite radicale populiste.

8. En France, l'on peut aussi ajouter la tradition gaulliste. Pour davantage de détails sur le vote gaulliste, voir : Ponceyri, 1985 ; Vandenbussche et al., 1990.

9. Sur la question de l'immunisation des ouvriers contre le vote pour les partis fascistes, nous renvoyons à Burnham, 1972 ; J. W. Falter et Hänisch, 1986/2013.

FIGURE 1.3 – Modèle de vote revisité



Il en découle qu'au lieu d'être *la* variable centrale, la PI n'est plus qu'*une* variable qui influence le vote. Comme nous le montrons dans la figure 1.3 Modèle de vote revisité (page précédente), l'identification partisane n'est plus la variable par laquelle toute décision de vote doit passer, mais une possibilité : Comme dans l'approche micro- et macro-sociologique (voir section 1.1 Théories sur le vote à la page 9), nous estimons que la position dans la structure sociale, l'appartenance à un groupe social peut en lui-même favoriser le vote pour un certain parti.

Cette position dans la structure sociale influence cependant aussi deux autres variables qui favorisent le vote pour un certain parti :

— Les enjeux, tant sur les politiques (*policy*), c'est-à-dire leur contenu, mais aussi sur la saillance de ces enjeux. Ceci est une précision de la théorie psychosociale classique qui utilise certes le terme de *salience* (Campbell et al., 1960, p. 313 sqq.), mais pour désigner l'importance revenant à l'appartenance à un groupe pour la décision électorale.

— L'identification partisane qui agit d'elle-même sur la propension à voter pour un certain parti. Mais elle influence également la perception des enjeux et ceci de deux manières :

  — D'une part, l'identification partisane influence la perception des enjeux. Un sujet se sentant proche d'un parti aura tendance à adopter des positions proches de celui-ci sur les enjeux, voire même de suivre « son » parti sur l'appréciation de la saillance des enjeux.

  — D'autre part, outre le positionnement objectif du sujet sur un enjeu, l'identification partisane influence dans le chef de l'électeur la perception subjective de la distance entre sa propre position sur un enjeu et celle du parti avec lequel il s'identifie.

Il revient donc toujours une position particulière à l'identification partisane, dans la mesure où elle influence directement et indirectement le vote par la perception des enjeux. Mais contrairement au modèle psychosocial classique (figure 1.2 Modèle de vote psychosocial simplifié, page 17) cette perception des enjeux ne doit plus nécessairement passer par l'identification partisane.

Enfin, nous avons supprimé la variable « candidats » du modèle classique : cette place qui revient au candidat est fortement influencée par le système politique et

électoral américain qui est très centré sur les candidats. Nous ne voyons pas de raison de maintenir cette variable du modèle psychosocial classique pour notre analyse en Europe, car elle n'apporte rien à notre analyse [10].

En « contrepartie » de la suppression des candidats dans le modèle psychosocial, nous injectons de la théorie économique du vote au niveau des enjeux :

— Nous concrétisons les enjeux/dimensions avec la théorie spatiale du vote : le vote pour un parti politique est déterminé par une fonction d'utilité de l'électeur déterminé par la proximité entre position et saillance de l'électeur et celle des partis politiques sur des enjeux ou dimensions politiques.

— Le positionnement de l'électeur sur un enjeu ou une dimension politique est à la fois façonné par sa position dans la structure sociale et par l'identification partisane [11]. Cette dernière influence, par ailleurs, la perception du positionnement des partis par rapport au propre positionnement sur les enjeux.

Nous modifions donc la formule 1.3 page 14, car la distance euclidienne n'est pas seulement pondérée par la saillance de l'enjeu (a_i), mais aussi par l'identification partisane (PI). Nous ajoutons donc l'identification partisane (π) à la formule 1.3 page 14 pour tenir compte de ce fait :

$$d_{ep} = \pi \sqrt[2]{a_1(e_1 - p_1)^2 + a_2(e_2 - p_2)^2 \cdots + a_i(e_n - p_n)^2} \tag{1.4}$$

Plus l'identification partisane (π) avec un parti est forte, plus la distance perçue sur les enjeux est perçue comme faible, ce qui signifie que π est inférieur à 1. Inversement, le rejet d'un parti peut augmenter π au-delà de 1, car la distance perçue sera plus grande. La formule 1.3 page 14 est ainsi un cas particulier de la formule 1.4 dans lequel la pondération de π est égale à 1. Si l'on considère l'hypothèse de Lachat (2015), le coefficient π prend même la valeur zéro pour le parti avec lequel l'électeur s'identifie parfaitement.

10. Il existe aussi un élément pragmatique pour cette décision : vu le système électoral en Allemagne, les enquêtes électorales ne récoltent pas nécessairement des informations sur les candidats.

11. Nous nous démarquons de la sorte d'un choix rationnel où le positionnement sur un enjeu serait le résultat d'un calcul rationnel d'un *homo œconomicus* cherchant à maximiser son profit.

Nous tenons ainsi compte du fait que la distance euclidienne n'est pas une simple distance objective, mais celle-ci est pondérée par l'importance des enjeux/dimensions politiques et la proximité subjective avec un parti politique. Nous modernisons ainsi l'approche micro-, macro-sociologique et psychosociale en les combinant avec le modèle spatial du vote. Ce dernier est vidé de sa substance irréaliste héritée du choix rationnel en déterminant le positionnement sur les enjeux/dimensions politiques par la structure sociale et l'identification partisane. L'on parvient ainsi à prendre en compte l'offre et la demande dans un modèle du vote simple et économe.

Chapitre 2

Les clivages et la mondialisation

Sommaire du présent chapitre

2.1 Qu'est-ce qu'un clivage ? 23

2.2 Différence, division ou clivage ? 25

2.3 Qu'est-ce que la mondialisation ? 27

2.3.1 Mondialisation économique 28

2.3.2 Mondialisation politique 30

2.3.3 Mondialisation culturelle 32

2.4 Conflits autour de la mondialisation 35

2.5 Nouveaux conflits : nouveau clivages ? 40

2.1 Qu'est-ce qu'un clivage ?

Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan ont exposé en 1967a dans l'introduction à leur ouvrage Party Systems and Voter Alignments (1967b) l'approche des clivages ou l'approche macro-sociologique. Selon cette approche, des conflits durables traversant la société, que les auteurs appellent *clivages* (*cleavages*), structurent le système partisan. Les deux premiers clivages sont les résultats des révolutions nationales (Lipset, 2001, p. 5) :

1. **Centre – périphérie (*Center-Periphery*) :** ce conflit s'étend sur le conflit entre pouvoir central et pouvoirs et groupes régionaux (Lipset, 2001, p. 4-5). Le premier événement marquant de ce conflit est la Réforme, le conflit sur la domination sur l'Église : l'Église est-elle sous contrôle du pouvoir séculier ou est-elle inféodée au pouvoir pontifical à Rome ?
2. **État – Église (*State-Church*) :** il s'agit du conflit portant sur l'influence des Églises (en particulier l'Église catholique) et le périmètre de compétence de l'Église et de l'État. Des événements marquants sont, en France, les lois Ferry et la loi Goblet ainsi que la loi 1905 de Séparation des Églises et de l'État.

Les deux derniers clivages sont apparus à la suite de la révolution industrielle :

3. **Campagne – industrie (*Land-Industry*) :** l'industrialisation a déplacé le centre de gravité du pouvoir économique et démographique vers les villes. En résulte un conflit entre élites traditionnelles issues du féodalisme et la bourgeoisie urbaine.
4. **Possédants – travailleurs (*Owner-Worker*) :** l'industrialisation et le développement du capitalisme comme mode de production dominant a rendu de plus en plus important le conflit entre capital et travail.

Les partis politiques se sont organisés autour de ces quatre clivages. L'importance de ces clivages et le positionnement des partis politiques par rapport à ceux-ci expliquent en large partie le nombre de partis politiques et leurs forces respectives. Ils peuvent expliquer la stabilité du comportement électoral des électeurs (Lachat, 2017, p. 563). Les quatre clivages classiques ainsi décrits par Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan sont le produit d'événements historiques, des révolutions nationales et de l'industrialisation. Leur importance évolue en fonction du pays et des époques. Des clivages peuvent disparaître tandis que d'autres émergent au gré de bouleversements sociétaux.

L'approche par clivage a été très féconde et a donné lieu à un riche et complexe corpus de travaux de recherche. Cette popularité a pour corollaire des définitions et utilisations du terme de « clivage » assez diverses et contradictoires (Bartolini, 2000, p. 15-16 ; Deegan-Krause, 2007). Stefano Bartolini propose donc d'établir

une définition, devenue désormais « canonique » (Bornschier, 2018, p. 313), autour de trois dimensions :

1. **Une dimension structurelle** faisant référence à la structure sociale, aux groupes sociaux s'opposant dans ces conflits sociétaux ;
2. **Une dimension normative** composée d'un ensemble de « values and beliefs that provide a sens of identity » (Bartolini, 2000, p. 17) pour les groupes sociaux impliqués ;
3. **« an organizational/behavioural element »** (Bartolini, 2000, p. 17) que nous appellerons « dimension *comportementale* » englobant les partis politiques et les associations structurant ce clivage, ainsi que le comportement électoral.

On peut parler de clivage *si et seulement si* les trois dimensions sont réunies, car ces trois éléments combinés se renforcent mutuellement et confèrent une stabilité au rapport conflictuel (Bartolini, 2000, p. 19-20). Formellement, un clivage est donc défini de la manière suivante (voir aussi figure 2.1 page suivante) :

$$\text{Clivage} = \text{Structurel} \cap \text{Normatif} \cap \text{Comportemental} \tag{2.1}$$

2.2 Différence, division ou clivage ?

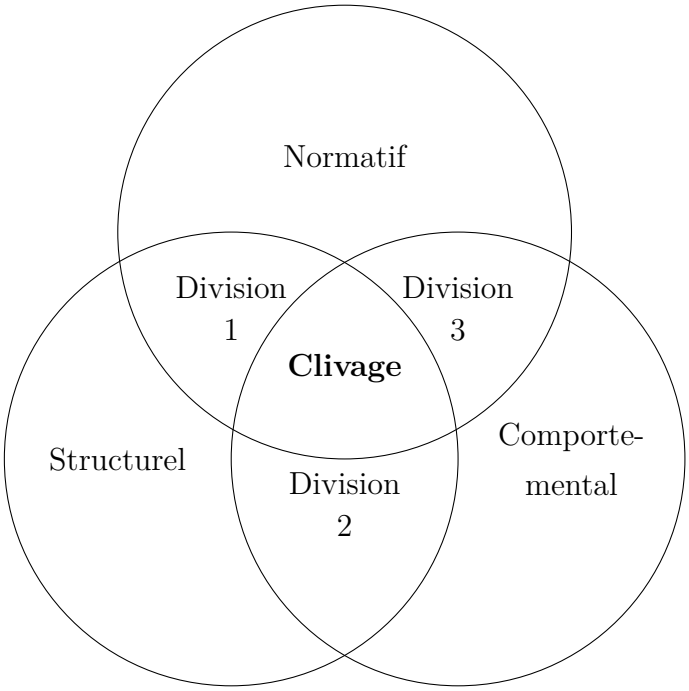
La littérature rend cependant compte de conflits structurant avec une certaine durabilité qui ne réunissent pas pour autant les trois critères des clivages. Un exemple connu est l'opposition matérialiste/post-matérialiste (Lachat, 2017, p. 563) décrite par Ronald Inglehart (1977). Romain Lachat relève qu'il n'y a pas de consensus comment qualifier ce type de conflits (2017, p. 563).

Cependant, dès 2007, Kevin Deegan-Krause a fait une proposition assez astucieuse que nous allons reprendre pour ce travail.

Il propose de qualifier l'existence d'un élément isolé d'un clivage, c'est-à-dire un élément de clivage sans les deux autres, de « *Différence* » (*Difference*) (Deegan-Krause, 2007, p. 539).

Deegan-Krause (2007, p. 539) propose de qualifier de « *divide* » (« *division* ») un conflit réunissant deux éléments d'un clivage sur trois (voir aussi figure 2.1) :

FIGURE 2.1 – Diagramme de Venn : Clivage, division ou différence



Division (1) Structurel – normatif : cette *division* apparaît lorsqu'il y a une opposition entre groupes sociaux clairement différenciables et que celle-ci s'accompagne d'attitudes opposées dans ces groupes sociaux, sans que cette opposition soit politisée. DEEGAN-KRAUSE propose d'appeler cette division, « division de position » (2007, p. 539) – traduisant à la fois la position sociale et la position politique. Formellement, la division 1 est définie de la manière suivante :

$$\text{Division 1} = \text{Structurel} \cap \text{Normatif} \neg \text{Comportemental} \tag{2.2}$$

Division (2) Structurel – comportemental : cette *division* se produit lorsqu'on peut constater l'opposition entre groupes sociaux clairement différenciables et que ces groupes sociaux ont des comportements électoraux opposés, notamment en raison de liens historiques avec des partis (« structural voting »), mais que les valeurs et attitudes n'ont qu'une importance marginale dans ce choix électoral (DETH & SCARBROUGH, 1995, p. 500). Formellement,

la division 2 est définie de la manière suivante :

$$\text{Division 2} = \text{Structurel} \cap \text{Comportemental} \neg \text{Normatif} \tag{2.3}$$

Division (3) Normatif – comportemental : cette *division* est souvent associée au terme « issue » (Deegan-Krause, 2007, p. 540), où le choix électoral se fait en fonction d'attitudes et de valeurs. Certes, des attitudes et un comportement électoral commun peuvent-être identifiés. En revanche, l'on ne peut guère identifier de groupe social porteur clairement délimité. Formellement, la division 3 est définie de la manière suivante :

$$\text{Division 3} = \text{Normatif} \cap \text{Comportemental} \neg \text{Structurel} \tag{2.4}$$

Une analyse minutieuse tâchera donc de déterminer si les conflits que l'on observe dans une société peuvent-être qualifiés de simples différences, de divisions – si oui, laquelle – ou de clivages. Ce travail tentera de déterminer à quelle catégorie appartiennent les conflits qui entourent la mondialisation et plus particulièrement son influence sur le comportement électoral des classes populaires.

2.3 Qu'est-ce que la mondialisation ?

L'un des bouleversements économiques et sociaux centraux des dernières décennies est la mondialisation (*globalization*). Ce terme désigne – si l'on use de la terminologie de la dialectique hégélienne-marxienne – un « passage de la quantité à la qualité » (Engels, 1925/1978, p. 384 sqq.) dans l'internationalisation de l'économie capitaliste par l'internationalisation des chaînes de productions et dépasse largement le domaine des échanges économique (Kriesi et al., 2008a, p. 3-4 ; Nohlen, 2004). Il s'agit d'un « extreme capitalist mode of modernization » (Touraine, 2007, p. 26) affectant les conditions de travail, sociales, de vie, provoquant une augmentation de l'échange d'informations et est accompagné de phénomènes migratoires. Des chercheurs étudient si la mondialisation a fait émerger de nouveaux clivages (de Wilde et al., 2019 ; Strijbis et al., 2018 ; Kriesi et al., 2008b ; Teney et al., 2014 ; Hutter, 2014 ; Bornschier, 2018 ; Dilger, 2022).

Axel Dreher et al. définissent la mondialisation de la manière suivante :

> « contemporary globalisation is defined as the intensification of cross-national interactions that promote the establishment of transnational structures and the global integration of cultural, economic, environmental, political, technological and social processes on global, supranational, national, regional and local levels » (Dreher et al., 2008, p. 15).

La mondialisation est souvent (Mader et al., 2019 ; Gygli et al., 2019) condensée en trois dimensions :

1. **La mondialisation économique** qui se caractérise par un « long distance flows of goods, capital and services as well as information and perceptions that accompany market exchanges » (Gygli et al., 2019, p. 4).
2. **La mondialisation sociale** « expresses the spread of ideas, information, images and people » (Gygli et al., 2019, p. 4).
3. **La mondialisation politique** se manifeste par la « diffusion of government policies » (Gygli et al., 2019, p. 4).

2.3.1 Mondialisation économique

À partir des années 1970, en réaction aux chocs pétroliers et à la « stagflation », les marchés financiers ont été libéralisés. Dans l'UE, la libre-circulation des capitaux fut réalisée à partir de 1990, à la suite de l'Acte unique européen (1986), portée par Jacques Delors, alors président de la Commission européenne. En conséquence, les flux financiers transnationaux se sont intensifiés : entre 1978 et la crise financière dites des *subprimes* de la fin des années 2000, le taux mondial d'ouverture financière [1] est passé de moins de 5% en 1978 à plus de 20% au milieu des années 2000. À la suite de la crise financière, il s'est effondré, mais s'est néanmoins stabilisé à 6%, soit le niveau des années 1990 et persiste sensiblement au-dessus du niveau des années 1970 et 1980 (Bensidoun & Couppey-Soubeyran, 2018).

Les barrières tarifaires et non tarifaires ont été réduites sous les auspices du GATT et, à partir de 1995, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et par

1. Le taux mondial d'ouverture financière s'obtient par la « demi-somme des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accroissements nets des passifs rapportée au PIB mondial » (Bensidoun & Couppey-Soubeyran, 2018, p. 16).

des accords bilatéraux et régionaux. Le niveau moyen des droits de douanes s'est littéralement effondré en passant de près de 40% en 1940 (Vanhove et al., 2007, p. 291) à $5,2\%$ en 2017 (Banque mondiale, 2022a). L'échange des marchandises s'est accru sur la même période. Ainsi, le volume des marchandises échangées est passé de 130 milliards de dollars en 1960 à 16 billions de dollars en 2016. La part d'échanges de marchandises au PIB mondial a plus que doublé entre 1960 et 2016, passant de 10% à plus de 20% (Sloman et al., 2018, p. 747). Le « taux de croissance en volume des exportations mondiales [...] est, sur longue période, près de deux fois plus élevé en moyenne que celui du »PIB mondial« . [...] Dans certaines branches comme l'électronique, ce taux dépasse d'ores et déjà 50% » (Adda, 2012, p. 69-70).

Plus récemment, les services commencent également à être de plus en plus affectés par cette concurrence internationale. Le *General Agreement on Trade in Services* (GATS) signé avec l'instauration de l'OMC au milieu des années 1990 prévoit la libéralisation du commerce des services. Les services sont également progressivement libéralisés au sein de l'Union européenne, notamment par la directive services (directive dite Bolkestein) et, au-delà, par des accords commerciaux, dont les plus connus – bien qu'ils n'aient pas encore entièrement abouti – sont le CETA et le TTIP avec des pays d'Amérique du Nord. Ainsi, la part des services dans le commerce international est passée de $16,9\%$ en 1967 à $19,5\%$ en 2005 (Vanhove et al., 2007, p. 283) et représente même $30,9\%$ pour les pays de l'UE en 2021 (Eurostat, 2022).

De tout cela résulte un accroissement du taux d'ouverture des économies nationales, c'est-à-dire le pourcentage que représentent les échanges internationaux dans une économie [2], depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. En France, le taux est passé de $13,3\%$ en 1960 à $23,7\%$ en 2005 (Vanhove et al., 2007, p. 284). Si l'on prend la part du commerce par rapport au PIB, c'est-à-dire la proportion du PIB que représente la somme des exportations et des importations dans une économie [3], l'on observe également une augmentation spectaculaire : au niveau mondial et parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement

2. Plus précisément, le taux d'ouverture d'une économie, d'un groupe de pays ou du monde se calcule de la manière suivante : $100 \times \frac{\text{Exportations+Importations}}{\frac{2}{\text{PIB}}}$.

3. Cet indicateur appelé « Trade (% of GDP) » (Banque mondiale, 2022b) est une manière légèrement différente de quantifier l'ouverture de l'économie. Il s'obtient de la manière suivante : $100 \times \frac{\text{Exportations+Importations}}{\text{PIB}}$.

économiques (OCDE) on est passé de moins de 30% en 1970 à plus de 60% en 2009. Après la crise financière, au cours des années 2010, l'on est plutôt face à une stagnation, mais toujours à plus de 50%, soit plus de 20 points qu'en 1970. Sur la même période, parmi les pays de l'Union européenne, on est même passé d'un peu moins de 40% à plus de 90% (figure 2.2 page suivante). Les économies nationales sont ainsi de plus en plus soumises à la concurrence internationale.

L'une des conséquences a été, en Europe occidentale et en Amérique du Nord, des délocalisations de productions dans des pays avec des coûts de production plus faibles. Au niveau mondial, l'Asie et en particulier la Chine, sont devenues la nouvelle « usine du monde ». Au sein de l'Union européenne, se sont produites des délocalisations et des sous-traitances vers les pays de l'Europe centrale et orientale (PECO) ayant rejoint l'UE après la dislocation du Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM).

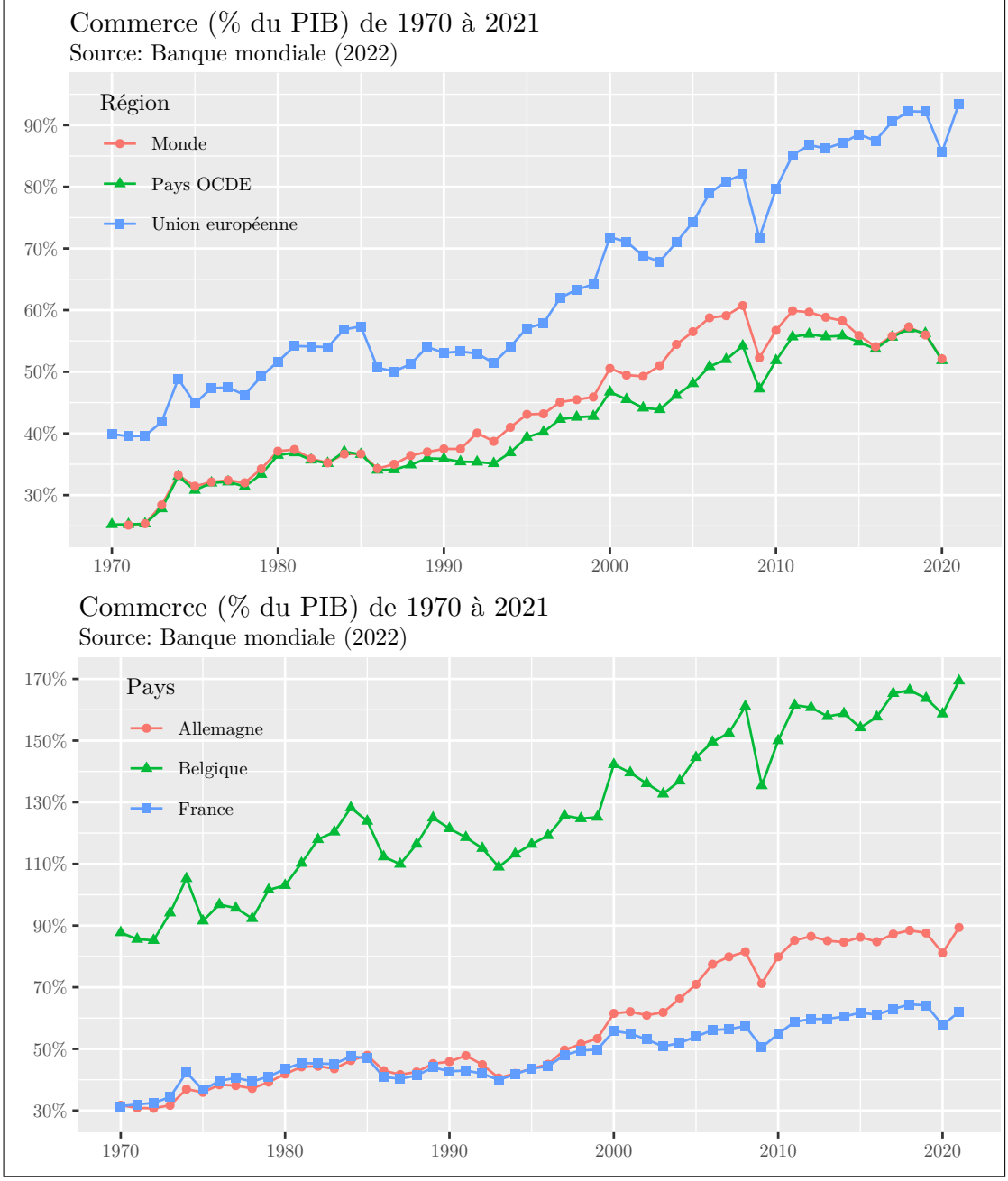
2.3.2 Mondialisation politique

Les États ont cédé des compétences à des organisations internationales. On parle d'un processus de « dénationalisation » (Kriesi et al., 2008a, p. 3). Le cas le plus emblématique est sans aucun doute l'intégration européenne. En Europe occidentale, la mondialisation « means, first of all, European integration » (Kriesi et al., 2008a, p. 3).

L'intégration dans le cadre de l'Union européenne, c'est-à-dire l'abandon de compétences par les États-membres au bénéfice de l'UE, est tellement avancée, qu'une partie de la littérature politiste et juridique ne la considère plus seulement comme une organisation internationale, mais comme une institution *sui generis*, c'est-à-dire un nouveau type d'organisation qui n'est pas (encore) un État et plus tout à fait une organisation internationale (pour le débat sur la nature *sui generis* de l'Union européenne, voir notamment : Knelangen, 2005 ; Mann, 2009 ; Phelan, 2012 ; Tömmel, 2016). L'Union européenne a établi un véritable droit fédéral, avec la primauté du droit européen, qui se trouve, de fait, dans la hiérarchie des normes, au-dessus des lois nationales, même constitutionnelles [4].

4. La portée de la primauté du droit européen fait débat en sciences juridiques et aussi entre la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) et les cours constitutionnelles des États-membres, en particulier la Cour constitutionnelle fédérale allemande (*Bundesverfassungsgericht*)

FIGURE 2.2 – Ouverture des économies (Commerce en % du PIB de 1970 à 2021)



La généralisation du principe de reconnaissance mutuelle à la suite de l'arrêt Cassis de Dijon de 1979 (précédé de l'arrêt Dassonville de 1974), que Fritz W. Scharpf qualifie d'intégration négative [5], renforce la concurrence entre les États et risque de déclencher une « race to the bottom » des salaires et des normes de protection sociale des États membres (Scharpf, 1996 ; Scharpf, 1999, p. 47-80). L'introduction de l'Euro comme monnaie unique en 1999, comptant à ce jour 19 pays de l'UE, a fait disparaitre les taux de change comme amortisseur entre les États : la concurrence sur les prix et les salaires est devenue directe (au sujet des conséquences sur la politique des salaires, voir par exemple : Höpner et Lutter, 2018).

2.3.3 Mondialisation culturelle

La mondialisation a également des répercussions culturelles. L'un des points les plus marquants est l'immigration. En effet, la mobilité des êtres humains s'est amplifiée. Lors du boom économique des Trente Glorieuses, les gouvernements ouest-européens ont fait appel à de la main d'œuvre étrangère, afin d'augmenter l'offre sur le marché du travail. Cependant, comme l'a exprimé l'écrivain suisse Max FRISCH avec un célèbre « bon mot » : « on a appelé de la main d'œuvre, et ce sont des hommes qui viennent ». Une partie substantielle des travailleurs immigrés est restée dans les pays où ils sont venus travailler et certains ont été rejoints par leurs familles. D'autres vagues migratoires ont suivi, de telle sorte que l'on peut parler de « massive immigration into Western Europe » (Kriesi et al., 2008a, p. 6).

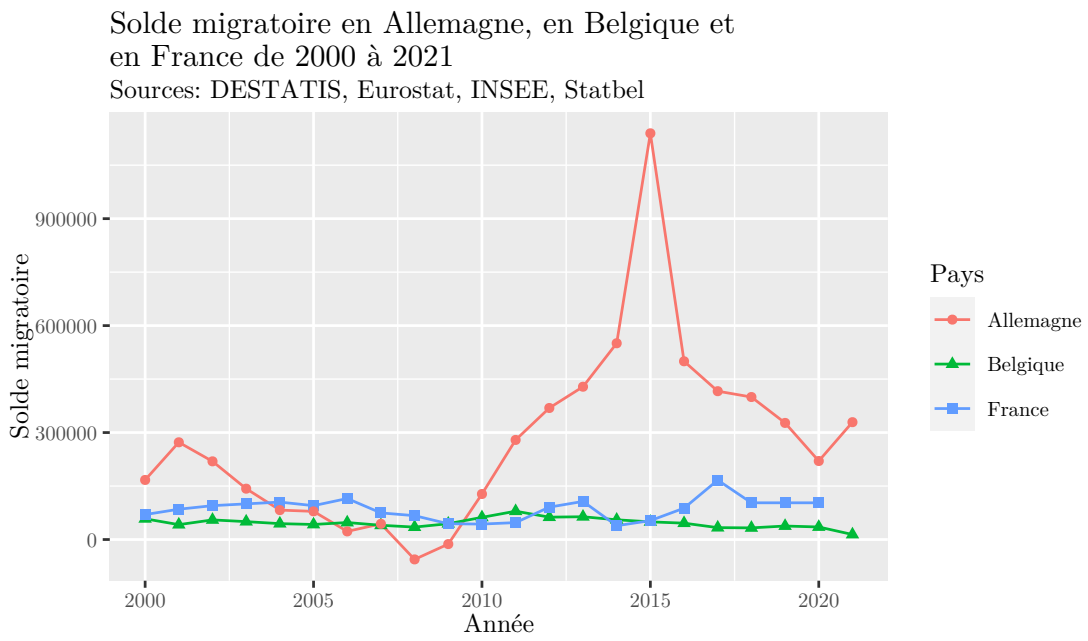
La libre-circulation des travailleurs, l'une des quatre libertés [6] du marché intérieur de l'Union européenne, a intensifié les migrations intra-européennes. Le principe de non-discrimination des travailleurs communautaires a permis d'octroyer les mêmes droits sociaux aux immigrés européens dans leur pays d'immigration, pouvant générer un sentiment supplémentaire de concurrence auprès d'une partie de

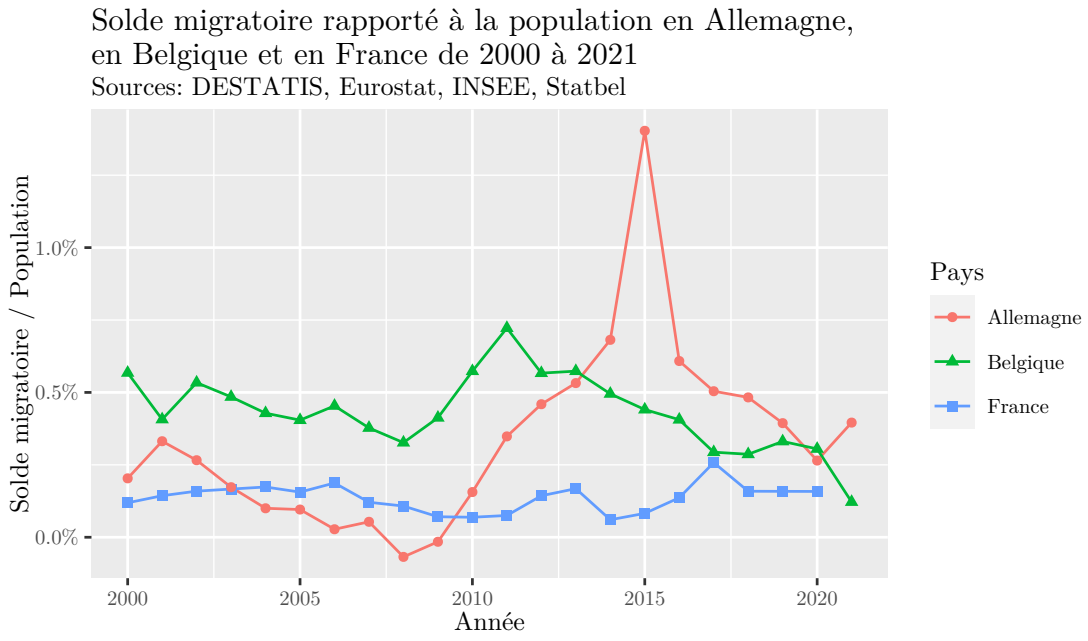
de Karlsruhe. Quelques éléments sur ce débat, voir : Langenfeld, 2019.

5. Par intégration négative l'on entend la suppression d'entrave à l'accès du marché, tandis que l'intégration positive signifie la définition de règles européennes communes. Nous renvoyons, à propos de l'intégration positive et négative, aux textes suivants : Scharpf, 1996 ; Scharpf, 1999, p. 47-80 ; Scharpf, 2003.

6. Les quatre libertés, la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux ont l'objectif de réaliser le marché intérieur de l'Union européenne.

FIGURE 2.3 – Solde migratoire en Allemagne et en France (2000-2021)





la population native (Kriesi et al., 2008a, p. 6). Au-delà des migrations durables, la directive relative aux travailleurs détachés (directive 96/71/CE) a établi en Europe occidentale une concurrence entre travailleurs nationaux et travailleurs détachés – souvent issus des PECO –, effectuant des tâches sur un laps de temps limité dans les pays destinataires, sous les conditions de leurs pays d'origine [7]. Symboliquement, la perte de l'importance des frontières pour les personnes entre les États européens a été marquée par l'abandon des contrôles systématiques aux frontières entre les États de l'espace Schengen.

L'immigration a changé la face des sociétés ouest-européennes. Ainsi, à présent, dans beaucoup de pays dits occidentaux un nombre croissant de la population a une origine immigrée. En Allemagne et en France, environ 1/4 de la population est issue de l'immigration et autour de 15% est elle-même née à l'étranger (voir tableau 2.1). La question migratoire a, par ailleurs, récemment connu un regain d'importance en Europe avec la « crise migratoire » du milieu des années 2010 et une augmentation importante de l'immigration en Europe – surtout en Allemagne (voir figure 2.3 page précédente).

Tableau 2.1 – Proportions de personnes ayant une origine immigrée* ou étant nées à l'étranger en Allemagne et en France (2018)

Pays	**Origine immigrée***		**Naissance à l'étranger**	
	Non (%)	Oui (%)	Non (%)	Oui (%)
Allemagne	75.12	24.88	84.9	15.1
France	73.84	26.16	85.6	14.4

*Naissance à l'étranger du sujet, de sa mère ou de son père
Source : Propres calculs sur base de l'ESS Round 9 : European Social Survey Round 9 Data (2018)

2.4 Conflits autour de la mondialisation

Comme nous l'avons développé, la mondialisation est un « extreme capitalist mode of modernization » (Touraine, 2007, p. 26). Ce « mode capitaliste extrême

7. Notons que la directive 96/71/CE a été modifiée par Directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 ayant pour objectif de lutter contre le dumping social.

de modernisation » a des effets contradictoires sur des personnes en fonction de leur position sociale et économique et de leur capital culturel (Kriesi et al., 2008a, p. 4). Des strates de personnes bien formées peuvent profiter d'opportunités de travail dans divers pays, de biens et services à des prix avantageux. Au contraire, les personnes avec un niveau de formation formel faible avec peu de capital culturel risquent d'être les « perdants » :

> « The likely winners include entrepreneurs and qualified employees in sectors open to international competition as well as all kinds of cosmopolitan citizens. The expected losers, by contrast, include entrepreneurs and qualified employees in traditionally protected sectors, all unqualified employees and citizens who strongly identify themselves with their national community. » (Kriesi et al., 2006, p. 922)

Les « gagnants » adopteraient une position plus favorable à l'intégration européenne et la mondialisation (Pichler, 2012). Les « perdants » auraient une position plus sceptique face à la mondialisation et seraient plus favorables à des mesures de démarcation, de fermeture des frontières. Ils s'identifieraient plus à la nation qu'ils voient comme une protection contre la mondialisation. Ils s'opposeraient également davantage à l'immigration qu'ils considéraient comme une concurrence, à la fois un danger économique et culturel (Kriesi et al., 2008a, p. 8 ; Teney et Helbling, 2014 ; Teney et al., 2014, p. 3). Ces deux groupes opposés ont été qualifiés d'« Anywheres » et de « Somewheres » par l'essayiste britannique David Goodhart (2017).

Certains auteurs estiment donc que des systèmes de valeurs autour des questions de mondialisation se seraient développés. Kriesi et al. estiment qu'un nouveau conflit oppose intégration et démarcation (2008a, p. 9). Dietmar Loch parle d'« un nouveau clivage politique ouvert-fermé » (2005, p. 30) autour de la « dénationalisation » (Loch, 2005). Hooghe et Marks (2018) l'appellent clivage transnational (*transnational cleavage*). Teney et Helbling (2014) qualifient les deux pôles de cosmopolitisme et de communautarisme.

Ces systèmes de valeur antagonistes se structureraient autour d'une question d'appartenance : les communautaristes ont un attachement développé à leur région et/ou à leur nation. Par conséquent, ils s'opposent à la cession de compétences à des

niveaux de pouvoir supranationaux. Ils sont sceptiques face au libre-échange et à l'immigration qui est perçue comme mettant à mal l'identité nationale et régionale et comme une concurrence pour des biens limités tels que des emplois, des logements et des prestations sociales. Ils perçoivent les frontières nationales, des communautés aux contours clairement définis comme une protection. Ils considèrent que la justice est limitée à un groupe social clairement délimité et qu'elle ne peut pas se réaliser en dehors de tels groupes (Strijbis et al., 2018, p. 5). Les migrants doivent donc s'assimiler – ce qui implique un rejet du multiculturalisme (Merkel, 2017, p. 301) – pour appartenir à la communauté nationale et « mériter » la solidarité (voir la littérature sur le *welfare deservingness* : Kootstra, 2016 ; Kootstra, 2017 ; Oorschot et al., 2017 ; Van Oorschot, 2000).

Les cosmopolites, à l'opposé, partent du « human individual as ultimate unit of moral concern » (Strijbis et al., 2018, p. 5) dont découle une vision universaliste.

> Ils ont une vision du monde tolérante « that is not bound by national categories but is based on an awareness of our increasing economic, political and cultural interconnectedness, which they perceive as enriching rather than threatening. As a consequence, they tend to support evolving forms of global governance or supranational political regulation » (Mau et al., 2008, p. 5).

Les cosmopolites s'identifient ainsi à l'intégration européenne et à une communauté plus large, voire mondiale. Ils sont donc favorables à l'intégration européenne, à la délégation de souveraineté à des institutions supranationales, mais également au libre-échange. Ils sont en faveur de frontières perméables, voire même ouvertes. Ils opposent à la solidarité communautaire une solidarité (plus) universelle. L'immigration est vue positivement et ils préfèrent le multiculturalisme à l'assimilation.

Si l'importance de la mondialisation dans la transformation de la société ne fait guère débat, la pertinence de la distinction entre « perdants » et « gagnants » de la mondialisation pour expliquer les attitudes et le comportement électoral, en revanche, demeure controversée.

Le sociologue allemand Klaus Dörre ne conteste certes pas l'existence de perdants et de gagnants de la mondialisation. Il reproche néanmoins aux approches mettant ce conflit en avant pour expliquer le vote pour les partis de la droite

populiste, telles que celles de Koppetsch (2019) et de Reckwitz (2017), de ne relever que des « phénomènes de surface » (Dörre, 2020, p. 31). Une distinction précise entre perdants et gagnants, « *Somewheres* » et « *Anywheres* » ne pourrait pas être opérée (Dörre, 2020, p. 30-31). Elles manqueraient de « preuves empiriques » (Dörre, 2020, p. 30) et se baseraient sur des analyses de classes et de couches sociales lacunaires (Dörre, 2020, p. 29-35) qui reproduiraient notamment le « mythe » (Kadritzke, 2017) de la moyennisation. Dörre explique le vote de la classe ouvrière pour la droite populiste par la modification de la société de classe : on serait passé vers ce qu'il qualifie de « société de classe démobilisée » (*demobilisierte Klassengesellschaft*) : les antagonismes de classes auraient été exacerbés par les réformes néolibérales, mais paradoxalement les forces politiques organisant ce conflit auraient « rarement été aussi faibles » (Dörre, 2020, p. 24). Ces conflits ne trouvent donc pas d'expression politique. Si l'on suit son argumentation, le clivage entre capital et travail se serait mue en division 1 (structurel – normatif) (voir figure : 2.1 page 26). Il y aurait la formation de ce qu'il appelle des « classes de concurrence » (*Wettbewerbsklassen*) (Dörre, 2020, p. 26) qui, au lieu de se constituer de manière positive, se constituent de manière négative en opposition à des *out-groups* (migrants, femmes, travailleurs, chômeurs, etc.). Cela favoriserait l'émergence d'une, selon l'expression de Hochschild (2016), « *deep story* » de droite :

> « A deep story is a feels-as-if story—it's the story feelings tell, in the language of symbols. It removes judgment. It removes fact. It tells us how things feel. Such a story permits those on both sides of the political spectrum to stand back and explore the subjective prism through which the party on the other side sees the world. » (Hochschild, 2016, p. 135)

Certains travailleurs, se sentant laissés pour compte, développeraient une *deep story* similaire à celle que Hochschild (2016) a décrite auprès de sympathisants du mouvement *Tea Party* en Louisiane :

> « You are patiently standing in a long line leading up a hill, as in a pilgrimage. You are situated in the middle of this line, along with others who are also white, older, Christian, and predominantly male, some with college degrees, some not.

> Just over the brow of the hill is the American Dream, the goal of everyone waiting in line. Many in the back of the line are people of color – poor, young and old, mainly without college degrees. It's scary to look back ; there are so many behind you, and in principle you wish them well. Still, you've waited a long time, worked hard, and the line is barely moving. You deserve to move forward a little faster. [...]
>
> Look ! You see people cutting in line ahead of you ! You're following the rules. They aren't. As they cut in, it feels like you are being moved back. How can they just do that ? Who are they ? [...] Women, immigrants, refugees, public sector workers – where will it end ? » (Hochschild, 2016, p. 136-137)

Des travailleurs, en Allemagne, attendant dans la « file au pied de la montagne de la justice » (Dörre, 2019, p. 170) se sentent injustement « dépassé » par des migrants. Ce sentiment d'injustice aurait été exacerbé par le fait que, d'un côté, les réformes du système social, telles que celles du chancelier allemand Gerhard Schröder (*Agenda 2010*, *Hartz IV*) et les politiques de restrictions budgétaires, auraient demandé des sacrifices aux travailleurs, tandis que de l'autre, au moment de la crise financière de 2007, de l'euro à partir de 2010 ainsi que de la « crise migratoire » au milieu des années 2010, les pouvoirs publics avaient « d'un seul coup de l'argent en abondance » (Dörre, 2019, p. 170) à dépenser pour ces causes. Après avoir patiemment concédé aux sacrifices, attendus calmement dans la file, ils se voient dépassés par les réfugiés auxquels l'on donnerait « tout » (Dörre, 2019, p. 171). Ils ne seraient pas contre « les migrants », à condition qu'ils s'adaptent et qu'ils « contribuent quelque chose » – ce qui ne serait, d'après eux, pas le cas des réfugiés (Dörre, 2019, p. 170). La mondialisation n'est donc guère au centre de l'explication que Klaus Dörre donne au comportement électoral, si ce n'est par le biais de l'immigration, en particulier des réfugiés.

Au contraire de Philip Manow dans son « économie politique du populisme » (2018) qui met la mondialisation au centre de son explication de l'émergence des partis de la droite populiste :

> « Le populisme peut essentiellement être interprété comme une articulation de la protestation contre la mondialisation, spécifiquement

> contre deux de ses principales manifestations : le commerce international et les migrations, c'est-à-dire les mouvements transfrontaliers d'argent et de marchandises d'une part, et de personnes d'autre part. » (Manow, 2018, p. 11)

Mais, selon lui, le vote populiste de droite ne s'explique guère par une position de perdant de la mondialisation, à l'exception notable du Royaume-Uni (Manow, 2018, p. 20-21, 67-68, 79-82, 130). Le populisme de droite bénéficierait de soutiens, lorsque l'immigration est perçue comme une menace. Au Royaume-Uni, la migration serait avant tout économique. Les migrants viendraient pour s'intégrer sur un marché du travail fortement libéralisé. Les migrants y entreraient en concurrence avec les « outsiders » autochtones – que l'auteur assimile aux perdants de la mondialisation – pour des emplois peu qualifiés. Ces « outsiders » se tourneraient alors vers le populisme de droite afin d'obtenir une protection contre la menace économique que représentent les migrants.

En revanche, la situation diffère en Europe de l'Ouest continentale et en Scandinavie. Ces pays sont dotés de systèmes sociaux de type conservateur (en mutation vers un universalisme plus important) ou sociaux-démocrates plus généreux que celui de la Grande-Bretagne (sur les types de systèmes sociaux, voir la section 7.2 : « Choix des observations » à la page 110 et le classique : Esping-Andersen, 1990). Il y a des barrières d'entrée sur le marché du travail plus élevées. La population migrante y serait davantage composée de réfugiés. Les migrants seraient donc plus susceptibles de percevoir des allocations sociales. Dans ces pays, plutôt que de représenter une concurrence sur le marché du travail, les migrants sont perçus comme un fardeau pour les finances publiques et les systèmes sociaux (Manow, 2018, p. 64-69). Ce seraient, par conséquent, plus souvent les « *insiders* » – qui ne seraient pas les perdants de la mondialisation –, personnes qui verraient leur statut social menacé par une charge fiscale plus importante, que les « *outsiders* », qui soutiendraient la droite populiste. Il n'y trouve pas de lien positif significatif entre situation d'« *outsider* » et le vote pour les partis de la droite populiste. Au contraire, ce seraient les « *insiders* » qui votent plus fréquemment pour les partis de la droite populiste.

Dans la même veine, Langsæther (2019) a affirmé que l'antagonisme entre perdants et gagnants de la mondialisation n'était qu'« old wine in new bottles »,

qu'il s'agissait avant tout de conflits classiques entre classes sociales et groupes de niveau d'éducation différents. Ils opérationnalisent les perdants de la mondialisation à la manière de Walter (2009 ; 2015) : sont perdants de la mondialisation des personnes peu qualifiées dont l'emploi est facilement délocalisable (*offshoreable*). Selon leurs analyses, être perdant de la mondialisation n'avait, si l'on prend en compte la classe et le niveau d'éducation, pratiquement aucun effet significatif sur les attitudes et le comportement électoral. En Allemagne, Teney et Rupieper (2021) ne trouvent dans une étude longitudinale pas d'éléments concluants pour accréditer l'hypothèse pour l'émergence d'un nouveau clivage au sujet de la mondialisation. De même, Mau et al. (2020) trouvent certes des différences entre groupes sociaux, cependant la polarisation est cantonnée à l'immigration.

Les résultats de ces analyses sont interpellants dans la mesure où avec des opérationnalisations différentes, ils tombent sur le même résultat : la position de perdant de la mondialisation n'augmente pas la probabilité de voter pour la droite populiste et qu'ils ne concluent pas à l'existence d'une polarisation ou d'un clivage au sujet de la mondialisation. Il ne reste pas moins que leurs résultats sont en contradiction avec d'autres travaux qui trouvent bien un lien entre position de perdant de la mondialisation, les attitudes et le comportement électoral (Strijbis et al., 2018 ; Teney et Helbling, 2014 ; Walter, 2015). Il s'agit donc de contribuer à départager cela grâce à nos analyses, d'autant plus que des analyses de médiation font défaut dans ces travaux de Langsæther (2019) et Manow (2018). La perspective longitudinale que nous déployons sur trois cas dans deux pays (voir la section 7.2 « Choix des observations » à la page 110) peut apporter des éclaircissements sur ces questions.

2.5 Nouveaux conflits : nouveau clivages ?

De la modernisation de la société, aurait émergé, selon Inglehart (1977), le clivage matérialiste / post-matérialiste. L'augmentation du niveau de vie dans les sociétés post-industrielles aurait engendré une « révolution silencieuse » qui ferait prendre de l'importance à d'autres enjeux que ceux de la croissance économique, de la redistribution et de la sécurité (enjeux « matériels »). Il s'agirait de valeurs « post-matérialistes » (Inglehart, 1977) ou « libertaires » (Flanagan

& Lee, 2003). Celles-ci portent sur la participation politique, l'indépendance, la réalisation de soi, la participation politique. Se créerait ainsi un nouveau clivage basé sur les valeurs (« value cleavage ») opposant matérialistes/autoritaires à post-matérialistes/libertaires.

De nombreux auteurs, notamment Hanspeter Kriesi, estiment que les quatre clivages identifiés par Lipset et Rokkan (voir section 2.1 : « Qu'est-ce qu'un clivage ? » à la page 23) « essentially boils down to two dimensions » (Kriesi et al., 2008b, p. 11, voir aussi : Häusermann et Kriesi, 2015, p. 202 et la figure 2.4 page suivante) : une dimension social-économique, c'est-à-dire le conflit entre capital et travail, et une dimension culturelle portant, à l'origine, avant tout sur les questions religieuses (Kriesi et al., 2008b, p. 11). Les nouveaux mouvements sociaux, l'opposition matérialistes / post-matérialistes ou autoritaires / libertaires seraient des expressions de la dimension culturelle. En effet, ces conflits n'auraient pas ajouté de nouvelles dimensions à l'espace politique européen, mais auraient modifié le sens du clivage culturel préexistant de manière à ce que la dimension culturelle porte aujourd'hui avant tout sur les questions du libéralisme sociétal (Kriesi et al., 2008b, p. 13-14). La dimension socio-culturelle ou autoritarisme / libéralisme est ainsi fréquemment qualifiée d'opposition TAN / GAL pour « traditionalist, authoritarian, libertarian » et « green, alternative, libertarian » (voir par exemple : Gil, 2019, p. 188 ; Wheatley et Mendez, 2019).

En analogie avec ce qui s'est passé antérieurement, Kriesi et al. émettent l'hypothèse selon laquelle les questions relatives à la mondialisation auraient été intégrées aux deux dimensions existantes. Les questions relatives à l'immigration auraient été intégrées à la dimension culturelle. Les questions relatives à l'ouverture économique, auraient été intégrées à la dimension social-économique. C'est ce qu'ils qualifient de *embedding hypothesis* (Kriesi et al., 2008a, p. 13).

Certains auteurs contestent que le système de valeurs relatif à la mondialisation aurait été intégré aux deux dimensions existantes. Mader et al. (2019) (2019) constatent que la plupart des *items* relatifs à la mondialisation sont orthogonaux aux deux dimensions préexistantes. Ils en concluent que la *single globalisation dimension hypothesis*, c'est-à-dire que la mondialisation constitue une propre dimension, est plus plausible (figure 2.5). Par ailleurs, au niveau des partis politiques, les questions relatives à l'UE (se rapportant donc à la mondialisation) suivent une distribution en

FIGURE 2.4 – Espace politique en deux dimensions (Gauche / Droite économique et GAL / TAN)

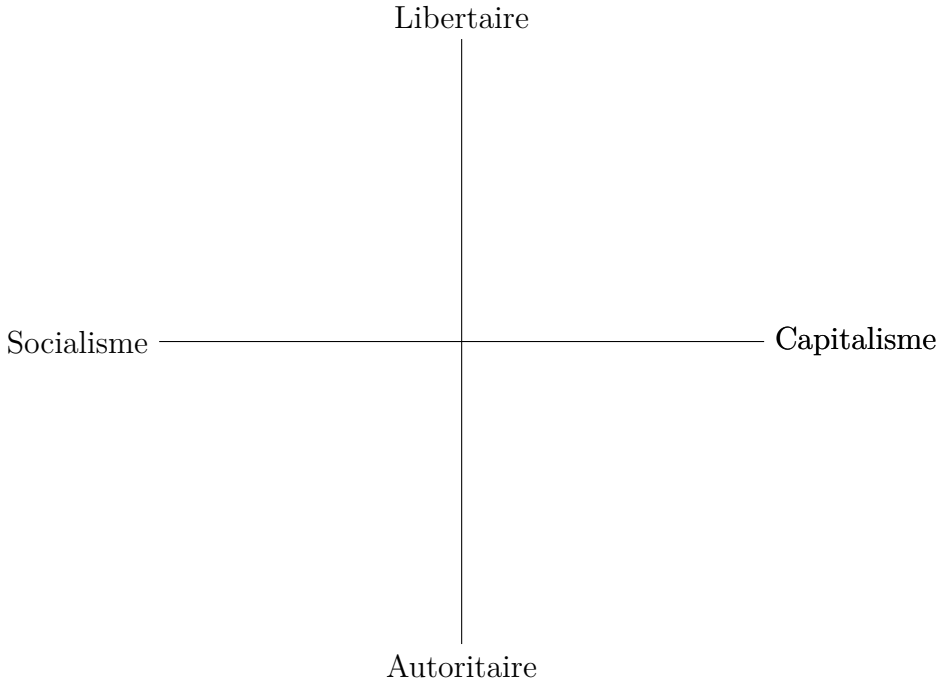
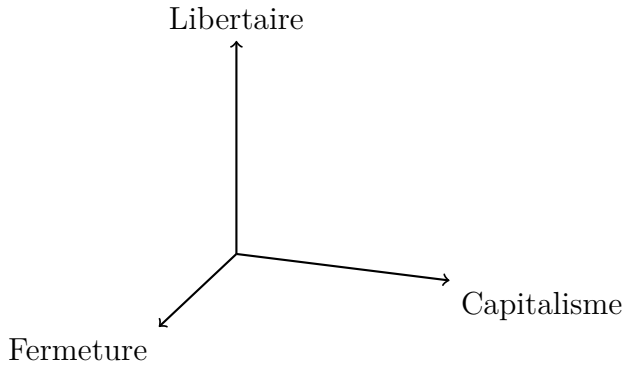


Figure inspirée par OESCH et RENNWALD, 2018, p. 795

« u-inversé » : les partis du centre sont favorables à l'intégration européenne, tandis que les pays aux deux extrêmes du spectre politique ont une position ambivalente ou opposée (Bakker et al., 2012). Pourtant, ces partis sont fort éloignées, voire opposées sur les questions économiques et surtout culturelles. Les dimensions économiques et culturelles ne peuvent donc guère expliquer la convergence des partis « extrêmes » sur les questions européennes. De même, la recherche sur la France suggère que le vote pour le RN/FN serait fortement déterminé par l'origine étrangère (Collectif Focale, 2022). Or, rien n'indique que les personnes d'origine étrangère seraient *moins* autoritaires que les « petits blancs ». Cela aussi plaide pour la *single globalisation dimension hypothesis*, c'est-à-dire que l'on doive recourir à une troisième dimension pour expliquer le vote.

Figure 2.5 – Espace politique en trois dimensions (Gauche / Droite économique, GAL / TAN et Ouverture / Fermeture)



Les conflits, clivages et *policy spaces* évoluant, la mondialisation prenant de plus en plus d'importance, il est possible que l'on soit passé d'une intégration des questions relatives à la mondialisation aux dimensions existantes au moins jusqu'en 2008 (Kriesi et al., 2006 ; Kriesi et al., 2008c) à une indépendance progressive de ces questions en 2019 (Mader et al., 2019).

Enfin, les différences d'appréciation sur le nombre de dimensions de l'espace politique sont, en partie, certainement dues à la perspective choisie. En effet, la plupart des études sur la dimensionalité de l'espace politique portent sur l'offre politique, notamment le positionnement des partis politiques (voir par exemple : Bakker et al., 2012 ; Kriesi et al., 2008c). Les études portant sur la demande

politique sont plus rares (Wheatley & Mendez, 2019).

Chapitre 3

Le rôle des enjeux (*issues*) pour le réalignement

Sommaire du présent chapitre

3.1 Alignement, désalignement et réalignement **45**

3.2 Les rôles des enjeux dans l'alignement électoral **46**

3.3 Mesurer l'alignement et la force des clivages **53**

3.3.1 Indice d'Alford 53

3.3.2 Indice Thomsen 54

3.3.3 Indices relatifs à la moyenne 56

3.1 Alignement, désalignement et réalignement

L'alignement (en anglais : *alignment*) décrit une situation dans laquelle des groupes sociaux, tels que des classes sociales, des groupes religieux ou ethniques, votent davantage pour un parti ou un groupe de partis (Robertson, 2004, p. 419). Pierre Martin exprime cela relativement à la moyenne :

> « Un groupe d'électeurs est considéré comme électoralement aligné en faveur d'un parti ou d'une tendance politique si ce groupe se prononce

> régulièrement en faveur de ce parti de manière nettement supérieure à la moyenne de l'électorat » (Martin, 2000, p. 27).

Corollaire de ce concept est celui de réalignement (en anglais : *realignment*), lorsque ces groupes sociaux changent de loyauté partisane. Cela est un « fundamental and durable shift in the relative distribution of people who identify themselves » (Traugott, 2008, p. 238) avec un parti politique. Dit simplement par Pierre Martin : « Un réalignement électoral signifie un changement durable des alignements électoraux » (Martin, 2000, p. 33). Celui-ci s'opère, selon la théorie classique des réalignements, lors d'« élections critiques » (Burnham, 1970 ; Key, 1955).

Enfin, on entend par désalignement (en anglais : *dealignment*) la perte d'une spécificité électorale d'un groupe social qui était aligné auparavant. Tandis qu'un groupe social qui se réaligne quitte un parti pour se tourner vers un autre parti, un groupe qui se désaligne se détourne d'un parti sans se tourner vers un autre. Pierre Martin résume de manière assez simple, relativement à la moyenne, ce qu'est un désalignement : « un groupe d'électeurs [...] dont le comportement électoral tend à se rapprocher de la moyenne alors qu'il en différait sensiblement et durablement auparavant » (Martin, 2000, p. 34).

3.2 Les rôles des enjeux dans l'alignement électoral

Quel lien entretiennent l'alignement et les enjeux (*issues*) politiques ? Pierre Martin souligne que les désalignements, et donc également les réalignements, se font « en conséquence d'événements politiques, [qui ont pour conséquence qu'] un enjeu établi cesse brutalement d'être pertinent dans le comportement électoral d'un grand nombre d'électeurs, en tout cas d'être un élément décisif » (Martin, 2000, p. 35). Pierre Martin explique cela très clairement :

> « Une attitude va d'autant plus influencer le comportement politique (et donc électoral) de l'individu que la question à laquelle cette attitude est liée sera devenue un enjeu électoral fort. Si une question politique, qui n'a pas jusque-là un enjeu politique fort le devient brutalement,

> il n'est nullement nécessaire que les attitudes des électeurs sur cette question changent pour que leurs votes changent. Leur comportement électoral peut alors changer, car celui-ci sera influencé par leur attitude sur cette question, ce qui n'était pas le cas auparavant. On peut alors assister à un réalignement électoral si le nouvel enjeu ne recoupe pas les enjeux électoraux précédents, et s'il reste un enjeu pertinent sur la période à partir de ce moment » (Martin, 2000, p. 39).

Selon l'école de Michigan (Campbell et al., 1960), trois conditions doivent être réunies pour qu'un enjeu soit pertinent pour un électeur (Martin, 2000, p. 40) : a) l'enjeu doit être connu par l'électeur ; b) l'enjeu « provoque des réactions chez l'électeur » (Martin, 2000, p. 40) ; c) l'électeur perçoit « l'un des partis comme ayant sur cet enjeu des positions significativement plus proches des siennes que les autres » (Martin, 2000, p. 40).

La capacité et la manière dont un enjeu influence le comportement électoral dépend de deux critères : l'enjeu est-il conflictuel ou consensuel et est-il proche (*easy*) ou éloigné (*hard*) (Martin, 2000, p. 40) ?

Tableau 3.1 – Classification des enjeux*

	Proche	Éloigné
Consensuel	(1) Le chômage	(2) La paix dans le monde
Conflictuel	(3) L'immigration	(4) Le rapport à l'OTAN (en France)

* Tableau repris et adapté de Martin, 2000, p. 42.

Un enjeu est considéré comme consensuel, si la très grande majorité des électeurs est d'accord sur l'objectif à atteindre. Dans le cas contraire, s'il y a une fracture dans le corps électoral sur l'objectif à atteindre, alors un enjeu est considéré comme conflictuel (Martin, 2000, p. 40). Ainsi, le chômage est un enjeu consensuel, car les électeurs sont d'accord pour le réduire. L'immigration, au contraire, est un enjeu conflictuel, car les opinions sur ce sujet diffèrent : faut-il accueillir davantage de migrants ou plutôt renfermer les frontières ? Sur un enjeu consensuel, « l'électeur

juge les candidats et les partis sur leurs *performances* » (Martin, 2000, p. 41). Sur un enjeu conflictuel, « les forces politiques sont [...] jugées d'après leurs *positions* » (Martin, 2000, p. 41).

« Un enjeu est considéré comme proche pour un électeur si celui-ci le ressent lié avec des questions de sa vie quotidienne, sinon il sera considéré comme éloigné » (Martin, 2000, p. 41). La stabilité des opinions est plus importante pour les enjeux qui concernent plus directement les personnes, surtout si elles ne sont pas politiquement avisées (*sophisticated*) (Converse, 2006, p. 44 sqq.). Des enjeux proches sont davantage de nature à influencer le comportement électoral des personnes (Martin, 2000, p. 41). Reprenant Carmines et Stimson (1980), Martin estime que pour être proche, un enjeu doit être à la fois « long on the political agenda » et « symbolic rather than technical » (1980, p. 80).

Pierre Martin classe les changements électoraux selon deux critères : le changement est-il *durable* ou *conjoncturel* et est-ce une évolution de *niveau* ou de *structure* ? Il en découle quatre types de changements électoraux (voir le tableau de la présente page) :

Tableau 3.2 – Les quatre types de changements électoraux*

Type de changement	Durable	Conjoncturel
De niveau	Réalignement de niveau	Déviation de niveau
De structure	Réalignement de structure	Déviation de structure

* Tableau repris de Martin, 2000, p. 43.

Durable et de niveau : Réalignement de niveau

Conjoncturel et de niveau : Déviation de niveau

Durable et de structure : Réalignement de structure

Conjoncturel et de structure : Déviation de structure

Une évolution durable est une évolution qui se vérifie lors de l'élection suivante tandis qu'une évolution conjoncturelle ne s'y confirme pas (Martin, 2000, p. 43). Une évolution de niveau concerne de « manière relativement homogène [...] toutes

les unités géographiques ou sociologiques » (Martin, 2000, p. 43) tandis qu'une évolution structurelle touche plus spécifiquement certaines de ces unités. C'est ce type d'« évolutions qui affecte les alignements électoraux » (Martin, 2000, p. 43).

En 2005, Pierre Martin modifie cette typologie en prenant en compte, outre la durabilité du changement, le temps qu'il prend pour advenir. Il réduit ainsi sa typologie de quatre à trois types d'évolutions électorales (Martin, 2005, p. 73) :

Type I : les évolutions électorales progressives avec des effets durables sur le long terme (5 ans et plus [1]).

Type II : les évolutions électorales brutales avec des effets durables sur le long terme (5 ans et plus).

Type III : les évolutions électorales purement conjoncturelles, sans effets durables (moins de 5 ans).

Les évolutions électorales de type I sont, le plus souvent, le résultat d'évolutions sociologiques, telles que la modification démographique et de la structure de l'emploi. Pierre Martin qualifie ce type d'évolution d'« alignement progressif » [2] (Martin, 2005, p. 73). « Key saw two paths to political realignment : a sudden one, as discussed via critical elections, but also a more gradual one – that involving long-run developments » (Rosenhof, 2003, p. 56). Pour Martin, au contraire, la théorie du réalignement ne s'appliquerait pas aux changements progressifs, mais serait réservée aux évolutions électorales de type II, brutales et durables (Martin, 2005, p. 73). Indubitablement, les évolutions électorales du troisième type, à court terme, mais qui n'ont pas d'impact durable, ne sont pas l'objet de la théorie du réalignement. Par la suite, nous qualifierons de « réalignement progressif » les évolutions de type I et de « réalignement » ou de « réalignement *stricto sensu* » les évolutions du type II.

Qu'est-ce qui provoque un réalignement *stricto sensu* ? Un réalignement *stricto sensu* est le résultat d'un « trop fort écart entre les préoccupations des citoyens et

1. Pierre Martin fixe la limite à cinq ans et s'aligne ainsi sur la durée de la législature ordinaire de l'Assemblée nationale en France. Nous pensons que dans le cas allemand, où un mandat du *Bundestag* est de quatre ans, l'on peut considérer un changement comme durable s'il se confirme pendant quatre ans.

2. En anglais, ce phénomène est qualifié de « *Secular Realignment* », terme forgé par Valdimer Orlando Key (1959) (voir aussi : Rosenhof, 2003, p. 42).

le comportement des élites politiques » (Martin, 2005, p. 55). Celui-ci est bien souvent le résultat de l'« irruption de nouveaux enjeux sur la scène politique » (Martin, 2005, p. 55). Cependant, tous les enjeux ne sont pas susceptibles de déboucher sur un réalignement. Pour qu'un enjeu développe cette force destructrice pour l'ordre établi, il faut qu'il remplisse certaines conditions : tout d'abord, l'enjeu doit être à la fois proche et conflictuel (case 3 dans le tableau à la page 47). Cette conflictualité doit provoquer un clivage profond et durable. L'enjeu doit, en outre, diviser les partis existants, de manière à ce qu'il ne renforce pas les clivages existants. Ces anciens clivages doivent, enfin, avoir perdu en intensité, ce qui facilite à ce nouvel enjeu de mettre en cause l'alignement existant (Martin, 2000, 2005, p. 55 sqq., p. 53 sqq.).

Traditionnellement, l'on considère que les changements de type II, les réalignements *stricto sensu*, ont lieu pendant des élections dites « critiques » [3] (Burnham, 1970 ; Key, 1955 ; Rosenhof, 2003).

> Les élections critiques sont des élections « in which the decisive results of the voting reveal a sharp alteration of the pre-existing cleavage within the electorate. [...] [T]he realignment made manifest in the voting of such elections seems to persist for several succeeding elections. » (Key, 1955, p. 4) « A concept of critical elections has been developed in which there occurs a sharp and durable electoral realignment between parties » (Key, 1955, p. 16).

Cependant, Pierre Martin n'utilise plus l'expression d'« élection critique », mais préfère y substituer la notion de « phase de réalignement » (Martin, 2005, p. 74). Celle-ci est « l'espace de temps qui définit le passage d'un ordre électoral à un autre » (Martin, 2005, p. 74). Elle est ouverte par une élection de rupture et est clôturée par une élection de réalignement. La phase de réalignement est une phase qui est marquée par l'augmentation de l'intensité des affrontements entre partis, où les partis ont tendance à prendre des positions politiques polarisées. Nous représentons schématiquement cette différence dans la figure 3.1 page 52.

Pierre Martin illustre cela en faisant référence à Carmines et Stimson (1989, p. 13). Ces auteurs renvoient au « *punctuated equilibrium* » (« équilibre ponctué »)

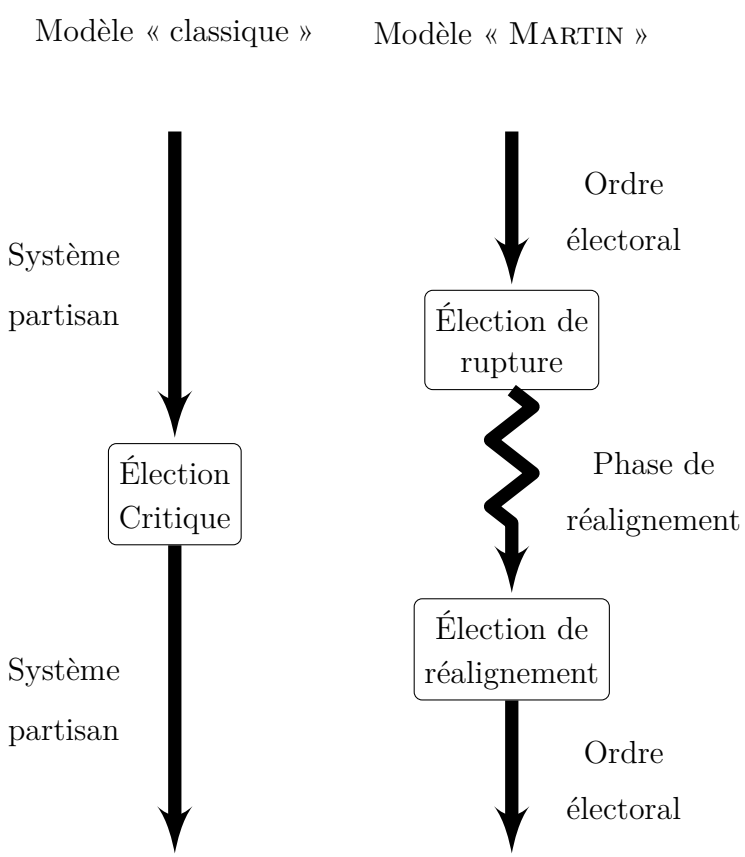
3. La dénomination « réalignement critique » (*critical realignment*) se trouve également dans la littérature (voir par exemple : Burnham, 1970, p. 6 sqq.).

en biologie pour expliquer des phases de stabilité et de changements soudains (Martin, 2005, p. 69-70) : selon cette théorie, pendant de longues phases d'équilibre, les espèces restent assez stables. Ces phases de stabilité sont entrecoupées par des phases de crise, telles que des changements environnementaux dramatiques, lors desquelles la pression sélective augmente, provoquant des changements évolutifs rapides qui mènent à l'apparition de nouvelles espèces. Cette théorie s'oppose à l'évolutionnisme gradualiste, présentant l'évolution des espèces comme un phénomène linéaire. Le biologiste Stephen Jay Gould définit cette théorie de la manière suivante : « punctuated equilibrium holds that the great majority of species [...] originate in geological moments (punctuations) and then persist in stasis throughout their long durations » (Gould, 2007, p. 40). Cela peut également être rapproché de l'évolution de la science selon Thomas S. Kuhn[4] : il y a la science normale puis, si les anomalies deviennent trop écrasantes pour le paradigme dominant, un changement de paradigme (*paradigm shift*) s'opère, ce que Kuhn qualifie de « révolution scientifique » (1962/1996). Il y a ainsi une phase ordinaire d'élections, qu'est l'ordre électoral, et une phase de « révolution » (Martin, 2005, p. 55) qu'est la phase de réalignement. En dehors des phases de réalignement, les principales formations politiques opèrent une « convergence limitée » – sans être aussi forte que celle prédite par le schéma d'Anthony Downs (Martin, 2005, p. 75-77).

Dans cette veine, une *élection de rupture* est une élection qui ébranle, déséquilibre l'ordre électoral. Elle inaugure ainsi la *phase de réalignement*. La *phase de réalignement* s'achève lors de l'*élection de réalignement* (voir figure 3.1 page suivante). C'est lors de cette dernière élection que se « cristallisent les nouveaux équilibres électoraux, le nouvel ordre électoral qui va se maintenir durant la période de politique ordinaire qui va suivre » (Martin, 2005, p. 74). Martin qualifie ces deux élections aussi de « moment de rupture » et de « moment de réalignement ». Cette distinction est fondamentale, car les enjeux qui provoquent la rupture de l'ancien ordre électoral ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui permettent la structuration du nouvel ordre électoral (Martin, 2005, p. 75).

4. Les lecteurs avertis pourraient aussi penser au saut de quantité en qualité (*Umschlagen von Quantität in Qualität*) développé par Friedrich Engels dans « Dialektik Der Natur » (1925/1978) – reprenant lui-même l'idée qu'Hegel a émise dans le chapitre dédié à Eubulide (Εὐβουλίδης) dans ses « Leçons sur l'histoire de la philosophie » (« *Vorlesungen über die Geschichte der Philosophie* »).

FIGURE 3.1 – Réalignement : élections critiques, de rupture et de réalignement



En dehors des phases de « crise », de réalignement, les théories traditionnelles, parlent d'un système partisan, où des groupes sociaux sont fermement arrimés à des partis politiques. Martin estime que cette vision est trop figée. En effet, selon celle-ci, l'appartenance partisane opérerait pour toutes les élections, présidentielles, locales, régionales, etc. Or, dans la réalité, même dans les phases d'équilibre, les électeurs sont susceptibles de voter pour un parti lors des élections législatives, mais pour un autre lors d'élections locales ou européennes – en fonction des enjeux qui dominent (Martin, 2005, p. 66 & 74). Pour rendre compte de cette réalité, Martin préfère le terme d'*ordre électoral* à système partisan.

Ce travail prend en compte les évolutions du type I et du type II – les réalignements progressifs résultant de changements socio-démographiques de fond et les réalignements *stricto sensu* brutaux provoqués par l'irruption de nouveaux enjeux. Nous étudierons si les changements de fond induits par la mondialisation ont favorisé des « réalignements progressifs » (type I) des classes populaires et si l'irruption d'enjeux relatifs à la mondialisation dans le débat politique a provoqué des réalignements *stricto sensu*.

3.3 Mesurer l'alignement et la force des clivages

Une fois que ces concepts d'alignement, désalignement et réalignement sont définis et mis en relation avec les enjeux, comment sont-ils mesurés ? Quels sont les avantages et les limites des différentes mesures ?

3.3.1 Indice d'Alford

Pour mesurer l'alignement, l'on utilise traditionnellement l'indice d'Alford. Celui-ci s'obtient en soustrayant le pourcentage des personnes occupant un emploi non-manuel votant pour les partis de gauche du pourcentage des personnes exerçant un travail manuel votant à gauche (Evans, 1999a, p. 13) :

$$\text{Alford} = (\text{vote manuel})\% - (\text{vote non-manuel})\% \tag{3.1}$$

Si les partis de gauche obtiennent 10% des voix chez les personnes exerçant un travail non-manuel et 30% parmi les travailleurs manuels, alors l'indice d'Alford

est de 20 :

$$\text{Alford} = 30\% - 10\% = 20$$

L'indice d'Alford permet uniquement de comparer deux groupes avec deux partis. On reproche à l'indice qu'il est affecté par le changement de structure de classe et la popularité des partis dans la population totale (Manza et al., 1995, p. 152-153 ; Nieuwbeerta et De Graaf, 1999, p. 28-29). Si un parti croît ou décroît dans l'électorat, alors même que la force relative du parti entre les classes sociales ne change pas, l'indice est modifié. Ainsi, si un parti obtient 30% des voix chez les travailleurs manuels et 10% chez les travailleurs non-manuels lors d'une élection, alors l'indice d'Alford est de 20 ($30 - 10 = 20$). Si ce même parti perd des voix lors de la prochaine élection et n'obtient plus que 18% chez les travailleurs manuels et 6% chez les travailleurs non-manuels, alors l'indice d'Alford passe à 12 ($18 - 6 = 12$). Cela suggère que le vote de classe a considérablement baissé de 8 points. Cependant, cette interprétation est contestable, car proportionnellement le vote de classe reste identique : les travailleurs manuels ont toujours trois fois plus de chance de voter pour ce parti ($30/10 = 3$ et $18/6 = 3$). Par ailleurs, une autre faiblesse est à souligner : l'opposition travailleurs manuels / travailleurs non manuels (cols bleus / cols blancs) n'est plus considérée comme pertinente par de nombreux travaux sociologiques (Hout et al., 1995 ; Oesch, 2006a, 2006b ; Wright, 1976, 1985, 2004, 2015). Nonobstant ces réserves, la logique mathématique de l'indice d'Alford peut s'appliquer à d'autres opérationnalisations de classes sociales ou pour comparer d'autres groupes sociaux (religieux, ethniques, etc.) et ne nécessite donc pas nécessairement que l'on adhère à la dichotomie entre travail manuel et non-manuel.

3.3.2 Indice Thomsen

Une alternative à l'indice d'Alford est l'indice Thomsen. Il est insensible aux changements de structure de classes et de popularité générale des partis politiques (Manza et al., 1995, p. 152-153 ; Nieuwbeerta et De Graaf, 1999, p. 28-29) [5].

5. Même si les auteurs soulignent que pour les comparaisons entre deux classes sociales, les indices d'Alford et de Thomsen donnent, en général, des résultats très similaires. Nieuwbeerta

L'indice Thomsen n'est pas affecté par la force générale d'un (groupe de) parti(s), mais juste par l'importance relative du vote pour celui-ci/ceux-ci entre les classes sociales. Cet avantage peut aussi se révéler être un inconvénient, car pour reprendre l'exemple précédent, un parti qui fait 30% des voix parmi les travailleurs manuels a une importance bien plus grande qu'un parti qui ne fait seulement 18%, même si, proportionnellement, le vote de classe n'a pas évolué. Mais comment se calcule-t-il concrètement ?

L'indice Thomsen est basé sur les *log-odds-ratio*. L'*odds-ratio* (rapport de cotes) de voter pour un parti politique d'une classe sociale est l'*odds* (cote) de voter pour un parti (ou un groupe de partis) divisé par l'*odds* de voter pour un autre parti (ou d'un groupe d'autres partis). L'*odds* ou cote de voter pour le parti j (Odds^j) se défini de la manière suivante :

$$\text{Odds}^j = \frac{\pi^j}{1 - \pi^j} \tag{3.2}$$

Où π^j correspond à la probabilité de voter pour le parti j et $1 - \pi^j$ à la probabilité de ne pas voter pour j. L'*odds-ratio* (OR) se détermine donc par la formule suivante :

$$\text{OR} = \frac{Odds^j_{s1}}{Odds^j_{s2}} \tag{3.3}$$

Où $Odds^{s1}_j$ correspond à l'*odds* de la classe $s1$ de voter pour j et $Odds^{s2}_j$ à l'*odds* de la classe $s2$ de voter pour j. Si les *odds* sont identiques dans les deux classes sociales s, alors l'*odds-ratio* (OR) est égal à 1 :

$$Odds^j_{s1} = Odds^j_{s2} \Longrightarrow \text{OR} = \frac{Odds^j_{s1}}{Odds^j_{s2}} = 1$$

Si la classe $s1$ a plus de probabilité de voter pour le parti j, alors l'OR est supérieur à 1. Si, en revanche, la classe $s2$ a une probabilité plus importante de voter pour j, alors l'OR est inférieur à 1, mais supérieur à 0. Il n'y a donc pas de symétrie dans l'OR. Le *log odds ratio* (LOR) est le logarithme népérien (ln) de ce rapport de cotes (*odds-ratio*). L'indice Thomsen s'obtient donc par la formule

et De Graaf obtiennent un coefficient de corrélation de Pearson (r) entre ces deux indices de $0,97$ (1999, p. 30).

suivante :

$$\text{LOR} = \ln(OR) \tag{3.4}$$

S'il n'y a pas de différence entre les classes étudiées, le LOR est égal à 0 ($\ln(1) = 0$). Si la classe sociale $s1$ a une probabilité plus importante de voter pour un parti que la classe sociale $s2$, alors le LOR est positif et inversement si la classe sociale $s1$ a une probabilité plus faible de voter pour ce parti. Appliquer le logarithme népérien au *odds ratio* a l'avantage de centrer ce rapport de manière symétrique autour de 0.

3.3.3 Indices relatifs à la moyenne

Pierre Martin rejette l'indice d'Alford et de Thomsen car ceux-ci comparent deux ou plus de groupes sociaux définis *a priori*. Or, cela présuppose « une analyse préalable de la société » (Martin, 2000, p. 37). Pour ne pas tomber dans cet écueil, Martin estime qu'il ne faut pas comparer les groupes entre eux, mais par rapport à la moyenne. Il propose deux mesures complémentaires pour arriver à cette fin (Martin, 2000, p. 38) :

Différence par rapport à la moyenne ($\Delta\mu$) : Si un parti obtient 30% des voix dans la population totale et 50% dans un groupe social particulier, alors on prend l'écart entre les deux, dans ce cas, il est de +20.

Indice d'originalité ($Q\mu$) : La division du score en pourcentage d'un parti dans un groupe social divisé par le pourcentage dans la population totale. Dans l'exemple susmentionné, le calcul serait : $50\%/30\% = 1,\overline{6}$. L'indice d'originalité serait ainsi de $1,\overline{6}$.

En termes mathématiques, la différence par rapport à la moyenne ($\Delta\mu$) se calcule de la manière suivante :

$$\Delta\mu = x_s^j - \mu^j \tag{3.5}$$

Formellement, l'indice d'originalité ($Q\mu$) s'obtient avec la formule suivante :

$$Q\mu = \frac{x_s^j}{\mu^j} \tag{3.6}$$

Dans les équations 3.6 page précédente et 3.5 page ci-contre, μ^j correspond au pourcentage moyen (de 0 à 1) du vote pour le parti j dans la population générale et x_s^j au pourcentage de vote pour le parti j dans le groupe social s (de 0 à 1).

Ces indices ont l'avantage d'être facilement calculables et intuitivement compréhensibles. Cependant, contrairement à ce qu'affirme Martin, ils ne font pas l'économie d'une analyse préalable de la société : en effet, comment déterminer un groupe social avant de calculer la différence par rapport à la moyenne, sans avoir mené « une analyse préalable de la société » (Martin, 2000, p. 37) ?

Il existe, enfin, également d'autres indices de clivage, permettant d'aller au-delà des comparaisons entre classes sociales et partis prédéfinies, permettant donc d'intégrer simultanément plusieurs classes et partis politiques aux analyses, ce que Michael Hout et al. qualifient de « *total class voting* » (1995, p. 809). Il s'agit notamment des indices *Kappa* et *Lamda*, mais ils ne sont guère pertinents pour ce travail [6].

6. Pour plus de détails sur ces indices de clivage, nous renvoyons à Romain Lachat (2007).

Chapitre 4

La droite radicale populiste et la gauche traditionnelle

Sommaire du présent chapitre

4.1 Définition négative : extrême droite	**60**
4.2 Définition positive : droite radicale populiste	**64**
4.3 Gauche traditionnelle	**69**

Avant toute chose, il s'agit de définir les courants politiques dont nous étudierons l'électorat. Nous allons donc tenter de définir ce que nous entendons par partis de la droite radicale populiste et ce que nous entendons par partis de la gauche traditionnelle. Nos exemples portent avant tout sur les cas français et allemands. Mais il n'y a guère de raison de croire que ce soit fondamentalement différent dans les autres pays d'Europe occidentale.

4.1 Définition négative : extrême droite

En dehors du fait qu'ils se trouvent à la droite des partis des droites [1] traditionnelles d'obédience conservatrice et libérale, il n'est guère aisé de trouver une appellation commune aux partis à l'extrême droite de l'échiquier politique.

En effet, ce que l'on appelle extrême droite comporte des familles politiques très hétérogènes, tant diachroniquement, depuis la Révolution française, que synchroniquement, que ce soit entre les différents pays ou même à l'intérieur d'un même pays. Rien qu'en France, d'un côté, la droite « ultra », légitimiste, contre-révolutionnaire et traditionaliste, qui, selon la célèbre formule de François-René de Chateaubriand, était « plus royaliste que le roi » (1816, p. 218) ; de l'autre, la droite bonapartiste, nationaliste, autoritaire, mettant au centre le lien direct entre l'homme providentiel et le peuple (Rémond, 1982) [2]. En Allemagne également, même si la filiation idéologique a été démontrée dans de nombreux travaux, le mouvement de la *Konservative Revolution* (révolution conservatrice), ne peut être entièrement assimilé au mouvement national-socialiste (voir notamment à ce sujet : Pfahl-Traughber, 1998, p. 102 sqq.). Pourtant, leur classement commun à l'extrême droite de l'échiquier politique ne fait guère de doute.

Le terme d'« extrême droite », communément employé en France, définit ces mouvements et partis relativement aux autres formations politiques, donc exclusivement négativement. Ainsi, il ne dit finalement pas grand-chose sur ces partis eux-mêmes. Par conséquent, si les autres partis politiques évoluent, des partis jadis considérés d'extrême droite ou inversement, considérés comme de droite traditionnelle, peuvent se retrouver à l'extrême droite ou en dehors de celle-ci sans que leurs programmes ou leurs façons de faire de la politique n'aient bougé d'un iota. En fonction du système de partis des pays, des partis, ayant pourtant des programmes fort similaires, peuvent se retrouver à l'extrême droite dans un pays, mais pas dans

1. Nous pensons avec René Rémond (1982) que les droites sont plurielles. Initialement publié en 1954 sous le titre, au singulier, « La droite en France », René Rémond actualisa le titre, mettant « les droites » au pluriel, à la suite de la fin de Quatrième République, des événements de 1968 et de la première défaite des droites lors des élections présidentielles au cours de la Cinquième République, en 1981.

2. Nous soulignons cependant que le bonapartisme, et particulièrement son expression gaulliste, n'est pas intégralement assimilable à l'extrême droite.

un autre.

Le terme couramment employé en Allemagne, *Rechtsextremismus* (extrémisme de droite), se définit par rapport à la norme constitutionnelle en vigueur. Si un parti est considéré comme « extrémiste », cela signifie que son programme et ses agissements vont à l'encontre des principes de base de la Loi fondamentale allemande (*Grundgesetz*). Cette référence à la norme constitutionnelle de la République fédérale d'Allemagne (RFA) en limite l'utilité pour une analyse historique, en dehors de la période d'existence de la République fédérale d'Allemagne (RFA), donc antérieure à 1949, et pour une analyse internationale, en dehors du territoire de la RFA. Cependant, cette approche peut être élargie hors du cadre allemand avec une conception qualifiée de « théorie du fer à cheval » (*Hufeisentheorie*) : selon celle-ci, la gauche extrême et la droite extrême se rejoignent dans leur rejet de la démocratie (figure 4.1 page suivante, voir à ce sujet les travaux de Eckhard Jesse et Tom Thieme ainsi que de Uwe Backes ; pour une discussion de cette approche : Arzheimer, 2014, p. 529-531). Le politiste italien Norberto Bobbio l'exprime de manière très éloquente :

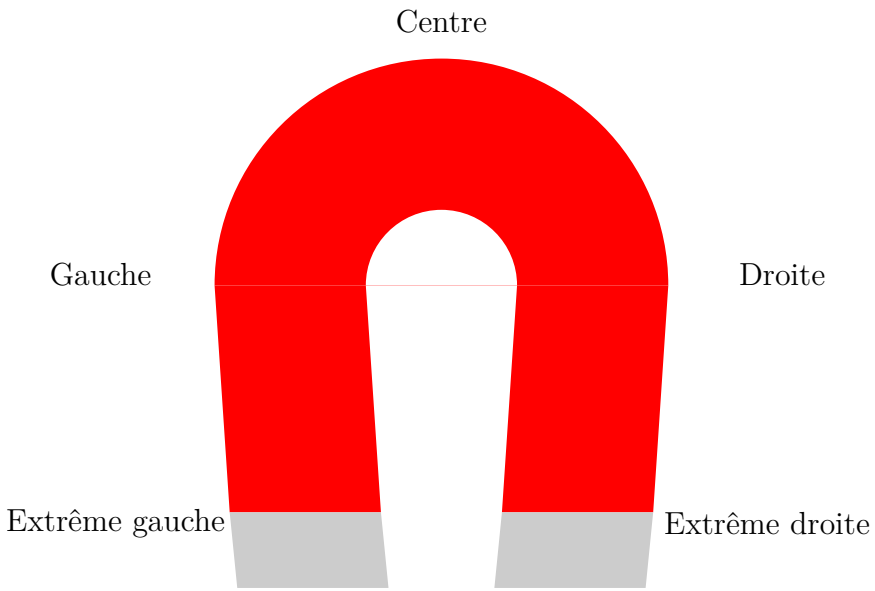
> L'extrême droite et l'extrême gauche « share a rejection of democracy (they are an object of hate, if not one of love). Their rejection of democracy brings them together, not because of their position on the political spectrum, but because they occupy the two extreme points of that spectrum. The extremes meet. » (Bobbio, 1996, p. 21)

Certains auteurs reprochent à ce concept de mettre sur un même plan les bords politiques de gauche et de droite et, ainsi, de banaliser l'extrême droite (M. Falter, 2011). Cependant, au vu de régimes se réclamant du communisme peu de doutes peuvent subsister quant à l'existence de caractéristiques communes avec les régimes fascistes, telles que le rejet de la démocratie libérale, l'autoritarisme, le totalitarisme et, selon certains, les pratiques génocidaires [3]. Le critère de rejet de la démocratie

3. Vu la Shoah et les autres génocides et crimes de masse commis par le régime national-socialiste, le caractère génocidaire est plus largement associé aux mouvements de la droite extrême que de la gauche. L'idéologie raciste propre à ces régimes se prête certainement mieux à ce type de crimes que l'idéologie égalitariste des régimes se réclamant du communisme. Pourtant, selon certains auteurs, les régimes dits communistes ne sont pas épargnés par ce type de pratiques : ainsi, les crimes du régime des « Khmers rouges » au Cambodge – ou du moins une partie d'entre eux – sont qualifiés de génocide par certains chercheurs et la justice internationale. Cette thèse

se heurte néanmoins à un problème de taille : de nos jours, pratiquement plus aucun parti politique en Europe occidentale, même ceux d'extrême droite, ne rejette ouvertement la démocratie (Bar-On, 2018, p.53 & 58 ; Mudde, 2016, p. 297) – certains se présentent, au contraire, comme les défenseurs d'une « véritable » (Rydgren, 2018, p. 24) démocratie. Le rejet de la démocratie n'est donc guère plus qu'un critère discriminant pour identifier des groupes politiques extrêmement marginaux.

Figure 4.1 – L'espace politique en fer à cheval



Par ailleurs, le critère de rejet de la démocratie est appliqué aux régimes politiques (historiques) et aux formations politiques. Mais est-ce pertinent au niveau des électeurs ? Certes, le classique *working-class authoritarianism* de Lipset (1959) tendrait à aller dans ce sens : des travailleurs autoritaires voteraient pour les communistes même s'ils ont des sympathies pour le fascisme. Des travaux récents sur l'électorat du *Vlaams Belang* (VB) et du Parti du Travail de Belgique / *Partij van de Arbeid van België* (PTB/PVDA) en Belgique, relèvent une insatisfaction commune de ces électorats à l'égard du fonctionnement de la démocratie, alors que ces partis se situent à l'opposé du continuum politique (Goovaerts et al., 2020).

est notamment défendue par l'historien français Jean-Louis Margolin (1997, 2003).

Cependant, des pans importants de recherche – en particulier sur l'Allemagne – indiquent qu'une simple opposition « centre-périphérie » en termes de rejet de la démocratie ne se vérifie pas empiriquement. Une grande partie des personnes rejetant ou étant critique de la démocratie, soutiennent des partis qui ne se situent pas aux extrémités de l'espace politique (Decker et al., 2016 ; Decker et al., 2018 ; Kiess, 2011). Enfin, Kai Arzheimer (2006) a vérifié à l'aide des données de l'*European Value Study* de 1999/2000, si le rejet de la démocratie suivait une structure en « fer à cheval » : est-ce que le rejet de la démocratie est plus fort au niveau des extrémités de l'espace politique ? Or, ses résultats ne confirment pas cette hypothèse. À quelques exceptions près, en Europe de l'Ouest, le rejet de la démocratie se trouve à l'extrême droite. L'extrême gauche n'est pas moins démocratique que le centre, quelquefois, elle est même plus démocratique que le centre ! En Europe de l'Est, c'est l'inverse. Arzheimer explique cette différence par le fait que l'orientation gauche-droite s'y définit par rapport aux défunts régimes dits communistes.

Bref, l'expression « extrême droite » est commode, car elle permet d'« unir dans la diversité » un grand nombre de mouvements et partis politiques, sans devoir analyser plus en profondeur leur *substance*. Cependant, cette commodité fait également sa faiblesse, car sa définition uniquement *ex negativo*, ne permet guère de comparer des partis politiques internationalement et diachroniquement. Même si l'on prend la définition plus usitée dans le contexte allemand, où l'extrémisme de droite se définit par le rejet de la démocratie, l'on se trouve face à un problème de taille : presque plus aucun parti d'extrême droite ne se dit ouvertement anti-démocratique. Par ailleurs, ce concept repose sur une représentation de l'espace politique où le rejet de la démocratie vient des bords politiques, ce qui est fortement contesté dans la littérature. Une définition négative, définissant ces partis par leur caractère « extrême », n'est guère convaincante pour notre travail. Il nous faut donc trouver une définition positive des partis situés au bord droit de l'échiquier politique.

4.2 Définition positive : droite radicale populiste

Cela ramène à la question fondamentale, ce que sont la droite et la gauche en politique. Le veto royal, question emblématique de la distinction gauche-droite en France en 1789, l'opposition entre républicains, défenseur de la souveraineté populaire, et conservateurs favorables à des accords avec les princes dans l'église Saint-Paul de Francfort (*Paulskirche*) en 1848/1849 (Scherer, 2020, p. 51 sqq.), ne sont plus guère d'actualité. Traditionnellement, l'on associe la distinction gauche-droite aux questions socio-économiques : est de droite celui qui est favorable à plus de laissez-faire économique et davantage de responsabilité individuelle en termes de protection contre les risques de la vie. Cependant, si l'on suit cette définition, une grande partie des mouvements que l'on classe à l'extrême droite ne se situeraient pas à l'extrémité droite de l'échiquier politique (Enggist & Pinggera, 2021 ; Otjes et al., 2018 ; Röth et al., 2018). Notamment à la suite de Ronald Inglehart, l'on a ajouté un axe culturel à la distinction gauche-droite : valeur famille, morale traditionnelle, etc. Cette distinction semble plus pertinente pour distinguer les partis à l'extrême droite sur l'échiquier politique. Cependant, cette distinction n'est pas entièrement satisfaisante non plus : ainsi le régime national-socialiste était sensiblement moins conservateur en termes de sexualité et, plus largement, sur les questions des mœurs que la droite conservatrice (voir à ce sujet, en particulier le premier chapitre de Herzog, 2005). De nos jours, une partie de l'extrême droite se dresse en défenseur de l'émancipation des femmes face à la menace que représenteraient l'immigration et l'islam (Scrinzi, 2017, p. 131). Cela n'est guère compatible avec un positionnement « extrême » sur les questions sociétales.

La sociologue féministe Gill Seidel décrit le discours de droite comme un discours d'après lequel « social order [is] grounded in nature » (1986, p. 13). L'ordre social et les inégalités qui en découlent, notamment entre les genres, seraient naturels, inscrits dans la biologie. Cette référence à la biologie est certainement utile pour l'(extrême) droite historique – pensons à l'*Essai Sur l'inégalité Des Races Humaines* de Gobineau (1852/1933). Cependant, le discours d'extrême droite n'est plus nécessairement biologique. Ainsi, dès le début des années 1990, Pierre-André Taguieff relève la « récusation du racisme biologique et inégalitaire » (1993, p. 15) par Alain de Benoist, le *spiritus rector* de la « Nouvelle droite ».

Étienne Balibar parle d'un « néo-racisme » et va jusqu'à inventer l'oxymore de « racisme sans races » :

> « Idéologiquement, le racisme actuel [...] s'inscrit dans le cadre d'un »racisme sans races« [...] : un racisme dont le thème dominant n'est pas l'hérédité biologique, mais l'irréductibilité des différences culturelles ; un racisme qui, à première vue, ne postule pas la supériorité de certains groupes ou peuples par rapport à d'autres, mais »seulement« la nocivité de l'effacement des frontières, l'incompatibilité des genres de vie et des traditions : ce qu'on a pu appeler à juste titre un racisme différentialiste (P. A. Taguieff) » (Balibar, 2018).

Le sociologue allemand Heitmeyer (2008) parle, pour désigner les idéologies d'extrême droite, d'« *Ideologie der Ungleichwertigkeit* » (idéologie de l'inégalité). En allemand, « *Ungleichwertigkeit* » (inégalité) se distingue de « *Ungleichheit* » (inégalité) dans la mesure où elle signifie *inégalité de valeur*. En effet, « *Wert* » dans « *Ungleich*wert*igkeit* » se traduit par « valeur ». Les idéologies d'extrême droite sont donc des idéologies qui mettent non seulement l'accent sur les différences, les inégalités, mais les hiérarchisent. Cette hiérarchie peut porter sur l'origine ethnique ou religieuse d'une personne, son genre, son identité, son orientation sexuelle, etc. La justification pour celle-ci peut être biologique, mais aussi culturelle et, pourrait-on ajouter, cultuelle. L'idéologie des partis que l'on classe communément à l'extrême droite se caractérise par la volonté de maintenir l'inégalité, car celle-ci serait soit insurmontable, soit la surmonter ne serait pas souhaitable.

Cependant, croire en des différences biologiques ou culturelles que l'on ne pourrait ou ne devrait pas surmonter n'est pas l'apanage de l'extrême droite seule. Comme l'a souligné Norberto Bobbio, ce qui caractérise la droite dans son ensemble est précisément son inégalitarisme : « the distinction between left and right corresponds to the difference between egalitarianism and inegalitarianism » (Bobbio, 1996, p. 69). Ainsi la droite traditionnelle peut tout comme l'extrême droite défendre un ordre social qu'elle estime dicté par des différences biologiques insurmontables entre hommes et femmes. Elle peut défendre qu'établir l'égalité juridique entre couples hétérosexuels et couples de même sexe altérerait la culture ou la « civilisation ». Ainsi la « manif' pour tous », s'opposant à l'ouverture du

mariage aux couples de même sexe en France, ne peut être qualifiée d'extrême droite dans son ensemble (de Boissieu, 2016). Il va sans dire que s'opposer au droit de mariage pour les couples de même sexe implique une hiérarchisation selon laquelle l'union entre personnes de même sexe serait inférieur au mariage traditionnel entre homme et femme. La droite modérée peut donc également défendre une inégalité de valeur (« *Ungleichwertigkeit* »). Où se situe alors la démarcation entre la droite traditionnelle et l'extrême droite de l'échiquier politique ?

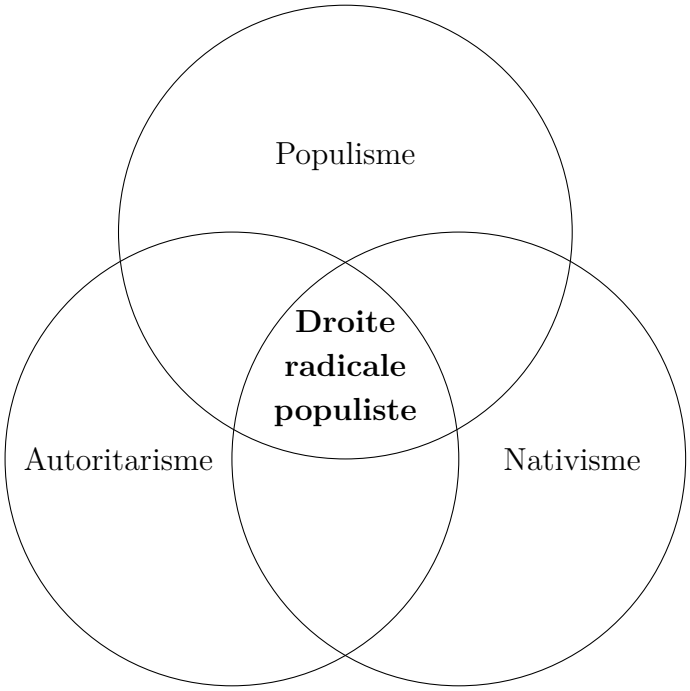
Nous n'avons pas la prétention de présenter une réponse universelle à cette question. Nous pensons néanmoins que nous pouvons apporter une réponse pour les forces politiques qui dominent présentement l'extrême droite de l'échiquier politique en Europe : la *droite radicale populiste*. Cas Mudde y a apporté une définition devenue canonique, identifiant trois éléments constitutifs de la droite radicale populiste qui permettent de la démarquer de la droite traditionnelle : *populisme*, *nativisme* et *autoritarisme*. Notons que la droite traditionnelle peut avoir des éléments autoritaires, nativistes ou populistes. Cependant, c'est la combinaison de ces trois éléments qui définit la droite radicale populiste (voir figure 4.2 page ci-contre). Exprimé en termes logiques : chacun de ces éléments, pris individuellement, est une condition nécessaire, mais pas suffisante pour qu'un parti puisse être considéré comme de droite radicale populiste :

$$\text{Droite radicale populiste} = \text{populisme} \cap \text{nativisme} \cap \text{autoritarisme} \tag{4.1}$$

Le populisme permet de tracer une première démarcation entre droite traditionnelle et droite radiale populiste à l'aide de son rapport aux principes de la démocratie *libérale*. Mudde qualifie de « radical » une « opposition to fundamental values of liberal democracy » (2007, p. 26). Astucieusement, Mudde élude le terme « extrême » qui exprime un positionnement relatif et le remplace par l'expression « radical ». Est radical, un parti qui s'oppose à la démocratie libérale et pluraliste. Avec la précision du rejet de la démocratie *libérale*, il permet d'inclure dans sa définition les partis qui ne rejettent pas la démocratie *en soi*.

Au lieu de rejeter la démocratie *in toto*, ils rejettent des principes de la démocratie libérale et pluraliste, y opposant une conception *populiste* de la démocratie

FIGURE 4.2 – Diagramme de Venn : Droite radicale populiste



(STEINER & LANDWEHR, 2018). Par populisme, on entend une « thin-centered ideology » (MUDDE, 2004, p. 544) « that considers society to be ultimately separated into two homogeneous and antagonistic groups, 'the pure people' versus 'the corrupt elite', and which argues that politics should be an expression of the volonté générale (*general will*) of the people » (MUDDE, 2004, p. 543) [4] . Il en découle une conception de la démocratie qui se caractérise par le rejet de la protection des minorités et de la pluralité des intérêts. Plus spécifiquement, cette conception de la démocratie a trois propriétés : « majoritarisme », immédiateté (*Unmittelbarkeit*) et anti-pluralisme (STEINER & LANDWEHR, 2018, p. 468). Selon celles-ci, la volonté de la majorité équivaut à la *volonté générale* qui doit s'appliquer sans égards aux droits des minorités ; les représentants politiques doivent faire preuve d'une

4. Notons que le terme de *populisme* est utilisé de manières très différentes dans la littérature : il peut renvoyer, comme chez Cas MUDDE à une idéologie, mais aussi à un discours ou un style politique. Chantal MOUFFE (2018) en fait même une stratégie politique. Pour davantage de discussions de la notion de populisme, nous renvoyons aux chapitres 2, 3 et 4 de l'ouvrage *The Oxford Handbook of Populism* (KALTWASSER et al., 2017) et à SKENDEROVIC, 2017. Dans ce travail, nous restons cependant à la définition « orthodoxe » (SCHROEDER, 2020) de Cas MUDDE.

responsivité absolue face à cette volonté ; les décisions politiques ne nécessitent pas de compromis entre différents intérêts et forces sociales et politiques – ces différents intérêts ne sont même pas considérés comme légitimes –, car la société n'est pas vue comme pluraliste et hétérogène.

La deuxième différence entre la droite traditionnelle et la droite radicale populiste est le *nativisme*.

> Le nativisme est une idéologie « which holds that states should be inhabited exclusively by members of the native group ("the nation") and that nonnative elements (persons and ideas) are fundamentally threatening to the homogenous nation-state. The nativist dimension includes a combination of nationalism and xenophobia » (Mudde, 2007, p. 22).

Enfin, le troisième élément est l'*autoritarisme*. Il s'agit d'une croyance « in a strictly ordered society, in which infringements of authority are to be punished severely » (Mudde, 2007, p. 23).

La droite radicale populiste est donc une force politique qui se caractérise par une idéologie de droite, une « idéologie de l'inégalité » (*Ungleichwertigkeit*). Celle-ci se décline en deux composantes : nativisme et autoritarisme. À cela s'ajoute le populisme qui oppose un peuple homogène à une élite corrompue s'exprimant par une conception de la démocratie opposée à la démocratie libérale pluraliste.

Comment identifie-t-on ces partis de droite radicale populiste pour notre analyse ? Par pragmatisme, nous considérons les partis comme de droite radicale populiste, s'ils sont classés dans la famille politique nationaliste par le projet *Manifesto*. Cependant, cela pose le problème suivant : sont inclus dans cette catégorie aussi bien les partis de droite radicale populiste que les partis néofascistes ouvertement anti-démocratiques. Ainsi, en RFA, il y a dans cette catégorie, outre l'AfD, qui peut être considéré sans difficulté comme un parti de droite radicale populiste, la *Sozialistische Reichspartei* (SRP), parti ouvertement (néo-)nazi qui fut interdit en 1952. Cependant, vu que les partis ouvertement néo-fascistes et néo-nazis ne dépassent de nos jours, contrairement aux partis de la droite radicale populiste, rarement l'état groupusculaire, cela ne devrait guère fausser le résultat de nos analyses.

4.3 Gauche traditionnelle

Définir ce qu'est la gauche n'est guère plus aisé que de définir ce qu'est la droite. Pour en illustrer la difficulté, dans son essai sur les gauches françaises, le journaliste Jacques Julliard fait référence à la description que donne Saint Augustin du temps :

> « Quand on ne me demande pas ce qu'est le temps, je sais parfaitement ce que c'est. Mais si l'on me le demande, je ne le sais plus. Gauche et droite seraient-elles au champ politique ce que le temps et l'espace sont au champ cognitif, des formes pures et a priori de la sensibilité politique, connaissables seulement à travers les phénomènes qu'elles nous révèlent, mais transcendantes par rapport à ces phénomènes eux-mêmes ? » (Julliard, 2012)

Norberto Bobbio identifie la quête d'égalité comme critère de définition de la gauche. Cependant, selon ses propres aveux, cela est très abstrait. Si l'abstrait est proche de l'essence, il ne nous informe pas sur la forme spécifique que prend la gauche à un moment donnée. Ainsi, Maurice Aghulhon retrace l'évolution de la gauche en France entre le XIX^{e} et le XX^{e} siècle :

> « Au XX^{e} siècle, la gauche a commencé à admettre que son combat contre la droite ne saurait se limiter au combat de la République démocratique contre la monarchie ni au combat de la laïcité contre le cléricalisme. Surgit puis grandit l'idée que la gauche doit combattre l'injustice sociale pour l'intervention publique (socialisme), tandis que c'est être de droite de défendre le libéralisme économique. » (Aghulhon, 2004, p. 29)

Bien que le radicalisme, mouvement politique républicain des classes moyennes (Berstein, 1983), fut la force dominante de la gauche lors de la Troisième République, celui-ci fut concurrencé, puis surplombé par un mouvement issu du mouvement ouvrier : le socialisme. Dès lors, en France et en Europe occidentale, par gauche traditionnelle ou classique (« *mainstream left* ») ce sont les partis de la nébuleuse socialiste qui sont désignés.

Ce courant est qualifié par le politiste italien Stefano Bartolini de « *class left* », « gauche de classe » (Bartolini, 2000, p. 10). Celle-ci est issue du conflit entre capital et travail apparu avec l'industrialisation et structure les systèmes partisans de tous les pays d'Europe occidentale (Bartolini, 2000, p. 10). Par gauche « traditionnelle » ou « vieille » gauche, nous entendons « gauche de classe » au sens de Bartolini.

La gauche de classe a connu un schisme fondamental : celui entre, d'un côté, les réformistes, attachés à la voie pacifique et démocratique vers le socialisme et, de l'autre, les communistes, révolutionnaires, inspirés par la Révolution d'Octobre. Ces derniers ont fini par être mis en minorité par la gauche réformiste socialiste et social-démocrate dans la plupart des pays et son déclin a été précipité par l'effondrement du bloc soviétique.

À la suite des nouveaux mouvements sociaux, de la prise d'importance d'enjeux sociétaux, de la « *new politics* », tels que l'écologie, la deuxième vague du féminisme, etc. s'est développé une « nouvelle gauche » (« *new left* » en anglais, « *Neue Linke* » en allemand et « *Nieuw Links* » en néerlandais) et son avatar français, la « deuxième gauche » (Duclert, 2004). Celle-ci est en « rupture » (Deléage, 2005, p. 147) avec l'« ancienne » gauche : en mettant davantage l'accent sur les enjeux sociétaux, l'autonomie de l'individu et en étant moins centrée sur les questions socio-économiques. Les partis de la « nouvelle gauche » ayant connu le plus de succès sont les partis verts, écologistes et alternatifs. Leur base électorale ne se situe pas dans les classes populaires, mais au sein des « nouvelles classes moyennes » (Oesch, 2013). Franz Josef Strauss, l'ancien ministre-président bavarois de la *Christlich-Soziale Union* (CSU), déclara ainsi en 1987 dans un de ses nombreux discours polémiques : « Les idées vertes ne prospèrent pas dans les quartiers ouvriers. Elles prospèrent dans les luxueuses villas de la *schickeria*[5] ! »

Cependant, le nouveau se développant souvent dans l'ancien, cette tendance s'est également développée au sein des partis de la gauche traditionnelle. En France, le principal protagoniste de la seconde gauche, Michel Rocard, après avoir animé le Parti socialiste unifié (PSU), rejoint le PS en 1974 et fut Premier ministre socialiste

5. L'expression bavaroise *Schickeria* désigne de manière péjorative l'élite munichoise et peut, dans certains usages, être considérée comme l'équivalent bavarois de l'expression française « le tout-Paris ».

entre 1988 et 1991. En Allemagne, le parti vert (*Bündnis 90/Die Grünen*) fut longtemps considéré par le SPD comme « chair de sa chair » (Probst, 2013). Bien que cette tradition politique ait indubitablement laissé ses marques sur les partis de la gauche traditionnelle, ils forment une propre famille politique, différente de la gauche traditionnelle [6]. Preuve en est qu'elle a pu s'établir en nouveaux partis indépendants dans de nombreux pays d'Europe. Nous excluons ces partis de nos analyses, car vu leur base sociale, l'on risquerait de surestimer la perte d'importance des classes populaires dans le vote pour la gauche [7].

On entend donc par gauche traditionnelle, ou gauche de classe, la gauche socialiste, social-démocrate et communiste – nés du clivage entre capital et travail. Il est important de ne pas exclure les partis issus de la tradition communiste de nos analyses : en effet en France, le PCF fut longtemps le principal parti de gauche, en Allemagne *DIE LINKE* (anciennement PDS) issu du *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* (SED) dominant la République démocratique allemande (RDA), a obtenu des scores importants, notamment en Allemagne de l'Est, en Italie le principal parti de la gauche, le *Partito Democratico* (PD) est issu du *Partito Comunista Italiano* (PCI), en Belgique, le PTB est devenu un concurrent non négligeable du Parti socialiste (PS). Cela d'autant plus que si l'on étudie l'évolution du vote pour la gauche traditionnelle et la droite radicale populiste : on pourrait sous- ou surestimer l'évolution du vote des classes populaires pour les formations de la gauche traditionnelle. En effet, il se peut qu'une partie de l'électorat anciennement socialiste ait rejoint des forces de tradition communiste. Si l'on ignore le vote pour ces formations, l'on pourrait surestimer l'hémorragie de voix populaires pour la gauche. Inversement, si l'on ignore le PCF en France et que l'on étudie uniquement le PS, il se peut que l'on sous-estime la perte de voix populaires pour la gauche traditionnelle – le PS ayant été historiquement moins implanté au sein du monde

6. Un nouveau rapprochement est cependant possible comme le montre le cas néerlandais, où, en 2023, une alliance électorale a été formée entre le parti social-démocrate *Partij van de Arbeid* (PvdA) et le parti écologiste *GroenLinks* sous le nom de *GroenLinks-PvdA*. Cette alliance devrait aboutir en 2026 à une fusion de ces partis, une proposition dans ce sens ayant été approuvée par les militants de ces partis.

7. Nous prenons ainsi à contre-pied Daniel Oesch et Line Rennwald (2018) qui réunissent la gauche traditionnelle et la nouvelle gauche. Cependant, pour la question que nous étudions cela n'est guère judicieux, car nous risquerions de surestimer la perte des classes populaires au sein de la gauche traditionnelle.

ouvrier que le PCF. Nous plaidons donc pour entendre par gauche traditionnelle aussi bien les partis socialistes, sociaux-démocrates que de tradition communiste.

Cependant, il y a des dynamiques différentes dans l'électorat des partis socialistes/ sociaux-démocrates et de tradition communiste. En France, le déclin électoral du PCF entre les années 1970 et 1980 coïncide avec le renforcement électoral du PS. Unifier ces tendances risque d'occulter ces évolutions différentes. Nous proposons donc, en plus d'une analyse commune, d'analyser séparément d'un côté les partis socialistes et sociaux-démocrates et de l'autre de tradition communiste. Pour cela, nous utilisions le codage du projet *Manifesto* : nous considérons comme socialistes les partis codés « soc » (*social-democratic*). Par ailleurs, nous analysons les partis classés « *left socialist or other left* », bien souvent des partis de tradition communiste [8].

8. Le codage sert comme orientation et ne sera pas pris comme « parole d'évangile » : ainsi, le Parti radical est repris dans la catégorie « *left socialist or other left* » dans le projet *Manifesto*, cependant ce n'est pas un parti que l'on peut assimiler à la « *class left* » au sens de Stefano Bartolini. En effet, c'est un parti centriste représentant les classes moyennes (Berstein, 1980, 1982, 1983 ; Gourdon, 1955).

Chapitre 5

Les classes sociales : classes populaires et petits blancs

Sommaire du présent chapitre

5.1 Classifications sociales à un critère ou à plusieurs critères ? 74

5.2 « End of class debate » 75

5.3 Différentes approches d'analyse des relations de classes 80

5.4 Les « classes populaires » 85

5.4.1 Le terme de « classes populaires » : une création purement « franco-française » ou même « crypto-marxiste » ? 85

5.4.2 Classes populaires : problèmes de définition 87

5.4.3 Tracer les limites des classes populaires 90

5.5 Les petits blancs et la « *white working class* » 91

5.5.1 Le rapport entre classe et « *race* » dans l'histoire de la pensée sociologique 91

5.5.2 *White working class* et « petits Blancs » 94

5.1 Classifications sociales à un critère ou à plusieurs critères ?

La position sociale peut se mesurer avec une multitude de variables socio-démographiques. Un grand nombre de procédures et de schémas permettent de transformer les variables socio-démographiques en indicateurs de stratification sociale. Cela n'étonne point, les classifications et stratifications sociales faisant partie des questions les plus anciennes de la sociologie, dont le développement a commencé dès les travaux de ses « pères fondateurs » Auguste Comte, Karl Marx, Émile Durkheim et Max Weber. Il s'agit, par conséquent, de « one of the best established, most complex, and most disputed area in social sciences » (Bergman & Joye, 2005, p. 5). Dès lors, sur quelle base choisir une classification pour expliquer le vote ?

L'on peut retenir des indicateurs uniques : revenu, patrimoine, niveau d'étude, secteur d'activité, travail manuel/non-manuel, possession/non-possession des moyens de production, etc. Cela a l'avantage de représenter des variables aisément récoltables et qui nécessitent peu de traitement de données. L'un des indicateurs les plus couramment utilisés pour ébaucher une stratification sociale, notamment dans le contexte états-unien, est le revenu (Evans & Northmore-Ball, 2018, p. 124). Celui-ci a l'avantage d'être facilement disponible et de pouvoir être classé de manière croissante/décroissante, permettant de ce fait de tracer une stratification sociale.

Aussi utile, en fonction des données disponibles et de la question de recherche abordée, une telle façon de procéder puisse être, elle présente également nombre de limites pour l'étude du comportement électoral : les conditions de travail et économiques de personnes à revenus similaires peuvent diverger fortement de manière à ce que leurs « intérêts » et, en conséquence, leur vote, se porte sur des partis différents. Thomas Piketty évoque ainsi les petits paysans indépendants en France qui, bien qu'ayant un revenu souvent (très) faible – proche de celui des ouvriers –, avaient tendance à voter à droite, tandis que les ouvriers votaient massivement à gauche (Piketty, 2018, p. 19). Des problèmes de type similaire apparaissent avec d'autres stratifications unidimensionnelles (revenu, patrimoine, prestige, etc.). Il est, par conséquent, plus indiqué d'utiliser des schémas de stratification sociale

plus complexes, se basant sur plusieurs critères afin de procéder à une analyse.

5.2 « End of class debate »

L'une des manières de combiner plusieurs critères pour « classer » les individus en fonction de leur position sociale sont les classes sociales (Oesch, 2003, p. 241). Certes, certains auteurs contestent la pertinence d'étudier la société et donc le comportement en termes de classes sociales. Cela a donné lieu dans les années 1990 et 2000 au « death of class debate » (pour une présentation de ce débat par Erik Olin Wright 2015, p. 139 sqq. et par des défenseurs de la thèse de la fin des classes sociales : Pakulski et Waters, 1996, p. 17 sqq.). Leurs arguments phares sont le déclin du vote de classe, la baisse de la détermination des *Lebenschancen* par l'origine sociale (dû à l'augmentation de la mobilité sociale) et l'importance accrue de l'éducation (Kingston, 2000, p. 2010-2011), le nivellement des différences de classes en terme de styles de vie (l'un des articles emblématiques estimant que l'analyse en classes sociales n'est plus pertinente : Clark et Lipset, 1991). Comme nous allons le voir, ces arguments sont éminemment contestables. Ils sont probablement le produit d'une conjonction d'un facteur *structurel* et d'un facteur *conjoncturel*.

Le facteur *structurel* est la tertiarisation des économies et des sociétés des pays du « nord ». Celle-ci a fait diminuer le nombre d'emploi dans l'industrie et augmenter celui des emplois dans le secteur des services. Il y a eu une augmentation des emplois de col blanc au détriment des emplois de col bleus, du « travail de bureau » au détriment du travail manuel. Or, historiquement, l'idéologie du mouvement ouvrier « ne retint que le prolétaire aux »mains calleuses« , négligeant [...] les doigts agiles des cousettes. Par ailleurs, les employés, peu nombreux, apparaissaient ou apparurent longtemps comme des privilégiés » (Seiler, 2012, p. 11). La sociologie en a fait longtemps de même, réévaluant véritablement la situation des employés qu'à partir des années 1990 (Siblot et al., 2015, p. 29-30). La tertiarisation de l'emploi a donc fréquemment été interprétée comme un déclin de la société de classe, de l'antagonisme entre travail et capital, et/ou de l'avènement d'une société de classe moyenne. Cela se répercute dans les perceptions subjectives : en Allemagne en 2017, plus de 80% de la population se considère comme faisant partie de la

couche moyenne (divisée en trois catégories : inférieure, moyenne et supérieure). Seulement 16% des sondés s'identifient en tant que travailleurs (*Arbeiterschicht*) et à peine 2% en tant qu'appartenant à la couche inférieure (*Unterschicht*) [1].

Le facteur *conjoncturel* est la période des Trente glorieuses. Elle a été marquée par une croissance économique forte. En Europe occidentale, elle s'élevait à 4,8% (4,0% PIB / habitant) anuellement, un niveau inédit, jamais atteint auparavant et plus jamais égalé ultérieurement pour une aussi longue période (voir tableau 5.1). Celle-ci a permis un « compromis de classe » se caractérisant par l'expansion de l'État providence, l'explosion de l'éducation et la réduction des inégalités (à propos de l'explosion de l'éducation en France : Chauvel, 2006, p. 101 sqq.). La société de cette période a, en Allemagne, souvent été qualifié de *nivellierte Mittelstandsgesellschaft* (société moyennisée nivelé), d'après une célèbre formule du sociologue Helmut Schelsky. En français, le terme de « moyennisation » a eu une certaine popularité (Siblot et al., 2015, p. 32-33).

Tableau 5.1 – Croissance économique en Europe occidentale pendant des périodes différentes (en pourcent par an)

Période	PIB	PIB par habitant
1890-1913	2,2	1,4
1913-1950	1,4	0,9
1950-1973	4,8	4,0
1973-1994	2,1	1,7

Source : Temin, 2002, p. 38.

Cependant, la donne a changé depuis l'avènement du néolibéralisme marqué symboliquement par l'accession aux responsabilités de Margaret Thatcher en 1979, de Ronald Reagan en 1981, de Helmut Kohl en 1982 et, en France, par le tournant de la rigueur de la présidence de François Mitterrand en 1983. La mondialisation a renforcé le changement de société qui s'est opéré. Les inégalités se sont creusées (Piketty, 2013). En 2013 en Allemagne, les 10ème décile de revenus capte 40% des revenus, un niveau inédit depuis la crise des années 1930 et comparable à celui juste avant la Grande Guerre (Bartels, 2017, p. 1). Le revenu

1. Propres calculs sur base du « Pre- and Post-election Cross Section (Cumulation) (GLES 2017) » (GLES, 2019b).

avant impositions des 5 déciles de revenus inférieurs, en revanche, a continuellement baissé depuis 1980 pour n'atteindre plus que 21% des revenus en 2013. Sur la même période, le revenu des 1% des revenus les plus élevés a pris l'évolution inverse, passant de moins de 9% à plus de 11%. Similairement, la mobilité sociale ascendante s'est ralentie, pour ne pas dire inversée, ce qui a conduit le sociologue allemand Oliver Nachtwey (2016) à qualifier la société allemande contemporaine de « société du déclassement » (« *Abstiegsgesellschaft* »). Le sociologue français Louis Chauvel (2019) parle de « spirale du déclassement ». Ce même auteur écrit en 2013 :

> « Les tendances des Trentes Glorieuses ont fait des classes sociales un objet sociologique dépassé, mais ces dernières décennies semblent leur redonner un contenu et des contours objectifs plus stables. La suite de l'histoire est donc très ouverte. » (Chauvel, 2013, p. 55)

Il est discutable de considérer que la tertiarisation de la société signifie moyennisation. En Allemagne, les emplois à bas salaires se trouvent surtout dans des emplois du secteur tertiaire à forte composante féminine (Eichhorst et al., 2017, p. 26). Rien que ce simple fait suffit pour mettre à mal la conclusion selon laquelle la seule expansion de l'emploi dans le secteur tertiaire signifierait mécaniquement une expansion de la classe moyenne. Plus qu'à une mobilité sociale verticale, la tertiarisation correspond à une mobilité horizontale qui trouve son expression dans la « pluralisation horizontale des cultures de classes » (« *horizontale Pluralisierung der Klassenkulturen* ») (Bremer & Lange-Vester, 2014a, p. 16). Enfin, plus prosaïquement, même si l'on diagnostiquait une large croissance de la classe moyenne, cela ne signifierait pas pour autant la fin des classes sociales (Ishida & Slater, 2010, p. 5).

Certains auteurs, notamment dans le courant « postmoderne » (Atkinson, 2010, p. 2 ; Chauvel, 2001, p. 344-345 ; Chauvel, 2013, p. 50-51, voir aussi : Pakulski et Waters, 1996) argumentent plus finement : ils n'affirment pas qu'il y aurait eu un nivellement des inégalités sociales. Ils affirment cependant que la société se serait complexifiée et, ainsi, que les raisons pour les inégalités se seraient diversifiées. Des distinctions telles que la *race*, le genre, l'appartenance religieuse, l'apparence physique (*lookism*) et le handicap (*ablism*), peuvent également influer sur l'inégalité.

« Class divisions are replaced by multidimensional, fluid and continuous status inequalities » (Pakulski & Waters, 1996, p. 17). Se concentrer sur les inégalités de classe voilerait le regard pour d'autres causes d'inégalités et d'oppressions et « sociologists risk missing an appreciation of a changing world » (Pakulski & Waters, 1996, p. 20). Se défaire des théories de classe serait la condition pour « constructively proceed with the difficult task of comprehending our ever more complex social arrangements » (Kingston, 2000, p. 209). Cependant, combien même ces inégalités viennent s'ajouter aux conditions de classe – et que l'étude en dehors du prisme de classe sociale peut être pertinent ! – il n'est guère convaincant d'en conclure la fin des classes sociales. L'analyse de classe et ces autres formes d'inégalités peuvent, au contraire, être complémentaires et être inclus dans des analyse multivariés (Goldthorpe & Marshall, 1992, p. 386).

Enfin, des sociologues tels qu'Ulrich Beck mettent en avant les différences de style de vie, produit d'une individualisation des modes de vie (Beck, 1993, pour une évocation critique voir : Atkinson, 2010, p. 17 sqq. ; Schultheis et al., 2009, p. 11 sqq.). Les inégalités s'exprimeraient avant tout en dehors de l'activité professionnelle déterminant la classe sociale. La stratification se ferait, à présent, « around differentiated patterns of value commitment, identity, belief, symbolic meaning, taste, opinion or consumption » (Pakulski & Waters, 1996, p. 15). Cependant, comme l'ont souligné John H. Goldthorpe et Gordon Marshall dès 1992, soit quatre ans avant la publication de l'ouvrage de Jan Pakulski et Malcom Waters, ces facteurs explicatifs peuvent très bien être inclus dans des analyses multivariées comprenant les différences de classe – cela ne justifie aucunement l'abondon de la catégorie de classe sociales pour les analyses en sciences sociales. L'on peut surtout y opposer que ces distinctions de style de vie et de goût ne sont pas indépendantes de la classe sociale d'un individu, mais, au contraire, « découlent aussi en grande partie des hiérarchies et clivages qui trouvent leur origine dans le monde du travail » (Siblot et al., 2015, p. 9).

Ainsi dans l'approche bourdieusienne, la différenciation des styles de vies ne constitue aucunement une contradiction à la pertinence d'approches en terme de classes sociales. En effet, les goûts et style de vie et la position social-économique d'un individu constituent un ensemble cohérent définissant la position de classe d'un individu (Bourdieu, 1979 ; Bremer et Lange-Vester, 2014a, p. 15-16). Le style

de vie, les goûts appartiennent à ce que Pierre Bourdieu qualifie d'habitus. Celui-ci serait partagé au sein d'une même classe sociale et « résulte de l'homogénéité des conditions d'existence » (Bourdieu, 1980, p. 98). Michael Vester démontre, pour l'Allemagne, que cette pluralisation des goûts et styles de vie n'est pas l'effet d'une individualisation, mais plutôt d'une « mutation de l'habitus » (*Habitusmutation*) (Bremer & Lange-Vester, 2014a, p. 15) des jeunes générations. Même son de cloche chez Andreas Reckwitz qui diagnostique l'avènement d'une « société des singularités » (*Gesellschaft der Singularitäten*) dans laquelle « la recherche compliquée de la singularité et de l'exceptionnalité [...] est devenue à la fois un souhait subjectif mais aussi une attente sociale paradoxale » (Reckwitz, 2017, p. 9). Or cette volonté de la singularité et d'authenticité serait justement l'expression de la mutation de la société « moyennisé » des Trente glorieuses vers une « société de classes culturelles » (*kulturelle Klassengesellschaft*) (Reckwitz, 2017, p. 275-276). Cette aspiration serait portée à son paroxysme par les nouvelles classes moyennes hautement éduquées (*Akademikerklasse*), sorte de classe-étalon de cette modernité (Reckwitz, 2017, p. 9 & p. 270). En d'autres termes : les phénomènes qualifiés d'individualisation et de singularisation, caractérisant la société de la « modernité tardive » (*late modernity*), sont eux-mêmes des phénomènes de classe.

Il apparait donc que les arguments phares des apôtres de la fin des classes sociales sont contestables. Plus encore, certains auteurs estiment que les critiques du concept de classe sociale ne définissent pas quel concept de classe ils rejettent (Connelly et al., 2016, p. 2). On peut en conclure que l'analyse en termes de classes sociales n'est pas désuète. L'adage allemand convient bien aux classes sociales : « *Totgesagte leben länger* » (« On ne vit jamais si vieux que lorsqu'on est donné pour mort »).

S'il y a lieu d'utiliser le concept de classe sociale pour une certaine recherche se détermine donc à l'aide d'un critère pragmatique : quelle utilité a-t-il pour cette recherche ? Dans le cas d'espèce, le travail cherche à dévoiler les raisons qui expliquent le déclin du vote des classes populaires pour les partis de la « vieille gauche » et l'augmentation de leur vote pour les partis de la droite radicale et populiste. Si l'on parle de classes populaires, il faut définir ces classes et déterminer qui appartient à celles-ci. On doit donc utiliser un concept de classe et l'opérationnaliser. En découle, par conséquent, les questions suivantes : qu'entend-on par classes sociales ?

qu'entend-on par classes populaires ? comment les opérationnalise-t-on dans nos recherches ?

5.3 Différentes approches d'analyse des relations de classes

Le terme de classe sociale est « polysémique » (Seiler, 2012, p. 10) autant dans la vie courante que dans les sciences sociales (Beschere et al., 2014, p. 153 sqq.). Il est donc primordial de définir clairement le ou les concept(s) de classe que l'on utilise, afin de se prémunir contre le « concept stretching » (Seiler, 2012, p. 10).

Historiquement, on distingue trois traditions scientifiques principales dans l'analyse de classes sociales, ainsi qu'une approche plus récente. Les trois traditions historiques sont :

1. la tradition marxiste qui lui attribue une place centrale dans le développement historique et qui le relie aux rapports de production (*Produktionsverhältnisse*) avec comme critère de démarcation central entre les classes, dans la société capitaliste, la possession ou non des moyens de production (*Produktionsmittel*) (voir par exemple : Das, 2017 ; Wright, 2005 et le dernier chapitre 52, inachevé, du troisième tome du Capital de Marx 1894/1964, p. 892-893) ;
2. la tradition durkheimienne qui associe l'apparition des classes sociales à la division du travail. Elle estime cependant que les classes sociales et tant que grands groupes (*Großgruppen*) auraient tendances à disparaitre. L'analyse durkheimienne conçoit, en conséquence, l'étude des classes sociales comme l'analyse de petites « micro-classes » (voir : Grusky, 2005) ;
3. la tradition wébérienne qui les analyse sous le prisme des *Lebenschancen* (chances de vie) inégalement réparties dans les sociétés régies par le marché. Contrairement à Marx, ces chances ne sont pas uniquement déterminées par la possession des moyens de production, mais également par des aptitudes et qualifications qui peuvent se vendre sur le marché (voir : Breen, 2005 et Max Weber lui-même : Weber, 1922, chapitre 4 I §1 sqq.).

Dans la deuxième moitié du XX^{e} siècle s'est ajouté

l'approche bourdieusienne qui dépasse le cadre économique et prend en considération autant le capital économique que le capital culturel et social. Ainsi, la position de classe d'une personne ne se définit pas seulement en fonction de ses *Lebenschancen*, mais également de son style de vie, ses goûts, son habitus, forgé en cours de sa socialisation (pour une présentation de l'approche bourdieusiennes : Weininger, 2005 et Pierre Bourdieu lui-même : Bourdieu, 1979). Cette approche a inspiré, en Allemagne, l'analyse de « milieux sociaux » de Michael Vester à l'Université de Hanovre ainsi que les « *SINUS-Milieus* » (pour un état de la recherche de cette approche, voir l'ouvrage : Bremer et Lange-Vester, 2014a).

Vu que ce travail tente d'analyser un comportement électoral de populations de différents pays, des micro-classes sont de peu d'utilité. Certes, une « telle approche permet sans nul doute de mieux rendre compte de la diversité des déterminismes et de conflits très spécifiques qui sont ignorés par l'analyse traditionnelle à partir de grands groupes socio-économiques. En revanche, elle peine à identifier des grands principes structurant les inégalités » (Bouchet-Valat & Jayet, 2019, p. 318).

De surcroît, cela mènerait, en fonction des pays et des secteurs, à une inflation de micro-classes. Hertel rapporte qu'il y en aurait entre 82 et 126 (Hertel, 2017, p. 64). Cela rendrait difficile voire même impossible toute comparaison et l'utilisation des outils quantitatifs usuels de la sociologie électorale.

L'approche bourdieusienne et l'approche en milieux sociaux permet de dépasser les classes basées sur l'occupation d'une personne. Ainsi, elle prend en compte le sujet, son habitus, plus globalement que les approches basées sur la position économique. Cela est d'autant plus convaincant que les activités en dehors du travail semblent prendre une importance croissante pour façonner les convictions (politiques) des individus. Cela permet de répondre efficacement aux réserves émises par les critiques des approches de classes qui pointent ces développent.

Néanmoins, une telle approche des milieux et classes sociales bourdieusienne nécessite un grand nombre de variables qui ne sont pas toujours disponibles lors des enquêtes d'opinion. Pour des raisons pragmatiques, il ne semble donc guère indiqué de suivre une voie d'inspiration purement bourdieusienne. De même, l'approche d'inspiration bourdieusienne par milieux sociaux de Michael Vester est fortement liée à l'analyse de la société allemande. Son applicabilité à d'autres pays pose

question. De surcroit, cette approche, ne comporte pas moins de 20 sous-milieux qui ont l'avantage d'être très précis, mais ce qui pose problème dans une analyse statistique avec les échantillons de taille commune en sciences sociales.

De plus, des questions d'ordre épistémologique et méthodique apparaissent si l'on se place dans une perspective bourdieusienne : ainsi les analyses d'inspirations bourdieusiennes reprochent aux analyses quantitatives dominantes un « raisonnements économétriques, dont le concept d' »effet propre« et l'expression »toutes choses égales par ailleurs« sont les traductions » (Cayouette-Remblière, 2016). Pierre Bourdieu lui-même explique dans *La Distinction* :

> « Les relations singulières entre une variable dépendante (telle l'opinion politique) et des variables dites indépendantes comme le sexe, l'âge et la religion, ou même le niveau d'instruction, les revenus et la profession, tendent à dissimuler le système complet des relations qui constituent le véritable principe de la force et de la forme spécifiques des effets enregistrés dans telle corrélation particulière. La plus indépendante des variables »indépendantes« cache tout un réseau de relations statistiques qui sont présentes, souterrainement, dans la relation qu'elle entretient avec telle opinion ou telle pratique. » (Bourdieu, 1979, Chap. 2 : Variables et systèmes de variables §3)

Bourdieu poursuit :

> « En menant l'analyse variable par variable, comme on le fait souvent, on s'expose à attribuer à l'une des variables (par exemple le sexe ou l'âge, qui peuvent exprimer à leur manière toute la situation ou le devenir d'une classe) ce qui est l'effet de l'ensemble des variables (erreur favorisée par l'inclination consciente ou inconsciente à substituer les aliénations génériques, celles qui sont liées au sexe ou à l'âge par exemple, aux aliénations spécifiques, liées à la classe). La condition économique et sociale telle qu'elle est saisie à travers la profession impose leur forme spécifique à toutes les propriétés d'âge ou de sexe en sorte que c'est l'efficacité de toute la structure des facteurs associés à la position dans l'espace social qui se trouve manifestée dans les corrélations entre l'âge ou le sexe et les pratiques » (Bourdieu, 1979, Chap. 2 : Variables et

systèmes de variables §6).

en anglais

Ainsi, les propriétés étant aussi indissociables les unes des autres « que le jaune du citron est inséparable de son acidité » (Bourdieu, 1979, Chap. 2 : La classe construite §3), il ne fait guère de sens d'étudier des effets de variables prises séparément sur des phénomènes tels que les croyances politiques ou le comportement électoral. Les concepts bourdieusiens sont intégrés dans un « »holisme méthodologique« , dans lequel les individus sont historiquement et socialement situés, et non réductibles à des »mises en variables« elles-mêmes issues de catégorisations artificiellement universalisantes » (Desrosières, 2008, Chap. 16). Exprimé avec la célèbre formule de François Simiand : il faut éviter la « comparaison des comportements des rennes au Sahara et des chameaux au Pôle nord » (cité par Desrosières, 2008, Chap. 16). Les instruments statistiques que nous allons mobiliser – basés sur des échantillons aléatoires de la population totale – ne semblent guère les plus adaptés aux approches bourdieusiennes. Certes, ces remarques, plaident contre un travail purement bourdieusien, mais permettent d'aiguiser l'esprit pour l'importance de ne pas se limiter aux variables séparément, mais de prendre en considération les effets médiateurs et d'interaction (modérateurs) entre les variables – plus qu'une partie de la littéraire sur le vote le fait à ce jour.

Pour ces raisons tant pragmatiques qu'épistémologiques, ce travail utilisera les concepts classes dans une lignée wébériano-marxienne. Le terme de classe sera donc utilisé dans l'acceptation de « big classes » (Wright, 2015, p. x). Les approches d'inspiration marxienne et wébérienne sont souvent très proches (Wright, 2005, p. 23), leur opposition est « souvent exagérée » (Bouchet-Valat & Jayet, 2019, p. 313), et elles piochent, de fait, souvent dans les deux traditions (Evans, 1992, p. 229, même si certains auteurs mettent en avant les différences : Gubbay, 1997) et peuvent, comme nous le montrerons, bien se marier (Dörre, 2020, p. 36).

Bref, les classes sociales ne sont pas de simples échelles, comme les échelles de revenu, de prestige ou les strates sociales. Les classes renvoient à des rapports, des relations sociales différentes en nature et pas à de simples gradations (Wright, 2015, p. 33). Ce sont des catégories nominales, qualitatives qui peuvent, en partie, revêtir un caractère ordinal. Contrairement aux concepts purement descriptifs de « strates » ou d'échelles, les classes sont des concepts analytiques et prennent

uniquement tout leur sens dans le contexte d'une théorie de classe (Dahrendorf, 1959, p. IX).

Ce sont des groupes sociaux dans lesquels les individus connaissent une même « chance typique » (*typische Chance*) d'obtenir une part de la production d'une société donnée (Breen, 2005, p. 32 sqq. ; Weber, 1922, chapitre 4 I § 1). Cela influence les *Lebenschancen* des personnes appartenant à un groupe social donné. Ces groupes sociaux, ces classes sociales, n'existent pas indépendamment les unes des autres. Au contraire : les classes sociales sont « something which in fact happens [...] in human relationships. [...] the notion of class entails the notion of historical relationship » (Thompson, 1966, p. 9). Les classes sont liées indivisiblement les unes aux autres dans la production des richesses de la société. Elles occupent des places différentes dans ce processus de production. Elles s'approprient des parts variables et inégales de ces richesses produites (Wright, 2005, p. 13). Plus qu'un simple conflit sur la distribution des richesses, les positions différentes qu'elles occupent induisent des positions de pouvoir différents (Wright, 2005, p. 13). Il en résulte des conditions de vie différentes.

En fonction de la position de classe et plus spécifiquement de l'activité économique exercée (salariat, entreprenariat, etc.), les sujets pratiquent des tâches différentes, ont une expérience de travail (*work experience*), une logique de travail (*work logic*) différente (Oesch, 2006b, p. 62), un degré d'autonomie et d'autorité variable, entretiennent des relations de nature différentes avec autrui. La classe place les sujets dans des rapports sociaux où les intérêts peuvent diverger et même être antagonistes. Sans les déterminer de manière mécanique, la classe sociale contribue ainsi à la socialisation et à la formation de l'habitus des individus (Kitschelt, 2010 ; Kitschelt et Rehm, 2014, p. 1674 sqq.). Tout cela a des effets sur les identités de groupes, les systèmes de valeurs et les identifications partisanes des sujets. C'est en ce sens que la classe sociale influence le choix électoral.

5.4 Les « classes populaires »

5.4.1 Le terme de « classes populaires » : une création purement « franco-française » ou même « crypto-marxiste » ?

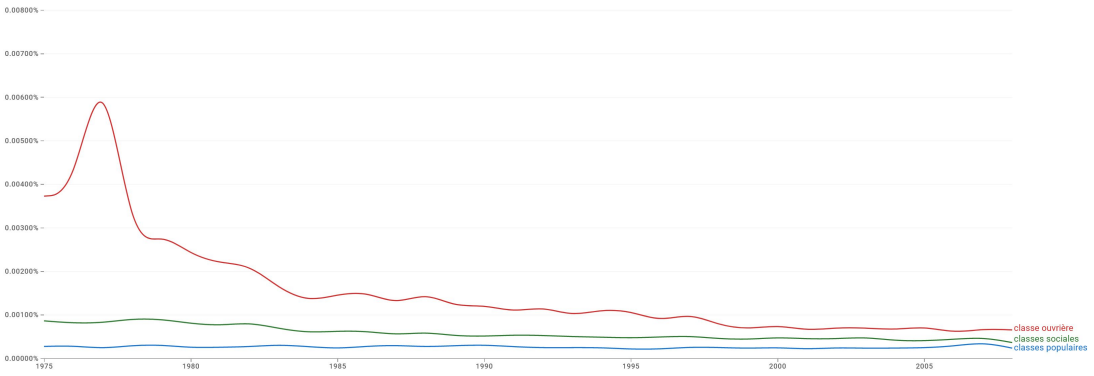
Souhaitez-vous que je vérifie le chapitre suivant sur l'opérationnalisation statistique de ces classes ?

L'objet de ce travail est de dévoiler le comportement électoral des classes populaires pour les partis de la droite radicale populiste et les partis de la « gauche traditionnelle ». Cependant, malgré la généralisation de son emploi – ou peut-être à cause de celle-ci –, « un grand flou entoure cette expression » (Siblot et al., 2015, p. 7). La montée en popularité de l'expression « classes populaires » coïncide avec le déclin de l'utilisation du terme de « classe ouvrière » dans le discours public et scientifique (Siblot et al., 2015, p. 7). Cela est illustré, par exemple, par l'effondrement du nombre d'ouvrages publiés comportant, dans leur titre, l'expression « classe ouvrière » entre 1975 et 2009. La quantité d'ouvrages portant sur les « classes sociales », a également baissé. Paradoxalement, sur cette même période, la publication d'ouvrages arborant le terme « classes populaires » dans leur titre est resté quasiment stable (figure 5.1 page suivante). L'expression « classes populaires » ne semble pas avoir été affectée négativement par le déclin des travaux sur les classes sociales et la classe ouvrière.

Ce qui rend la définition de l'expression « classes populaires » encore moins aisée, est sa spécificité française. En effet, il ne semble pas avoir d'équivalent exact en anglais, en allemand et en néerlandais. Comme dit l'adage italien : « *traduttore, traditore !* »

Ainsi, en anglais, le terme « classes populaires » est parfois traduit par *working class* (voir par exemple Cayouette-Remblière, 2016 ; Rey, 2012) ou également repris dans sa version française, sans traduction (voir par exemple : Weininger, 2005, p. 88). Il n'est pas sûr que cette notion anglaise englobe les mêmes catégories que celles de classes populaires. Il nous semble utile d'y ajouter un pluriel, comme pour « classes populaires », en écrivant *working classes*, afin de souligner la diversité

FIGURE 5.1 – Ngram : Fréquence de publication d'ouvrages comportant les termes suivant dans leur titre : « classe ouvrière », « classes sociales » ou « classes populaires »



de ces milieux sociaux (SIBLOT et al., 2015, p. 19). C'est la traduction qui nous paraît la plus adéquate. C'est celle qui est proposé par Yasmine SIBLOT et al. : tandis que *working class* au singulier se traduit par « classe ouvrière », *working classes* au pluriel se traduit par « classes populaires » (SIBLOT et al., 2015, p. 41).

De même, en allemand, il ne semble pas y avoir de terme correspondant exactement à l'expression classes populaires *stricto sensu*. Des traductions, telles que « *Arbeiterklasse* », « *Lohnabhängige* » ou « *Werktätige* » ne conviennent guère, car soit ils désignent des catégories sociales plus larges ou plus restreintes et/ou ont des connotations différentes. En allemand, nous opterions pour le terme « *Volksklassen* » qui a été repris dans un sens voisin que le terme français par l'école d'Hanovre de stratification sociale (BREMER & LANGE-VESTER, 2014b). Les *Volksklassen* semblent cependant simplement définies, dans leur modèle, en opposition aux classes supérieures (voir VESTER et al. 2001, cités par BITTLINGMAYER et BAUER, 2014, p. 232). Ce terme a, par ailleurs, été utilisé assez fréquemment au XIX^{e} siècle – ainsi dans le titre de la revue du socialiste allemand Moses HESS publiée entre 1845 et 1846 (*Gesellschaftsspiegel. Organ zur Vertretung der besitzlosen Volksklassen und zur Beleuchtung der gesellschaftlichen Zustände der Gegenwart*). Cependant, son usage est tombé en désuétude au cours du XX^{e} siècle. En néerlandais, le terme *volksklassen* semble pouvoir être utilisé dans le sens francophone – les occurrences sont cependant peu nombreuses (un exemple récent de l'utilisation du terme en

néerlandais : De Laet, 2018). Bien que le terme *Volksklassen*, proche de l'expression française *classes populaires*, soit utilisés en allemand et en néerlandais, il n'a pas du tout la même fréquence d'usage et il n'est donc pas sûr qu'il soit véritablement équivalent dans son usage. Nous pensons malgré cela que ce serait la traduction la plus adaptée.

Le terme *classes populaires* n'est-il donc qu'une expression plus « moderne » pour désigner ce que l'on nommait naguère, la *classe ouvrière* ou les *travailleurs* ? En somme, un terme « crypto-marxiste », un cache-sexe pour se démarquer d'une terminologie marxiste tombée en désuétude ? Si ce n'est pas le cas, les problèmes de traduction ne trahissent-ils pas le fait qu'il s'agit d'une catégorie sociologique typiquement française, la rendant, de ce fait, inopérante pour les comparaisons internationales ?

5.4.2 Classes populaires : problèmes de définition

Un élément plaidant en faveur de la spécificité « franco-française » du terme *classes populaires* est l'opérationnalisation courante. Elle identifie les classes populaires aux deux catégories inférieures de la nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS) de l'INSEE, c'est-à-dire aux « ouvriers » et aux « employés » (voir notamment Siblot et al., 2015, p. 44 sqq.). Cela a l'avantage de sa simplicité et sa disponibilité dans les données françaises. Pour des raisons pragmatiques et aussi pour comparer ses propres résultats à des études antérieures, il se justifie bien de faire ainsi lorsque l'on étudie le cas français. Cependant, cela exclut les comparaisons avec d'autres sociétés. Par ailleurs, si l'on fait ainsi, c'est en quelque sorte « mettre la charrue avant les bœufs ». L'on prend une opérationnalisation statistique pour la définition du concept lui-même.

Avant d'avancer davantage, il est donc utile de faire un pas en arrière afin de clarifier ce que sont les classes populaires. Olivier Schwartz en donne une définition concise portant sur deux dimensions :

> « Je propose donc de considérer que la notion de »classes populaires« , prise en tant que catégorie sociologique, fait référence à des groupes qui se définissent par la conjonction d'une position sociale dominée et des formes de séparation culturelle. » (Schwartz, 2011,

p. 7)

La première dimension est une « position sociale dominée ». La seconde dimension consiste en « des formes de séparation culturelle » (voir aussi figure 5.2 page suivante). Cette définition n'est pas « franco-française » dans la mesure où la position de domination se trouve également au centre de définitions de la *working class* (au singulier) dans la littérature anglo-saxonne, telle que celle de Michael Zweig :

> « When I talk about the working class [...] I am talking about people who share a common situation in these social structures, one without much power. To be in the working class is to be in a place of relative vulnerability—on the job, in the market, in politics and culture. » (Zweig, 2012, Chapitre : « The Class Structure of the United States », § « What are Classes ? »)

Position sociale dominée

Par « position sociale dominée », Schwartz entend tout d'abord une position économique instable :

> « insécurité et précarité sont étroitement associées aux conditions d'existence des classes populaires. Elles résultent de la sujétion ou de la dépendance économique qui constituent l'une des formes majeures que peut prendre la position dominée » (Schwartz, 2011, p. 16).

Cette position économique de domination n'est pas pour autant synonyme de pauvreté. Des pans des classes populaires peuvent « s'approcher d'une relative aisance » (Schwartz, 2011, p. 17). Certains peuvent « échapper à la précarité et accéder même peut-être à un relatif bien-être, même s'ils demeurent inscrits dans une condition d'exécutants dépendants » (Schwartz, 2011, p. 24).

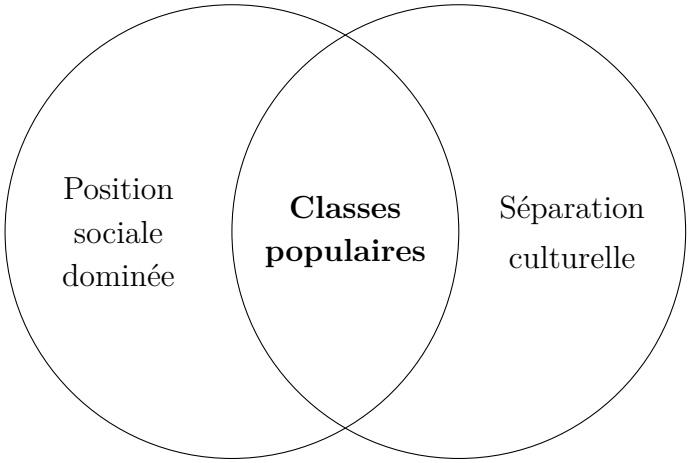
La position économique est certes l'aspect le plus évident de la position de subordination, mais il n'est pas le seul. La position de subordination est également l'exclusion du pouvoir dans la vie de la cité (*polis*/πόλις) et sur le lieu de travail, donc dans le monde économique (oikos/*οἶκος*) (Schwartz, 2011, p. 17). Les membres des classes populaires n'occupent pas de position de pouvoir, que ce soit dans le monde économique ou politique.

Séparation culturelle

Par « séparation culturelle » l'on entend un éloignement des pratiques culturelles considérées comme nobles selon les « normes dominantes » (Schwartz, 2011, p. 18). Une « fraction importante des milieux populaires est démunie de tout un ensemble d'éléments de culture qui font partie des instruments symboliques dominants, c'est-à-dire socialement décisifs » (Schwartz, 2011, p. 18). Un exemple est la « trop faible maîtrise des postures de l'écrit qui constitue la raison décisive des échecs [scolaires] précoces d'enfants d'ouvriers et d'employés » (Schwartz, 2011, p. 19).

Cependant, plus qu'une simple absence, qu'un manque de maîtrise de pratiques culturelles, d'une tenue à l'écart, la condition populaire permet de « produire [ses] formes de vie propres, celles qui s'accordent le mieux à [ses] conditions d'existence, à [ses] expériences, à [ses] point(s) de vue sur le monde » (Schwartz, 2011, p. 20). La séparation culturelle est donc également un processus actif et créatif de la part classes populaires.

Figure 5.2 – Diagramme de Venn : Classes populaires



Classes populaires : « unies dans la diversité »

Comme l'indique le pluriel, la notion de classes populaires unissent des catégories hétérogènes :

> « Peuvent ainsi être réputés appartenir aujourd'hui aux classes po-

> pulaires des paysans, des ouvriers, des employés, des agents de maîtrise, de petits artisans ou commerçants, des salariés d'une entreprise à statut, des jeunes marginalisés, etc. » (Schwartz, 2011, p. 26)

Il faut se défaire de « l'illusion » selon laquelle il y aurait « une homogénéité des classes dominées » (2011, p. 26). Dès lors, comment parvenir à « l'unification de l'hétérogène » (Schwartz, 2011, p. 26) dans la notion de classes populaires sans l'homogénéiser pour autant ?

La notion de classes populaires est utile pour « désigner l'entrecroisement de figures sociales à la fois différentes et contiguës » (Schwartz, 2011, p. 36). C'est précisément parce qu'elle unit des réalités hétérogènes que la catégorie est opérante :

> La notion de classes populaires désigne un « complexes de formes voisines et enchevêtrées, dont aucune n'existe à l'état séparé. Pour appréhender cette pluralité d'états hétérogènes et contigus qui fait l'impureté de la matière empirique, la catégorie générique peut se révéler très opérante, précisément parce qu'elle est construite à partir de l'unification du multiple. » (Schwartz, 2011, p. 30)

Autrement dit, séparer ces populations dans un grand nombre de catégories distinctes peut voiler la proximité et les continuités qui traversent ces groupes. Les unifier sous une catégorie permet donc de rendre ces continuités accessibles à l'analyse. De manière pragmatique, cela permet des analyses (quantitatives) que l'on ne pourrait guère réaliser avec une multiplication de petits groupes.

5.4.3 Tracer les limites des classes populaires

Mais où se situent les limites de cette catégorie hétérogène ? Il est certes aisé de faire la *distinction* (sans mauvais jeu de mots) entre les catégories (très) aisées de la population et les classes populaires. Il est également aisé de faire la distinction entre des strates particulièrement dominées des classes populaires, comme des travailleurs non qualifiés immigrés, et des classes moyennes. Il peut, en revanche, s'avérer beaucoup plus ardu de faire la distinction entre des strates des classes populaires disposant d'emplois stables et ayant acquis une certaine respectabilité sociale, et certaines parties des classes moyennes inférieures.

Toute catégorisation en science sociale implique le traçage d'une démarcation. Celle-ci comporte nécessairement une part d'arbitraire (Eabrasu, 2012, p. 190-191). Elle est toujours dans un état de tension entre un impératif exclusif « (le *definiens* doit permettre de distinguer le concept mentionné dans le *definiendum* des autres concepts) et exhausti[f] (le *definiens* doit couvrir toutes les occurrences du *definiendum*) » (Eabrasu, 2012, p. 191). Comment trouver le bon chemin de crête entre ces deux impératifs ?

Nous n'avons guère la prétention à nous engager dans la vaine entreprise de trouver une voie universellement valable. Nous décidons de tracer une démarcation pragmatique sur la base des données et des instruments que nous avons à notre disposition. Concrètement, nos données sont des enquêtes électorales comportant un certain nombre de variables, entre autres, sur les occupations et les conditions de travail des sondés. Nous pourrons nous servir des schémas de classe pour démarquer les classes sociales (voir la section 8.1 « Schémas de classes » à la page 129).

5.5 Les petits blancs et la « *white working class* »

5.5.1 Le rapport entre classe et « *race* » dans l'histoire de la pensée sociologique

Le rapport entre classe sociale et ethnicité, notamment ce que les anglo-saxons appellent « *race* », a été étudié dès le début de la sociologie (électorale). Ainsi Karl Marx explique le recul électoral du Parti républicain du président Abraham Lincoln lors des élections de mi-mandat de 1862 par les ressentiments des Irlandais et des fermiers blancs vis-à-vis des « nègres » :

> « L'Irlandais voit dans le nègre un concurrent dangereux. Les paysans laborieux d'Indiana et d'Ohio haïssent le nègre presque autant que le maître d'esclaves. Pour eux, il est le symbole de l'esclavage et de l'humiliation de la classe ouvrière. La presse [du parti] démocrate les menace quotidiennement de l'inondation de leurs territoires par le »nigger« . [...] Si Lincoln avait fait campagne pour l'émancipation des esclaves, il est certain qu'il aurait perdu [les élections de 1860]. » (Marx,

1862/1961a)

En 1870, Karl Marx déplore l'« antagonisme profond entre le prolétaire irlandais et le prolétaire anglais » causée par l'immigration. Le travailleur anglais considérerait le travailleur irlandais comme les « *poor whites* des États méridionaux de l'Amérique du Nord regardaient les esclaves noirs » :

> « [L]a bourgeoisie anglaise n'a pas seulement exploité la misère irlandaise pour rabaisser par l'immigration forcée des pauvres Irlandais, la classe ouvrière en Angleterre, mais elle a, en outre, divisé le prolétariat en deux camps hostiles. [...] Il y a [...] dans tous les grands centres industriels de l'Angleterre, un antagonisme profond entre le prolétaire irlandais et le prolétaire anglais. L'ouvrier anglais vulgaire hait l'ouvrier irlandais comme un compétiteur qui déprime les salaires et le *standard of life*. Il sent pour lui des antipathies nationales et religieuses. Il le regarde à peu près, comme les *poor whites* des États méridionaux de l'Amérique du Nord regardaient les esclaves noirs. » (Marx, 1870/1962, p. 388)

Que Marx compare le regard que portent les ouvriers anglais sur les ouvriers irlandais avec celui des « *poor whites* » américains sur les Noirs en Amérique du Nord, illustre la profondeur de l'antagonisme entre pauvres blancs et Noirs aux États-Unis. Il s'agirait d'une croyance promue par les élites du Sud auprès des pauvres blanc après l'abolition de l'esclavage, leur inculquant qu'« at least they weren't black » (Williams, 2017, p. 59). En effet, l'abolition de l'esclavage risquait de créer de la concurrence pour les travailleurs blancs. Mais :

> « By offering poor whites the »wages of whiteness« —the social dignity of membership in the dominant race—planters made them more willing to accept wages and farm tenancy contracts that left them dirt poor. » (Williams, 2017, p. 59)

L'importance qui revient à la distinction entre pauvres blancs et noirs explique certainement en partie que la culture américaine leur ait collé un grand nombre d'étiquettes : *poor whites*, *white trash*, *hillbillies*, *rednecks*, *crackers*, etc. Le terme le plus usité est certainement *(poor) white trash*. Celui-ci traduit d'un côté une

démarcation par rapport aux Noirs. De l'autre côté, cette expression démarque les Blancs pauvres de la catégorie générale des Blancs :

> « poor white trash have been excluded from belonging in the category white, the reasons given for their lack of whiteness have encompassed far more than just ideas about racial difference. » (Wray, 2006, p. 139)

Les pauvres blancs sont donc ni noir, ni véritablement blanc. Ils sont exclus du groupe social blanc considéré comme dominant aux États-Unis en raison de leur classe sociale. Il en découle, si cela était à préciser, qu'il ne s'agit, lorsqu'il est question de « *race* », pas d'un concept biologique, mais d'une construction sociale (Gest, 2018, p. 1). Le concept de blanc (« *white* ») n'est pas stable dans le temps. Aux États-Unis étaient véritablement « blanc » que les WASPs (*White Anglo-Saxon Protestant*). Les immigrants d'origine irlandaise et italienne n'étaient pas considérés comme de véritables blancs – ils avaient le double « handicap » d'être non seulement catholiques, mais de surcroît ne pas être anglo-saxons. Les Italo- et Irlando-Américains (*Italian Americans* et *Irish-Americans*) ont fini par devenir « blancs ». De nos jours, les Latinos (*Hispanics*), même de couleur de peau claire, ne sont pas entièrement assimilés aux « blancs ».

Ce type d'analyses, relayant classe et « *race* » s'inscrivent bien souvent dans le cadre des approches de la « *critical race theory* » et plus spécifiquement de l'« intersectionalisme ». L'intersectionalisme est le « *produit* » (Hancock, 2016, p. 28) de l'afro-féminisme (*black feminism*)[2] et s'est fortement développé à la suite d'un article influent de la juriste états-unienne Kimberle Crenshaw (1989). L'intersectionalisme vise à étudier l'interaction des discriminations issues de la « *race* », du genre et de la classe sociale. Cependant, la classe, comme le genre et la « *race* », est avant tout considérée sous l'angle de la discrimination se manifestant par le concept de « *classisme* » – néologisme formé sur le modèle de racisme et de sexisme. Son origine dans le mouvement afro-féministe et dans le droit se fait également ressentir dans le caractère normatif de cette approche : le but déclaré est

2. Nous utilisons les temes afro-féminisme et *black feminism* de manière interchangeable, même si cela peut être contesté : « Produit d'une période d'exaltation de l'identité africaine dans des milieux urbains et éduqués, [...] dans le fond l'afroféminisme incarnerait [...] un retour [...] du vieux »*black is beautiful*« des années 1970, mâtiné de *Black feminism* états-unien réinterprété dans le contexte français » (Larcher, 2017, p. 104).

de dénoncer les discriminations et de les supprimer. Si l'étude de l'interaction entre classe sociale, origine (*race*) et genre peut être pertinent, la distinction très tenue entre engagement politique et analyse scientifique propre à l'intersectionalisme invite à la prudence dans la mobilisation des concepts issus de cette tradition.

5.5.2 *White working class* et « petits Blancs »

Dans la sociologie électorale, le lien entre classe sociale et « *race* » a regagné un certain intérêt à la suite de l'élection de Donald Trump à la Maison blanche et le vote sur la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE (Brexit) au cours de l'année 2016. Ces résultats ont été attribués par une partie de la littérature et des commentateurs à la « *white working class* », les classes populaires blanches (Francia, 2020 ; Gest, 2018 ; Gest, 2016 ; Morgan et Lee, 2017 ; Morgan et Lee, 2018). Ce point de vue a cependant également été nuancé et contesté (Carnes et Lupu, 2020 ; Pied, 2018).

La notion de *white working class* n'a pas de contours clairement définis. Gest constate ainsi : « In being defined in so many crosscutting ways, »working class« —like »white« —is a somewhat amorphous, conflicted identity » (Gest, 2018, p. 9). Cela est le reflet des difficultés qui entourent les deux notions qui la composent : ainsi, les concepts de classe et de *working class* ne sont pas définis de manière homogène entre les auteurs et le même auteur est susceptibles d'utiliser plusieurs définitions (Gest, 2018). De même, le concept de « *white* » est, comme nous l'avons vu, mouvant. Sur base de ce que l'on a écrit, l'on peut néanmoins considérer qu'appartiennent à la *white working class*, les personnes considérées comme « blanches » et appartenant aux classes populaires. Autrement dit : il s'agit des franges des classes populaires appartenant à la majorité blanche des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Que ce terme soit apparu aux États-Unis n'est pas un hasard : les États-Unis sont depuis leur création un pays d'immigration, agrégeant des personnes d'origines diverses, marqué de surcroît par l'esclavagisme dont fut l'objet sa population noire et de la violence contre les populations autochtones que certains auteurs qualifient de génocide (Stannard, 1993). Cela a généré des rapports (conflictuels) entre ces différentes composantes ethniques. L'« immigration massive » (Kriesi et al.,

2008c, p. 6) venue de contrées lointaines (Afrique du Nord, Afrique subsaharienne, Moyen-Orient, dont l'Asie Mineure, etc.) qu'a connu l'Europe occidentale, surtout depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, rapproche l'Europe des États-Unis.

À la suite de ces bouleversements est donc (ré)apparu en France, une notion équivalente à la *white working class* anglo-saxonne : la figure du « petit Blanc ». Aymeric Patricot définit le « petit Blanc » dans son ouvrage homonyme : « le petit Blanc serait ce Blanc pauvre prenant conscience de sa couleur dans un contexte de métissage et se découvrant aussi misérable que les minorités tenues pour être, a priori, moins bien traitées que lui » (2013, p. 12). Patricot précise : « un petit Blanc est avant tout quelqu'un qui se perçoit comme tel ou que l'on désigne ainsi » (2013, p. 12). Sans l'appeler ainsi, cette figure apparaît dans l'essai autobiographique *Retour à Reims* (2009) de Didier Eribon et le roman autobiographique *En Finir Avec Eddy Bellegueule* (2014) d'Édouard Louis. En Allemagne, le père du protagoniste et auteur de *Ein Mann Seiner Klasse* (2020), Christian Baron, correspond également à cette figure.

Éric Dupin conclut « à l'existence d'une nette fracture ethnique au sein même des classes populaires » (2017, p. 27). Didier Eribon décrit ainsi dans *Retour à Reims* comment l'irruption des immigrés avait exaspéré le racisme des classes populaires blanches :

> « L'arrivée massive d'une nouvelle génération d'immigrés, mais aussi la constitution de familles et la naissance d'enfants changèrent la donne : toute une population d'origine étrangère s'installa dans les cités HLM [...] qui n'avaient quasiment été habitées jusque-là que par des Français ou des immigrés venus de pays européens. Quand mes parents obtinrent, au milieu des années 1960, un appartement dans une cité HLM située aux confins de la ville [...] l'immeuble n'était occupé que par des Blancs. C'est vers la fin des années 1970 [...] que s'installèrent les familles maghrébines, qui devinrent rapidement majoritaires dans tout le quartier. Ces transformations provoquèrent une exacerbation spectaculaire des pulsions racistes qui s'exprimaient depuis toujours dans les conversations de la vie quotidienne. » (Eribon, 2009)

De même, Christophe Guilluy, dans son essai *La France Périphérique* (2014)

affirme : « La poussée du vote FN dans ce périurbain subi [...] est le fruit d'une insécurité sociale objective, mais aussi [...] de l'échec de la cohabitation avec les populations immigrées » (Guilluy, 2014, Chapitre 4). Les petits Blancs seraient ainsi à l'origine de l'envolée électorale du parti lepéniste (Patricot, 2013, p. 55 sqq., 102 sqq.) – à l'instar de la *white working class* pour le Brexit et l'élection de Donald Trump à la Maison-Blanche.

Plus précisément, Patricot constate « un éclatement de la population des petits Blancs aux extrêmes » (2013, p. 106) : « le petit Blanc fidèle à la culture de gauche renoncera au Parti socialiste pour se rabattre sur [...] [le] PC, [le] Parti de gauche, [le] Nouveau parti anticapitaliste (NPA)... Quant aux autres petits Blancs, cherchant des discours politiques qui paraissent les flatter, eux, précisément, plutôt qu'une humanité jugée abstraite [...] se tournent vers le Front national » (Patricot, 2013, p. 105-106). Un constat proche est dressé par l'ouvrage Votes Populaires ! (Collectif Focale, 2022, en particulier dans le chapitre 3).

Les petits Blancs seraient, pour ainsi dire, bifrons à la manière du dieu romain Janus. D'un côté, leur identité de classe pourrait les pousser vers le vote de gauche. De l'autre leur identité *blanche* pourrait les inciter à embrasser les partis de la droite radicale populiste. Ces deux phénomènes peuvent d'ailleurs coexister de manière « schizophrène » au sein d'un même sujet :

> « Mais, comme s'il s'agissait de deux niveaux de conscience qui ne se recoupaient que très rarement, cela n'interférait pas avec les choix politiques réfléchis, que ce soit le vote pour un parti – »le Parti« [communiste]– qui avait milité contre la guerre en Algérie, l'adhésion à un syndicat – la CGT – qui, officiellement, dénonçait le racisme, ou encore, plus généralement, la perception de soi comme ouvrier de gauche. En fait, quand on votait à gauche, on votait d'une certaine manière contre ce type de pulsions immédiates, et donc contre une partie de soi-même. » (Eribon, 2009)

Le basculement vers la droite radicale populiste peut alors être interprété comme le fait que l'identité française – ou, au niveau européen, « blanche » – prend le dessus sur l'identité populaire :

> « Le »sens commun« partagé par les classes populaires »fran-

> çaises« se transforma profondément, puisque, précisément, la qualité de »Français« devint son élément principal, remplaçant celle d' »ouvrier« ou d'homme et de femme »de gauche« . » (Eribon, 2009)

En effet, entre problèmes relatifs à la cohabitation avec les migrants, une mise en minorité ressentie et, dans certains quartiers, même réelle, déclassement et délocalisations, les petits Blancs pourraient être l'archétype du perdant de la mondialisation. Cela expliquerait que les classes populaires, alors même qu'elles sont particulièrement diverses en termes d'origine ethnique, votent de moins en moins pour la gauche traditionnelle et plus fréquemment pour la droite radicale populiste.

Vu que nous n'utilisons pas la méthode de l'entretien et que nous n'avons guère de bases de données demandant aux sondés s'ils se conçoivent comme « petits Blancs », il faut que nous nous prenions d'une autre manière pour définir les petits Blancs de manière opérationnelle.

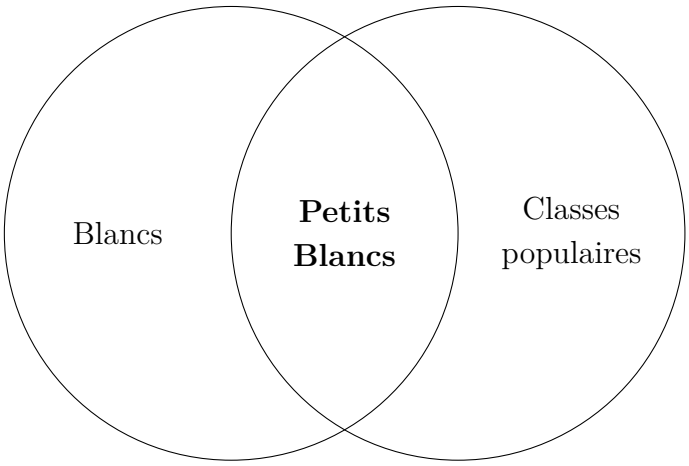
Nous proposons par conséquent une définition « objective » : il s'agirait des parties des classes populaires sans origine immigrée extra-européenne. Formellement, l'on peut la définir ainsi (voir aussi figure 5.3 page suivante) :

$$\text{Petits Blancs} = \text{Classes populaires} \cap \text{Blanc} \tag{5.1}$$

L'on pourrait considérer comme « petits Blancs » les personnes appartenant aux classes populaires qui sont nées dans leur pays de résidence, tout comme leurs parents. Cependant, cette définition se heurte au même problème que la « blanchitude » aux États-Unis. Certaines populations d'origine immigrés peuvent, avec le temps, devenir très proches de la population majoritaire. Ainsi, la France connaissait un racisme anti-belge et anti-italien (Dornel, 2004). Aujourd'hui, ces populations ne font guère plus l'objet de racisme. D'ailleurs, Pascal Perrineau souligne que leur comportement électoral ne se différencie guère des Français sans ascendance immigrée. On pourrait donc être tenté d'inclure toutes les personnes d'origine européennes comme « petits Blancs ». Cependant, il semblerait que toutes les populations européennes ne soient pas considérées comme « blanches » (Kalmar, 2022) : lors du referendum sur le Traité établissant une constitution pour l'Europe, a été brandie la figure du « plombier polonais » mettant en péril l'emploi français

(Beaud et Pialoux, 2006, p. 84 & 88 ; Beitone et Letessier, 2013, p. 470). En Allemagne persiste un racisme anti-slave qui s'était violemment déchaîné lors de la Seconde guerre mondiale (Nelson, 2009). Cela suggère de ne considérer comme non-blanches que les personnes ayant des origines extra-européennes ou d'Europe de l'Est. Nous ne voulons cependant pas donner de définitions opérationnelles trop strictes, car celui qui est « blanc » ou qui ne l'est pas est avant tout une question empirique avant d'être une question théorique.

Figure 5.3 – Diagramme de Venn : Petits blancs



Chapitre 6

Hypothèses

Sommaire du présent chapitre

6.1 Hypothèses sur la position des partis et des électeurs (Ha) 100

6.2 Hypothèses sur les caractéristiques des électeurs (Hb) 100

6.3 Hypothèses sur le clivage relatif à la mondialisation (Hc) 101

Nous allons développer des hypothèses générales sur la propension de vote en fonction de critères socio-démographiques. Le problème avec ces approches, c'est qu'elles ne sont guère dynamiques, comme l'a reproché l'école de Michigan (psycho-sociale) à l'école de Columbia (micro-sociologique). D'où la nécessité de prendre en compte l'interaction dynamique entre les différentes positions sociologiques (*cross pressure*) avec les enjeux et le positionnement des partis politiques, agissant sur le comportement électoral des sujets – et affectant ainsi les alignements au niveau macrosociologique. C'est pourquoi ces hypothèses vont au-delà de propositions mécaniques pour tenter d'appréhender les interactions.

De ce qui a été développé découlent trois groupes d'hypothèses :

Hypothèses sur la position des partis et des électeurs (Ha) : Ces hypothèses portent sur le positionnement des partis et leur lien avec les désalignements.

Hypothèses sur l'origine des électeurs (Hb) : Ces hypothèses portent sur le vote des sujets en fonction de caractéristiques socio-démographiques, tout en prenant en compte l'interaction avec la saillance des enjeux.

Hypothèses sur le conflit sur la mondialisation (Hc) : Ces hypothèses investiguent dans quelle mesure le conflit relatif à la mondialisation constitue une différence, une division ou un clivage entièrement développé.

6.1 Hypothèses au sujet des enjeux et du positionnement des partis (Ha)

Ha1 : Les classes populaires sont plus « à droite » [1] que les partis de la gauche de classe sur la dimension mondialisation.

Ha2 : L'identification partisane annule les effets de la distance entre les partis et les électeurs.

6.2 Hypothèses au sujet de caractéristiques socio-démographiques des électeurs (Hb)

La littérature constate, en France, un lien particulièrement important entre la présence ou l'absence d'origine immigrée et le vote pour les partis de la droite radicale populiste (voir par exemple récemment : Collectif Focale, 2022). Éric Dupin (2017) parle d'une « fracture ethnique au sein des classes populaires » (2017, p. 27). Nous étudions cela dans les unités analysées tout en prenant en compte le lien avec les enjeux :

Hb1 : L'identification partisane pour les partis de la gauche traditionnelle a décliné auprès des classes populaires.

Hb2a : Les petits blancs sont davantage susceptibles de voter pour les partis de la droite radicale populiste.

1. Nous entendons par « à droite » qu'ils sont davantage restrictifs sur les questions relatives à la mondialisation : immigration, intégration européenne, etc.

Hb2b : Les sujets non-blancs appartenant aux classes populaires sont plus susceptibles de voter pour la gauche de classe.

Hb3a : La *fracture ethnique* au sein des classes populaires est d'autant plus marquée que les enjeux relatifs à la mondialisation sont saillants (tableau 6.1 page suivante).

Hb3b : La *fracture ethnique* au sein des classes populaires est d'autant plus faible que les enjeux socio-économiques sont saillants (tableau 6.1 page suivante).

L'axe libertaire / autoritaire n'est pas à même d'expliquer la différence de comportement électoral entre petits blancs et classes populaires avec une origine immigrée. En effet, rien ne suggère que les personnes avec une origine immigrée, non blanche, appartenant aux classes populaires sont moins autoritaires que les petits blancs. En fonction de la région d'origine, ils pourraient même être plus autoritaires que les petits blancs [2]. Pour expliquer la différence de vote entre petits blancs et les autres composantes des classes populaires, il faut par conséquent mobiliser une troisième dimension relative à la mondialisation.

Hb4 : Le vote pour la droite radicale populiste n'est guère expliqué par la division culturelle, mais par les enjeux relatifs à la mondialisation.

Si cette hypothèse est confirmée, nous n'avons certes pas apporté de réponse à la question faisant l'objet d'âpres débats dans la littérature, à savoir s'il y a deux ou trois dimensions du conflit politique. En revanche, si cette dimension supplémentaire permet de davantage expliquer le comportement électoral des classes populaires, alors elle est utile dans la recherche électorale. Cela serait une réponse pragmatique.

6.3 Hypothèses sur l'existence et l'importance d'un clivage relatif à la mondialisation (Hc)

L'hypothèse générale qui sous-tend ce travail est l'apparition et la prise d'importance d'un conflit relatif à la mondialisation, qui pourrait être un clivage. Cela se manifesterait par une perte d'importance – ou du moins d'une perte de primauté – du clivage classique entre capital et travail. D'où le désalignement des classes

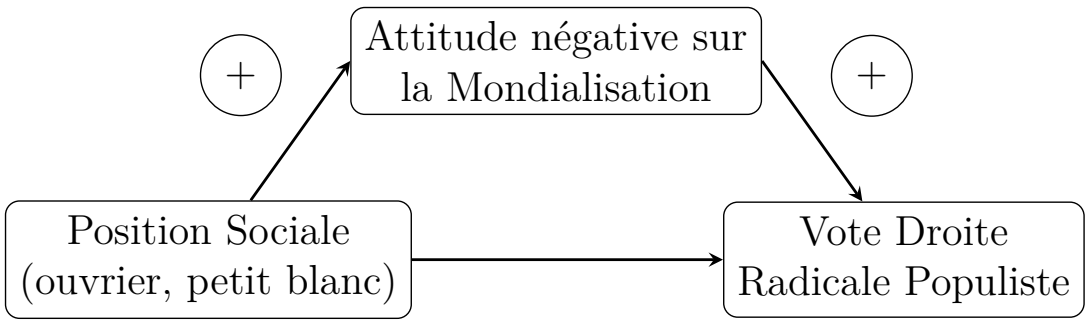
2. Voir à ce sujet, les résultats du World Values Survey (2014).

TABLEAU 6.1 – Saillance des dimensions de l'espace politiques et vote des classes populaires

Groupe social	**SAILLANCE**		
	Social	**Culturel**	**Mondialisation**
Classes populaires	Gauche	Droite (radicale populiste)	Fracture
Petits blancs	Gauche	Droite (radicale populiste)	Droite radicale populiste
Classes populaires immigrées	Gauche	Droite	Gauche

populaires des partis de la gauche de classe et le réalignement en faveur des partis de la droite radicale populiste.

FIGURE 6.1 – Position sociale, attitude sur la mondialisation et vote pour la droite radicale populiste (graphique inspiré par GOUGOU, 2012, p. 162)



Comme nous l'avons vu, pour que l'on puisse parler d'un clivage (voir section 2.1 :« Qu'est-ce qu'un clivage ? » à la page 23), il faut que trois dimensions soient réunies (structurel, normatif et comportemental), sinon l'on est face à une division (deux dimensions) ou une différence (une dimension). De ce que nous avons développé, le noyau du groupe porteur d'un éventuel clivage relatif à la mondialisation serait constitué des petits blancs :

Hc1a : Les sujets appartenant aux classes populaires n'ayant pas d'identification partisane (hors partis de droite radicale populiste) sont plus susceptibles d'avoir une attitude négative par rapport à la mondialisation.

Hc1b : Les sujets appartenant aux classes populaires ayant une attitude négative par rapport à la mondialisation sont plus susceptibles de voter pour les partis de la droite radicale populiste.

Hc2 : Le lien entre position sociale et vote pour les partis de la droite radicale populiste est modéré par une attitude négative face à la mondialisation (figure 6.1 page précédente).

Hc3 : Le lien entre position sociale et vote pour les partis de la gauche de classe est modéré par une attitude positive à la redistribution (figure 6.1 page ci-contre).

Cela génère également des hypothèses sur la force des conflits/clivages :

Hc4 : Sur la période considérée, le conflit autour de la mondialisation a pris de l'importance tandis que celui lié à la redistribution a perdu en importance..

Répondre à ces hypothèses pourra permettre de répondre à la question, si la mondialisation constitue une différence, une division ou un clivage.

Deuxième partie

Données, choix de méthodes et des cas

Chapitre 7

Méthodes et choix des cas

Sommaire du présent chapitre

7.1 *Research design* : *most similar system* **107**

7.2 Choix des observations **110**

7.3 Période considérée **118**

7.4 Élections à analyser **119**

7.5 Enquêtes électorales **125**

Allemagne 126

France 126

7.1 *Research design* : *most similar system*

D'un côté, ce travail suit une méthodologie quantitative fondée sur des sondages dans lesquelles la sélection des observations est aléatoire [1]. Suivant les lois de la probabilité, cela permet d'avoir un échantillon le plus proche de la population totale. Au niveau « micro », la sélection est aléatoire pour garantir une représentativité des observations. En cela, nous suivons, comme le dit Michael Burawoy, le « mode

1. Les sondages étudiés peuvent utiliser différentes formes d'échantillonnage aléatoire (pour une introduction, voir : Hibberts et al., 2012) et il n'est pas exclu que certains utilisent des formes non aléatoires (quotas, etc.), même si cela n'est pas idéal pour en termes de probabilités (Hibberts et al., 2012, p. 67).

industriel » (2009, p. 67) de la science caractérisée par la standardisation et la séparation des étapes du travail.

De l'autre, ce travail étudie l'évolution du vote pour des (familles de) partis politiques dans des pays d'Europe occidentale. Or, les (familles de) partis politiques et les pays en Europe occidentale existent en nombre très limité. Un choix aléatoire des cas n'y est donc guère une option viable (Seawright et Gerring, 2008, p. 294-296 ; Lune et Berg, 2017, p. 38 ; King et al., 1994, p. 124-128). Même si l'on choisissait d'étudier tous les pays d'Europe occidentale à la fois, cela ne résoudrait pas notre difficulté : en effet, le choix des cas n'est pas seulement une question horizontale – entre les pays –, mais également une question verticale – chronologique. Mais cela, n'ouvrirait-il pas la possibilité de choisir aléatoirement des élections dans tous les pays d'Europe occidentale depuis l'introduction de la démocratie représentative ? Cela ne serait que de peu d'utilité, car rien ne garantit que l'élection choisie aléatoirement soit informative pour le déclin des partis de la gauche traditionnelle et la montée des partis de la droite radicale populiste au sein des classes populaires – d'autant plus que c'est un processus que nous tenterons de saisir dans la durée.

L'on doit donc recourir à « *nonprobability samples* » (Lune & Berg, 2017, p. 38), issus des méthodes qualitatives où l'on choisit les cas sur une base non aléatoire. Le choix de cas se fait alors de manière « délibérée » (« *purposeful* ») (Ridder, 2020, p. 164) :

> « The specific case(s) is (are) chosen to gain an understanding of the phenomenon ; the aim of the selection is not statistical generalization but rather to look for cases which possibly provide a better understanding of the phenomenon under investigation. » (Ridder, 2020, p. 164)

Nous combinons donc de larges enquêtes avec une étude de cas (*case study*) que nous entendons de la manière suivante :

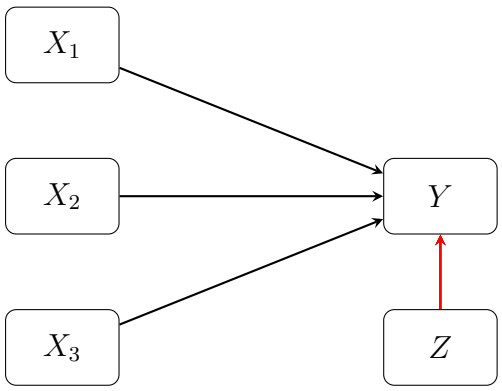
> « the intensive (qualitative or quantitative) analysis of a single unit or a small number of units (the cases), where the researcher's goal is to understand a larger class of similar units (a population of cases). » (Seawright & Gerring, 2008, p. 269)

Il faut donc trouver les cas les plus à même d'apporter des éléments sur le

comportement électoral des classes populaires en Europe occidentale en lien avec la mondialisation. Cela signifie bien entendu d'aller *au-delà* d'un simple « *convenience sampling* » [2]. Dans la littérature, on trouve un certain nombre de techniques de choix de cas (voir le tableau B.3 page 367).

Pour notre recherche, un *design* des cas les plus similaires nous semble adéquat. Cette stratégie de recherche est adaptée pour des études confirmatoires si le travail est centré sur les variables indépendantes et dépendantes à la fois (tableau B.3 page 367). Cette stratégie a pour objectif de varier le moins possible les variables autres que les variables indépendantes (X_i) et dépendantes (Y) (Seawright & Gerring, 2008, p. 304-306) – tentant ainsi de se rapprocher d'un *design* expérimental (figure 7.1). Cela permet de réduire le risque de « contamination » de Y par d'autres variables (Z), facilitant ainsi d'inférer l'influence des variables indépendantes d'intérêt (X_i) sur la variable dépendante (Y). Dans le choix des cas, il faut, par ailleurs, veiller à une variation des variables indépendantes d'intérêt (X_i) et de la variable dépendante (Y) – car une constante dans tous les cas choisis sur l'une de ces variables ne permet guère d'inférer (King et al., 1994, p. 130). Exprimé sous forme de maxime : un maximum de variance sur les variables indépendantes d'intérêt (X_i) et sur la variable dépendante (Y), un minimum de variance sur les autres variables (Z).

Figure 7.1 – Schéma de l'heuristique pour le choix de cas



2. Nous précisons bien aller « au-delà » du « *convenience sampling* », car des connaissances linguistiques et du cas peuvent être extrêmement utiles pour l'étudier (King et al., 1994, p. 126-127 ; Seawright et Gerring, 2008, p. 295), sans parler de la *conditio sine qua non* de l'accès au cas pour mener l'enquête.

Cela étant constaté, se posent alors les difficultés suivantes : quelles variables autres (Z) que les variables indépendantes d'intérêt (X_i) et la variable dépendante (Y) doit-on considérer pour construire le « *most similar system research design* » ? Comment détermine-t-on quels sont les cas les plus similaires à choisir ? Comment détermine-t-on la variation des variables X_i et Y *avant* de mener l'enquête ? Ces questions soulevées laissent entrevoir pourquoi King et al. avancent que le *design* de recherche parfait n'existe pas (1994, p. 149).

7.2 Choix des observations

En ce qui concerne les variables autres que les variables indépendantes, nous pouvons nous appuyer sur des catégorisations réalisées par d'autres chercheurs pour classer les pays. En ce qui concerne la variable indépendante (X_i), la mondialisation, nous ne pouvons pas faire une étude préalable de toutes les dimensions et variations. Nous utiliserons les indicateurs de l'indice KOF (Gygli et al., 2019). Certes, pourra-t-on opposer à cette façon de procéder, les hypothèses dans ce travail ne s'appuient pas en premier lieu sur la mondialisation au niveau « macroscopique » comme le capture l'indice KOF. En effet, le rôle des partis politiques, au niveau « meso », qui font le lien entre le niveau « macro » et le niveau « micro » des sujets, nous semble plus important pour le comportement électoral. De même, nous estimons que l'exposition particulière du sujet à la mondialisation influence davantage le comportement électoral que la position macroscopique de son pays de résidence. Cependant, pour user de vocables marxisants, sans tomber pour autant dans un déterminisme économiciste, nous estimons que la mondialisation forme l'infrastructure (« *reale Basis* ») sur laquelle les phénomènes susmentionnés émergent (Marx, 1859/1961b, p. 8) sans pour autant être mécaniquement déterminés par cette infrastructure. Avant de s'adonner à l'analyse de ces phénomènes dans l'analyse de cas, nous estimons, que cette vue « macro » est un bon point de départ pour choisir les observations à analyser en profondeur. Pour les variables dépendantes (Y), le vote des classes populaires pour les partis de la droite radicale populiste et les partis de la « gauche de classe », nous nous limiterons à regarder les scores électoraux de ces partis à l'aide de la base de données ParlGov (2022). En effet, le score électoral d'un parti politique n'est pas la preuve pour un désalignement ou

un réalignement d'un groupe social. En revanche, l'existence d'un socle électoral non négligeable pour un parti est une *condition nécessaire*, mais pas suffisante pour l'existence d'un (ré)alignement en faveur de ce parti politique. De même, le déclin électoral d'un parti politique n'est pas la preuve pour un désalignement, mais un *indice* qui justifie une enquête approfondie de l'électorat de ce parti. Par conséquent, se limiter à l'analyse des résultats électoraux pour le choix des observations se justifie, avant d'analyser les observations en profondeur dans l'analyse elle-même.

Selon Philip Manow, la réaction électorale à la mondialisation est tributaire du type d'État providence en vigueur dans un pays (2018, p. 64-69). Pour choisir les cas les plus similaires, nous choisissons des cas issus du même type d'État-providence pour réduire le risque que ce soit le type d'État-providence qui détermine la différence de vote dans les cas étudiés. Nous nous laissons guider par la catégorisation des États-providence la plus influente, c'est-à-dire celle de Gosta Esping-Andersen (1990 ; 1999). Celle-ci différencie trois idéaux types d'États-providence (voir tableau 7.1 page suivante).

Notre sélection de cas se fait en plusieurs étapes : vu que nous nous intéressons aux évolutions d'Europe occidentale, il est judicieux de nous tourner vers le type d'État-providence modal dans cette région du monde : *l'État-providence conservateur*. Il est présent dans des pays tels que l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et l'Autriche. Outre leur nombre limité, les pays avec un régime d'État-providence social-démocrate situés en Scandinavie nous semblent moins utiles pour étudier le lien entre mondialisation et le vote des classes populaires pour les partis de droite radicale populiste : en effet, la littérature indique que celle-ci y est apparue particulièrement tôt en réaction à cet État-providence social-démocrate (Andersen & Bjørklund, 1990). Tout comme dans l'hypothèse émise par Manow (2018), l'État-providence risque d'intervenir dans ces cas et donc de rendre plus difficile de déterminer le rôle de la mondialisation sur le comportement électoral. L'État-providence libéral étant seulement présent sur les îles britanniques, nous excluons la Grande-Bretagne et l'Irlande.

La classification des États-providence d'Esping-Andersen a déclenché de vives controverses scientifiques (Arts & Gelissen, 2002). Ainsi, Bonoli (1997) et Ferrera (1996) reprochent à Esping-Andersen de classer les pays d'Europe méridionale dans le type d'État-providence conservateur. Ils préconisent de créer

TABLEAU 7.1 – Types d'États-providence selon Gosta ESPING-ANDERSEN

	Libéral	**Social-démocrate**	**Conservateur**
Nom(s) alternatif(s)	Anglo-saxon	Scandinave / Nordique	Continental / Bismarckien
Financement	Impôts	Impôts	Cotisations
Type de couverture	Universelle	Universelle	Assurantielle
Décomodification	Minimale	Forte	Moyenne
Rôle du marché	Central	Marginal	Marginal
Rôle de la famille	Marginal	Marginal	Central
Rôle de l'État	Marginal	Central	Subsidiaire
Type de solidarité dominante	Individuelle	Universelle	Familiale
Lieu principal de la solidarité	Marché	État	Famille
Exemples	Canada, Royaume-Uni, États-Unis	Danemark, Norvège, Suède	Allemagne, Belgique, France

Tableau traduit et adapté d'ESPING-ANDERSEN, 1999, p. 84

une catégorie à part pour ces États du sud de l'Europe. Ce type d'État-providence est qualifié d'État-providence méditerranéen (ou du Sud)[3]. Enfin, les régimes d'État-providence de la Suisse et des Pays-Bas sont qualifiés de cas « hybrides », d'« anomalies » voire même d'« énigme » en ce qui concerne les Pays-Bas (Arts & Gelissen, 2002, p. 141, 151). Afin de réduire la variabilité de l'État providence dans notre recherche, nous excluons donc les pays méditerranéens, la Suisse et les Pays-Bas. Le choix de cas basé sur l'État-providence fait donc émerger cinq pays : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la France et le Luxembourg.

Tableau 7.2 – Moyenne et écart-type de l'indice KOF et de certaines de ses composantes entre 1970 et 2021

Country	**KOF**	**Trade**	**Finance**	**Interpersonal**	**Political**
Austria	79.59	59.19	72.19	83.47	92.61
	(7.57)	(6.58)	(13.53)	(3.06)	(2.79)
Belgium	83.77	78.04	82.73	78.2	93
	(4.82)	(3.36)	(10.96)	(1.73)	(2.61)
France	77.56	38.65	63.01	65.82	95.29
	(7.43)	(8.55)	(22.73)	(12.79)	(1.93)
Germany	77.86	42.72	58.42	64.04	86.45
	(7.77)	(14.95)	(23.72)	(9.49)	(8.98)
Luxembourg	79.22	77.36	93.17	92.71	51.03
	(4.71)	(2.98)	(4.21)	(4.29)	(8.74)

Propres calculs sur base de l'indice KOF 2022 (Gygli et al., 2019).

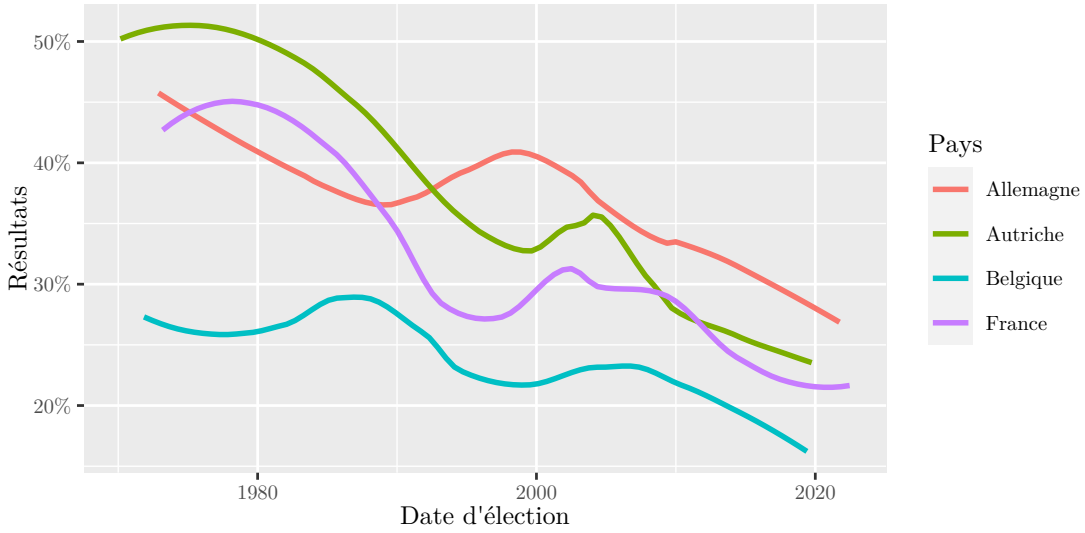
L'on constate que le Luxembourg est marqué par une mondialisation financière extrêmement forte (93.17) et une mondialisation interpersonnelle (notamment l'immigration) importante (92.71), tandis que la mondialisation politique est très faible (51.03) (tableau 7.2). À première vue, cela est intéressant pour notre choix des cas : la distance euclidienne entre le Luxembourg et les autres pays identifiés est très importante, ce qui maximiserait la variation sur X. Cependant, cette forme d'intégration à la mondialisation est très particulière. Si l'objectif de l'analyse de cas est de généraliser, alors un *outlier* ne semble pas être un choix judicieux.

Afin de davantage restreindre le nombre de cas à analyser, nous nous tournons

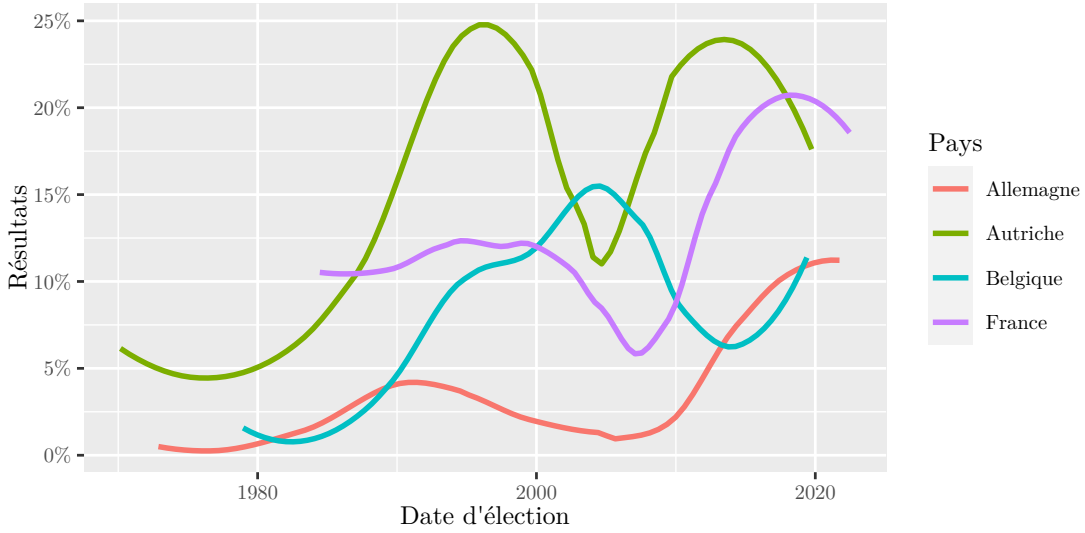
3. Cette différence entre État-providence conservateur et méditerranéen est en général reprise dans la littérature ultérieure (voir notamment : Greve, 2022).

FIGURE 7.2 – Résultats électoraux entre 1970-2022

Résultats électoraux lissés des partis de la gauche de classe en Allemagne, Autriche, Belgique, France(1970-2022)
ParlGov (2022), Régression LOESS (paramètre de lissage=0,5)



Résultats électoraux lissés des partis de droite radicale populiste en Allemagne, Autriche, Belgique, France(1970-2022)
ParlGov (2022), Régression LOESS (paramètre de lissage=0,5)



vers la variable dépendante (Y), le vote pour les partis de la droite radicale populiste et de « gauche de classe » (voir figure 7.2 page ci-contre et tableaux B.1 page 365 et B.2 page 366). Les partis de la droite radicale populiste ont émergé à des moments différents en fonction des pays : en Autriche, le *Freiheitliche Partei Österreichs* (FPÖ) faisait autour de 5% des voix au cours des années 1970, mais il prit son envol dans les années 1980 et surtout 1990, après sa mue en partie clairement de droite radicale populiste sous l'impulsion de Jörg Haider. Le FPÖ déclina dans les années 2000 pour atteindre un nouveau pic dans les années 2010. En France, le FN a émergé électoralement dans les années 1980 et atteignit un premier pic dans les années 1990, puis à partir des années 2010 [4]. En Belgique, la droite radicale populiste, en particulier le *Vlaams Belang* (VB) en Flandre, a eu ses premiers grands succès dans les années 1990, puis à nouveau dans les années 2010 et 2020. Il est à noter qu'en Wallonie, aucun parti de droite radicale populiste n'a pu s'imposer durablement (de Jonge, 2020). En Allemagne, les succès électoraux de ce type de partis sont plus tardifs, à l'exception notable du parti *Die Republikaner* (REP) lors des élections européennes de 1989. C'est seulement dans les années 2010 qu'un parti de droite radicale populiste, l'AfD, a pu s'imposer au niveau fédéral. Son succès est particulièrement important en Allemagne de l'Est, le territoire de l'ancienne République démocratique allemande (RDA).

Dans tous les pays considérés, les partis de la gauche traditionnelle [5] déclinent sensiblement depuis les années 1970 (voir figure 7.2 page précédente). En Autriche et en France, la force électorale des partis de la droite populiste et des partis de la gauche traditionnelle se rapprochent vers la fin de la série chronologique. En Allemagne, en revanche, les partis de gauche restent encore sensiblement plus forts que l'AfD. En Belgique, lors des élections législatives fédérales de 2019, le VB dépasse sensiblement le *Socialistische Partij* (SP) ($18,95\%$ contre $10,82\%$), tandis qu'en Wallonie la force électorale de la droite radicale est négligeable (le Parti populaire (PP) a obtenu $3,22\%$ des voix) et que le PS est le parti le plus important ($26,12\%$) et que le PTB a obtenu $13,8\%$ des voix.

4. La base de données ParlGov (2022) ne prend pas en compte les élections présidentielles, d'où une « sous-estimation » de la force électorale de la droite radiale populiste en France.

5. Nous avons sélectionné les partis appartenant à la famille politique (*parfam*) 20 (gauche socialiste/communistes) et 30 (socialistes et sociaux-démocrates) du projet Manifesto (Lehman et al., 2022).

La France et l'Allemagne semblent être des cas intéressants : le type d'État-providence est proche, l'insertion dans la mondialisation est proche, bien que différentes sur certains aspects, dont le commerce et la finance – assurant une certaine variance sur cette variable. Sur la variable dépendante, l'évolution du vote, l'apparition de la droite radicale populiste diffère tant sur le moment d'apparition que sur sa force électorale. De même, la gauche connait un sort électoral moins défavorable en Allemagne qu'en France. L'Allemagne et la France étant, par ailleurs, avec l'Italie, démographiquement, économiquement et politiquement les principaux pays d'Europe occidentale continentale, nous sommes confiants que les mécanismes à l'œuvre dans ces pays sont généralisables.

Si l'on veut une variabilité maximale sur la variable dépendant (Y), alors l'Autriche semble un choix tout à fait défendable : une forte variation du vote pour le SPÖ et du FPÖ. De plus, le système d'État-providence est conservateur et l'insertion dans la mondialisation est originale, sans être un *outlier*. La Belgique semble à première vue moins intéressante : en effet, la variation du vote pour les partis de gauche et de droite radicale populiste est, au niveau fédéral, moins marqué qu'en Autriche. Son insertion dans la mondialisation ressemble à l'Autriche, le système d'État-providence appartient à la même famille et, ajouterait-on, les systèmes de représentation des intérêts se ressemblent : un fort néocorporatisme culminant en Belgique dans la *verzuiling* (pilarisation).

Même si le cas de la Belgique et de l'Autriche sont indubitablement intéressants, nous ne voyons pas ce que leur analyse apporte si l'on analyse déjà l'Allemagne et la France. En effet, les résultats électoraux ont des tendances similaires, n'ajoutant pas de variation significative sur la variable Y. De plus, l'importance de la France et de l'Allemagne, les deux principaux pays d'Europe occidentale, rendent ces cas plus propices à une généralisation. Cette concentration sur deux pays, au lieu de quatre, permet aussi d'aller plus en profondeur dans l'analyse des cas choisis – ce qui est en adéquation avec l'objectif d'études de cas qui consistent en des analyses approfondies de cas particuliers.

L'on peut, par ailleurs, augmenter le nombre d'observations dans un pays, en le séparant en sous-unités et en variant la période observée (King et al., 1994, p. 117-118). Ainsi, la variation sur la variable dépendante Y peut être augmenté avec l'Allemagne. S'agissant d'un même pays avec un système politique fédéral

Tableau 7.3 – Trois observations retenues

Pays	(1) Allemagne		(3) France
Sous-unités	(1.1) Allemagne de l'Ouest	(1.2) Allemagne de l'Est	–

commun, cela sied encore davantage au *research design* de cas les plus similaires. De plus, cela multiplie nos cas, sans pour autant augmenter le nombre de pays à analyser. Cela a l'avantage de rationaliser les cas à analyser tout en maximisant les observations, facilitant les généralisations des résultats. Cela d'autant plus qu'on observe un comportement électoral divergent dans les parties occidentale et orientale du pays. Ainsi, au lieu d'analyser quatre pays et d'avoir quatre observations, nous n'analysons plus que deux pays tout en ayant *trois* observations (voire tableau 7.3).

Tableau 7.4 – Étapes du choix des observations

Étape	**Critère**	**Observations retenues**	**Observations exclue(s)**
Étape 1	Région	Pays d'Europe de l'Ouest	Pays du reste du monde
Étape 2	État-providence conservateur (strict)	Allemagne, Autriche, Belgique, France, Luxembourg	État-providence libéral, social-démocrate ou méditerranéen, ainsi que la Suisse & les Pays-Bas
Étape 3	Variation mondialisation (X)	Allemagne, Autriche, Belgique, France	Luxembourg
Étape 4	Économie de cas	Allemagne, France	Autriche, Belgique
Étape 5	Décomposition des cas	Allemagne : Allemagne de l'Est, Allemagne de l'Ouest, France	

Au terme de cinq étapes (pour un résumé voir le tableau 7.4), nous gardons donc les deux pays suivants pour notre enquête : la France et l'Allemagne. L'Allemagne est, en sus, séparés en deux observations. D'où notre analyse de cas qui porte sur trois observations (voir aussi tableau 7.3) :

(1) Allemagne

(1.1) Allemagne de l'Ouest

(1.2) Allemagne de l'Est

(2) France

7.3 Période considérée

Pour étudier l'évolution du vote des classes populaires, il nous faut observer le phénomène sur le temps long. Ainsi, le point de départ de la période étudiée est l'année 1970. On pourra ainsi retracer l'évolution jusqu'à nos jours (2025). Cela représente une période d'un demi-siècle, suffisante pour détecter des évolutions sociales et politiques de fond. Ce point de départ correspond à la fin des « Trente glorieuses » – où les partis de la droite radicale populiste étaient encore marginaux et la « class left » (Bartolini, 2000, p. 10) encore fortement enracinée au sein des classes populaires[6]. Depuis, il y a eu des évolutions liées à la mondialisation : persistance d'une immigration importante, approfondissement de l'intégration européenne, libéralisation des flux financiers, délocalisations, etc.

Théoriquement, ce travail se place en particulier dans la tradition « macrosociologique » des clivages de Lipset et Rokkan (1967a). Notre *design* de recherche tente de déceler les alignements, les désalignements et les réalignements. Il relie l'évolution des alignements (de franges) des classes populaires aux positionnements des partis politiques et à la saillance des sujets relatifs à la mondialisation. Pour rendre compte de ces évolutions de l'alignement, et pour restreindre l'ampleur du travail, le choix des élections à analyser est guidée par les théories du réalignement (voir chapitre 3 : Le rôle des enjeux (*issues*) pour le réalignement, page 45) : Martin (2000) estime qu'il faut distinguer entre élections ordinaires, de rupture et de réalignement. Nous analyserons donc pour chaque pays (1) une élection ordinaire avant l'apparition de la droite radicale populiste, pour y observer l'alignement des classes populaires. Puis, nous identifierons (2) une élection de rupture et (3) une élection de réalignement, dont l'alignement des (franges des) classes populaires peut être comparé avec l'élection ordinaire (1). Le cas échéant, (4) la dernière élection

6. S'il y avait des élections libres dans le cas étudié dans les années 1970 et 1980.

Tableau 7.5 – Élections à analyser

#	**Type d'élection**	**Période**
1	Élection ordinaire	Années 1970 - 1990*
2	Élection de rupture	Années 1985 - 2013
3	Élection de réalignement	Années 1990 - 2020
4	Élection récente	Années 2010 - 2022

* En Allemagne de l'Est : 1998-2005.

dans le pays peut être analysée pour observer des évolutions depuis un éventuel (ré)alignement observé en (2) et (3). Ainsi, grâce au choix des élections guidées par la théorie, l'analyse d'élections est limitée à trois à quatre élections par cas sur une période d'un demi-siècle (voir tableau 7.5). Au total, entre six et 12 élections sur un total de près de 40 élections dans les pays sélectionnés (1970-2025) [7] seront analysées, soit un nombre maîtrisable.

Il y a aussi une raison pragmatique pour choisir une période allant de 1970 à nos jours : de nombreuses bases de données commencent à ce moment-là. Ainsi, le *KOF Globalisation Index* (Dreher et al., 2008 ; Gygli et al., 2019) commence en 1970. L'eurobaromètre [8] commence également dans les années 1970, tout comme l'enquête sociale allemande ALLBUS/GGSS. Par ailleurs, il existe des enquêtes électorales nationales pour la France et l'Allemagne pour les années 1970/1980. Celles-ci sont en revanche moins fournies pour les décennies antérieures. Le choix des élections concrètes dépend d'une analyse plus approfondie des résultats électoraux globaux dans les cas étudiés et de la disponibilité des données d'enquêtes.

7.4 Élections à analyser

Le *design* de l'étude prévoit d'analyser des élections de type ordinaire, de rupture et de réalignement dans chaque cas étudié. Vu que nous nous intéressons à l'ordre

7. Voir le nombre d'élections législatives et européennes ainsi que les neuf élections présidentielles françaises entre 1974 et 2019 (voir tableau B.4 page 368).

8. L'*European Election Studies* (EES/GESIS) commence en 1979.

électoral lors d'élections nationales, nous étudierons des élections législatives et, pour la France, présidentielles. Le choix des élections à analyser est dicté par deux impératifs : le premier est que nous tentons de déterminer le type d'élection sur base des résultats électoraux globaux. Comme nous l'avons expliqué précédemment (voir section 7.2 Choix des observations à la p. 110) on doit se limiter à l'analyse des résultats électoraux globaux pour le choix des élections à étudier, avant d'analyser celles-ci en profondeur avec des enquêtes électorales. Le second impératif est de déterminer quelles enquêtes électorales sont disponibles pour les élections choisies.

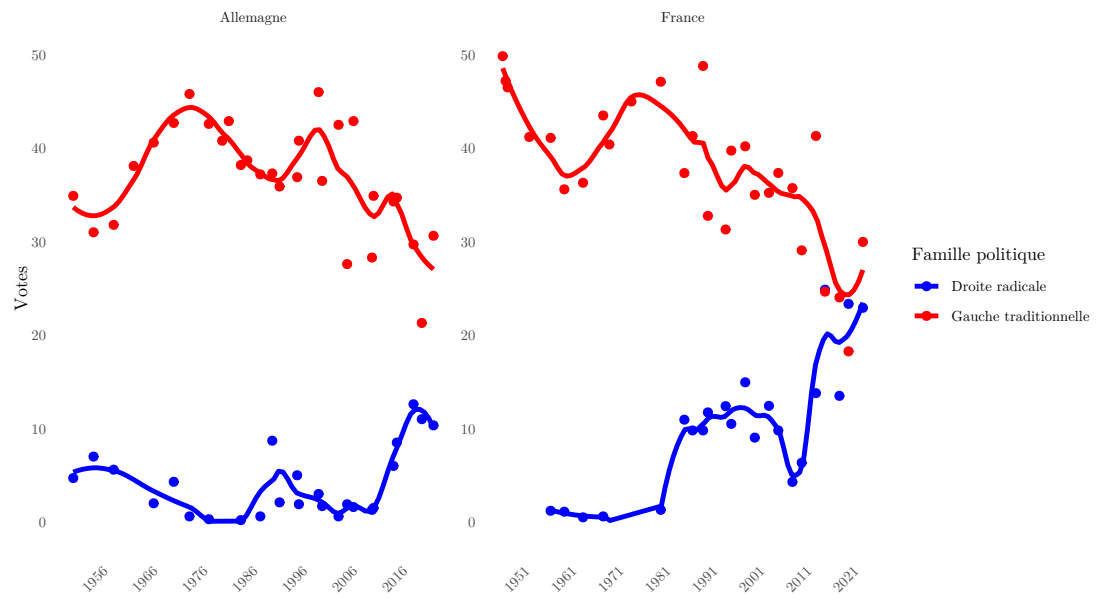
Les données électorales pour la France et l'Allemagne sont issues de la base de données ParlGov (Döring et al., 2022). Les résultats subnationaux en Allemagne viennent des données du *Bundeswahlleiter*. Puis, nous avons traité et visualisé les données avec le langage de programmation statistique R (R Core Team, 2022) et la librairie Tidyverse (Wickham et al., 2019).

On observe en Allemagne que les partis socialistes/sociaux-démocrates étaient à leur apogée électoral entre les années 60 et début des années 80 avec des scores de sensiblement plus de 30% et dépassant même 40% des voix lors de certaines échéances. Ensuite, on constate un déclin.

Figure 7.3 – Vote par famille politique (socialistes, communistes, droite radicale)

En France, l'évolution est un peu différente. Jusque dans les années 70, les partis socialistes/sociaux-démocrates tels que la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), le PSU et le PS étaient plutôt faibles. À gauche, c'était le Parti communiste qui dominait. C'est au cours des années 1970 que le PS français a commencé à monter en puissance et qu'il a dépassé les communistes. C'est entre 1981 et les années 2010 que le PS avait son âge d'or électoral, bien que ses résultats électoraux étaient moins réguliers que ceux de son homologue allemand. À la fin des années 2010, à la fin du mandat du président François Hollande, les socialistes se sont littéralement effondrés. Les forces d'obédiences socialistes/communistes, en revanche, qui avaient connu un déclin important dans les années 1980 et 1990, ont connu un renouveau dans les années 2010 avec la montée du Front de gauche (FdG) et de la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon qui ont fini par dépasser les sociaux-démocrates du PS.

Figure 7.4 – Vote par famille politique (gauche traditionnelle, droite radicale)



Si l'on compare les pays en cumulant les voix pour les partis sociaux-démocrates et les partis situés à leur gauche (figure 7.4), notamment d'obédience communiste, on voit que l'évolution des forces de la gauche traditionnelle, de la gauche de classe, suit une dynamique comparable en France et en Allemagne. En France, leur score

avoisinait les 50% des voix exprimées à la fin de la Seconde Guerre mondiale, puis s'est ensuivi un déclin électoral, interrompu par un pic dans les années 1970 et 1980, avant de céder la place à un nouveau déclin plus marqué. En Allemagne, cette évolution est proche, bien que le pic de la gauche traditionnelle y intervienne un peu plus tardivement, à partir de la fin des années 1960. Cela suggère que le vote pour les partis de gauche traditionnelle, qu'ils soient sociaux-démocrates ou communistes, constitue un phénomène commun dans les pays considérés [9].

En Allemagne, l'ascension de l'AfD est assez tardive dans les années 2010, mais pas moins fulgurante. En France, la droite radicale populiste, principalement représentée par le FN/RN, a connu un renouveau important dans les années 1980 et 1990 pour connaître un déclin dans les années 2000 et un renouveau dans les années 2010.

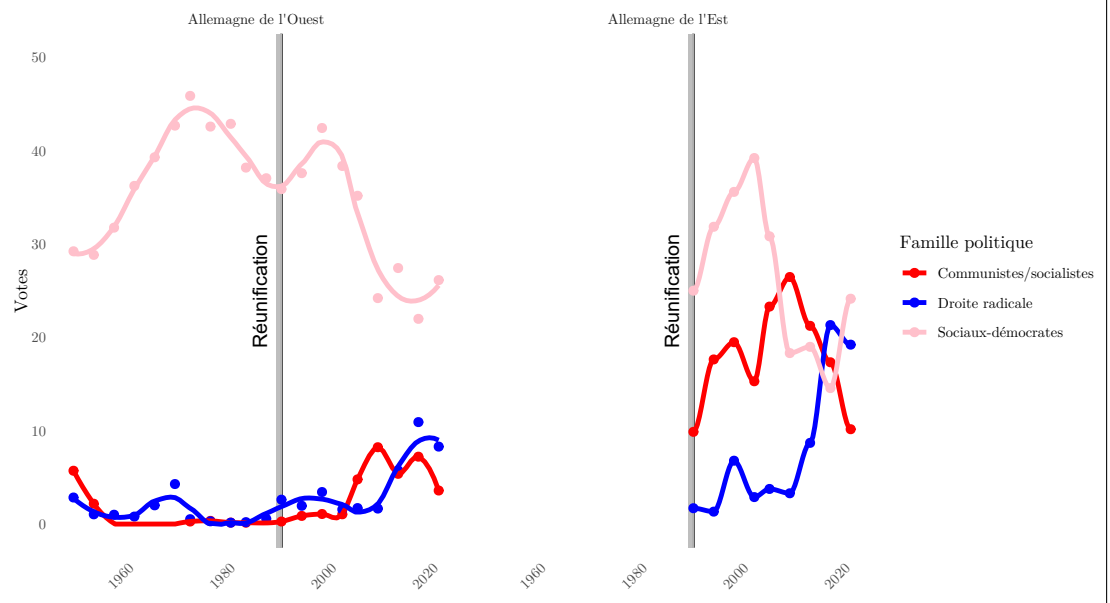
Pour la France, nous pouvons étudier des élections entre 1973 et 1981 comme des élections ordinaires. La situation est plus délicate pour identifier les élections de rupture et de réalignement. En effet, le premier succès de portée nationale de la droite radicale populiste en France date des élections européennes de 1984 où le FN a obtenu $10,95\%$ des voix. Les premières élections nationales autres qu'européennes sont les élections législatives de 1986, où le FN a obtenu $9,65\%$ des voix. Cela se confirme lors des élections présidentielles de 1988 où son leader Jean-Marie Le Pen a obtenu $14,38\%$ des voix. Il serait donc pertinent de considérer l'une de ces élections comme une élection de rupture. Nous pensons qu'il faudrait choisir une élection nationale, car les élections européennes appartiennent à un ordre électoral distinct des élections nationales. On serait donc tenté de considérer les élections législatives de 1986 comme des élections de rupture et les élections présidentielles de 1988 comme des élections de réalignement.

Cependant, se posent des problèmes substantiels et d'ordre pragmatique. En effet, la prise d'importance du vote ouvrier dans l'électorat du FN est surtout constaté à partir des élections présidentielles de 1995, tandis que le vote FN dans les années 1980 est avant tout considéré comme un vote de classes moyennes. Il y a donc des raisons de croire que le réalignement dans les classes populaires a véritablement lieu en 1995 (Perrineau, 2017b ; Gougou, 2015). Par ailleurs, « on observe une bonne couverture globale des élections principales [par des enquêtes

9. Sans pour autant affirmer qu'il s'agit d'un phénomène unique, car des différences persistent.

électorales], avec de notables exceptions notamment pour 1973, 1981, 1986 et 1993 » (Malo et al., 2023). Autrement dit, nous ne disposons pas d'enquête électorale pour les élections législatives de 1986. Nous ne pouvons donc pas analyser les élections de 1986. Nous devons donc nous contenter des élections de 1988 et 1995 comme élections de rupture et de réalignement pour la France. L'indisponibilité des données tranche aussi la question des élections ordinaires de référence à analyser. Vu qu'il n'y a pas d'enquête électorale pour 1973 et 1981, nous analyserons les élections de 1978.

Figure 7.5 – Allemagne : Vote par famille politique (socialistes, communistes, droite radicale)

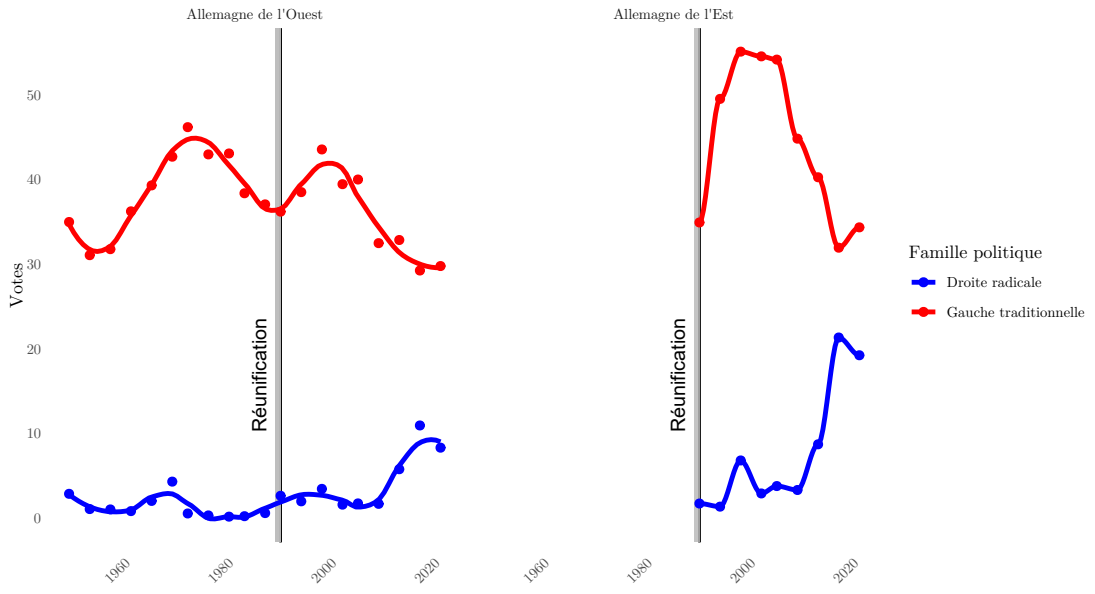


Penchons-nous sur l'Allemagne [10]. On observe une évolution assez différente en Allemagne de l'Ouest et en Allemagne de l'Est (figure 7.5). En Allemagne de l'Ouest, les partis socialistes/sociaux-démocrates (essentiellement le SPD) ont leur phase dominante entre les élections de 1969 et 1980. Une des élections de 1969, 1972, 1976 et 1980 peut se prêter comme élection ordinaire initiale. En Allemagne de l'Est la

10. Sur les graphiques de petites différences peuvent apparaître par rapport aux données publiées habituellement : en effet à partir de 1990, par soucis de simplicité, nous avons ajouté la région (*Land*) de Berlin à l'Allemagne de l'Est, alors que seulement sa partie orientale était située en RDA. Ces différences sont négligeables pour notre analyse.

période d'observation est sensiblement plus courte vu qu'avant 1990, en RDA, nous sommes face un système de parti non compétitif hégémonique (Sartori, 1976/2005, p. 204 sqq.) sous la domination du SED et non dans un système multipartite concurrentiel. Les élections de 1998 à 2005 en Allemagne de l'Est peuvent être considérées comme des élections ordinaires. Afin de faciliter la comparabilité avec les élections ultérieures, nous étudierons la dernière de ces élections, qu'est l'élection fédérale de 2005. Les SPD et le PDS/*DIE LINKE* cumulés y ont eu des résultats électoraux stables et importants [11].

Figure 7.6 – Allemagne : Vote par famille politique (gauche traditionnelle, droite radicale)



L'arrivée tardive de l'AfD fait rejoindre les élections de rupture et de réalignement en Allemagne de l'Est et de l'Ouest. En 2013, l'AfD atteint près de 5% des voix au niveau fédéral (4, 7%), 5, 9% en Allemagne de l'Est et 4, 5% en Allemagne de l'Ouest. Cela est un véritablement « succès d'estime » (*Achtungserfolg*) pour ce parti et constitue une élection de rupture, bien qu'il n'ait pu intégrer le Bundestag en raison du seuil électoral de 5%. En 2017, cela est confirmé, l'AfD y s'élève à

11. Le rapport de force entre ces deux partis évolue néanmoins sensiblement pendant cette période.

12, 6% au niveau fédéral, 21, 9% en Allemagne de l'Est et 10, 7% en Allemagne de l'Ouest. La gauche de classe tourne autour de 30% pendant cette élection autant à l'Est qu'à l'Ouest (figure 7.6 page précédente). Les élections de 2021 confirment ces résultats avec des résultats similaires pour la droite radicale populiste et la gauche traditionnelle. Cela confirme bien que l'élection de 2017 constitue une élection de réalignement.

7.5 Enquêtes électorales

Nous basons nos analyses sur les enquêtes électorales nationales. Contrairement aux enquêtes internationales telles que l'*Eurobarometer*, le *World Value Survey* (Inglehart et al., 2014) et l'*European Social Survey* (Norwegian Agency for Shared Services in Education and Research, 2002 ; 2004 ; 2006 ; 2008 ; 2010 ; 2012 ; 2014 ; 2016 ; 2018 ; 2020) qui captent les résultats des élections nationales des mois, voire des années plus tard et dont les résultats sur cette variable sont donc sujets à caution, les enquêtes électorales nationales sont menées en période électorale, peu de temps avant ou après les élections, précisément dans le but d'expliquer le vote.

Certes, à la différence des enquêtes internationales, l'hétérogénéité des variables et des échelles nationales complexifie la comparaison directe des résultats entre les pays étudiés. Il ne faut toutefois pas exagérer cet avantage des enquêtes internationales, car même lorsque les enquêtes posent les mêmes questions, utilisent les mêmes échelles, croire que les résultats sont nécessairement comparables entre les groupes est une illusion comme le démontre la discussion autour de l'invariance de mesures en études comparatives (Meuleman et al., 2023 ; Bonneville-Roussy et al., 2022). Par ailleurs, peu d'études électorales internationales couvrent toute la période d'intérêt et les pays étudiés sur l'ensemble de la période d'intérêt [12] telle que la *Comparative study of Electoral Systems* (CSES) qui va de 1996 à 2021 (The Comparative Study of Electoral Systems, 2014). D'autres, telles que

12. Les *European Election Studies* (EES) couvrent à priori la période étudiée (1979 à 2019), mais elles se concentrent sur les élections européennes (même si les élections nationales y sont présentes comme une sorte de *prise accidentelle*) et les premières bases de données sont de simples eurobaromètres.

les données du « The True European Voter » (Schmitt, 2021) sont elles-mêmes des agrégations d'études électorales nationales. Enfin, les enquêtes internationales ont souvent des effectifs moins importants que les enquêtes électorales nationales, rendant plus délicat l'analyse des sous-groupes tels que les classes populaires.

Le *design* de recherche consiste en une analyse quantitative dans le cadre d'un *small-n design*, il s'agit donc d'une analyse approfondie des cas pour confirmer ou infirmer les hypothèses. Il n'y a pas besoin de disposer de données directement comparables au niveau des échelles et des variables comme pour des études quantitatives classiques transversales entre pays (*cross-country study*). Les enquêtes électorales nationales sont donc plus adaptées à notre recherche.

Nous travaillons sur les enquêtes électorales nationales suivantes :

Allemagne

1980 : « Kiel Election Study 1980 » (Kaltefleiter, 1985)

2005 : « Federal Parliament Election 2005 Campaign Dynamics - Pre- and Post-Election StudyBundestagswahl 2005 Kampagnendynamik - Vor- und Nachwahlstudie » (Schmitt-Beck & Faas, 2009)

2013 : « Pre- and Post-election Cross Section (Cumulation) (GLES 2013) Vor- und Nachwahl-Querschnitt (Kumulation) (GLES 2013) » (GLES, 2019a)

2017 : « Pre- and Post-election Cross Section (Cumulation) (GLES 2017) » (GLES, 2019b)

France

1978 : « Enquête Post-Électorale Française 1978 » (Capdevielle et al., 2020)

1988 : « Enquête Post-Électorale Française 1988 » (Mayer, Boy, Chiche et al., 2020)

1995 : « Enquête Post-Électorale Française 1995 » (Mayer, Boy & Lewis-Beck, 2020)

2017 : « French Electoral Study 2017 » (Sauger, 2020)

Cela correspond donc aux élections suivantes que nous classons selon le type d'élection (voir tableau 7.6 page ci-contre) :

Tableau 7.6 – Choix des élections à analyser

Cas	**Élection ordinaire**	**Élection de rupture**	**Élection de réalignement**	**Élection récente**
France	1978	1988	1995	2017
Allemagne de l'Ouest	1980	2013	2017	
Allemagne de l'Est	2005	2013	2017	

Chapitre 8

Opérationnalisation du concept de classe sociale

Sommaire du présent chapitre

8.1 Schémas de classes **129**
8.1.1 Schéma de classe EGP (ou Goldthorpe ou CASMIN) . 130
8.1.2 Le schéma de Wright 134
8.1.3 Le schéma de classe de Oesch 137
8.2 Classes populaires dans le schéma EGP **143**

8.1 Schémas de classes

Il peut paraître réducteur de construire les classes sociales sur base de l'occupation des personnes. Cependant, les sociétés dans les pays d'Europe occidentale sont (encore) largement des « société de travail » – malgré les annonces de la fin de la « civilisation du travail » par des philosophes tels qu'André Gorz (voir notamment Gorz, 1982 ; Gorz, 1999 ; pour des éléments critiquant cette approche, voir Bischoff et al., 2002, p. 7 sqq.). En effet, « Economically active people spend most of their waking time doing their job » (Kitschelt & Rehm, 2014, p. 1670). La position professionnelle est essentielle tant en termes de capacité économiques

que de statut et de reconnaissance sociale (Oesch, 2006b, p. 1). Il serait par conséquent peu probable que le travail exercé n'ait pas de conséquences sur les identités, valeurs et préférences politiques des personnes. L'emploi occupé agrège, *de facto*, un nombre important d'informations sur la personne (origine, études, etc.). Par ailleurs, d'un point de vue pragmatique, des informations sur l'occupation sont assez facilement récoltables et le sont souvent lors d'enquêtes en sciences sociales. Il est donc pertinent, si l'on veut étudier les classes sociales, de se baser sur ce type de classifications, d'ailleurs dominantes dans le champ scientifique.

8.1.1 Schéma de classe EGP (ou Goldthorpe ou CASMIN)

Le schéma EGP, d'après Erikson, Goldthorpe et Portocarero, ou CASMIN est celui qui est le plus utilisé en science politique et en sociologie (Evans et Northmore-Ball, 2018, p. 124 ; Oesch, 2003, p. 241). C'est un schéma d'inspiration wébérienne.

La distinction se fait sur un premier critère de distinction, entre employeurs, indépendants et employés. Au sein des employeurs, le schéma différencie entre grands (Classe 1) et petits employeurs. Parmi les petits employeurs et les indépendants, il différencie entre secteur primaire (Classe IVc) et industrie (Classe IVb).

Le plus grand nombre de distinctions se trouve parmi les employés. La distinction fondamentale se situe entre contrat de service (*service contract*) et contrat de travail (*wage-labour contract*).

Les auteurs du schéma constatent qu'il existe des emplois dans lesquels les tâches peuvent être facilement contrôlées et dans lesquels les compétences requises sont facilement disponibles sur le marché du travail. Ces tâches-là sont régies par un contrat de travail : celui-ci se caractérise par un « payment for discrete amounts of work and the absence of any attempts to secure a long-term relationship between the parties » (Breen, 2005, p. 38).

Les tâches dans d'autres emplois ne sont soit pas contrôlables, soit les compétences requises ne sont pas « readily available in the labor market » (Breen, 2005, p. 38) ou même les deux combinés. Afin de s'assurer du fait que l'employé utilise ses compétences en faveur de l'employeur, alors que celui-ci ne peut pas efficacement le contrôler et/ou pour éviter que l'employé quitte son emploi avec ses

compétences rares, l'employeur doit trouver des incitations pour l'employé. Cela se fait, par exemple, par des augmentations de salaires sur le long terme, des plans de pensions et d'autres avantages. C'est ce que cette approche qualifie de contrat de service.

Résumé en une formule, certainement réductrice : si le contrat de travail est régi par le « bâton », le contrat de service est régi par la « carotte ».

Les emplois clairement régis par un contrat de service sont classés dans les deux classes de service (*Service class* I et II). La différence entre ces deux niveaux est graduelle (Breen, 2005, p. 38). La *upper service class* (I) regroupe des gestionnaires, des experts de haut niveau. La *lower service class* (II) ressemble à la classe I, mais les emplois y sont moins élevés dans la hiérarchie, la taille des entreprises et des services dirigés sont moins importants.

À l'opposé de la *service class*, se situent les travailleurs manuels de l'industrie et de l'agriculture. Les travailleurs qualifiés de l'industrie sont regroupés dans la classe VI, les travailleurs non qualifiés de l'industrie forment la classe VIIa. Les travailleurs de l'agriculture forment la classe VIIb. Le contrat de travail est également partagé par les employés de la *lower grade routine non-manual class* (IIIb), qui regroupe des emplois du secteur tertiaire tels que les vendeurs et les secrétaires (Breen, 2005, p. 38-39). À la distinction entre contrat de service et contrat de travail, s'ajoute donc une distinction en fonction du secteur d'activité.

Entre contrat de travail et contrat de service se situe la *higher grade routine non-manual class* (IIIa) et les l*ower grade technical and manual supervisors* (V). Les emplois de la classe IIIa ne requièrent certes pas de compétences particulières rares sur le marché du travail, mais sont difficiles à contrôler. Inversement, le travail fourni dans le cadre des emplois V peuvent être facilement contrôlés, mais ils disposent de savoir-faire difficiles à obtenir (Breen, 2005, p. 39).

Ce schéma de classe, composé dans sa version intégrale de 11 classes différentes, peut être réduit à une version de sept classes et quatre classes (voir figure A.1 page 363). D'autres versions peuvent être construits *ad hoc* si la recherche le justifie.

Les auteurs du schéma EGP le qualifient eux-mêmes « d'instrument de travail » (Erikson & Goldthorpe cité par Bergman et Joye, 2005, p. 9). L'approche est volontairement pragmatique, mais sa base théorique est contestée (Joye et Levy, 1994, p. 410 ; Tittenbrun, 2015).

En effet, la distinction entre contrat de travail et de service est essentiellement expliquée par les nécessités liées aux types de tâches des emplois. Les questions de rapports de forces ne sont guère évoquées (Breen, 2005, p. 39) – même si la rareté des compétences sur le marché du travail et la nature des tâches y contribuent. Outre le rapport de force, au gré de l'apparition de secteurs économiques, du cycle économique, d'évolution démographiques (naissances, migrations, etc.), certaines compétences peuvent devenir rares ou au contraire banales. Des facteurs contingents liés au cadre spatio-temporel choisi peuvent donc conférer ou ôter des caractéristiques de contrat de service ou de travail à certains emplois. Cela signifie qu'un même emploi peut avoir, dans un pays, des caractéristiques d'un contrat de service – par exemple à cause de syndicats forts ou d'interventions publiques – mais pas dans un autre pays. Si l'on applique le schéma EGP sur ces deux pays, on risque par conséquent de « comparer des pommes et des poires » (Breen, 2005).

Un autre élément concerne les grands employeurs. Ils sont assimilés aux employés de la *service class* (I). Or, contrairement aux autres membres de la classe I, ils ne sont pas employés. Certes, le nombre de grands employeurs est assez limité et ce choix pragmatique ne risque point de fausser les résultats d'enquête quantitatives. Il n'en demeure pas moins que cela représente une incohérence dans ce modèle (Breen, 2005, p. 41-42). Enfin, ce schéma a été développé sur la base de données des années 1970 et 1980. Daniel Oesch (2006b ; 2006a) estime qu'il ne prend pas suffisamment en considération la tertiarisation et la féminisation du marché du travail (2006b, p. 264 ; 2006a, p. 27 sqq.). On lui a donc reproché de « being concerned too exclusively with the male occupational system » (Oesch, 2006b, p. 43).

Par ailleurs, l'on a critiqué le schéma pour ne pas être capable d'expliquer les préférences politiques au-delà de la sphère de redistribution (Kitschelt, 2013, p. 225 sqq.). Il ne serait donc guère adapté pour analyser la montée de la droite radicale et de la nouvelle gauche (pour une vérification critique de ces affirmations, voir par exemple Knutsen et Langsæther, 2015).

Malgré ces limites, ce modèle est largement utilisé et validé (Evans, 1992 ; Evans et Mills, 1998 ; Evans et Mills, 2000).

Tableau 8.1 – Schéma de classe EGP*

Eleven-class (maximally disaggregated) version	Seven-class version	Four-class version
I Upper service class	**I** Upper service class	**I** + **II** Service class
II Lower service class	**II** Lower service class	
IIIa Routine nonmanual employees, higher grade	**III** Routine nonmanual	**IIIa+V** Intermediate class
IIIb Routine nonmanual employees, lower grade		**IIIb+VI+VII** Manual class
IVa Small proprietors with employees	**IV** Petty bourgeoisie	**IV** Petty bourgeoisie
IVb Small proprietors without employees		
IVc Farmers and other self-employed workers in primary production		
V Lower-grade technicians and supervisors of manual workers	**V** Technicians and supervisors	**IIIa+V** Intermediate class
VI Skilled manual workers	**VI** Skilled manual	**IIIb+VI+VII** Manual class
VIIa Semi- and unskilled manual workers (not in agriculture)	**VII** Nonskilled manual	
VIIb Semi- and unskilled manual workers in agriculture		

* Source : Breen, 2005, p. 4.

8.1.2 Le schéma de Wright

La typologie de Erik Olin WRIGHT se place délibérément dans une tradition marxiste. Dans ce modèle, la distinction fondamentale entre les classes sociales réside donc dans le rapport aux moyens de production. Cette distinction, dans la lignée du marxisme classique, différencie entre ceux qui possèdent les moyens de productions et ceux qui ne les possèdent pas. Ceux qui ne les possèdent pas sont contraints de vendre leur force de travail à ceux qui les possèdent.

Le modèle ne se contente néanmoins pas de faire cette distinction dichotomique, somme toute assez classique. Il intègre à son modèle de classes des distinctions complémentaires, proche de ce que l'on connaît des approches de type wébérien, même si Erik Olin WRIGHT justifie ces distinctions complémentaires par des arguments marxiens. De cette manière WRIGHT veut prendre en considération la différenciation au sein de ceux qui vendent leur force de travail et en particulier l'apparition des « classes moyennes » au sein de celles-ci. Ainsi, WRIGHT considère (1) que des individus peuvent occuper plusieurs positions de classes simultanément et que celle-ci peuvent être contradictoires (« *contradictory locations* ») et (2) que les conditions sous lesquelles on vend sa force de travail sur le marché dépendent de compétences dont on dispose et que des employés hautement qualifiés peuvent s'affranchir, du moins partiellement, de l'exploitation à laquelle sont soumis les travailleurs.

Dans la lignée du marxisme classique, une des caractéristiques de ceux qui possèdent les moyens de production et emploient des personnes (capitalistes ou bourgeois) est qu'ils exploitent ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail en s'appropriant la plus-value. Pour ce faire, ils disposent de pouvoir – ils décident des investissements, de ce qui se produit et de quelle manière.

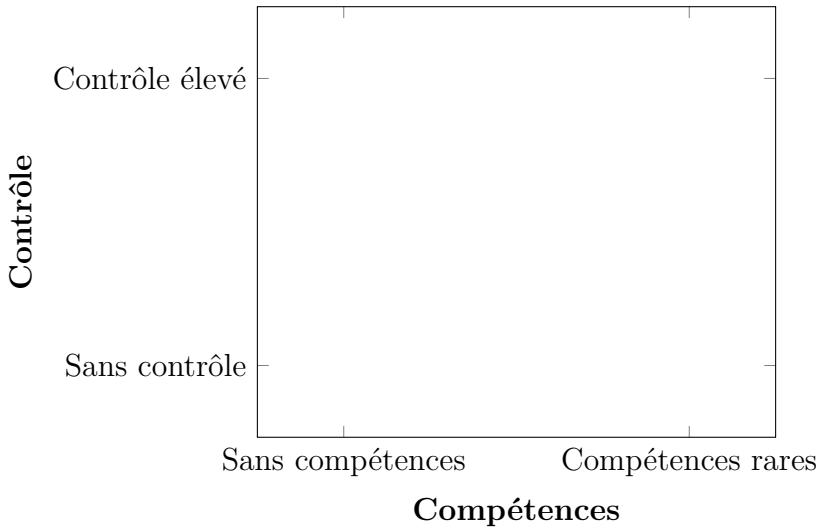
Or, les capitalistes délèguent une partie de leur pouvoir à des personnes qui ne possèdent pas les moyens de production. De ce fait, une partie des employés exercent le pouvoir des propriétaires des moyens de production. Ceux-ci sont donc à la fois des employés qui doivent vendre leur force de travail, mais, en même temps, ils exercent le pouvoir de ceux qui possèdent les moyens de production. Ces personnes sont dans une position intermédiaire et forment une classe moyenne – les contradictions entre capital et travail passent « à travers » de ces personnes. Ils

occupent ce que Wright appelle une « *contradictory location* » .

Par ailleurs, sur le marché, la possession de compétences (*skills*) confère un avantage compétitif. Certaines personnes hautement qualifiées ne possédant pas les moyens de production peuvent ainsi minimiser la plus-value qui leur est extraite – voire s'en affranchir entièrement. Dans la terminologie wébérienne, leurs *Lebenschancen* sont nettement supérieures à celles de leurs homologues sans ces compétences.

Wright ajoute donc deux dimensions à la dichotomie marxiste classique : les compétences (*skills*) et le rapport à l'autorité, c'est-à-dire si l'employé possède de l'autorité sur des décisions de l'entreprise, donc *in fine*, sur d'autres employés (figure 8.1).

Figure 8.1 – Dimensions définissant la position de classe des employés dans le schéma de Wright



Il en découle un schéma complet différenciant entre trois classes de possédant (capitalistes, petits employeurs et petite bourgeoisie) et neuf classes d'employés. Wright différencie, en effet, trois niveaux sur chaque dimension : sur la dimension des compétences, Wright fait la distinction entre experts, travailleurs qualifiés et non qualifiés. Sur la dimension de l'autorité, il différencie entre manager, superviseurs et non-manageurs (tableau 8.2 page suivante).

Ces douze classes différentes peuvent, de manière analogue au schéma EGP, être

réduit à un nombre moins important de classes. En particulier la distinction entre superviseurs et manageurs n'est pas toujours aisée à tracer à l'aide des données disponibles dans les bases des données courantes. Cependant, la distinction entre employés subalternes exécutant des directives et ceux qui ont un pouvoir décisionnel sur d'autres employés, qui sont donc dans une position de classe contradictoire, reste préservée.

Tableau 8.2 – Schéma de classe de Wright*

	Relation to means of production				
Number of employees	Owner	Employees			**Relation to authority**
Many	Capitalist	Expert managers	Skilled managers	Nonskilled managers	Managers
Few	Small employers	Expert supervisors	Skilled supervisors	Nonskilled supervisors	Supervisors
None	Petty bourgeoisie	Experts	Skilled workers	Nonskilled workers	Non-management
		Experts	Skilled	Nonskilled	
		Relation to scarce skills			

* Source : Wright, 2004, p. 22.

L'approche de Wright est cohérente et clairement justifiée théoriquement. C'est ce que l'on peut voir comme l'un de ses grands avantages comparé à l'approche EGP de Goldthorpe et al. Cependant, cet avantage est aussi considéré comme sa faiblesse. Il était « deemed too difficult to implement, too driven by theoretical and political prejudices to be of much use to workaday sociologists » (Atkinson, 2017, p. 2). L'approche EGP s'est, par ailleurs, avéré un meilleur prédicteur pour les inégalités et le cours de la vie. Son opérationnalisation a été jugée difficile et donc « few have since taken up and used his [Wright's] measure of social class » (Atkinson, 2017, p. 2). Par conséquent, il y a moins de travaux en sociologie et en science politique qui utilisent cette approche ce qui est un obstacle à la comparaison et à l'accumulation de savoirs.

Par ailleurs, le schéma de classe de Wright ne différencie pas entre travail manuel et travail non manuel. En effet, Wright estime, « there is almost no

support for treating », la distinction entre travail manuel et non manuel, « as a class distinction. Proletarianized white collar workers are generally more like proletarianized manual workers [...] than they are like non-proletarianized white-collar employees » (Wright, 1985, p. 182). Bien que dans la logique de l'approche de Wright cela est cohérent (Oesch, 2006b, p. 59 sqq.), faire cette distinction peut être fructueuse, afin de comparer le vote au sein des classes populaires entre types de travail. La recherche indique que les ouvriers, qui exercent une tâche manuelle, sont plus enclins à voter pour les partis de droite radicale que les employés du secteur tertiaire, exerçant, le plus souvent, des tâches non manuelles. Daniel Oesch estime de prendre en compte exclusivement les ressources en terme d'autorité et de compétences « has the merit of being theoretically consistent, for empirical purposes it seems to obscure more than it illuminates » (Oesch, 2006b, p. 60). En particulier la grande classe de travailleurs (*working class*) serait « too schematic and [...] not encompassing enough » (Oesch, 2006b, p. 60). Il apparait donc que la faiblesse principale de l'approche de Wright est l'absence de différenciation horizontale.

Bref, pour une analyse, au sein des classes sociales cette opérationnalisation des classes sociales ne semble guère adaptée. Nous n'allons donc pas utiliser cette approche dans ce travail.

8.1.3 Le schéma de classe de Oesch

Daniel Oesch a publié en 2006b une approche qui ressemble par certains aspects et se distingue par d'autres de l'approche EGP et de l'approche de Wright. Comme les approches précédentes, il opère une distinction fondamentale entre employeurs et employés. Il reconnait, à l'instar de l'approche EGP, les compétences monnayables sur le marché comme critère central de distinction verticale. Il ne reprend pas pour autant le « somewhat blurry concep of employment relationship » (Oesch, 2006b, p. 67), c'est-à-dire la distinction entre contrat de travail et de service.

Tout comme Wright, il estime que la distinction entre travail manuel et non manuel n'est plus constitutif d'une différence de classe (Oesch, 2006b, p. 47 sqq.). De même, il juge la différenciation par secteur d'activité guère pertinent pour constituer un schéma de classe. Cependant, il se distingue de l'approche de Wright,

car il lui reproche d'être trop schématique et notamment de ne pas suffisamment différencier à l'intérieur de la working class (Oesch, 2006b, p. 60). Il propose d'ajouter une distinction horizontale permettant de davantage différencier les classes sociales : la logique de travail (*work logic*).

Sans le nommer une seule fois dans l'ensemble de son ouvrage, Oesch (2006b) reprend de fait la division du travail comme critère de distinction, pouvant rappeler Émile Durkheim (2013). Cependant, contrairement aux approches explicitement durkheimiennes, il ne cherche pas à identifier les détails microsociologiques de la division du travail. Au contraire, il tente de capter les grandes logiques de travail (*work logic*) communes au niveau macrosociologique que produit la division du travail sociale. Parmi les employés, il y aurait ainsi trois logiques de travail distinctes qui génèrent des socialisations spécifiques (Oesch, 2006a, p. 62-63) :

— La logique de travail organisationnelle (*organizational work logic*)

— La logique de travail technique (*technical work logic*)

— La logique de travail de service interpersonnelle (*face-to-face service work logic*)

Ces trois logiques de travail se différencient de manière systématique sur quatre dimensions (Oesch, 2006a, p. 64 et voir tableau A.1 page 364) :

1. les paramètres du processus de travail (setting of the work process) ;
2. le rapport à l'autorité ;
3. l'orientation primaire ;
4. les compétences requises.

De la combinaison de niveaux hiérarchiques (tant au niveau de l'autorité que des compétences) et des logiques de travail (horizontales) résultent des rapports différents au pouvoir, à l'autonomie personnelle et plus largement aux rapports aux autres (voir tableau A.1 page 364). Cela est susceptible d'affecter les systèmes de valeurs des sujets. Ces expériences affectant les systèmes de valeurs et préférences des sujets sont, comme le souligne Daniel Oesch, des phénomènes microsociologiques.

La distinction en termes de compétences monnayables sur le marché de travail est différenciée entre quatre niveaux de compétences :

— à la tête de la hiérarchie se trouvent les *managers*, les experts (*professionals* et *managers*) ;

— juste en dessous d'eux se trouvent les experts et les managers associés ;

— le troisième niveau est formé des professions nécessitant une formation générale ou professionnelle ;

— enfin, le niveau le plus en bas de la hiérarchie est composé des professions ne nécessitants pas ou peu de formation formelle.

Cette distinction entre compétences n'est pas seulement appliquée aux employés, mais aussi aux indépendants. En effet, contrairement aux approches d'EGP et de Erik Olin Wright, cela permet de faire la distinction entre un indépendant tel qu'un chauffeur de taxi indépendant et un médecin exerçant en libéral. À l'instar des schémas EGP et de Wright, les indépendants sont par ailleurs subdivisés entre ceux qui n'ont pas d'employés, ceux qui en ont peu (moins de neuf) ou beaucoup (plus de neuf).

Au sein de la logique de travail technique, Oesch met en évidence, outre la distinction entre niveaux de compétences et de logique de travail, les emplois dans l'agriculture. Cette distinction constitue, selon son modèle, une différence de classe sociale, en bas de la hiérarchie des compétences (classe 9 dans le tableau A.1 page 364).

Le schéma complet d'Oesch est composé de pas moins de 17 classes différentes (voir tableau A.1 page 364). Daniel Oesch suggère néanmoins, en fonction des données disponibles et des questions traitées, de réunir un certain nombre de classes (2006a, p. 67). Il propose une version à huit et une autre à six classes (Oesch, 2006a, p. 124-133). Le schéma de classe en huit classes réunit, parmi les employés, les deux catégories supérieures (*professional / managerial* et a*ssociate professional / managers*) et inférieures (*Generally / vocationally skilled* et *Low / Un-skilled*) de chaque logique de travail. Il réunit dans la catégorie bourgeoisie traditionnelle, les professions libérales traditionnelles (avocats, médecins, etc.) et les grands employeurs, et dans la catégorie petite bourgeoisie, les indépendants avec peu (<9) ou sans employés (voir Tableau 7).

Gingrich et Häusermann, 2015 et Engler et Zohlnhöfer, 2019 préfèrent encore condenser davantage le schéma de Oesch à quatre classes sociales. Ils ne

Tableau 8.3 – Version simplifiée (8 classes) du schéma de classe de Oesch*

Independent work logic	**Technical work logic**	**Organizational work logic**	**Interpersonal work logic**
(1) Traditional bourgeoisie	(3) Technical specialists	(5) Managers	(7) Socio-cultural specialists
(2) Petite bourgeoisie	(4) Production workers	(6) Office clerks	(8) Service workers

* Source : Oesch, 2006a, p. 125.

respectent cependant plus la distinction stricte entre logiques de travail (pour plus de détails, voir : Gingrich et Häusermann, 2015, p. 71-72)

Le schéma de classe de Oesch se base explicitement sur les schémas EGP et de Wright. En se faisant, il tente de corriger les problèmes dont souffrent ces deux schémas en introduisant les différentes logiques de travail (*work logic*). Celles-ci sont susceptibles d'influencer au niveau micro-sociologique les préférences des sujets. Cela rend l'approche particulièrement utile pour les recherches électorales et notamment les recherches sur les valeurs. Ainsi, il est devenu, ces dernières années, un challenger sérieux du schéma EGP qui dominait jusqu'alors quasiment sans partage les études électorales (Knutsen & Langsæther, 2015, p. 2). La dimension des logiques de travail dans ce schéma est censée mieux prendre en compte les intérêts et les préférences politiques autres que ceux en matière (re)distributive que les schémas EGP et Wright. Il serait donc plus adapté pour étudier l'émergence des partis de la nouvelle gauche et aussi de la droite radicale (Knutsen & Langsæther, 2015). Il est, en effet, particulièrement utilisé dans l'étude du vote de partis de la droite radicale (Knutsen et Langsæther, 2015, voir par exemple : Bornschier et Kriesi, 2013 ; Oesch, 2013 ; Oesch et Rennwald, 2018, p. 16-17). Il a la réputation d'être plus performant que le schéma EGP pour expliquer le vote pour les partis de la droite radicale et de la nouvelle gauche, sans qu'une vérification empirique ne relève de différences particulièrement marquées (Knutsen & Langsæther, 2015, p. 2).

Cependant, ce schéma souffre d'un certain nombre d'incohérences. D'un côté, il affirme ne pas se baser sur les secteurs d'activités (Oesch, 2006a, p. 69), mais

Tableau 8.4 – Les trois différentes logiques de travail des salariés Oesch*

	Logique de travail technique	**Logique de travail organisationnelle**	**Logique de travail interpersonnelle**
Paramètres du processus de travail	Le processus de travail est déterminé par des paramètres techniques	Division bureaucratique du travail	Paramètre de service basée sur l'échange interpersonnel
Relations avec l'autorité	Travail hors de la chaine de commande pour les degrés supérieurs, travail dans une ligne de commandement clairement structurée pour les grades inférieurs	Travail dans une structure de commandement bureaucratique qui correspond à un chemin de carrière	Travail largement en dehors de la ligne de commandement
Orientation primaire	Orienté vers la communauté professionnelle ou le groupe de métiers	Orientation primaire vers l'organisation employante	Orientation vers les clients, les étudiants, les patients ou demandeurs
Compétences requises	Expertise scientifique pour les degrés supérieurs, savoir-faire et compétences manuelles pour les grades inférieures	Compétences de contrôle et de coordination pour les degrés supérieurs, compétences administratives pour les degrés inférieurs	De l'expertise et des compétences sociales pour les degrés supérieurs, compétences sociales pour les degrés inférieurs

Tableau traduit depuis : Oesch, 2006a, p. 64

uniquement sur les logiques de travail. Cependant, de l'autre, dans la colonne logique de travail technique (voir tableau A.1 page 364), il distingue, en bas de la hiérarchie des compétences, les professions agricoles des autres activités (classe 9). Cela est certainement un reliquat issu de l'héritage du schéma EGP et permet de prendre plus finement en compte les changements de structure d'emplois avec la perte d'importance du salariat agricole. Il est, par ailleurs, probable que le travail en tant que main d'œuvre agricole, activités en déclin, influence spécifiquement les préférences politiques qu'il peut être utile d'étudier. Il n'en demeure pas moins que cela représente un écart à la logique interne du modèle. De même, il n'est guère compréhensible d'appliquer cette distinction uniquement à la strate inférieure des compétences et pas aux autres.

Une critique plus fondamentale peut être adressée à la systématisation des indépendants. Certes, il est convaincant de les considérer différemment que les employés, comme le font également les autres schémas de classes. En effet, il est plausible que par l'absence de statut d'employé, les indépendants aient une logique de travail différente des autres classes sociales. Néanmoins, il apparaît réducteur de voir seulement une logique de travail indépendante à l'œuvre. En effet, un médecin ou un infirmier qui officie en tant que salarié à l'hôpital ou un médecin libéral ou un infirmier indépendant travaillent selon la logique de travail interpersonnelle. Certes, le fait d'être salarié ou indépendant est susceptible d'altérer certaines expériences et par la suite les préférences, ce qui justifie que l'on le considère de manière différente. Néanmoins, ne pas prendre en compte du tout les autres logiques de travail chez les indépendants soulève des interrogations. Ce choix est certainement dû à une nécessité pragmatique de ne pas alourdir davantage le schéma de classe déjà fort complexe avec 17 classes distinctes.

Ce schéma de classes présente, à l'instar des modèles EGP et de Wright, de réels mérites. Toutefois, dans la mesure où le modèle EGP est plus largement utilisé – ce qui se traduit notamment par une plus grande disponibilité de ressources et de codes pour sa mise en œuuvre –, et en l'absence d'une supériorité clairement établie de ce schéma sur le modèle EGP en termes de performance, nous avons choisi de ne pas l'adopter dans le cadre de ce travail.

8.2 Classes populaires dans le schéma EGP

Dans le schéma EGP, les membres des classes populaires ne possèdent pas les moyens de production. Par ailleurs, ils ne disposent pas de contrat de service, mais seulement d'un contrat de travail. Les contrats de service – ou des relations de travail s'en rapprochant – sont réservés aux classes moyennes et supérieures.

Dans le schéma EGP complet, cela correspond sans ambigüités aux classes VI (*skilled manual workers*), VIIa (*non-skilled manual workers*) et VIIb (*semi- and unskilled manual workers in agriculture*), ainsi que, dans le secteur tertiaire, à la classe IIIb (*Routine nonmanual employees – lower grade*). Celles-ci sont usuellement regroupées au sein de la *manual class* dans la version en quatre catégories du schéma EGP.

Il est cependant utile d'ajouter l'*intermediate class* aux classes populaires. Certes, ces salariés auraient un statut intermédiaire entre contrat de travail et contrat de service. Mais cette distinction, comme nous l'avons vu, pose question. Il ne faut donc pas arrêter les analyses à ce stade. Plus encore, font partie de l'*intermediate class* les *routine non-manual higher grade* (IIIa), c'est-à-dire les employés de bureau, administratifs ou commerciaux avec une qualification ou des responsabilités plus importantes que les *routine non-manual lower grade* (IIIb). Il ne reste pas moins qu'il s'agit d'emplois routiniers, d'exécution que l'on peut associer aux classes populaires. Cela est également conforté par l'histoire de la création de cette classe dans le schéma : à l'origine, il y avait seulement une classe III (*routine non-manual*) dans le schéma. La subdivision (IIIa et IIIb) a été introduite, *a posteriori*, au début des années 1980, afin de combler le manque de cohérence au sein de cette classe provoqué par la féminisation du marché du travail (Oesch, 2003, p. 249-250). Il reste que ces ajustements pragmatiques ne justifient pas que l'on exclue les salariés IIIa des classes populaires.

Le cas des *lower-grade technicians and supervisors of manual workers* (V) mérite d'être étudié plus attentivement. Les techniciens de niveau inférieur sont des employés disposant de compétences techniques plus poussés. Nous ne voyons pas de raison pour ne pas les intégrer aux classes populaires. En ce qui concerne les *supervisions of manual workers*, le cas est plus complexe. En effet, il s'agit de contremaîtres dirigeant d'autres salariés ou intervenant externes. Ils ont donc un

certain pouvoir. On peut donc questionner leur position de dominé constitutif des classes populaires. Cependant, comme le rappelle Schwartz, « l'une des formes majeures que peut prendre la position dominée » est la « dépendance économique » (Schwartz, 2011, p. 16). Rien ne nous permet d'affirmer que les superviseurs d'emplois techniques échapperaient à cette dépendance économique. Par ailleurs, les contremaîtres et autres superviseurs se recrutent bien souvent au sein des travailleurs exécutant. Pour un certain nombre d'entre eux, cela est donc un chemin de carrière qu'ils atteignent avec une certaine ancienneté. Tout cela nous amène à intégrer l'*intermédiate class*, avec ses deux composantes, aux classes populaires.

Chapitre 9

Mesure du positionnement des partis politiques et de la saillance à l'aide des données *Manifesto*

Sommaire du présent chapitre

9.1 Les données *Manifesto* 145

9.2 Mesure du positionnement de partis politiques 146

9.3 Mesures de la saillance politique 151

9.4 Résumé des indices basés sur les données au projet *Manifesto* 153

9.5 Comparer le positionnement des partis et des électeurs 155

9.1 Les données *Manifesto*

Après avoir opérationnalisé les classes sociales, le côté de la demande (*demand side*) de la politique, il convient de déterminer l'opérationnalisation du positionnement des partis politiques dans l'espace politique, c'est-à-dire de l'offre politique (*supply side*). Il existe différentes approches pour mesurer le positionnement d'un parti politique. Les plus connues sont celles du *Chapel Hill Expert Survey* (CHES)

et du *Manifesto Project* (CMP/MARPOR). Les données du CHES reposent sur des enquêtes d'experts évaluant le positionnement idéologique des partis politiques. Cependant, la collecte des données en Europe n'a commencé qu'en 1999 (Jolly et al., 2022), soit trop tard pour couvrir l'ensemble de la période étudiée dans ce travail. Les données du *Manifesto Project*, quant à elles, proviennent d'un codage systématique des programmes électoraux des partis. Cette base répertorie 4729 programmes électoraux de 1201 partis politiques, dont les plus anciens remontent à 1920 (Volkens et al., 2021). Récemment, d'autres méthodes, notamment l'usage de modèles de langage, ont émergé et paraissent prometteuses, mais elles ne sont pas encore établies comme méthodes véritablement fiables (Bol & Bono, 2025).

C'est pour cette raison que nous utilisons les données du *Manifesto Project* (Volkens et al., 2021). Les programmes y sont décomposés en unités de sens que les auteurs du projet appellent des « *quasi-sentences* » (« quasi-phrases »), c'est-à-dire les plus petites unités de signification d'un texte programmatique. Chaque « quasi-phrase » est classée dans une (et une seule) catégorie prédéfinie. La logique sous-jacente à cette approche : « the more a party emphasises »left« or »right« issues (salience) the more »left« or »right« (in terms of position) we can consider it to be » (Prosser, 2014, p. 91). La base de données *Manifesto* indique la proportion de quasi-phrases consacrées à chaque thème dans un programme. À partir de ces informations, il est possible de calculer la *saillance* d'un enjeu et le positionnement politique d'un parti à une élection donnée.

9.2 Mesure du positionnement de partis politiques

Nous déterminons la position d'un parti politique avec la méthode de LOWE et al., 2011 devenue « de-facto standard » (Ecker et al., 2021, p. 5) qui consiste en un *log odds ratio* entre le logarithme de la somme des positions de droite (R) et le logarithme de la somme des positions de gauche (L) [1] :

$$\theta = \log \frac{R + 0.5}{L + 0.5} \tag{9.1}$$

1. Les formules 9.1 et 9.2 page ci-contre sont issues de : LOWE et al., 2011, p. 131

D'où, avec les propriétés des logarithmes :

$$\theta = \log(R + 0.5) - \log(L + 0.5) \tag{9.2}$$

Au sens strict, le calcul de l'indice devrait se faire sur base du nombre brut de « quasi-sentences ». Vu que la base de données met à disposition les pourcentages de « quasi-sentences » nous utilisons les pourcentages. Les propriétés bénéfiques d'une échelle calculée sur base de logarithmes persistent malgré cela. Ainsi l'échelle logarithmique empêche des valeurs extrêmes : en effet, « the marginal effect of one more sentence is decreasing in the amount that has already been said on the topic »(LOWE et al., 2011, p. 130). L'on ajoute 0,5 au numérateur et au dénominateur afin de rapprocher la valeur de log(1), donc de zéro (LOWE et al., 2011, p. 132). Si autant de « quasi-sentences » de droite que de gauche sont présentes dans le programme du parti, la valeur prend 0 (log(1)). Les échelles peuvent prendre, sur base des formules 9.1 page précédente et 9.2, les valeurs extrêmes suivantes. Soit le cas avec un programme comprenant 100% de « quasi-sentences » de gauche et donc 0% de « quasi-sentences » de droite :

$$\theta_{min} = \log(0 + 0.5) - \log(100 + 0.5) = -5.303305$$

Soit le cas inverse avec un programme comprenant 0% de « quasi-sentences » de gauche et 100% de « quasi-sentences » de droite :

$$\theta_{max} = \log(100 + 0.5) - \log(0 + 0.5) = 5.303305$$

L'échelle peut donc prendre une valeur entre -5,3 et +5,3.

Nous appliquons cette formule à la division politique bi-dimensionnelle présentée par Bakker et Hobolt, 2013, faisant la distinction entre « gauche / droite économique » et « autoritaire / libertaire » [2]. Ces deux indices comportent les items suivants :

2. Ces indices ont été évalués et quelque peu modifiés par Prosser, 2014. Nous maintenons cependant, à ce stade, l'indice original.

Tableau 9.1 – Gauche/droite économique

Droite	**Gauche**
Free enterprise (401)	Regulate capitalism (403)
Economic incentives (402)	Economic planning (404)
Anti-protectionism (407)	Pro-protectionism (406)
Social services limitation (505)	Social services expansion (504)
Education limitation (507)	Education expansion (506)
Productivity : positive (410)	Nationalization (413)
Economic orthodoxy : positive (414)	Controlled economy (412)
Labour groups : negative (702)	Labour groups : positive (701)
	Corporatism : positive (405)
	Keynesian demand management : positive (409)
	Marxist analysis : positive (415)
	Social justice (503)

Source : Bakker et Hobolt, 2013, p. 38.

Tableau 9.2 – Dimension Libertaire / Autoritaire

Autoritaire	**Libertaire**
Political authority (305)	Environmental protection (501)
National way of life : positive (601)	National way of life : negative (602)
Traditional morality : positive (603)	Traditional morality : negative (604)
Law and order (605)	Culture (502)
Multiculturalism : negative (608)	Multiculturalism : positive (607)
Social harmony (606)	Anti-growth (416)
	Underprivileged minority groups (705)
	Non-economic demographic groups : positive (706)
	Freedom-human rights (201)
	Democracy (202)

Source : Bakker et Hobolt, 2013, p. 38.

Stefanie Walter (2021) mesure le positionnement des partis politiques sur la mondialisation avec un indice composé des éléments suivants :

Tableau 9.3 – Dimension Mondialisation

Anti-mondialisation	**Pro-mondialisation**
Internationalism : Negative (109)	Internationalism : Positive (107)
European Community/Union : Negative (110)	European Community/Union : Positive (108)
Multiculturalism : negative (608)	Multiculturalism : positive (607)
Protectionism : Positive (406)	Protectionism : Negative (407)
National way of life : positive (601)	National way of life : negative (602)

Source : Walter, 2021, p. 425.

Cet indice mesure les trois dimensions de la mondialisation [3] : économique (protectionnisme), politique (internationalisme et intégration européenne) et culturelle (*National way of life*, multiculturalisme).

Cependant, un obstacle se dresse à l'utilisation de cet indice ensemble avec l'indice « Libertaire / Autoritaire ». Les *items* « *National way of life : positive (601)* », « *National way of life : negative (602)* », « *Multiculturalism : negative (608)* » et « *Multiculturalism : positive (607)* » se trouvent dans les deux indices. Cela est susceptible, si l'on utilise simultanément ces deux indices dans une même analyse, de provoquer des problèmes endogénéité et de multicolinéarité. Il est donc judicieux de constituer deux indices modifiés où les quatre *items* sont « départagés » entre ces indices.

Pour ce faire, il faudrait idéalement appliquer des analyses en composantes principales (*PCA*), analyses factorielles exploratoires (*EFA*) ou, mieux encore, des analyses factorielles confirmatoires (*CFA*) [4]. Cependant, ces méthodes ne donnent que des résultats difficilement exploitables, ce qui confirme l'observation faite dans ce sens avec les données *Manifesto* pour les programmes aux élections européennes

3. Avec les données de l'*euromanifesto* Teperoglou et Tsatsanis (2011, p. 1213) mesurent aussi trois dimensions de la mondialisation, de même que Burgoon et al. (2017).

4. Avec une CFA, l'on peut comparer des modèles qui attribuent les variables « litigieuses » aux deux facteurs. Le modèle avec les meilleures *fit indices* est alors identifié et les variables attribuées en fonction de celui-ci.

(Gabel & Hix, 2002, p. 940). La littérature souligne que les données *Manifesto* ne se prêtent, par leur nature même, guère à des mesures de fiabilité (*reliability*) basées sur la cohérence interne (*internal consistency*) (McDonald, 2013, p. 114) auxquelles l'on peut associer les analyses factorielles / en composantes principales.

Par conséquent, nous proposons une solution pragmatique : la mesure de la dimension « Autoritaire / Libertaire » comporte sensiblement plus d'items que l'indice relatif à la mondialisation. Nous proposons de maintenir tous les items présents dans les deux indices dans l'indice mondialisation, mais de les supprimer de l'indice « Autoritaire / Libertaire ». Nous modifions donc l'indice relatif à la dimension libertaire / autoritaire de la manière suivante :

Tableau 9.4 – Dimension Libertaire / Autoritaire ajustée

Autoritaire	**Libertaire**
Political authority (305)	Environmental protection (501)
Traditional morality : positive (603)	Traditional morality : negative (604)
Law and order (605)	Culture (502)
Social harmony (606)	Anti-growth (416)
	Underprivileged minority groups (705)
	Non-economic demographic groups : positive (706)
	Freedom-human rights (201)
	Democracy (202)

Source : Inspiré par Bakker et Hobolt, 2013, p. 38.

On notera que tous ces indices ne sont pas « symétriques » : il y a plus d'*items* de « gauche » que de « droite ». On doit donc s'attendre à ce que les indices « penchent » vers la gauche. Cela ne devrait cependant pas poser de problèmes dans nos analyses. En effet, il s'agit d'analyser les évaluations et les positionnements relatifs – ce que ces indices font sans aucun doute. Si l'on veut centrer les mesures, nous disposons, en outre, de moyens de standardisation (voir section 9.4 Résumé des indices basés sur les données au projet *Manifesto* à la page 153).

9.3 Mesures de la saillance politique

Pour mesurer la saillance d'une dimension politique dans le programme d'un parti politique, nous nous inspirons de la mesure proposée par Netjes et Binnema (2007, p. 41) et LOWE et al. (2011, p. 133 sq.) : nous sommons l'ensemble des mentions de « quasi-sentences » de la dimension (voir la liste des variables dans le tableau 9.1 page 148, le tableau 9.3 page 149 et le tableau 9.4 page précédente) et divisons le résultat par le nombre total de « quasi-phrases » dans le programme étudié. Cela donne l'équation suivante (LOWE et al., 2011, p. 133) :

$$\theta = \log \frac{R + L + 1}{N} \tag{9.3}$$

R et L correspondent aux « quasi-sentences » positives et négatives relatives à un sujet et N au nombre total de phrases dans le programme du parti étudié. Comme pour la mesure de positionnement politique présentée précédemment, nous prenons le logarithme du score afin de rendre compte de l'effet marginal dégressif de mentions supplémentaires d'un sujet. Cependant, pour la même raison que pour les indices de positionnement politique, nous sommes contraints d'utiliser les pourcentages de phrases thématiques dans les programmes et non leur nombre absolu. Nous modifions donc cette équation de la manière suivante :

$$\theta = \log(R + L + 1) \tag{9.4}$$

R et L correspondent aux pourcentages de « quasi-sentences » positives et négatives relatives à un sujet dans le programme du parti étudié. Pour faire en sorte que le score le plus faible de cet indice soit 0, lorsque aucune mention d'un sujet lié à une dimension politique est faite, nous ajoutons 1 à l'indice [5]. Ainsi, le score le plus faible possible correspond à $\log(1) = 0$. La valeur théorique maximale de cet indice est $\log(101) = 4.61512$.

Nous calculons aussi la « saillance systémique » d'une dimension. À cette fin, nous nous inspirons de la mesure proposée par Schwarzbözl et al., 2020. Ils proposent de prendre dans l'analyse d'un parti « the average issue attention of all

5. Cela permet aussi de contribuer à prévenir les problèmes relatifs au « Log of Zero » dans les modèles de régression (voir à ce sujet : Bellégo et al., 2021).

other parties participating in the given election » (Schwarzbözl et al., 2020, p. 6). « Systemic salience is calculated as the mean percentage share of party statements on an issue » (Schwarzbözl et al., 2020, p. 10). Pour contrer des problèmes d'endogénéité, le parti étudié est exclu du score (voir aussi Green-Pedersen et Mortensen, 2015, p. 8). En termes mathématiques, si l'on a quatre partis A, B, C et D, cela correspond à l'équation suivante :

$$\Sigma_{A_i} = \overline{B_i C_i D_i} \tag{9.5}$$

La saillance systémique Σ du sujet i, lorsque l'on étudie le parti A, correspond à la moyenne du pourcentage du sujet i dans les programmes des partis B, C et D. Nous proposons, si nous ne mettons pas en relation saillance dans le programme d'un parti et saillance systémique – que le problème d'endogénéité ne se pose donc pas – de mesurer la saillance systémique par la formule suivante :

$$\Sigma_i = \overline{A_i B_i C_i D_i} \tag{9.6}$$

La saillance systémique Σ du sujet i correspond à la moyenne du pourcentage du sujet i dans les programmes des partis A, B, C et D. Afin d'harmoniser les mesures de saillance systémiques avec les autres mesures relatives à la saillance et au positionnement des partis politiques et pour prendre en compte l'effet marginal dégressif de la présence supplémentaire d'un sujet, nous modifions les équations 9.5 et 9.6. Nous proposons les deux indices suivants procédant à une transformation logarithmique :

$$\Sigma_{A_i} = \log(\overline{B_i C_i D_i} + 1) \tag{9.7}$$

$$\Sigma_i = \log(\overline{A_i B_i C_i D_i} + 1) \tag{9.8}$$

La saillance Σ du sujet i correspond par conséquent au logarithme népérien de la moyenne du pourcentage du sujet i dans les programmes des partis (A,) B, C et D et de 1. Ces indices (équations 9.7 et 9.8) de la saillance systémique ont ainsi la même échelle que l'indice Σ mesurant la saillance dans le programme d'un parti

politique [6].

9.4 Résumé des indices basés sur les données au projet *Manifesto*

Nous avons donc créé un total de douze indices dans quatre catégories au sujet des positionnements des partis politiques (un récapitulatif de ces indices se trouve dans le tableau 9.5 page suivante) :

1. **Positionnement des partis politiques :** mesurant le positionnement des partis politiques sur la dimension « gauche / droite économique », « Autoritaire / Libertaire » et « Mondialisation ».
2. **Saillance programmes :** mesurant la saillance des dimensions « gauche / droite économique », « Autoritaire / Libertaire » et « Mondialisation » dans les programmes des partis politiques.
3. **Saillance systémique (pour l'étude d'un parti) :** mesurant la saillance des dimensions « gauche / droite économique », « Autoritaire / Libertaire » et « Mondialisation » lors de la campagne électorale d'une certaine élection, tout en prévenant les problèmes d'endogénéité.
4. **Saillance systémique (générale) :** mesurant la saillance des dimensions « gauche / droite économique », « Autoritaire / Libertaire » et « Mondialisation » lors de la campagne électorale d'une certaine élection.

Pour évaluer plus aisément la position relative d'un parti politique par rapport aux autres partis lors d'une campagne électorale, nous créons en plus des indices standardisés (cote z ou *z-score*) [7] des trois indices portant sur le positionnement des partis politiques.

6. Voir équation 9.4 page 151.

7. Nous utilisons la formule standard pour les cotes z : $Z = \frac{X-\mu}{\sigma}$ où X correspond à la valeur, μ à la moyenne et σ à l'écart-type.

TABLEAU 9.5 – Résumé des indices basés sur les données du projet *Manifesto*

POSITIONNEMENT DES PARTIS POLITIQUES				
Dimension	**N° d'équation**	**Page**	**Formule**	**Variables**
Économique	9.2	147	$\theta = \log(R+.5) - \log(L+.5)$	Voir tableau 9.1
Libertaire/ Autoritaire	9.2	147	$\theta = \log(R+.5) - \log(L+.5)$	Voir tableau 9.4
Mondialisation	9.2	147	$\theta = \log(R+.5) - \log(L+.5)$	Voir tableau 9.3
SAILLANCE PROGRAMMES				
Dimension	**N° d'équation**	**Page**	**Formule**	**Variables**
Économique	9.4	151	$\theta = \log(R + L + 1)$	Voir tableau 9.1
Libertaire/ Autoritaire	9.4	151	$\theta = \log(R + L + 1)$	Voir tableau 9.4
Mondialisation	9.4	151	$\theta = \log(R + L + 1)$	Voir tableau 9.3
SAILLANCE SYSTÉMIQUE (POUR L'ÉTUDE D'UN PARTI)				
Dimension	**N° d'équation**	**Page**	**Formule**	**Variables**
Économique	9.7	152	$\Sigma_{A_i} = \log(\overline{B_i C_i D_i} + 1)$	Voir tableau 9.1
Libertaire/ Autoritaire	9.7	152	$\Sigma_{A_i} = \log(\overline{B_i C_i D_i} + 1)$	Voir tableau 9.4
Mondialisation	9.7	152	$\Sigma_{A_i} = \log(\overline{B_i C_i D_i} + 1)$	Voir tableau 9.3
SAILLANCE SYSTÉMIQUE (GÉNÉRALE)				
Dimension	**N° d'équation**	**Page**	**Formule**	**Variables**
Économique	9.8	152	$\Sigma_i = \log(\overline{A_i B_i C_i D_i} + 1)$	Voir tableau 9.1
Libertaire/ Autoritaire	9.8	152	$\Sigma_i = \log(\overline{A_i B_i C_i D_i} + 1)$	Voir tableau 9.4
Mondialisation	9.8	152	$\Sigma_i = \log(\overline{A_i B_i C_i D_i} + 1)$	Voir tableau 9.3

9.5 Comparaison des indices de positionnement des partis politiques et des électeurs

Une question épineuse est celle à savoir comment mettre en relation ces indices relatifs aux programmes des partis avec des mesures auprès des électeurs. En effet, les indices issus des données *Manifesto* sont issues d'un comptage de déclaration (*quasi-sentences*) dans le programme des partis. Le positionnement des électeurs, en revanche, s'obtient à l'aide d'échelle de Likert. Il est donc contestables que les indices issus de *Manifesto* et des enquêtes auprès des électeurs mesurent bien la même chose. En sus, ces échelles ne sont pas exprimées sur une même échelle. Il y a donc des raisons de douter que ces mesures soient comparables.

Cependant, faute de mieux, la littérature met en relation l'indice gauche-droite de *Manifesto* (rile) avec le positionnement gauche droite des électeurs tel quel. Elle part donc du principe qu'elles mesurent la même chose. Par analogie, faute de mieux, nous allons procéder de la même manière avec les indices que nous avons construits. L'alternative procède à interroger les électeurs sur leurs positionnements sur certains enjeux et de leur demander où ils placent les différents partis sur ces mêmes enjeux. Nous ne disposons cependant pas de telles variables pour toutes les élections étudiées. Nous nous contenterons donc de la comparaison des indices de *Manifesto* avec les indices de positionnement des électeurs, si nous ne disposons pas d'indices obtenus en interrogeant les électeurs.

En ce qui concerne la comparabilité des échelles, rien ne permet non plus de l'établir. La méthode la plus prudente est de comparer l'ordre de placement des partis et des (groupes d')électeurs, sans comparer la distance métrique. Cela limite cependant très fortement les analyses statistiques et les enseignements que l'on peut en tirer. Comme pour l'indice gauche-droite (rile), nous allons malgré tout les traiter comme s'ils étaient sur une même échelle et les rendre comparables en procédant à des transformations linéaires. Cela nous obligera à faire des hypothèses contestables sur la comparabilité des échelles, mais nous n'avons pas d'autres choix vu les données disponibles. Enfin, l'argument le plus fort pour l'utilisation des indices de cette manière nous semble être de nature pragmatique : si les résultats

qu'elle produit sont intéressants et utiles, alors elle est justifiée [8].

8. Ce processus est assez répandu en sciences sociales comme lorsqu'on traite des échelles de nature ordinale (par exemple les échelles de Likert) comme des échelles d'intervalle.

Troisième partie

Résultats et analyses empiriques

Chapitre 10

Position des partis en France et en Allemagne

Sommaire du présent chapitre

10.1 Évolution de l'offre politique 159

10.2 Saillance des dimensions en Allemagne et en France 160

10.3 Positionnement des partis politiques allemands et français 161

10.4 Évolution des programmes des partis 164

10.1 Évolution de l'offre politique

Avant d'analyser en détail les élections en France et en Allemagne, il est nécessaire de replacer celles-ci dans le contexte plus large de l'évolution de l'offre politique (*supply*) dans ces deux pays sur la période considérée. Cette étape permet d'établir le cadre des dynamiques électorales et d'évaluer la congruence ainsi que les interactions entre électeurs et partis. En effet, les partis politiques constituent un maillon intermédiaire essentiel entre, d'une part, les évolutions macro-sociologiques liées à la mondialisation et, d'autre part, le niveau micro des comportements individuels. Comprendre leurs transformations est donc indispensable pour analyser

le comportement électoral.

10.2 Saillance des dimensions en Allemagne et en France

Les indices relatifs à la saillance des dimensions socio-économiques, culturelle et relatives à la mondialisation montrent une certaine stabilité malgré quelques fluctuations (voir figure 10.1 page 162). À première vue, ces fluctuations sont difficiles à interpréter et ne semblent pas suivre de *pattern*. La saillance la plus importante revient à la dimension culturelle et la dimension économique – une légère avance se dénotant pour cette dernière, surtout à partir des années 2000. La dimension « mondialisation », en revanche, est sensiblement moins saillante. Cela signifie-t-il qu'en termes de saillance aucune évolution allant au-delà de fluctuations aléatoires et conjoncturelles n'est observable sur une période couvrant une cinquantaine d'années (1970–2020) ?

Tableau 10.1 – Saillance systémique en France et en Allemagne (1971-2021)

	Dimension économique		**Dimension culturelle**		**Dimension mondialisation**	
Pays	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type
France	3.68	0.133	3.35	0.166	2.49	0.169
Allemagne	3.55	0.14	3.48	0.154	2.32	0.224

En Allemagne, les questions relatives à la mondialisation n'ont jamais été aussi saillantes qu'à partir du milieu des années 2010. L'on passe ainsi d'un ratio entre, d'un côté, la saillance socio-économique et culturelle et, de l'autre, relative à la mondialisation, de $1,6$ en 1972 à respectivement, $1,3$ et $1,1$ en 2017 et $1,4$ et $1,3$ en 2021. La saillance de la dimension mondialisation en Allemagne dépasse ainsi celle observée en France à partir du milieu des années 2010.

En France, en revanche, une telle évolution n'est guère observable. La saillance de la dimension mondialisation reste globalement stable avec de petits creux en 1981 et 1993. Cette saillance reste néanmoins plus importante qu'en Allemagne avant la crise de l'euro dans les années 2010 et la « crise migratoire » du milieu des années 2010. Ainsi, sur l'ensemble de la période observée, la saillance des questions

relatives à la mondialisation est en moyenne de $2,5$ ($sd = 0,17$) en France, tandis qu'elle est de $2,3$ ($sd = 0,22$) en Allemagne (voir tableau 10.1 page précédente) [1]. C'est seulement à partir de la fin des années 2010 que la France est « détrônée » par l'Allemagne en termes de saillance des questions relatives à la mondialisation.

Bref, en Allemagne, la prise d'importance de la dimension mondialisation est clairement établie pour les dernières années de la période étudiée. En France, en revanche, nous ne pouvons pas établir une telle tendance, mais elle reste élevée sur l'ensemble de la période. On pourrait donc dire que l'Allemagne se « francise ». Notons que ces résultats sous-estiment vraisemblablement la tendance : en effet, l'indice mondialisation est composé de moins d'*items* (10) que les deux autres indices (20 pour la « gauche/droite économique » et 12 pour l'indice « culturel ») et il ne comporte pas de question explicite sur l'immigration.

10.3 Positionnement des partis politiques allemands et français

Le positionnement moyen des partis politiques fluctue également. Cependant, des tendances sont assez aisément identifiables dans les deux pays. Ainsi, le scepticisme relatif à la mondialisation est à un niveau élevé depuis les années 2010 en Allemagne et en France (voir figure 10.2 page 165).

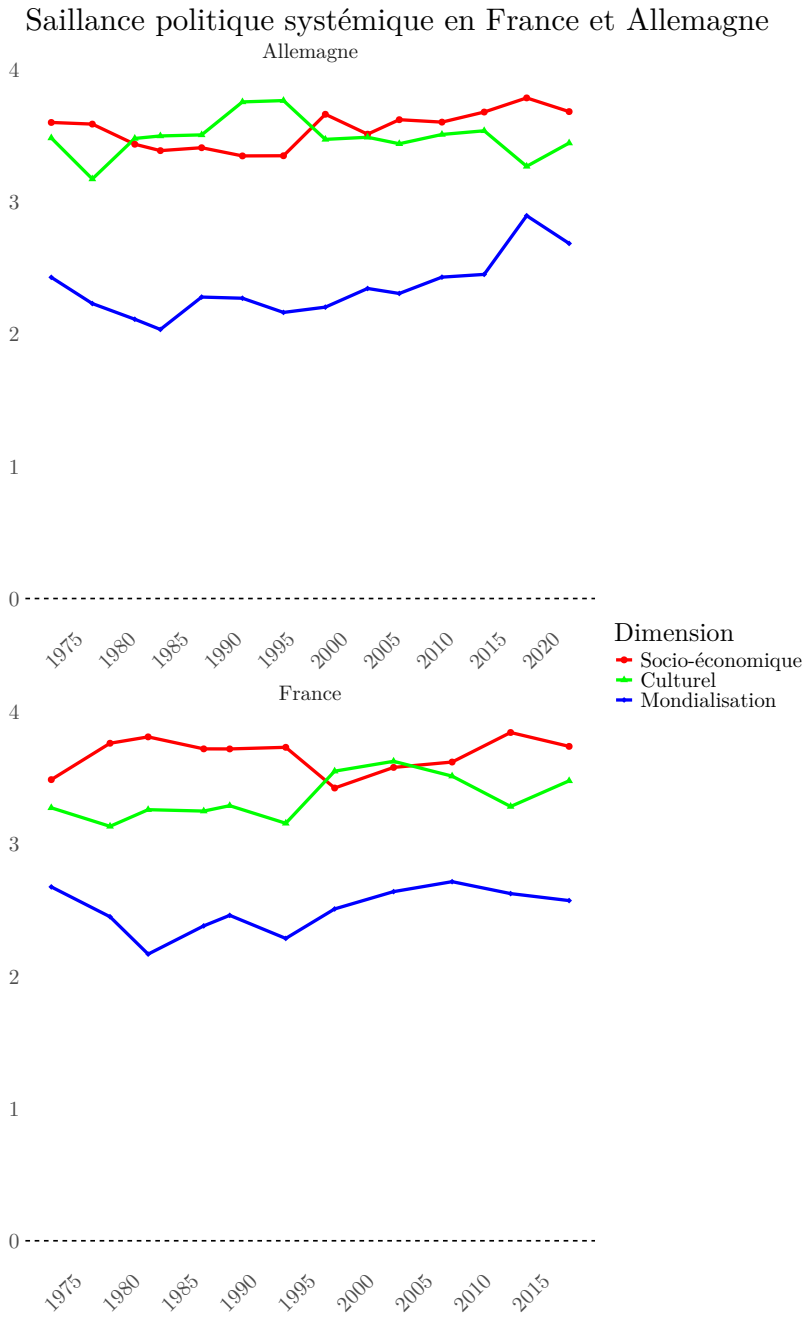
Tableau 10.2 – Positionnement moyen des partis politiques en France et en Allemagne (1971-2021)

	Dimension économique		**Dimension culturelle**		**Dimension mondialisation**	
Pays	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type
France	-1.2	0.663	-1.34	0.616	-0.354	0.665
Allemagne	-1.34	0.476	-0.992	0.588	-1.63	0.715

Un cas intéressant est l'Allemagne : les programmes des partis politiques y étaient particulièrement favorables à la mondialisation avant 1998. Depuis les élections fédérales de cette année-là, un fléchissement des positions pro-mondialisation a

1. En raison du peu de points de mesure, un test de comparaison des moyennes n'aurait pas de puissance statistique suffisante, limitant – à ce stade – nos analyses à ces descriptions.

FIGURE 10.1 – Saillance systémique des dimensions socio-économiques, culturelles et relatives à la mondialisation



eu lieu. Ensuite, jusqu'en 2009, les programmes des partis sont redevenus plus favorables à la mondialisation sans pour autant atteindre le niveau d'entre les années 1980 et le milieu des années 1990. Au milieu des années 2010, les positions favorables à la mondialisation ont à nouveau sensiblement reculé et sont, depuis lors, restées plus sceptiques qu'auparavant. Cette évolution s'explique vraisemblablement par les discussions relatives à la fin du *Deutsche Mark* avec l'avènement de l'euro en 1999, puis par la crise de l'euro des années 2010 à la suite de la crise bancaire et financière de 2007/2008, laquelle a été suivie – ou plutôt à laquelle s'est superposée – la « crise migratoire » du milieu des années 2010. L'apparition du parti eurosceptique, devenu depuis un parti de la droite radicale populiste, l'AfD n'y est vraisemblablement pas étrangère.

Les partis politiques français ont des positions sensiblement plus sceptiques sur la mondialisation que les partis allemands. Cela est particulièrement vrai pour la période allant de la deuxième moitié des années 1970 au milieu des années 1990. [2]

En France, les positions sceptiques sur les questions de mondialisation s'envolent littéralement lors de la deuxième moitié des années 2010. Comme pour l'Allemagne, les crises de l'euro et de la migration peuvent certainement expliquer en partie ce développement. L'on peut donc observer une augmentation des positionnements défavorables à la mondialisation dans les programmes des partis politiques dans deux pays, surtout au cours de la dernière décennie.

Enfin, deux autres développements attirent l'attention : il y a eu une certaine « gauchisation » des positions des partis politiques sur la dimension socio-économique. Cela est particulièrement marqué en France. En 2017, 2019 et 2021, les positionnements socio-économiques des partis politiques sont en moyenne plus à gauche qu'ils ne l'étaient dans les années 1980 et autour de l'an 2000. Cela s'explique vraisemblablement par les effets de la crise – certains parlent de la fin – du « néolibéralisme » à la suite de la crise financière de 2007/2008 et de l'euro (années 2010). Par ailleurs, en France, les partis prennent en moyenne des positions plus conservatrices sur les questions « culturelles » à partir des années 2000 que

2. Certainement que la tradition gaulliste y est pour beaucoup, notamment à l'occasion du référendum sur le Traité de Maastricht en 1992. Par ailleurs, outre le PCF, qui a toujours été sceptique à l'intégration européenne, le PS avait également des réserves sur la forme que prenait cette intégration – du moins avant l'accession du socialiste français Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne entre 1985 et 1995.

lors des années 1970. Sur les dernières années considérées, l'on est donc sur une tendance paradoxale se caractérisant par une certaine « gauchisation » sur les questions socio-économiques tandis que l'on observe une « droitisation » sur les questions culturelles et relatives à la mondialisation [3].

10.4 Évolution des programmes des partis de droite radicale populiste et de gauche

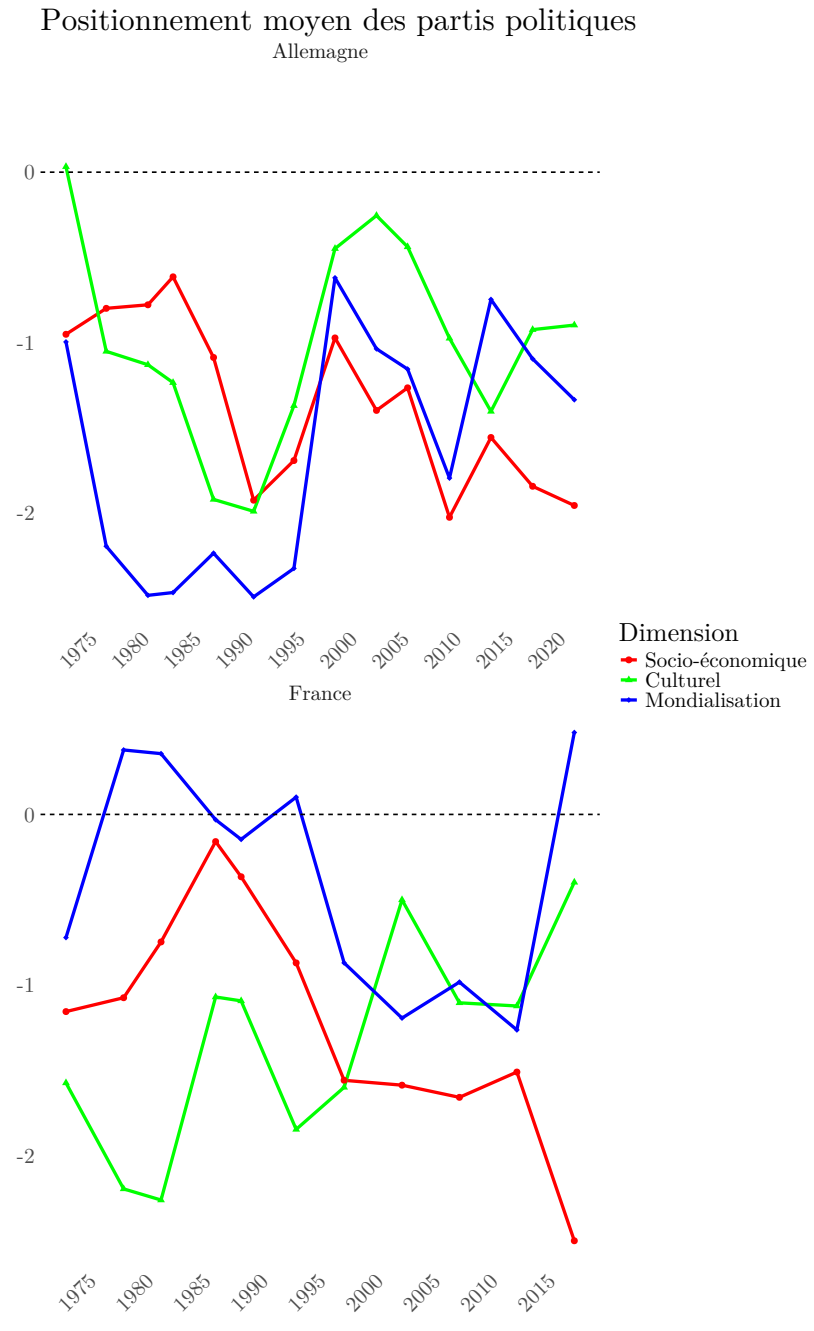
Quelle évolution a pris la saillance et le positionnement politique plus spécifiquement chez des partis socialistes / sociaux-démocrates et de la droite radicale populiste ? En quoi se différencient-ils de la moyenne des partis politiques que nous venons de retracer ? Pour répondre à ces questions, nous avons représenté pour chaque dimension, dans un même graphique, la saillance et le positionnement des partis (graphiques 10.3 page 167 et 10.4 page 168).

Nous pouvons observer que les partis de la droite radicale populiste mettent sensiblement plus l'accent sur les questions relatives à la mondialisation que les partis socialistes (voir tableaux C.2 page 369 et C.4 page 371 et graphiques 10.3 page 167 et 10.4 page 168). Cela est en adéquation avec la « *salience theory* » selon laquelle les partis ne confrontent pas simplement leurs points de vue sur toutes les questions, mais qu'ils mettent l'accent sur les sujets avec lesquels ils pensent pouvoir attirer davantage d'électeurs, notamment parce qu'on leur prête certaines compétences ou les associe à un sujet (*issue ownership*, voir par exemple : Netjes et Binnema, 2007, p. 40).

Les partis de la droite radicale populiste mettent donc en avant les questions relatives à la mondialisation (immigration, intégration européenne, etc.) qu'ils estiment porteuses électoralement. Les partis socialistes, au contraire, essayent de minimiser ces questions. Ils préfèrent mettre l'accent sur les questions d'ordre socio-économique. Notons que bien que la saillance de ces questions soit, en moyenne,

3. Certains opposeront que mis à part sur la dimension mondialisation en France, les scores sur l'axe culturel et sur l'axe mondialisation restent en deçà de zéro, donc du côté gauche de l'axe. Le terme « droitisation » serait donc excessif et l'on pourrait lui préférer le terme de « recentrage ». Quel que soit le terme employé, le constat reste le même, d'autant plus que les mesures sont biaisées vers la gauche (voir à ce sujet, la remarque à la page 150 à la fin de la section 9.2 Mesure du positionnement de partis politiques).

FIGURE 10.2 – Positionnement moyen des partis politiques sur les dimensions socio-économiques, culturelles et relatives à la mondialisation



un peu moins élevée chez les partis de la droite radicale populiste, elle reste assez importante. Cela traduit vraisemblablement l'importance générale revenant aux thématiques socio-économiques auxquelles ces partis ne peuvent se dérober. Notons que le FN/RN semble renforcer la saillance des questions socio-économiques surtout depuis la deuxième moitié des années 2000.

Sur la dimension culturelle, les différences ne sont guère marquées. Certes, comme l'on pouvait s'y attendre, les partis de la droite radicale populiste mettent plus d'accent sur ces questions que les partis socialistes. La différence est cependant assez ténue.

En ce qui concerne le positionnement, sur la dimension mondialisation, des différences très claires apparaissent : les partis de la droite radicale populiste sont hostiles à la mondialisation.

Sur les questions culturelles, les partis de la droite radicale populiste sont plus conservateurs que les partis socialistes et semblent plutôt avoir un positionnement stable sur ces questions, même si l'AfD semble devenir un peu plus conservatrice avec le temps. Le PS français semble également arborer une légère tendance vers davantage de conservatisme au cours du temps, tandis que le SPD allemand reste assez stable sur cette dimension.

Sur les questions socio-économiques, les partis socialistes se placent clairement à gauche. Néanmoins, quelques variations sont observables [4]. À partir des années 2010, l'on distingue une évolution des partis socialistes vers la gauche, en particulier en France. Les partis de la droite radicale populiste sont plus à droite sur cette dimension. Cependant, ici aussi des évolutions sont décelables. Le FN français traverse ainsi un changement assez important : tandis qu'il était très libéral sur les questions socio-économiques dans les années 1980, le score sur cet axe étant de 1 à l'époque, la valeur est à présent négative et proche de -2. Le FN s'est ainsi « gauchisé » sur les questions économiques.

Le positionnement d'un parti dans l'espace politique s'apprécie au mieux relativement aux autres partis qui occupent également, à leur manière, cet espace. Afin d'apprécier l'évolution du positionnement, nous le représenterons sur les trois

4. Même en Allemagne, pourtant le pays où le parti social-démocrate a le moins évolué sur cette dimension, l'on distingue par exemple un positionnement plus centriste lors de l'épisode schröderien (élections de 1998, 2002, 2005).

FIGURE 10.3 – Partis socialistes et sociaux-démocrates : Positionnement et saillance des dimensions socio-économiques, culturelles et relatives à la mondialisation

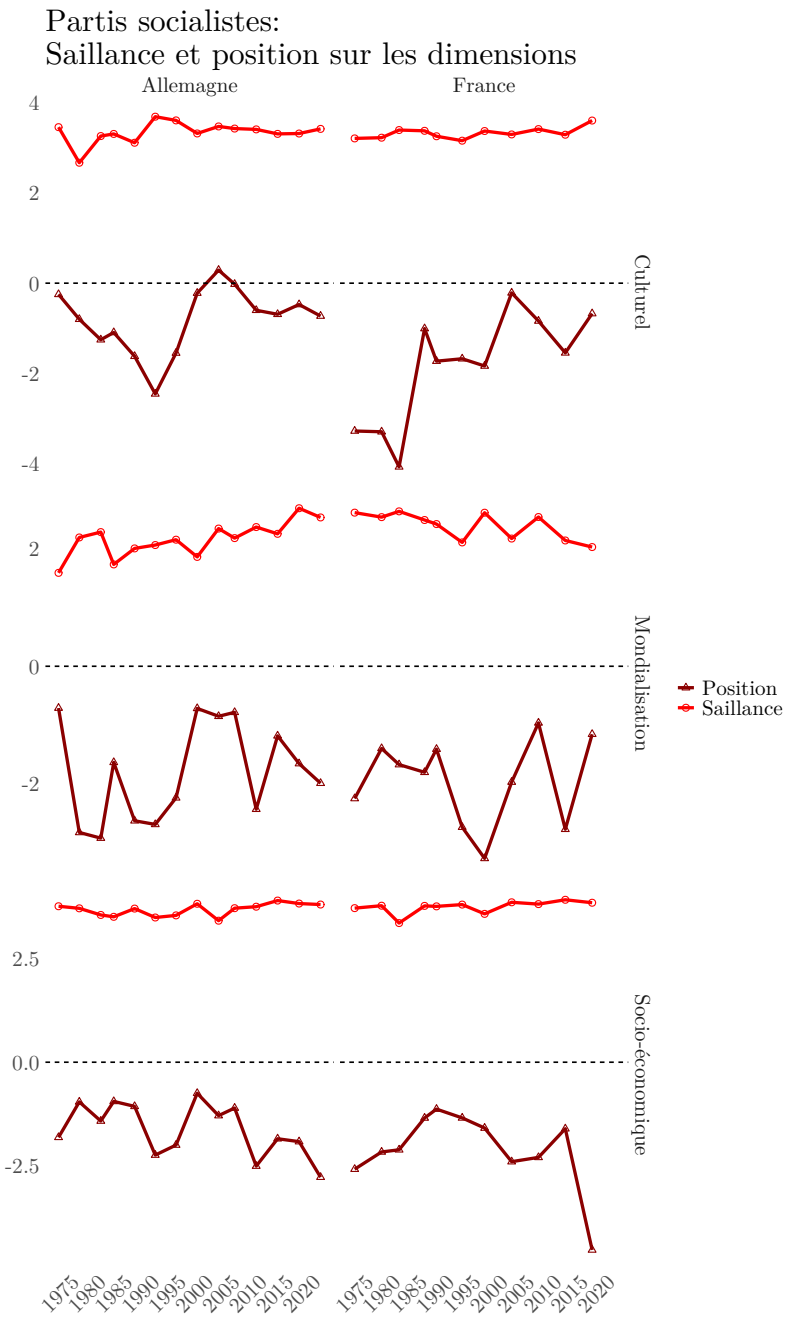
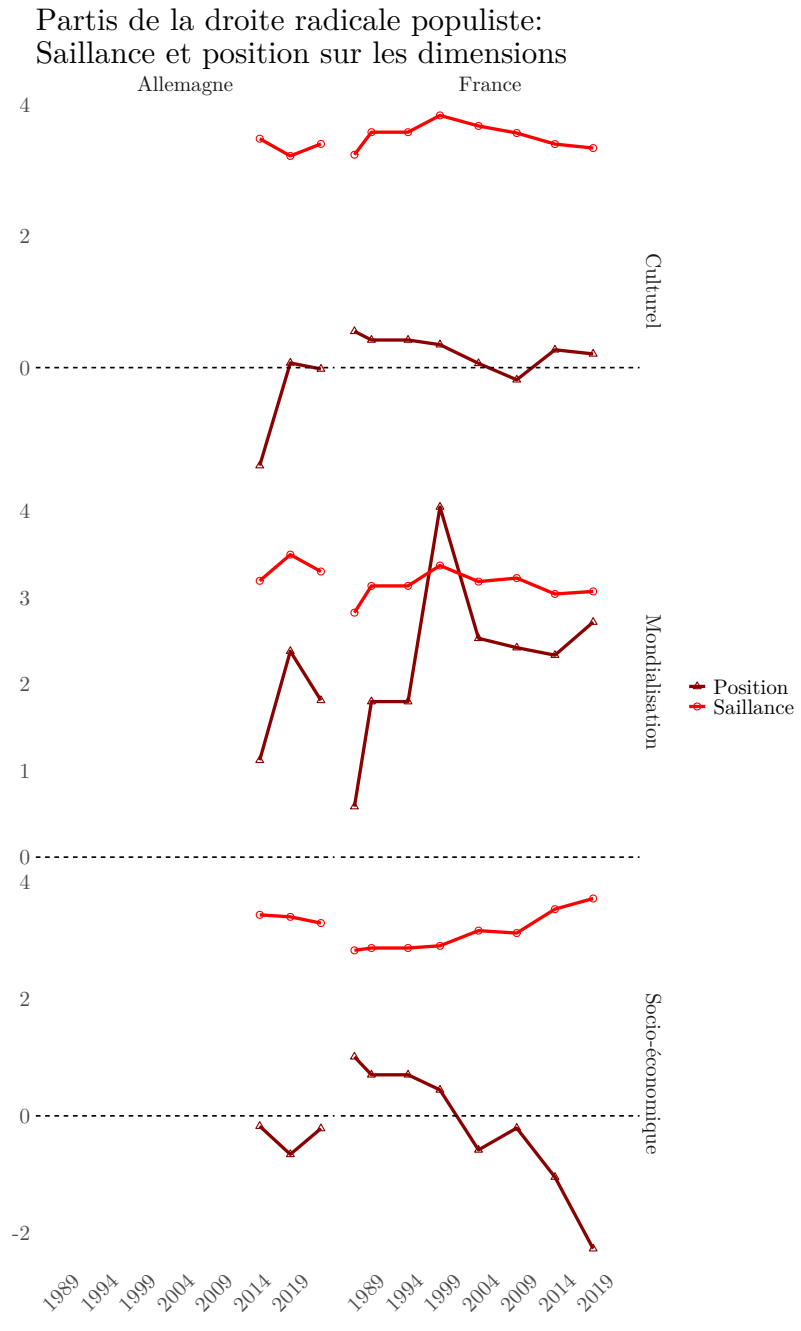


FIGURE 10.4 – Partis de la droite radicale populiste : Positionnement et saillance sur les dimensions socio-économiques, culturelles et relatives à la mondialisation



dimensions lors de la première élection où la droite radicale populiste est présente dans la base de données, puis lors de l'élection la plus récente. Ainsi, nous pourrons voir l'évolution qu'ont effectuée les partis étudiés [5].

Il ressort de ces représentations que les partis de la droite radicale populiste, le FN et l'AfD, sont clairement enracinés à droite sur les dimensions mondialisation et culture (voir figures C.2 page 371 et C.3 page 372). Sur les questions socio-économiques, l'on observe en France un recentrage de ces partis. L'on peut très bien observer cette évolution sur la figure 10.5 page suivante où l'on voit le très grand pas qu'a fait le FN entre 1986 et 2017. La distance qu'il a parcourue représente presque quatre points sur l'échelle et ce changement s'explique avant tout par l'évolution sur l'axe socio-économique (et dans une moindre mesure sur la mondialisation) [6].

Tandis que le FN était très à droite sur les questions socio-économiques en 1986, proche du Rassemblement pour la République (RPR) de l'époque, le FN prend un positionnement centriste sur les questions socio-économiques en 2017, un peu à gauche de La République En Marche (LaREM) du président Emmanuel Macron et sensiblement plus à gauche que le successeur du RPR, Les Républicains (LR) (figure C.2 page 371). Cependant, le parti semble s'être quelque peu durci sur les questions liées à la mondialisation [7].

Ces observations corroborent d'autres travaux qui démontrent un recentrage des positions économiques des partis de la droite radicale populiste (Enggist & Pinggera, 2021). Cela met en cause la fameuse « winning formula » de la droite radicale populiste décrite par Herbert Kitschelt et Anthony J. McGann en 1995 : conservatisme sociétal et néolibéralisme (Kitschelt & McGann, 1995) [8].

5. Vu que l'AfD en Allemagne est apparu dans les années 2010, nous nous limiterons à représenter le positionnement des partis lors des dernières élections.

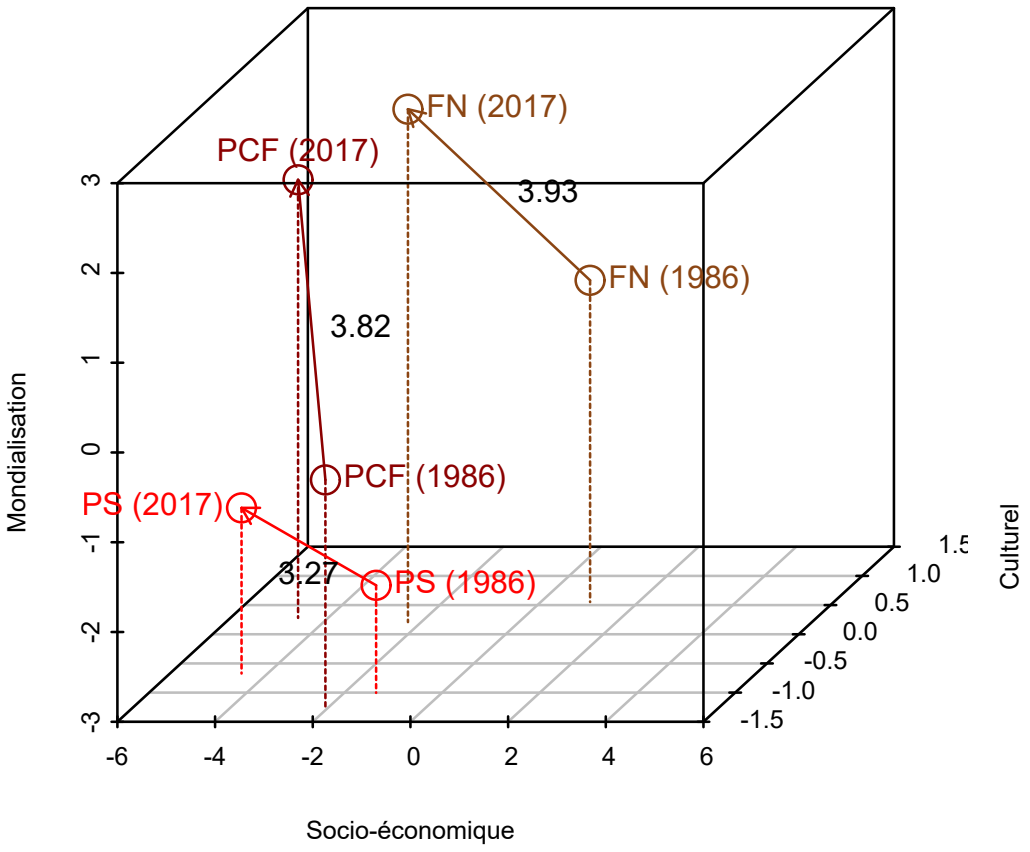
6. Les changements effectués par le PS et le PCF sont également non négligeables. Le PS a évolué vers la gauche, résultat de l'échec électoral cuisant lors des élections présidentielles de 2017. Le PCF a mis en avant son profil eurosceptique et plus traditionaliste.

7. Ces évolutions se voient également très clairement sur les représentations standardisées (*z scores*) des positionnements dans les annexes : figures C.4 page 373 et C.6 page 375.

8. Cette « formule gagnante » a été fortement remise en cause depuis. Sarah L. de Lange a proposé une « nouvelle formule gagnante », se caractérisant par de l'autoritarisme et une position économique centriste (de Lange, 2007). Kitschelt l'a lui-même reconnu et a modifié ses conclusions : Kitschelt, 2013.

FIGURE 10.5 – Évolution du positionnement du FN entre 1986 et 2017 (3d)

Distances euclidiennes en noir ; comparaison avec le PS et le PCF



Chapitre 11

La France

Sommaire du présent chapitre

11.1 Élection de référence : élections législatives de 1978 171

11.2 Élection de rupture : élections présidentielles de 1988 189

11.3 Élection de réalignement : élections présidentielles de 1995 206

11.4 Élection récente : les élections présidentielles de 2017 220

11.1 Élection de référence : élections législatives de 1978

Les élections législatives de 1978 ont été les premières élections législatives après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence en 1974 à la suite du décès de Georges Pompidou. La droite remporte certes ce scrutin avec 287 sièges, mais elle est en recul comparé aux élections de 1973. La gauche, quant à elle, progresse. Le Parti socialiste (et ses alliés radicaux de gauche) passe de 102 sièges à l'Assemblée nationale à 113 sièges. Le PCF progresse également de 73 à 86 sièges. Le PS remporte la plupart de ses circonscriptions dans le sud-ouest et dans le nord de la France. Le PCF remporte, de même, la plupart de ses circonscriptions

dans le Nord-Pas-de-Calais, mais aussi en Provence-Alpes-Côte d'Azur et dans la « ceinture rouge » d'Île-de-France. En 1981, trois ans plus tard, la montée de la gauche se confirme et François Mitterrand est élu président de la République. Le PS remportera la majorité absolue lors des élections législatives de 1981 suite à la dissolution de l'Assemblée nationale par le président François Mitterrand. Les élections de 1978 sont donc certes une élection typique, mais annonçant un changement dans la vie politique française.

L'extrême droite ne joue qu'un rôle marginal lors de cette élection, ne pouvant se maintenir lors d'aucun second tour. C'est la deuxième élection législative pour le FN, fondé en 1972. Et cette seconde élection est un désastre pour le parti. Tandis que le FN avait obtenu $1,32\%$ des voix en 1973, il n'obtient plus que $0,33\%$ des suffrages en 1978. Pour Jean-Marie Le Pen personnellement le score est également décevant : en 1973, il avait pu obtenir $5,2\%$ des suffrages dans la XV$^{\text{ème}}$ circonscription de Paris. En 1978, il n'obtient plus que $3,9\%$ des voix dans la V$^{\text{ème}}$ circonscription de Paris. Pendant l'entre-deux-tours, le 18 mars 1978, François Duprat, important membre du bureau politique du FN, considéré par certains comme l'éminence grise de Jean-Marie Le Pen, est assassiné par une bombe placée dans son véhicule. La déroute ne s'arrête pas là pour le parti d'extrême droite. En 1981, Jean-Marie Le Pen ne parviendra pas à réunir les 500 signatures nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle.

Tout d'abord, nous analysons l'espace politique lors de cette élection. Concrètement, est-ce que l'on peut identifier une dimension socio-économique, séparée d'une dimension sociétale ou de mondialisation ? L'analyse en composantes principales et les corrélations ne montrent pas de structure séparant l'espace politique en deux ou trois dimensions. Nous avons vérifié cela avec le critère d'information mutuelle ne nécessitant pas de liens linéaires comme les corrélations de Pearson, mais sa structure ne change pas. Des questions sociétales, comme la sévérité des tribunaux et la distribution de la pilule contraceptive aux mineurs, ainsi que des questions liées à la mondialisation, comme les relations avec les États-Unis et l'implantation d'entreprises étrangères en France, de même que des questions socio-économiques telles que les nationalisations, le droit de grève et l'interdiction des licenciements, sont corrélées entre elles. Cependant, on ne peut pas en déduire une structure à deux ou trois dimensions. En effet, l'échelle gauche-droite est corrélée de manière

significative avec toutes les variables de ces trois groupes de variables. Même entre les groupes de variables, il y a un certain nombre de corrélations. Le « critère du coude » lors de l'analyse du graphique de l'éboulis des valeurs propres préconise de garder qu'une seule composante. Le critère de Kaiser pourrait suggérer d'extraire jusqu'à quatre composantes. Une analyse de ces composantes ne permet cependant pas de dégager de structure bi- ou tridimensionnelle (ou plus ample) – même si l'on opère des rotations de type *varimax* ou *oblimin*. Il est probable que ces résultats soient le fait d'une surreprésentation de variables liées aux questions socio-économiques tandis que les variables relatives aux questions sociétales et à la mondialisation sont moins nombreuses. Il n'y a notamment aucune variable relative à l'immigration et à l'intégration européenne dans le jeu de données, alors que ces questions deviennent de plus en plus importantes dans les années 1970. On ne peut donc pas exclure que l'absence de structure bi- ou tridimensionnelle soit le fait de la composition des variables. Il ne reste pas moins que cela suggère un espace politique en une dimension. Cela suggère que la multi-dimensionalité de l'espace politique n'est pas (encore) fortement développée dans les années 1970. On note néanmoins que les variables « Besoin des Etats-Unis pour défendre les intérêts des Français » (t72) et « Pour ou contre l'implantation d'entreprises étrangères en France » (t69) sont corrélées. Avec beaucoup de bonne volonté, l'on pourrait interpréter cela comme un signe embryonnaire de l'apparition d'une dimension liée à la mondialisation.

Ces analyses relèvent néanmoins des éléments intéressants. Ainsi l'orientation gauche-droite est surtout liée aux questions socio-économiques, tandis que les questions sociétales et de mondialisation ne sont pas extrêmement marquées. Les variables les plus liées à l'orientation gauche/droite, autant si l'on prend une corrélation de Pearson que l'information mutuelle, sont les nationalisations massives (r=0, 51) et l'interdiction des licenciements (r=0, 3). Que l'orientation gauche-droite soit aussi fortement liée aux nationalisations s'explique certainement par le fait que l'une des mesures phares du programme commun de la gauche (PS, PCF et les radicaux de gauche) de 1972 consistait en des nationalisations massives. Il n'est guère étonnant que cette mesure du programme commun ait un tel impact sur l'orientation gauche-droite, car « le Programme commun est sans conteste le programme politique le plus diffusé de l'histoire politique du XX$^{\text{ème}}$ siècle »

(Batardy, 2016, p. 23). La droite ne s'est pas privée d'attaquer ses mesures économiques menant, d'après elle, au désastre économique et au totalitarisme. On peut résumer le positionnement de la droite avec les mots de Valéry Giscard d'Estaing :

> « Ici, le communisme marxiste et les alliés qu'il s'est assuré [...] l'application en France d'un programme d'inspiration collectiviste plongerait la France dans le désordre économique » (Valéry Giscard d'Estaing, 1988, cité par Lachaise, 2012, p. 23).

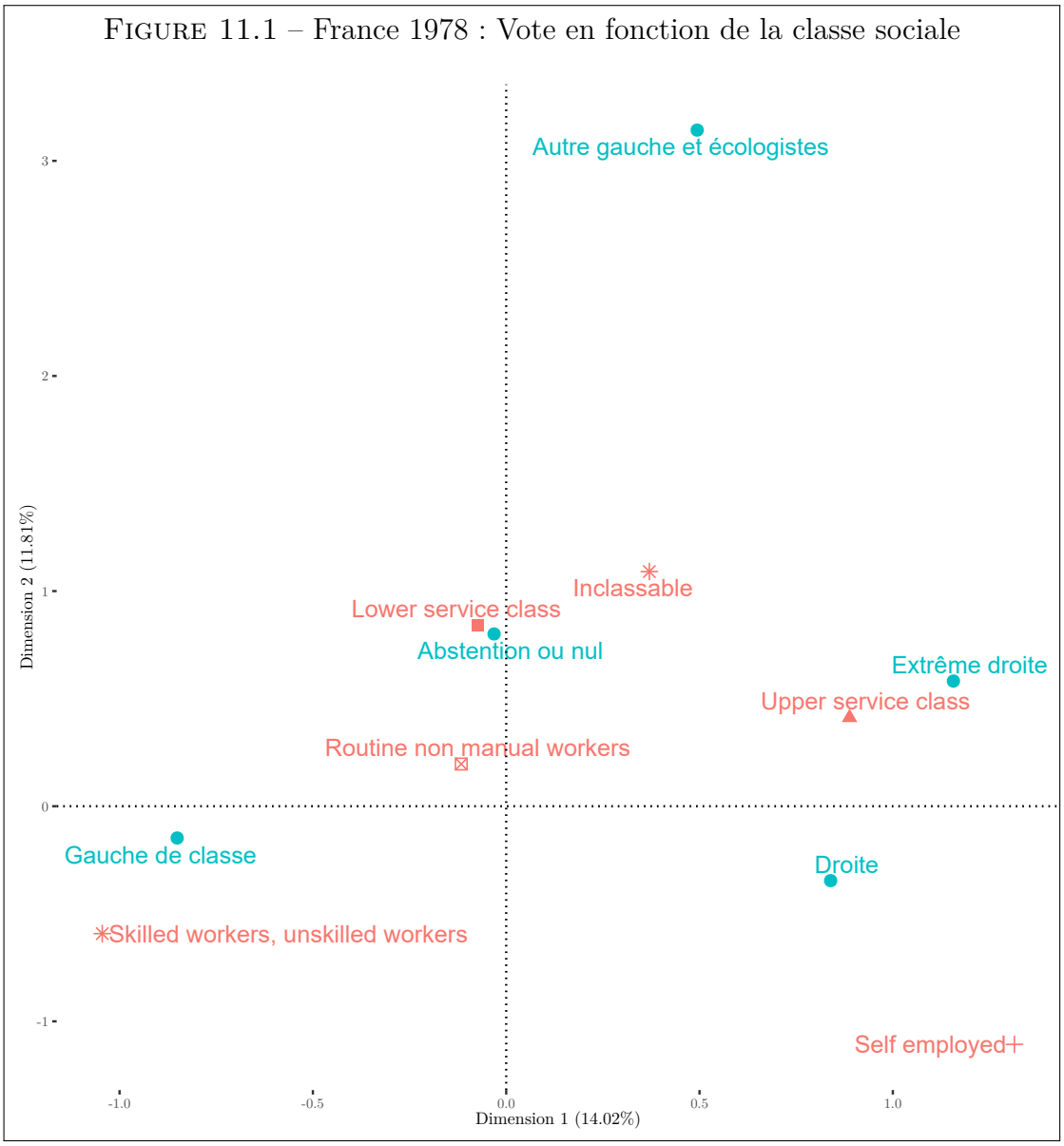
Un autre élément révélateur est que la variable « Intervention de l'Etat sur les questions économiques » n'est liée à aucune autre variable et que très faiblement avec l'orientation gauche-droite. Cela suggère que l'intervention de l'État dans l'économie faisait assez consensus, tant à gauche qu'à droite – à droite certainement un héritage du gaullisme et du planisme ayant également influencé la démocratie chrétienne. Cela suggère que l'intervention de l'État dans l'économie n'était pas un enjeu clivant dans les années 1970.

Ces analyses suggèrent qu'il faudrait se limiter, pour cette élection, à une analyse de la distance entre électeurs et partis sur l'axe gauche-droite. Pour cela, nous harmonisons les indices issus de *Manifesto* et de l'enquête électorale.

L'analyse des correspondances multiples montre bien que les classes populaires votent plus pour la gauche de classe, en particulier les ouvriers votent de manière marquée pour la gauche de classe (figure 11.1 page suivante). En revanche, les classes plus aisées et les classes moyennes tendent vers la droite et vers l'extrême droite. Le vote d'extrême droite n'est manifestement pas à un vote des classes populaires.

Cette différence est très marquée, comme l'illustrent ces calculs basés sur la régression multinomiale (tableau 11.1 page 176) : un travailleur (*worker*) a une probabilité de 61% de voter pour la gauche de classe. Les employés (*Routine non manual*) ont encore une probabilité de 46%. En revanche, la classe de service supérieure (cadres supérieurs, professions libérales, etc.) n'a qu'une probabilité de 31% de voter pour la gauche de classe et les indépendants que de 24%. La probabilité de voter à l'extrême droite est globalement très faible, mais là aussi la différence est notable : les travailleurs et employés n'ont qu'une probabilité de

FIGURE 11.1 – France 1978 : Vote en fonction de la classe sociale



$0,2\%$ et $0,6\%$ de voter à l'extrême droite tandis que les indépendants et la classe de service supérieure ont une probabilité de $0,9\%$ de voter pour ces partis. Les classes populaires et en particulier les travailleurs semblent être le groupe social le plus immunisé contre le vote d'extrême droite en 1978. La régression logistique multinomiale (tableau 11.1) montre donc qu'en 1978, les travailleurs sont plus susceptibles de voter pour la gauche de classe et moins que les autres groupes sociaux pour les autres partis politiques – et aussi moins susceptibles de s'abstenir de voter.

Tableau 11.1 – France 1978 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP)

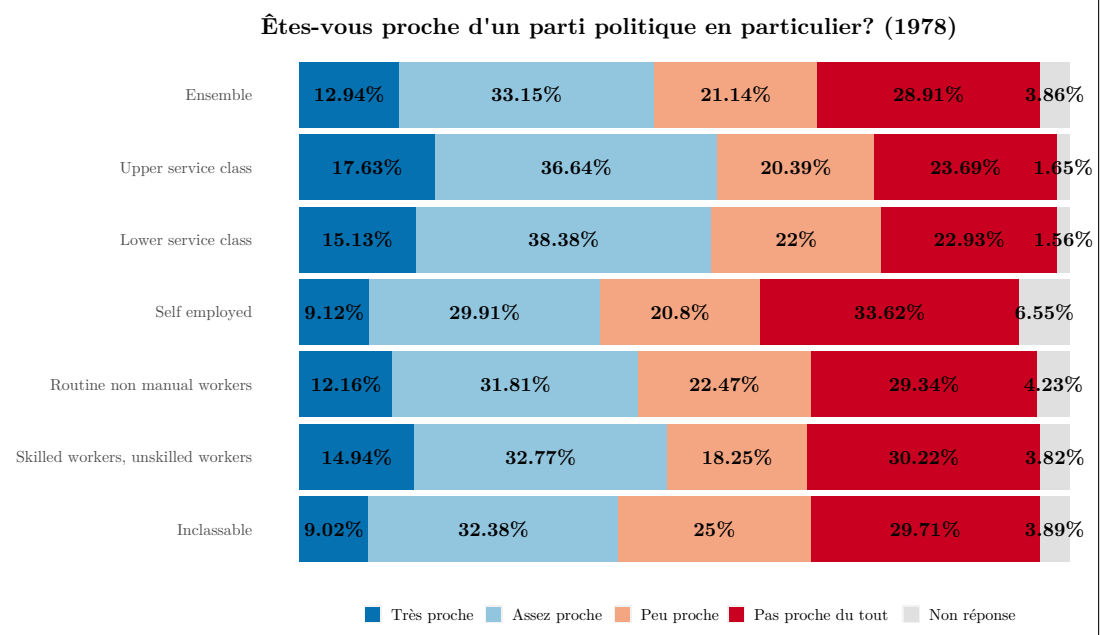
	Vote 1er tour législatives de 1978			
	Abstention ou nul	Autre gauche	Droite	Extrême droite
	(1)	(2)	(3)	(4)
Upper service class	0.491**	1.623***	1.352***	2.233**
	(0.243)	(0.305)	(0.138)	(0.919)
Lower service class	0.473***	1.080***	0.649***	2.008**
	(0.176)	(0.271)	(0.112)	(0.820)
Self employed	0.911***	1.258***	1.736***	2.561***
	(0.188)	(0.301)	(0.116)	(0.821)
Routine non manual workers	0.396***	0.851***	0.644***	1.571*
	(0.151)	(0.250)	(0.095)	(0.804)
Inclassable	0.734***	1.414***	0.996***	0.684
	(0.191)	(0.283)	(0.124)	(1.228)
Intercept	−1.924***	−3.223***	−0.786***	−5.826***
	(0.108)	(0.196)	(0.069)	(0.708)
Akaike Inf. Crit.	9,220.553	9,220.553	9,220.553	9,220.553

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01
Références : Gauche de classe / *Skilled workers, unskilled workers*

En 1978, l'identification partisane est encore assez répandue. Près de la moitié des électeurs se dit « très » ou « assez proche » d'un parti politique. Parmi les classes de services, les classes supérieures et moyennes modernes, cette identification partisane est particulièrement présente avec 54% des répondants. Au sein des classes populaires, les ouvriers sont particulièrement nombreux à se déclarer « très » ou « assez proche » (48%) d'un parti, tandis qu'ils ne sont que 44% des employés à se dire aussi proche d'un parti. La classe qui est la plus « *unchurched* » (Burnham, 1972) – en terme politique – est la classe des indépendants (41%), ce qui est dans la continuité de l'entre-deux-guerre. Cela est corroboré par une

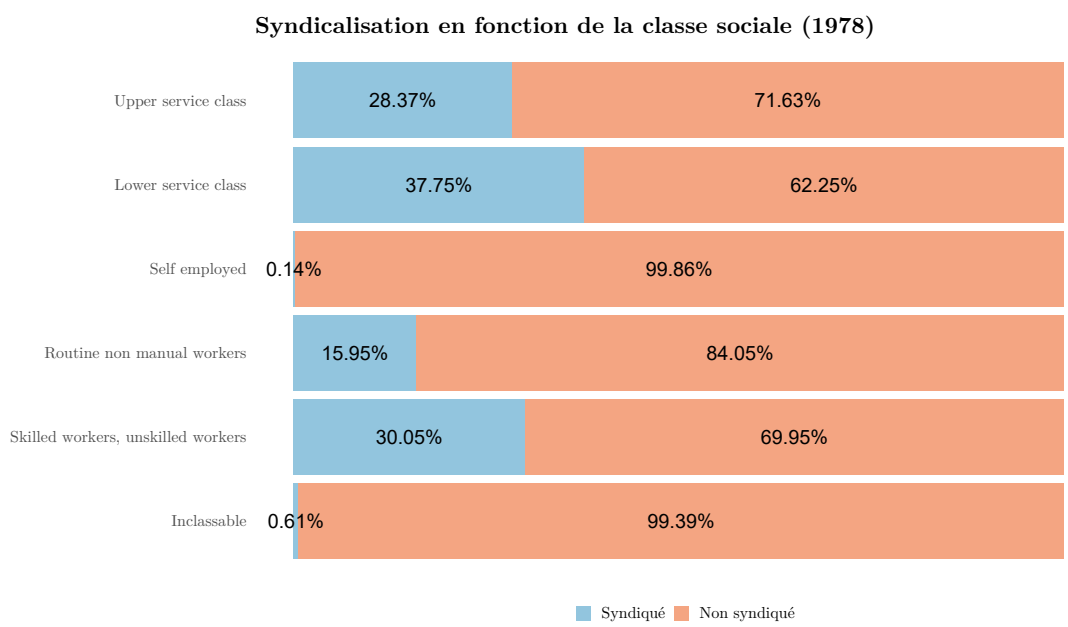
syndicalisation pratiquement inexistante chez les indépendants (0, 14%) et un taux de syndicalisation de 38% auprès de la *lower service class* et autour de 30% chez les ouvriers et la *upper service class*. Les employés sont 16% à être syndiqués (figure 11.3 page suivante).

FIGURE 11.2 – France 1978 : Identification partisane en fonction de la classe sociale (EGP)



L'identification se différencie encore davantage entre classes sociales si l'on considère les partis avec lesquels elles s'identifient. Ainsi 20% des travailleurs se sentent « assez » ou « très proche » du PCF (D.3 page 386). 14% des travailleurs se sentent proche du PS (D.2 page 385). Soit au total plus d'un tiers des ouvriers se sentent proche d'un parti de la gauche de classe. Chez les employés près d'un électeur sur quatre (23, 6%) se dit ainsi proche d'un parti de la gauche de classe. Inversement la classe de service supérieur et surtout les indépendant ne sont que

FIGURE 11.3 – France 1978 : Taux de syndicalisation en fonction de la classe sociale (EGP)



6% et 3% à se sentir proche du PCF. Le PS recueille, par contre, également un soutien assez important auprès des classes de service : 16% de la *lower service class* et 15% de la *upper service class* s'en disent proche – un score très proche, même supérieur à celui des classes populaires. Contrairement au PCF, en 1978, le PS est un parti assez interclassiste.

Tableau 11.2 – France : Distances des classes sociales (EGP) des partis de la gauche de classe en 1978

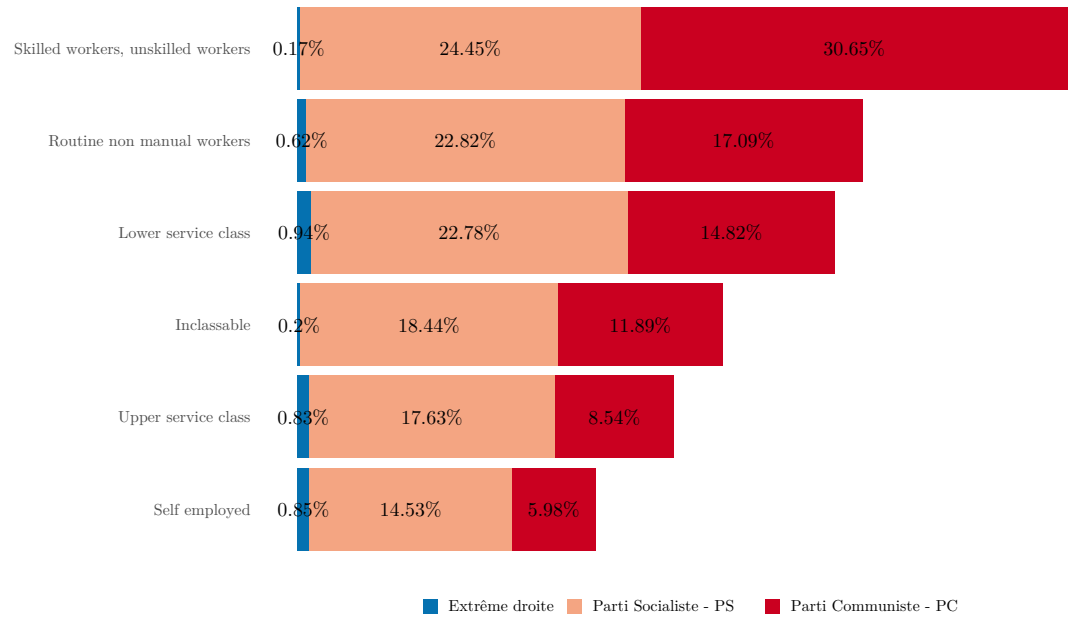
Classe sociale	PS : Distance moyenne	PCF : Distance moyenne
Skilled workers, unskilled workers	2.96	3.03
Lower service class	3.32	3.39
Routine non manual workers	3.72	3.79
Upper service class	3.73	3.80
Inclassable	3.85	3.92
Self employed	4.51	4.58

Ensemble, lors des élections législatives de 1978, le PCF et le PS réunissent plus de la moitié des voix ouvrière (figure 11.4 page suivante). Ils réunissent aussi 40% des voix des employés. Le PCF est le « premier parti ouvrier de France » avec près d'un tiers des ouvriers votant pour lui (31%). Son électorat est concentré auprès des classes populaires, surtout auprès des ouvriers. La proportion auprès des classes de service supérieures est plus que divisée par cinq (6%). Le PS, bien qu'étant également fortement implanté auprès des classes populaires, est représenté de manière plus uniforme auprès des différentes classes sociales. L'extrême droite est marginale dans tous les groupes sociaux.

La proximité entre les travailleurs – et plus largement les classes populaires – et les partis de la gauche de classe – et en particulier le PCF – en 1978 se vérifie si l'on prend les très classiques attributs ouvriers (Michelat & Simon, 1971, p. 504-505) [1]. Ceux-ci mesurent l'enracinement d'un électeur dans la classe ouvrière : si la personne est ouvrière, mais qui ni son conjoint ni ses parents le sont, il obtient un point, si en plus son conjoint est ouvrier, il obtient deux points, etc. Nous avons élargi cet indicateur pour les autres composantes des classes populaires

1. Il est aussi appelé « indice d'appartenance objective à la classe ouvrière » (Michelat & Simon, 1971, p. 504).

FIGURE 11.4 – France 1978 : Proportion de la classe sociale votant pour le PCF, le PS et l'extrême droite



pour mesurer non seulement les attributs ouvriers, mais également les « attributs populaires ».

Ces attributs montrent très clairement que l'appartenance aux classes populaires augmente la probabilité de voter pour la gauche de classe, en particulier le PCF (tableau D.5 page 387). Toutes choses étant égales par ailleurs, si un homme d'âge moyen (46 ans) n'a aucun attribut ouvrier, sa probabilité de voter pour le PCF est de 13%. Un ouvrier avec un seul attribut ouvrier a une probabilité de 20% de voter pour les communistes et chez un ouvrier avec quatre attributs ouvriers, dont le conjoint et les deux parents sont ouvriers, cette probabilité monte à 54% ! Les chiffres sont moins impressionnants pour les socialistes, mais la tendance est la même : plus un homme a d'attributs ouvriers, plus il est susceptible de voter pour les Parti socialiste (22% sans aucun attribut ouvrier et 29% avec quatre attributs). En ce qui concerne les attributs populaires, l'image est la même : un électeur sans attributs populaires a 12% de chances de voter pour le PCF, mais cette probabilité grimpe à 42% pour les répondants ayant quatre attributs populaires. Chez les socialistes, on passe de 20% sans attributs populaires à 30% lorsqu'il y a quatre attributs populaires (tableau D.2 page 382).

Le fort lien entre communistes et ouvriers se vérifie aussi si l'on observe l'effet d'interaction entre les attributs ouvriers et appartenance syndicale : sans surprise, appartenir à une organisation syndicale accroît le vote pour le PCF et pour le PS (modèles 3, 4, 7 et 8 du tableau D.5 page 387). Mais en ce qui concerne le vote communiste, l'écart entre ouvriers syndiqués et non syndiqués se resserre avec l'augmentation des attributs ouvriers (figure 11.5 page 183), c'est ce qu'indique l'interaction dans le modèle 4 du tableau D.5 page 387. Autrement dit : un ouvrier syndiqué avec quatre attributs ouvriers n'a pas beaucoup plus de chances de voter pour les communistes qu'un ouvrier non syndiqué avec le même nombre d'attributs ouvriers. Cela est l'expression d'un enracinement profond du PCF au sein de la classe ouvrière française, où même sans appartenance à un syndicat le PCF semble le premier choix lors des élections. Le vote pour le PCF est le vote *par défaut* pour les ouvriers. Les partis de la gauche de classe sont donc bien implantés dans les classes populaires, particulièrement auprès des ouvriers en ce qui concerne le PCF.

Ces analyses sont confirmées par les indices de clivage (tableau D.3 page 383). En effet, les classes populaires et en particulier les ouvriers sont les plus proches des

partis de la gauche de classe. L'indice d'Alford, l'indice de clivage le plus classique, est assez éloquent à ce sujet : il est de $22,7$ pour les ouvriers et le vote de partis de la gauche de classe (PCF et PS combiné), soit une différence de $22,7$ points de pourcentage ! L'indice Thomsen est de $0,92$, indiquant que les ouvriers sont très susceptibles de voter pour la gauche de classe en comparaison aux autres groupes sociaux. En ce qui concerne le PCF, l'indice Thomsen monte même à $1,12$. Inversement, l'indice Thomsen pour l'extrême droite est de $-1,41$ pour la classe ouvrière, soit un score très bas, indiquant une certaine immunité de la classe ouvrière (l'indice d'originalité est de $0,31$, soit également un score très faible). En revanche, les indépendants ont un indice d'originalité de $1,54$ pour le vote d'extrême droite, la *Upper service class* $1,49$ et la *lower service class* $1,69$. Cela montre bien qu'en 1978 le vote à l'extrême droite est avant tout un vote de classes moyennes et supérieures.

Le lien étroit entre gauche de classe et classes populaires est conforté par la distance entre électeurs et partis sur l'axe gauche droite. L'on observe que la classe sociale la plus proche des communistes et des socialistes est la classe ouvrière (*Skilled workers, unskilled workers*). Suivent la nouvelle classe moyenne des *lower service class* et les employés (*Routine non manual workers*). Les plus éloignés sont les classes moyennes et supérieures (*Upper service class*) et surtout les indépendants (figure 11.6 page 184 et tableau 11.2 page 179).

Le lien entre distance et vote se confirme dans nos analyses pour les partis de la gauche de classe, PS et PCF. Plus un électeur est proche d'un parti, plus il est susceptible de voter pour ce parti (tableau D.4 page 384). Cela est nuancé pour le PCF : Romain Lachat (2015) avait montré que la distance ne jouait pas s'il y avait identification partisane. Or, en ce qui concerne le PCF, la distance n'a plus d'influence lorsque l'identification partisane est importante (figure 11.7 page 185). Cela va dans le sens de la formule modifié de la distance euclidienne pondérée par l'identification partisane comme nous l'avons décrit dans la formule 1.4 page 21. Ce phénomène n'est cependant pas observable en ce qui concerne le PS. Peut-être que cela est dû au fait que le PS sous sa forme actuelle n'a pas encore été créé il y a longtemps : le PS a à peine sept ans, le Congrès d'Épinay ayant eu lieu en juin 1971. L'identification partisane au PS, doit peut-être encore s'établir, n'ayant pas été automatiquement hérité de ses ancêtres, en particulier la SFIO.

FIGURE 11.5 – France 1978 : Effet de l'interaction entre attributs ouvriers et syndicalisation sur le vote communiste

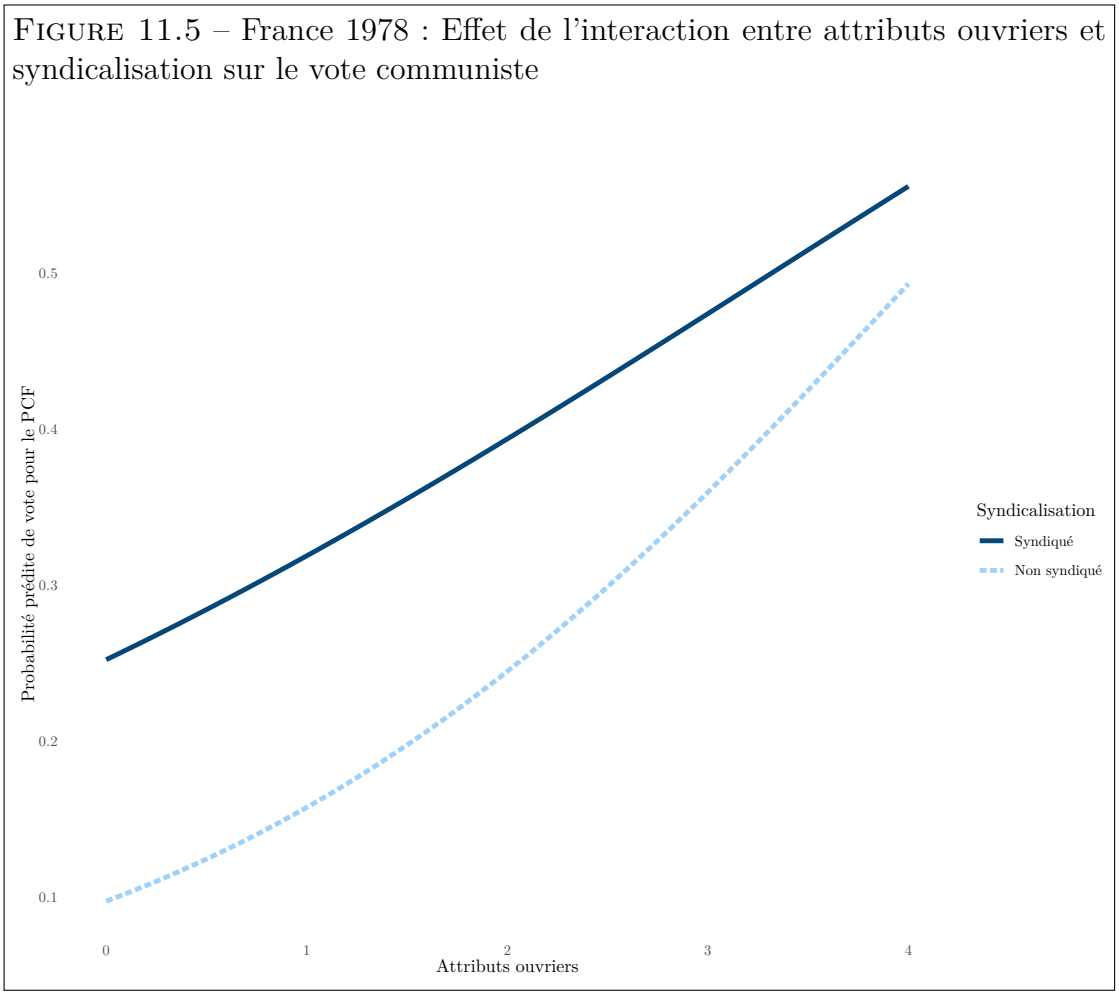


FIGURE 11.6 – France 1978 : Distribution des attitudes gauche-droite en fonction de la classe sociale (EGP)

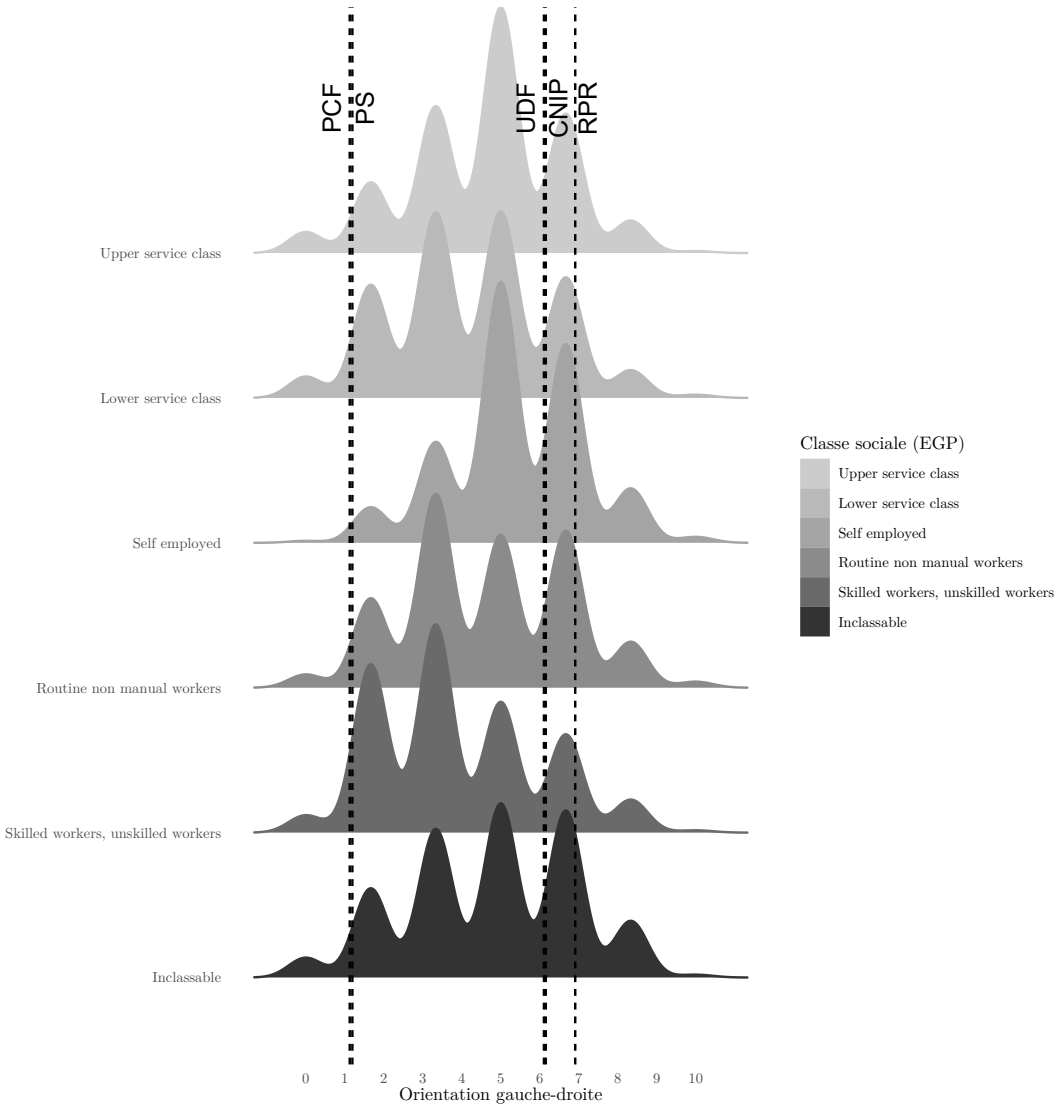
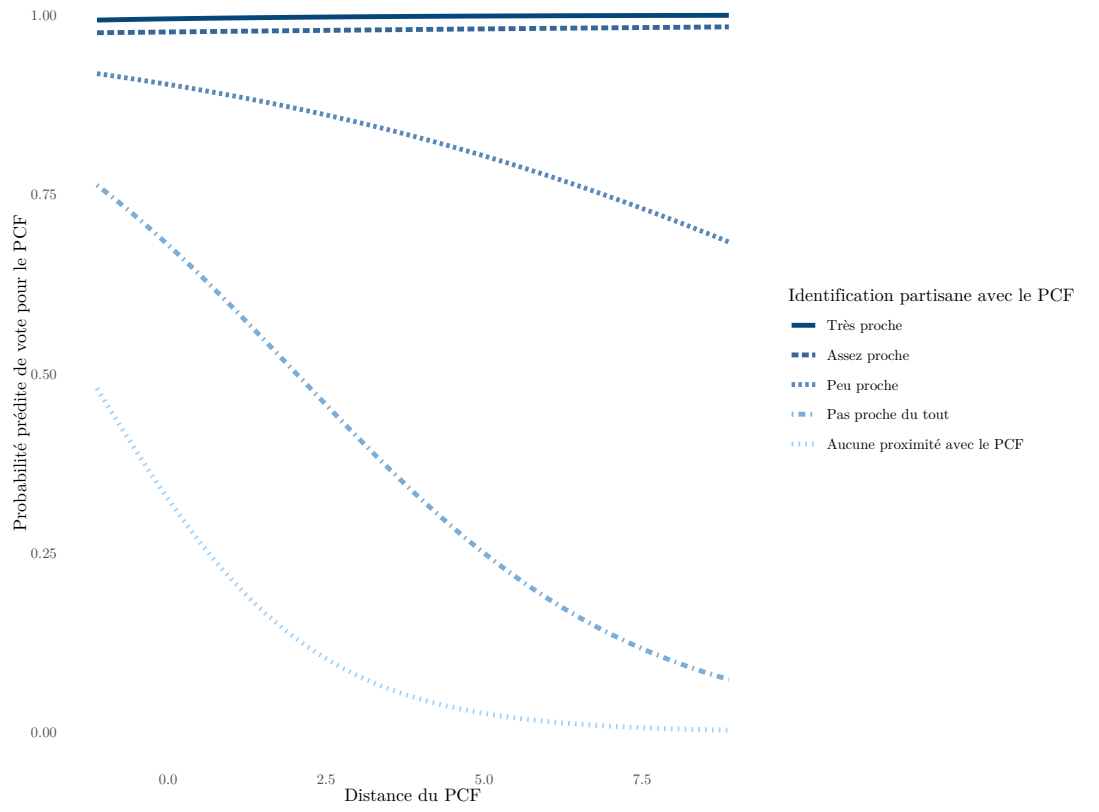


FIGURE 11.7 – France 1978 : Distance et identification partisane et vote pour le PCF



Vu que l'on ne dispose pas de données sur le positionnement du FN en 1978, l'on ne peut pas tester directement l'effet de la distance entre électeurs et vote pour ce parti de la droite radicale populiste. Vu le nombre extrêmement faible de répondants déclarant voter pour l'extrême droite dans notre échantillon (25 sur 4507), les analyses sur le vote pour la droite radicale populiste doivent être interprété avec prudence. Nous constatons simplement que plus un électeur se situe à droite, plus il est susceptible de voter pour un parti d'extrême droite et que l'identification partisane avec l'extrême droite augmente également cette probabilité. Inversement l'identification partisane avec les partis de la gauche de classe immunise contre le vote à l'extrême droite.

Nous observons que les opinions sceptiques contre la mondialisation ne caractérisent pas l'électorat de la droite radicale populiste. Au contraire, ils sont plutôt prédicteurs d'un vote communiste. Ainsi, les électeurs du Parti communiste rejettent sensiblement plus que la moyenne l'implantation d'entreprises étrangères en France (figure 11.9 page 188). Ils ne pensent en très grande majorité pas qu'on aurait besoin des États-Unis pour défendre les intérêts des Français (figure 11.8 page ci-contre). Le vote pour le PCF est prédit par ces attitudes. Les électeurs socialistes, en revanche, sont très proches de l'ensemble des Français sur ces questions.

Il est intéressant à noter que l'électorat de l'extrême droite est non seulement pas plus sceptique que l'électorat moyen, mais sensiblement plus favorable à une collaboration avec les États-Unis pour défendre les intérêts français et également plus favorable à l'implantation d'entreprises étrangères en France que la moyenne (figures 11.8 page suivante et 11.9 page 188). Le vote pour l'extrême droite n'est donc pas prédit par des attitudes sur ces questions liées à la mondialisation. Les attitudes sceptiques à la mondialisation semblent donc plutôt captés par le PCF en 1978. Il faut cependant faire attention lorsqu'on interprète ce fait, car ces questions sont fortement liées au contexte de la Guerre froide et au clivage capital/travail sur lequel le PCF avait un positionnement très clair – tandis que l'extrême droite était déchirée entre nationalisme et anticommunisme. Par ailleurs, nous le rappelons, aucune question ne porte sur l'intégration européenne et l'immigration, les sujets de prédilection de la droite radicale populiste.

En somme, l'élection de référence de 1978 se caractérise par une droite radicale populiste marginale et un fort lien entre classes populaires et partis de la gauche

FIGURE 11.8 – France 1978 : Besoin des États-Unis pour défendre les intérêts des Français

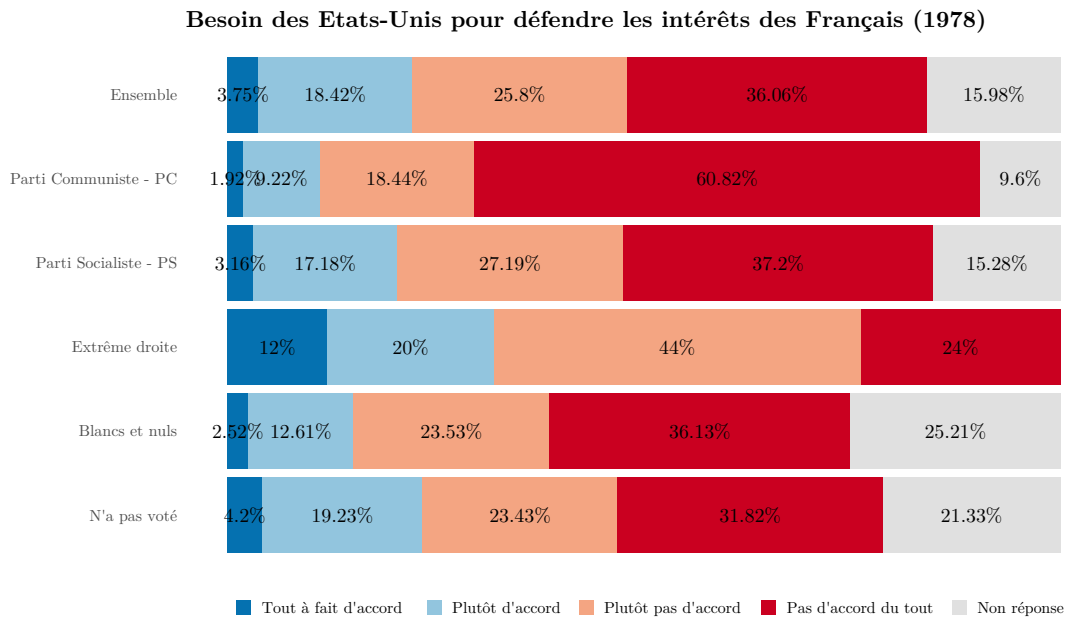
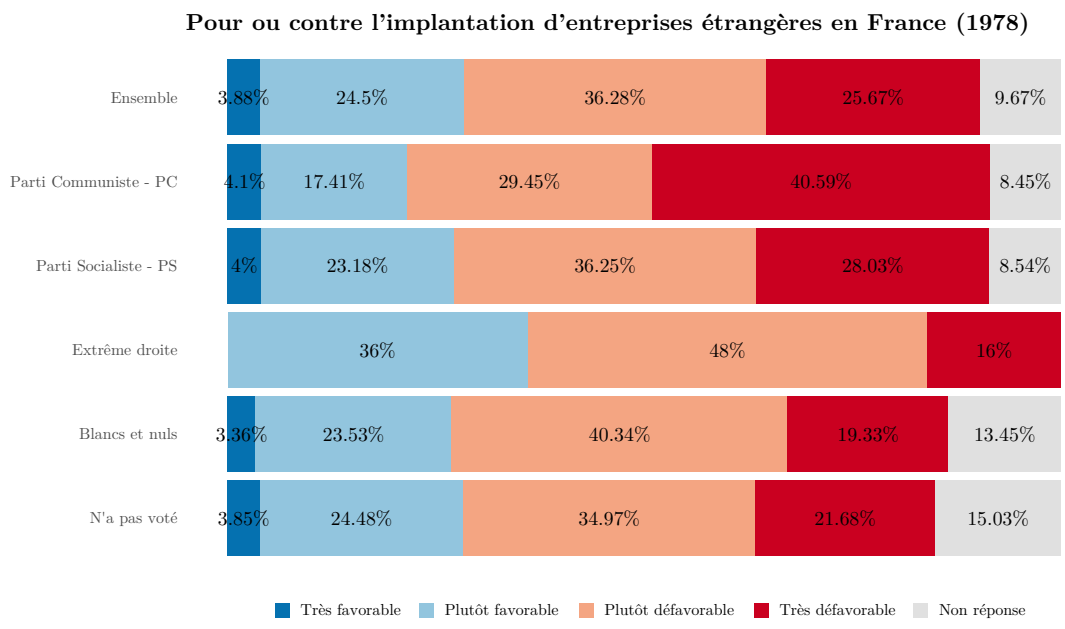


FIGURE 11.9 – France 1978 : Pour ou contre l'implantation d'entreprises étrangères en France



de classe, le PS et le PCF. Ce lien est particulièrement fort entre ouvriers et communistes. Les indices de clivage tels que l'indice d'Alford et Thomson sont assez éloquents à ce sujet. Le vote pour la droite radicale populiste est un vote de classe moyenne et supérieure. L'espace politique se structure sur une dimension gauche-droite. Les questions socio-économiques sont les plus importantes pour l'orientation gauche-droite. Sur cet axe, les classes populaires et en particulier les ouvriers sont les groupes sociaux les plus proches des partis de la gauche. L'identification partisane est encore très répandue au sein du corps électoral, tout comme la syndicalisation. Les enjeux liés à la mondialisation ne structurent manifestement pas le vote en faveur du FN. Sur fond de Guerre froide et de conflit entre capital et travail, le PCF semble capter le rejet de la mondialisation politique et économique.

11.2 Élection de rupture : élections présidentielles de 1988

Ne disposant pas d'enquête électorale pour les élections législatives de 1986, nous traitons les élections présidentielles de 1988 comme des élections de rupture.

Les élections présidentielles de 1988 sont l'élection ayant permis la réélection de François Mitterrand après sa victoire de 1981. Il obtient $34,1\%$ des voix au premier tour, puis $54,02\%$ au second tour. La réélection de François Mitterrand est la première fois que la gauche française parvient à se maintenir au pouvoir sur la durée, ce qu'elle n'était pas parvenue à faire avec le Cartel des gauches de 1924 et le Front populaire de 1936 (le journaliste de gauche Serge Halimi discute ce fait dès 1993 dans son ouvrage *Sisyphe Est Fatigué*). Cependant, depuis les élections législatives de 1986, remportées par la droite, François Mitterrand doit cohabiter avec le Premier ministre du RPR Jacques Chirac. Les élections législatives de 1986 étaient marquées par l'entrée au Palais Bourbon de 35 députés du FN au bénéfice de l'introduction d'une « dose » de proportionnelle. En effet, le FN avait obtenu $9,65\%$ des voix au premier tour [2].

2. Le FN perdra sa représentation parlementaire après les élections législatives de 1988, car Jacques Chirac, nommé Premier ministre après les élections législatives de 1986, supprimera la « dose » de proportionnelle en se servant de l'article 49.3 de la Constitution de la Cinquième République française.

Après ne pas avoir pu se présenter aux élections présidentielles de 1981, faute de réunir les 500 parrainages nécessaires, Jean-Marie Le Pen a pu se présenter aux élections présidentielles de 1988. C'est sa deuxième élection présidentielle après celle de 1974. En 1974, Jean-Marie Le Pen obtient moins d'un pourcent des voix ($0,75\%$). Les élections de 1988 voient son score exploser comparé à 1974 : il obtient $14,39\%$ des voix, dépassant le score de son parti, le FN, lors des législatives deux ans auparavant ($9,65\%$). Tandis que le FN talonnait les communistes en 1986 ($9,78\%$), Le Pen les dépassa en 1988. Le candidat du Parti communiste, André Lajoinie, n'obtient qu'un score décevant de $6,76\%$ des voix. Les communistes étaient en difficultés après 1981 : les communistes entrent au gouvernement dominé par le PS, n'en sortent pas malgré le tournant de la rigueur de 1983, mais le quittent finalement – contre l'avis de leurs ministres – en 1984, à la fin du gouvernement Pierre Mauroy III. La candidature communiste d'André Lajoinie est, par ailleurs, minée par la candidature dissidente de Pierre Juquin.

L'espace politique lors de cette élection de 1988 peut se structurer sur plus d'une dimension. Des analyses en composantes principales et des analyses factorielles prenant en compte le caractère non continu des variables (corrélations polychoriques) ont permis de dégager les dimensions suivantes : se dessine une première dimension dominée par les questions socio-économiques. Puis une seconde dimension reprenant les questions liées à l'immigration et aux questions de sécurité. Enfin une troisième dimension est identifiable tournant autour des questions de mœurs (homosexualité, mariage, etc.). Les questions socio-économiques semblent être les plus liées à l'axe gauche-droite.

S'inspirant de ces résultats, nous avons pu construire trois indices : un premier indice socio-économique prend en compte les questions sociaux-économiques (« q31a9 - Il faudrait rétablir l'impôt sur les grandes fortunes », « q8a1 - Evocation du socialisme », « q8a4 - Evocation des nationalisations », « q8a6 - Evocation des privatisations »). Le second indice porte sur les questions sociétales (« q2a1 - Condamnable : vivre en couple sans être marié », « q2a2 - Condamnable : l'avortement », « q2a3 - Condamnable : l'infidélité conjugale », « q2a4 - Condamnable : l'homosexualité », « q31a10 - Il faudrait rétablir la peine de mort »). Enfin, le troisième indice porte sur les questions liées à la mondialisation, plus spécifiquement l'immigration (« q1a9 - Il y a trop d'immigrés en France », « q31a3 - Maintenant

on ne se sent plus chez soi comme avant », « q31a8 - Il serait normal que les musulmans vivant en France aient des mosquées »). Ces trois indices ont une reliabilité acceptable (Socio-économique : $\alpha = 0.69$; culturel : $\alpha = 0.69$; mondialisation : $\alpha = 0.67$). Grâce à cela, nous pouvons étudier la distance entre partis et électeurs sur trois autres dimensions que l'axe gauche-droite classique.

On observe que les partis de la gauche de classe, représentés par les candidats François Mitterrand (PS) et André Lajoinie (PCF)[3], sont toujours bien implantés auprès des classes populaires (figure 11.10 page suivante). Mitterrand l'est surtout auprès des employés et André Lajoinie auprès des ouvriers. Cependant, le candidat de la droite radicale populiste Jean-Marie Le Pen (FN) fait irruption. Il se glisse à proximité des employés et s'aligne sur la seconde dimension (en ordonnée), sur le niveau des ouvriers (figure 11.10 page suivante). Cette analyse visuelle ne plaide pas pour l'interprétation usuelle selon laquelle le vote du FN dans les années 1980 était avant tout un vote de classe moyenne. La suite de notre analyse s'attachera à vérifier cette observation.

L'identification partisane a reculé de cinq points dans la population générale (de 46% « très » et « assez proche » en 1978 à 41% en 1988). Ce recul n'est cependant pas uniforme au sein des classes sociales. Ainsi, l'identification partisane a sensiblement reculé de plus de dix points auprès des ouvriers (37% en 1988 contre 48% en 1978). Le recul a été moins spectaculaire, mais également sensible auprès des employés (38% en 1988 contre 44% en 1978). En revanche, la *Upper service class* a même vu son identification partisane augmenter de trois points (54% en 1978 à 57% en 1988). Le recul de l'identification partisane au sein des classes populaires les ramène à un niveau fort proche des indépendants (voir figure 11.11 page 193), soit le groupe avec le moins d'identification partisane, le groupe le plus « unchurched » (Burnham, 1972). Cette évolution confirme donc notre hypothèse (Hb1) selon laquelle l'identification partisane, surtout pour la gauche traditionnelle, décline au sein des classes populaires.

Ce recul se fait manifestement au détriment du PCF pour lequel l'identification partisane s'est littéralement effondrée (figure D.6 page 392). Tandis que 20% des

3. Il y a certes les candidatures trotskistes d'Arlette Laguiller (Lutte ouvrière (LO)) et de Pierre Boussel (dit Lambert), ainsi que la candidature communiste dissidente de Pierre Juquin (soutenue par le PSU et les trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR)), mais en raison de leur faible poids électoral nous ne les analysons pas séparément.

FIGURE 11.10 – France 1988 : Vote en fonction de la classe sociale

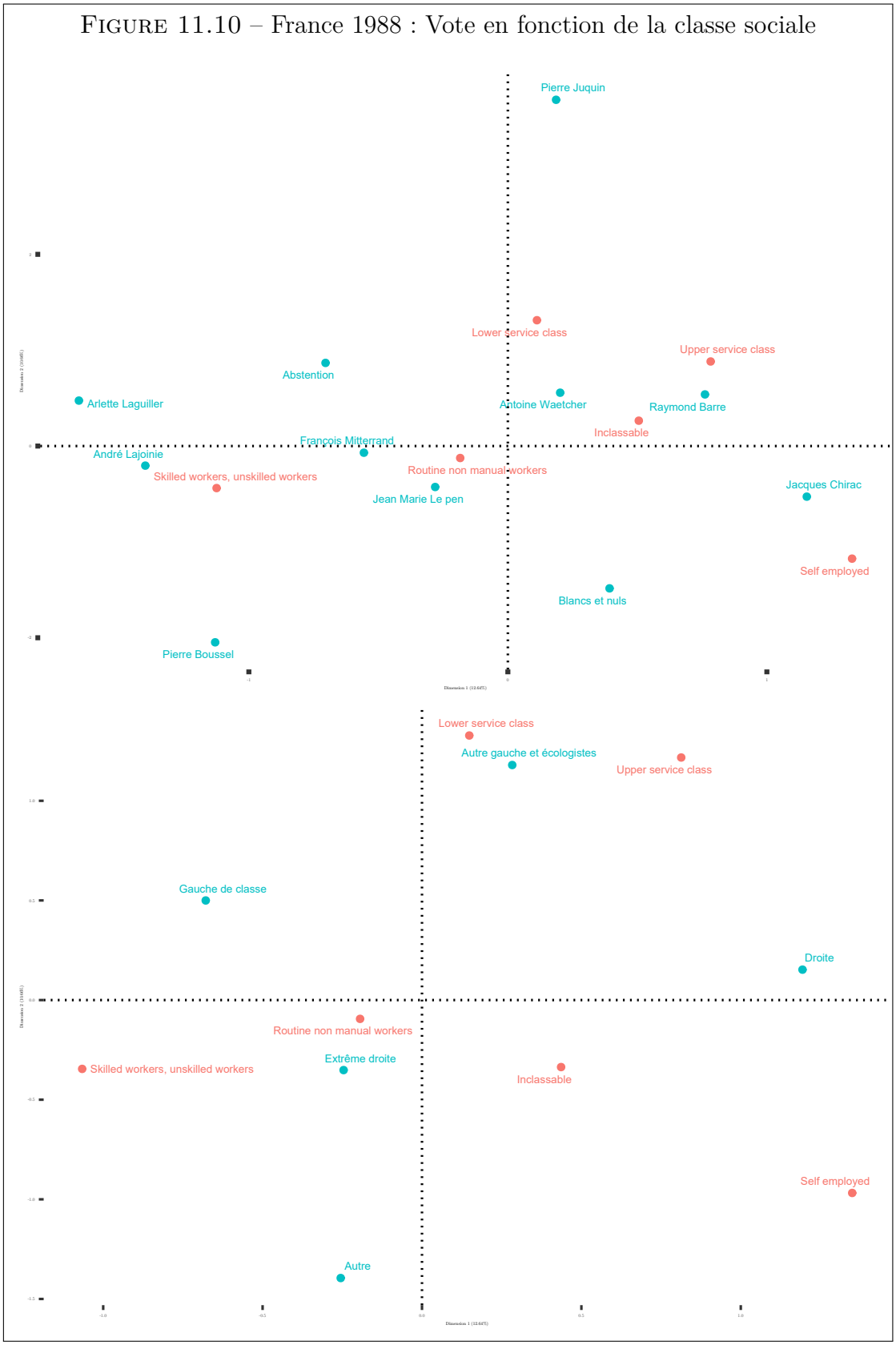
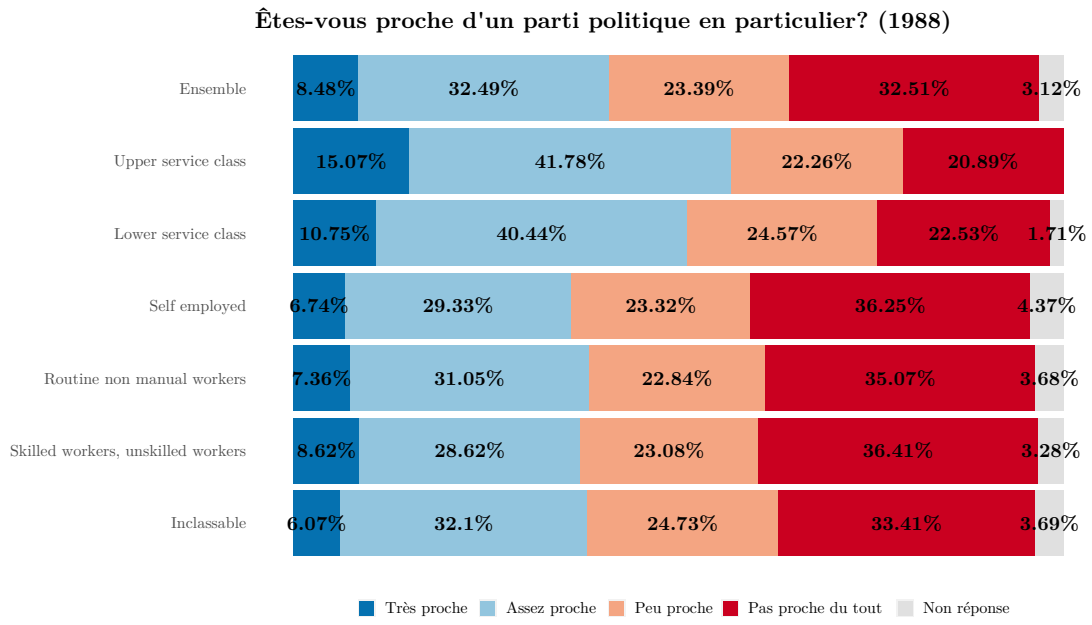


FIGURE 11.11 – France 1988 : Identification partisane en fonction de la classe sociale (EGP)



ouvriers se disaient « très » ou « assez proche » du PCF en 1978, ils ne sont plus que 5% en 1988, soit une division par quatre ! En revanche, l'identification partisane avec le PS a sensiblement augmenté : 21% des ouvriers se disaient « très » ou « assez proche » du PS en 1988, contre 14% en 1978. De même, 20% des employés se disent proche du PS en 1988, contre 14% en 1978 (figure D.5 page 391). L'identification avec le PS explose littéralement auprès des nouvelles classes moyennes et supérieures (*Lower service class* et *Upper service class*), avec un quart des membres de ces classes qui s'en disent proches en 1988. Le PS gagne ainsi dans tous les compartiments, mais surtout auprès des classes moyennes et supérieures. En ce qui concerne le FN, on voit que le parti n'est pas vraiment établi en 1988 – justifiant de parler d'une élection de rupture –, car le parti bénéficie d'une identification partisane très faible dans toutes les classes sociales, atteignant à peine 2% chez les indépendants, le groupe social dans lequel il a la plus grande identification partisane (figure D.7 page 393).

Tableau 11.3 – France 1988 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP)

	Vote 1er tour des Présidentielles 1988			
	Abstention ou nul	Autre gauche et écologistes	Droite	Extrême droite
	(1)	(2)	(3)	(4)
Upper service class	−0.197	0.709*	1.230***	0.030
	(0.208)	(0.363)	(0.164)	(0.254)
Lower service class	−0.271*	0.711**	0.839***	−0.018
	(0.153)	(0.281)	(0.135)	(0.188)
Self employed	0.606***	0.928***	1.735***	0.587***
	(0.154)	(0.315)	(0.142)	(0.197)
Routine non manual workers	0.113	0.610**	0.670***	−0.046
	(0.115)	(0.247)	(0.119)	(0.155)
Inclassable	0.274*	0.729**	1.087***	−0.079
	(0.154)	(0.313)	(0.146)	(0.222)
Constant	−0.864***	−2.897***	−1.175***	−1.567***
	(0.083)	(0.198)	(0.093)	(0.109)
Akaike Inf. Crit.	10,921.690	10,921.690	10,921.690	10,921.690

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01
Références : Gauche de classe / *Skilled workers, unskilled workers*

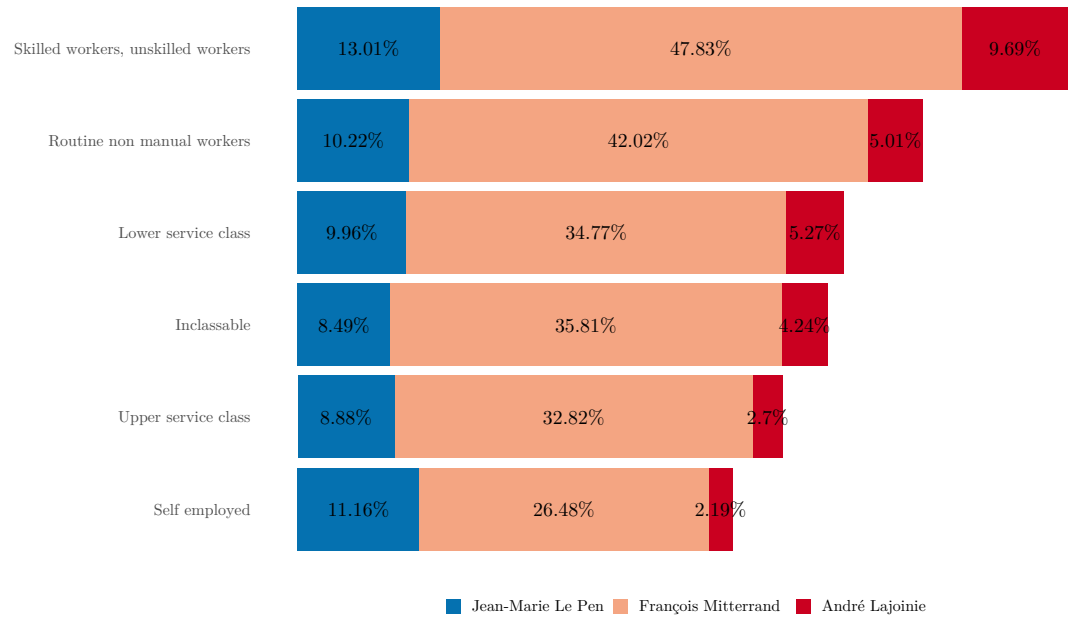
La régression multinomiale (tableau 11.3) indique un certain déclin de l'originalité du vote ouvrier. Certes, les ouvriers votent encore plus pour la gauche de classe que pour les autres forces politiques. Mais le nombre de votes distinct des autres classes sociales a baissé comparé à 1978 (moins de différences statisti-

quement significatives). Les employés (*Routine non manual*), autre composante des classes populaires, sont plus susceptibles de voter à droite, mais aussi pour l'autre gauche que les ouvriers. Les ouvriers votent moins à droite et pour l'autre gauche et les écologistes que toutes les autres classes sociales. En revanche, il n'y a pas de différence avec les autres classes en ce qui concerne le vote d'extrême droite. À une exception près : les indépendants sont plus susceptibles de voter pour l'extrême droite (FN) que les ouvriers (et aussi de s'abstenir ou de voter blanc). Cela suggèrerait, contrairement à l'analyse des correspondances multiples (figure 11.10 page 192), que le vote d'extrême droite en 1988 est toujours un vote de classes moyennes.

Si l'on regarde la composition de l'électorat, il est frappant de constater qu'aussi bien dans l'électorat des deux candidats des « partis ouvriers », François Mitterrand (PS) et André Lajoinie (PCF), que dans celui du candidat de la droite radicale populiste, Jean-Marie Le Pen (FN), les classes populaires sont surreprésentées (figure D.4 page 390). Au sein de l'électorat de Jean-Marie Le Pen, ce sont surtout les ouvriers (29% contre 24% dans la population générale). Chez le candidat socialiste ce sont à la fois les ouvriers et les employés (ouvriers : 29% contre 24% ; employés : 31% contre 29% dans la population générale). Le seul groupe sensiblement sous-représenté dans l'électorat de François Mitterrand sont les indépendants (9% contre 14%), sinon la proportion des autres groupes sociaux correspond à peu près à la composition de la population générale. La composition de l'électorat du candidat communiste André Lajoinie est assez singulier, car il y a une très forte surreprésentation des ouvriers composant 41% de son électorat. En revanche, les indépendants et la classe de service supérieure y sont très sensiblement sous-représentés. Comme pour son concurrent socialiste, la composition de l'électorat de Jean-Marie Le Pen est assez proche de la population générale avec une certaine surreprésentation ouvrière. Ce qui le différencie du candidat socialiste est que les indépendants n'y sont pas sous-représentés. La proportion d'indépendants dans son électorat correspond peu ou prou à celui de la population – peut-être même avec une légère surreprésentation.

Si on étudie la proportion de chaque classe sociale au sein de l'électorat des partis respectifs, le caractère interclassiste de l'électorat du FN devient encore plus apparent (figure 11.12 page suivante). Ainsi, toutes les classes sociales sont repré-

FIGURE 11.12 – France 1988 : Proportion de la classe sociale votant pour Jean-Marie LE PEN, François MITTERRAND et André LAJOINIE



sentées avec des scores tournant autour de 10%. Seuls les ouvriers s'en démarquent quelque peu avec une différence de 3 points (13%). Autre point notable : le PCF perd son statut de « premier parti ouvrier de France ». Non seulement face au PS de Mitterrand qui aura réussi son pari avec le Programme commun, d'en finir avec l'hégémonie communiste à gauche, mais aussi face à l'extrême droite de Le Pen. Cette irruption du FN dans les classes populaires et surtout auprès des ouvriers est presque passée inaperçue, tant le PS est fort dans cette catégorie. Mais le FN est parvenu à faire rupture. Cette composition de l'électorat du candidat du Front national ne plaide pas en faveur de l'hypothèse d'un parti au vote des classes moyennes en 1988. Il s'agit plutôt d'un électorat interclassiste avec une surreprésentation des ouvriers. Alors que politiquement tout semble les opposer, sur cet aspect, FN et PS se ressemblent.

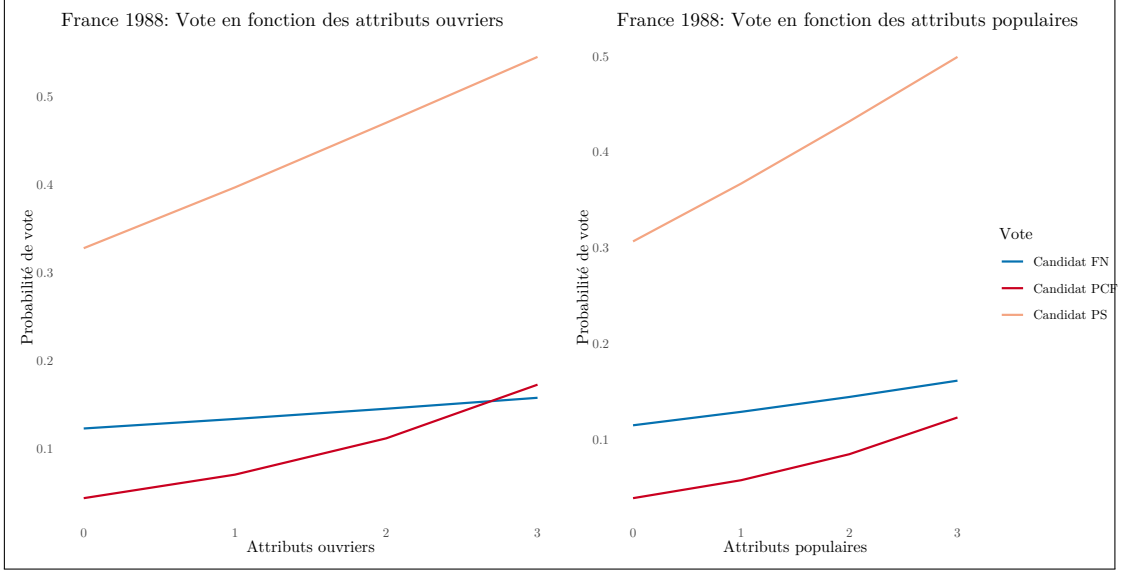
Tableau 11.4 – France 1988 : Régression sur le vote, la classe sociale (EGP) et l'origine étrangère

	Dependent variable :					
	Vote FN			Vote Gauche de classe		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Upper service class	−0.428*			−0.554***		
	(0.243)			(0.137)		
Lower service class	−0.302*			−0.309***		
	(0.182)			(0.105)		
Self employed	−0.174			−1.117***		
	(0.183)			(0.118)		
Routine non manual workers	−0.273*			−0.325***		
	(0.150)			(0.087)		
Inclassable	−0.478**			−0.581***		
	(0.213)			(0.116)		
Origine étrangère		−0.382			0.116	
		(0.234)			(0.111)	
Petit blanc			0.175			0.406***
			(0.112)			(0.064)
Constant	−1.900***	−2.099***	−2.211***	0.006	−0.389***	−0.575***
	(0.106)	(0.058)	(0.080)	(0.064)	(0.034)	(0.045)
Observations	3,348	3,348	3,348	4,032	4,032	4,032
Log Likelihood	−1,132.471	−1,134.892	−1,135.132	−2,671.398	−2,723.315	−2,703.910
Akaike Inf. Crit.	2,276.942	2,273.785	2,274.263	5,354.796	5,450.630	5,411.819

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01
Classe de référence : *Skilled workers, unskilled workers*

Le caractère interclassiste du vote FN en 1988 est confirmé par des analyses

FIGURE 11.13 – France 1988 : Probabilité du vote en faveur de Jean-Marie LE PEN (FN), François MITTERRAND (PS) et André LAJOINIE (PCF) en fonction des attributs ouvriers et populaires



de régression (tableau 11.4 page précédente). La classe sociale n'a pas d'influence significative directe sur la probabilité de voter pour le FN. En revanche, elle est un bon prédicteur pour le vote des partis de la gauche de classe, PS et PCF (modèles 1 et 4). De même, les attributs ouvriers expliquent toujours bien le vote pour le PCF et le PS, au contraire du vote pour le FN où les attributs ouvriers ne sont pas un prédicteur significatif (figure 11.13). On pourrait donc en conclure, comme l'ont fait certains auteurs au sujet de l'AfD en Allemagne, que le vote pour le FN n'est pas lié à une position de classe, mais à des attitudes (le titre « *AfD-Unterstützer Sind Nicht Abgehängt, Sondern Ausländerfeindlich* » [4] d'une étude de Martin SCHRÖDER de 2018 est assez éloquent).

Cette appréciation est nuancée, si l'on considère les attributs populaires qui sont un prédicteur certes assez faible, mais tout de même significatif du vote de Jean-Marie LE PEN. La remise en question de l'importance de la position sociale s'affaiblit encore davantage lorsque des analyses de médiation sont effectuées. Ainsi, l'attitude hostile à la mondialisation est un bon prédicteur du vote pour le FN. Or

4. « Les électeurs de l'AfD ne sont exclus (*abgehängt*), mais xénophobes ».

les classes populaires et en particulier les ouvriers sont plus susceptibles d'avoir une attitude hostile à la mondialisation. Des analyses de médiation causale (Tingley et al., 2014) confirment cela : certes l'effet direct (ADE) [5] de la classe sociale n'est pas significatif sur le vote du candidat du FN Jean-Marie Le Pen si l'on contrôle pour l'attitude sur la mondialisation (tableau D.8 page 395 et tableau D.9 page 396). Mais il y a un effet indirect moyen (ACME) [6] hautement significatif de l'appartenance à la classe ouvrière sur le vote pour Jean-Marie Le Pen (tableau D.9 page 396). Cet effet est médié par les attitudes relatives à la mondialisation. En outre, la proportion de l'effet total médiatisé par l'attitude à l'égard de la mondialisation était significative ($0,498$, $IC_{95\%}[0,176, 2,999]$, $p < 0,05$), ce qui indique qu'autour de 50% de l'effet est expliquée par le médiateur. Il y a un lien indirect significatif entre classes sociales et le vote pour le candidat du FN (figure 11.14 page suivante), confirmant notre hypothèse Hc2 (chapitre 6 page 99) selon laquelle le vote pour les partis de la droite radicale populiste est médié par l'attitude relative à la mondialisation [7].

Que cet effet soit exclusivement indirect met en évidence une différence avec le vote pour le PS et surtout le PCF lors de l'élection de référence de 1978 : comme nous l'avons montré, le vote pour les communistes était une sorte de vote *par défaut* auprès des ouvriers. En 1988, ce n'est pas (encore) le cas pour le vote Le Pen. La condition ouvrière semble certes favoriser une attitude négative relative à la mondialisation – d'ailleurs assez ancienne comme le montrent Line Rennwald (2020, p. 75 sqq.) et Didier Eribon (2009) – qui, elle, favorise un vote pour le FN. Cependant, le fait d'être ouvrier n'explique pas directement le vote, ce n'est pas (encore) une sorte de vote *par défaut*.

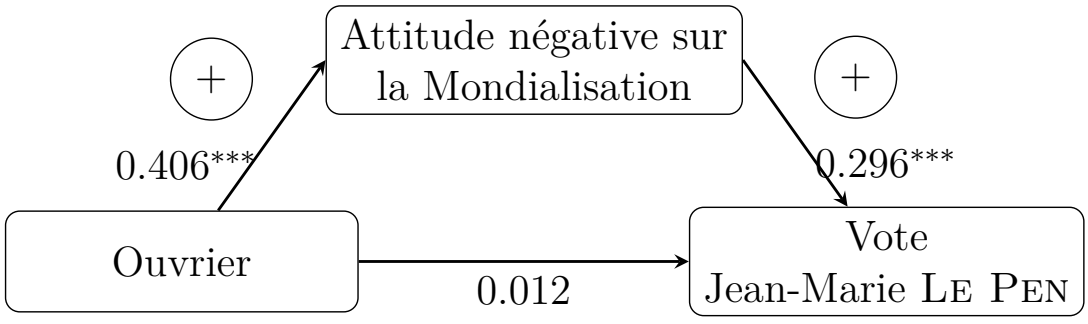
Nous avions émis l'hypothèse (Hb2a) selon laquelle les petits blancs étaient plus susceptibles de voter pour les partis de la droite radicale populiste. Si tel était le

5. L'*Average Direct Effect* (ADE), soit l'effet direct moyen, quantifie l'effet direct d'une variable indépendante sur une variable dépendante, c'est-à-dire sans passer pas une variable de médiation.

6. L'*average causal mediation effect* (ACME) quantifie la moyenne de l'effet d'une variable indépendante sur une variable dépendante qui est indirectement transmis par une troisième variable, appelée médiateur.

7. Notons que la significativité de l'effet total n'est que « *borderline* », invitant à une certaine prudence dans l'interprétation. Cependant, après 1988, en 1995 et 2017, les analyses confirment ce résultat, suggérant que nous ne sommes pas face à un « faux positif » en 1988, mais au début du phénomène décrit.

FIGURE 11.14 – France 1988 : Chaîne causale entre ouvrier, attitude relative à la mondialisation et vote pour Jean-Marie LE PEN



Indirect path (ACME) : 0.012^{***}

Prop. Mediated (average) : 0.498^{*}

Notes. $^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$; $.p < 0.1$

cas, le vote pour le FN devrait être plus fort dans cette population. Cependant, nos analyses ne parviennent pas à le montrer pour l'année 1988 (tableau 11.4 page 197). Nous ne parvenons pas non plus à identifier dans le vote un clivage ethnique entre personnes appartenant aux classes populaires en fonction de leur origine étrangère. Les personnes sans origine immigrée ne sont pas plus susceptibles de voter pour le FN que celles qui en ont. Cela suggère que le clivage ethnique n'est pas établi en 1988. Peut-être ce résultat est le résultat du fait que l'on connaît seulement l'origine étrangère du père et pas celui de la mère. Par ailleurs, on ne connaît pas de quel pays il est originaire : dans la France des années 1980, une origine étrangère italienne ou belge a une autre signification qu'une origine étrangère algérienne ou sénégalaise. Les hypothèses liées à ces caractéristiques ne peuvent donc pas être confirmées en 1988. Cela n'est, d'ailleurs, guère étonnant et ne met pas en cause la validité de ces hypothèses, car nous sommes dans une phase de rupture, un réalignement n'a pas encore eu lieu.

Nous avions émis l'hypothèse selon laquelle une identification partisane autre que celle pour la droite radicale populiste, baisse la probabilité d'avoir une attitude négative face à la mondialisation (Hc1). Nos analyses montrent bien que cette

hypothèse est confirmée (tableau 11.5). Certes appartenir aux classes populaires augmente la probabilité d'avoir une attitude négative de la mondialisation (voir modèles 1, 2 et 3 du tableau 11.5). Cependant, avoir une identification partisane baisse la probabilité d'avoir une attitude négative face à la mondialisation (voir modèles 1, 2 et 3) – cette attitude qui, comme nous l'avons vu, favorise le vote pour le candidat du FN. Cet effet de l'identification partisane ne diffère pas significativement selon que l'on appartienne aux classes populaires ou non (comme l'indique l'absence d'effet d'interaction significatif dans les modèles 2 et 3).

Tableau 11.5 – France 1988 : Influence de l'identification partisane et de l'appartenance aux classes populaires sur les attitudes relatives à la mondialisation

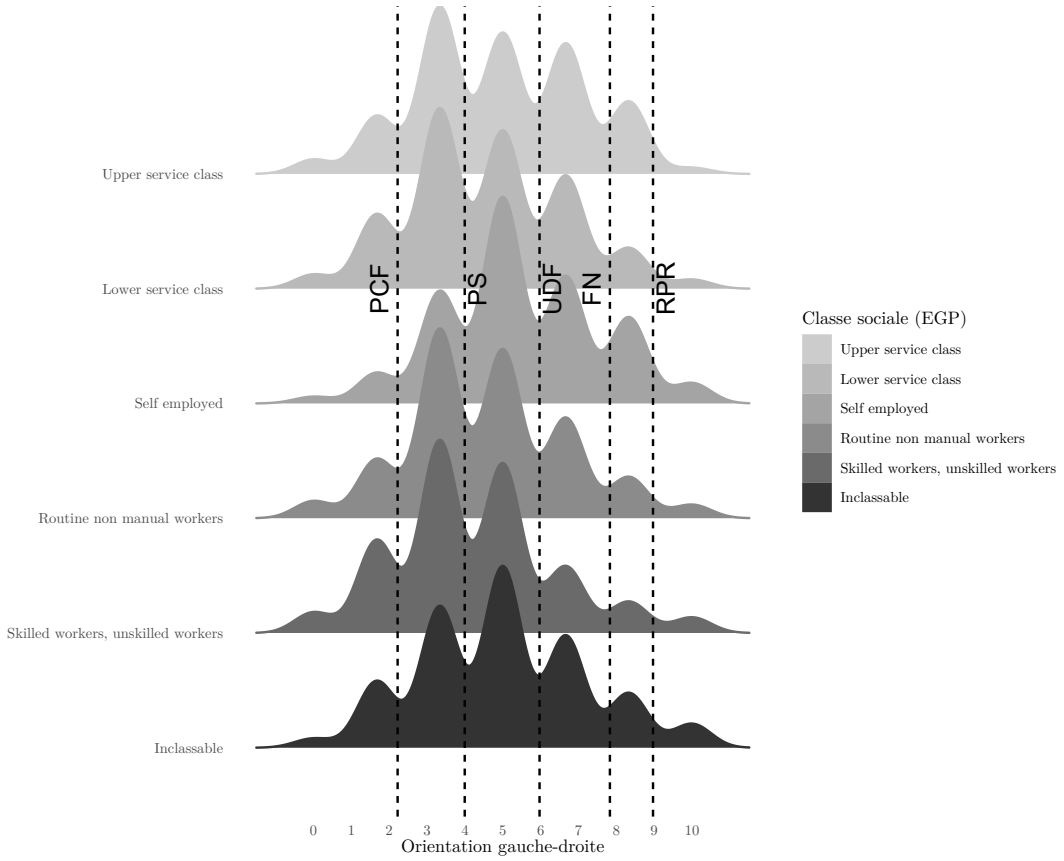
	Dependent variable :		
	Attitude mondialisation		
	(1)	(2)	(3)
Classes populaires	0.388***	0.302***	0.364***
	(0.065)	(0.085)	(0.083)
Identification partisane (sans FN)	−0.448***	−0.556***	−0.586***
	(0.066)	(0.096)	(0.093)
Sexe (Réf : Homme)			0.091
			(0.064)
Âge			0.026***
			(0.002)
Interaction : Classes populaires :IP		0.209	0.142
		(0.132)	(0.128)
Constant	5.486***	5.534***	4.221***
	(0.056)	(0.063)	(0.143)
Observations	3,381	3,381	3,381
R^2	0.025	0.026	0.084
Adjusted R^2	0.025	0.025	0.083
Residual Std. Error	1.886 (df = 3378)	1.885 (df = 3377)	1.829 (df = 3375)
F Statistic	43.446*** (df = 2 ; 3378)	29.806*** (df = 3 ; 3377)	61.895*** (df = 5 ; 3375)
Note :			*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

En 1988, l'identification partisane joue aussi un rôle sur l'influence de la distance euclidienne entre partis politique et électeurs sur la probabilité de voter pour un parti politique. Ainsi, comme en 1978, une forte identification partisane avec le PCF anéantit l'effet de la distance avec le parti. Contrairement à 1978, ce même effet est observable pour le PS. Le même effet est également observable pour le vote

FN (voir tous les effets d'interaction significatifs dans le tableau D.7 page 394).

En 1978, nous avons pu établir que les classes populaires étaient les classes sociales les plus proches des partis de la gauche de classe PS et PCF. Nous avions pu établir cela sur base de l'axe gauche droite. Nous disposons, pour les élections de 1988, de données sur trois dimensions en plus de l'axe gauche droite, sur la politique socio-économique, les questions sociétales et la mondialisation. Nous allons vérifier si les classes populaires sont toujours le plus près de la gauche de classe et comment les distances se différencient sur les différents axes.

FIGURE 11.15 – France 1988 : Distribution des attitudes gauche-droite en fonction de la classe sociale (EGP)



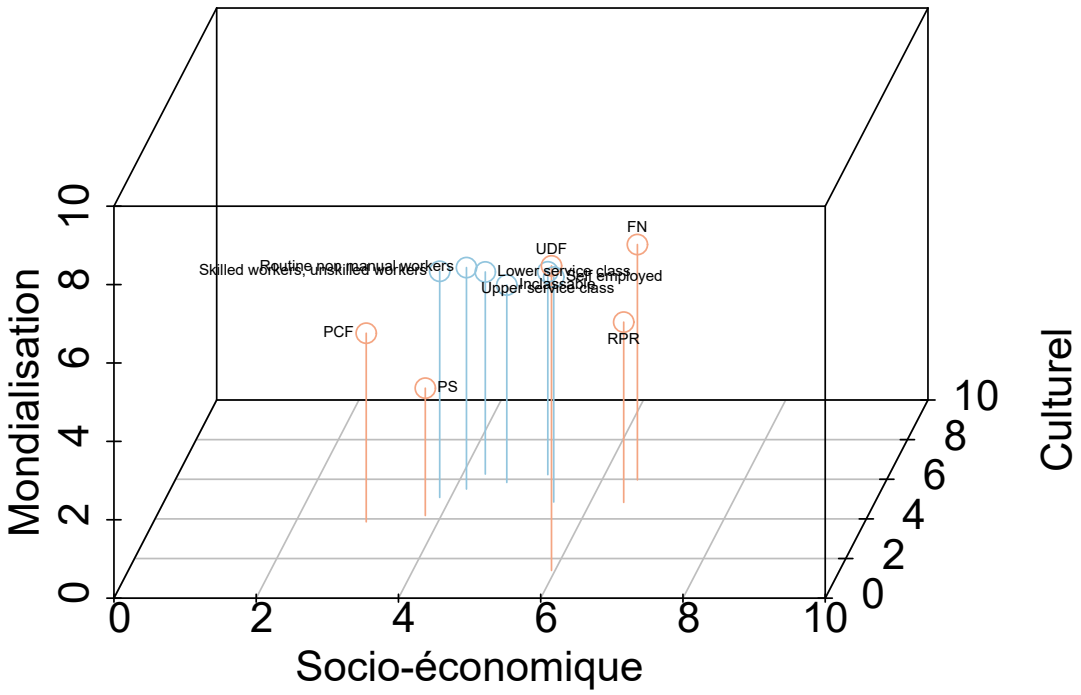
Sur l'axe gauche droite, les partis de la gauche de classe, PS et PCF sont les partis les plus proches (distance euclidienne) des ouvriers et des employés (moins d'un point sur 10 pour le PS et autour de 2 points pour le PCF). Cela ne change

donc pas par rapport à 1978 (figure 11.15 page ci-contre). Le FN est relativement éloigné avec plus de trois points de distance. Si l'on calcule cette distance sur les trois dimensions combinées, économique, sociétale et relative à la mondialisation, la différence de distance se relativise quelque peu (11.16 page suivante) : certes, le PCF est le parti le plus proche des classes populaires – surtout des ouvriers –, mais le FN est plus proche des employés que les partis de la droite classique RPR et l'Union pour la démocratie française (UDF) et se place même devant le PS en ce qui concerne les employés (tableau D.10 page 395). Une analyse plus fine révèle que la différence entre classes populaires et FN provient avant tout de l'axe socio-économique où les classes populaires et le FN sont fortement opposés. Ce dernier se place de manière très libérale sur l'axe socioéconomique $(6, 5)$, contre un positionnement nettement plus favorable à la redistribution des classes populaires (autour de 4). Cela n'étonne pas dans la mesure où Jean-Marie Le Pen, dans les années 1980, était comparé à Ronald Reagan et fustigeait l'État-providence [8]. En revanche, sur l'axe sociétal et celui de la mondialisation, la distance entre FN et classes populaires est sensiblement moins grande, car les classes populaires sont, en moyenne, les classes sociales les plus critiques par rapport à la mondialisation.

Le positionnement du FN en 1988 correspond assez bien à la « winning formula » décrite par Herbert Kitschelt et Anthony J. McGann (1995) combinant néolibéralisme et autoritarisme. Mais cette formule a, comme le montre une analyse spatiale, le désavantage d'éloigner le parti des classes populaires. La classe sociale la plus éloignée du FN est la classe ouvrière. Paradoxalement, Jean-Marie Le Pen a malgré tout reçu un nombre de voix considérable des classes populaires, en particulier des ouvriers. L'une des explications est que le FN a pu capter des voix des ouvriers de droite – qui ont toujours existé même lorsque la gauche et, en particulier, le PCF était hégémonique. Une autre explication est la saillance des enjeux. Nous n'avons pas de mesure de la saillance dans le choix des électeurs dans notre jeu de données. Mais nous avons des résultats compatibles avec ces deux explications (tableau 11.6 page 205). Ainsi, le déterminant principal du vote pour Le Pen est l'attitude face à la mondialisation, suivi des questions économiques. Le Pen a donc pu à la fois bénéficier du vote des personnes pour lesquelles les

8. Sans oublier que Jean-Marie Le Pen a été élu député du poujadisme en 1956, mouvement anti-fiscal des petits commerçants.

FIGURE 11.16 – France 1988 : Positionnement des partis et des classes sociales sur les trois dimensions



questions migratoires sont essentielles – même si elles ne partagent pas ses visions sur les questions économiques – et celles qui ont une vision socio-économique de droite.

Tableau 11.6 – France 1988 : Dimensions politiques et vote

	Dependent variable :		
	Vote FN		
	Simple	Contrôle	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)
Socio-économique	0.185^{***}	0.185^{***}	0.245^{***}
	(0.031)	(0.032)	(0.069)
Culturel	-0.039	-0.067^{*}	-0.023
	(0.032)	(0.035)	(0.069)
Global	0.308^{***}	0.325^{***}	0.249^{***}
	(0.043)	(0.044)	(0.082)
Âge		-0.012^{**}	-0.018^{*}
		(0.005)	(0.010)
Sexe		-0.311^{**}	-0.294
		(0.154)	(0.337)
Constant	-4.600^{***}	-3.570^{***}	-3.199^{***}
	(0.408)	(0.535)	(1.006)
Observations	1,956	1,956	448
Log Likelihood	-624.528	-620.230	-160.819
Akaike Inf. Crit.	1,257.056	1,252.460	333.639
Note :			*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Le vote pour le Front national dans les années 1980 en tant que vote de classe moyenne ou supérieure est un vote en trompe œil. En effet, il s'agit d'un vote interclassiste, ressemblant, à un faible niveau, au vote d'un parti attrape-tout (ou *Volkspartei*). L'apparente surreprésentation du vote d'indépendant est plutôt le

fait d'une faible participation électorale de cette catégorie sociale. Lors de cette élection, les ouvriers sont déjà surreprésentés dans l'électorat de Le Pen, mais cela passe presque inaperçu, car le candidat du PS François Mitterrand rafle près de la moitié des voix (48%) auprès des ouvriers. On est cependant bien dans une situation de rupture, où le vote pour le FN fait irruption et où le PCF a très clairement perdu le statut de « premier parti ouvrier de France » : il a perdu ce titre non seulement au PS, mais est également dépassé par le candidat du Front national Jean-Marie Le Pen. Le vote pour le PCF n'est plus un vote *par défaut* pour les ouvriers – sans que le vote pour le FN le soit devenu pour autant.

11.3 Élection de réalignement : élections présidentielles de 1995

Les élections présidentielles de 1995 sont l'élection marquant la fin du *règne* du président socialiste François Mitterrand. « Le Sphinx » ne se présente plus à sa réélection, déjà fortement affaibli par sa maladie. Il décèdera moins d'un an plus tard, en janvier 1996. L'élection fait suite à deux ans de cohabitation, la gauche ayant perdu les élections législatives de 1993.

Cette élection présidentielle suit aussi le référendum sur le traité de Maastricht de 1992 qui a durablement politisé le débat sur l'UE. À gauche, le PS fait campagne pour le « Oui », tandis que le Parti communiste s'est positionné contre le traité de Maastricht, tout comme certaines personnalités issues d'autres formations de gauche telles que Jean-Pierre Chevènement (qui fera, par la suite, scission du PS). À droite, Philippe Séguin, Charles Pasqua et Philippe de Villiers s'opposent à Maastricht tandis que l'UDF et la majorité du RPR le soutiennent. Philippe de Villiers sera candidat à la présidentielle de 1995, mais n'atteindra pas tout à fait 5% des voix. Le FN fait également campagne contre le traité de Maastricht.

Jacques Chirac est élu président de la République, fonction qu'il occupera jusqu'en 2007. Chirac avait dû faire face à la candidature dissidente d'Édouard Balladur, alors Premier ministre de cohabitation et favori des sondages. Édouard Balladur est soutenu par l'UDF et par une faction du RPR. Chirac se place en seconde position du premier tour (20, 84%), derrière Jospin, candidat du PS.

Le candidat du Parti socialiste, Lionel Jospin, arrive en première position du premier tour de l'élection avec 23, 3% des voix. Il doit cependant s'incliner au second tour, ne récoltant que 47% des voix face à Chirac. Le PS parvient à maintenir son leadership à gauche, récoltant à lui seul 57% des voix à gauche (Grunberg & Chiche, 1995, p. 190). Ceci représente malgré tout un recul par rapport à 1988, lorsque Mitterrand portait les couleurs du PS.

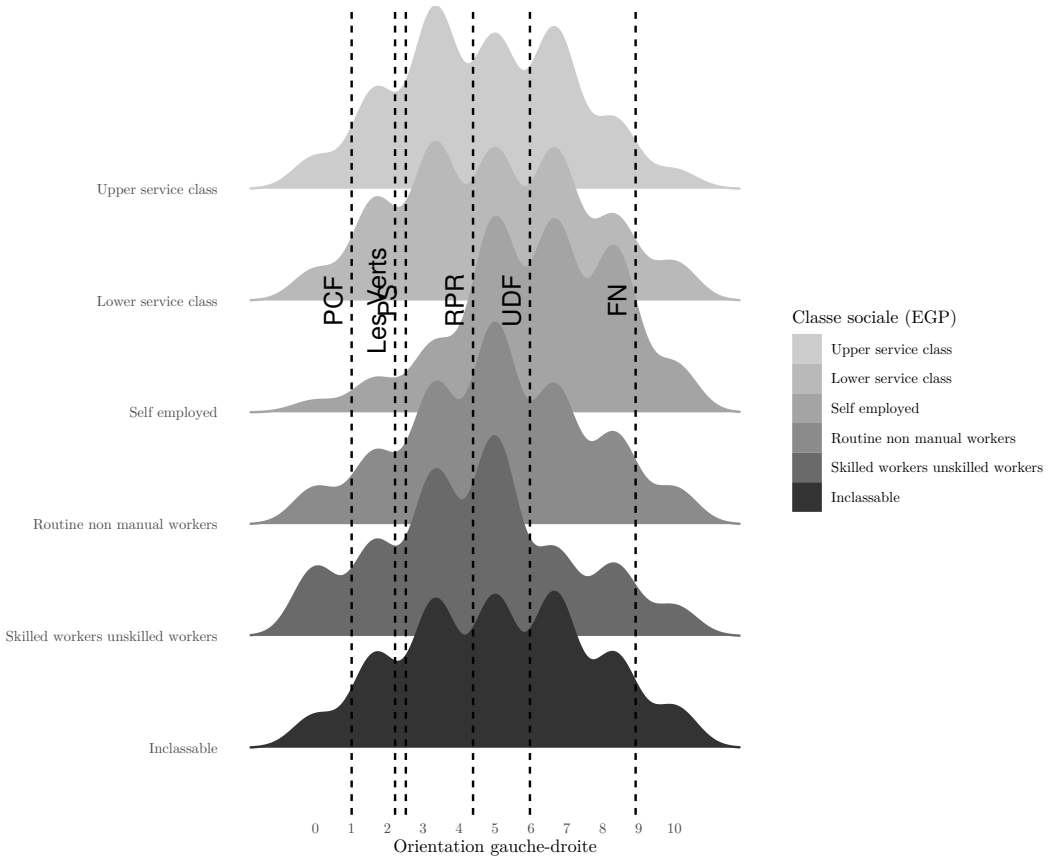
Le candidat communiste, Robert Hue, récolte 8, 64% des voix. Il récolte près de 2 points de plus qu'André Lajoinie sept ans plus tôt. L'Humanité titre après le premier tour : « Progrès du vote communiste » et se réjouit d'une « remontée » du PCF (Courtois, 1995, p. 179). À première vue, les chiffres semblent donner raison à l'Humanité : le PCF n'a pas seulement progressé en termes relatifs, mais il a également gagné près de 600.000 voix. Cependant, une analyse plus précise révèle que ce succès est « en trompe-l'œil » (Courtois, 1995, p. 179). En effet, le score de Robert Hue correspond peu ou prou aux scores cumulés d'André Lajoinie et du dissident communiste Pierre Juquin en 1988. Il est à noter qu'en 1995, la trotskiste Arlette Laguiller de LO dépasse pour la première fois la barre des 5% des voix.

La gauche, dans son ensemble, est au niveau le plus bas depuis le début des années 1970. Elle ne réunit plus que 37% des voix ou 40% si on y ajoute les voix écologistes (Grunberg & Chiche, 1995, p. 190).

Jean-Marie Le Pen (FN) obtient 15% des voix au premier tour, à peu près le même score qu'en 1988. Comme en 1988, il dépasse largement le PCF, mais reste à huit points du PS. Il se place en quatrième position, derrière Édouard Balladur (18, 58%). Sept ans plus tard, le 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen ne parviendra plus seulement à largement dépasser les communistes, ce qu'il ne se privera pas de souligner le soir même de l'élection, mais passera également devant le PS, accédant ainsi au second tour de l'élection présidentielle.

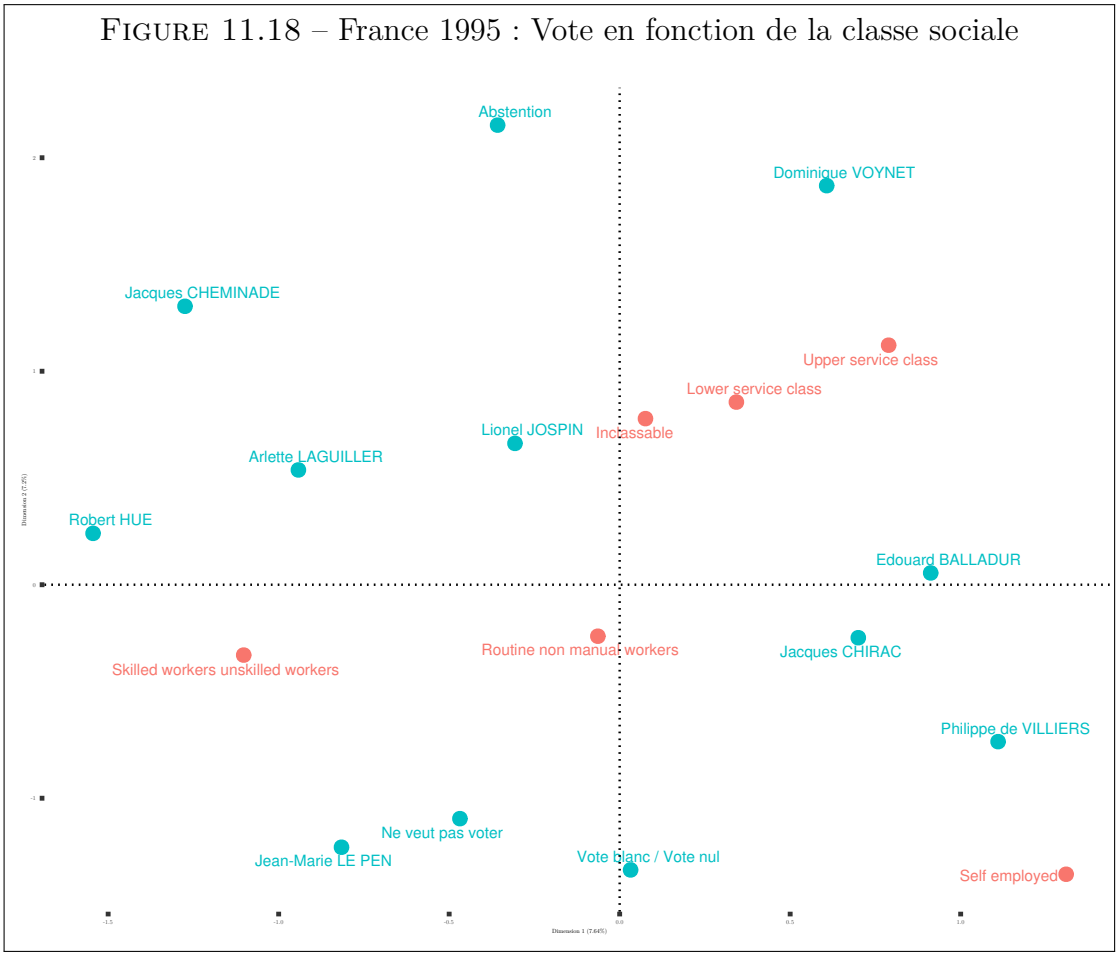
Sur l'axe gauche-droite classique, les ouvriers et les employés restent plus à gauche que les autres classes sociales et donc plus proches du PS et du PCF (figure 11.17 page suivante). Inversement, le FN se place très à droite, donc assez éloigné des classes populaires. Néanmoins, si l'on prend en compte les trois dimensions politiques, socio-économiques, culturelles et relative à la mondialisation, cette image se fissure. En effet, sur l'axe relatif à la mondialisation, le FN est assez proche

FIGURE 11.17 – France 1995 : Distribution des attitudes gauche-droite en fonction de la classe sociale (EGP)



des classes populaires. Cela est tellement marqué que si l'on calcule la distance euclidienne entre les classes sociales et les partis politiques, la distance entre ouvriers et employés et le FN est moins grande qu'entre les classes populaires et les partis de la gauche de classe, le PS et le PCF (figure D.14 page 401). Cela marque une nouvelle étape du rapprochement entre classes populaires et FN en France.

FIGURE 11.18 – France 1995 : Vote en fonction de la classe sociale



Visuellement (figure 11.18), le candidat communiste Robert HUE et le candidat socialiste Lionel JOSPIN sont respectivement encore assez proches des ouvriers et des employés. Néanmoins, comme en 1988, Jean-Marie LE PEN s'est installé également à proximité des classes populaires. Dans ce sens, l'on semble bien être dans une élection de réalignement : non seulement le score du candidat du FN reste pratiquement inchangé par rapport à 1988, mais il reste installé auprès des mêmes classes sociales : les classes populaires. L'on semble donc confirmer ce qui se

dessinait il y a sept ans auparavant. Par ailleurs, les proximités sont assez classiques, les candidats de la droite classique sont proches des indépendants et des classes de service. Notons que la candidate du parti vert, Dominique Voynet, se situe elle aussi à proximité des classes de service.

Tableau 11.7 – France 1995 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP)

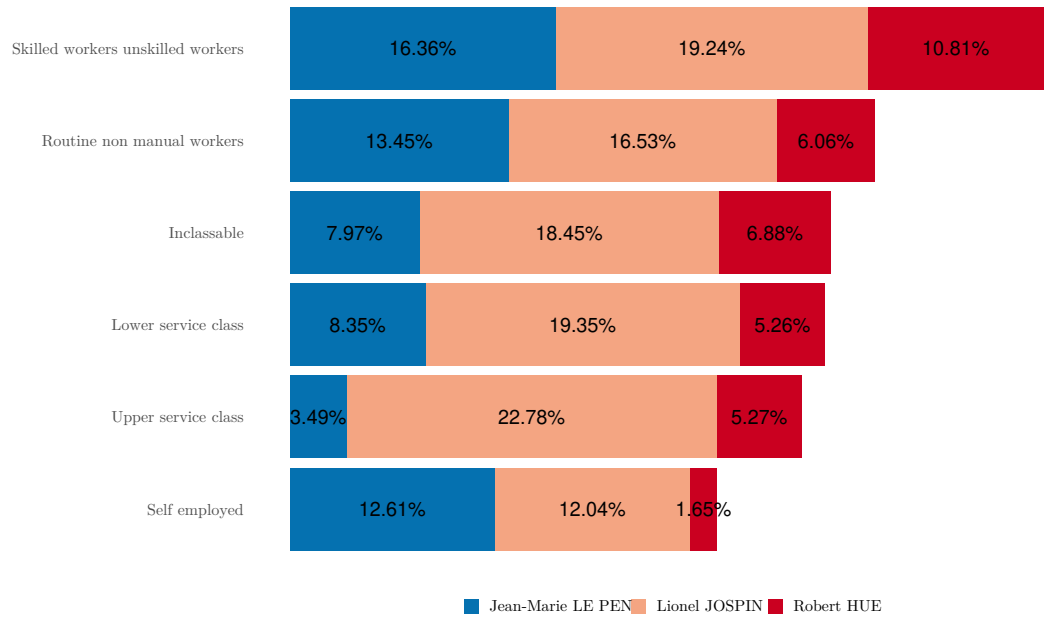
	Vote 1er tour des Présidentielles 1995			
	Abstention ou nul	Autre gauche et écologistes	Droite	Extrême droite
	(1)	(2)	(3)	(4)
Upper service class	0.189	0.882***	0.653***	0.058
	(0.119)	(0.341)	(0.114)	(0.137)
Lower service class	0.189	1.216***	0.555***	−0.473**
	(0.144)	(0.365)	(0.139)	(0.193)
Self employed	−0.106	1.187***	0.714***	−1.451***
	(0.169)	(0.390)	(0.148)	(0.306)
Routine non manual workers	0.586***	1.050**	1.704***	0.585***
	(0.176)	(0.465)	(0.156)	(0.195)
Inclassable	0.139	1.415***	0.669***	−0.481**
	(0.141)	(0.345)	(0.133)	(0.187)
Constant	−0.364***	−3.295***	−0.451***	−0.754***
	(0.080)	(0.271)	(0.082)	(0.091)
Akaike Inf. Crit.	11,318.680	11,318.680	11,318.680	11,318.680

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01
Références : Gauche de classe / *Skilled workers, unskilled workers*

La régression multinomiale (tableau 11.7) confirme cette visualisation : ainsi les classes les plus enclines à voter pour Jean-Marie Le Pen (FN) sont les ouvriers (16%), les employés (14%) et les indépendants (13%). La gauche de classe, le candidat du PS Lionel Jospin et du PCF Robert Hue, rassemblent ensemble 35% des voix ouvrières et 27% des voix des employés. Les différences les plus marquées avec la droite radicale populiste de Jean-Marie Le Pen se situent auprès des indépendants où la gauche est faible (15%) et auprès des classes service où elle est sensiblement plus forte que le FN (32% auprès des classes de services supérieures et 29% auprès des classes de service inférieures). Le vote Jean-Marie Le Pen, en revanche, est marginal auprès de la classe de service supérieure (3%). Le vote pour le FN semble davantage déterminé par la classe sociale qu'en 1988, plus de coefficients étant significatifs qu'en 1988.

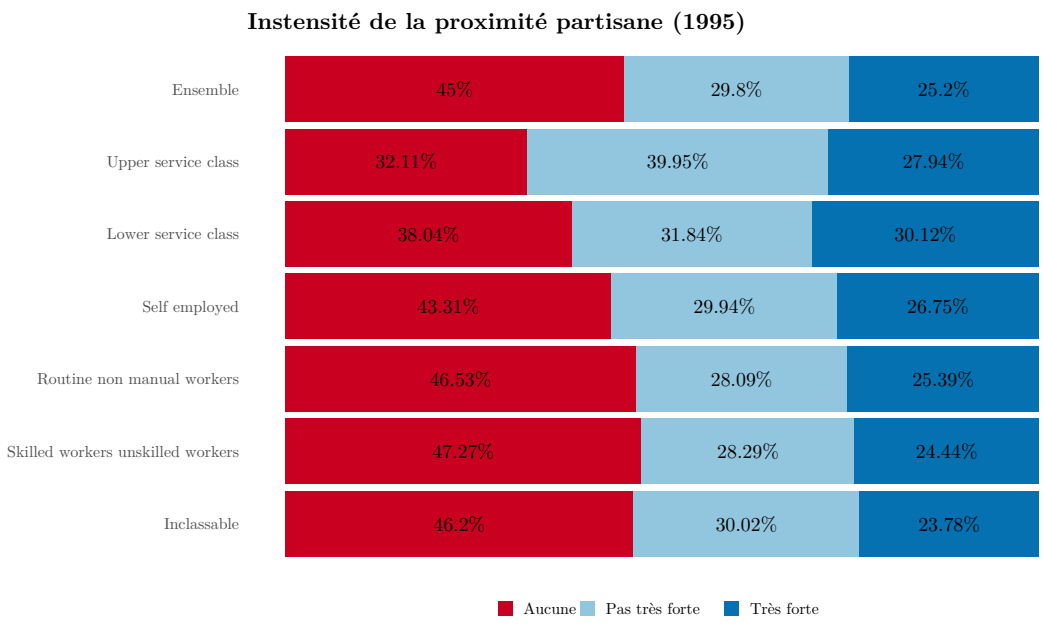
Cela se confirme si on regarde la composition de l'électorat des candidats (figure 11.19 page ci-contre). L'électorat lepéniste est composé à 2/3 de classes populaires,

FIGURE 11.19 – France 1995 : Composition de l'électorat de Lionel JOSPIN, Robert HUE et Jean-Marie LE PEN



dont 37% d'ouvriers et 29% d'employés. Cette proportion d'électeurs issus des classes populaires dans son électorat est supérieure à celle du PS français (52%) et similaire à celui du Parti communiste (66%). Le PCF a toujours son centre de gravité auprès des ouvriers qui composent 42% de son électorat, mais celui de Jean-Marie Le Pen s'en rapproche (37%). De toute manière, le FN préserve son avance sur le PCF dans les classes populaires et les ouvriers, confirmant que le PCF n'est plus le « premier parti ouvrier de France ». En termes de proportions de vote dans la classe ouvrière, le FN se rapproche du PS.

Figure 11.20 – France 1995 : Identification partisane en fonction de la classe sociale



Quant à l'identification partisane, celle-ci continue à faiblir dans la population et en particulier au sein des classes populaires (figure 11.20). En raison de différences d'échelles, nous nous limitons à comparer la part de répondants n'ayant pas

d'identification partisane. 45% de la population ne se dit proche d'aucun parti, soit 10 points de plus qu'en 1988. Parmi les ouvriers et les employés, la proportion de répondants sans identification partisane a augmenté de respectivement 11 points (47%) et 12 points (47%). Les classes populaires restent ainsi les classes sociales les plus « *unchurched* ».

L'identification partisane pour le PS au sein des classes populaires est restée à peu près stable (environ 20% des ouvriers et des employés se disent proche du PS). De même, il n'y a pas de grands mouvements pour le PCF. 7% des ouvriers s'en disent « très » ou « assez proche » et $2,5\%$ des employés. Le FN, en revanche, continue à progresser en identification partisane et talonne le PCF auprès des ouvriers (5%) et le dépasse auprès des employés (4%). La faible évolution de l'identification partisane avec les partis de la gauche de classe, contrastant avec la progression sensible de l'identification partisane pour le FN, indique que nous sommes face à un réalignement lors duquel les changements observés lors de l'élection de rupture de 1988 se cristallisent.

En ce qui concerne le rôle de l'identification partisane — et donc son intensité — on observe une forme de retournement de situation (voir tableau 11.22 page 216). En 1978, l'identification partisane n'influençait pas le rôle de la distance idéologique entre électeurs et partis sur la probabilité de voter pour le PS, tandis qu'elle influençait fortement le vote en faveur du PCF. En 1995, la situation s'inverse : l'identification partisane au PS atténue nettement l'effet de la distance sur le comportement électoral, alors que cet effet devient beaucoup plus faible pour le PCF. Il demeure néanmoins significatif (le coefficient d'interaction est significatif à un seuil inférieur à 4%), mais s'est affaibli par rapport à 1978. En ce qui concerne le FN, aucun effet comparable n'est identifiable. Cela pourrait s'expliquer par le fait que ce parti, bien qu'en forte progression, n'est devenu une force politique nationale qu'au cours de la décennie précédente.

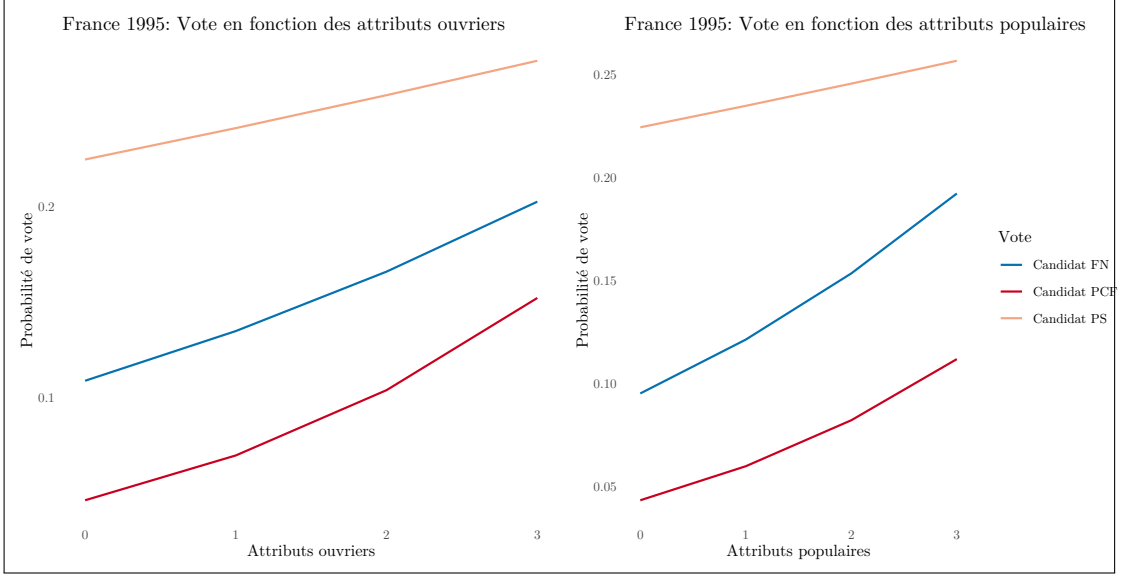
Cela est confirmé par l'analyse des attributs ouvriers et populaires (tableau 11.21 page 215). Ceux-ci n'augmentent plus seulement le vote pour le PCF et le PS, mais ils augmentent aussi la probabilité de voter pour le FN. Cela indique que le vote FN est de plus en plus marqué en termes de classe sociale.

Comme pour les élections de 1988, l'on constate que la mondialisation explique le mieux le vote pour le FN (tableau 11.8 page suivante), mais les questions socio-

TABLEAU 11.8 – France 1995 : Vote FN en fonction des dimensions politiques

	Dependent variable :		
	Vote FN		
	Simple	Contrôle	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)
Socio-économique	0.047***	0.040***	0.061***
	(0.009)	(0.010)	(0.012)
Culturel	−0.001	0.056***	0.018
	(0.008)	(0.009)	(0.011)
Global	0.385***	0.485***	0.440***
	(0.011)	(0.012)	(0.016)
Âge		−0.032***	−0.029***
		(0.001)	(0.002)
Sexe		−0.695***	−0.729***
		(0.039)	(0.049)
Constant	−4.380***	−2.746***	−2.353***
	(0.093)	(0.111)	(0.145)
Observations	2,473	2,473	1,266
Log Likelihood	−9,605.536	−9,114.735	−5,512.751
Akaike Inf. Crit.	19,219.070	18,241.470	11,037.500
Note :			*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

FIGURE 11.21 – France 1995 : Vote en fonction des attributs populaires et ouvriers



économiques jouent également. Avoir des opinions négatives sur la redistribution favorise le vote pour Jean-Marie LE PEN. Les questions sociétales, en revanche, ne jouent aucun rôle dans les classes populaires.

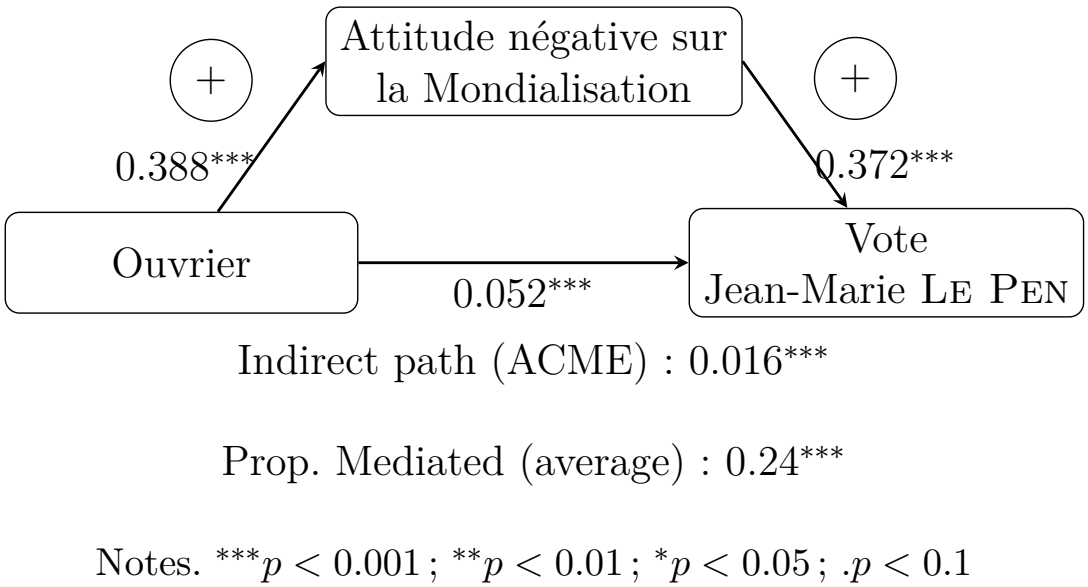
Nous avons examiné si les classes populaires se situent réellement « à droite » des partis de la gauche de classe sur les questions liées à la mondialisation. Concernant le PS, la moyenne des attitudes des classes populaires est significativement plus élevée (plus à droite) ($M = 6.19$, $IC_{95\%}[6.12, \infty]$, sur une échelle de 0 à 10) que celle du PS (1.87, $t(1746) = 102.75$, $p < .0001$). En revanche, il n'en est rien, dans nos données, pour le PCF. Le test t montre que la moyenne des attitudes des classes populaires ($M = 6.19$) n'est pas significativement plus élevée que celle du PCF ($M = 6.54$), bien au contraire ($t(1746) = -8.47$, $p = 1$). Cela semble contredire notre hypothèse en ce qui concerne le PCF. Le PCF est un parti assez sceptique à l'intégration européenne qu'il critique pour son orientation jugée trop libérale. Le PCF s'était ainsi positionné contre le traité de Maastricht en 1993, contrairement au PS. Ce résultat est néanmoins à relativiser : le positionnement des partis sur la mondialisation basé sur les données *manifesto* ne prend pas en compte les questions relatives à l'immigration. Cela est de nature à produire des résultats trompeurs, d'autant plus que, dans les années 1990, le PCF n'adoptait plus une position aussi

FIGURE 11.22 – France 1995 : Distance, identification partisane et vote pour les candidats du PCF, PS et FN

	Vote pour les candidats du PCF, PS et FN					
	Vote PCF		Vote PCF		Vote PS	
	PCF	PCF	PS	PS	FN	FN
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Distance PCF	−0.891***	−0.670***				
	(0.020)	(0.024)				
IP avec PCF		2.341***				
		(0.064)				
Interaction Distance PCF :IP PCF		0.087**				
		(0.042)				
Distance PS			−0.780***	−0.772***		
			(0.014)	(0.024)		
IP avec PS				0.958***		
				(0.027)		
Interaction Distance PS :IP PS				0.376***		
				(0.021)		
Distance FN					−0.519***	−0.421***
					(0.012)	(0.013)
IP avec FN						1.848***
						(0.075)
Interaction Distance FN :IP FN						−0.076*
						(0.039)
Constant	−1.186***	−2.036***	−0.497***	−1.412***	−0.761***	−1.280***
	(0.029)	(0.041)	(0.019)	(0.035)	(0.028)	(0.034)
Observations	3,923	3,774	3,977	3,455	3,940	3,776
Log Likelihood	−8,549.259	−6,179.215	−16,902.570	−11,158.950	−13,225.900	−10,893.840
Akaike Inf. Crit.	17,102.520	12,366.430	33,809.140	22,325.900	26,455.790	21,795.690
Note :						*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

critique sur l'immigration que celle qu'il avait précédemment défendue (Scagnetti, 2018 ; Schain, 1988), notamment lorsque son Secrétaire général Georges Marchais était allé jusqu'à réclamer l'arrêt complet de l'immigration – même légale – en France.

Figure 11.23 – France 1995 : Chaîne causale entre l'appartenance à la classe ouvrière, attitude relative à la mondialisation et vote pour Jean-Marie Le Pen



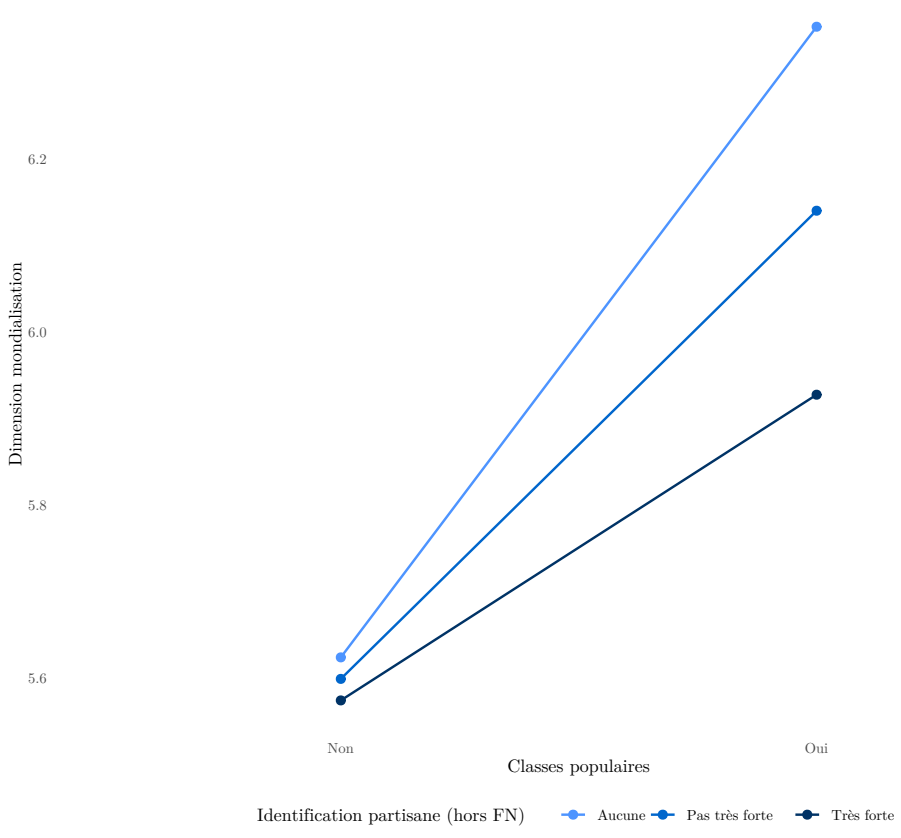
Comme en 1988, le vote pour Jean-Marie Le Pen parmi les ouvriers, et plus largement au sein des classes populaires, est en partie médié par l'attitude vis-à-vis de la mondialisation. L'effet indirect est hautement significatif (*ACME* (moyenne) = 0.0171, $IC_{95\%}[0.0104, 0.02]$, $p < 0.001$), indiquant que les attitudes à l'égard de la mondialisation jouent un rôle intermédiaire dans la relation entre l'appartenance aux classes populaires et le vote en faveur du FN (voir figure 11.23).

Contrairement à 1988, le lien direct entre la classe sociale et le vote FN est également significatif (*ADE* (moyenne) = 0.0540, $IC_{95\%}[0.0254, 0.08]$, $p = 0.002$), suggérant que l'effet total ($TE = 0.0711$, $IC_{95\%}[0.0414, 0.10]$, $p < 0.001$) ne se limite pas à la médiation, mais inclut un effet propre à la classe sociale. La proportion de l'effet total passant par la médiation atteint environ 24% (*Prop. Mediated* (moyenne) = 0.2404, $IC_{95\%}[0.1417, 0.43]$, $p < 0.001$), soulignant l'importance des attitudes relatives à la mondialisation tout en confirmant l'existence d'un vote de classe

structurel parmi les ouvriers en faveur du FN, phénomène qui rappelle le vote en faveur du PCF dans les années 1970.

L'identification partisane en recul ouvre donc la voie aux attitudes hostiles à la mondialisation et donc au vote FN (tableau D.16 page 403). Cela est particulièrement vrai pour les classes populaires. Celles-ci sont plus hostiles à la mondialisation que la moyenne de la population. Mais cette différence est amoindrie si l'identification est forte pour un autre parti que le FN (figure 11.24). L'identification partisane s'étant affaiblie dans les classes populaires, ceci ouvre la voie à des attitudes négatives sur la mondialisation et donc au vote pour la droite radicale populiste.

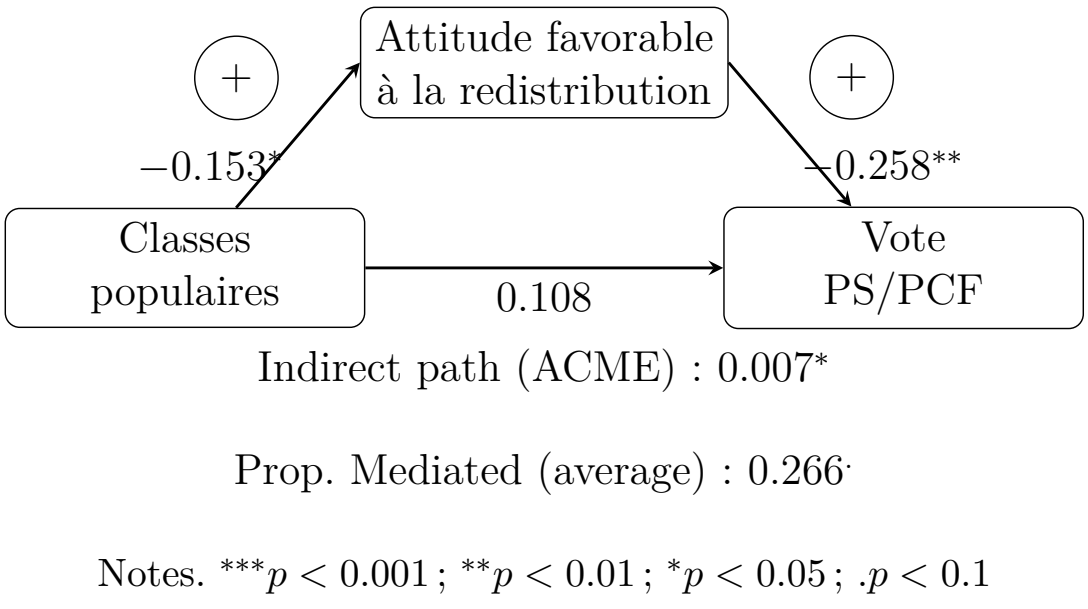
FIGURE 11.24 – France 1995 : Interaction entre Identification partisane (hors FN) et l'appartenance aux classes populaires sur les attitudes sur la mondialisation



Le vote pour les partis de gauche est, en revanche, modéré par les attitudes

favorables à la redistribution. En effet, une analyse de médiation a été réalisée afin d'examiner l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote de la gauche de classe (PS et PCF), en considérant les attitudes face à la redistribution comme médiateur. Les résultats indiquent un effet de médiation statistiquement significatif ($ACME = 0.0072, IC_{95\%}[0.0006, 0.01], p = 0.036$), suggérant que les attitudes économiques jouent un rôle dans la relation entre classes populaires et vote pour la gauche de classe. Cependant, l'effet direct ($ADE = 0.0188, IC_{95\%}[-0.0096, 0.04], p = 0.192$) n'est pas significatif, indiquant que l'effet total de l'appartenance aux classes populaires sur le vote s'explique principalement par l'effet indirect via la médiation. L'effet total reste marginalement significatif, invitant à une certaine prudence lors de l'interprétation ($TE = 0.026, IC_{95\%}[-0.0037, 0.05], p = 0.090$).

FIGURE 11.25 – France 1995 : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitudes relatives à la redistribution et vote pour la gauche de classe (PS et PCF)



Cela suggère l'existence d'effets contradictoires de l'appartenance aux classes populaires. D'un côté, ce statut social nourrit des attitudes sceptiques face à la mondialisation, ce qui favorise le vote pour le FN – et éloigne ces électeurs des partis de gauche. De l'autre, cette même appartenance suscite des attitudes favorables à la redistribution, ce qui encourage le vote pour les candidats de la gauche de

classe, Lionel Jospin et Robert Hue – et éloigne les électeurs du FN. Sachant qu'une attitude favorable à la redistribution éloigne du vote pour Jean-Marie Le Pen, il semblerait que son positionnement libéral sur les questions économiques, une des composantes de la fameuse *winning formula* de Herbert Kitschelt et Anthony J. McGann (1995), est un frein pour le renforcement du FN au sein des classes populaires. De même, le positionnement favorable à la mondialisation des partis de gauche, en particulier du PS, qui les place loin « à gauche » des classes populaires, a vraisemblablement un impact négatif sur le vote des classes populaires en faveur de la gauche.

11.4 Élection récente : les élections présidentielles de 2017

Les élections de 2017 suivent le mandat de François Hollande qui a rapidement été jugé négativement dans l'opinion (Bréchon, 2017) et dont la fin du mandat a été qualifiée de « crépusculaire » (Martigny, 2017, p. 44). Sur fond d'une cote de popularité désastreuse et de contestations internes, Hollande décide de ne plus se présenter. François Hollande était pourtant parvenu, cinq ans plus tôt, à défaire Nicolas Sarkozy, le président de tradition gaulliste sortant. C'était la première fois depuis François Mitterrand que les socialistes accèdent au Palais de l'Élysée. Il y était parvenu en mobilisant de larges pans des classes populaires et de la jeunesse contre son rival. Cependant, Hollande a rapidement épuisé son capital de confiance. Outre des problèmes économiques, un chômage élevé persistant, la France est marquée par une vague d'attentats meurtriers revendiqués par des groupes islamistes.

À gauche, Hollande est pris en tenaille entre deux tendances. D'un côté, Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche (FdG), avec son Parti de gauche (PG) et les communistes du PCF, s'opposent dès le début de son mandat à Hollande. Mais même au sein de son propre parti, le PS, des « frondeurs » critiquent puis s'opposent à sa politique jugée trop libérale. Les « frondeurs » quittent le gouvernement de Manuel Valls en 2014. De l'autre côté, Emmanuel Macron, d'abord conseiller du président, puis ministre de l'Économie sous le

premier ministre Manuel Valls, pousse pour aller plus loin dans les réformes libérales. François Hollande est ainsi déchiré entre ces tendances. En tant que Président de la République, il ne parvient plus à les unir à l'aide d'une « synthèse », discipline dans laquelle il s'était érigé en maître pendant son mandat de Premier secrétaire du Parti socialiste (Martigny, 2017).

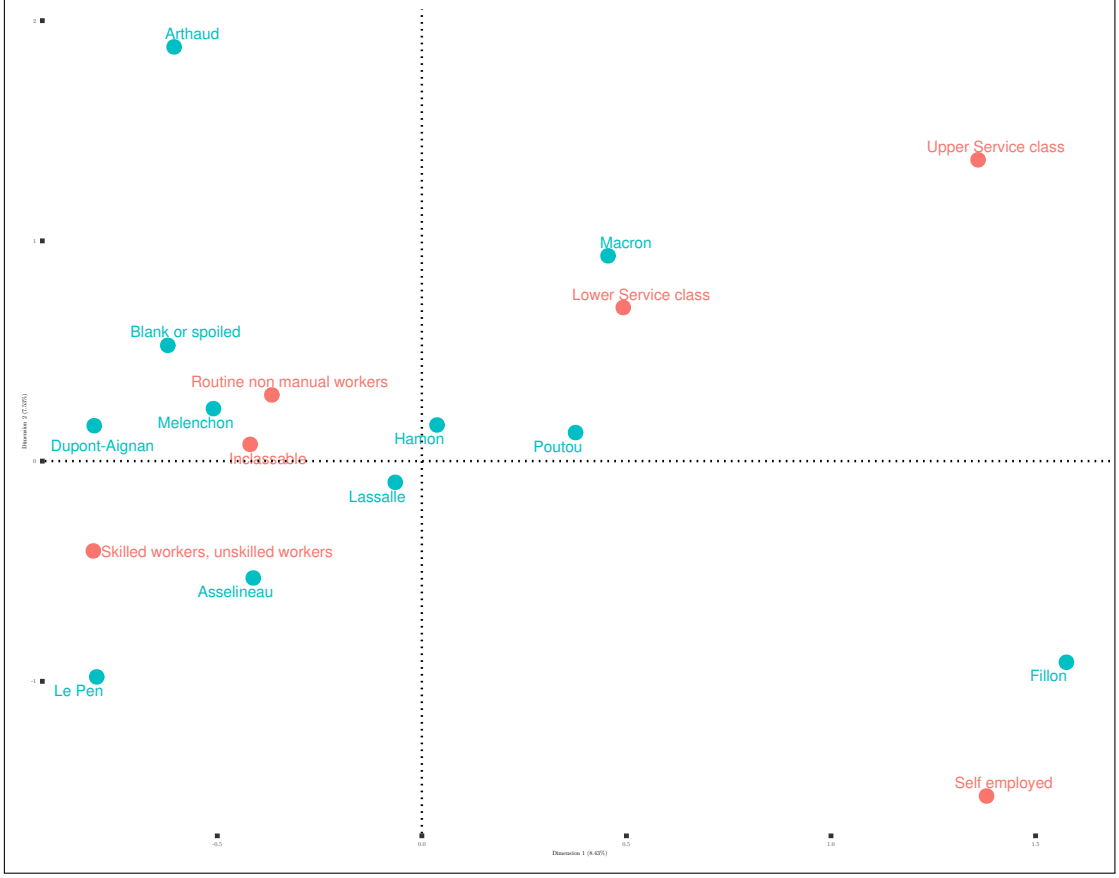
Ces deux tendances se présentent séparément à l'élection présidentielle de 2017. Le Parti socialiste investit un « frondeur », Benoît Hamon, comme candidat. De son côté, Emmanuel Macron lance sa propre formation, baptisée En Marche (EM), un acronyme formé de ses initiales. Il arrive en tête au premier tour avec 24% des suffrages et remporte largement le second tour face à la candidate du FN, Marine Le Pen, avec 66 % contre 39 % des voix. En revanche, Benoît Hamon, candidat du PS, subit un véritable naufrage électoral : il n'obtient que 6% des suffrages au premier tour, soit le plus mauvais score des socialistes depuis 1969, soit près d'un demi siècle.

L'autre « grand » candidat de gauche, Jean-Luc Mélenchon, ne parvient pas non plus à se hisser au second tour. Avec $19,56\%$ des voix, il réalise certes le meilleur score d'un candidat à gauche du Parti socialiste depuis 1969, lorsque Jacques Duclos, candidat du PCF, avait obtenu 21% des suffrages. Cependant, il est devancé de peu par Marine Le Pen ($21,3\%$) et François Fillon ($20,01\%$), le candidat des Républicains. En devenant la principale figure de la gauche, Jean-Luc Mélenchon réussit son pari : mener campagne sans participer à la primaire de gauche qui avait désigné Benoît Hamon et mettre un terme au Front de gauche (FdG), son alliance avec le PCF, afin de fonder la France insoumise (FI). Ce mouvement, conçu pour dépasser les partis politiques traditionnels, inclut notamment le Parti de gauche (PG), qu'il avait créé en 2008 après avoir quitté le PS.

En 2017, Marine Le Pen obtient $21,03\%$ ($7,7$ millions) des voix, soit le meilleur score qu'un candidat d'extrême droite a obtenu jusqu'alors à l'occasion d'une élection présidentielle française. Elle dépasse son score de 2012 où elle s'était placée en troisième position, derrière Hollande et Sarkozy, avec $17,9\%$ des voix (6,4 millions de voix). Elle dépasse aussi largement le score de son père Jean-Marie Le Pen de 2002, qui avait accédé au second tour de l'élection présidentielle avec $16,86\%$ et moins de cinq millions de voix.

Comme le révèle l'analyse en correspondance multiple, le FN de Marine Le Pen a poursuivi son ancrage au sein des classes populaires, en particulier chez les ouvriers (figure 11.26). Ainsi, Marine Le Pen est plus proche des ouvriers que la gauche de classe, représentée par Mélenchon, Hamon et, dans une moindre mesure, par Nathalie Arthaud (LO) et Philippe Poutou, le candidat du NPA. Parmi les principaux candidats, à savoir Macron, Fillon, Mélenchon et Marine Le Pen, cette dernière apparaît comme la plus proche des ouvriers. En revanche, Mélenchon se positionne davantage auprès des employés. Emmanuel Macron, ainsi que, dans une moindre mesure, Benoît Hamon et Philippe Poutou, sont plus proches des classes de service inférieures. Enfin, François Fillon, candidat de la droite traditionnelle (LR), est associé aux indépendants et à la classe de service supérieure.

Figure 11.26 – France 2017 : Vote en fonction de la classe sociale



La modélisation multinomiale (tableau 11.9) confirme le rapprochement du FN des classes populaires et en particulier des ouvriers. Ainsi, il n'y a plus de différence significative dans le vote ouvrier (et employé) entre candidats de la gauche de classe et la droite radicale populiste (différences d'intercepts non significatives) [9]. Autrement dit : les ouvriers ne sont pas plus susceptibles de voter pour un candidat de gauche que pour Marine Le Pen. Cela est une évolution notable, car précédemment, même si le FN avait de très bons scores auprès des classes populaires, tous les partis de gauche de classe confondus, étaient sensiblement plus forts auprès des ouvriers que le FN. Cette modélisation suggère qu'en 2017, cela n'est plus le cas.

Tableau 11.9 – France 2017 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP)

	Vote 1er tour Présidentielles 1995				
	Abstention ou nul	Libéraux	Droite	Autres	Extrême droite
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Inclassable	0.004	0.288	−0.107	−0.469	−0.160
	(0.218)	(0.234)	(0.244)	(0.299)	(0.221)
Upper service class	−0.625	1.156***	1.073***	0.043	−1.209**
	(0.428)	(0.327)	(0.325)	(0.440)	(0.509)
Lower service class	−0.885***	0.377*	0.238	−0.615**	−0.697***
	(0.248)	(0.222)	(0.220)	(0.294)	(0.234)
Self employed	−0.267	0.639**	1.326***	0.019	−0.062
	(0.299)	(0.280)	(0.253)	(0.344)	(0.282)
Routine non manual workers	−0.661***	0.202	0.035	−0.036	−0.312
	(0.242)	(0.233)	(0.233)	(0.264)	(0.222)
Constant	−0.050	−0.470***	−0.381**	−0.731***	0.003
	(0.137)	(0.154)	(0.150)	(0.168)	(0.135)
Akaike Inf. Crit.	6,340.547	6,340.547	6,340.547	6,340.547	6,340.547

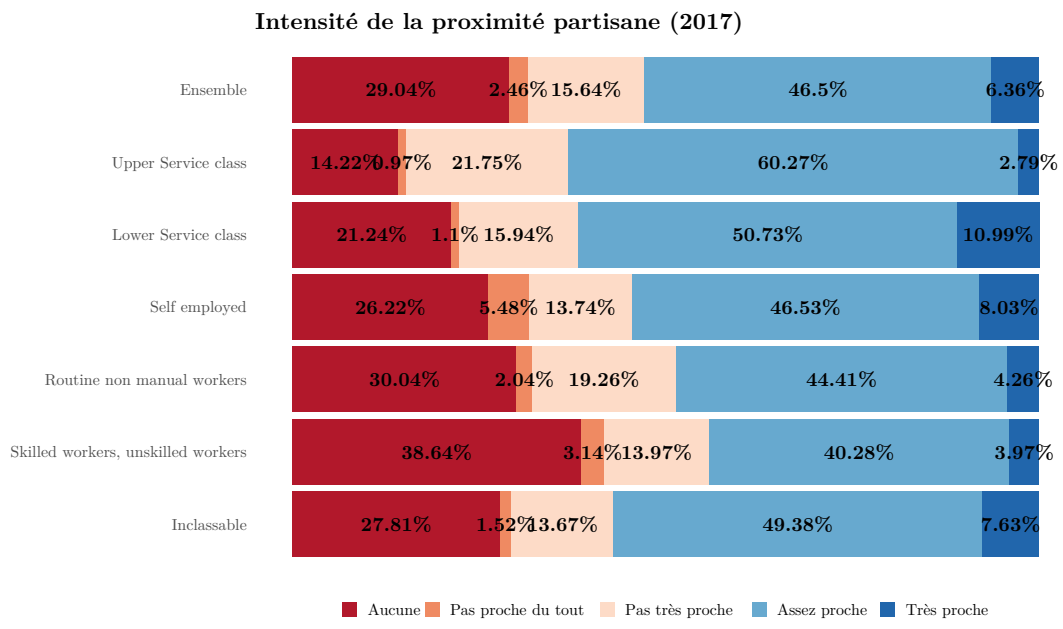
Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01
Références : Gauche de classe / *Skilled workers, unskilled workers*

Les classes populaires restent les classes sociales avec le moins de proximité partisane (figure 11.27 page suivante). En revanche, le recul de l'identification partisane ne semble pas s'être poursuivi, bien qu'en raison d'un changement d'échelle de mesure, une comparaison directe est difficile. Ainsi, parmi les ouvriers, 39% n'ont aucune identification partisane (contre 47% en 1995, figure 11.20 page 212). Les classes populaires restent donc les classes les plus « unchurched ». Même si l'on ne peut pas constater de baisse de l'identification partisane, on observe que les

9. Notons qu'il en est de même pour l'abstention parmi les ouvriers.

écarts entre classes sociales se sont creusés par rapport à 1995. En particulier les ouvriers se démarquent, suivis des employés, par une identification particulièrement faible. Les indépendants, en revanche, ne sont plus particulièrement « unchurched », mais se placent dans la moyenne de la proximité partisane. Les classes de services sont les classes se sentant les plus proches des partis politiques.

FIGURE 11.27 – France 2017 : Identification partisane en fonction de la classe sociale



Il est intéressant que l'identification ne semble plus avoir d'effet d'amortisseur sur les distances dans la propension de voter pour un parti (tableau 11.10 page ci-contre). Tant pour les partis de la gauche de classe (PS et FI) que pour le FN, plus le parti est éloigné de l'électeur, moins l'électeur a tendance à voter pour ce parti. En revanche, contrairement aux élections antérieures, l'identification partisane ne semble plus influencer le vote. Il n'y a plus non plus d'interaction entre distance

Tableau 11.10 – France 2017 : Régression sur le rôle de l'identification partisane et de la distance sur le vote

	Vote 1er tour Présidentielles 2017		
	FI	PS	FN
	(1)	(2)	(3)
IP FI	−0.062		
	(0.211)		
Distance FI	−0.021***		
	(0.004)		
Interaction : IP FI*Distance FI	−0.0003		
	(0.007)		
IP PS		−0.499	
		(0.328)	
Distance FI		−0.029***	
		(0.005)	
Interaction : IP PS*Distance PS		0.017*	
		(0.009)	
IP FN			−13.746
			(544.118)
Distance FN			−0.045***
			(0.005)
Interaction : IP FN*Distance FN			0.108
			(7.358)
Constant	−0.974***	−0.598***	−0.187
	(0.143)	(0.169)	(0.136)
Observations	1,274	1,274	1,274
Log Likelihood	−650.111	−639.218	−552.896
Akaike Inf. Crit.	1,308.222	1,286.437	1,113.792

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

et identification partisane, lorsque l'identification partisane annulait l'effet de la distance sur la probabilité de vote.

Cela est peut-être dû au fait que la France insoumise (FI) est un nouveau parti et que l'identification partisane n'est pas encore développée. Le PS est très affaibli après le mandat de François Hollande ce qui peut expliquer que l'identification partisane ne joue plus. En ce qui concerne le FN, l'identification partisane n'annule pas l'effet de la distance. Cela peut être lié au niveau, somme toute assez faible, d'identification partisane dont bénéficie le FN. Cela corrobore l'idée que le vote FN n'est pas aussi fortement enraciné que l'étaient, naguère, le vote socialiste et communiste. Plaide pour un affaiblissement de l'identification partisane également le naufrage des partis traditionnels. Ni le candidat du PS, ni le candidat de la droite classique Fillon, n'a pu atteindre le second tour lors des élections présidentielles de 2017 – ce qui est la première fois depuis le début de la Cinquième République. Cela est non seulement un indice pour la transformation du système partisan français, qu'on est donc face à un vote de rupture, mais aussi l'expression du déclin des milieux traditionnels qui liaient étroitement des partis à des groupes sociaux, donc du vote de classe structurel.

Tableau 11.11 – France 2017 : Régression sur les attributs ouvriers et populaires et le vote pour FI, PS et FN

	Vote 1er tour Présidentielles 2017											
	FI	FI	FI	FI	PS	PS	PS	PS	FN	FN	FN	FN
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Attributs ouvriers	−0.003	0.027			−0.273***	−0.334***			0.185***	0.206***		
	(0.070)	(0.074)			(0.075)	(0.082)			(0.062)	(0.063)		
Non-blanc		0.770***		0.622**		−0.048		0.142		−0.922**		−0.943**
		(0.221)		(0.263)		(0.236)		(0.255)		(0.365)		(0.439)
Attributs ouvriers * Non-blanc		−0.262				0.481**				−1.040		
		(0.231)				(0.213)				(0.710)		
Attributs populaires * Non-blanc				0.014				0.061				−0.308
				(0.145)				(0.161)				(0.271)
Attributs populaires			0.088*	0.084			−0.203***	−0.211***			0.199***	0.214***
			(0.049)	(0.052)			(0.050)	(0.054)			(0.046)	(0.047)
Constant	−1.721***	−1.807***	−1.821***	−1.885***	−1.364***	−1.358***	−1.296***	−1.308***	−1.720***	−1.657***	−1.844***	−1.786***
	(0.075)	(0.081)	(0.086)	(0.093)	(0.067)	(0.070)	(0.074)	(0.078)	(0.074)	(0.076)	(0.086)	(0.089)
Observations	1,830	1,830	1,830	1,830	1,830	1,830	1,830	1,830	1,830	1,830	1,830	1,830
Log Likelihood	−899.844	−893.305	−896.904	−891.144	−926.622	−923.831	−924.942	−924.478	−839.488	−826.973	−834.999	−823.458
Akaike Inf. Crit.	1,803.688	1,794.610	1,797.809	1,790.288	1,857.244	1,855.662	1,853.885	1,856.957	1,682.976	1,661.946	1,673.999	1,654.916

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Un autre élément traduit un changement dans le vote de classe structurel : ainsi les attributs ouvriers ne favorisent plus le vote pour la gauche de classe (tableau 11.11 page précédente). Le fait d'avoir des attributs ouvriers ou populaires n'augmente pas la probabilité de voter pour Jean-Luc Mélenchon ($B = -0.0032$, $SE = 0.0697$, $p = 0.964$). En ce qui concerne le candidat du PS, Benoît Hamon, les attributs populaires et ouvriers baissent même la probabilité de voter pour eux ($B = -0.27339$, $SE = 0.075$, $p < 0.001$). Le contraire est vrai pour le FN ($B = 0.18455$, $SE = 0.062$, $p = 0.003$). Ainsi, les attributs populaires et ouvriers augmentent la probabilité de voter pour Marine Le Pen. Ce qui est frappant est que le fait d'être non blanc a à peu près l'effet inverse : il augmente le vote pour le PS et la France insoumise (FI), tandis qu'il baisse la probabilité de voter pour le FN. Ces résultats suggèrent un éloignement des ouvriers et des classes populaires de la gauche de classe et une prise d'importance du vote FN.

Même en intégrant un élément subjectif – la conscience de classe des ouvriers, que les travaux historiques associent fortement au vote pour la gauche de classe (Dogan, 1960) –, le diagnostic reste inchangé (tableau D.25 page 415). Certes, se reconnaître comme appartenant à la classe ouvrière favorise le vote en faveur de la gauche de classe ($B = 0.383$, $SE = 0.163$, $p = 0.019$). Cependant, cette conscience de classe n'exclut en rien le vote Marine Le Pen. Ainsi, être un « ouvrier conscient » accroît également, voire davantage, la probabilité de voter FN ($B = 0.496$, $SE = 0.175$, $p = 0.005$) [10]. La gauche de classe n'est donc pas la seule à bénéficier de cette conscience de classe, ce qui illustre une désaffection des classes populaires pour la gauche, et en particulier pour le PS.

Ce constat est confirmé par le comportement électoral des sympathisants du mouvement des « Gilets jaunes ». Apparue en 2018, un an après l'élection d'Emmanuel Macron, cette contestation a été associée au développement d'une conscience de classe (Bantigny et al., 2019). Pourtant, lors des élections européennes de

10. Notons que les coefficients issus de modèles logistiques différents ne sont pas directement comparables : un coefficient plus élevé pour le FN n'implique donc pas nécessairement que l'effet de la conscience ouvrière y est plus fort que pour la gauche de classe. En revanche, si l'on considère les effets marginaux moyens, comme le recommande la littérature (Best & Wolf, 2012), on observe qu'avoir une conscience de classe augmente significativement d'environ 5% la probabilité de voter pour Marine Le Pen, tandis que cette probabilité n'augmente que d'environ 4% pour la gauche de classe (sans significativité). Plus précisément, s'identifier à la classe ouvrière accroît la probabilité de voter pour FI de 6%, tandis qu'elle diminue celle de voter pour le PS de 4%.

2019, ce mouvement ne profite que très partiellement aux partis de gauche, malgré leur engagement significatif, notamment celui de la France insoumise. Le premier parti parmi les sondés « se sentant proches des Gilets jaunes » est de loin le RN de Marine Le Pen, qui recueille 42% des voix (Grégoire, 2019, p. 553). Même parmi ceux ayant déclaré avoir manifesté avec le mouvement, 38% affirment voter pour le parti de Marine Le Pen, tandis que la France insoumise ne récolte que 12% des suffrages, et l'ensemble des partis de gauche et écologistes 30% (Grégoire, 2019, p. 553) [11]. Historiquement, les mouvements sociaux des classes populaires, en particulier ceux des ouvriers, étaient encadrés par les syndicats, renforçant ainsi le lien avec les partis de gauche qui leur offraient un débouché politique. Or, le mouvement des « Gilets jaunes », qui a contourné ces structures syndicales, n'a guère permis de consolider ce lien – et c'est peu dire.

Si l'appartenance aux classes populaires ne semble plus influencer le vote en faveur de la France insoumise (FI) et du PS (voire même jouer en leur défaveur en ce qui concerne le PS), nos modèles indiquent, en revanche, que le fait d'être non blanc accroît le soutien à la gauche de classe (tableau 11.11 page 227). Sommes-nous dès lors passés d'un vote de classe à un « vote de race » ? Cette question mérite d'être posée au regard de ces résultats, d'autant plus que la littérature française débat depuis plusieurs années du développement d'un « vote musulman » (Kepel & Jardin, 2017 ; Tiberj, 2015) et de la structure ethnique du vote dans les « quartiers » (Braconnier & Dormagen, 2010). Aux États-Unis, la variable « *race* » est depuis longtemps mise en avant, certains la considérant comme un facteur clé dans l'explication du vote (Abramowitz, 2018 ; Carmines & Stimson, 1989 ; Frymer, 2010 ; Hajnal, 2020). Nous reviendrons sur ce point après avoir examiné les effets médiateurs des attitudes.

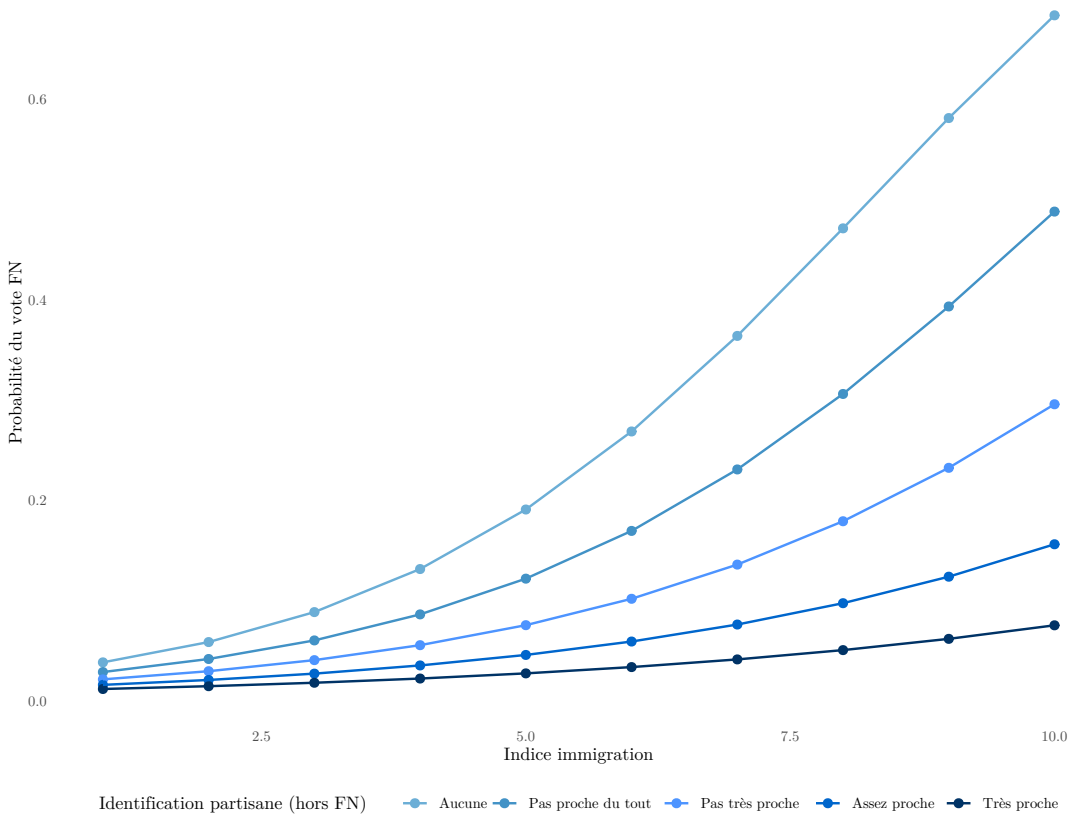
L'identification partisane n'annule plus l'effet de la distance sur le vote, mais continue-t-elle à influencer les attitudes relatives à la mondialisation ? Nous testons cela avec un indice spécifique à l'immigration [12]. Ainsi, contrairement à 1995, il n'y a

11. Des enquêtes de terrain menées auprès des militants, telles que celles du Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes et al. (2019), ont révélé des résultats sensiblement différents, plus favorables à la gauche. Toutefois, ces enquêtes ne prétendent pas à la représentativité statistique et reflètent peut-être une aliénation ou un éloignement des dirigeants et activistes par rapport à leur base.

12. Un indice plus large sur la mondialisation, combinant des questions relatives à l'immigration avec la mondialisation économique et l'intégration européenne, donne des résultats similaires.

certes plus d'interaction entre appartenance aux classes populaires et identification partisane (hors FN), mais l'effet est tout de même celui qui était attendu (tableau D.20 page 410) : les classes populaires sont plus susceptibles d'avoir une attitude sceptique face à la mondialisation. En même temps, l'identification partisane baisse la probabilité d'avoir une attitude négative de la mondialisation (figure D.9 page 411).

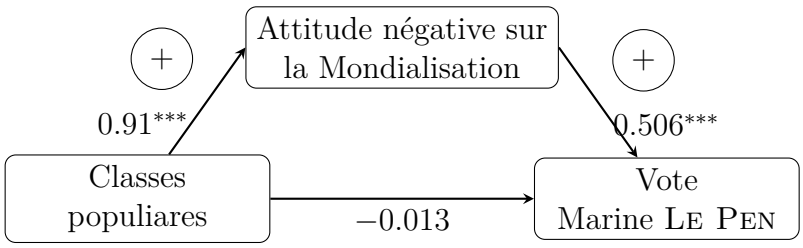
FIGURE 11.28 – France 2017 : Probabilité prédite de voter pour le FN en fonction d'une identification partisane pour un autre parti et d'attitudes négatives sur l'immigration



Une identification partisane pour un autre parti que le FN continue à baisser la probabilité de voter pour le FN malgré une attitude restrictive sur l'immigration (tableau D.23 page 413). Même si l'effet d'interaction entre identification partisane et attitude face à l'immigration n'est pas significative ($B = -0.0579$, $SE = 0.04014$,

$p = 0.149$), l'on peut affirmer que l'identification partisane pour un autre parti que le FN baisse la probabilité de vote pour Marine Le Pen malgré des attitudes sceptiques à l'immigration (figure 11.28 page précédente).

Figure 11.29 – France 2017 : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la mondialisation et vote pour Marine Le Pen



Indirect path (ACME) : 0.016^{***}

Prop. Mediated (average) : 0.992^{*}

Notes. $^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$; $.p < 0.1$

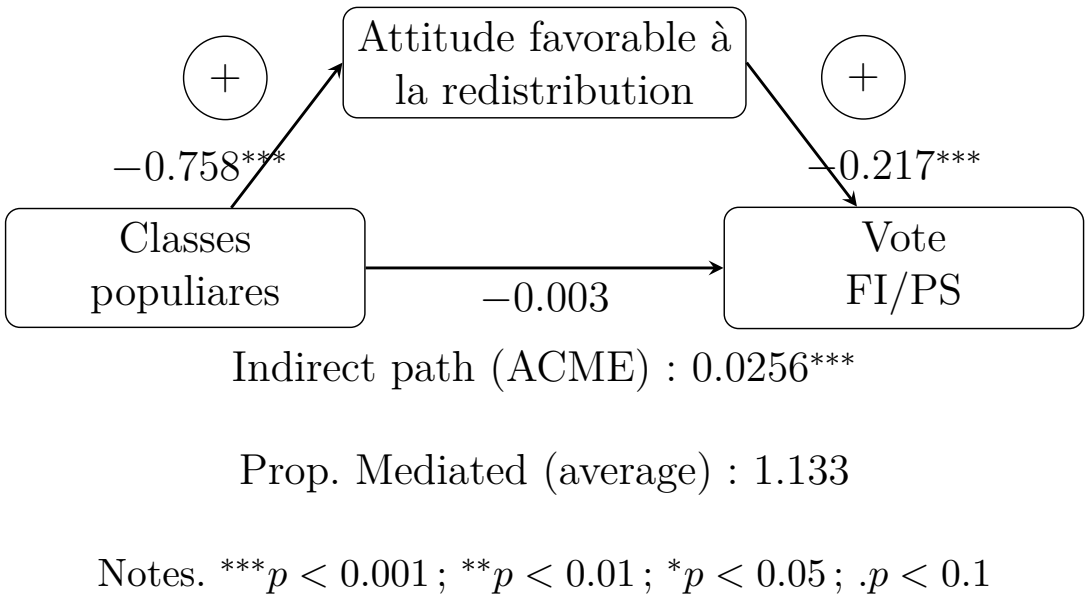
La qualité des données de 2017 nous permet de vérifier si le fait d'être un « petit blanc » augmente la probabilité de voter pour le FN. Les résultats sont sans appel (tableau D.21 page 410) : les « petits blancs » sont significativement plus enclins à voter pour la droite radicale populiste. L'*odds ratio* (OR) est de 1,8 ($B = 0.577$, $SE = 0.127$, $p < 0.000$), ce qui signifie que les personnes appartenant à cette catégorie ont une probabilité augmentée d'environ 64% de voter pour le FN, par rapport à celles qui n'en font pas partie.

Tout comme en 1988 et en 1995, l'appartenance aux classes populaires et à la classe ouvrière augmente le vote pour Marine Le Pen. Ce vote est modéré par les attitudes négatives sur la mondialisation (figure 11.29). Le modèle de médiation indique qu'appartenir aux classes populaires est positivement associé à des attitudes plus restrictives envers l'immigration ($B = 0.91$, $SE = 0.15$, $p < 0.001$). Ensuite, le modèle d'*outcome* montre que ces attitudes sont un prédicteur significatif du vote FN ($B = 0.51$, $SE = 0.04$, $p < 0.001$), alors que l'appartenance aux classes populaires devient non significative ($B = 0.004$, $SE = 0.16$, $p = 0.98$). L'analyse de médiation confirme un effet indirect significatif ($ACME = 0.053$, $IC_{95\%}[0.034, 0.07]$, $p < 0.001$), tandis que l'effet direct (ADE) de l'appartenance aux classes populaires sur le

vote FN est non significatif ($ADE = -0.013$, $IC_{95\%}[-0.057, 0.03]$, $p = 0.506$). L'effet total est cependant significatif ($TE = 0.052$, $IC_{95\%}[0.006, 0.10]$, $p = 0.024$). Enfin, la proportion médiée est estimée à 99%, suggérant que l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote Marine Le Pen passe principalement – voire entièrement – par les attitudes à l'égard de l'immigration.

Ces résultats soutiennent l'hypothèse selon laquelle l'association entre l'appartenance aux classes populaires et le vote FN s'explique par l'intermédiaire d'une attitude négative de l'immigration. Lors des élections précédentes, cela était surtout vrai pour les ouvriers, mais ce mécanisme s'est élargi à des pans supplémentaires des classes populaires. L'effet direct non significatif, ne confirmant pas les résultats de 1995 qui voyaient un effet significatif, suggère que le soutien des classes populaires à la droite radicale populiste est moins ancré que l'était le vote de classe classique pour les partis de gauche, le PS et le PCF, dans le passé.

Figure 11.30 – France 2017 : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la redistribution et vote pour la gauche de classe



Inversement, il semblerait que l'appartenance aux classes populaires augmente la propension à voter pour la gauche de classe par le biais des attitudes relatives à la redistribution (figure 11.30). Le modèle de médiation montre que les individus

issus des classes populaires expriment une adhésion plus forte aux politiques redistributives (ce qui correspond à un indice plus faible ; $B = -0.76$, $SE = 0.11$, $p < 0.001$). Le modèle d'*outcome* révèle que ces attitudes influencent significativement le vote à gauche : plus une personne est favorable à la redistribution, plus elle a de chances de voter pour la gauche ($B = -0.22$, $SE = 0.03$, $p < 0.0014$). Cependant, l'effet direct de l'appartenance aux classes populaires sur le vote pour la gauche est non significatif ($B = -0.02$, $SE = 0.12$, $p = 0.88$) – ce qui confirme notre constat précédent, selon lequel appartenir aux classes populaires n'augmente pas le vote pour la gauche. L'analyse de médiation confirme un effet indirect significatif ($ACME = 0.026$, $IC_{95\%}[0.016, 0.04]$, $p < 0.001$), tandis que l'effet direct (ADE) est non significatif ($B = -0.003$, $IC_{95\%}[-0.038, 0.03]$, $p = 0.88$). L'effet total, bien que positif, reste non significatif ($TE = 0.023$, $IC_{95\%}[-0.013, 0.06]$, $p = 0.25$). La proportion médiée est estimée à une valeur aberrante de 113% et son intervalle de confiance large suggère une instabilité des estimations.

Ces résultats indiquent que l'adhésion aux politiques redistributives est un facteur clés pour comprendre le vote à gauche au sein des classes populaires. Cela plaide pour un effet indirect sur le vote de gauche. Toutefois, l'absence d'effet total significatif et la proportion médiée instable appellent à une interprétation prudente.

Il faut d'autant plus être prudent qu'un effet similaire est observable pour le vote en faveur de Marine Le Pen. Contrairement aux élections précédentes, où son père Jean-Marie Le Pen se présentait aux élections présidentielles, les attitudes défavorables à la redistribution, donc de droite classique, favorisaient le vote pour lui. Il n'en est rien en 2017, alors que Marine Le Pen se présente à son tour. Si l'on compare dans un modèle les trois dimensions politiques (tableau 11.12 page suivante), les questions socio-économiques ne sont pas significatives (modèle 3 « Classes populaires » : $B = -0.002$, $SE = 0.053$, $p = 0.973$). Si on l'analyse séparément dans un modèle de médiation (tableau D.26 page 416), le résultat est encore plus frappant : l'appartenance aux classes populaires est associée à une attitude plus favorable à la redistribution économique ($B = -0.76$, $SE = 0.107$, $p < 0.001$). Or, le fait d'être favorable à la redistribution augmente, selon ce modèle, la probabilité de voter pour le FN ($B = -0.11$, $SE = 0.031$,$p = 0.002$). L'analyse de médiation indique que 22% de l'effet des classes populaires sur le vote FN passe par leur attitude plus favorable à la redistribution ($p = 0.006$). Toutefois, l'effet

Tableau 11.12 – France 2017 : Dimensions politiques et vote pour Marine Le Pen

	Vote FN		
	Simple	Contrôle	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)
Socio-économique	−0.037	−0.026	−0.002
	(0.034)	(0.035)	(0.053)
Culturel	−0.016	0.074*	0.156***
	(0.038)	(0.042)	(0.058)
Global	0.504***	0.533***	0.478***
	(0.038)	(0.040)	(0.057)
Âge		−0.031***	−0.031***
		(0.005)	(0.007)
Sexe		0.141	0.242
		(0.168)	(0.234)
Constant	−4.378***	−3.465***	−3.438***
	(0.313)	(0.358)	(0.519)
Observations	1,386	1,386	661
Log Likelihood	−517.923	−496.272	−261.882
Akaike Inf. Crit.	1,043.847	1,004.545	535.763

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

direct de l'appartenance aux classes populaires sur le vote FN reste significative ($B = 0.30$, $p = 0.020$), suggérant que d'autres facteurs, comme en particulier les attitudes relatives à l'immigration (figure 11.29 page 231), jouent un rôle important dans ce choix électoral.

Cela marque un véritable tournant. Marine Le Pen est parvenue à recentrer son parti sur les questions socio-économiques. Était-il initialement « à la droite de la droite » sur les questions socio-économiques, il est à présent un parti centriste, voire de centre-gauche, sur les questions socio-économiques (figure 10.5 page 170). Le Front national (FN) a donc abandonné la « *winning formula* » de Herbert Kitschelt et Anthony J. McGann (1995), se rapprochant ainsi des classes populaires. Son positionnement socio-économique ne constitue donc plus un obstacle à son expansion dans les classes populaires et semble s'être aussi répercuté dans la perception des électeurs : en témoigne le fait qu'une attitude favorable à la redistribution est compatible avec le vote FN.

Nos analyses confirment aussi que la séparation des questions relatives à la mondialisation des questions sociétales est plus pertinente pour expliquer le vote pour la gauche de classe. Certes, les attitudes autoritaires favorisent le vote pour le FN ($B = 0.194$, $SE = 0.03$, $p < 0.001$; modèle 2, tableau D.22 page 412). Mais en même temps, les personnes non blanches ont davantage d'attitudes autoritaires ($B = 0.775$, $SE = 0.255$, $p = 0.002$; modèle 1 tableau D.22 page 412) sans pour autant voter plus pour le FN. Au contraire, nos analyses montrent que les personnes non blanches votent moins pour Marine Le Pen ($B = -0.94$, $SE = 0.44$, $p = 0.03$; modèle 2, tableau D.22 page 412). Si l'axe GAL/TAN classique était pertinent pour expliquer le vote de la droite radicale populiste, ce paradoxe ne devrait pas se présenter.

Le fait d'être non blanc a un effet direct négatif et significatif sur le vote FN ($ADE = -0.132$, $IC_{95\%}[-0.176, -0.08]$, $p < 0.001$), tandis que l'effet indirect positif via les attitudes sociétales est plus faible ($ACME = 0.011$, $IC_{95\%}[0.002, 0.02]$, $p = 0.02$), mais également significatif. L'effet total est, lui aussi, significatif, mais négatif ($TE = -0.120$, $IC_{95\%}[-0.168, -0.07]$). Cela signifie qu'être non blanc baisse la probabilité de voter pour le FN. Nous avons, par ailleurs, pris en compte le fait d'appartenir aux classes populaires en contrôlant un effet d'interaction entre appartenance aux classes populaires et le fait d'être non blanc. Cet effet n'est pas

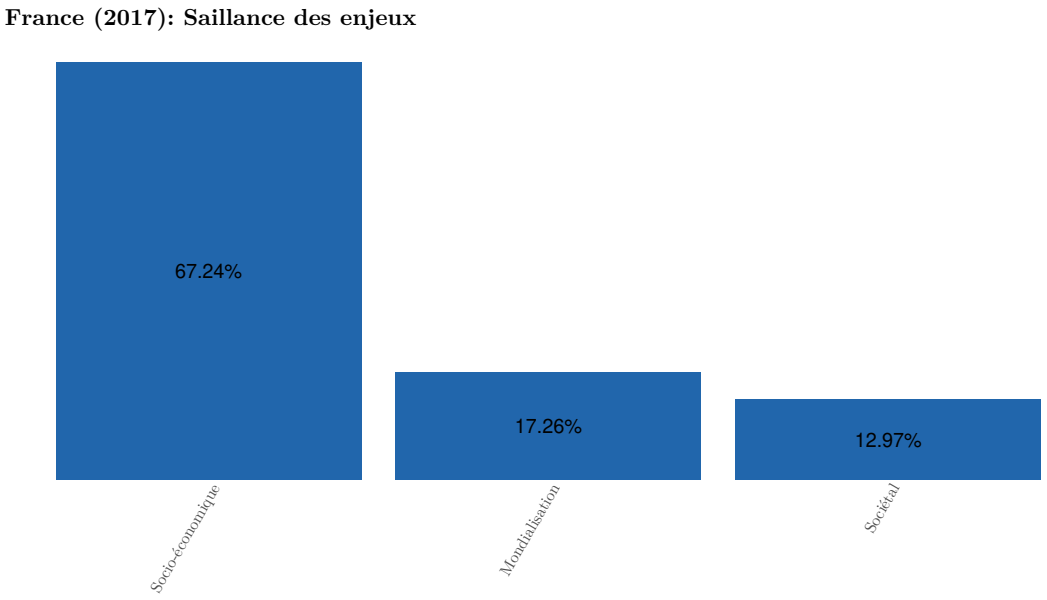
significatif ($B = -0.492$, $SE = 0.38$, $p = 0.2$ et $B = -0.842$, $SE = 0.74$, $p = 0.26$) ce qui ne permet pas d'établir que ce mécanisme diffère selon la classe sociale. Par conséquent, cela confirme l'hypothèse selon laquelle la différence de comportement électoral entre « petits Blancs » et personnes racisées appartenant aux classes populaires ne s'explique pas par l'axe classique GAL/TAN, mais plus spécifiquement par les questions relatives à la mondialisation, à l'immigration. La dimension mondialisation, différente de la dimension GAL/TAN ou autoritaire/libertaire est essentielle pour expliquer le comportement électoral divergent entre « petits Blancs » et classes populaires non blanches.

Les résultats des tests t de Welch montrent que les classes populaires ont une attitude significativement plus critique vis-à-vis de la mondialisation que le Parti socialiste ($t = 13.93, p < 0.001$). Toutefois, cela ne se confirme pas pour la France insoumise ($t = -6.07, p = 1$), qui se montrent encore plus critiques que les classes populaires à l'égard de la mondialisation. Les données de *manifesto* ne prennent pas en compte les questions relatives à l'immigration ce qui surévalue la position critique de la France insoumise (FI) sur la mondialisation qui est très ouverte sur l'immigration.

De même, un test t de Welch montre que la moyenne de l'indice de mondialisation des « petits blancs » (M = 5.87) est significativement plus élevée que celle de l'ensemble de la population ($M = 5.10$, $t = 7.81$, $p < 0.001$). L'intervalle de confiance à 95% pour la différence entre les moyennes exclut zéro ($IC_{95\%} = [0.60; \infty]$), confirmant que cette différence est robuste. De même, une comparaison restreinte aux classes populaires montre également une différence significative. Les « petits blancs » affichent un score moyen de 5.87, contre 4.83 pour les autres membres des classes populaires ($t = 3.17$, $p = 0.0019$). L'intervalle de confiance à 95% ($IC_{95\%} = [0.48; \infty]$) de la différence de moyenne confirme que cette différence est statistiquement significative.

Nous avions émis des hypothèses relatives à la saillance des enjeux (résumé, voir tableau : 6.1 page 102). En 2017, les enjeux dominants sont les enjeux relatifs aux questions socio-économiques (2/3 de réponses), suivis des enjeux ayant trait à la mondialisation (17%). Les enjeux sur les questions sociétales ferment le bal et sont nommés par 13% des répondants. Notons que les enjeux relatifs à la mondialisation seraient quelque peu plus saillants dans les classes populaires que dans la population

FIGURE 11.31 – France 2017 : Saillance des enjeux selon les électeurs



générale (19% contre 16%). Cette différence est statistiquement significative selon un test du khi-carré de Yates sur les enjeux binarisés ($\chi^2(1) = 4.75, p = 0.029$). Ayant émis l'hypothèse que la saillance des enjeux relatifs à la mondialisation augmente le vote pour la droite radicale populiste, ce fait n'est pas anodin. Il ne faudrait cependant pas surinterpréter cette différence somme toute assez limitée.

Tableau 11.13 – France 2017 : Saillance des enjeux et vote pour Marine Le Pen

	Dependent variable :		
	Vote pour le FN		
	Général	Contrôles	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)
Socio-économique (Réf : Mondialisation)	−1.406***	−1.371***	−1.405***
	(0.147)	(0.148)	(0.207)
Sociétal (Réf : Mondialisation)	−1.013***	−1.027***	−0.793***
	(0.210)	(0.211)	(0.281)
Genre (Réf : homme)		0.063	0.038
		(0.132)	(0.185)
Âge		−0.009***	−0.005
		(0.004)	(0.005)
Constant	−0.591***	−0.199	−0.203
	(0.118)	(0.220)	(0.299)
Observations	1,785	1,785	852
Log Likelihood	−779.391	−776.416	−392.136
Akaike Inf. Crit.	1,564.782	1,562.832	794.272
Note :			*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Nous avions émis l'hypothèse que la désertion de pans des classes populaires de la gauche au profit des classes populaires s'expliquait par la prise d'importance des enjeux relatifs à la mondialisation en conjonction avec le recul de l'identification partisane. Nos analyses confirment qu'en 2017 la saillance des sujet relatifs à l'immigration augmentent le vote pour le FN au sein des classes populaires (tableau 11.13). Ainsi, si des enjeux socio-économiques ou sociétaux dominent, la probabilité

de voter pour le FN baisse ($B = -1.406$, $SE = 0.21$, $p < 0.001$ et $B = -0.793$, $SE = 0.28$, $p < 0.001$). Les personnes pour lesquelles la mondialisation est un enjeu essentiel ont aussi davantage tendance à voir la mondialisation et en particulier l'immigration de manière négative. Un test t de Wilcoxon confirme cela ($t = -9.573$, $df = 428.82$, $p < 0.001$). Contrairement à l'hypothèse que nous avions émise dans le tableau 6.1 page 102, cela est valable autant pour les classes populaires dans leur ensemble, que pour les « petits blancs » que les classes populaires non blanches. Il n'y a pas de différence significative sur la manière dont agi la saillance des enjeux relatifs à la mondialisation sur le vote Front national (FN).

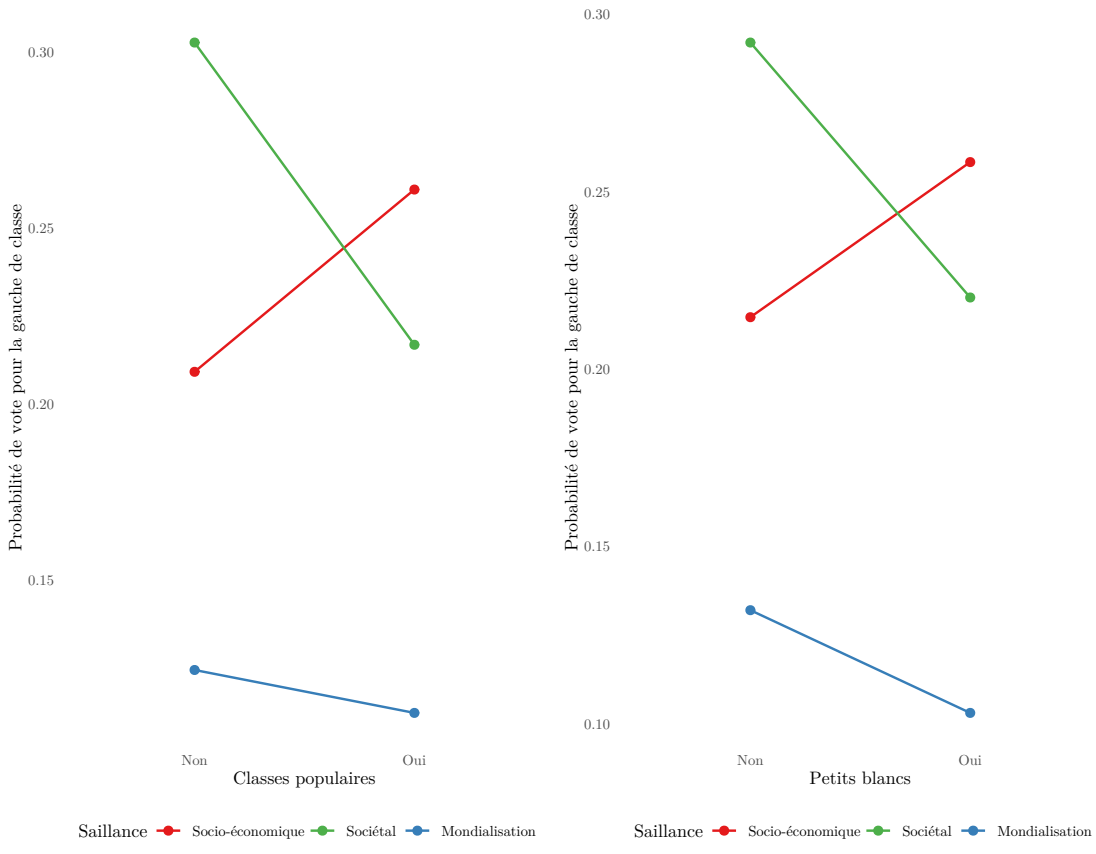
Tableau 11.14 – France 2017 : Saillance des enjeux et vote pour la France insoumise (FI) et le Parti socialiste (PS)

	Dependent variable :		
	Vote pour FI et PS		
	Général	Contrôles	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)
Sociétal (Réf : Socio-économique)	0.165	0.054	−0.277
	(0.165)	(0.168)	(0.258)
Mondialisation (Réf : Socio-économique)	−0.824***	−0.940***	−1.029***
	(0.193)	(0.196)	(0.274)
Genre (Réf : homme)		0.144	0.192
		(0.121)	(0.177)
Âge		−0.021***	−0.016***
		(0.003)	(0.005)
Constant	−1.270***	−0.304*	−0.438*
	(0.069)	(0.183)	(0.266)
Observations	1,785	1,785	852
Log Likelihood	−1,005.386	−984.862	−477.520
Akaike Inf. Crit.	2,016.773	1,979.725	965.039
Note :			*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Nous avons émis l'hypothèse que la saillance des enjeux socio-économiques augmente le vote pour la gauche de classe (tableau 6.1 page 102). Cette tendance serait

identifiable dans les classes populaires dans leur ensemble, les classes populaires non blanches et les « petits Blancs ». En règle générale, la saillance des enjeux relatifs aux questions socio-économiques augmente le vote pour le gauche de classe, la France insoumise (FI) et pour le PS (tableau 11.14 page précédente). Dans les classes populaires dans leur ensemble et parmi les « petits blancs » la saillance des enjeux socio-économiques font particulièrement augmenter le vote pour la gauche de classe comme le montrent les coefficients d'interaction significatifs (visuellement, voir figure : 11.32).

FIGURE 11.32 – France 2017 : Saillance des enjeux, classes populaires, petits Blancs et vote de gauche



Notons que nos modèles n'indiquent dans aucun cas le renforcement de vote pour la droite radicale populiste lorsque les enjeux sociétaux dominent.

Les hypothèses du tableau sont en partie confirmées : l'augmentation de la

saillance des enjeux liés aux questions socio-économiques favorisent le vote de gauche auprès des classes populaires, qu'elles soient blanches ou non. La saillance de sujets liés à la mondialisation incite au vote FN chez les classes populaires, mais contrairement à ce qui était attendu, elle ne favorise pas, en réaction, le vote de gauche auprès des non blancs – mais également pour le FN. Cela peut d'autant plus étonner que nous avons constaté que des attitudes ouvertes à l'immigration favorisaient le vote à gauche plus que les attitudes des dimensions sociales et sociétales. Cela est vraisemblablement dû au fait que les personnes voyant l'immigration d'un mauvais œil sont aussi les personnes pour lesquelles l'immigration est un enjeu important – alors que ceux qui le voient de manière positive, ne la considèrent pas comme un enjeu déterminant. Le tableau (6.1 page 102) peut donc être simplifié.

Nos analyses montrent qu'il y a bien une différence entre le vote des classes populaires blanches et non blanches. L'on peut identifier une « fracture », une polarisation ou un clivage, entre populations blanches et racisés, même si celle-ci n'est pas *spécifique* aux classes populaires. Les « différences ethniques » dans le vote transcendent les classes sociales. Même si cette fracture n'est pas spécifique aux classes populaires, celles-ci en sont les plus affectés, les plus touchées, vu que les classes populaires sont les classes les plus multi-ethniques. Dans ce sens, le vote de gauche n'est pas simplement passé d'un vote de classe à un « vote de race » : en effet, ce sont des effets qui se cumulent. Le vote de gauche n'est, en effet, pas entièrement séparé de la classe sociale : il est modéré par les attitudes favorables à la redistribution. Cela risque cependant se s'amoindrir, car un effet similaire, voire même plus fort, peut être observé dans le vote pour FN. Marine Le Pen est parvenu à modifier le positionnement et aussi la perception du Front national (FN) sur les questions socio-économiques. Avoir des positions « de droite » sur ces questions ne semble plus favoriser le vote FN. Si cette tendance se poursuit, le lien entre classes populaires et partis de gauche pourrait définitivement être rompu.

Chapitre 12

L'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est

Sommaire du présent chapitre

12.1 Élection de référence en Allemagne : 1980 244

12.2 Élection de référence en Allemagne de l'Est : 2005 253

12.3 Élection de rupture en Allemagne de l'Est et de l'Ouest : 2013 262

12.3.1 Élection de rupture en Allemagne de l'Est : 2013 . . 264

12.3.2 Élection de rupture en Allemagne de l'Ouest : les élections fédérales de 2013 275

12.4 Élection de réalignement en Allemagne de l'Est et de l'Ouest : 2017 284

12.4.1 Élection de réalignement en Allemagne de l'Est : 2017 285

12.4.2 Élection de réalignement en Allemagne de l'Ouest : 2017 297

12.1 Élection de référence en Allemagne : élections fédérales de 1980

Les élections fédérales de 1980 en Allemagne de l'Ouest marquent la deuxième élection lors de laquelle le chancelier social-démocrate Helmut Schmidt défend son mandat de chancelier. Arrivé au pouvoir à la suite de la démission de Willy Brandt en 1974, continuant la coalition social-libérale du SPD et du *Freie Demokratische Partei* (FDP). Le SPD avait conquis la chancellerie en 1969, lorsque Willy Brandt était parvenu à forger une coalition avec le FDP, détrônant le chancelier de la *Christlich Demokratische Union* (CDU). Willy Brandt avait ensuite réussi à se faire réélire en 1972, toujours en s'alliant au FDP. Helmut Schmidt parvient à son tour à se faire réélire en 1976 face au candidat chrétien-démocrate Helmut Kohl (CDU). En 1980, il doit défendre sa position face au candidat bavarois Franz Josef Strauss, première fois que la CSU parvient à imposer son candidat à la chancellerie à la CDU.

Le contexte de cette élection est marqué par la crise des euromissiles. Helmut Schmidt soutient le déploiement des missiles *Pershing II*, une position qui le place en porte-à-faux avec une partie de sa base électorale et qui favorise le développement d'un mouvement pacifiste en Allemagne duquel émergera le parti vert (*Grüne*). Par ailleurs, l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique ravive les tensions de la Guerre froide et accentue l'importance des enjeux de politique internationale. La coalition parvient à tirer parti de ces tensions pour renforcer le soutien à sa politique de détente (*Entspannungspolitik*). Helmut Schmidt réussit, en outre, à s'imposer comme un rempart contre le terrorisme grâce à sa fermeté dans la lutte contre la « Bande à Baader », un groupuscule armé d'extrême gauche qui commet des enlèvements, des prises d'otages et des assassinats ciblés de personnalités au cours des années 1970.

La campagne électorale se distingue par une forte polarisation. Ainsi, Franz Josef Strauss suscite une vive hostilité à gauche, alimentée par la campagne « *Stoppt Strauß !* ». De son côté, Helmut Schmidt fait face à des attaques personnelles provenant des milieux conservateurs.

Cette polarisation permet à Helmut Schmidt de se faire réélire, le SPD obtenant

$42,9\%$ des voix. Bien que le SPD reste derrière l'Union (CDU/CSU) ($44,5\%$), il améliore légèrement son résultat par rapport à 1976, tandis que l'Union perd 4 points. Le véritable vainqueur de cette élection est toutefois le FDP, qui obtient son meilleur résultat depuis 1962 avec $10,6\%$. Ce succès modifie l'équilibre des forces au sein de la majorité et contribuera à la rupture de la coalition par le FDP en 1982.

Les écologistes (*Grüne*), récemment créés et participant pour la première fois aux élections fédérales, n'obtiennent qu'un modeste $1,5\%$ des voix. Le *Deutsche Kommunistische Partei* (DKP) reste marginal avec seulement $0,2\%$ des voix, tout comme le NPD, parti d'extrême droite néo-nazie, qui n'atteint également que $0,2\%$.

Tableau 12.1 – Allemagne 1980 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP)

	Parti voté lors des éléctions de 1980					
	Autres	Droite	Autres gauche et écologistes	Libéraux	Abstenion ou nul	Extrême droite
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Inclassable	1.199***	0.329	1.267*	0.255	−0.419	−10.192
	(0.335)	(0.324)	(0.697)	(0.658)	(1.485)	(402.382)
Lower service class	0.027	0.306	0.814	1.417***	1.870***	−9.301
	(0.575)	(0.391)	(0.994)	(0.511)	(0.674)	(311.965)
Routine non manual workers	0.325*	0.048	0.506	1.073***	−0.414	−15.969***
	(0.191)	(0.151)	(0.436)	(0.237)	(0.615)	(0.00002)
Self employed	1.250***	1.699***	−13.089***	1.599***	1.488**	−11.126***
	(0.344)	(0.269)	(0.00000)	(0.425)	(0.680)	(0.001)
Upper service class	0.356	0.551**	−15.963***	0.940**	−0.319	2.047**
	(0.385)	(0.278)	(0.00000)	(0.459)	(1.276)	(0.992)
Constant	−1.285***	−0.378***	−3.298***	−2.261***	−3.348***	−4.835***
	(0.107)	(0.078)	(0.264)	(0.163)	(0.271)	(0.562)
Akaike Inf. Crit.	4,105.148	4,105.148	4,105.148	4,105.148	4,105.148	4,105.148

Note : Références : Gauche de classe / *Skilled workers, unskilled workers*

L'analyse multinomiale démontre l'existence de différences importantes dans le vote des classes populaires et en particulier des ouvriers (tableau 12.1). Les ouvriers sont la classe sociale la plus susceptible de voter pour la gauche de classe, en l'occurrence principalement le SPD. Les ouvriers votent moins pour les libéraux et les autres partis que les employés.

En raison du score marginal du NPD, les résultats concernant la droite radicale populiste sont à interpréter avec beaucoup de précaution dans la régression

multinomiale (tableau 12.1 page précédente). Ces résultats ne plaident cependant pas pour un vote de classe moyenne. Au contraire : les ouvriers semblent être un groupe plus enclin à voter pour le NPD que les employés, l'*upper service class* et même que les indépendants !

En 1980, en Allemagne, l'identification partisane est globalement importante. Plus de 80% des répondants se disent proches d'un parti politique, plus de trois quarts disent que cette proximité est moyenne ou forte. L'identification partisane structure fortement le lien entre groupes sociaux et partis politiques et explique largement le résultat électoral (Berger et al., 1983, p. 26).

Les ouvriers se trouvent seulement en troisième position des groupes sociaux avec l'identification partisane la plus importante, avec un score proche de la moyenne générale. Les employés sont également proches de la moyenne générale, mais légèrement en deçà. En bas du tableau se trouvent la classe de service inférieure et les inclassables. Les classes populaires semblent donc se situer dans la moyenne de l'identification partisane.

Il est étonnant que la classe sociale au sein de laquelle l'identification partisane est la plus forte soit la classe des indépendants. Cela va à l'encontre de ce qui est attendu, cette classe ayant été identifiée, en Allemagne des années 1930 comme la classe la plus « *unchurched* » (Burnham, 1972). Ensuite, c'est la classe de service supérieure qui a l'identification partisane la plus importante.

On observe la proximité partisane la plus forte avec le SPD auprès des ouvriers. 40% d'entre eux disent de leur proximité qu'elle est forte ou moyenne. Ensuite ce ne sont pas les employés qui suivent, mais la classe de service supérieur avec 34% des répondants déclarant que leur proximité avec le SPD est forte ou moyenne. C'est seulement ensuite que suivent les employés (30%) et la classe de service inférieure (23%). Il est à noter que parmi les indépendants, ils sont tout juste 15% à dire que leur proximité avec le SPD est forte ou moyenne. Les ouvriers sont donc plus de deux fois et demi plus nombreux que les indépendants à se dire proche du SPD.

La composition de l'électorat du SPD est assez proche de celle de son identification partisane. Le vote pour le SPD est très important auprès des ouvriers, accompagné d'un vote considérable chez les employés, mais aussi auprès des classes de service. Le vote pour le SPD a ainsi quelques ressemblances avec le vote pour le PS en France à la même période.

FIGURE 12.1 – Allemagne 1980 : Identification partisane en fonction de la classe sociale

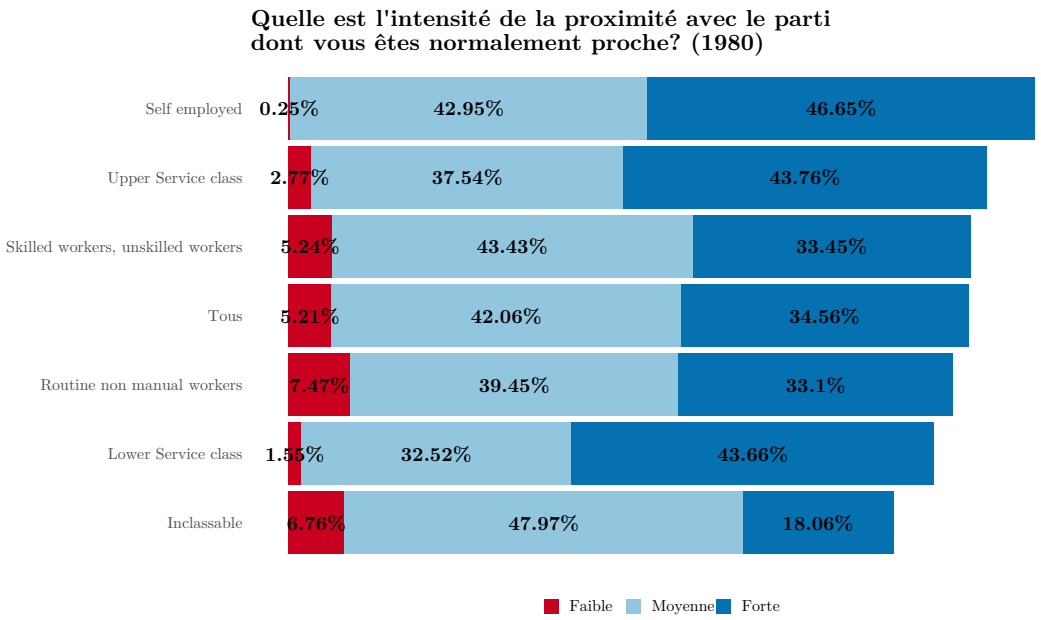
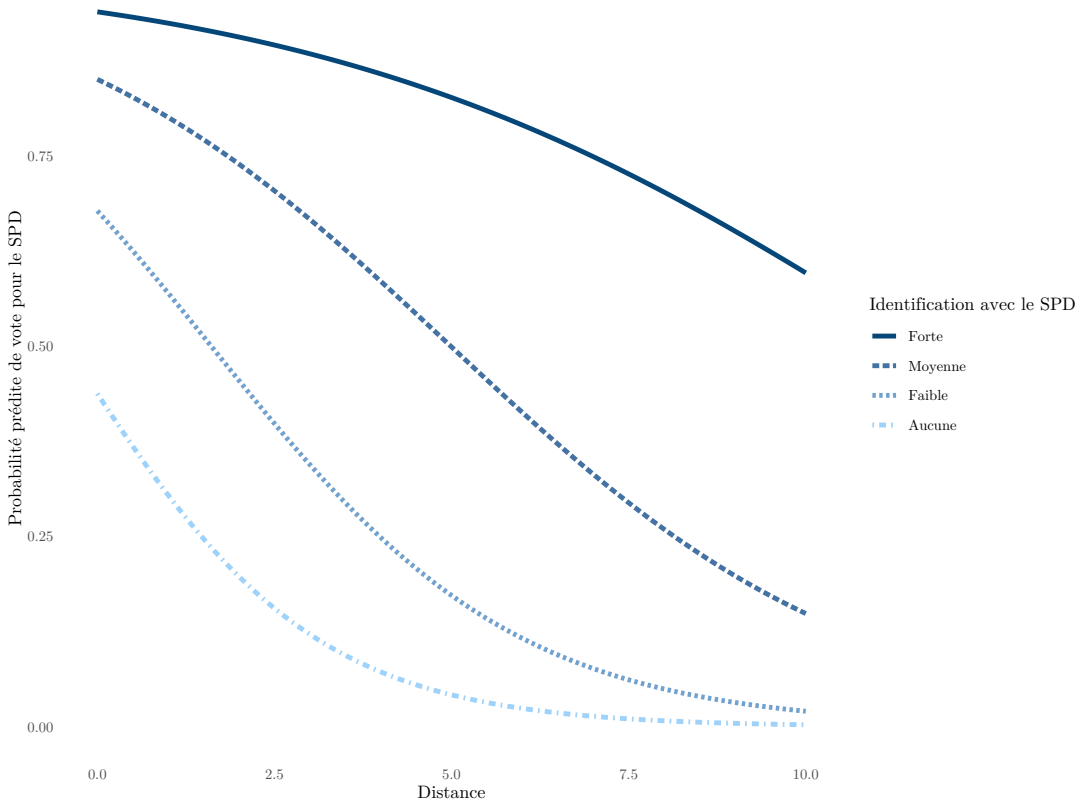


TABLEAU 12.2 – Allemagne 1980 : Régression sur l'interaction entre ouvriers et syndicalisation sur le vote SPD

	Vote SPD			
	Ouvriers	Classes populaires	Ouvriers contrôle	Classes populaires contrôle
	(1)	(2)	(3)	(4)
Syndiqué (Réf : non)	0.277***	0.345***	0.262***	0.334***
	(0.048)	(0.084)	(0.048)	(0.084)
Ouvriers (Réf : non)	0.160***		0.162***	
	(0.028)		(0.028)	
Sexe (Réf : homme)			−0.040	−0.044*
			(0.026)	(0.026)
Âge			−0.001*	−0.001
			(0.001)	(0.001)
Inter : Syndiqué :Ouvrier	−0.172***		−0.178***	
	(0.064)		(0.064)	
Classes populaires (Réf : non)		0.198***		0.199***
		(0.033)		(0.034)
Inter : Syndiqué :Classes populaires		−0.209**		−0.218**
		(0.091)		(0.091)
Constant	0.284***	0.219***	0.402***	0.321***
	(0.021)	(0.029)	(0.054)	(0.059)
Observations	1,524	1,524	1,524	1,524
R^2	0.041	0.042	0.045	0.045
Adjusted R^2	0.040	0.041	0.042	0.042
Residual Std. Error	0.482 (df = 1520)	0.482 (df = 1520)	0.481 (df = 1518)	0.481 (df = 1518)
F Statistic	21.897*** (df = 3 ; 1520)	22.452*** (df = 3 ; 1520)	14.302*** (df = 5 ; 1518)	14.335*** (df = 5 ; 1518)
Note :				*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Le vote pour le SPD est supérieur à 50% auprès des ouvriers. Cela est le cas qu'ils soient syndiqués ou non. Comme pour le PCF en France à la même période, la syndicalisation n'a pas d'effet sur le vote pour le SPD auprès des ouvriers (tableau 12.2 page précédente). En revanche, la syndicalisation a bel et bien un effet positif sur le vote pour le SPD dans les autres classes sociales (figure 12.3 page 251). Cela suggère que le vote pour le SPD est le « vote par défaut » auprès des ouvriers et plus largement auprès des classes populaires, comme l'était, en 1978, le vote pour le PCF en France.

FIGURE 12.2 – Allemagne 1980 : Distance et identification partisane sur le vote SPD



La force de l'identification partisane, en particulier pour le SPD, se mesure aussi à son effet sur le rôle de la distance entre électeurs et parti (SPD) pour le vote. En effet, la distance baisse la probabilité de voter pour le parti. Cependant,

cet effet est sensiblement amoindri plus l'identification partisane est forte (figure 12.2 page précédente). En effet, l'effet d'interaction est significatif dans le modèle (tableau E.3 page 425), ce qui illustre l'importance de l'identification partisane dans le vote en 1980.

Le vote pour le SPD en 1980 rassemble ainsi les caractéristiques du vote pour le PCF et du vote pour le PS en France à la même période. Comme le PCF, le SPD bénéficie d'un vote massif de la part des ouvriers. Mais, en même temps, comme le PS en France, il obtient d'importants scores auprès des employés et des classes moyennes. La seule classe qui fait quelque peu défection, comme pour le PS, sont les indépendants. Le SPD est ainsi un *Volkspartei*[1] avec une forte implantation ouvrière, suggérant que le SPD a réussi son pari de Bad Godesberg :

> « Le parti social-démocrate, à l'origine un parti de la classe ouvrière, est devenu un parti du peuple. »[2] (SPD, 1959, p. 26)

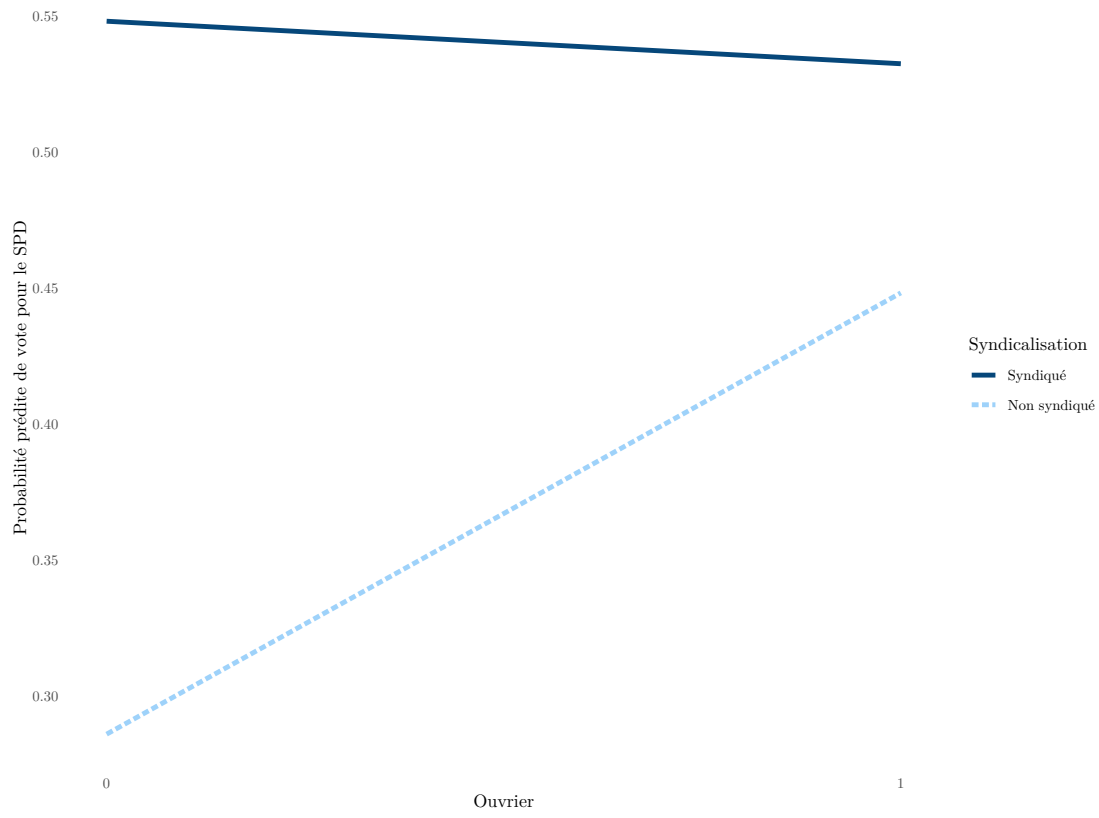
En 1959, lors de son congrès de Bad Godesberg, le SPD avait abandonné la référence au marxisme et à la place centrale du prolétariat tout en se prononçant en faveur de l'économie du marché. Ainsi, le programme du SPD s'alignait sur la réalité de sa politique réformiste tout en s'ouvrant davantage à d'autres groupes sociaux que la classe ouvrière. Force est de constater que les résultats électoraux de 1980 semblent indiquer la réussite électorale de cette stratégie. Le SPD parvient à rassembler électoralement au sein d'un seul parti ce que le Programme commun a accompli en France à travers plusieurs partis, notamment le PS et le PCF.

Si on observe le comportement électoral par classe sociale, il devient évident que le parti néo-nazi NPD est véritablement marginal. Dans notre échantillon, les voix ne sont présentes que dans deux classes sociales : la classe de service supérieure et les ouvriers. Moins d'un pourcent des voix chez les ouvriers et 2% chez la classe de service supérieure. La plupart de ses voix viennent de la classe de service supérieure

1. La traduction littérale de *Volkspartei* est « parti populaire ». Le terme est souvent traduit par « parti attrape-tout » (*catch-all-party*). À la différence d'un parti attrape-tout, le *Volkspartei* « abandonne les tentatives d'intégrer les masses sur le plan intellectuel et moral, et porte son attention davantage vers l'électorat ; il sacrifie ainsi une pénétration idéologique plus profonde au profit d'un rayonnement plus large et d'un succès électoral plus rapide. » (Kirchheimer, 1965, p. 27)

2. « Die Sozialdemokratische Partei ist aus einer Partei der Arbeiterklasse zu einer Partei des Volkes geworden. »

FIGURE 12.3 – Allemagne 1980 : Effet de l'interaction entre ouvriers et syndicalisation sur le vote SPD



– même s'il faut se garder de surinterpréter cela – ce qui va à l'encontre d'un vote d'extrême droite populaire. Cela va plutôt dans le sens d'un vote de classe moyenne et supérieure comme l'était le vote du FN dans la France des années 1970. Le SPD capte massivement le vote des classes populaires, en particulier des ouvriers et ne laisse aucune place au NPD. Par ailleurs, la CDU/CSU qui a également une assise populaire considérable capte également des voix dans les milieux populaires et d'électeurs susceptibles de voter pour la droite radicale populiste. Franz Josef Strauss disait en 1987, un an avant sa mort, qu'à droite de l'Union il ne devait pas y avoir de parti « démocratiquement légitimé » [3] (S. W. R. Kultur, 2024). Ainsi, il n'y avait aucun espace pour un parti de la droite radicale populiste, notamment au sein des classes populaires.

Cela est confirmé par l'analyse des enjeux. 10% des électeurs déclarent que l'immigration est un enjeu essentiel pour les élections. Or, *aucun* électeur du NPD déclare que l'immigration est un sujet essentiel. En revanche, 87% des électeurs disant que l'immigration est un sujet essentiel, votent pour le SPD et la CDU/CSU, et même 95% si on y ajoute le FDP. Ainsi, l'extrême droite ne profite pas du sujet de l'immigration pour mobiliser les électeurs.

Si l'on prend plus largement les enjeux liés à la mondialisation, 42,5% des électeurs déclarent que c'est un enjeu essentiel. Or, là aussi, les électeurs du NPD sont moins nombreux (33%) à la déclarer importante que la moyenne. Les électeurs du SPD, au contraire, sont légèrement plus nombreux que la moyenne à juger les questions liées à la mondialisation comme essentielles. Les électeurs du DKP sont même 100% à le déclarer – même s'il faut prendre ce chiffre avec un extrême prudence vu leur faible effectif dans notre échantillon. Manifestement les partis de la gauche profitent des enjeux liés à la mondialisation avec la politique de la détente (*Entspannungspolitik*) initiée par Willy Brandt et continuée par Helmut Schmidt. Le SPD de Helmut Schmidt présente cet enjeu comme un combat pour la paix et la réunification allemande. Même si elle a été très fortement attaquée par l'Union, cette politique bénéficie d'un soutien très large dans la population. Le SPD est ainsi parvenu à transformer cet enjeu en enjeu consensuel où c'est moins la position que la performance qui est jugée par les électeurs (Martin, 2000, p. 41). Le SPD, bénéficiant de la chancellerie depuis 1969 a obtenu des accords

3. « Rechts der CDU/CSU [darf es] keine demokratische legitimierte Partei geben ».

avec l'Union soviétique, la RDA et la Pologne (en particulier les traités de Moscou et de Varsovie en 1970 ainsi que le Traité fondamental de 1972) lui conférant une image de compétence sur cet enjeu supérieure à la CDU/CSU (Reuband, 1985, p. 308). De cette manière, les enjeux liés à la mondialisation ont été favorables pour le SPD et défavorables pour la droite et l'extrême droite. Ainsi, c'est la gauche qui profite des enjeux relatifs à la mondialisation tandis que la droite radicale ne peut en bénéficier. Comme en France lors de la même période, l'extrême droite semble marginale et son électorat tiraillé entre nationalisme et un anti-communisme propice à un certain atlantisme.

12.2 Élection de référence en Allemagne de l'Est : les élections fédérales de 2005

Le régime dominé par le SED en RDA a pris fin en 1989. En 1990, la RDA a adhéré à la RFA. Par conséquent, un système de partis pluraliste avec un système partisan n'a pas pu se développer comme en RFA. Certains auteurs parlent donc de l'« heure zéro » (« *Stunde Null* »). En 1990, le vote en Allemagne de l'Est serait donc avant tout un « *issue voting* », compatible avec le modèle du choix rationnel du vote. Cependant, ce point de vue fait également l'objet de controverses. Ainsi la relation entre groupes sociaux et partis aurait été conservée depuis la République de Weimar malgré la « parenthèse » du régime nazi et de la RDA. La théorie des clivages constitue la base théorique de cette affirmation. Par ailleurs, certains auteurs soutiennent qu'un système partisan a pu s'établir préalablement à la réunification notamment par la consommation de médias occidentaux en RDA (pour des discussions de ces controverses : Bluck et Kreikenbom, 1991 ; Roth, 1990 ; von Winter, 1996).

Toujours est-il que les auteurs s'accordent pour constater que le vote de 1990 était dominé par l'enjeu de la réunification et que les appartenances partisanes n'ont joué qu'un rôle subalterne dans le choix électoral. Cela fait que nous ne pouvons guère étudier les élections de 1990 pour obtenir une image de référence du lien entre groupes sociaux et partis politiques en Allemagne de l'Est. De même, si le point de vue selon lequel les habitants de la RDA n'avaient pas pu développer

d'identification partisane est correct et que l'identification partisane met un certain temps à s'établir, les années 1990 ne nous semblent guère être chronologiquement assez éloignées de la réunification pour choisir une élection de référence. Pour ne pas devoir départager cette controverse, il nous semble raisonnable de choisir une élection des années 2000 comme point de référence. La droite radicale populiste s'étant établie au cours du mandat de la chancelière Angela Merkel, il nous semble convaincant de prendre comme point de références l'élection qui a permis l'accession d'Angela Merkel à la chancellerie.

Angela Merkel est devenue chancelière après les élections fédérales de 2005. Son parti, la CDU (avec la CSU), a remporté cette élection fédérale avec une courte avance sur le SPD du chancelier sortant Gerhard Schröder. Ce dernier dirigeait depuis 1998 une coalition « rouge-verte » (SPD et *Grüne*), qui avait mis fin à la coalition CDU/CSU et FDP menée par le chancelier Helmut Kohl. Cette alternance marquait le retour de la gauche au pouvoir pour la première fois depuis la chute de Helmut Schmidt en 1982. Il s'agissait même du gouvernement fédéral le plus à gauche depuis la création de la RFA puisque le SPD formait une majorité avec un autre parti de gauche, les Verts (*Grüne*), plutôt qu'avec le FDP ou la CDU/CSU.

Cependant, cette coalition a rapidement rencontré des difficultés : en 1999, moins d'un an après sa formation, le ministre des Finances et président du SPD, Oskar Lafontaine, a démissionné du gouvernement en raison de divergences sur la politique économique. Malgré cela, Gerhard Schröder a réussi à se faire réélire en 2002 face à Edmund Stoiber, le candidat de la CDU/CSU, notamment grâce à son opposition conjointe avec le président français Jacques Chirac à la guerre en Irak et à sa gestion des inondations en Allemagne de l'Est.

La coalition SPD-*Grüne* a toutefois fait face à de fortes contestations, en particulier lors de son second mandat. Face à un taux de chômage élevé, notamment en Allemagne de l'Est, Schröder a entrepris de réformer le système social allemand et de flexibiliser le marché du travail. Il a mis en place la commission *Hartz* avant les élections de 2002 et a commencé à appliquer ses propositions après sa réélection. Certaines mesures préconisées par cette commission, comme la limitation des allocations chômage dans le temps et l'obligation pour les chômeurs d'accepter des emplois en deçà de leur niveau de qualification avec un salaire inférieur aux

conventions collectives, ont suscité une vive opposition. Un mouvement de protestation est né et une partie des syndicats, traditionnellement proches du SPD, a fait défection. Cette impopularité a conduit le SPD à perdre plusieurs élections régionales à partir de 2002. En 2005, après la défaite du SPD lors des élections régionales en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, où il perd pour la première fois une élection depuis 1966, Gerhard Schröder a décidé de convoquer des élections fédérales anticipées.

Certains syndicalistes et sociaux-démocrates en désaccord avec la politique de Schröder ont créé la WASG. Sous la pression des élections anticipées de 2005, ce parti s'est présenté avec le PDS, ancien parti dominant de la RDA sous le nom de *DIE LINKE*. Oskar Lafontaine, ancien président du SPD, qui avait démissionné en 1999, s'est présenté sur cette liste. En 2007, le WASG et le PDS ont fusionné pour former le parti *DIE LINKE*.

Le SPD et la CDU/CSU ont terminé au coude-à-coude : l'Union a obtenu 35,2% des voix (-3 points par rapport à 2002) et le SPD 34,2% (-4,3 points). L'alliance WASG-PDS a recueilli 8,7% des voix, soit un gain de 4,7 points par rapport au score du PDS en 2002, qui lui avait valu l'exclusion du *Bundestag* (à l'exception de deux députées élues directement dans leurs circonscriptions berlinoises). En Allemagne de l'Est, le SPD est resté le parti le plus fort avec 30% des voix, malgré une chute de plus de 9 points par rapport à 2002. Ensuite, la CDU et le PDS étaient à égalité avec 25% des voix. Le PDS a gagné plus de 8 points, captant une partie importante des électeurs déçus du SPD.

Le NPD reste assez marginal, mais obtient malgré tout 1,6% des voix, soit son meilleur score depuis 1969. Il était parvenu, l'année précédente, à intégrer le parlement du *Land* de Saxe avec 9,2% des voix. Encore plus marginal est le parti REP qui bénéficie de 0,6% des voix. Le score du NPD est plus important en Allemagne de l'Est. Les partis d'extrême droite, soit principalement le NPD, y obtiennent 3,8% des voix. Ce score reste faible, mais se rapproche de la barre des 5% qui permettrait d'entrer au *Bundestag*.

En 2005, en Allemagne de l'Est, le niveau de l'identification partisane est de 62%, en deçà de celle de l'Allemagne de l'Ouest (66%) – où l'identification partisane est en net recul par rapport à 1980 (82%). L'identification partisane est plus faible chez les classes populaires (et les inclassables) et plus élevée auprès des classes

FIGURE 12.4 – Allemagne de l'Est 2005 : Vote en fonction de la classe sociale

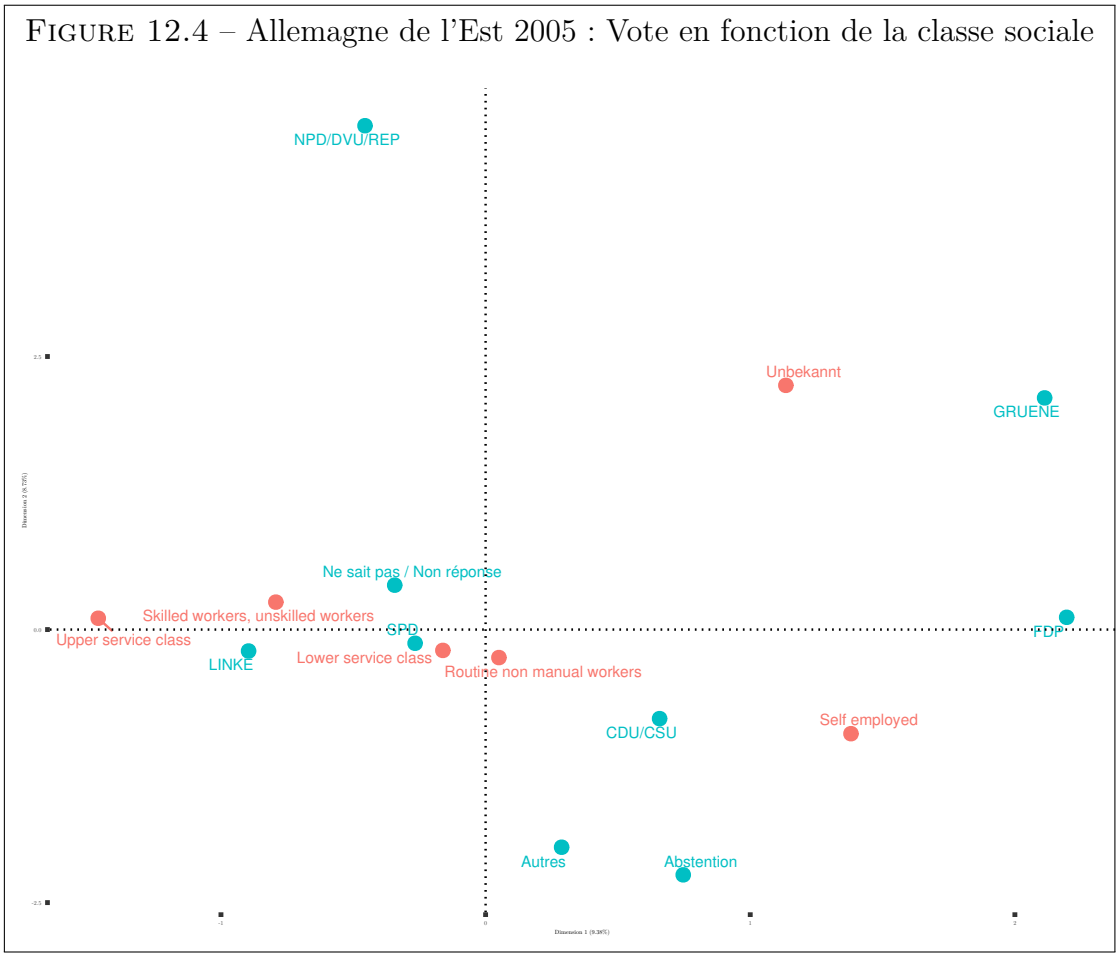
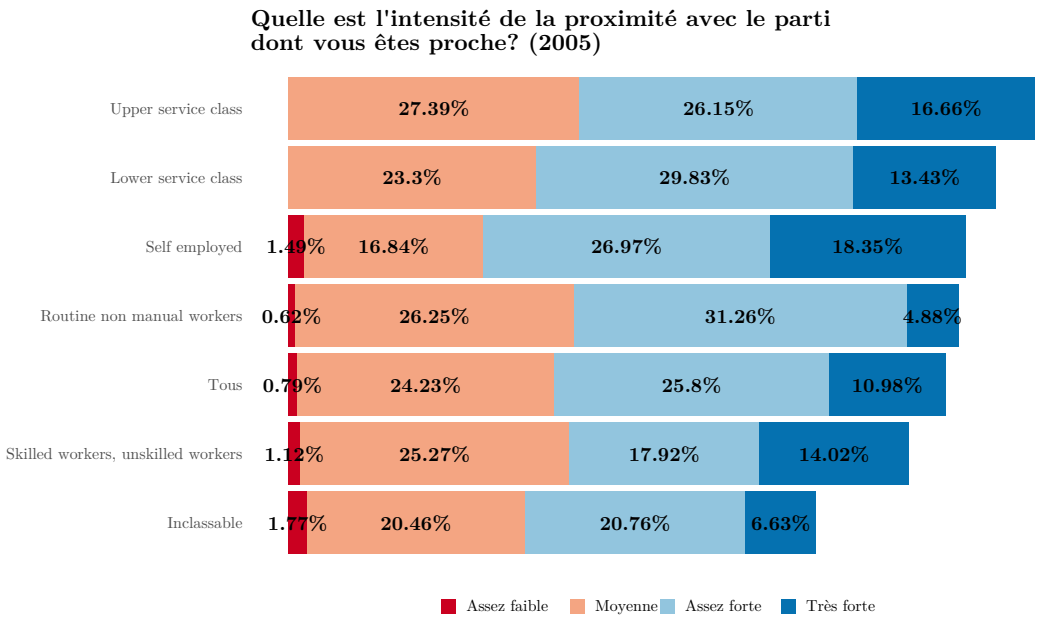


FIGURE 12.5 – Allemagne de l'Est 2005 : Identification partisane en fonction de la classe sociale



moyennes et supérieures (figure 12.5 page précédente). Seuls 58% des ouvriers se disent proche d'un parti, tandis qu'ils sont 70% parmi la classe de service supérieure. Notons que les indépendants ne sont pas plus « *unchurched* » que la moyenne. Ce sont plutôt les ouvriers qui sont « *unchurched* ».

La faiblesse de l'identification partisane en Allemagne de l'Est se manifeste aussi au fait suivant : contrairement aux élections de référence en Allemagne de l'Ouest (1980) et en France (1978), l'identification partisane pour les partis de la gauche de classe n'annule pas l'effet de la distance entre les partis et les électeurs (voir tableau E.4 page 427).

TABLEAU 12.3 – Allemagne de l'Est 2005 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP)

	Parti voté lors des éléctions de 2005				
	Autres gauche et écologistes	Droite	Libéraux	Abstenion ou nul	Extrême droite
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Inclassable	−1.811**	−0.080	−1.882**	12.389***	−19.509***
	(0.745)	(0.523)	(0.869)	(0.589)	(0.00000)
Lower service class	−1.852***	0.091	−1.305**	12.707***	−0.375
	(0.644)	(0.487)	(0.658)	(0.421)	(1.500)
Routine non manual workers	−1.104	0.519	0.070	13.179***	−16.528***
	(0.804)	(0.567)	(0.700)	(0.626)	(0.00000)
Self employed	−4.254**	−0.277	−1.944**	12.870***	0.801
	(1.674)	(0.511)	(0.802)	(0.437)	(1.407)
Upper service class	−23.062***	−0.543	−21.753***	−9.425***	−14.754***
	(0.000)	(0.603)	(0.000)	(0.000)	(0.00000)
Constant	−0.770	−0.623	−1.082**	−15.363***	−3.186**
	(0.473)	(0.450)	(0.528)	(0.241)	(1.334)
Akaike Inf. Crit.	996.325	996.325	996.325	996.325	996.325

Note : Références : Gauche de classe / *Skilled workers, unskilled workers*

Il est interpellant de constater que les deux partis de la gauche de classe (SPD et WASG/PDS) ont la plus forte implantation électorale auprès de la classe de service supérieure. Plus de trois quarts des électeurs de l'*upper service class* ont voté pour un parti de la gauche de classe. Cela est particulièrement marqué pour le SPD pour lequel 41% de l'*upper service class* ont voté. 35% des électeurs de cette *upper service class* ont également voté pour le WASG/PDS, soit cinq points de plus que chez les ouvriers et 15 de plus que les employés. On observe aussi une

proximité entre classes de service et SPD et *DIE LINKE* sur la représentation graphique de l'ACM (figure 12.4 page 256). De plus, les régressions multinomiales indiquent que le vote pour la gauche de classe auprès des ouvriers n'est pas plus fort que pour la droite classique (*intercept* non significatif de la colonne « Droite » du tableau 12.3 page ci-contre), soulignant le lien moins important entre classes populaires et partis de gauche en Allemagne de l'Est.

Néanmoins, en raison de leur poids démographique dans la population et leur proportion dans l'électorat des partis de gauche, les classes populaires restent centrales. Ainsi, au total, les ouvriers sont 61% à voter pour la gauche de classe, les employés 54%. Les partis de gauche restent donc dominants auprès des classes populaires en 2005, même si l'on observe une forte implantation dans les classes moyennes et supérieures. Notons que le NPD a son implantation principale auprès des classes populaires. Près de 6% des ouvriers votent pour le NPD. Si c'étaient seulement les ouvriers d'Allemagne de l'Est qui votaient, alors le NPD aurait pu être représenté au Parlement fédéral en 2005.

L'importance du vote populaire pour les partis de gauche – mais aussi pour le NPD – devient d'autant plus visible que l'on regarde la composition de l'électorat des partis. L'électorat de *DIE LINKE* est composé à 64% des classes populaires, en une part presque égale d'employés et d'ouvriers. L'électorat du SPD est composé à 53% des classes populaires, avec un poids plus important des employés (33%) que des ouvriers (20%). Environ 40% de l'électorat du SPD est constitué de classes moyennes et supérieures. L'électorat du NPD, en revanche, bien qu'à un niveau faible, est presque entièrement constitué de classes populaires, principalement d'ouvriers (66%). Cela va dans le sens d'une « prolétarisation » (Betz, 1994) du vote d'extrême droite, même s'il est (pour l'instant) à un faible niveau général. En Allemagne de l'Est en 2005, les classes populaires votent encore très majoritairement pour les partis de gauche, bien que ces derniers aient une importante implantation dans les classes moyennes et supérieures. L'extrême droite, quant à elle, apparaît avec un électorat presque exclusivement populaire et très majoritairement ouvrier.

La forte implantation des partis de la gauche de classe auprès des classes moyennes et supérieures, en particulier l'*upper service class*, s'observe également dans la proximité spatiale des partis. Ainsi, la classe sociale qui se place elle-même la plus à gauche est la classe de service supérieure, suivie de la classe de service

FIGURE 12.6 – Allemagne de l'Est 2005 : Composition de l'électorat de *DIE LINKE* (PDS/WASG), SPD et NPD

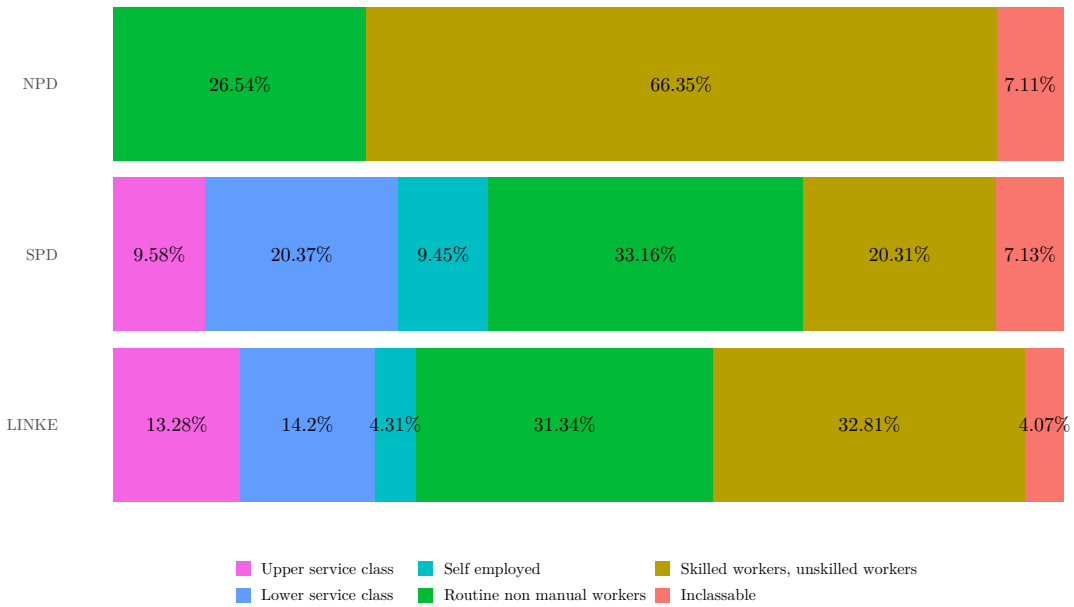
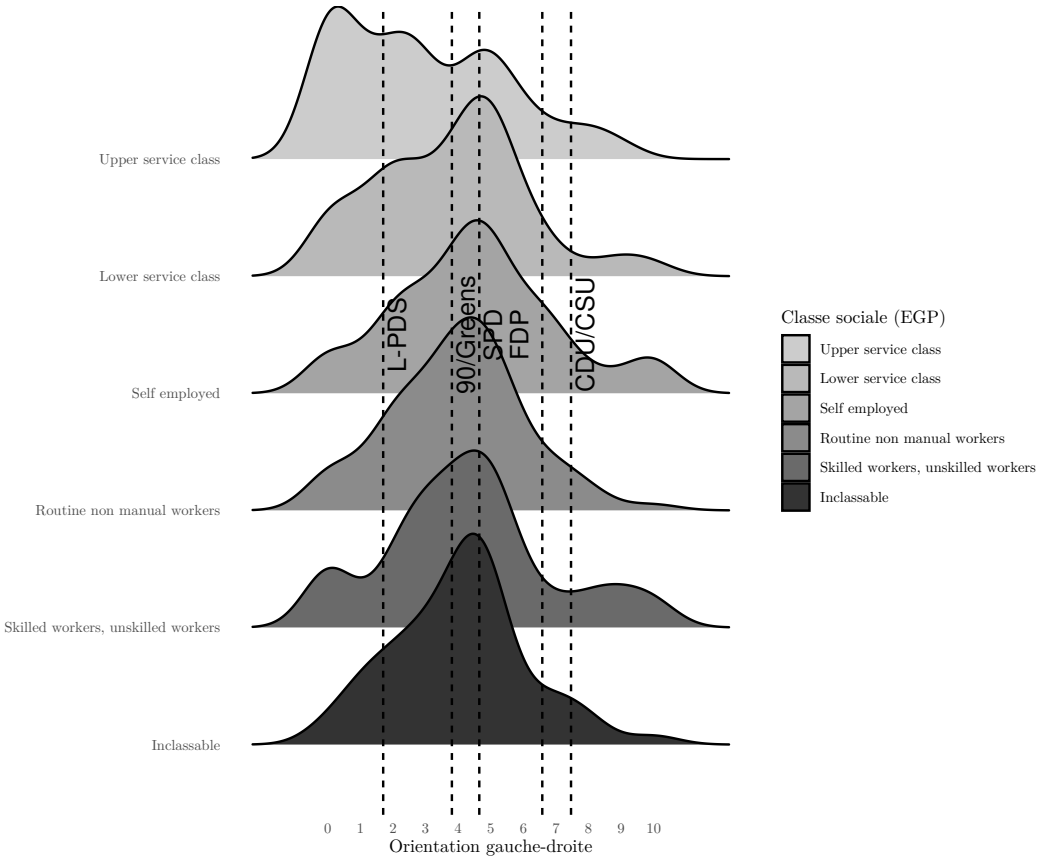


FIGURE 12.7 – Allemagne de l'Est 2005 : Position gauche-droite en fonction de classe sociale et positionnement des partis



inférieure (figure 12.7 page précédente). Cela contraste avec le placement des classes sociales dans les autres élections de références (France 1978, Allemagne de l'Ouest 1980), où les classes populaires et en particulier les ouvriers se placent à gauche des classes de service. Cela corrobore les observations d'autres travaux au sujet du positionnement et du vote à gauche des classes moyennes et supérieures en Allemagne de l'Est (nous discutons cela plus en détail dans la section 12.4.1 Élection de réalignement en Allemagne de l'Est : 2017, page 285).

12.3 Élection de rupture en Allemagne de l'Est et de l'Ouest : élections fédérales de 2013

L'élection fédérale allemande de 2013 est la seconde élection lors de laquelle Angela Merkel se présente à sa réélection. Entre 2005 et 2009, Angela Merkel avait été la chancelière d'une Grande coalition (*Große Koalition*) entre son Union et le SPD. Suite à la chute du SPD lors des élections de 2009, elle avait pu former une majorité en s'alliant aux libéraux du FDP.

L'élection de 2013 est également la première élection après la « Crise de l'euro ». En effet, à la suite de la crise des *subprimes* aux États-Unis de 2007 qui s'est transformée en crise financière mondiale en 2008, cette crise a eu des répercussions en Europe. Ainsi, des pays d'Europe, membres de la Zone euro, en particulier la Grèce, mais aussi le Portugal, l'Italie et l'Espagne (souvent affublés du surnom « PIGS », constitué de leurs initiales en anglais) se sont retrouvés dans de graves difficultés de refinancements de leurs dettes souveraines à partir de 2010. Ceci a mis en péril l'existence de l'euro qui ne prévoyait ni de mécanisme de sortie, ni de financement de dettes souveraines entre États [4].

Les États de la Zone euro se sont donc mis d'accord sur l'établissement de mécanismes de soutien aux pays en difficulté. Ces mécanismes ont fait l'objet de vives controverses : d'un côté, les mesures d'assainissement draconiennes auxquelles les pays bénéficiaires devaient se soumettre provoquaient d'importants mouvements

4. L'article 125 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) exclut de manière explicite la responsabilité d'autres États-membres pour les dettes d'autres États-membres. Certains en ont déduit l'interdiction du financement de dettes par d'autres États-membres et les institutions européennes.

de contestation, ayant favorisé l'émergence de mouvements populistes (souvent de gauche) dans les pays concernés (Manow, 2018). De l'autre, l'abandon de l'orthodoxie monétariste et la mise en place de mécanismes de financement de la dette des pays en difficulté par les pays plus riches de la Zone euro, en particulier l'Allemagne, ont favorisé l'émergence de mouvements populistes (souvent de droite) dans les pays donateurs. En Allemagne, le parti AfD a été fondé en 2013 par des économistes attachés à l'orthodoxie monétariste en réaction à la politique de sauvetage de l'euro.

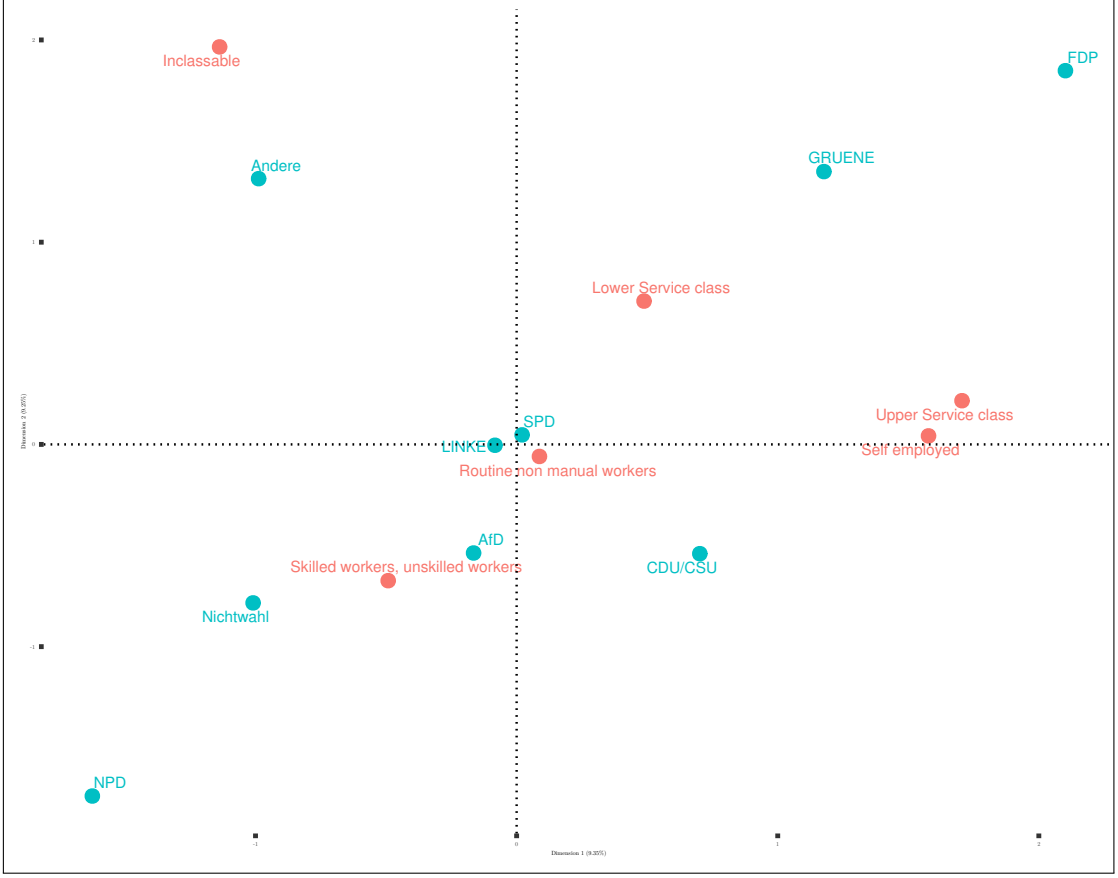
L'élection fédérale de 2013 est la première élection à laquelle l'AfD participe. Le parti obtient $4,7\%$ des voix, ratant de peu la barre des 5% qui lui auraient permis d'entrer au *Bundestag*. Au niveau fédéral, il lui manquait moins de 130 000 voix pour dépasser cette barre. En Allemagne de l'Ouest, le parti obtient $4,4\%$ des voix, soit un score en deçà de la barre des 5% des voix. En Allemagne de l'Est, en revanche, le parti obtient $5,8\%$ des voix, soit un score sensiblement au-dessus de la barre des 5% des voix. Le parti néo-nazi NPD reçoit $2,8\%$ des voix en Allemagne de l'Est et 1% des voix en Allemagne de l'Ouest. Si l'on cumule les voix de l'AfD et du NPD, les partis à droite de la droite dépassent 5% des voix en Allemagne, un niveau inédit lors d'une élection fédérale.

Le résultat de l'élection est marqué par une forte progression de la CDU/CSU de la chancelière Merkel qui obtient $41,5\%$ des voix, soit un gain de $7,7$ points par rapport à 2009. Ces gains se font en particulier au détriment de son partenaire de coalition le FDP qui perd $9,8$ points et ne recueille plus que $4,8\%$ des voix, soit un score en deçà du seuil de 5% des voix. Le SPD progresse légèrement de $2,7$ points et obtient $25,7\%$ des voix. Le parti *DIE LINKE* perd $3,3$ points et obtient $8,6\%$ des voix. Le parti *Grüne* recule également de $2,3$ points et ne récolte plus que $8,4\%$ des voix. L'Union est le parti avec le plus de voix en Allemagne de l'Ouest ($42,2\%$) et en Allemagne de l'Est ($38,5\%$). Le SPD est en deuxième position en Allemagne de l'Ouest ($27,4\%$) et gagne $3,3$ points par rapport à 2009, mais n'est qu'en troisième position en Allemagne de l'Est ($17,9\%$) où son score stagne par rapport aux élections de 2009. En Allemagne de l'Est, *DIE LINKE* est en seconde position ($22,7\%$), mais essuie un sérieux recul de près de 6 points. En Allemagne de l'Ouest, *DIE LINKE* n'obtient que $5,6\%$ des voix et se place en quatrième position derrière les *Grüne* ($9,2\%$).

12.3.1 Élection de rupture en Allemagne de l'Est : les élections fédérales de 2013

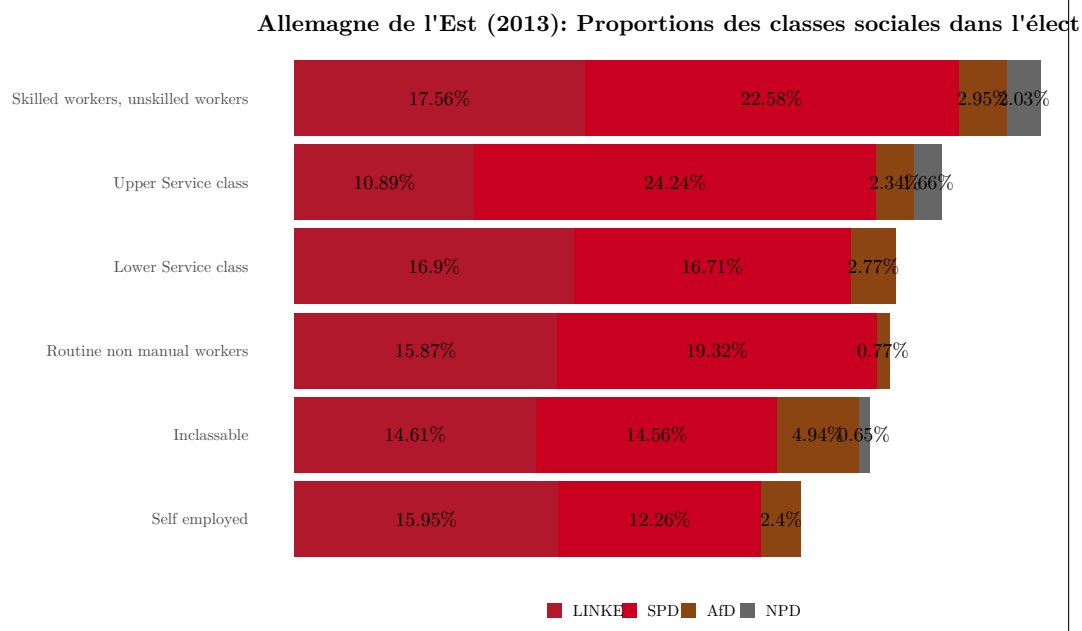
À première vue, le lien entre classes populaires et gauche de classe ne semble pas s'être affaibli entre 2005 et 2013. Certes, comme en 2005, les ouvriers ne sont pas moins susceptibles de voter pour la droite (CDU) que pour la gauche de classe (SPD et *DIE LINKE*, voir : tableau E.5 page 428). Mais la proportion d'ouvriers dans l'électorat du SPD (de 20% à 32% d'ouvriers) et de *DIE LINKE* (de 32% à 41%) a augmenté par rapport à 2005. 40% des ouvriers votent ainsi pour le SPD et *DIE LINKE*. Le poids des classes moyennes et supérieures reste cependant également important : 35% de l'*upper service class* et 32% des classes de service inférieures votent pour SPD et *DIE LINKE*.

FIGURE 12.8 – Allemagne de l'Est 2013 : Vote en fonction de la classe sociale



Visuellement, le lien est particulièrement fort entre SPD/*DIE LINKE* et employés (figure 12.8 page précédente). Cependant, l'AfD est également très présente dans l'électorat des employés et semble plus proche des ouvriers que le SPD et *DIE LINKE*. Les ouvriers se situent dans une sorte de triangle constitué de AfD, SPD/*DIE LINKE* et abstention. Les classes de service et les indépendants se trouvent plus proche de l'Union, FDP et les *Grüne*. L'AfD semble donc sociologiquement plus proche des partis de gauche et des classes populaires que de la droite classique.

FIGURE 12.9 – Allemagne de l'Est 2013 : Proportion de classes sociales votant pour le SPD, *DIE LINKE*, l'AfD et le NPD



Certes, le vote pour les partis de gauche au sein des classes populaires a augmenté par rapport à 2005. De plus, le niveau d'identification partisane générale dans les classes populaires a crû. Cependant, l'identification partisane pour le SPD a

baissé par rapport à 2005. Ainsi en 2005, 13% des ouvriers et 14% des employés qui se disaient « très » ou « assez » identifiés au SPD. Ils étaient même 27% des ouvriers et 25% des employés à s'identifier au SPD si on y ajoute ceux qui se disent « moyennement » identifiés. Pour *DIE LINKE* l'évolution est différente. En 2013, 8% des ouvriers se disent « très » ou « assez » proche de *DIE LINKE* en Allemagne de l'Est. Ils sont 9% des employés à en dire de même. Si on ajoute les ouvriers se disant « moyennement » proches, ils sont 12%. En Allemagne de l'Est, en ce qui concerne *DIE LINKE*, on est sur une certaine stabilité, voire une augmentation de l'identification partisane auprès des classes populaires.

Si on cumule l'identification partisane pour le SPD et *DIE LINKE* en Allemagne de l'Est en 2013, on est sur une identification partisane de 16% pour les partis de gauche auprès des ouvriers et 19% chez les employés. Si on ajoute les personnes s'en disant « moyennement » proche, on est à 24% pour les employés et 25% pour les ouvriers. En 2005, ils étaient 20% et 19% des employés à se dire « très » ou « assez » proches et même 37% des employés et 36% des ouvriers si on y ajoute les répondants se disant « moyennement » proches. On est donc sur un recul de l'identification partisane pour de la gauche de plus de 10 points. Autrement dit, le déclin du lien structurel entre classes populaires le SPD et *DIE LINKE* n'a pas été interrompu malgré un nombre de voix plus important qu'en 2005 et la stabilisation du niveau général d'identification partisane auprès des classes populaires. Le léger gain de *DIE LINKE* ne compense pas les pertes enregistrées par le SPD. L'AfD n'a pour autant que très marginalement bénéficié de la stabilisation du niveau d'identification partisane, car le niveau d'identification partisane pour lui est inférieur à un pourcent. Cela traduit vraisemblablement le fait que l'AfD est un nouveau parti qui doit encore constituer sa base électorale.

Un autre indicateur de lien entre partis de gauche et classes populaires est également en berne : seulement 7% des employés interrogés sont syndiqués et guère plus de 13% des ouvriers. Le fait d'être syndiqué augmente la probabilité de vote pour le SPD et *DIE LINKE* (modèles 1 et 2 de tableau E.6 page 429). Cependant, appartenir aux classes populaires n'augmente pas la probabilité de voter pour la gauche de classe. Il n'y a pas non plus d'effet d'interaction significatif entre appartenir aux classes populaires (ou à la classe ouvrière) et être syndiqué et voter pour la gauche de classe. On peut en déduire que contrairement à ce qu'on a pu

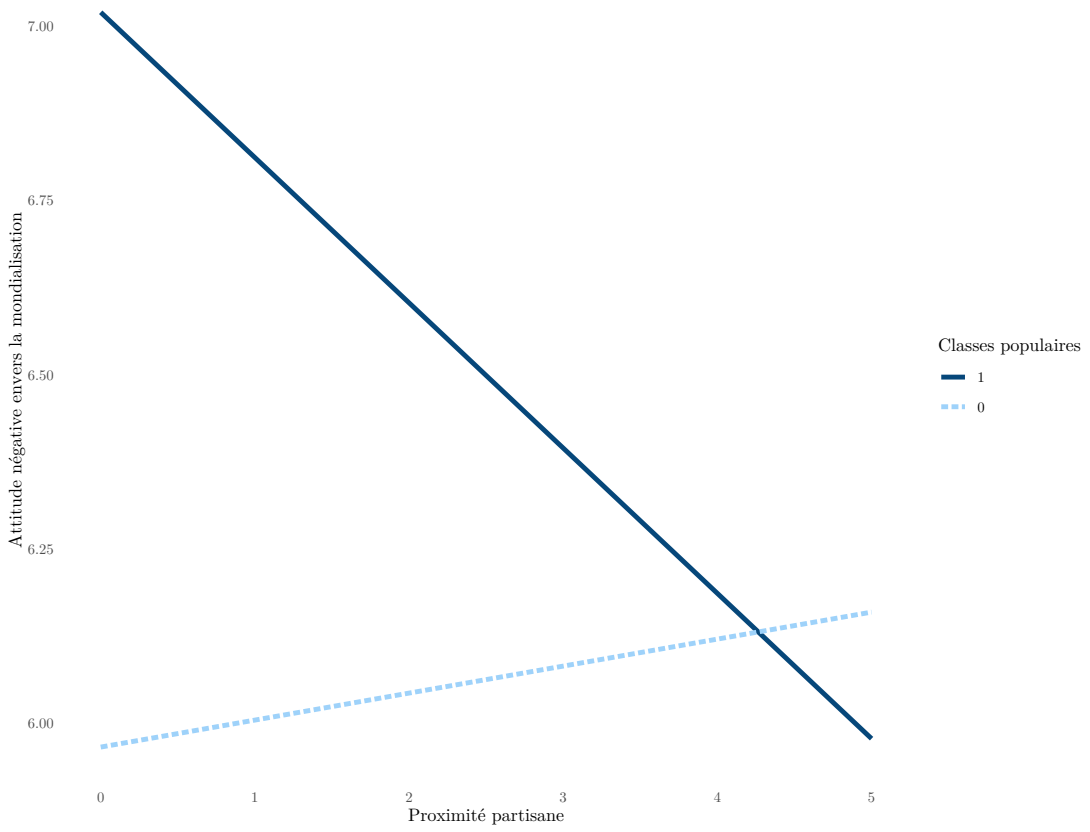
observer en Allemagne de l'Ouest et en France dans les années 1970 et 1980, le vote des classes populaires pour la gauche n'est pas un vote « par défaut ». De plus, être syndiqué ne baisse pas la probabilité de voter pour l'AfD (modèles 3 et 4 de tableau E.6 page 429). Cela peut être dû à un manque de puissance statistique vu le faible effectif d'électeurs de l'AfD dans notre échantillon et vu les coefficients très fortement négatifs, mais non significatifs. Cependant, cela est aussi compatible avec des travaux des années 2000 qui montrent que les adhérents des syndicats allemands n'ont pas moins d'attitude d'extrême droite que les autres individus (Fichter et al., 2004).

La faiblesse de l'identification partisane avec les partis de la gauche de classe se manifeste également par l'absence d'effet significatif de cette identification sur le rapport entre la distance idéologique et le vote. Comme on pourrait s'y attendre, plus un individu se situe loin du SPD ou de *DIE LINKE*, moins il est probable qu'il vote pour ce parti. Inversement, s'identifier à un parti augmente la probabilité de voter pour celui-ci. Cependant, l'effet d'interaction entre la distance et l'identification partisane n'est pas significatif pour les partis de la gauche de classe (voir tableau E.10 page 433). Autrement dit, comme en 2005, l'identification partisane n'est pas suffisamment forte pour annuler l'effet de la distance. Le cas est-allemand se démarque ainsi des cas français et ouest-allemands où, du moins lors des élections de référence, l'identification partisane pouvait annuler l'effet de la distance. Cela confirme que l'identification partisane reste relativement faible sur le territoire de l'ancienne RDA.

Malgré ce déclin de l'identification partisane, celle-ci joue toujours sur l'attitude relative à la mondialisation. Ainsi, le fait d'avoir une identification partisane pour un autre parti que l'AfD baisse les attitudes sceptiques par rapport à la mondialisation (tableau E.7 page 430). Cet effet est particulièrement marqué pour les classes populaires comme l'indique l'effet d'interaction significatif (voir les modèles 2 et 4 du tableau E.7 page 430). Une identification partisane forte baisse les attitudes négatives par rapport à la mondialisation spécifiquement dans les classes populaires (figure 12.10 page suivante). Cette baisse de l'identification partisane ouvre ainsi la voie à un vote davantage déterminé par les attitudes, notamment celles liées à la mondialisation au sein des classes populaires.

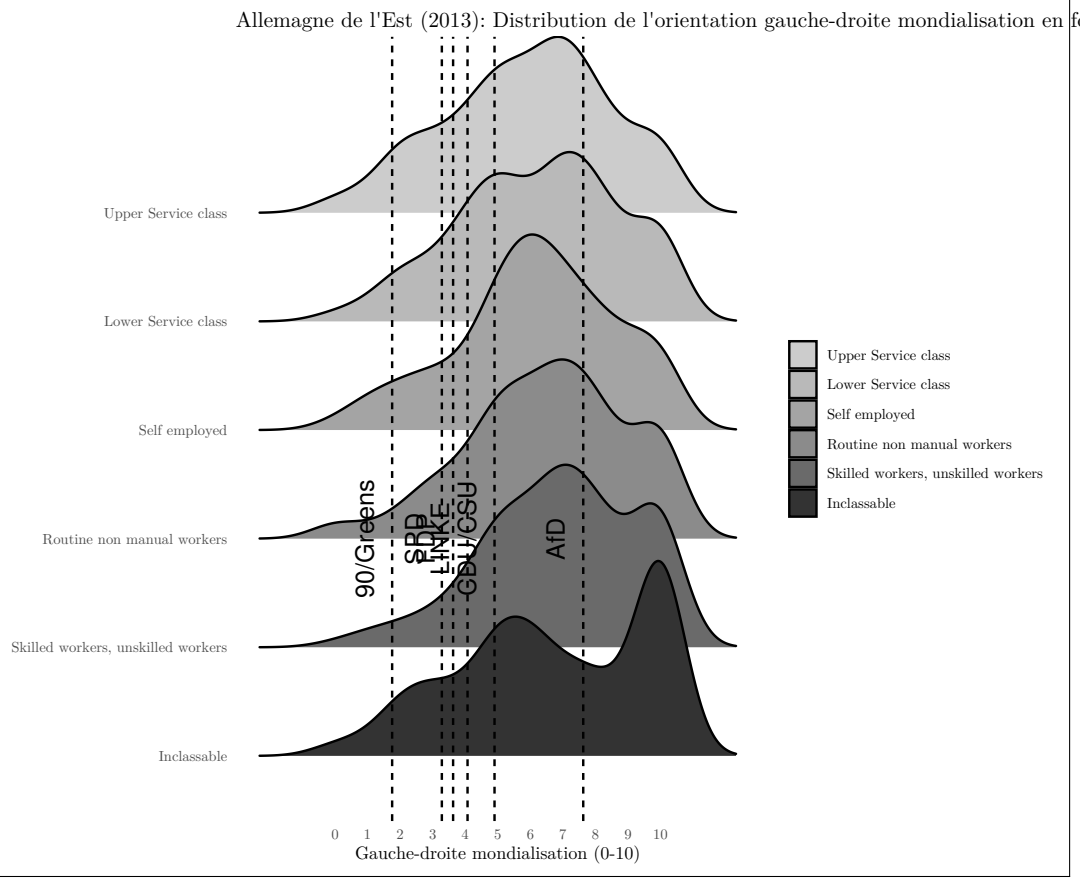
Les données des élections de 2013 permettent d'emblée d'analyser la saillance

FIGURE 12.10 – Allemagne de l'Est 2013 : Interaction entre identification partisane et classe sociale sur les attitudes relatives à la mondialisation



et le positionnement des électeurs et des partis sur les trois dimensions de l'espace politique. En Allemagne de l'Est, les enjeux socio-économique (redistribution) dominent, suivi des enjeux sociétaux (climat) et de mondialisation (immigration). Cette différence d'importance entre les enjeux est significative, comme l'indique une ANOVA ($F(2, 4417) = 54.85, p < 0.001$). Le test *post-hoc* de Tukey indique que les enjeux socio-économiques sont significativement plus importants que les enjeux sociétaux ($\Delta = 0.376, IC_{95\%}[0.291, 0.460], p < 0.001$) et lié à la mondialisation ($\Delta = 0.166, IC_{95\%}[0.081, 0.251], p < 0.001$) et les enjeux sociétaux (climat) sont plus importants que ceux liés à la mondialisation ($\Delta = -0.210, IC_{95\%}[-0.295, -0.125], p < 0.001$).

FIGURE 12.11 – Allemagne de l'Est 2013 : Position des classes sociales et des partis sur la dimension mondialisation



Il est intéressant de constater qu'en Allemagne de l'Est, le vote pour la gauche

TABLEAU 12.4 – Allemagne de l'Est 2013 : Régression logistique binaire sur l'effet du positionnement sur les dimensions sur le vote en faveur de la gauche de classe

	Vote pour la gauche de classe (SPD, *DIE LINKE*)		
	Simple	Contrôle	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)
Socio-économique	-0.182^{***}	-0.176^{***}	-0.156^{***}
	(0.029)	(0.029)	(0.037)
Global	-0.059^{**}	-0.096^{***}	-0.092^{***}
	(0.026)	(0.027)	(0.035)
Culturel	-0.091^{***}	-0.101^{***}	-0.148^{***}
	(0.030)	(0.031)	(0.041)
Sexe (Réf : Homme)		-0.200	-0.404^{**}
		(0.125)	(0.158)
Année de naissance		-0.025^{***}	-0.017^{***}
		(0.004)	(0.005)
Constant	0.749^{***}	49.773^{***}	34.171^{***}
	(0.210)	(7.182)	(9.569)
Observations	1,303	1,303	847
Log Likelihood	-789.543	-764.423	-488.699
Akaike Inf. Crit.	1,587.086	1,540.847	989.399

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

au sein des classes populaires n'est guère expliqué par la saillance des enjeux liés à la redistribution. Nos modèles indiquent certes un effet significatif pour l'ensemble de la population, mais celui-ci disparaît lorsqu'on se limite aux classes populaires. Dans ce groupe, ce sont plutôt les enjeux sociétaux – et en particulier ceux liés au climat – qui expliquent le vote pour la gauche (tableau E.8 page 431) [5].

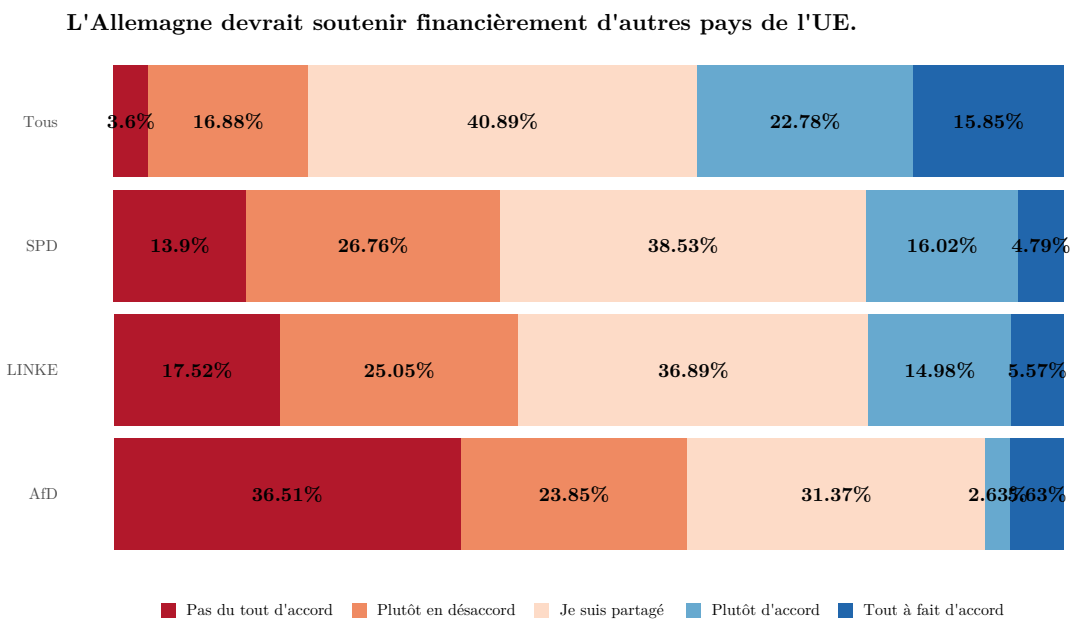
En revanche, c'est bien la saillance des enjeux socio-économiques qui explique le vote en faveur de l'AfD en 2013. Ce résultat peut paraître surprenant, mais il reflète vraisemblablement le fait que l'AfD s'est constituée en réaction à la politique de sauvetage de l'euro, un sujet de politique économique européenne. Cela correspond à l'*embedding hypothesis* de Hanspeter Kriesi et al. (2008c), selon laquelle les enjeux liés à la mondialisation s'intègrent aux deux dimensions politiques déjà existantes. Dans le cas d'espèce, les enjeux liés à la mondialisation semblent s'articuler principalement autour de la dimension socio-économique.

Malheureusement les données disponibles ne permettent pas d'évaluer précisément l'importance spécifique de la crise de l'euro. Un indice en ce sens est que l'électorat de l'AfD rejette massivement le soutien financier aux autres pays de l'Union européenne (figure 12.12 page suivante), ce que confirme également la littérature (Niedermayer, 2020, p. 106). Toujours est-il que, pour l'Allemagne de l'Est en 2013, nous ne pouvons guère confirmer nos hypothèses concernant la saillance des enjeux et le comportement électoral des classes populaires (tableau 6.1 page 102).

En ce qui concerne le positionnement, l'on observe que les classes populaires semblent sensiblement plus « à droite » que le SPD et *DIE LINKE* sur la dimension mondialisation (figure 12.11 page 269). Un test t de Welch confirme que les classes populaires ($M = 6.61$) sont plus à droite que le SPD ($t(1485) = 3.45$, $p < 0.001$) et *DIE LINKE* ($t(1485) = 2.8925$, $p < 0.001$). On observe, par ailleurs, que des attitudes sceptiques à la mondialisation favorisent le vote pour l'AfD (tableau E.9 page 432). Une analyse de médiation montre que l'appartenance aux classes populaires augmente la probabilité de voter pour l'AfD *via* une attitude plus négative envers la mondialisation (figure 12.13 page 273 et tableau E.13 page 436),

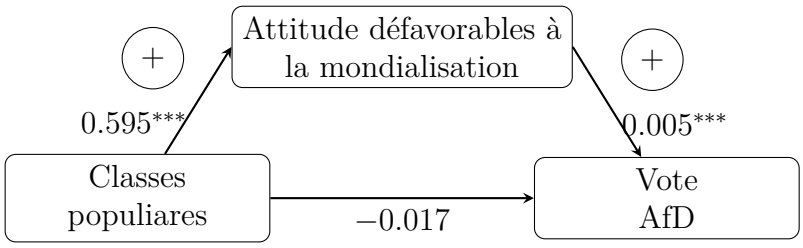
5. Nous avons vérifié si ce résultat pouvait s'expliquer par une saillance plus marquée des enjeux socio-économiques au sein des classes populaires. Cette hypothèse n'a toutefois pas été confirmée.

FIGURE 12.12 – Allemagne de l'Est 2013 : Attitude sur le soutien financier aux pays de l'UE



se matérialisant par un effet indirect moyen significatif (*ACME* (moyenne)=0.003, $IC_{95\%}[0.000, 0.007]$). Notons que l'appartenance seule aux classes populaires, sans prendre en compte les attitudes sur la mondialisation n'a pas d'effet positif sur le vote de l'AfD, voire même négatif (B=-0.017, $SE = 0.008$, $p < 0,005$) [6]. De façon intéressante, l'effet direct de la classe sociale sur le vote AfD devient négatif lorsqu'on contrôle l'attitude envers la mondialisation, suggérant une dynamique de *suppression* où l'effet de classe serait masqué sans la prise en compte des attitudes sceptiques à la mondialisation. Le fait que l'effet total ne soit pas significatif souligne ces effets contradictoires, s'annulant possiblement, invitant à la prudence dans l'interprétation de ces résultats. Notons qu'on observe pour les petits blancs un phénomène similaire, vu qu'ils sont plus susceptibles d'avoir une attitude sceptique sur la mondialisation.

FIGURE 12.13 – Allemagne de l'Est (2013) : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la mondialisation et vote pour l'AfD



Indirect path (ACME) : 0.003^{*}

Prop. Mediated (average) : -1.218

Notes. $^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$; $.p < 0.1$

En ce qui concerne le vote pour le SPD et *DIE LINKE*, on ne peut guère affirmer que la dimension socio-économique soit la plus déterminante au sein des classes populaires (voir tableau 12.4 page 270). Les trois dimensions jouent un rôle significatifs dans le vote en faveur de la gauche de classe. Certes, la dimension socio-économique présente le coefficient le plus élevé des trois, mais les écarts entre

6. Le modèle 3 des régressions logistiques binomiales sur le vote pour l'AfD (tableau E.9 page 432) montre également un effet négatif de l'appartenance aux classes populaires sur le vote AfD, sans pour autant être particulièrement robuste, comme le montre l'évolution de la p-valeur lorsqu'on introduit des variables de contrôle (modèles 4 et 5).

les coefficients – en particulier entre les dimensions socio-économique (B=−0.156) et culturelle (B=−0.148) – restent minimes. Ces différences ne permettent donc pas de conclure à une primauté des enjeux socio-économiques. Par ailleurs, aucun lien, même indirect, médié par les attitudes favorables à la redistribution, n'est observé entre l'appartenance aux classes populaires et le vote pour la gauche de classe. On ne peut donc même plus parler de véritable clivage politique entre capital et travail en Allemagne de l'Est : ni structurellement, ni normativement un lien fort peut être établi entre partis de gauche et classes populaires.

Toutes ces analyses montrent bien qu'on est dans une situation de rupture : l'AfD apparaît pour la première fois lors d'élections fédérales en Allemagne. Il bénéficie de la crise de l'Euro et de l'affaiblissement du système partisan déjà faible en Allemagne de l'Est pour « pointer son nez ». Car même si la proportion de voix du SPD et de *DIE LINKE* a augmenté entre 2005 et 2013, l'identification partisane, le lien structurel (déjà faible antérieurement) entre partis de la gauche de classe et classes populaires, a continué de s'affaiblir au point que l'on puisse se demander si l'on peut encore véritablement parler de clivage entre travail et capital dans le système partisan est-allemand. L'AfD commence à percer au sein des classes populaires en mobilisant les attitudes défavorables à la mondialisation – sur fond de la crise de l'Euro. Il est assez fort au sein des classes populaires, mais ce n'est pas encore un lien direct positif entre classes sociales et vote [7], mais modéré par les attitudes sceptiques à la mondialisation. Cependant, ce qui est atypique est qu'il ne bénéficie guère de la saillance des enjeux politique de l'immigration. Le sujet sur lequel il semble capitaliser – et à l'occasion duquel l'AfD s'est créé – est conflictuel, mais somme toute assez éloigné en Allemagne : la politique de sauvetage de l'Euro et le renflouement d'autres pays de la Zone euro. Le sujet n'étant pas aussi proche que la politique migratoire, il ne parvient pas encore à mobiliser plus de 5% des voix au niveau national (voir tableau 6.1 page 102). Mais la base est posée pour définitivement s'établir au bénéfice des prochaines élections de 2017, une élection de réalignement.

7. De fait, même le contraire, car nous semblons être face à un effet de *suppression*, où l'appartenance aux classes populaires à même un effet négatif sur le vote de l'AfD, une fois que l'on prend en compte les attitudes relatives à la mondialisation.

12.3.2 Élection de rupture en Allemagne de l'Ouest : les élections fédérales de 2013

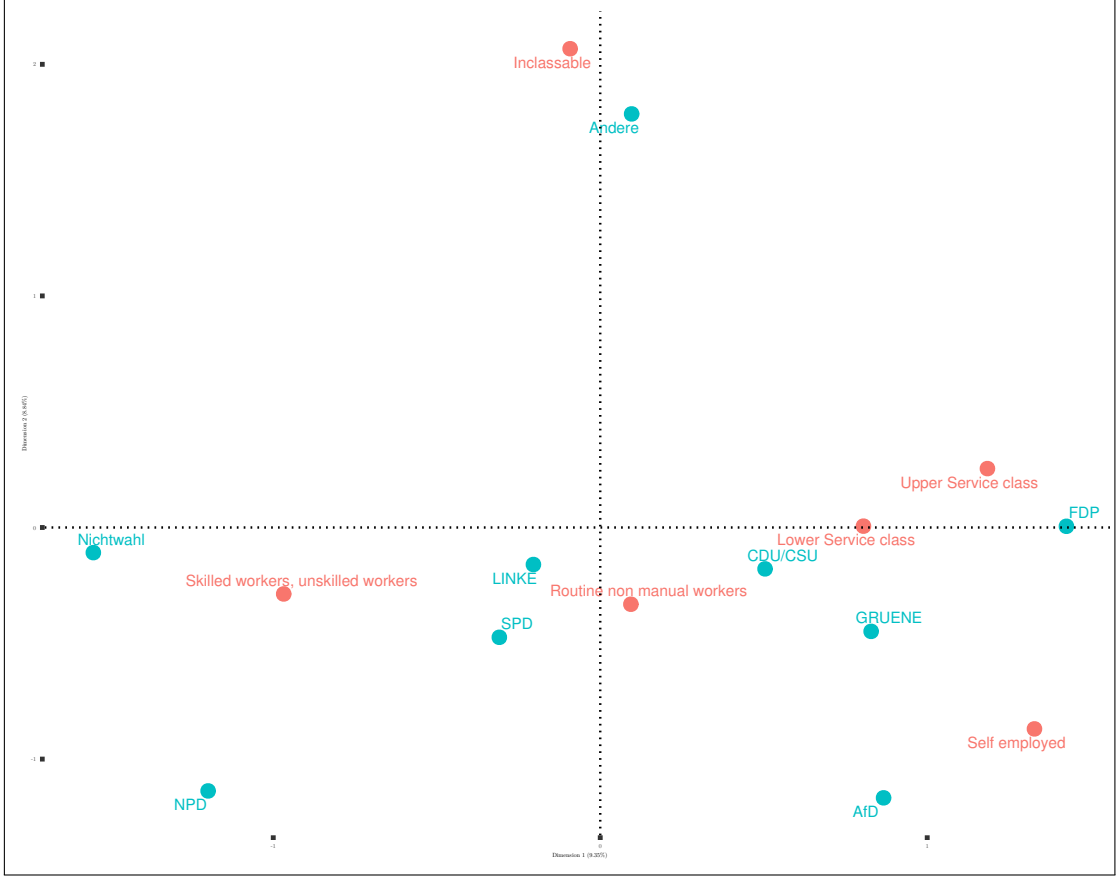
L'analyse multinomiale en Allemagne de l'Ouest montre que les ouvriers votent moins pour la droite radicale populiste que pour la gauche de classe. Il n'y a pas de différence significative au sein des classes populaires, entre ouvriers et employés en ce qui concerne le vote pour la droite radicale populiste. En revanche, les indépendants se démarquent avec une propension plus importante de voter pour la droite radicale que les ouvriers (tableau E.14 page 436). Contrairement à l'Allemagne de l'Est, visuellement l'AfD se positionne comme un parti de droite classique au côté des indépendants et des classes de service (figure 12.14 page suivante). Cela suggère que l'on est, en 2013, en Allemagne de l'Ouest, encore assez proche du vote de droite radicale classique, dont le centre de gravité se situe auprès des classes moyennes indépendantes. L'on est moins en présence d'une « prolétarisation » (Betz, 1994) qu'en Allemagne de l'Est. Cela explique certainement aussi en partie la controverse qu'il y a pu avoir en Allemagne sur le vote pour l'AfD, certains auteurs contestant que les classes populaires soient particulièrement enclines à voter pour l'AfD (Schröder, 2018).

En Allemagne de l'Ouest, on observe une baisse marquée de l'identification partisane par rapport à l'élection de référence de 1980. Cette année-là, 77% des électeurs se déclaraient moyennement ou fortement proches d'un parti. En 2013, ils ne sont plus que 66%, soit un recul de plus de dix points. Malgré cela, la proportion de personnes se disant proches d'un parti reste supérieure de huit points à celle observée en Allemagne de l'Est.

Les classes sociales avec le moins d'identification partisane sont les employés et les ouvriers, c'est-à-dire les classes populaires, tandis que les classes moyennes et supérieures affichent un niveau sensiblement plus élevé (figure 12.15 page 277). On observe ainsi une fracture de classe relativement nette dans l'intensité de l'identification partisane.

Par rapport à 1980, l'identification partisane en faveur de la gauche de classe – et en particulier du SPD – s'est littéralement effondrée. En 1980, 40% des ouvriers et 30% des employés se déclaraient moyennement ou fortement proches du SPD. En 2013, ces proportions chutent à 23% chez les ouvriers et 24% chez les employés.

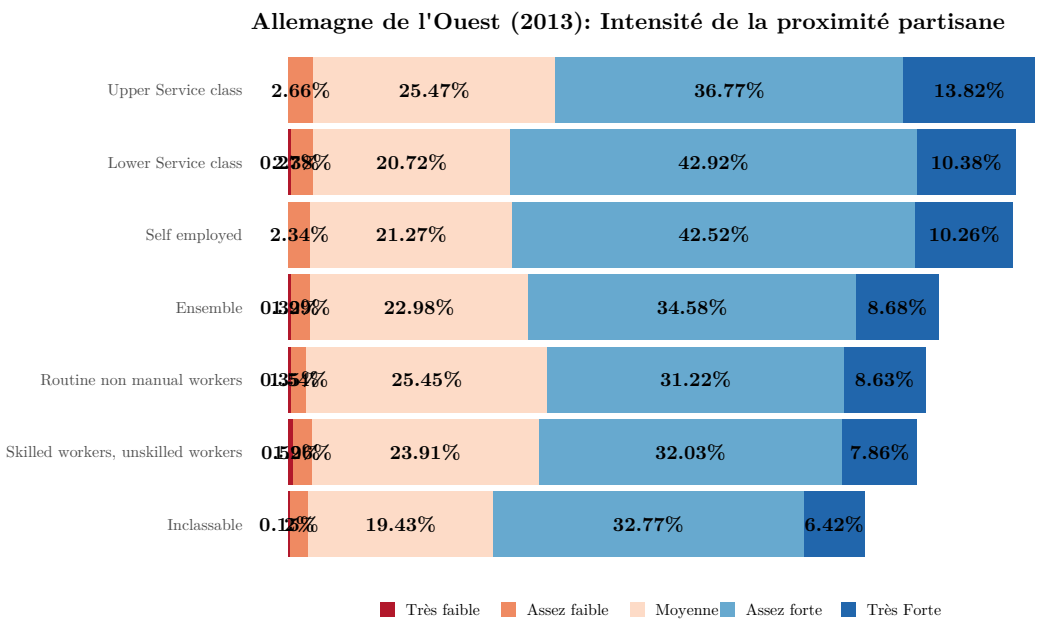
FIGURE 12.14 – Allemagne de l'Ouest 2013 : Vote en fonction de la classe sociale



Même en y ajoutant le parti *DIE LINKE*, la proximité partisane pour les partis de la gauche de classe ne dépasse guère 28% au sein des classes populaires.

Comme en Allemagne de l'Est, l'AfD ne bénéficie pratiquement d'aucune identification partisane : moins d'un pourcent des répondants se déclarent proches de ce parti.

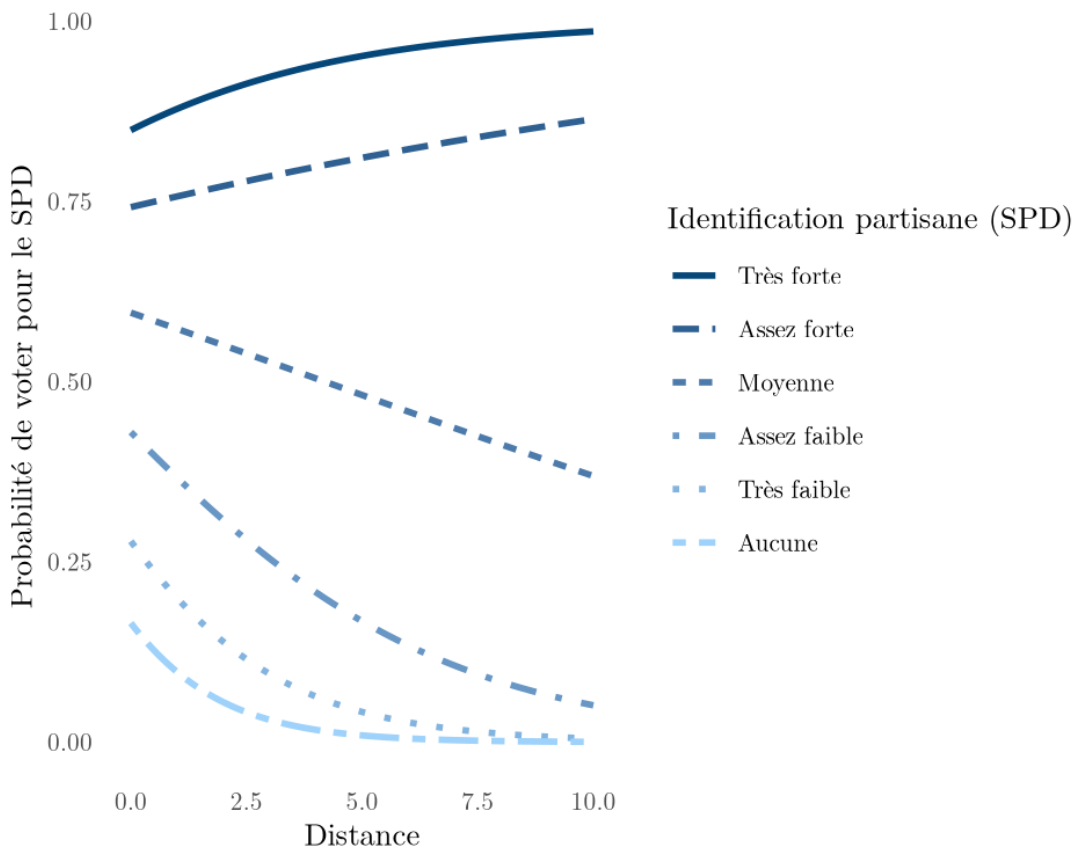
FIGURE 12.15 – Allemagne de l'Ouest 2013 : Intensité de l'identification partisane en fonction de la classe sociale



Le niveau de syndicalisation est plus important en Allemagne de l'Ouest qu'à l'Est, mais en déclin par rapport à 1980. Comme en Allemagne de l'Est, le fait d'être syndiqué augmente la probabilité de voter pour la gauche de classe, en particulier pour le SPD. Cependant, en Allemagne de l'Ouest aussi, le fait d'être syndiqué ne semble pas baisser de manière significative le vote pour l'AfD (tableau E.15 page 437). On peut en tirer les mêmes conclusions qu'en Allemagne de l'Est :

la syndicalisation ne protège plus du vote pour la droite radicale populiste. Notons cependant que contrairement à l'Allemagne de l'Est, le fait d'appartenir aux classes populaires augmente la probabilité de voter à gauche en Allemagne de l'Ouest.

FIGURE 12.16 – Allemagne de l'Ouest 2013 : Effet d'interaction entre distance et identification sur le vote pour le SPD



En Allemagne de l'Ouest, l'identification partisane pour la gauche de classe est plus forte qu'à l'est, malgré un affaiblissement séculier. Cela se manifeste aussi par l'effet d'interaction significatif entre la distance idéologique et l'identification partisane qui est significatif pour le SPD (tableau E.16 page 438). Autrement dit, même lorsqu'un individu se situe relativement loin du SPD sur l'axe idéologique, une identification partisane avec le SPD augmente de manière significative la probabilité de voter pour lui (figure 12.16). Cela témoigne d'un ancrage partisan plus robuste

en Allemagne de l'Ouest, au bénéfice du parti historique de la gauche de classe, le SPD. En revanche, aucun effet d'interaction n'est observé pour *DIE LINKE*, confirmant que ce parti ne bénéficie pas du même niveau de loyauté partisane en Allemagne de l'Ouest. L'identification partisane pour d'autres partis que l'AfD a également pour effet d'amoindrir les attitudes défavorables à la mondialisation (tableau E.17 page 439). Le recul de l'identification partisane au sein des classes populaires constitue ainsi le terreau pour l'apparition d'attitudes défavorables à la mondialisation et *in fine* des partis tels que l'AfD.

En Allemagne de l'Ouest, comme à l'Est, les enjeux socio-économiques (redistribution) apparaissent comme les plus saillants, suivis des enjeux sociétaux (climat) et de mondialisation (immigration). Cette hiérarchie d'importance est statistiquement significative, comme l'indique une ANOVA ($F(2, 7207) = 75.41$, $p < 0.001$). Le test *post-hoc* de Tukey révèle que les enjeux socio-économiques sont significativement plus saillants que les enjeux sociétaux ($\Delta = 0.300$, $IC_{95\%}[0.239, 0.361]$, $p < 0.001$) et que ceux liés à la mondialisation ($\Delta = 0.066$, $IC_{95\%}[0.005, 0.127]$, $p = 0.031$). Par ailleurs, les enjeux sociétaux sont perçus comme significativement plus saillants que les enjeux de mondialisation ($\Delta = -0.234$, $IC_{95\%}[-0.295, -0.173]$, $p < 0.001$).

Le vote pour les partis de gauche est favorisé, comme nous l'attendions, par la saillance des enjeux liés à la redistribution dans la population générale et au sein des classes populaires (modèles 1 et 2 du tableau E.18 page 440) [8]. Le vote pour l'AfD est lui favorisé par les enjeux relatifs à la mondialisation (tableau E.19 page 441). Les résultats de la saillance des enjeux en Allemagne de l'Ouest sont donc en adéquation avec nos prédictions, même si nous ne pouvons pas trouver d'effet de fracture par la saillance des enjeux liés à la mondialisation contrairement à ce que nous avons prédit dans le tableau 6.1 page 102.

En Allemagne de l'Ouest en 2013, les classes populaires apparaissent significativement plus critiques à l'égard de la mondialisation que les partis de gauche traditionnels, à savoir le SPD et *DIE LINKE* (figure 12.17 page 281). La moyenne d'attitude vis-à-vis de la mondialisation pour les classes populaires s'élève à $M = 6.01$ ($IC_{95\%}[5.83; 6.18]$), tandis que le positionnement du SPD est de $M = 2.99$ et celui

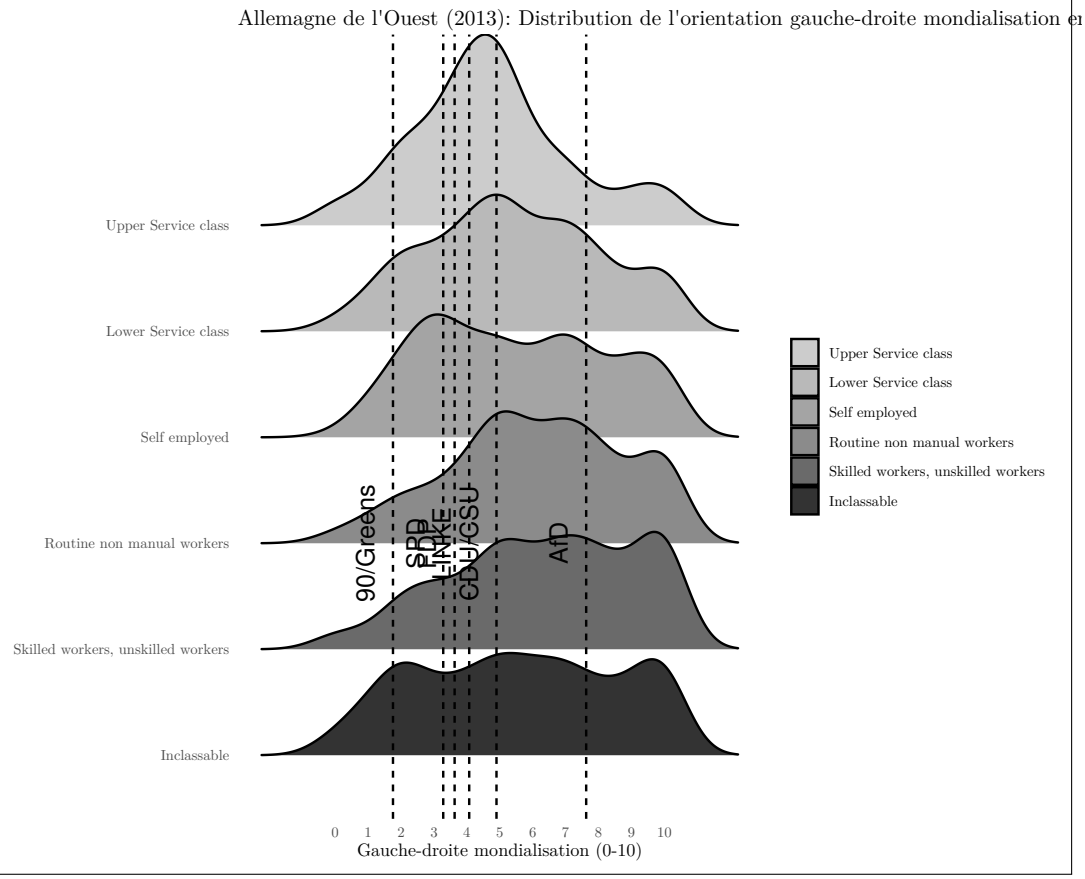
8. Certes, le coefficient n'est pas tout à fait significatif auprès des petits blancs (modèle 3 du tableau E.18 page 440), mais vu qu'il l'est auprès des classes populaires, nous nous gardons de surinterpréter cela.

TABLEAU 12.5 – Allemagne de l'Ouest 2013 : Régression logistique binaire sur l'effet du positionnement sur les dimensions sur le vote en faveur de la gauche de classe

	Vote pour la gauche de classe (SPD, *DIE LINKE*)		
	Simple	Contrôle	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)
Socio-économique	−0.085***	−0.085***	−0.036
	(0.022)	(0.022)	(0.028)
Global	−0.010	−0.022	−0.043*
	(0.019)	(0.019)	(0.025)
Culturel	−0.033	−0.049**	−0.027
	(0.023)	(0.024)	(0.031)
Sexe (Réf : Homme)		−0.182*	−0.260**
		(0.099)	(0.127)
Année de naissance		−0.011***	−0.010***
		(0.003)	(0.004)
Constant	−0.458***	22.454***	20.178***
	(0.153)	(5.308)	(7.176)
Observations	2,229	2,229	1,285
Log Likelihood	−1,263.873	−1,254.266	−740.571
Akaike Inf. Crit.	2,535.746	2,520.533	1,493.142

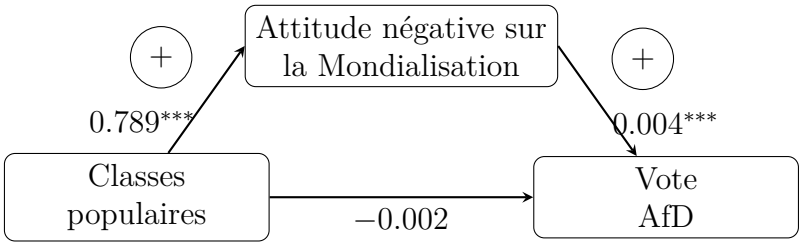
Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

FIGURE 12.17 – Allemagne de l'Ouest 2013 : Position des classes sociales et des partis sur la dimension mondialisation



de *DIE LINKE* de $M = 2.61$. Des tests t de Welch montrent que ces écarts sont significatifs : les classes populaires sont plus critiques que le SPD ($t(2422) = 33.49$, $p < 0.001$) et que *DIE LINKE* ($t(2422) = 37.83$, $p < 0.001$). Ces résultats confirment un écart idéologique substantiel entre les préférences des classes populaires et les orientations programmatiques du parti social-démocrate et de gauche sur la mondialisation.

FIGURE 12.18 – Allemagne de l'Ouest (2013) : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la mondialisation et vote pour l'AfD



Indirect path (ACME) : 0.003^{*}

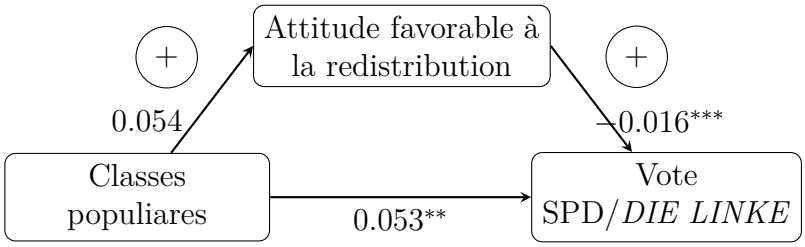
Prop. Mediated (average) : 2.34

Notes. $^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$; $.p < 0.1$

Cette attitude sceptique des classes populaires à la mondialisation explique assez largement le vote des classes populaires pour l'AfD (figure 12.18). Ainsi, l'effet indirect ($ACME(moyenne) = 0.003$, $IC_{95\%}[0.000, 0.018]$, $p = 0.018$) entre l'appartenance aux classes populaires et le vote pour l'AfD est significatif *via* les attitudes relatives à la mondialisation. Le fait que la variable structurelle, l'appartenance aux classes populaires, ne soit plus significative dans le modèle d'*outcome* (modèle 2 tableau E.20 page 442), confirme pleinement notre hypothèse selon laquelle le vote des classes populaires s'explique par le positionnement sur les questions ayant trait à la mondialisation. L'enracinement ne semble pas (encore) être structurel dans la mesure où c'est par le biais de l'attitude que le vote s'opère. Le vote pour la droite radicale populiste n'est manifestement pas un vote « par défaut » vu son faible score et qu'il affecte des franges des classes populaires sceptiques à l'immigration, mais qui ne se différencient pas par des facteurs sociologiques particuliers. On est donc proche de ce que l'on qualifie à la suite de Kevin DEEGAN-

Krause (2007) de division de type 3, c'est-à-dire une division qui se caractérise par une vision normative se traduisant dans un comportement électoral (figure 2.1 page 26) [9].

Figure 12.19 – Allemagne de l'Ouest (2013) : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la redistribution et vote pour la gauche de classe



Indirect path (ACME) : −0.001

Prop. Mediated (average) : −0.017

Notes. $^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$; $.p < 0.1$

S'agissant du vote en faveur du SPD et de *DIE LINKE*, la configuration observée est inverse : l'analyse de médiation ne révèle aucun effet significatif (figure 12.19). C'est l'effet direct de l'appartenance aux classes populaires qui rend compte de ce vote (tableau E.23 page 445). On se trouve ici dans une situation de division de type 2, caractérisée par l'articulation d'une position sociologique – celle des classes populaires – et d'un comportement électoral qui y est directement lié, relevant du « structural voting » (Deegan-Krause, 2007, p. 500), sans qu'il soit nécessairement accompagné d'attitudes politiques homogènes (figure 2.1 page 26).

9. Notons que la composante sociologique n'est pas entièrement absente, car les classes populaires sont plus susceptibles que la moyenne d'avoir ce type d'attitudes favorisant le vote pour l'AfD.

12.4 Élection de réalignement en Allemagne de l'Est et de l'Ouest : les élections fédérales de 2017

Les élections fédérales de 2017 sont les premières élections fédérales à se tenir après la « crise migratoire » de 2015/2016. À la suite de la guerre civile en Syrie, un nombre important de personnes a fui leur pays, dont une partie non négligeable a tenté de trouver refuge en Europe. En septembre 2015, Angela Merkel, alors chancelière à la tête d'une Grande coalition réunissant son Union et le SPD, a ouvert les frontières allemandes aux réfugiés bloqués en Hongrie, permettant ainsi à un grand nombre d'entre eux de rejoindre l'Allemagne. Cette décision a entraîné un afflux « dramatique » (Niedermayer, 2020, p. 109) de migrants en Allemagne (figure 2.3 page 33). À cela se sont ajoutés plusieurs faits divers dont les auteurs avaient été identifiés comme des migrants, ainsi que des attentats terroristes en Europe, qui ont placé la question migratoire au centre du débat public. Dès lors, les élections fédérales de 2017 ont été considérées comme un « plébiscite sur la politique migratoire » d'Angela Merkel (Korte, 2019).

Les deux partis politiques d'opposition présents au *Bundestag*, *DIE LINKE* et les *Grüne*, ont soutenu le choix de la chancelière conservatrice Merkel d'accueillir les réfugiés. L'AfD a su tirer parti de cette situation pour se repositionner. Alors qu'elle avait initialement centré son agitation sur le rejet de la politique de sauvetage de l'euro, elle a rapidement déplacé l'accent sur la question migratoire, et plus précisément sur le refus de l'accueil des réfugiés. L'AfD a ainsi pris une position originale dans l'offre politique allemande en se positionnant sur cet enjeu à la fois conflictuel et proche (tableau 6.1 page 102). Cette stratégie a porté ses fruits : en 2016, l'AfD est parvenu à entrer dans les parlements de plusieurs *Länder* – avec des scores importants à l'Ouest comme à l'Est. 15% au Bade-Wurtemberg, 13% en Rhénanie-Palatinat, 24% en Saxe-Anhalt, 21% au Mecklembourg-Poméranie-Occidentale et 14% à Berlin. Ce repositionnement de l'AfD revenant à une droitisation – même si elle a adouci sa politique économique libérale – n'a pas été sans conséquences pour le parti lui-même. L'AfD a connu des scissions et le départ de certains de ses fondateurs (Niedermayer, 2020, p. 109).

Ces conflits internes tout comme une perte d'importance relative des enjeux liés à l'immigration ont fait perdre de la vitesse à l'AfD avant les élections fédérales de 2017. Elle est néanmoins parvenue à rebondir et à largement dépasser la barre de 5% des voix en réunissant 12.6% des voix lors de ces élections, se plaçant en troisième position des élections, derrière l'Union (32.9%) et le SPD (20.5%). En Allemagne de l'Est, l'AfD s'est même placé en deuxième position derrière la CDU (27.6%) avec 22% des voix, devant *DIE LINKE* (17.8%) et le SPD (13.9%). En Allemagne de l'Ouest, l'AfD se place en quatrième position avec 10.7% des voix, derrière la CDU/CSU (34.1%), le SPD (21.9%) et le FDP (11.4%), mais devant les écologistes (9.8%) et *DIE LINKE* (7.4%).

Pour la gauche de classe, le SPD et *DIE LINKE*, ces élections marquent un sérieux recul. Le SPD sort affaibli de quatre années de Grande coalition sous la direction d'Angela Merkel, perdant 4 points en Allemagne de l'Est et plus de 5 points en Allemagne de l'Ouest. Cela était, jusque-là, son plus mauvais résultat électoral depuis la Seconde Guerre mondiale. Le résultat est plus mitigé pour *DIE LINKE* qui perd près de 5 points en Allemagne de l'Est, son fief historique, mais parvient à gagner près de 2 points en Allemagne de l'Ouest. Grâce au poids démographique de l'Allemagne de l'Ouest, cela correspond à un léger gain de 0.6 points. Comparé aux élections de 2009, la gauche de classe recule de près de 3 points en Allemagne de l'Ouest et de 9 points en Allemagne de l'Est.

12.4.1 Élection de réalignement en Allemagne de l'Est : les élections fédérales de 2017

En Allemagne de l'Est, visuellement, se confirme ce qu'on avait déjà pu observer en 2013 (figure 12.20 page 287) : le SPD et *DIE LINKE* sont relativement proches l'un de l'autre et des employés. Ils sont cependant plus éloignés des ouvriers qu'en 2013 et toujours relativement proches des classes de service. Tandis que les ouvriers étaient, en 2013, situés dans un triangle constitué du SPD/*DIE LINKE*, de l'AfD et de l'abstention, ils se retrouvent désormais dans un nouveau triangle formé par l'AfD, l'abstention et les partis « autres ». Les ouvriers semblent donc s'être davantage éloignés des partis de la gauche de classe et s'être encore rapprochés de l'AfD. La régression multinomiale (tableau 12.6 page 288) confirme ce diagnostic :

certes, les ouvriers votent toujours davantage pour la gauche de classe que pour la droite radicale populiste, mais ils constituent, avec les indépendants, le groupe social votant le plus pour l'AfD [10]. Les employés semblent assez proches du SPD et de *DIE LINKE*. Cependant, les employés et les ouvriers ne sont plus les groupes sociaux ayant la plus forte probabilité prédite de voter pour le SPD et *DIE LINKE* : ils sont 36% des employés et 32% des ouvriers à voter pour ces partis, mais les classes de service affichent des probabilités prédites plus élevées. La probabilité prédite pour la *Lower service class* est de 36%, comme pour les employés, tandis que l'*Upper service class* est même la classe sociale ayant la plus forte probabilité de voter à gauche, avec une prédiction de 39% en faveur du SPD et de *DIE LINKE*. Inversement, les classes de service sont les moins susceptibles de voter pour l'AfD, avec 8% dans la *Lower service class* et 5% dans l'*Upper service class*.

Ce rapprochement de l'AfD des classes populaires et l'éloignement des classes populaires du SPD et *DIE LINKE* se confirme si on analyse le positionnement des classes sociales et des partis politiques sur l'axe gauche-droite. On observe que les classes sociales les plus éloignées des partis de la gauche de classe sont les indépendants (SPD : 1.6, *DIE LINKE* : 4.9), puis les ouvriers (SPD : 1.4, *DIE LINKE* : 4.8). Les classes avec la distance la plus faible sont la classe de service inférieure (SPD : 0.48, *DIE LINKE* : 3.8) et les employés (SPD : 0.7, *DIE LINKE* : 4). Inversement, les classes les plus proches de l'AfD sont les indépendants (5.9), suivi des ouvriers (6). Les classes les plus éloignées de l'AfD sont la classe de service inférieure (7) et les employés (6.8). En valeurs absolues, l'AfD reste plus éloignée des classes populaires que la gauche de classe ; toutefois, l'ordre des proximités demeure interpellant.

Si l'on considère les distances euclidiennes sur les trois dimensions – socio-économique, libertaire et mondialisation –, on observe un rapprochement de l'AfD des classes populaires et un rapprochement des classes moyennes et supérieures des partis de la gauche de classe encore plus marqué. L'AfD passe très clairement devant *DIE LINKE* auprès des ouvriers (3.1 contre 4.8), et même devant le SPD (3.3). L'AfD est ainsi plus proche des ouvriers que les partis de la gauche de classe.

Notons que les ouvriers sont la classe sociale dont la distance euclidienne

10. Le modèle prédit une probabilité de 17% pour les ouvriers de voter pour l'AfD et de 14% pour les indépendants, sans que cette différence de coefficients et de prédictions soit significative.

FIGURE 12.20 – Allemagne de l'Est 2017 : Vote en fonction de la classe sociale

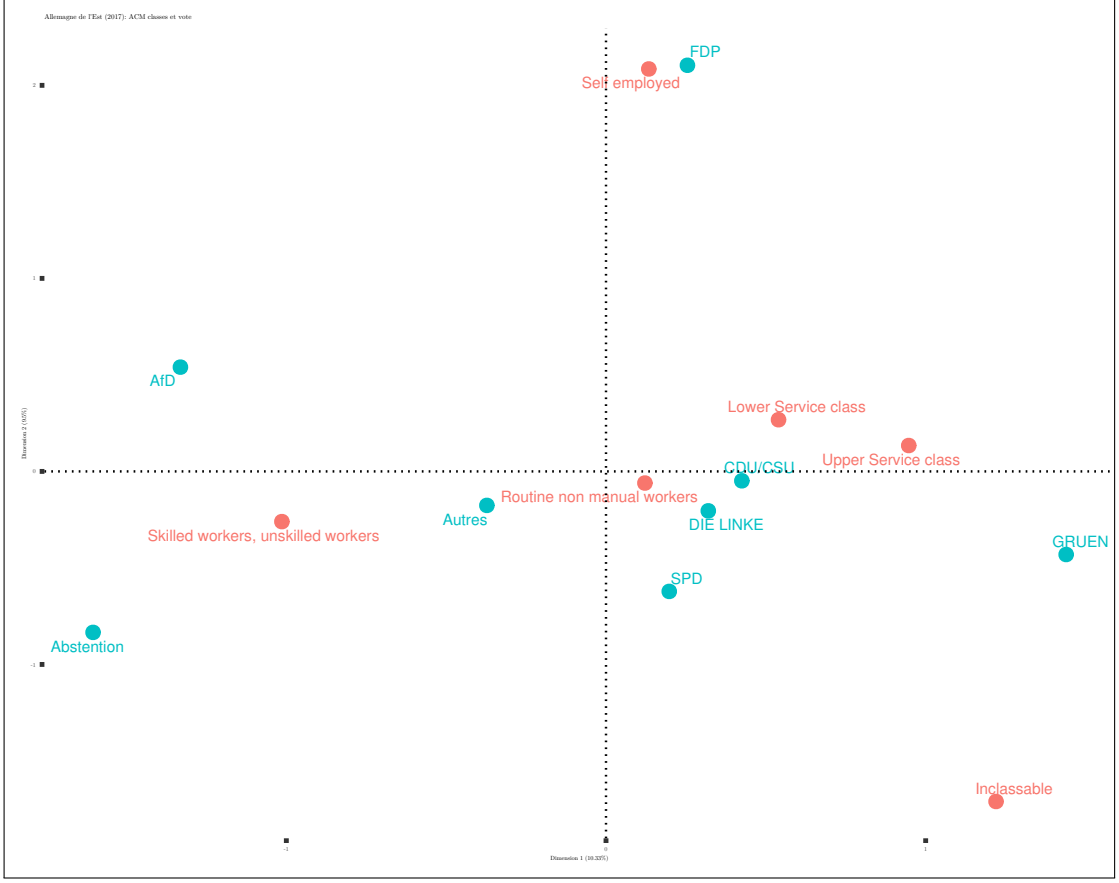


TABLEAU 12.6 – Allemagne de l'Est 2017 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP)

	Parti voté lors des éléctions de 2017					
	Abstenion	Autres gauche et écologistes	Autres	Droite	Extrême droite	Libéraux
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Upper service class	−1.983***	0.518	−1.034	0.307	−1.393***	0.220
	(0.693)	(0.516)	(0.685)	(0.275)	(0.486)	(0.399)
Lower service class	−1.144***	0.781**	−0.433	0.198	−0.914***	0.236
	(0.355)	(0.395)	(0.407)	(0.220)	(0.300)	(0.312)
Self employed	−0.822	1.227**	−0.022	0.600*	0.069	1.278***
	(0.622)	(0.561)	(0.657)	(0.357)	(0.422)	(0.414)
Routine non manual workers	−0.768**	0.244	0.078	0.218	−0.535*	−0.145
	(0.335)	(0.464)	(0.373)	(0.230)	(0.286)	(0.361)
Inclassable	−0.697	1.321***	−0.865	0.182	−1.799***	−1.372*
	(0.468)	(0.462)	(0.727)	(0.315)	(0.659)	(0.817)
Constant	−0.860***	−2.319***	−1.719***	−0.478***	−0.629***	−1.500***
	(0.164)	(0.300)	(0.230)	(0.145)	(0.152)	(0.210)
Akaike Inf. Crit.	3,617.273	3,617.273	3,617.273	3,617.273	3,617.273	3,617.273

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

moyenne aux partis politiques est la plus grande — suggérant une plus faible congruence entre les ouvriers et l'offre politique. L'AfD affiche également une proximité aux employés comparable à celle de *DIE LINKE* (3.9 contre 4.1), tandis que le SPD maintient une nette avance (2.7).

Il est intéressant de noter que les classes sociales les plus proches du SPD et de *DIE LINKE* sont les classes moyennes et supérieures — la *upper* et la *lower service class* — avec des distances respectives de 1.5 et 1.6 pour le SPD, et de 2.7 et 2.8 pour *DIE LINKE*. Inversement, les classes sociales les plus éloignées de l'AfD sont précisément ces mêmes classes moyennes et supérieures (5.1 pour la *upper* et 4.9 pour la *lower service class*).

On est donc face à un retournement : les classes populaires s'éloignent de la gauche de classe, tandis que la droite radicale populiste s'en rapproche.

Si l'on regarde plus en détail les distances sur chaque dimension, on observe que, sur la dimension socio-économique, l'AfD est assez éloignée des classes populaires (malgré l'adoucissement de son programme libéral) : la classe la plus éloignée est celle des employés (2), et les ouvriers sont également relativement éloignés (1.2), même si les classes de service le sont encore plus (1.7 et 1.8). Les indépendants

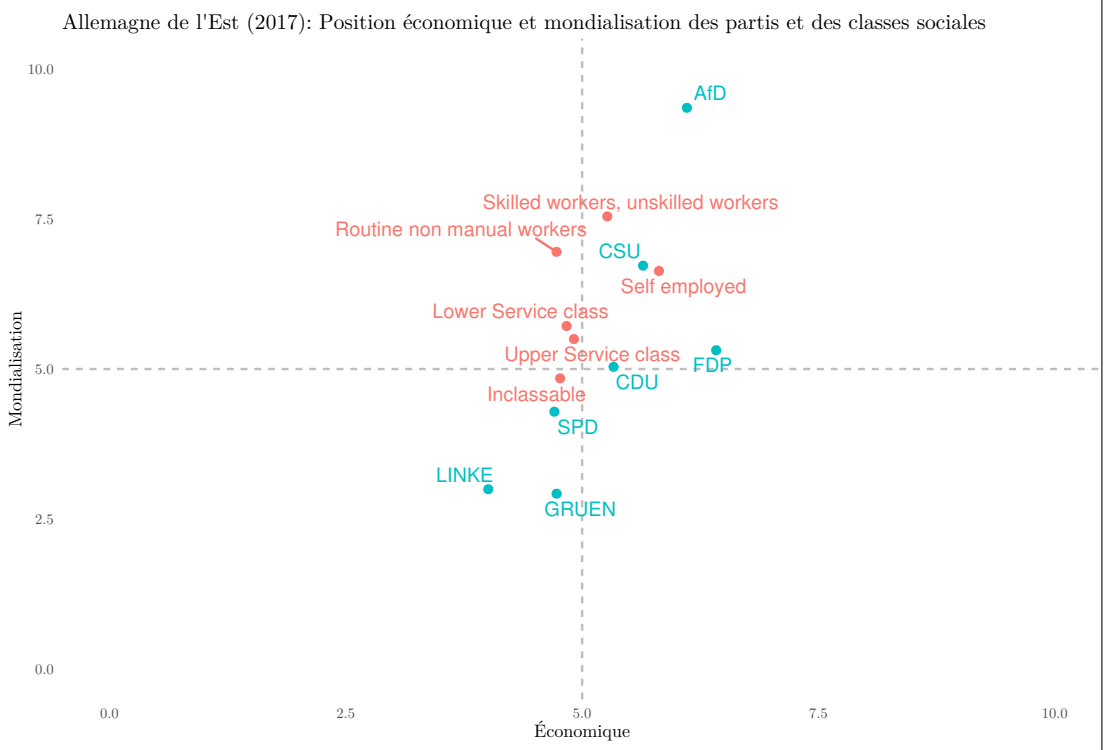
constituent la classe la plus proche (0.4).

Sur cette dimension, les partis de la gauche de classe sont plus proches des classes populaires : les employés ont quasiment le même positionnement que le SPD (distance de 0.03), et les ouvriers présentent une distance de seulement 0.8. *DIE LINKE* est également plus proche des classes populaires que l'AfD sur cette dimension : les ouvriers sont à une distance de 1.8, et les employés à une distance de 1. Bref, les classes populaires sont plus proches des partis de gauche sur les questions socio-économiques, tandis qu'elles sont plus proches de l'AfD sur la dimension relative à la mondialisation.

Visuellement, on constate que les partis de la gauche de classe se trouvent à gauche sur les questions socio-économiques et « en bas », du côté libertaire, sur les dimensions culturelles et relatives à la mondialisation (figure 12.21 page suivante). Or, sur la dimension mondialisation, on observe que dans les classes populaires sont « en haut » du tableau comme l'AfD. En ce qui concerne les ouvriers, ils sont même dans le quadrant opposé à la gauche, plus à droite que les autres classes salariées sur les questions socio-économiques. Cela est interpellant, car les ouvriers sont traditionnellement la classe sociale – ou du moins l'une des classes – les plus favorables à la redistribution. On observe donc un renversement des positions traditionnelles des ouvriers. Il est interpellant aussi que les classes moyennes et supérieures en Allemagne de l'Est ne sont pas moins favorables à la redistribution que les classes populaires, de fait même plus à gauche que les ouvriers. Cela est peut-être dû au fait que les classes moyennes et supérieures de l'Est ont en partie été socialisées en RDA, où les élites devaient s'identifier aux valeurs du régime socialiste. Tout cela peut contribuer à expliquer le « désenchantement » des classes populaires pour la gauche de classe et leur rapprochement croissant avec l'AfD.

En ce qui concerne le positionnement sur la dimension mondialisation, les classes populaires apparaissent significativement plus « à droite » que le SPD et le *DIE LINKE*. Les classes populaires présentent une moyenne de 7,34 ($SE = 0,10$), contre 4.29 pour le SPD et 3.99 pour le *DIE LINKE*. Un test t de Welch confirme que ces écarts sont hautement significatifs : la moyenne des classes populaires est supérieure à celle du SPD ($t(1371) = 31.04$, $p < 0.001$) et à celle du *DIE LINKE* ($t(1371) = 33.99$, $p < 0.001$). Cela confirme ce que l'on observe visuellement et aussi l'hypothèse *Ha1*.

FIGURE 12.21 – Allemagne de l'Est (2017) : Placement des partis et des classes sur les trois dimensions



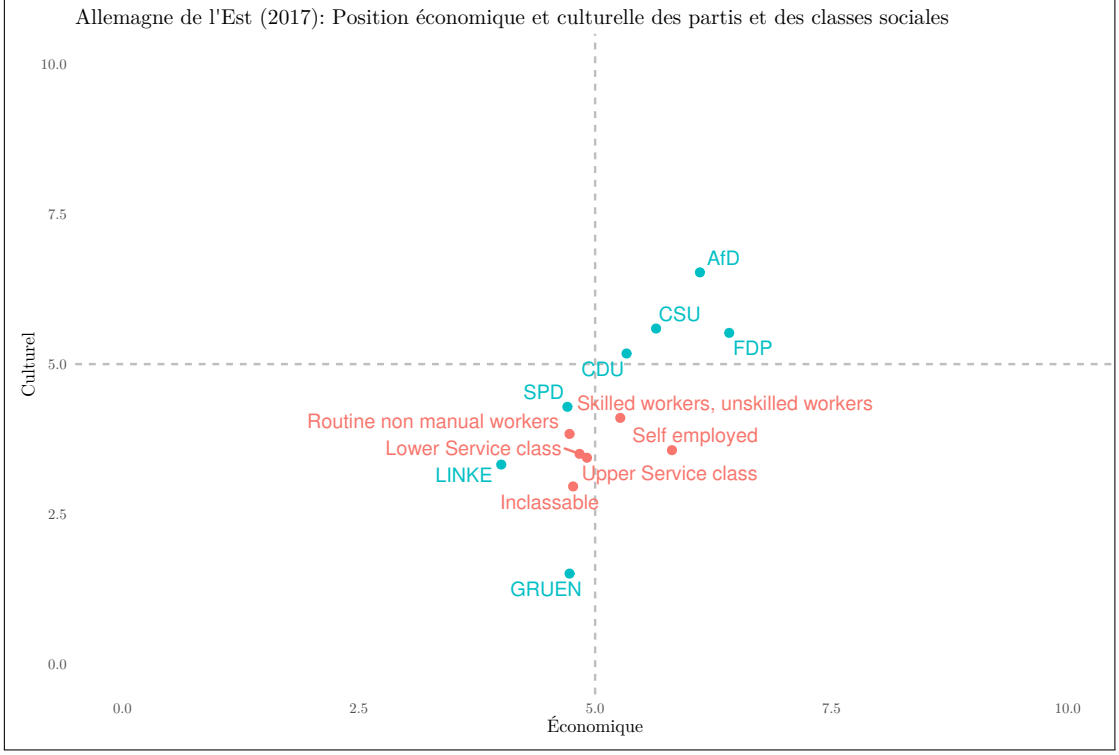
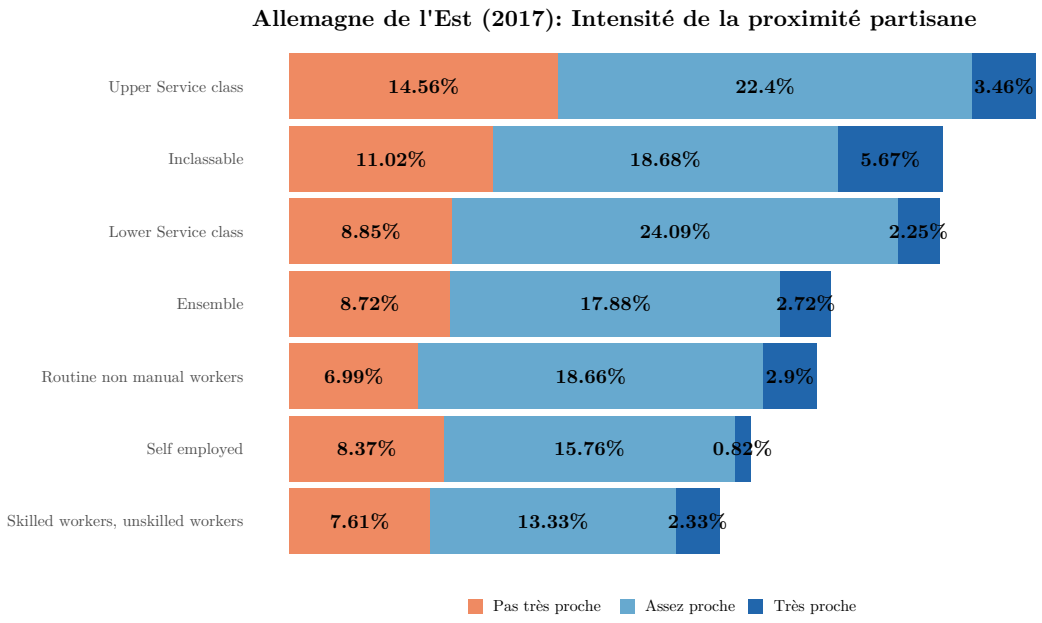


FIGURE 12.22 – Allemagne de l'Est (2017) : Identification partisane en fonction de la classe sociale



L'identification partisane a chuté en Allemagne de l'Est. 62% des répondants se disaient proche d'un parti en 2005 et 58% en 2013. Ils ne sont plus qu'à peine 30% en 2017. L'intensité de cette identification partisane a également décru. Ils ne sont plus que 3% de se sentir très proche d'un parti politique, contre 11% en 2005. Ce qui reste inchangé est que les classes populaires et les indépendants ont le moins d'identification partisane tandis que les classes de service sont plus nombreuses à s'identifier à un parti (figure 12.22 page précédente).

7% des sondés s'identifient à *DIE LINKE*. C'est manifestement dans le tertiaire, auprès de la *lower service class* (11%) et les employés (9%) que l'identification partisane est la plus forte. Les ouvriers ne sont qu'à 6%, soit au bas du tableau, proche des indépendants (5%) à s'identifier à *DIE LINKE*. Le SPD bénéficie de l'identification partisane la plus forte auprès des classes de service (7%). Les classes populaires sont autour de 5-6% à s'identifier au SPD. Si l'on cumule, SPD et *DIE LINKE*, ce ne sont guère plus de 12% des ouvriers et 14% des employés à se dire proche des partis de la gauche de classe, contre 14% de l'*Upper service class* et 18% de la *Lower service class*. Les partis de la gauche de classe ont à présent véritablement leur centre de gravité auprès des classes moyennes salariées et pas auprès des classes populaires. Il y a clairement un déclin de l'identification partisane pour la gauche de classe par rapport à 2005 et 2013, ce qui confirme l'hypothèse *Hb1*. L'identification partisane pour l'AfD reste cependant très faible, de l'ordre de 2-3%. Vu le faible effectif, il semble difficile d'interpréter les différences entre les classes sociales.

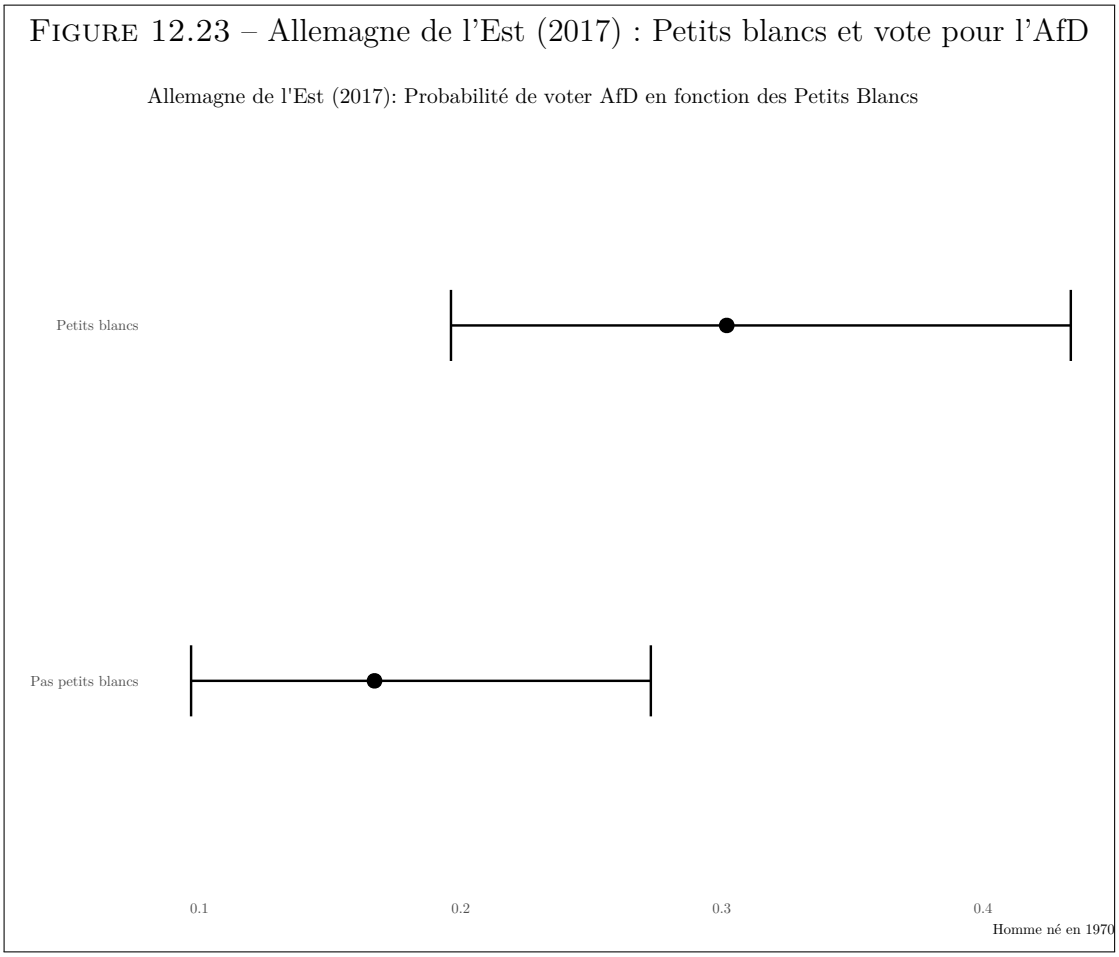
L'affaiblissement de l'identification partisane pour la gauche de classe se manifeste également par le fait que, comme en 2013, cette identification n'annule plus l'effet de la distance idéologique. Certes, plus un individu se situe loin du SPD ou de *DIE LINKE*, moins il est probable qu'il vote pour ce parti, et inversement, le fait de s'identifier à un parti augmente la probabilité de lui accorder son vote. Toutefois, l'effet d'interaction entre la distance idéologique et l'identification partisane n'est toujours pas significatif pour les partis de la gauche de classe, comme c'était déjà le cas en 2005 et 2013 (tableaux E.25 page 448 et E.26 page 449), ce qui conduit à falsifier l'hypothèse *Ha2*.

Parallèlement, bien que fragilisée, l'identification partisane continue à jouer un rôle protecteur vis-à-vis des attitudes négatives à l'égard de la mondialisation

(tableau E.27 page 450, hypothèse *Hc1a*). Or, ces attitudes négatives tendent à renforcer la probabilité de voter pour l'AfD (tableau E.28 page 451, hypothèse *Hc1b*). En outre, toute identification partisane autre que celle avec l'AfD diminue, même en présence de telles attitudes, la probabilité d'un vote en sa faveur (tableau E.29 page 452).

Ainsi, l'affaiblissement de l'identification partisane au sein des classes populaires crée les conditions propices au développement d'attitudes critiques à l'égard de la mondialisation, lesquelles favorisent, en retour, le vote pour l'AfD.

FIGURE 12.23 – Allemagne de l'Est (2017) : Petits blancs et vote pour l'AfD



Nos analyses montrent à première vue que les petits blancs sont sensiblement plus susceptibles de voter pour l'AfD. Dans un modèle simple et avec des contrôles, la probabilité de voter pour l'AfD est doublée pour les petits blancs comparé aux autres sujets. L'hypothèse *Hb2a* semble donc confirmée. Cependant, une analyse

plus poussée relève que c'est l'effet de la classe sociale qui explique le vote pour l'AfD et que l'effet du fait d'être blanc n'est pas significatif. On ne peut donc guère parler d'un vote ethnique dans ce contexte, mais plutôt d'un vote de classe pour l'AfD. Cela est conforté par le fait que contrairement à l'hypothèse *Hb2b*, le fait de ne pas être blanc n'augmente guère le vote pour la gauche de classe. Tout cela suggère que l'on ne peut pas parler de fracture ethnique au sein des classes populaires en Allemagne de l'Est en 2017. Le même constat s'applique aux attitudes relatives à la mondialisation : certes, être « petit blanc » favorise l'adoption d'attitudes hostiles à la mondialisation, mais comme pour le vote, il s'agit davantage d'un effet de classe que d'un effet de *race*.

En 2017, l'analyse des scores de saillance des trois grandes dimensions politiques en Allemagne de l'Est révèle des différences statistiquement robustes ($ANOVA$: $F(2.4269) = 21.14$, $p < 0.001$). Les enjeux culturels ($M = 3.12$) sont perçus comme significativement plus saillants que les enjeux de mondialisation ($M = 2.78$, $\Delta = 0.140$, $IC_{95\%}[0.064; 0.215]$, $p < 0.001$), tandis que la saillance des enjeux socio-économiques ($M = 2.99$) se situe à mi-chemin : légèrement supérieure à celle de la mondialisation ($\Delta = 0.206$, $IC_{95\%}[0.131; 0.281]$, $p < 0.001$) mais sans écart significatif par rapport aux enjeux culturels ($\Delta = -0.066$, $IC_{95\%}[-0.142; 0,009]$, $p = 0.097$). Autrement dit, si la redistribution reste un motif important de préoccupation, elle n'exerce plus la position dominante qu'on lui avait observée en 2013. Cet ordre des importances pourrait faire croire que les questions liées à la mondialisation ne sont pas plus importants qu'en 2013. Cependant, la valeur absolue de l'importance des questions relatives à la mondialisation a augmenté par rapport à 2013, malgré un placement « en dernière position » des enjeux. En sus, les analyses du positionnement des partis politiques montrent bien que les enjeux relatifs à la mondialisation ont pris de l'importance sur la période considérée (section 10.3 page 161). Par ailleurs, d'autres études mettent bien en évidence l'importance des enjeux liés à la mondialisation et en particulier à l'immigration lors des élections fédérales de 2017. Ainsi, « Réfugiés/Immigration/Politique d'asile » est de loin la première préoccupation politique des Allemands en 2017. 59% des sondés déclarent que combattre le terrorisme, 34% que l'intégration des réfugiés et 27% que l'immigration des réfugiés sont des sujets importants pour leur choix électoral. En même temps, le sujet chômage et marché du travail n'est plus qu'une priorité pour 8% des sondés,

un niveau historiquement bas (Neu & Pokorny, 2017, p. 55-56). Ce dernier point est en adéquation avec nos résultats selon lesquels la dimension socio-économique n'est plus dominante en 2017.

Nos analyses confirment les prédictions initiales (tableau 6.1 page 102) : la saillance des enjeux socio-économiques favorise le vote en faveur de la gauche parmi les classes populaires, qu'elles soient blanches ou non (tableau E.30 page 453). À l'inverse, c'est la saillance des enjeux liés à la mondialisation qui stimule le vote pour l'AfD (tableau E.31 page 454). Les enjeux socio-économiques n'ont désormais plus d'impact sur le vote en faveur de ce parti, ce qui suggère que le thème de rupture initial – la crise de l'euro en 2013 – ne constitue pas le sujet de réalignement, celui-ci étant représenté par la question migratoire, bien que les deux soient liés à la mondialisation.

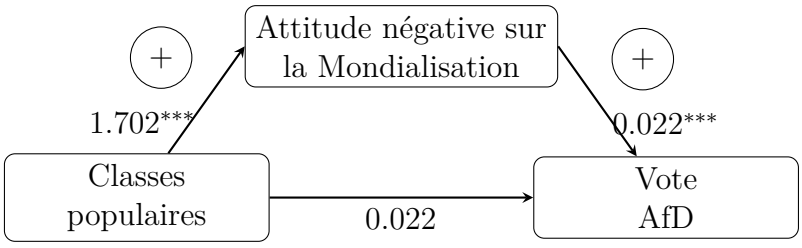
En revanche, les enjeux culturels ne jouent pas le rôle attendu : leur saillance n'accroît pas la probabilité de voter pour la droite radicale populiste. Par ailleurs, aucun effet de fracture n'est observé : la saillance des enjeux liés à la mondialisation n'induit pas de différence significative de comportement électoral entre les individus non blancs et les « petits blancs ». Cela pourrait s'expliquer par la taille réduite de la population racisée dans notre échantillon. Toutefois, il est plus probable qu'en Allemagne de l'Est, il n'existe tout simplement pas de divergence marquée, dans les comportements électoraux, entre les populations blanches et racisées.

Les attitudes défavorables à la mondialisation favorisent le vote pour l'AfD, comme nous l'avions prédit dans l'hypothèse *Hc1b*. Les attitudes relatives aux questions culturelles, en l'occurrence, le climat, n'ont pas d'effet significatifs sur le vote pour l'AfD (tableau E.32 page 455). L'effet le plus important pour expliquer le vote pour AfD émane de la dimension mondialisation ($B = 0.337$, $p < 0.01$). Les attitudes relatives à la redistribution jouent aussi un rôle significatif, mais le coefficient est sensiblement moins important ($B = 0.132$, $p < 0.01$) – en adéquation avec ce que nous avons constaté pour la saillance des enjeux. En ce qui concerne le vote pour la gauche de classe, les attitudes favorables à la redistribution expliquent le vote pour le SPD et *DIE LINKE* (tableau E.33 page 456, $B = -0.137$, $p < 0.01$). Cependant, les attitudes favorables à l'immigration sont également significatives, bien que moins marquées ($B = -0.071$, $p < 0.01$).

Les analyses de médiation confirment pleinement l'hypothèse *Hc2* : l'attitude

négative à l'égard de la mondialisation joue un rôle médiateur déterminant entre la position sociale et le vote pour l'AfD (figure 12.24). En effet, l'appartenance aux classes populaires accroît significativement l'hostilité face à la mondialisation ($B = 1.702$, $p < 0.001$), et cette hostilité, à son tour, se traduit par une plus forte propension à voter pour l'AfD ($B = 0.0217$, $p < 0.001$). L'analyse de médiation révèle que près de 63% de l'effet total des classes populaires sur le vote AfD s'explique par ce mécanisme ($ACME = 0.0369$, $IC_{95\%}[0.0255; 0.0500]$, $p < 0.001$), alors que l'effet direct des classes populaires devient non significatif ($ADE = 0.0220$, $p = 0.17$) une fois l'attitude prise en compte (tableau E.35 page 458). Autrement dit, l'appartenance aux classes populaires favorise l'adoption d'une attitude défavorable à la mondialisation qui motive à soutenir la droite radicale populiste.

FIGURE 12.24 – Allemagne de l'Est (2017) : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la mondialisation et vote pour l'AfD



Indirect path (ACME) : 0.037^{***}

Prop. Mediated (average) : 0.627^{***}

Notes. $^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$; $.p < 0.1$

En revanche, notre hypothèse *Hc3* n'est pas confirmée. Certes, avoir une attitude favorable à la redistribution augmente la probabilité de voter pour le SPD et *DIE LINKE* ($B = -0.034$, $p < 0.001$, modèle 2 du tableau E.36 page 459). Cependant, cette attitude n'agit pas comme médiateur entre l'appartenance aux classes populaires et le vote pour la gauche de classe. En effet, appartenir aux classes populaires n'augmente pas les attitudes favorables à la redistribution (tableau E.37 page 460 et figure 12.21 page 290). L'appartenance aux classes populaires n'augmente pas non plus de manière structurelle le vote pour la gauche de classe. L'effet direct (ADE) n'est pas significatif non plus. Le lien entre gauche de classe

et classes populaires semble rompu en Allemagne de l'Est. Ni structurellement, ni au niveau des attitudes un lien particulier semble persister entre classes populaires et vote pour la gauche de classe.

12.4.2 Élection de réalignement en Allemagne de l'Ouest : élections fédérales de 2017

Visuellement, le positionnement de l'AfD a sensiblement changé entre 2013 et 2017 : alors qu'elle était proche des indépendants, dans le même quadrant que la droite, l'AfD se situe en 2017 à proximité des ouvriers et non loin des employés (figure 12.25 page suivante). Les indépendants se trouvent désormais éloignés, tout comme la droite classique. L'AfD semble s'être rapprochée des classes populaires et de la gauche de classe. La régression multinomiale confirme cette évolution (tableau 12.7 page 299) : ainsi, les ouvriers deviennent, comme en Allemagne de l'Est et en France, le groupe social le plus enclin à voter pour la droite radicale populiste, avec une probabilité prédite de 10%. Les autres classes sociales présentent une probabilité de vote comprise entre 4% et 6% en faveur de l'AfD. La gauche de classe bénéficie d'un vote interclassiste d'environ 30% dans l'ensemble des classes sociales — populaires, moyennes ou supérieures — à l'exception des indépendants, chez qui la probabilité prédite est presque divisée par deux (16%). Elle partage cette caractéristique avec la droite, qui possède également un profil interclassiste similaire, tout en bénéficiant en plus d'un soutien important des indépendants (38%).

Sur l'axe gauche-droite, les classes sociales les plus éloignées des partis de la gauche de classe (SPD et *DIE LINKE*) sont les indépendants (SPD : 1.6, *DIE LINKE* : 5). Les classes les plus proches sont la classe de service inférieure (SPD : 0.49, *DIE LINKE* : 4.3) et les employés (SPD : 1.15, *DIE LINKE* : 4.5). Inversement, les classes les plus proches de l'AfD sont les indépendants (5.5), suivi des ouvriers et la *Upper service class* (5.7 pour les deux). Les classes les plus éloignées sont les employés (6) et la classe de service inférieure (6.2). Si on prend en compte les trois dimensions (figure 12.26 page 301), la donne change. Ainsi, il est interpellant que les classes populaires sont les classe sociales dont le SPD et *DIE LINKE* sont les plus éloignés. Symboliquement, les seules classes sociales vers lesquels la distance

FIGURE 12.25 – Allemagne de l'Ouest 2017 : Vote en fonction de la classe sociale

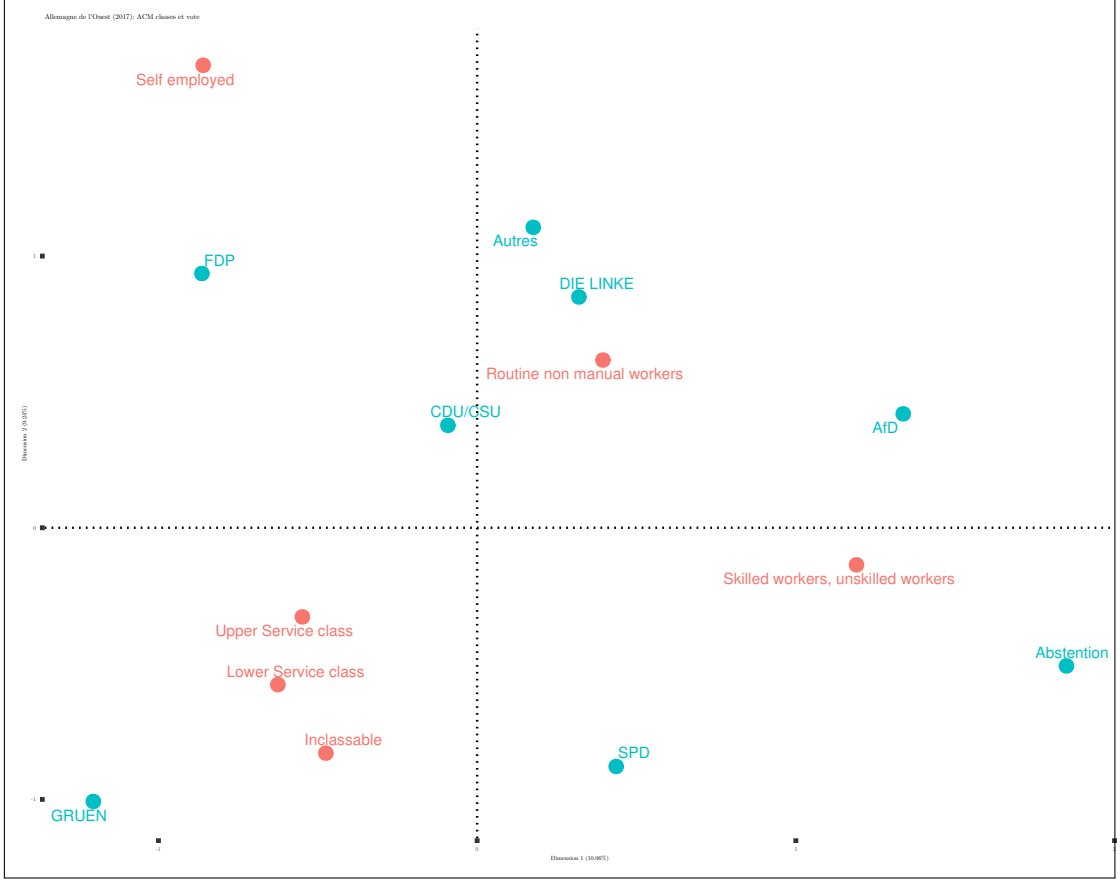


Tableau 12.7 – Allemagne de l'Ouest 2017 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP)

	Parti voté lors des éléctions de 2017					
	Abstenion	Autres gauche et écologistes	Autres	Droite	Extrême droite	Libéraux
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Upper service class	−1.064**	1.128***	0.279	0.301	−0.303	0.525*
	(0.451)	(0.264)	(0.442)	(0.207)	(0.336)	(0.299)
Lower service class	−1.064***	0.872***	−0.492	0.164	−0.887***	0.510**
	(0.293)	(0.211)	(0.394)	(0.150)	(0.272)	(0.221)
Self employed	−0.812*	1.311***	1.108***	0.847***	−0.023	1.462***
	(0.479)	(0.288)	(0.395)	(0.220)	(0.356)	(0.279)
Routine non manual workers	−0.609**	−0.099	−0.222	0.119	−0.541**	0.091
	(0.251)	(0.249)	(0.359)	(0.149)	(0.243)	(0.237)
Inclassable	−0.772**	0.917***	−0.016	−0.018	−1.063**	0.415
	(0.377)	(0.263)	(0.462)	(0.207)	(0.416)	(0.292)
Constant	−1.097***	−1.409***	−2.181***	0.020	−1.062***	−1.392***
	(0.143)	(0.161)	(0.224)	(0.101)	(0.141)	(0.160)
Akaike Inf. Crit.	7,581.565	7,581.565	7,581.565	7,581.565	7,581.565	7,581.565

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

euclidienne du SPD dépasse la marque de 2 points sont les ouvriers (2.6) et les employés (2.1), tandis que la distance est la plus faible pour la *Upper service class*. Même les indépendants (1.8) sont moins éloignés du SPD que les classes populaires. Même si la distance est plus grande en termes absolus, les classes les moins éloignées de l'AfD sont les ouvriers (4) et les employés (4.6). En revanche, les classes les plus éloignées de l'AfD sont les classes de service.

Il est frappant de constater que, même sur les questions socio-économiques, les ouvriers sont la classe la plus éloignée du SPD et de *DIE LINKE* (distances respectives : 1.5 pour le SPD et 2.3 pour *DIE LINKE*). Les classes de service, quant à elles, sont plus proches de ces deux partis (0,6 et 0,7 pour le SPD) que les employés (0,9 pour le SPD). Seuls les indépendants se situent plus loin des partis de la gauche de classe que les employés (et, à plus forte raison, que les ouvriers). Sur cette même dimension socio-économique, l'AfD n'est pas plus éloignée des ouvriers que le SPD : on observe une distance de 1.3 pour l'AfD, contre 1,5 pour le SPD (et 2.3 pour *DIE LINKE*). Sur la dimension sociétale, les ouvriers sont même plus proches de l'AfD que de la gauche de classe. Chez les employés, le SPD (0.9) et *DIE LINKE* (1.7) restent plus proches que l'AfD (1.9). Enfin, l'AfD

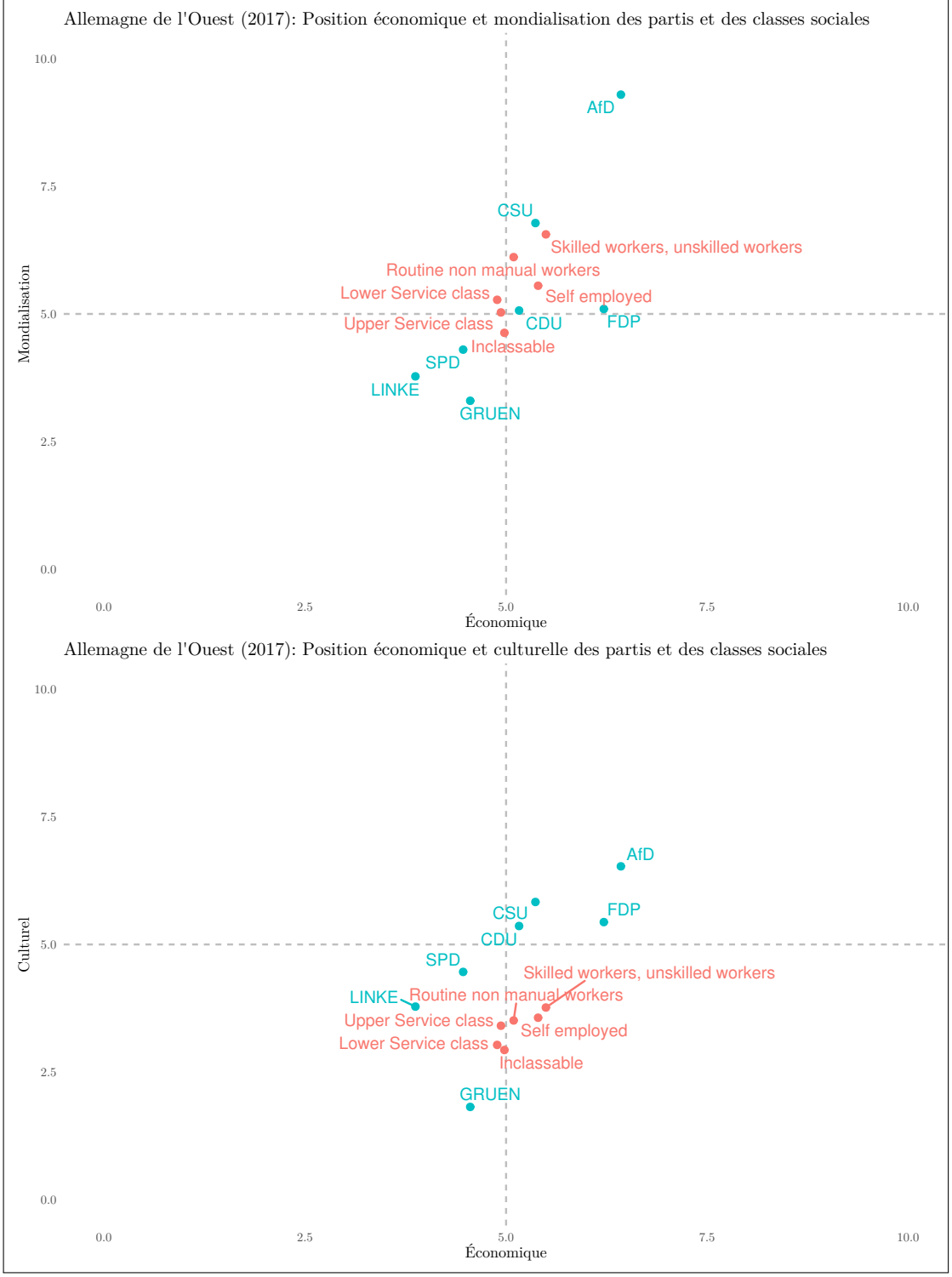
apparaît plus distante que les partis de la gauche de classe vis-à-vis des classes de service sur l'axe socio-économique. Ces résultats sont surprenants : on aurait pu s'attendre à ce que la convergence entre les classes populaires et la droite radicale populiste se manifeste essentiellement sur l'axe mondialisation. Or, même sur l'axe socio-économique, une certaine proximité avec l'AfD, et tout particulièrement chez les ouvriers, se révèle. Sur la dimension mondialisation, les classes populaires sont les classes les plus éloignées de la gauche de classe. Les ouvriers sont à une distance de 3.2 du SPD et 3.9 de *DIE LINKE*, les employés à 2.6 et 3.3, tandis que les classes de service sont à 1 à 2.5 points. Sur cette même dimension mondialisation, les ouvriers constituent la classe la plus proche de l'AfD (distance 3.9, exactement la même que pour *DIE LINKE*), viennent ensuite les employés (4.5), tandis que les classes de service se situent plus loin, entre 5.6 et 6 points. Ici encore, ce sont les classes populaires qui sont les plus proches de l'AfD, même si l'écart absolu de distance n'est pas systématiquement plus favorable à l'AfD.

Le test statistique confirme notre diagnostic visuel. Ainsi, sur la dimension globalisation, les classes populaires apparaissent significativement « plus à droite » que le SPD et *DIE LINKE*. Les classes populaires présentent une moyenne de 6.36 ($SE = 0.08$), contre 4.30 pour le SPD et $4,77$ pour le *DIE LINKE*. Un test t de Welch confirme que ces écarts sont hautement significatifs : la moyenne des classes populaires est supérieure à celle du SPD ($t(2852) = 25.92$, $p < 0.001$) et à celle de *DIE LINKE* ($t(2852) = 20.08$, $p < 0.001$). Cela confirme l'hypothèse *Ha1*.

Par rapport à 2013, l'identification partisane a également chuté en Allemagne de l'Ouest (figure 12.27 page 302). On est passé de 66% d'individus se déclarant proches d'un parti à seulement 34%. Cette baisse apparaît d'autant plus spectaculaire lorsqu'on la compare à la situation de 1980, où 80% des Allemands de l'Ouest déclaraient une identification partisane. L'intensité de cette identification a, elle aussi, diminué : alors qu'ils étaient 35% à se dire fortement attachés à un parti en 1980, ils ne sont plus que 4% en 2017.

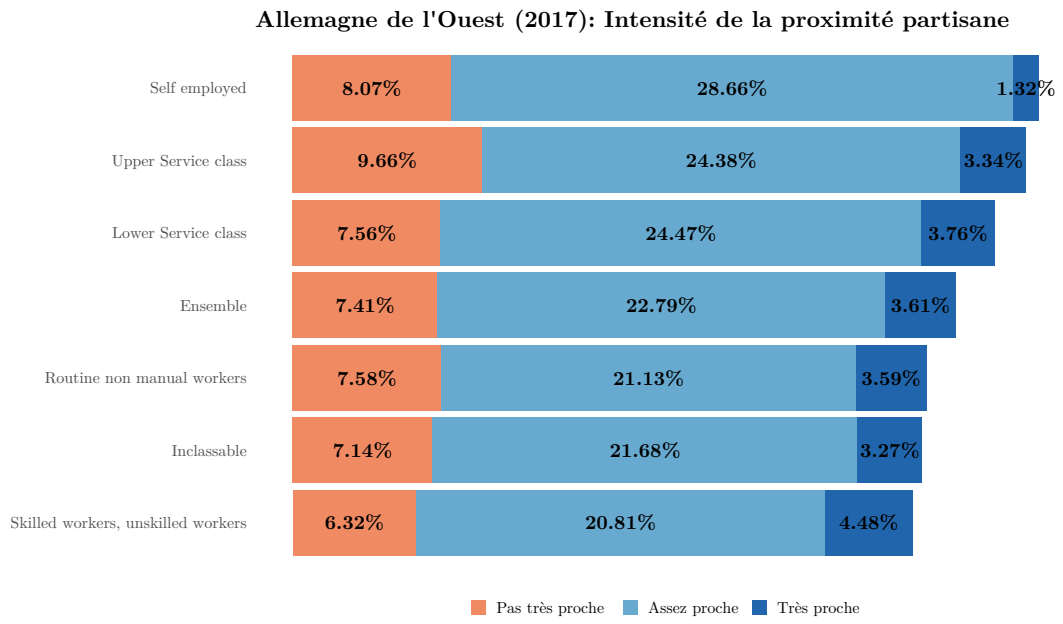
On constate, par ailleurs, un déplacement de l'importance de l'identification partisane entre les groupes sociaux. En 1980, les ouvriers affichaient une identification partisane proche de la moyenne, juste derrière les classes de service. En 2017, ils occupent la dernière position. Il convient toutefois de ne pas surinterpréter ces différences entre classes sociales en Allemagne de l'Ouest, où l'écart entre groupes

FIGURE 12.26 – Allemagne de l'Ouest (2017) : Placement des partis et des classes sur les trois dimensions



sociaux n'est que de six points, dans un contexte général de faible identification partisane. À l'inverse, en Allemagne de l'Est, le différentiel atteint 17 points, ce qui témoigne de clivages sociaux plus marqués.

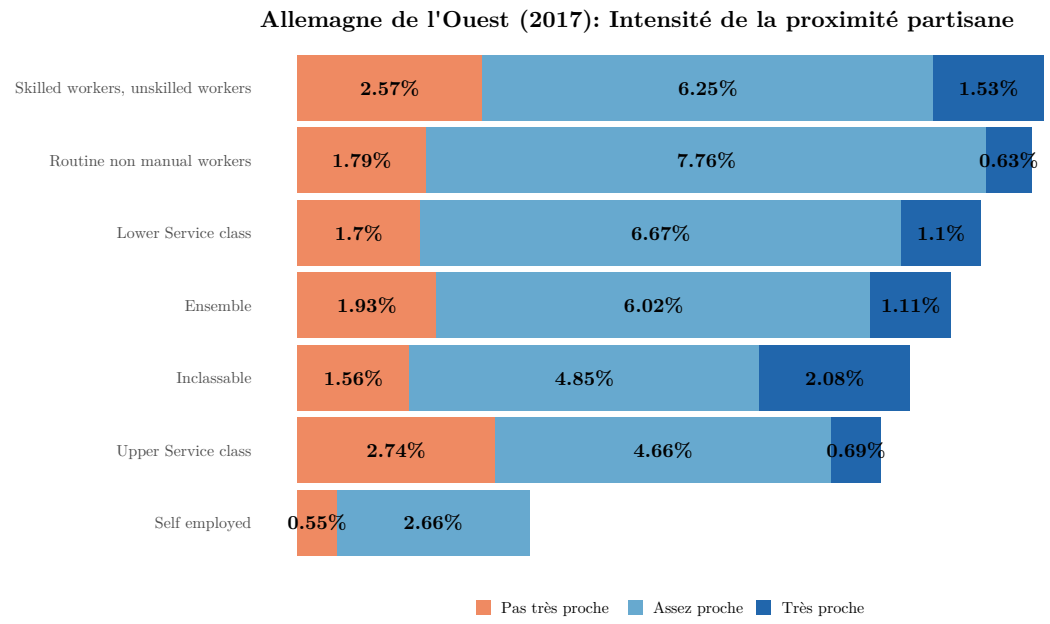
FIGURE 12.27 – Allemagne de l'Ouest (2017) : Identification partisane en fonction de la classe sociale



L'identification partisane pour le SPD et la gauche de classe a continué à chuter en 2017. Plus que 10% des ouvriers et des employés se disent proche du SPD. Ils étaient plus de 20% en 2013 et entre 30% et 40% en 1980. Même cumulé avec *DIE LINKE*, on ne dépasse guère les 12% d'identification partisane dans les classes populaires. Près de 90% des classes populaires n'ont plus aucune identification partisane pour la gauche de classe. Contrairement à l'Allemagne de l'Est, les classes populaires sont toujours celles qui ont la plus forte identification pour la gauche de classe, même si les différences entre les classes sociales (mis à part les indépendants)

restent très faibles. L'identification partisane pour AfD est de 2% dans les classes populaires, donc tout à fait marginale et pas de nature à expliquer leur score dans les classes populaires.

FIGURE 12.28 – Allemagne de l'Ouest (2017) : Identification partisane pour le SPD en fonction de la classe sociale



Cet affaiblissement de l'identification partisane se manifeste aussi au fait qu'elle n'annule plus l'effet de la distance – cela est le cas autant pour le SPD (tableau E.38 page 462) que pour *DIE LINKE* (tableau E.39 page 463). Alors qu'en 2013, le fait de s'identifier au SPD annulait l'effet de la distance (figure 12.16 page 278), cela n'est plus le cas en 2017 – un nouveau signe de l'affaiblissement de l'identification partisane au bénéfice de la gauche de classe qui falsifie l'hypothèse *Ha2*. Le fait de s'identifier au SPD/*DIE LINKE* augmente la probabilité de voter pour ce parti, tout comme une augmentation de la distance baisse la probabilité de voter

pour lui. Il n'y a cependant plus d'interaction entre ces deux faits. En revanche, l'identification partisane pour un autre parti que l'AfD protège toujours contre des attitudes défavorables à la mondialisation (tableau E.41 page 465).

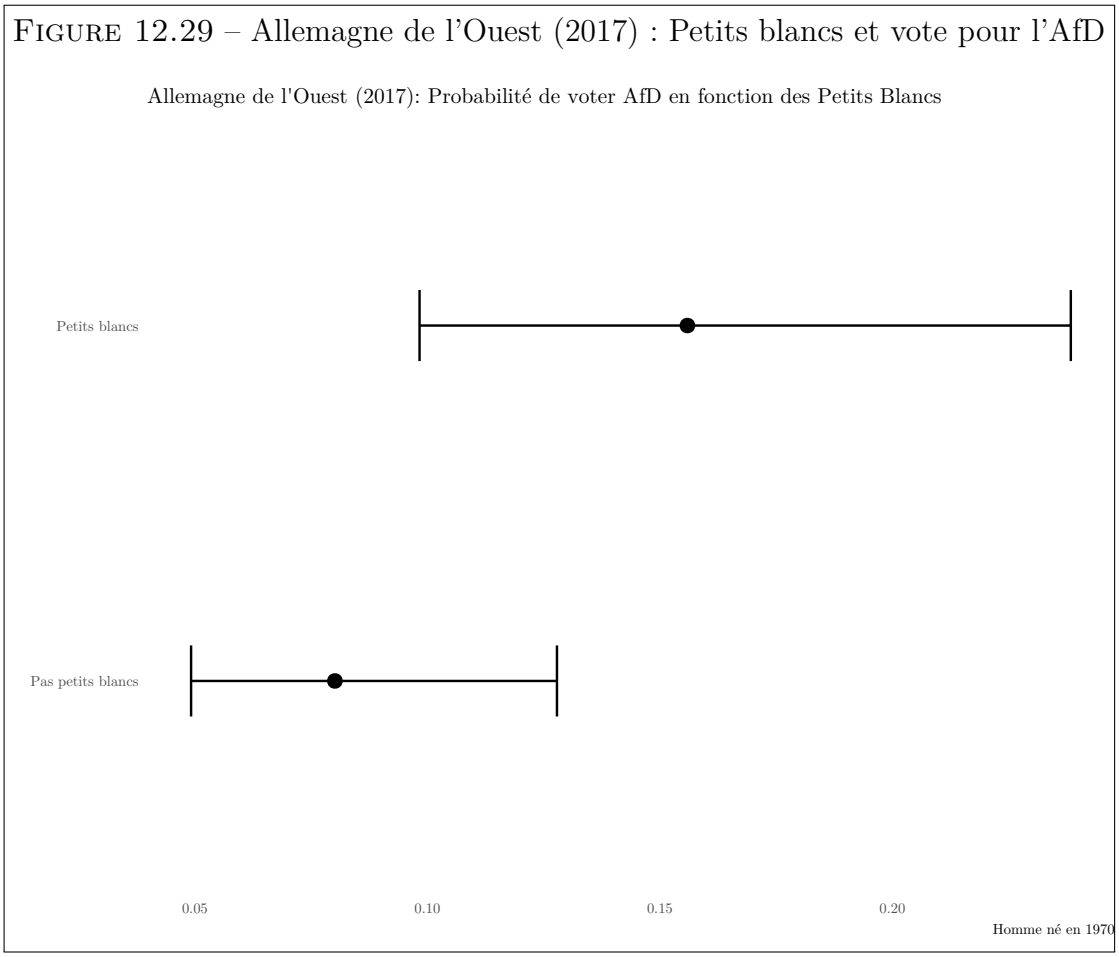
On observe que le vote en faveur de l'AfD est particulièrement répandu parmi les petits blancs, ce qui tend à confirmer l'hypothèse *Hb2a*. Ces derniers présentent une probabilité plus élevée de soutenir l'AfD (tableau E.40 page 464). Ainsi, la probabilité qu'un homme né en 1970 et appartenant aux petits blancs vote pour l'AfD est de 16%, contre seulement 8% pour un homme ne relevant pas de ce groupe, soit une division par deux (figure 12.29 page suivante).

Toutefois, une analyse plus approfondie suggère que cet effet relève davantage de la position de classe que de la race. Le fait de ne pas appartenir aux petits blancs – c'est-à-dire d'être non blanc – n'a pas d'effet significatif sur le vote en faveur de la gauche de classe, ce qui renforce cette interprétation (tableau E.42 page 467). Ici encore, c'est bien la classe sociale, et non l'appartenance raciale, qui apparaît déterminante. Les classes populaires montrent une plus grande propension à voter pour le SPD et *DIE LINKE* que les classes moyennes ou supérieures.

Enfin, on observe une dynamique similaire en ce qui concerne les attitudes vis-à-vis de la mondialisation : l'appartenance aux classes populaires augmente la probabilité d'adopter une position sceptique à l'égard de la mondialisation, sans que le fait d'être blanc ne semble exercer d'influence significative.

L'analyse des scores de saillance des trois grandes dimensions politiques en Allemagne de l'Ouest révèle des différences hautement significatives (ANOVA : $F(2.8492) = 122.8$, $p < 0.001$). Les enjeux culturels ($M = 3.12$) apparaissent comme les plus saillants, surpassant tant les enjeux socio-économiques ($M = 2.99$, $\Delta = 0.1296$, $IC_{95\%}[0.0798; 0.1794]$, $p < 0.001$) que les enjeux de mondialisation ($M = 2.78$, $\Delta = 0.3352$, $IC_{95\%}[0.2855; 0.3850]$, $p < 0.001$). Par ailleurs, les enjeux socio-économiques sont eux-mêmes perçus comme significativement plus saillants que les enjeux de mondialisation ($\Delta = 0.2056$, $IC_{95\%}[0.1559; 0.2553]$, $p < 0.001$). Autrement dit, si les préoccupations socio-économiques restent importantes, ce sont désormais les enjeux culturels qui dominent la hiérarchie des saillances, reléguant la mondialisation en troisième position. Cependant, la saillance des enjeux relatifs à la mondialisation a augmenté par rapport à 2013 ($M = 2.61$ en 2013). Par ailleurs, comme nous l'avons relevé dans la section relative à l'Allemagne de l'Est en 2017,

FIGURE 12.29 – Allemagne de l'Ouest (2017) : Petits blancs et vote pour l'AfD



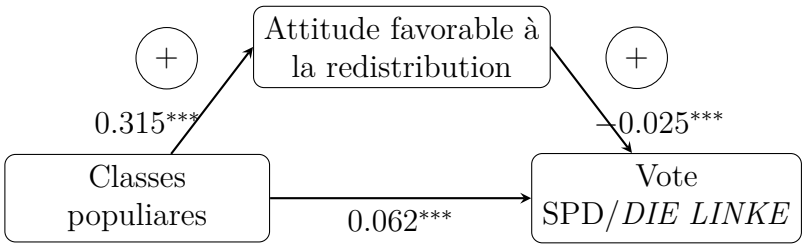
nos analyses des programmes des partis politiques (section 10.3 page 161) et d'autres études (Neu & Pokorny, 2017, p. 55-56) appuient l'importance des enjeux liés à la mondialisation et en particulier à l'immigration lors des élections fédérales de 2017 ainsi que le recul de la saillance des enjeux relatifs à la redistribution.

Les enjeux relatifs à la redistribution favorisent le vote pour la gauche de classe (tableau E.43 page 468), tant dans la population générale, qu'au sein des classes populaires que parmi les petits blancs. La seule saillance significative est celle liée à la redistribution ($B = 0.392$, $p < 0.01$). En revanche, cela est plus complexe pour le vote pour l'AfD. Les trois enjeux sont significatifs. Certes, comme nous l'attendions, le vote pour l'AfD est favorisé par la saillance des enjeux liés à la mondialisation (tableau E.44 page 469). Cependant, la baisse de la saillance des enjeux relatifs aux questions sociétales, en l'occurrence le climat, augmente la probabilité de vote pour l'AfD. Cela traduit vraisemblablement que l'AfD a pu se positionner comme parti climato-sceptique, autre positionnement original dans l'offre politique allemande (Niedermayer, 2020). Plus interpellant est le fait que le parti bénéficie également de la saillance des enjeux socio-économiques. Cela n'était pas le cas en 2013 et n'est plus le cas non plus, en 2017, en Allemagne de l'Est. Peut-être s'agit-il d'une réminiscence de sa politique de rejet du sauvetage de l'euro. Toujours est-il que notre hypothèse, selon laquelle les enjeux relatifs à la mondialisation favorisent le vote pour AfD est confirmée, mais qu'aucun signe de fracture ethnique n'est détectable.

Le vote en faveur de l'AfD est encouragé par une attitude hostile à la mondialisation ($B = 0.286$, $p < 0.001$) ainsi que par une opposition à la protection du climat ($B = 0.09$, $p < 0.01$). En revanche, aucun positionnement sur les enjeux socio-économiques ne favorise significativement le vote pour l'AfD (tableau E.46 page 471), ce qui suggère des attitudes hétérogènes au sein de son électorat en matière de redistribution. Le scepticisme face à la protection du climat joue donc un rôle non négligeable, confirmant que l'AfD tire profit de son positionnement singulier dans l'espace politique allemand, à la fois critique de l'immigration et de la transition écologique.

En revanche, le vote pour la gauche n'est pas uniquement structuré par des positions favorables à la redistribution (tableau E.45 page 470). Certes, un positionnement pro-redistributif est significatif ($B = -0.109$, $p < 0.01$), mais les attitudes

FIGURE 12.30 – Allemagne de l'Ouest (2017) : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la redistribution et vote pour la gauche de classe



Indirect path (ACME) : -0.008^{**}

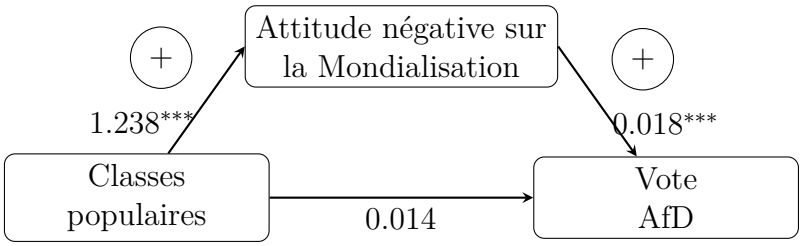
Prop. Mediated (average) : -0.146^{**}

Notes. $^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$; $.p < 0.1$

favorables à l'immigration ($B = -0.074$, $p < 0.01$) ainsi qu'à la protection du climat ($B = -0.081$, $p < 0.01$) le sont également, avec des coefficients de même ordre de grandeur.

Une autre surprise réside dans les résultats des analyses de médiation concernant le vote pour la gauche, qui s'écartent nettement des attentes (tableau E.48 page 473 et figure 12.30). Certes, une attitude favorable à la redistribution accroît la probabilité de voter pour le SPD et *DIE LINKE* (modèle 2, tableau E.47 page 472). Toutefois, comme en 2013, cette attitude ne joue pas le rôle de médiateur en faveur du vote pour la gauche de classe. Bien au contraire : l'appartenance aux classes populaires réduit la probabilité d'adopter une attitude favorable à la redistribution ($ACME = -0.008$, $p < 0.01$). On observe donc un effet indirect négatif, où l'appartenance aux classes populaires, en 2017 en Allemagne de l'Ouest, est associée à une moindre adhésion aux principes redistributifs — ce qui diminue, à son tour, la propension à voter pour la gauche de classe. Malgré cet effet médiateur défavorable, l'effet total de l'appartenance aux classes populaires sur le vote de gauche demeure positif et significatif ($TE = 0.054$, $p < 0.01$), en raison d'un effet direct substantiel ($ADE = 0.062$, $p < 0.001$). Ce dernier est néanmoins atténué d'environ 15% par l'effet indirect négatif. Ces résultats suggèrent la persistance, bien que fragilisée, d'un lien structurel entre les partis de gauche – en particulier le SPD — et les

FIGURE 12.31 – Allemagne de l'Ouest (2017) : Chaîne causale entre appartenance aux classes populaires, attitude relative à la mondialisation et vote pour l'AfD



Indirect path (ACME) : 0.022^{***}

Prop. Mediated (average) : 0.605^{***}

Notes. $^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$; $.p < 0.1$

classes populaires.

Quant au vote pour l'AfD au sein des classes populaires, celui-ci est médié à hauteur de 61% par des attitudes négatives à l'égard de la mondialisation (figure 12.31 et tableau E.50 page 475). L'appartenance aux classes populaires accroît significativement la probabilité d'adopter une attitude hostile à la mondialisation ($B = 1.238$, $p < 0.01$), laquelle, à son tour, renforce la probabilité de voter pour l'AfD ($B = 0.018$, $p < 0.01$). En revanche, l'effet direct de la classe sociale sur le vote AfD n'est pas significatif ($ADE = 0.014$), ce qui confirme l'absence – du moins à ce stade – de lien structurel entre les classes populaires et ce parti. Ce constat est cohérent avec le très faible niveau d'identification partisane en faveur de l'AfD observé en 2017.

Chapitre 13

Discussions des résultats en France et en Allemagne de l'Est et de l'Ouest

Sommaire du présent chapitre

13.1 Un réalignement en faveur de la droite radicale populiste 309

13.2 La saillance : moteur du réalignement 316

13.3 La mondialisation : un nouveau clivage ? 318

13.4 Implications des résultats sur les théories du vote 324

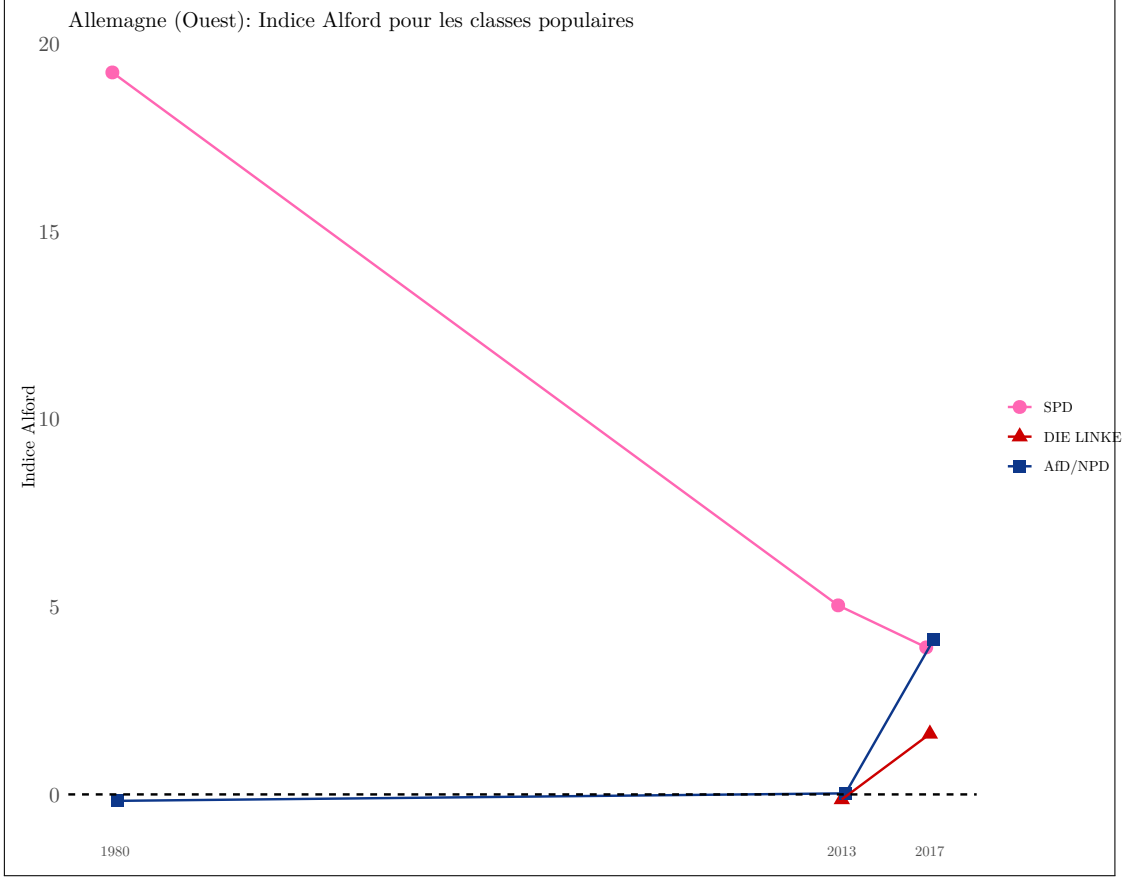
13.1 Un réalignement en faveur de la droite radicale populiste

On observe, en France comme en Allemagne de l'Est et de l'Ouest, une transformation profonde des clivages politiques (pour un résumé des hypothèses et de leurs résultats, nous renvoyons à l'annexe F : Annexes du chapitre 13, p. 477). En 1978 et 1980, en France comme en Allemagne de l'Ouest, les classes populaires – et en particulier les ouvriers – soutiennent massivement le PCF/PS et le SPD. Tous les indices de clivage (Alford, Thomsen, originalité, différence par rapport à la

moyenne) confirment ce lien étroit : les classes populaires sont le cœur du soutien électoral des partis socialistes, sociaux-démocrates et communistes.

Si les classes de service (salariés des classes moyennes et supérieures, au sens du modèle EGP) apportent, elles aussi, un soutien significatif – notamment au PS et au SPD – ce sont bien les classes populaires qui forment le cœur de l'électorat de la gauche de classe. En France, l'indice d'Alford pour les classes populaires vis-à-vis du PCF atteint +14 points ; en Allemagne de l'Ouest, l'indice pour le SPD culmine même à +19 points (figures 13.1 et 13.2 page 312). Ces observations soulignent la prépondérance du clivage socio-économique dans les années 1970-1980.

FIGURE 13.1 – Allemagne de l'Ouest : Indice d'Alford et classes populaires



On constate cependant un effondrement de ce lien entre classes populaires et partis de la gauche de classe. Dans chacun de nos trois cas d'étude, nous avons mis en évidence un recul marqué de l'identification partisane des classes populaires à

ces partis, ainsi qu'une diminution de l'intensité de cette identification : elle pèse moins sur le comportement électoral lorsque les positions du parti divergent de celles de son électorat. L'indice d'Alford corrobore cette interprétation :

— En France, dès 1995, l'indice d'Alford entre les classes populaires et le PS devient proche de 0. Pour le PCF et la FI, il stagne autour de +5 points, soit une baisse de 9 points par rapport à 1980.

— En Allemagne de l'Ouest, l'indice d'Alford pour le SPD et les classes populaires atteint également +5 points en 2013 et 2017, contre plus de +15 points en 1978.

L'indice de Thomsen, moins sensible à la force électorale des partis, révèle une tendance similaire : en Allemagne de l'Ouest, il passe de 0,8 en 1980 à moins de 0,4 en 2017 pour le SPD. Le parti *DIE LINKE* atteint en 2017 un indice de Thomsen comparable à celui du SPD, sans pour autant compenser la chute de ce dernier. Enfin, l'indice de « différence par rapport à la moyenne » suit la même évolution pour les partis de la gauche de classe sur la période étudiée.

Les partis de la gauche de classe incarnent traditionnellement le clivage capital/travail – ou la « lutte des classes démocratique » (Korpi, [1983] 2018) –; l'affaiblissement de leur ancrage dans les classes populaires constitue donc un indicateur majeur du déclin de ce clivage.

En Allemagne de l'Est, l'évolution est plus complexe, mais l'on est face à une tendance similaire. En effet, l'Allemagne de l'Est n'étant depuis la fin de la République de Weimar en 1933 plus une démocratie représentative, et ce jusqu'en 1989[1], le lien entre partis de la gauche de classe, le SPD et PDS/*DIE LINKE*, et les classes populaires est moins marqué lors de l'élection de référence de 2005 par rapport aux cas ouest-allemands et français. Dès lors, la chute n'y est pas aussi vertigineuse. L'évolution de l'identification partisane et les indices de clivage montrent cependant une tendance similaire (figure 13.3 page 313) : le déclin du lien entre partis de gauche de classe et classes populaires.

1. On peut considérer comme partiellement libre – malgré des avantages octroyés au SED et des difficultés administratives imposées par les autorités d'occupation soviétiques aux autres partis – les élections régionales de 1946 dans la zone d'occupation soviétique et les élections berlinoises de 1946. Mais depuis lors, il n'y avait plus que des listes unitaires pour les élections en RDA.

FIGURE 13.2 – France : Indice d'Alford et classes populaires

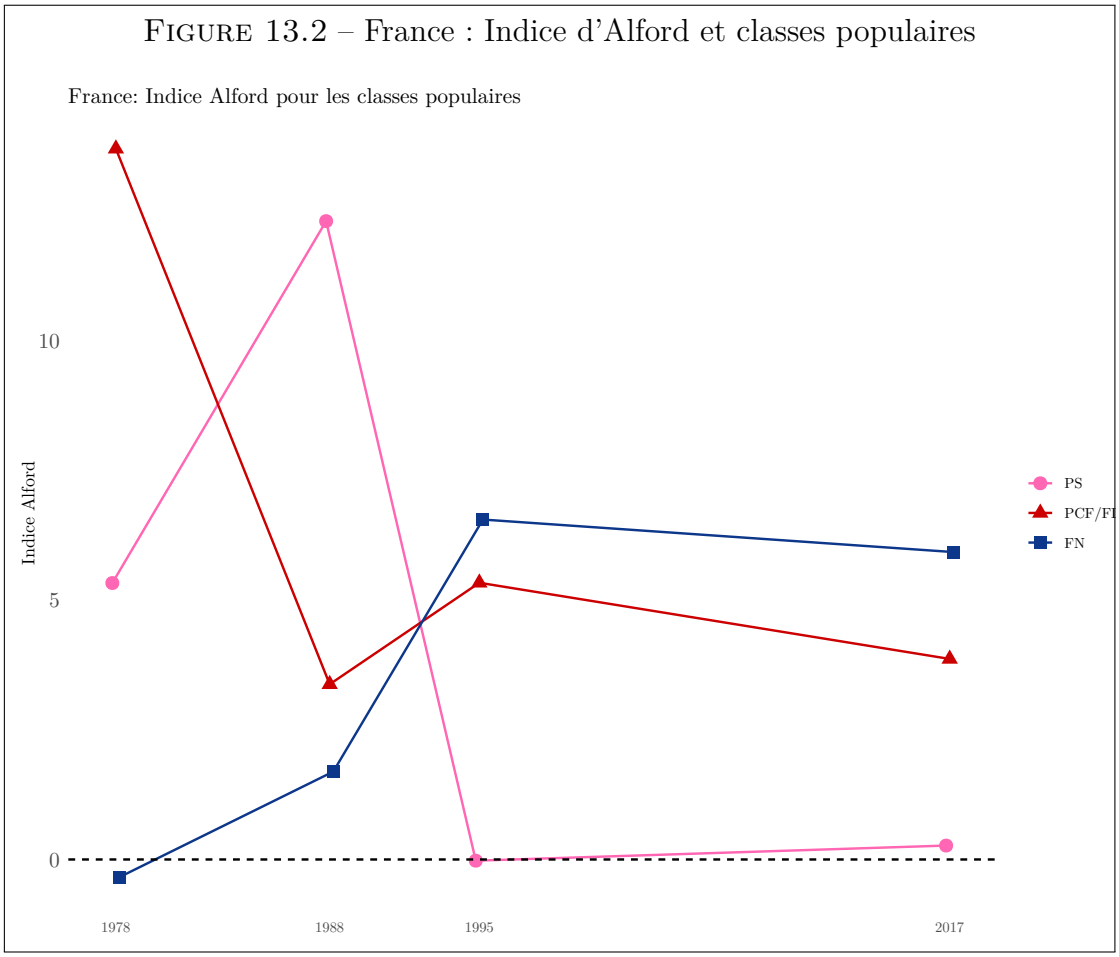
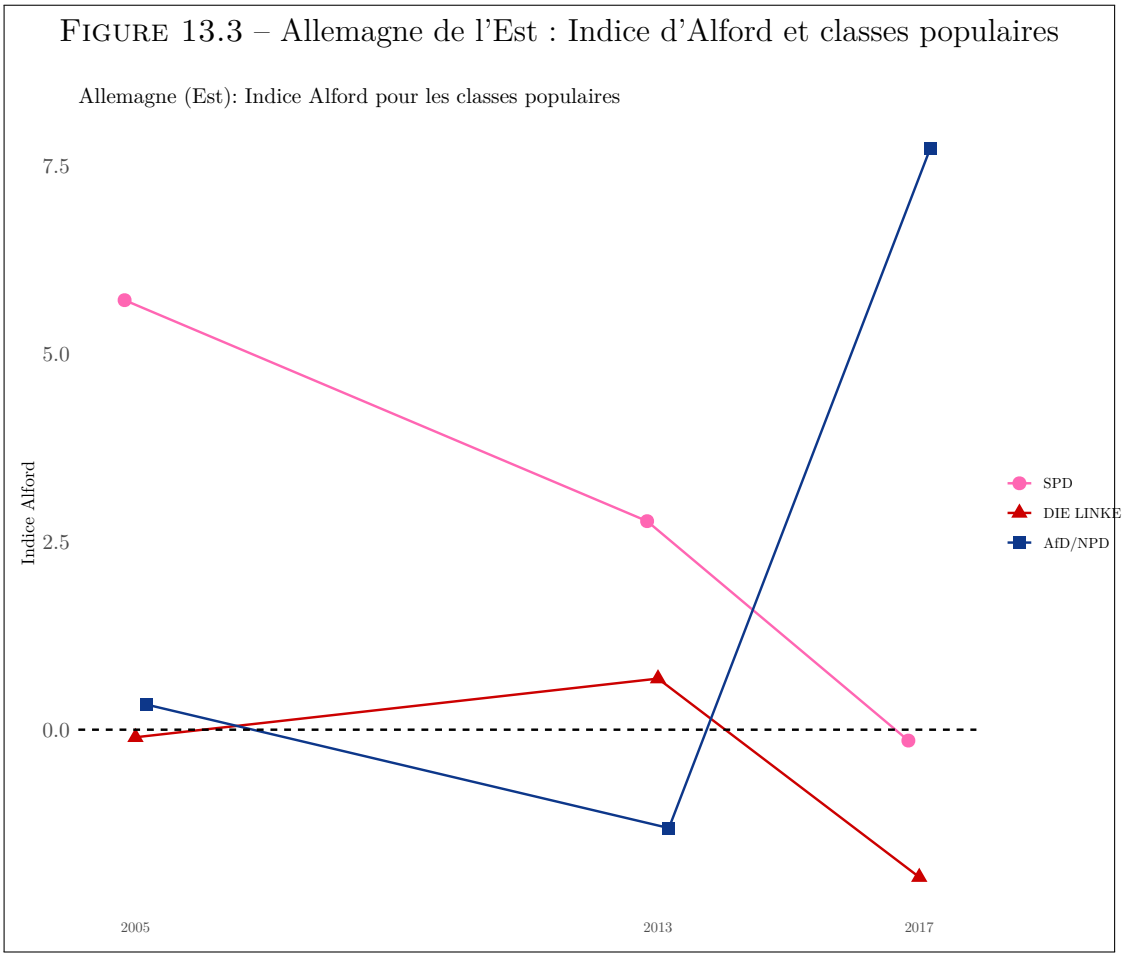


FIGURE 13.3 – Allemagne de l'Est : Indice d'Alford et classes populaires



Dans les trois cas, l'on observe sur cette période, la montée du vote pour la droite radicale populiste au sein de ces mêmes classes populaires – en Allemagne de l'Ouest et de l'Est la montée de cette droite radicale populiste est simplement plus tardive qu'en France. La droite radicale populiste dépasse même les partis de gauche de classe dans le soutien électoral des classes populaires. C'est ce qu'indiquent les indices d'Alford, de Thomsen, de différence par rapport à la moyenne et d'originalité [2]. Les analyses ont pu montrer que l'une des causes de cette montée de la droite radicale populiste réside dans les attitudes hostiles à la mondialisation et plus spécifiquement à l'immigration. En effet, dans nos trois cas étudiés, appartenir aux classes populaires augmente la probabilité d'avoir une attitude hostile à la mondialisation/immigration, attitude qui agit comme médiateur pour le vote en faveur du FN et de l'AfD. En France, l'on observe un élargissement de ce phénomène : initialement limité à la classe ouvrière, il s'étend aux classes populaires dans leur ensemble.

Nos données ne permettent pas de déterminer s'il y a eu un accroissement des attitudes hostiles à l'immigration. La littérature sur le sujet n'indique pas d'augmentation de ces attitudes. Des travaux avec des données des années 1960 et 1970 montrent qu'il y avait déjà des attitudes hostiles à l'immigration au sein des classes populaires, en particulier chez les ouvriers (Rennwald, 2020, p. 75 sqq.). Cependant, ces attitudes ne se traduisaient guère dans le vote pour la droite radicale populiste qui était électoralement marginale à cette époque [3]. Pour que ces attitudes puissent se traduire dans le vote pour la droite radicale populiste, un dés- et un réalignement des classes populaires, il a fallu réunir deux conditions :

— La perte du « lien organique », de l'identification partisane, entre les classes populaires et les partis de gauche de classe.

— La montée de la saillance des enjeux relatifs à la mondialisation et en particulier à l'immigration.

Nous observons, plus encore qu'un déclin électoral des partis de la gauche de

2. En Allemagne de l'Ouest, le niveau de la droite radicale populiste ne dépasse pas nécessairement le SPD, mais est similaire à celui-ci.

3. Exception faite du NPD en Allemagne de l'Ouest, mais qui s'est très rapidement effondré et n'a jamais atteint le seuil de 5% des voix au niveau fédéral. On peut aussi nommer le poujadisme en France, cependant, il s'agit en premier lieu d'un mouvement anti-fiscal que l'on ne peut guère classer intégralement dans la catégorie des partis de la droite radicale populiste.

classe auprès des classes populaires et des ouvriers, dont les indices de clivage ne sont que l'expression, un déclin de l'identification partisane des classes populaires et des ouvriers pour les partis de gauche de classe. En Allemagne de l'Ouest et en France, ce déclin est spectaculaire : l'identification partisane pour le SPD en Allemagne de l'Ouest est passée de 43% à 10% entre 1980 et 2017, soit une division par quatre. En France, l'identification partisane des ouvriers avec le PCF chute entre 1978 et 2017 de 36% à 10% et même si on cumule l'identification partisane des ouvriers avec le PCF avec celle pour le PS et la FI, seuls 21% des ouvriers s'identifient avec un parti de la gauche de classe, soit un recul de 15 points. En Allemagne de l'Est, ce déclin est moins spectaculaire, car le niveau initial était déjà assez faible, mais on y a une identification partisane cumulée pour le SPD et *DIE LINKE* en 2017 de 12% parmi les ouvriers – soit un niveau similaire à celui d'Allemagne de l'Ouest [4]. En plus du déclin de l'identification partisane, une adhésion sentimentale au parti des travailleurs, on observe sur la même période le déclin de l'adhésion effective aux syndicats, l'organisation des travailleurs.

On a pu observer sur la période considérée que l'identification partisane pour un autre parti que la droite radicale populiste baisse la probabilité d'avoir une attitude hostile à la mondialisation et plus spécifiquement à l'immigration. Un recul de l'identification partisane au sein des classes populaires favorise ainsi que les attitudes hostiles à l'immigration s'y répandent – même si nous n'avons pas pu apporter la preuve qu'elle a augmenté sur la période. Un autre élément traduit le recul de l'identification partisane : plus la distance entre les électeurs et le parti (mesuré par exemple sur la dimension gauche-droite) augmente, moins il est probable que l'électeur vote pour ce parti. Initialement, cet effet était annulé ou du moins sensiblement amoindri par l'identification partisane pour le SPD, le PCF et, dans une moindre mesure, le PS. Cela explique que des divergences entre les partis de la gauche de classe et les classes populaires, comme sur l'immigration, ne provoquent initialement pas de désalignement des classes populaires. Cependant, dans tous les cas observés, cet effet protecteur de l'identification partisane pour les partis de la gauche de classe disparaît : l'identification partisane n'empêche plus à la distance entre électeur et parti de jouer sur le choix électoral. Cela est

4. Si on ajoute les employés à notre comparaison, le niveau général d'identification partisane pour la gauche de classe y est encore plus faible qu'en Allemagne de l'Ouest.

l'expression d'un affaiblissement de l'identification partisane et favorise que les enjeux relatifs à la mondialisation et spécifiquement à l'immigration aient pu mener à un désalignement.

Parallèlement, l'on observe un rapprochement des classes populaires, en particulier, des ouvriers, du positionnement des partis de la droite radicale populiste, du FN et de l'AfD. Les classes sociales les plus proches des partis de la droite populiste appartiennent aux classes populaires, encore devant les indépendants. Dans certains cas, les classes populaires sont même, en termes absolus, plus proches des partis de la droite radicale populiste que de la gauche de classe. Une analyse plus précise révèle que la distance est la plus faible sur les questions relatives à l'immigration et, en France, le repositionnement centriste du FN sur les questions économiques a contribué à rapprocher le parti des classes populaires. Cette conjonction d'un affaiblissement de l'identification partisane pour les partis de gauche de classe et d'un rapprochement des classes populaires avec la droite radicale populiste est un élément clé pour comprendre le désalignement des classes populaires des partis de la gauche de classe et le réalignement au bénéfice des partis de la droite radicale populiste.

13.2 La saillance : moteur du réalignement

Les enjeux liés à la mondialisation, et tout particulièrement à l'immigration, ont gagné en importance. Faute de mesures comparables de saillance du côté des électeurs et d'items sur l'immigration dans les données *Manifesto* des partis, il est impossible d'en apporter une preuve statistique formelle sur la période étudiée – même si l'on observe une prise d'importance générale des enjeux liés à la mondialisation dans les données *Manifesto* en particulier en Allemagne. Par ailleurs, l'exemple allemand est éclairant : l'AfD naît en 2013 en réaction aux plans de sauvetage de l'euro, puis il « tire parti » de la crise des réfugiés de 2015-2016 pour asseoir son ancrage et franchir la barre des 10% en 2017.

Nos analyses ont permis de simplifier les hypothèses liant vote et saillance des enjeux (tableau 6.1 page 102). Nous y avions formulé, en somme, trois hypothèses :

— Enjeux socio-économiques : ils renforcent l'unité des « masses laborieuses »

et favorisent le vote de gauche dans les classes populaires.

— Mondialisation : leur saillance creuserait la fracture ethnique : les « petits Blancs » seraient attirés par la droite radicale populiste, tandis que les classes populaires non-blanches se tourneraient, en réaction, vers la gauche.

— Questions socio-culturelles : elles stimuleraient le vote pour la droite, voire la droite radicale populiste, surtout parmi les « petits Blancs ».

Or, ces hypothèses se sont révélées à la fois trop simples et trop complexes :

— La saillance culturelle ne produit pas systématiquement un vote de droite : certains thèmes (changement climatique, droits sociétaux) peuvent, au contraire, mobiliser la gauche ou, en réaction, renforcer l'extrême droite, comme on l'a vu en Allemagne.

— La saillance de la mondialisation, et plus encore de l'immigration, favorise globalement le vote pour la droite radicale populiste sans que l'on observe de distinction nette entre les « petits Blancs » et les autres catégories populaires.

Sur le long terme, les enjeux de mondialisation sont passés de questions abstraites, éloignés (politique de détente, relations transatlantiques) à des thèmes beaucoup plus proches et conflictuels : d'abord l'euro (2013), puis – avant tout – l'immigration, qui a déclenché un réalignement durable des classes populaires vers la droite radicale populiste (pour les types d'enjeux, voir le tableau 3.2 page 48).

Une nuance toutefois : en Allemagne de l'Est, en 2013, ce sont d'abord les enjeux économiques (euro) qui expliquent le vote AfD, ce qui suggère que le sauvetage de l'euro était perçu comme un enjeu socio-économique, suggérant que cet enjeu lié à la mondialisation était « *embedded* » dans la dimension socio-économique. Mais dès 2017, la question de l'immigration prend le relais comme facteur principal de réalignement. On peut donc simplifier le tableau de la manière suivante :

TABLEAU 13.1 – Saillance des dimensions de l'espace politiques et vote des classes populaires simplifié

Groupe social	**SAILLANCE**	
	Social	**Mondialisation (surtout immigration)**
Classes populaires	Gauche	Droite radicale populiste

Pour reprendre le parallélisme avec la théorie de l'équilibre ponctué en biologie développé dans la section 3.2 (p. 46) : celle-ci explique que des bouleversements environnementaux peuvent provoquer des « sauts » dans l'évolution des espèces (GOULD, 2007). Dans notre cas, nous observons que le réalignement au bénéfice de la droite radicale populiste est provoqué par un changement des enjeux (*issues*). Cependant, ce changement a nécessité l'affaiblissement préalable du lien structurel entre les classes populaires et les partis de gauche de classe ainsi que, comme l'explique Pierre MARTIN (2000, 2005), l'affaiblissement des clivages existants. Sinon, le changement d'enjeux n'aurait pas pu autant affecter le vote des classes populaires.

13.3 La mondialisation : un nouveau clivage ?

Ces analyses permettent de comprendre si le conflit autour des questions liées à la mondialisation constitue un nouveau clivage dans la tradition de la littérature sur les clivages politiques. Les analyses que nous avons menées dans nos trois cas nous permettent d'apporter une réponse nuancée à cette question : certes, comme les clivages classiques, les conflits relatifs à la mondialisation, et en particulier l'immigration, traversent les cas analysés et les autres sociétés « occidentales ». Néanmoins, est-ce que les cas remplissent les critères pour qu'un conflit social constitue un clivage ? Pour rappel, selon la définition « canonique » de Stefano BARTOLINI, un clivage est constitué de trois dimensions :

Une dimension structurelle : des groupes sociaux s'opposant dans le conflit ;

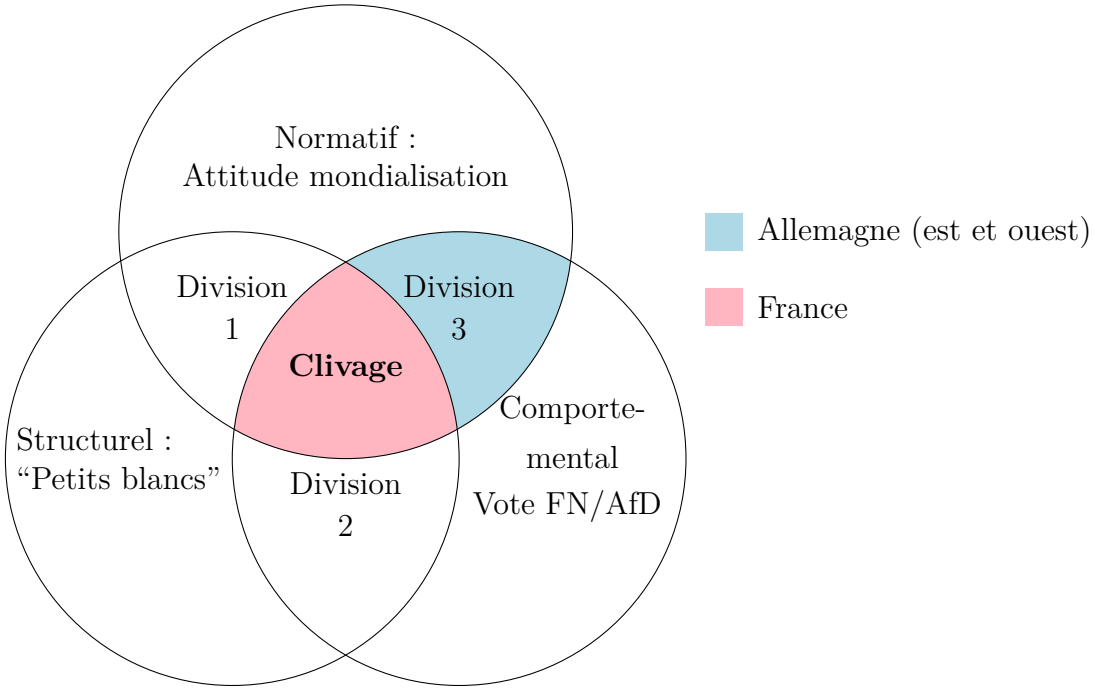
Une dimension normative : un ensemble de « values and beliefs that provide a sens of identity » (Bartolini, 2000, p. 17) pour les groupes sociaux impliqués ;

« an organizational/behavioural element » : (Bartolini, 2000, p. 17) que nous appellerons « dimension *comportementale* » englobant les partis politiques et les associations structurant ce clivage, ainsi que le comportement électoral.

Dans les cas étudiés, il y a indubitablement deux des trois critères qui sont remplis : il existe un ensemble de valeurs, répondant aux enjeux que pose la mondialisation et en particulier l'immigration. Dans les trois cas étudiés, un parti de la droite radicale populiste a pu se positionner de manière originale sur ce conflit. Les dimensions normatives et organisationnelles sont constituées. En revanche, en ce qui concerne la dimension structurelle, la réponse est moins claire à apporter. Nous avions émis l'hypothèse que les « petits blancs » pourraient constituer ce groupe social. Nous observons dans les trois cas que les petits blancs votent davantage pour la droite radicale populiste. Cependant, dans les « deux Allemagnes », cela n'est pas un effet ethnique, mais un effet de classe. L'origine ethnique ne joue pas sur le vote. En France, en revanche, il y a bien une fracture ethnique dans le comportement électoral et dans les attitudes entre blancs et personnes racisées.

En Allemagne de l'Ouest et de l'Est, l'on n'est donc pas dans le cas d'un nouveau clivage pleinement établi. L'on est face à une division de type 3, alliant attitude et comportement. En France, en revanche, l'on est bien face à un clivage pleinement établi : il y a tout autant l'aspect normatif et organisationnel que structurel. Les « petits blancs » constituent le groupe social porteur de ce clivage (figure 13.4 page suivante). Cette analyse montre aussi que pour expliquer le vote pour la droite radicale populiste, les attitudes relatives à la mondialisation et plus spécifiquement à l'immigration sont à considérer de manière autonome de la dimension socio-culturelle (GAL/TAN). En effet, les personnes racisées sont plus autoritaires que la moyenne, mais elles sont aussi moins susceptibles de voter pour le FN. La dimension intégrée socio-culturelle (GAL/TAN) n'est donc plus suffisante pour expliquer le vote pour la droite radicale populiste. En France, dès lors, la dimension mondialisation est pleinement autonome, elle n'est plus « *embedded* »

FIGURE 13.4 – Diagramme de Venn : Clivage, division ou différence face à la mondialisation en Allemagne et en France



dans les autres dimensions.

En Allemagne, encore une fois, la réponse est moins claire : certes, le vote est expliqué avant tout par les attitudes sur la mondialisation. Néanmoins, en Allemagne de l'Est de 2013, la dimension mondialisation semblait encore « *embedded* » dans la dimension économique. C'est seulement en 2017 qu'elle semble prendre son autonomie. L'Allemagne étant « en retard » sur la France dans le développement de la droite radicale populiste, il semblerait que l'Allemagne suive l'exemple français sur cette structuration de l'espace politique. C'est ce qu'indiquent les données de 2017. Il reste cependant à analyser si cela reste le cas, afin de donner une réponse définitive.

Si l'on discute de la question à savoir si la mondialisation constitue un clivage pleinement développé, il convient de se demander si le conflit capital/travail, constitue toujours un clivage pleinement établi. Cela d'autant plus que la droite radicale populiste a fait irruption dans les classes populaires et que les conflits relatifs à la mondialisation constituent, comme nous avons pu le montrer, en France un clivage pleinement établi et en Allemagne une division de type 3 (figure 13.5 page 323).

En effet, l'un des résultats interpellant de notre étude est qu'en Allemagne de l'Est et de l'Ouest, les classes populaires et même les ouvriers, ne sont plus la classe sociale la plus favorable à la redistribution. Au contraire même, les attitudes des classes populaires sont moins favorables à la redistribution que la moyenne. Notre analyse de médiation montre que les attitudes (négatives) relatives à la redistribution favorisées par l'appartenance aux classes populaires, agissent même *contre* le fait de voter pour la gauche de classe. Malgré cela, en Allemagne de l'Ouest, on constate un vote plus important des classes populaires pour la gauche de classe. Il semblerait donc que le clivage entre capital et travail ait été réduit, en Allemagne de l'Ouest, à une division de type 2, où l'on est face à des groupes sociaux ayant un comportement électoral en faveur d'un parti sans pour autant partager les valeurs de celui-ci. Peut-être cela tient-il aussi à la manière dont sont mesurées les attitudes face à la redistribution : il n'y est pas question d'une redistribution *entre* capital et travail, mais d'une redistribution *à l'intérieur*[5] de la classe sociale, par le biais

5. Nous faisons référence au concept de « socialisme dans une classe » (*Sozialismus in einer Klasse*) proposé par le politiste Fritz W. Scharpf. Constatant que la mondialisation du capitalisme

des prestations sociales. Si l'enquête comportait une question de redistribution entre capital et travail, le résultat aurait peut-être été différent. Vu que nous ne disposons pas d'autres données, nous ne pouvons pas le déterminer et travaillons avec les données dont nous disposons. Cela invite à une certaine prudence, mais vu que le vote pour le SPD et *DIE LINKE* est négativement affecté par cette attitude et que ces partis de la gauche de classe sont issues du clivage entre capital et travail, il nous semble que notre interprétation des résultats est proche de la réalité.

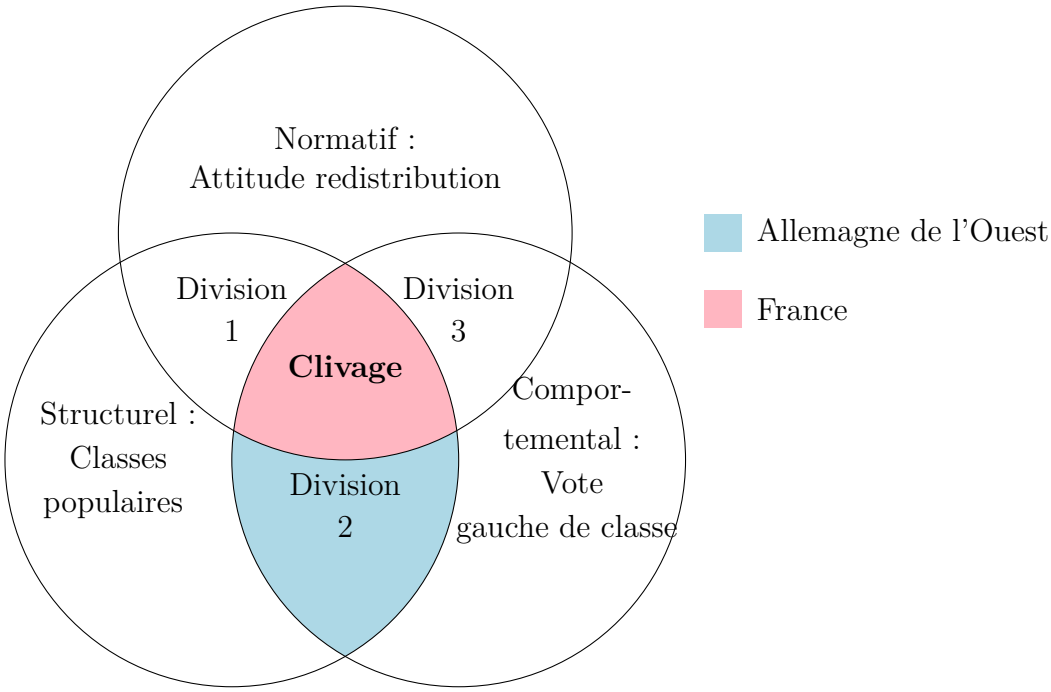
En Allemagne de l'Est, le conflit entre capital et travail apparaît encore plus affaibli. Il n'existe plus de lien structurel entre classes populaires et partis de gauche, ni au niveau des attitudes, ni au niveau du vote. Le clivage s'est ainsi réduit à une simple différence, au sens de Kevin Deegan-Krause (2007) : on observe bien des classes *en soi*, mais plus de classes *pour soi*, faute de différences normatives et de comportements électoraux associés à ce conflit.

Certes, en France en 2017, les classes populaires et les ouvriers sont encore plus favorables à la redistribution que la moyenne et ceci agit comme médiateur en faveur du vote pour la gauche de classe, en particulier la FI. Néanmoins, les attributs populaires, mesurant l'enracinement d'un sujet dans des classes populaires, ne favorisent plus le vote pour la gauche de classe, mais pour le FN. Il semblerait donc que le lien structurel entre classes populaires et gauche de classe se soit éteint ou du moins fortement affaibli. Cela pose également questions quant à l'existence d'un clivage travail/capital pleinement établi. Le lien ne tient plus qu'à un fil qui est l'attitude sur la redistribution. Si celui-ci se rompt, alors, on n'est plus dans une situation de clivage, mais dans une division de type 3, comme l'est le conflit sur la mondialisation en Allemagne à ce jour (figure 13.4 page 320). Ce tendre fil entre classes populaires et gauche de classe risque cependant de se déchirer, car le fait d'appartenir aux classes populaires en 2017 en France, augmente les attitudes favorables à la redistribution, mais celles-ci n'agit plus seulement comme médiateur pour le vote de gauche, mais aussi pour le vote de droite radicale populiste.

Ces analyses suggèrent que la société allemande est une société moins *clivée* que la société française. Le conflit autour de la mondialisation et en particulier

réduisait fortement les marges de manœuvre de la gauche social-démocrate, Scharpf suggérait, en 1988, de déplacer l'attention de la redistribution *entre* les classes sociales (capital vs. travail) vers une redistribution au sein même, *à l'intérieur*, de la classe des travailleurs (Scharpf, 1988).

FIGURE 13.5 – Diagramme de Venn : Clivage, division ou différence face à l'opposition capital/travail en Allemagne et en France



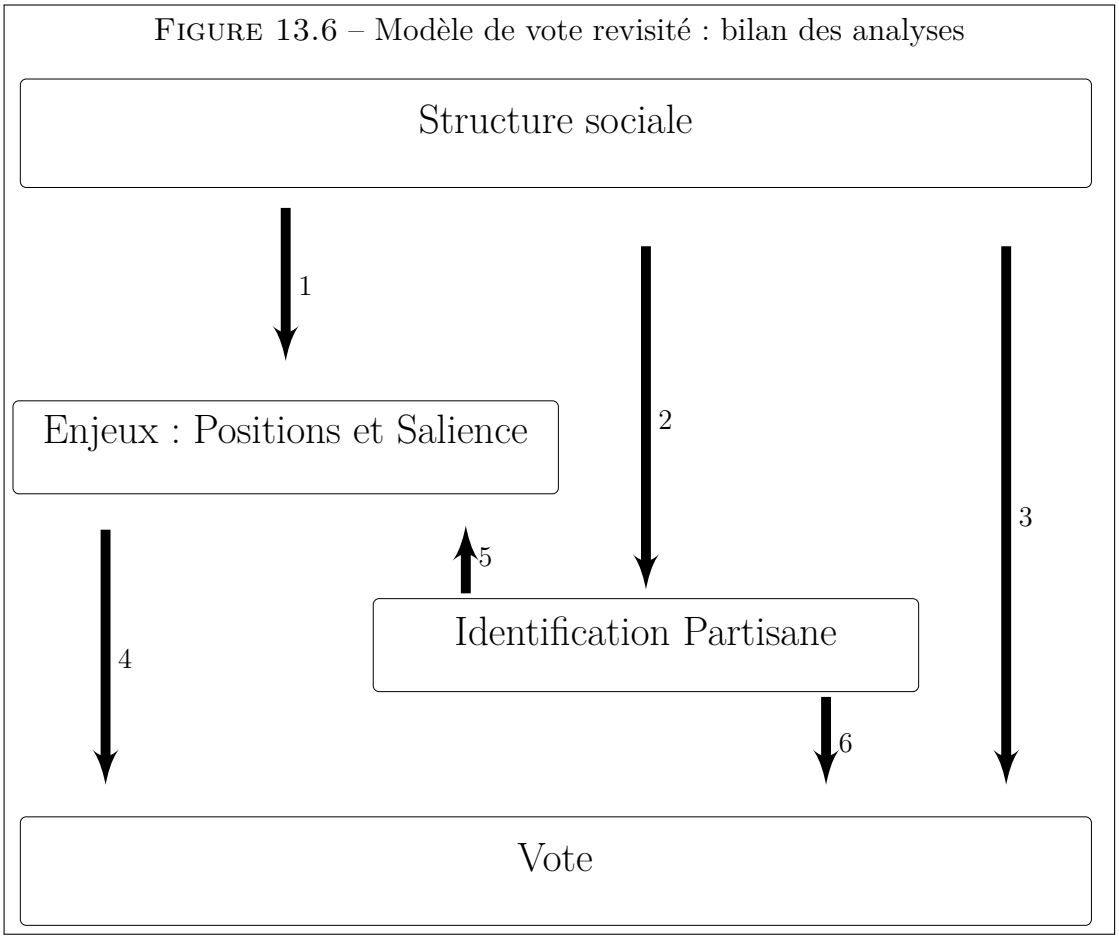
l'immigration a pris de l'importance. Cependant, ce conflit n'a pas (encore) abouti à un clivage pleinement constitué, mais reste au niveau d'une division, alors qu'en France, on peut identifier les trois dimensions d'un clivage sur cette dimension. Sur la dimension socio-économique, également, bien qu'il y ait un très sérieux affaiblissement du lien structurel entre classes populaires et partis de gauche en France, le lien est maintenu grâce aux attitudes relatives à la redistribution. En Allemagne de l'Ouest, en revanche, il y a un lien structurel, mais plus d'ordre normatif entre classes populaires, on est donc dans le cas d'une division de type 2. En Allemagne de l'Est on est même en deçà d'une division, on n'a plus qu'une « différence », un conflit sans expression électorale et normative. Ces résultats sont en adéquation avec des travaux récents qui montrent que l'Allemagne n'est pas une société polarisée (Teney & Rupieper, 2021 ; Mau et al., 2023 ; Mau et al., 2020). Ce résultat colle aussi au constat de Klaus Dörre qui qualifie la société allemande de « société de classe démobilisée » (*demobilisierte Klassengesellschaft*) (Dörre, 2019) où les différences de classe propres au capitalisme persistent, mais ne sont plus politisés comme elles l'étaient au XX^{e} siècle.

13.4 Implications des résultats sur les théories du vote

Constatant le déclin de l'identification partisane, élément central du modèle psychosocial (Ann-Arbor/Michigan) du vote, nous avons formulé un modèle modifié du vote, puisant à la fois dans le modèle micro-sociologique (Columbia) et dans le modèle spatial du vote (figure 1.3 page 19). Nos analyses révèlent la présence des différents types de vote prédits par ce modèle à la fois simple et complet (voir numéros sur la figure 13.6 page ci-contre) :

Vote structurel : (3) le vote est déterminé par le lien entre une classe sociale et un parti politique. Celui-ci était bien présent au début de la période considérée en Allemagne de l'Ouest et en France, mais persiste toujours en Allemagne de l'Ouest, où le SPD bénéficie d'un vote assez important dans les classes populaires en dépit de divergences sur les enjeux de redistribution (division de type 2, voir figure 13.5 page précédente) ;

FIGURE 13.6 – Modèle de vote revisité : bilan des analyses



Vote par l'identification partisane : c'est le cœur du modèle psychosocial du vote. Celle-ci influence à la fois (6) le vote et (5) la position sur les enjeux. On le voit au fait que l'identification partisane pour des partis autres que la droite radicale populiste baisse la propension d'avoir une attitude hostile à la mondialisation. Cependant, au cours de la période considérée, son rôle d'atténuation de l'effet de la distance entre l'électeur et le parti s'est estompé. ;

Vote selon les enjeux (4) : son rôle a été renforcé par le déclin de l'identification partisane et du lien structurel entre classes sociales et partis politiques.

Le mécanisme de vote par le biais de la position des enjeux (4) a pris en importance vu le déclin du vote par le biais de l'identification partisane (5) et du vote structurel (3). Néanmoins, ces autres mécanismes de vote n'ont pas disparu. Cela plaide contre un abandon de ces approches et de ces modèles, mais pour une intégration de ces modèles comme nous l'avons proposé dans le modèle de vote modifié (figure 13.6 page précédente). Cela peut contribuer à la création d'un modèle de vote plus complet, dépassant les querelles d'école entre les différents modèles de vote. Ce modèle intégré a l'avantage de pouvoir expliquer les différents types de vote observés dans nos analyses, sans pour autant se perdre dans une complexité excessive.

Notons que le déclin de l'identification partisane a pour effet de ne plus annuler ou de sensiblement amoindrir la distance électeur-parti contrairement à ce qu'avait constaté Romain Lachat (2015), affaiblissant la jonction (5). Au début de la période considérée, cela était bien souvent le cas, mais cet effet a disparu pour les partis de la gauche de classe, tant en France qu'en Allemagne de l'Ouest (à l'Est, cet effet n'a tout bonnement jamais été présent dans nos données). Ces résultats suggèrent qu'il faut donc supprimer le coefficient π de la formule 1.4 page 21. Des travaux complémentaires devront vérifier si cela est également vrai pour d'autres familles politiques et dans d'autres cas. Au vu du déclin de l'identification partisane généralisé, il est probable que l'on puisse reproduire cette observation dans d'autres contextes.

Chapitre 14

Conclusion

En reprenant nos trois dimensions de questionnement – structurelle, normative et comportementale – et en mobilisant les résultats de notre discussion pour la France et l'Allemagne (Est et Ouest), nous pouvons désormais répondre à notre problématique, à savoir l'interaction entre le déclin du vote de gauche de classe, la montée du vote pour la droite radicale populiste et la mondialisation.

Au niveau structurel, nos analyses confirment que, jusqu'aux années 1980, les classes populaires formaient un bloc électoral massif autour des partis de la gauche de classe (PCF/PS en France, SPD en RFA). Depuis 1995, ce lien s'est quasiment effacé, l'indice d'Alford retombant, témoignant de l'effondrement du clivage capital/travail. Dans le même temps, le vote des mêmes classes populaires pour le FN et l'AfD croît – dépassant à présent celui pour la gauche en France et en Allemagne de l'Est.

Au niveau normatif, l'appartenance aux classes populaires, en particulier à la classe ouvrière, favorisait l'adoption d'une attitude de gauche, notamment sur les questions socio-économiques. À présent ce lien s'est effacé en Allemagne. Cette appartenance aux classes populaires accroît aujourd'hui, en revanche, en France comme en Allemagne, la probabilité d'adopter des attitudes hostiles à la mondialisation et, plus particulièrement, à l'immigration. Or, cette attitude se révèle le médiateur principal du vote pour la droite radicale populiste. Si ces attitudes existaient déjà chez les ouvriers des années 1960-70, elles ne se traduisaient pas par un vote pour une extrême droite marginale. C'est la conjonction de la

désaffection à l'égard de la gauche de classe (perte du « lien organique » par le biais de l'identification partisane et de l'adhésion syndicale) et de la montée en saillance de l'immigration qui permet aujourd'hui la traduction électorale de ces attitudes.

Au niveau comportemental, l'affaiblissement spectaculaire de l'identification partisane (passée de 43% à 10% pour le SPD et de 36% à 10% pour le PCF auprès des ouvriers) ne lui permet plus d'exercer une protection face à la distance électeur-parti ; là où jadis l'adhésion sentimentale compensait les divergences de positionnement, elle ne freine plus le désalignement. Parallèlement, en Allemagne, l'adhésion à un syndicat n'a plus d'effet protecteur non plus – non seulement le taux de syndicalisation s'est effondré, mais les adhérents syndicaux ne sont pas moins susceptibles de voter pour l'AfD que ceux qui n'y adhèrent pas.

En France et en Allemagne les partis de droite radicale populiste ont su se rapprocher des classes populaires sur les enjeux – le cas du recentrage économique du FN sous Marine Le Pen est le plus spectaculaire –, créant ainsi les conditions d'un réalignement stable. Il ne s'agit pas, pour autant, d'une condition suffisante à un réalignement stable : certes, le FN et l'AfD récoltent de nombreuses voix au sein des classes populaires. Il n'en reste pas moins que l'identification partisane avec ces partis reste faible – surtout si on la compare avec celle des partis de la gauche de classe dans les années 70 et 80 du siècle dernier. Le FN et l'AfD sont donc bien en selle, mais ils ne sont pas à l'abri d'une chute pour autant. Des changements dans la saillance des enjeux pourraient faire cabrer le cheval et rendre difficile à ces partis de maintenir leur assise.

En appliquant les critères de Stefano Bartolini – structurel, normatif et organisationnel – nous constatons qu'en France le conflit autour de la mondialisation atteint les trois dimensions d'un clivage pleinement constitué, porté par les « petits blancs ». En Allemagne, il demeure pour l'heure une division (de type 3) dans le sens de Kevin Deegan-Krause (2007), la dimension structurelle n'étant pas (encore) établie. Les « petits blancs » n'y sont pas identifiables comme un groupe social ayant un comportement électoral différencié.

En appliquant ces mêmes critères à la contradiction entre capital et travail, il faut constater que celle-ci ne peut plus être considérée comme un clivage pleinement établi en Allemagne non plus, les classes populaires ne présentant plus d'attitudes redistributives les reliant aux partis de gauche, tels que le SPD et *DIE LINKE*. En

Allemagne de l'Ouest, on ne fait donc plus face qu'à une division de type structurel. En Allemagne de l'Est, même ce lien structurel est rompu : on n'y observe plus que ce que Kevin Deegan-Krause (2007) qualifie de « différence ». En France, en revanche, ce lien n'est pas (encore) rompu comme en Allemagne, mais il ne subsiste que par des attitudes : autrement dit, il est suspendu à un fil. Si l'on peut encore y parler de clivage capital/travail, celui-ci risque toutefois de perdre ses attributs de clivage en France aussi.

Enfin, le déclin du vote structurel et du vote par identification partisane renforce le rôle du vote selon les enjeux (positionnements spatiaux). L'identification partisane et le lien structurel n'ont pas disparu pour autant. Nos résultats plaident pour l'adoption d'un modèle intégré combinant les trois mécanismes – structurel, psychosocial et spatial – plutôt que de perpétuer la division entre écoles concurrentes.

Bibliographie

Abramowitz, A. (2018). *The Great Alignment : Race, Party Transformation, and the Rise of Donald Trump*. Yale University Press.

Adda, J. (2012). *La Mondialisation de l'économie. De La Genèse à La Crise*. La Découverte. https://www.cairn.info/la-mondialisation-de-l-economie--9782707171443.htm

Adorno, T. W. (1950). *The Authoritarian Personality* (1re éd.). Harper.

Aghulhon, M. (2004). La Gauche, l'idée, Le Mot. In J.-J. Becker & G. Candar (éd.), *Histoire Des Gauches En France* (p. 23-32, T. 1). La Découverte.

Andersen, J. G., & Bjørklund, T. (1990). Structural Changes and New Cleavages : the Progress Parties in Denmark and Norway. *Acta Sociologica*, *33*(3), 195-217. https://doi.org/10.1177/000169939003300303 [1]

Arts, W. I. L., & Gelissen, J. (2002). Three Worlds of Welfare Capitalism or More ? A State-of-the-Art Report. *Journal of European Social Policy*, *12*(2), 137-158. https://doi.org/10.1177/0952872002012002114 [2]

Arzheimer, K. (2006). Berühren Sich Die Extreme ? Ein Empirischer Vergleich von Personen Mit Extrem Linken Und Extrem Rechten Einstellungen in Europa (PRE-PRINT). In U. Backes & E. Jesse (éd.), *Gefährdungen Der Freiheit. Extremistische Ideologien Im Vergleich* (p. 253-281). Vandehoeck & Ruprecht.

Arzheimer, K. (2008). Protest, Neo-Liberalism or Anti-Immigrant Sentiment : What Motivates the Voters of the Extreme Right in Western Europe ? *Zeitschrift für Vergleichende Politikwissenschaft*, *2*(2), 173. https://doi.org/10.1007/s12286-008-0011-4 [3]

Arzheimer, K. (2012). Mikrodeterminanten Des Wahlverhaltens : Parteiidentifikation. In O. W. Gabriel & B. Westle (éd.), *Wählerverhalten in Der Demokratie. Eine Einführung*. Nomos.

Arzheimer, K. (2014). Die Wahl Extremistischer Parteien. In J. W. Falter & H. Schoen (éd.), *Handbuch Wahlforschung* (p. 523-562). Springer.

1. https://doi.org/10.1177/000169939003300303
2. https://doi.org/10.1177/095287200201200211 4
3. https://doi.org/10.1007/s12286-008-0011-4

Arzheimer, K. (2018). Explaining Electoral Support for the Radical Right. In J. Rydgren (éd.), *The Oxford Handbook of the Radical Right* (p. 216-246). Oxford University Press.

Arzheimer, K., & Schmitt, A. (2014). Der ökonomische Ansatz. In J. W. Falter & H. Schoen (éd.), *Handbuch Wahlforschung* (p. 331-403). Springer Fachmedien Wiesbaden. https://doi.org/10.1007/978-3-658-05164-8_8 [4]

Atkinson, W. (2010). *Class, Individualization, and Late Modernity : In Search of the Reflexive Worker*. Palgrave Macmillan. http://www.loc.gov/catdir/enhancements/fy1204/2010027490-d.html

Atkinson, W. (2017). *Class in the New Millennium : The Structure, Homologies and Experience of the Britain Social Space*. Routledge.

Bachelard, G. (1947). *La Formation de l'esprit Scientifique*. Vrin.

Backes, U. (2010). *Political extremes : a conceptual history from antiquity to the present*. Routledge.
OCLC : ocn319247445.

Bakker, R., de Vries, C., Edwards, E., Hooghe, L., Jolly, S., Marks, G., Polk, J., Rovny, J., Steenbergen, M., & Vachudova, M. A. (2012). Measuring Party Positions in Europe : The Chapel Hill Expert Survey Trend File, 1999–2010. *Party Politics*, *21*(1), 143-152. https://doi.org/10.1177/1354068812462931 [5]

Bakker, R., & Hobolt, S. B. (2013). Measuring Party Position. In G. Evans & N. D. De Graaf (éd.), *Political Choice Matters : Explaining the Strength of Class and Religious Cleavages in Cross-National Perspective* (p. 27-45). Oxford University Press.

Balibar, É. (2018). Y A-t-Il Un « Néoracisme » ? In É. Balibar & I. Wallerstein (éd.), *Race, Nation, Classe. Les Identités Ambiguës*. La Découverte.

Banque mondiale. (2022a). *Taux Des Droits de Douane, Appliqués, Moyenne Simple, Tous Produits (%) | Data*. World Bank Open Data. https://donnees.banquemondiale.org/indicator/TM.TAX.MRCH.SM.AR.ZS

Banque mondiale. (2022b). *Trade (% of GDP)*. World Bank Open Data. https://data.worldbank.org/indicator/NE.TRD.GNFS.ZS

Bantigny, L., Hayat, S., & Gaudillière, J.-P. (2019). Les Gilets Jaunes Une Histoire de Classe ? : *Mouvements*, *n° 100*(4), 12-23. https://doi.org/10.3917/mouv.100.0012 [6]

Baron, C. (2020). *Ein Mann Seiner Klasse*. Claassen.

4. https://doi.org/10.1007/978-3-658-05164-8_8
5. https://doi.org/10.1177/1354068812462931
6. https://doi.org/10.3917/mouv.100.0012

Bar-On, T. (2018). The Radical Right and Nationalism. In J. Rydgren (éd.), *The Oxford Handbook of the Radical Right* (p. 43-74). Oxford University Press.

Barrès, M. (2010). *Les déracinés* (F. Broche, éd.). Bartillat. (Date de première publication 1897)

Bartels, C. (2017). *Top Incomes in Germany, 1871-2013* (Report). World Inequality Database (WID.world). https://wid.world/document/top-incomes-germany-1871-2013-wid-world-working-paper-2017-18/

Bartolini, S. (2000). *The Class Cleavage. The Political Mobilization of the European Left, 1860–1980*. Cambridge University Press.

Batardy, C. (2016, juin 12). *Le Programme Commun de Gouvernement. Pour Une Histoire Programmatique Du Politique (1972-1977)*.

Beaud, S., & Pialoux, M. (2006). Racisme Ouvrier Ou Mépris de Classe ? Retour Sur Une Enquête de Terrain. In É. Fassin & D. Fassin (éd.), *De La Question Sociale à La Question Raciale ?* (p. 72-90). La Découverte. https://doi.org/10.3917/dec.fassi.2006.02.0072 [7]

Beck, U. (1993). *Risikogesellschaft : Auf Dem Weg in Eine Andere Moderne* (Erstausg., 1. Aufl., 10. [Dr.]). Suhrkamp.

Beitone, A., & Letessier, J.-Y. (2013). L'intégration Européenne. In A. Beitone (éd.), *Économie, Sociologie et Histoire Du Monde Contemporain* (p. 451-516). Armand Colin. https://doi.org/10.3917/arco.beito.2013.01.0451 [8]

Bellégo, C., Benatia, D., & Pape, L.-D. (2021). *Dealing with Logs and Zeros in Regression Models* (Report). http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3444996

Bensidoun, I., & Couppey-Soubeyran, J. (2018). Globalisation Financière. Après l'exubérance, Un Reflux Des Forces Déstabilisatrices. In I. Bensidoun & J. Couppey-Soubeyran (éd.), *L'économie Mondiale Dévoile Ses Courbes* (p. 16). CEPII.

Berger, M., Gibowski, W. G., Roth, D., & Schulte, W. (1983). Stabilität Und Wechsel. Eine Analyse Der Bundestagswahl 1980. In *Wahlen Und Politisches System. Analysen Zum Anlaß Der Bundestagswahl 1980* (p. 12-57). Westdeutscher Verlag.

Bergman, M. M., & Joye, D. (2005). *Comparing Social Stratification Schemas : CAMSIS, CSP-CH, Goldthorpe, ISCO-88, Treiman, and Wright* (Report). University of Cambridge. https://www.sociology.cam.ac.uk/research/srg/cs10

Berstein, S. (1980). *Histoire du Parti Radical. Vol 1 : La recherche de l'âge d'or, 1919-1926*. Presses de Sciences Po. https://www.cairn.info/histoire-du-parti-radical-1--9782724604375.htm

7. https://doi.org/10.3917/dec.fassi.2006.02.0072
8. https://doi.org/10.3917/arco.beito.2013.01.0451

Berstein, S. (1982). *Histoire du Parti Radical. Vol 2 : Crise du radicalisme, 1926-1939*. Presses de Sciences Po. https://www.cairn.info/histoire-du-parti-radical-2--9782724604610.htm

Berstein, S. (1983). Le Parti Radical-Socialiste, de La Défense Du Peuple à Celle Des Classes Moyennes. In G. Lavau, G. Grunberg & N. Mayer (éd.), *L'univers Politique Des Classes Moyennes* (p. 71-93). Presses de Sciences Po. https://doi.org/10.3917/scpo.lavau.1983.01.0071 [9]

Beschere, P., Liebig, S., & Schmalz, S. (2014). Editorial : Klassentheorien. *PROKLA. Zeitschrift für kritische Sozialwissenschaft*, *44*(175), 152-160.

Best, H., & Wolf, C. (2012). Modellvergleich Und Ergebnisinterpretation in Logit- Und Probit-Regressionen. *KZfSS Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, *64*(2), 377-395. https://doi.org/10.1007/s11577-012-0167-4 [10]

Betz, H.-G. (1994). *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*. Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1007/978-1-349-23547-6 [11]

Bischoff, J., Herkommer, S., & Hüning, H. (2002). *Unsere Klassengesellschaft. Verdeckte Und Offene Strukturen Sozialer Ungleichheit*. VSA-Verlag.

Bittlingmayer, U. H., & Bauer, U. (2014). Ungleichheit – Bildung – Herrschaft. Zur Politischen Soziologie Der Milieutheorie Michael Vesters. In H. Bremer & A. Lange-Vester (éd.), *Soziale Milieus Und Wandel Der Sozialstruktur, Sozialstrukturanalyse. Die Gesellschaftlichen Herausforderungen Und Die Strategien Der Sozialen Gruppen* (p. 216-238). Springer.

Bluck, C., & Kreikenbom, H. (1991). Die Wähler in Der DDR : Nur Issue-Orientiert Oder Auch Parteigebunden ? *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, *22*(3), 495-502.

Bobbio, N. (1996). *Left and right : the significance of a political distinction* (A. Cameron, Trad.). University of Chicago Press.

Bol, D., & Bono, P.-H. (2025). Can ChatGPT accurately identify the position of parties ? A validation study with an expert survey in France. *Research & Politics*, *12*(2), 20531680251335653. https://doi.org/10.1177/20531680251335653 [12]

Bonneville-Roussy, A., Fenouillet, F., & Morvan, Y. (2022). Chapitre 5. L'invariance des mesures et l'équivalence des modèles entre différents groupes. In *Introduction aux analyses par équations structurelles* (p. 123-159). Dunod. https://www.cairn.info/introduction-aux-analyses-par-equations-structurelles--9782100838912-p-123.htm

9. https://doi.org/10.3917/scpo.lavau.1983.01.0071
10. https://doi.org/10.1007/s11577-012-0167-4
11. https://doi.org/10.1007/978-1-349-23547-6
12. https://doi.org/10.1177/20531680251335653

Bonoli, G. (1997). Classifying Welfare States : A Two-dimension Approach (1997/07/01). *Journal of Social Policy*, *26*(3), 351-372. https://doi.org/10.1017/S0047279497005059 [13]

Bornschier, S. (2018). Globalization, Cleavages, and the Radical Right. In J. Rydgren (éd.), *The Oxford Handbook of the Radical Right* (p. 311-347). Oxford University Press.

Bornschier, S., & Kriesi, H. (2013). The Populist Right, the Working Class, and the Changing Face of Class Politics. In J. Rydgren (éd.), *Class Politics and the Radical Right* (p. 10-30). Routledge.

Bouchet-Valat, M., & Jayet, C. (2019). La Mesure Des Classes Sociales Par Les Nomenclatures : Enjeux, Problèmes et Débats. *L'Année sociologique*, *69*(2), 311-331. https://doi.org/10.3917/anso.192.0311 [14]

Boudon, R. (1997). Le « Paradoxe Du Vote » et La Théorie de La Rationalité. *Revue française de sociologie*, *38*(2), 217-227. https://doi.org/10.2307/3322930 [15]

Bourdieu, P. (1979). *La Distinction*. Minuit.

Bourdieu, P. (1980). *Le Sens Pratique*. Minuit.

Braconnier, C., & Dormagen, J.-Y. (2010). Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique ? *Revue française de science politique*, *Vol. 60*(4), 663-689. https://doi.org/10.3917/rfsp.604.0663 [16]

Bréchon, P. (2017). Un Vote Socialiste Résiduel, Siphonné Par Sa Droite et Sa Gauche. In P. Perrineau (éd.), *Le Vote Disruptif. Les Élections Présidentielles et Législatives de 2017* (p. 193-203). Presses de Sciences Po.

Breen, R. (2005). Foundations of a Neo-Weberian Class Analysis. In E. O. Wright (éd.), *Approaches to Class Analysis*. Cambridge University Press.

Bremer, H., & Lange-Vester, A. (2014a). *Soziale Milieus Und Wandel Der Sozialstruktur. Die Gesellschaftlichen Herausforderungen Und Die Strategien Der Sozialen Gruppen*. Springer.

Bremer, H., & Lange-Vester, A. (2014b). Zur Entwicklung Des Konzeptes Sozialer Milieus Und Mentalitäten. In H. Bremer & A. Lange-Vester (éd.), *Soziale Milieus Und Wandel Der Sozialstruktur. Die Gesellschaftlichen Herausforderungen Und Die Strategien Der Sozialen Gruppen* (p. 13-41). Springer.

Burawoy, M. (2009). *The Extended Case Method : Four Countries, Four Decades, Four Great Transformations, and One Theoretical Tradition*. University of California Press.

13. https://doi.org/10.1017/S0047279497005059
14. https://doi.org/10.3917/anso.192.0311
15. https://doi.org/10.2307/3322930
16. https://doi.org/10.3917/rfsp.604.0663

Burgoon, B., Oliver, T., & Trubowitz, P. (2017). Globalization, domestic politics, and transatlantic relations. *International Politics*, *54*(4), 420-433. https://doi.org/10.1057/s41311-017-0040-1 [17]

Burnham, W. D. (1970). *Critical Elections and the Mainsprings of American Politics*. Norton.

Burnham, W. D. (1972). Political Immunization and Political Confessionalism : The United States and Weimar Germany. *The Journal of Interdisciplinary History*, *3*(1), 1-30.

Campbell, A., Converse, P. E., Miller, W. E., & Stokes, D. E. (1960). *The Amercian Voter*. University of Chicago Press.

Capdevielle, J., Grungerg, G., Schweisguth, É., Ysmal, C., & Dupoirier, É. (2020). *Enquête Post-Électorale Française 1978*. [object Object]. https://doi.org/10.21410/7E4/YAHJ7G [18]

Carmines, E. G., & Stimson, J. A. (1980). The Two Faces of Issue Voting. *The American Political Science Review*, *74*(1), 78-91. https://doi.org/10.2307/1955648 [19]

Carmines, E. G., & Stimson, J. A. (1989). *Issue Evolution : Race and the Transformation of American Politics*. Princeton University Press.

Carnes, N., & Lupu, N. (2020). The White Working Class and the 2016 Election. *Perspectives on Politics*, 1-18. https://doi.org/10.1017/S1537592720001267 [20]

Cayouette-Remblière, J. (2016). De l'hétérogénéité Des Classes Populaires (et de Ce Que l'on Peut En Faire). *Sociologie*, *4*(6). http://journals.openedition.org/sociologie/2652

Chateaubriand, F.-R. de. (1816). *De La Monarchie Selon La Charte*. impr. de Le Normant. ark:/12148/bpt6k20653m

Chauvel, L. (2001). Le Retour Des Classes Sociales ? *Revue de l'OFCE*, (79), 315-359.

Chauvel, L. (2006). *Le Destin Des Générations. Structure Sociale et Cohortes En France Au XXe Siècle*. PUF.

Chauvel, L. (2013). La Dynamique de La Stratification Sociale. In R. Castel, L. Chauvel, D. Merllié, É. Neveu & T. Piketty (éd.), *Les Mutations de La Société Française. Les Grandes Questions Économiques et Sociales II* (p. 33-55). La Découverte.

Chauvel, L. (2019). *La Spirale Du Déclassement : Les Désillusions Des Classes Moyennes*. Seuil.

Chevalier, L. (1958). *Classes Laborieuses et Classes Dangereuses à Paris Pendant La Première Moitié Du XIXe Siècle*. Plon.

17. https://doi.org/10.1057/s41311-017-0040-1
18. https://doi.org/10.21410/7E4/YAHJ7G
19. https://doi.org/10.2307/1955648
20. https://doi.org/10.1017/S1537592720001267

Clark, T. N., & Lipset, S. M. (1991). Are Social Classes Dying ? *International Sociology*, *6*(4), 397-410. https://doi.org/10.1177/026858091006004002 [21]

Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, Bedock, C., Bendali, Z., Bernard de Raymond, A., Beurier, A.-G., Blavier, P., Bonin, L., Courty, A., Della Sudda, M., Delozière, G., Dondeyne, C., Elalaoui, C., Flipo, F., Frémont, C., Gaborit, M., Girardin, A., Grémion, T., Guillemin, P., Havard, M., ... Walker, É. (2019). Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes. *Revue française de science politique*, *Vol. 69*(5), 869-892. https://doi.org/10.3917/rfsp.695.0869 [22]

Collectif Focale (éd.). (2022). *Votes Populaires ! Les Bases Sociales de La Polarisation Électorale Dans La Présidentielle de 2017*. Éditions du Croquant.

Connelly, R., Gayle, V., & Lambert, P. S. (2016). A Review of Occupation-Based Social Classifications for Social Survey Research. *Methodological Innovations*, *9*, 1-14.

Convention Relative à l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (1960, décembre 14). https://www.oecd.org/fr/apropos/document/convention-ocde.htm

Converse, P. E. (2006). The nature of belief systems in mass publics (1964). *Critical Review*, *18*(1-3), 1-74. https://doi.org/10.1080/08913810608443650 [23]

Costello, R., Toshkov, D., Bos, B., & Krouwel, A. (2021). Congruence between voters and parties : The role of party-level issue salience. *European Journal of Political Research*, *60*(1), 92-113. https://doi.org/10.1111/1475-6765.12388 [24]

Courtois, S. (1995). Le succès en trompe-l'œil du candidat communiste. In *Le vote de crise* (p. 179-188). Presses de Sciences Po. https://doi.org/10.3917/scpo.perri.1995.01.0179 [25]

Crenshaw, K. (1989). Demarginalizing the Intersection of Race and Sex : A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics. *University of Chicago Legal Forum*, *1989*(1), 139-167.

Dahrendorf, R. (1959). *Class and Class Conflict in Industrial Society*. Stanford University Press.

Das, R. J. (2017). *Marxist Class Theory for a Skeptical World*. Brill.

de Boissieu, L. (2016). Qu'est La Génération « Manif Pour Tous » Devenue ? *Le Débat*, *191*(4), 89-100. https://doi.org/10.3917/deba.191.0089 [26]

21. https://doi.org/10.1177/026858091006004002
22. https://doi.org/10.3917/rfsp.695.0869
23. https://doi.org/10.1080/08913810608443650
24. https://doi.org/10.1111/1475-6765.12388
25. https://doi.org/10.3917/scpo.perri.1995.01.0179
26. https://doi.org/10.3917/deba.191.0089

de Jonge, L. (2020). The Curious Case of Belgium : Why Is There No Right-Wing Populism in Wallonia ? *Government and Opposition*, 1-17. https://doi.org/10.1017/gov.2020.8 [27]

de Lange, S. L. (2007). A New Winning Formula ? : The Programmatic Appeal of the Radical Right. *Party Politics*, *13*(4), 411-435. https://doi.org/10.1177/1354068807075943 [28]

de Wilde, P., Koopmans, R., Merkel, W., Strijbis, O., & Zürn, M. (2019). *The Struggle Over Borders : Cosmopolitanism and Communitarianism*. Cambridge University Press. https://doi.org/DOI:10.1017/9781108652698 [29]

De Laet, S. (2018). Ook de Volksklassen Verhuizen Uit Brussel. Een Analyse van de Randverstedelijking van de Bevolkingsgroepen Met Een Laag Inkomen. *Brussels Studies*, (121). https://doi.org/10.4000/brussels.1631 [30]

Decker, O., Kiess, J., & Brähler, E. (2016). *Die Enthemmte Mitte. Autoritäre Und Rechtsextreme Einstellungen in Deutschland. Die Leipziger « Mitte »-Studie 2016*. Psychosozial-Verlag.

Decker, O., Kiess, J., Schuler, J., Handke, B., & Brähler, E. (2018). Die Leipziger Autoritarismus-Studie 2018 : Methoden, Ergebnisse Und Langzeitverlauf. In O. Decker & E. Brähler (éd.), *Flucht Ins Autoritäre. Rechtsextreme Dynamiken in Der Mitte Der Gesellschaft. Die Leipziger Autoritarismus-Studie 2018* (p. 65-115). Psychosozial-Verlag.

Deegan-Krause, K. (2007). New Dimensions of Political Cleavage. In R. J. Dalton & H.-D. Klingemann (éd.), *The Oxford Handbook of Political Behavior* (1re éd., p. 538-556). Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199270125.003.0028 [31]
alt. ISBN : 978-0-19-157717-8.

Deléage, J.-P. (2005). Écologistes et Alternatifs. In J.-J. Becker & G. Candar (éd.), *Histoire Des Gauches En France* (p. 146-158, T. 2). La Découverte. https://doi.org/10.3917/dec.becke.2005.02.0146 [32]

Desrosières, A. (2008). *Pour Une Sociologie Historique de La Quantification. L'Argument Statistique I*. Presses des Mines. https://books.openedition.org/pressesmines/901

Deth, J. W. van, & Scarbrough, E. (éd.). (1995). *The Impact of Values*. Oxford University Press.

Dilger, C. (2022). Divided over Globalisation. Measuring the Ideological Divide between Cosmopolitans and Communitarians in Europe Using a Classifica-

27. https://doi.org/10.1017/gov.2020.8
28. https://doi.org/10.1177/1354068807075943
29. https://doi.org/DOI:10.1017/9781108652698
30. https://doi.org/10.4000/brussels.1631
31. https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199270125.003.0028
32. https://doi.org/10.3917/dec.becke.2005.02.0146

tion Approach. *Social Science Research*, 102776. https://doi.org/10.1016/j.ssresearch.2022.102776 [33]

Dogan, M. (1960). Le Vote Ouvrier En Europe Occidentale. *Revue Française de Sociologie*, *1*(1), 25-44. https://doi.org/10.2307/3320065 [34]

Döring, H., Huber, C., & Manow, P. (2022). Parliaments and Governments Database (ParlGov) : Information on Parties, Elections and Cabinets in Established Democracies. Development Version. https://www.parlgov.org/

Dornel, L. (2004). *La France Hostile : Socio-Histoire de La Xénophobie, 1870-1914*. Hachette littératures.
OCLC : ocm54459354.

Dörre, K. (2019). „Land Zurück¡‘ Arbeiter, Abwertung, AfD. *WSI-Mitteilungen*, *72*(3), 168-176. https://doi.org/10.5771/0342-300X-2019-3-168 [35]

Dörre, K. (2020). *In Der Warteschlange : Arbeiter*innen Und Die Radikale Rechte* (1. Auflage). Westfälisches Dampfboot.

Downs, A. (1957). *An Economic Theory of Democracy*. Harper.

Dreher, A., Gaston, N., & Martens, P. (2008). *Measuring Globalisation. Gauging Its Consequences*. Springer.

Duclert, V. (2004). La « Deuxième Gauche ». In *Histoire Des Gauches En France* (p. 175-189). La Découverte. https://www.cairn.info/histoire-des-gauches-en-france--9782707147370-page-175.htm

Dupin, É. (2017). *La France Identitaire : Enquête Sur La Réaction Qui Vient*. La Découverte.

Durkheim, É. (2013). *De La Division Du Travail Social*. Presses Universitaires de France. https://doi.org/10.3917/puf.durk.2013.01 [36]

Eabrasu, M. (2012). Les États de La Définition Wébérienne de l'État. *Raisons politiques*, *45*(1), 187-209.

Ecker, A., Jenny, M., Müller, W. C., & Praprotnik, K. (2021). How and why party position estimates from manifestos, expert, and party elite surveys diverge. A comparative analysis of the 'left–right' and the 'European integration' dimensions. *Party Politics*, 1-13. https://doi.org/10.1177/1354068821990298 [37]

Eichhorst, W., Stephan, G., & Olaf, S. (2017). *Struktur Und Ausgleich Des Arbeitsmarktes* (Report). Hans-Böckler-Stiftung.

Engels, F. (1978). Dialektik Der Natur. In K. Marx & F. Engels (éd.), *Werke* (p. 305-690, T. 20). Dietz. (Date de première publication 1925)

33. https://doi.org/10.1016/j.ssresearch.2022.102776
34. https://doi.org/10.2307/3320065
35. https://doi.org/10.5771/0342-300X-2019-3-168
36. https://doi.org/10.3917/puf.durk.2013.01
37. https://doi.org/10.1177/1354068821990298

Enggist, M., & Pinggera, M. (2021). Radical Right Parties and Their Welfare State Stances – Not so Blurry after All ? *West European Politics*, 1-22. https://doi.org/10.1080/01402382.2021.1902115 [38]

Engler, F., & Zohlnhöfer, R. (2019). Left Parties, Voter Preferences, and Economic Policy-Making in Europe. *Journal of European Public Policy*, *26*(11), 1620-1638. https://doi.org/10.1080/13501763.2018.1545796 [39]

Eribon, D. (2009). *Retour à Reims*. Fayard.

Esping-Andersen, G. (1999). *Social Foundations of Postindustrial Economies* (1re éd.). Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/0198742002.001.0001 [40]

Esping-Andersen, G. (1990). *The Three Worlds of Welfare Capitalism*. Polity Press.

Eurostat. (2022). *World Trade in Services*. Eurostat - Statistics Explained. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=World_trade_in_services

Evans, G. (1992). Testing the Validity of the Goldhorpe Class Schema. *European Sociological Review*, *8*(3), 211-232.

Evans, G. (1999a). Class Voting : From Premature Obituary to Reasoned Appraisal. In G. Evans (éd.), *The End of Class Politics ? Class Voting in Comparative Context* (p. 1-20). Oxford University Press.

Evans, G. (1999b). *The End of Class Politics ? Class Voting in Comparative Context*. Oxford University Press.

Evans, G., & Mills, C. (1998). Identifying Class Structure : A Latent Class Analysis of the Criterion-Related and Construct Validity of the Goldthorpe Class Schema. *European Sociological Review*, *14*(1), 87-106. http://www.jstor.org/stable/522482

Evans, G., & Mills, C. (2000). In Search of the Wage-Labour/Service Contract : New Evidence on the Validity of the Goldthorpe Class Schema. *The British Journal of Sociology*, *51*(4), 641-661. https://doi.org/10.1080/00071310020015307 [41]

Evans, G., & Northmore-Ball, K. (2018). Long-Term Factors. Class and Religious Cleavages. In J. Fisher, E. Fieldhouse, M. N. Franklin, R. Gibson, M. Cantijoch & C. Wlezien (éd.), *The Routledge Handbook of Elections, Voting Behavior and Public Opinion* (p. 136-145). Routledge.

Falter, J. W., & Hänisch, D. (2013). Die Anfälligkeit von Arbeitern Gegenüber Der NSDAP Bei Den Reichstagswahlen 1928-1933. *Historical Social*

38. https://doi.org/10.1080/01402382.2021.1902115
39. https://doi.org/10.1080/13501763.2018.1545796
40. https://doi.org/10.1093/0198742002.001.0001
41. https://doi.org/10.1080/00071310020015307

Research / Historische Sozialforschung., (25), 145-193. (Date de première publication 1986)

Falter, M. (2011). Critical Thinking Beyond Hufeisen. »Extremismus« Und Seine Politische Funktionalität. In F. für kritische Rechtsextremismusforschung (éd.), *Ordnung. Macht. Extremismus. Effekte Und Alternativen Des Extremismus-Modells* (p. 85-101). VS Verlag für Sozialwissenschaften.

Ferrera, M. (1996). The 'Southern Model' of Welfare in Social Europe. *Journal of European Social Policy*, *6*(1), 17-37. https://doi.org/10.1177/095892879600600102 [42]

Fichter, M., Kreis, J., Pollach, G., Stöss, R., & Zeuner, B. (2004). *Gewerkschaften Und Rechtsextremismus. Abschlussbericht* (rapp. tech.). Freie Universität Berlin. Berlin.

Flanagan, S. C., & Lee, A.-R. (2003). The New Politics, Culture Wars, and The Authoritarian-Libertarian Value Change in Advanced Industrial Democracies. *Comparative Political Studies*, *36*(3), 235-270. https://doi.org/10.1177/0010414002250664 [43]

Francia, P. L. (2020). The White Working Class, Union Households, and Trade : Did the Trump Coalition Endure ? *Society*, *57*(6), 669-674. https://doi.org/10.1007/s12115-020-00553-9 [44]

Frymer, P. (2010). *Uneasy Alliances : Race and Party Competition in America* (With a New afterword by the author). Princeton University Press. https://doi.org/10.23943/9781400836413 [45]

Gabel, M., & Hix, S. (2002). Defining the EU Policy Space. An Empirical Study of the European Elections Manifestos, 1979-1999. *Comparative Political Studies*, *35*(8), 934-964. https://doi.org/10.1177/001041402236309 [46]

Gest, J. (2016). *The New Minority. White Working Class Politics in an Age of Immigration and Inequality*. Oxford University Press.

Gest, J. (2018). *The White Working Class. What Everyone Needs to Know*. Oxford University Press.

Gil, C. M. (2019). Spatial Analysis of La République En Marche and French Parties, 2002–2017. *French Politics*, *17*(2), 184-210. https://doi.org/10.1057/s41253-018-0073-x [47]

Gingrich, J., & Häusermann, S. (2015). The Decline of the Working-Class Vote, the Reconfiguration of the Welfare Support Coalition and Consequences

42. https://doi.org/10.1177/095892879600600102
43. https://doi.org/10.1177/0010414002250664
44. https://doi.org/10.1007/s12115-020-00553-9
45. https://doi.org/10.23943/9781400836413
46. https://doi.org/10.1177/001041402236309
47. https://doi.org/10.1057/s41253-018-0073-x

for the Welfare State. *Journal of European Social Policy*, *25*(1), 50-75. https://doi.org/10.1177/0958928714556970 [48]

GLES. (2019a). *Pre- and Post-election Cross Section (Cumulation) (GLES 2013) Vor- und Nachwahl-Querschnitt (Kumulation) (GLES 2013)* (Version 4.0.1). [object Object]. https://doi.org/10.4232/1.13233 [49]

GLES. (2019b). *Pre- and Post-election Cross Section (Cumulation) (GLES 2017)* (Version 3.0.1). https://doi.org/10.4232/1.13236 [50]

Gobineau, A. (1933). *Essai Sur l'inégalité Des Races Humaines* (6. éd.). Firmin-Didot. (Date de première publication 1852)

Golder, M., & Stramski, J. (2010). Ideological Congruence and Electoral Institutions. *American Journal of Political Science*, *54*(1), 90-106. https://doi.org/10.1111/j.1540-5907.2009.00420.x [51]

Goldthorpe, J. H., & Marshall, G. (1992). The Promising Future of Class Analysis : A Response to Recent Critiques. *Sociology*, *26*(3), 381-400. https://doi.org/10.1177/0038038592026003002 [52]

Goodhart, D. (2017). *The road to somewhere : the populist revolt and the future of politics*. Hurst & company.

Goovaerts, I., Kern, A., van Haute, E., & Marien, S. (2020). Drivers of Support for the Populist Radical Left and Populist Radical Right in Belgium. An Analysis of the VB and the PVDA-PTB Vote at the 2019 Elections. *Politics of the Low Countries*, *2*(3), 228-264. https://doi.org/10.5553/PLC/258999292020002003002 [53]

Gorz, A. (1982). *Farewell to the Working Class. A Essay on Post-Industrial Socialism*. Pluto Press.

Gorz, A. (1999). *Reclaiming Work. Beyond the Wage-Based Society*. Polity Press.

Gougou, F. (2012). *Comprendre Les Mutations Du Vote Des Ouvriers : Vote de Classe, Transformation Des Clivages et Changement Électoral En France et En Allemagne Depuis 1945*. https://shs.hal.science/tel-01701077

Gougou, F. (2015). Chapitre 14 / Les Ouvriers et Le Vote Front National. Les Logiques d'un Réalignement Électoral. In S. Crépon, A. Dézé & N. Mayer (éd.), *Les Faux-Semblants Du Front National* (p. 323-344). Presses de Sciences Po. https://www.cairn.info/les-faux-semblants-du-front-national--9782724618105-page-323.htm

48. https://doi.org/10.1177/0958928714556970
49. https://doi.org/10.4232/1.13233
50. https://doi.org/10.4232/1.13236
51. https://doi.org/10.1111/j.1540-5907.2009.00420.x
52. https://doi.org/10.1177/0038038592026003002
53. https://doi.org/10.5553/PLC/258999292020002003002

Gould, S. J. (2007). *Punctuated Equilibrium* (1st pbk. ed). Belknap Press of Harvard University Press.
OCLC : ocm79003077.

Gourdon, A. (1955). Le parti radical. In M. Duverger (éd.), *Partis politiques et classes sociales en France* (p. 219-239). Presses de Sciences Po. https://www.cairn.info/partis-politiques-et-classes-sociales-en-france--9782724601173-p-219.htm

Green-Pedersen, C., & Mortensen, P. B. (2015). Avoidance and Engagement : Issue Competition in Multiparty Systems. *Political Studies*, *63*(4), 747-764. https://doi.org/https://doi.org/10.1111/1467-9248.12121 [54]

Grégoire, O. (2019). Le vote des Gilets jaunes. *Commentaire*, *Numéro 167*(3), 551-560. https://doi.org/10.3917/comm.167.0551 [55]

Greve, B. (éd.). (2022). *De Gruyter Handbook of Contemporary Welfare States*. De Gruyter.

Grunberg, G., & Chiche, J. (1995). Le regain socialiste. In *Le vote de crise* (p. 189-209). Presses de Sciences Po. https://doi.org/10.3917/scpo.perri.1995.01.0189 [56]

Grusky, D. (2005). Foundations of a Neo-Durkheimian Class Analysis. In E. O. Wright (éd.), *Approaches to Class Analysis*. Cambridge University Press.

Gubbay, J. (1997). A Marxist Critique of Weberian Class Analysis. *Sociology*, *31*(1), 73-89. http://www.jstor.org/stable/42855770

Guilluy, C. (2014). *La France Périphérique. Comment on a Sacrifié Les Classes Populaires*. Flammarion.

Gygli, S., Haelg, F., Potrafke, N., & Sturm, J.-E. (2019). The KOF Globalisation Index – Revisited. *The Review of International Organizations*, *14*(3), 543-574. https://doi.org/10.1007/s11558-019-09344-2 [57]

Hajnal, Z. L. (2020). *Dangerously divided : how race and class shape winning and losing in American politics*. Cambridge university press.

Halimi, S. (1993). *Sisyphe Est Fatigué : Les Échecs de La Gauche Au Pouvoir : 1924, 1936, 1944, 1981*. R. Laffont.

Hancock, A.-M. (2016). *Intersectionality. An Intellectual History*. Oxford University Press.

Häusermann, S., & Kriesi, H. (2015). What Do Voters Want ? Dimensions and Configurations in Individual-Level Preferences and Party Choice. In P. Beramendi, S. Häusermann, H. Kitschelt & H. Kriesi (éd.), *The Politics of Advanced Capitalism* (p. 202-230). Cambridge University Press.

54. https://doi.org/https://doi.org/10.1111/1467-9248.12121
55. https://doi.org/10.3917/comm.167.0551
56. https://doi.org/10.3917/scpo.perri.1995.01.0189
57. https://doi.org/10.1007/s11558-019-09344-2

Hegel, G. W. F. (1959). *Enzyklopädie Der Philosophischen Wissenschaften Im Grundrisse* (6.). F. Meiner. (Date de première publication 1830)

Heidegger, M. (1947). *Platons Lehre von Der Wahrheit. Mit Einem Brief Über Den Humanismus*. Verlag A. Francke AG.

Heitmeyer, W. (2008). Ideologie Der Ungleichwertigkeit. In W. Heitmeyer (éd.), *Deutsche Zustände. Folge 6* (p. 36-44). Suhrkamp.

Hertel, F. R. (2017). *Social Mobility in the 20th Century. Class Mobility and Occupational Change in the United States and Germany*. Springer.

Herzog, D. (2005). *Sex after Fascism. Memory and Morality in Twentieth-Century Germany*. Princeton University Presse.

Hibberts, M., Burke Johnson, R., & Hudson, K. (2012). Common Survey Sampling Techniques. In L. Gideon (éd.), *Handbook of Survey Methodology for the Social Sciences* (p. 53-74). Springer. https://doi.org/10.1007/978-1-4614-3876-2_5 [58]

Hochschild, A. R. (2016). *Strangers in Their Own Land : Anger and Mourning on the American Right*. New Press.

Hooghe, L., & Marks, G. (2018). Cleavage Theory Meets Europe's Crises : Lipset, Rokkan, and the Transnational Cleavage. *Journal of European Public Policy*, *25*(1), 109-135. https://doi.org/10.1080/13501763.2017.1310279 [59]

Höpner, M., & Lutter, M. (2018). The Diversity of Wage Regimes : Why the Eurozone Is Too Heterogeneous for the Euro (2017/03/07). *European Political Science Review*, *10*(1), 71-96. https://doi.org/10.1017/S1755773916000217 [60]

Hout, M., Brooks, C., & Manza, J. (1995). The Democratic Class Struggle in the United States, 1948-1992. *American Sociological Review*, *60*(6), 805-828. https://doi.org/10.2307/2096428 [61]

Hutchings, V. L., & Jefferson, H. J. (2018). The Sociological and Social-Psychological Approaches. In J. Fisher, E. Fieldhouse, M. N. Franklin, R. Gibson, M. Cantijoch & C. Wlezien (éd.), *The Routledge Handbook of Elections, Voting Behavior and Public Opinion* (p. 21-29). Routledge.

Hutter, S. (2014, août). Globalization and the Integration–Demarcation Cleavage. In *Protesting Culture and Economics in Western Europe : New Cleavages in Left and Right Politics*. University of Minnesota Press. https://doi.org/10.5749/minnesota/9780816691180.003.0001 [62]

Inglehart, R. (1977). *The Silent Revolution : Changing Values and Political Styles among Western Publics*. Princeton University Press. http://www.loc.gov/catdir/enhancements/fy1504/76024294-d.html

58. https://doi.org/10.1007/978-1-4614-3876-2_5
59. https://doi.org/10.1080/13501763.2017.1310279
60. https://doi.org/10.1017/S1755773916000217
61. https://doi.org/10.2307/2096428
62. https://doi.org/10.5749/minnesota/9780816691180.003.0001

Inglehart, R., Haerpfe, C., Moreno, A., Welzel, C., Diez-Medrano, J., Lagos, N., Norris, P., Ponarin, E., & Puranen, B. (2014). World Values Survey : All Rounds - Country-Pooled Datafile. *JD Systems Institute*. https://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWVL.jsp.

Ishida, H., & Slater, D. H. (2010). Social Class in Japan. In H. Ishida & D. H. Slater (éd.), *Social Class in Contemporary Japan. Structures, Sorting and Strategies* (p. 1-29). Routledge.

Jesse, E., & Thieme, T. (éd.). (2011). *Extremismus in Den EU-Staaten* (1. Auflage). VS Verlag.

Jessee, S. A. (2010). Partisan Bias, Political Information and Spatial Voting in the 2008 Presidential Election. *The Journal of Politics*, *72*(2), 327-340. https://doi.org/10.1017/S0022381609990764 [63]

Jessop, B. (2015). Margaret Thatcher and Thatcherism : Dead but not buried. *British Politics*, *10*(1), 16-30. https://doi.org/10.1057/bp.2014.22 [64]

Jolly, S., Bakker, R., Hooghe, L., Marks, G., Polk, J., Rovny, J., Steenbergen, M., & Vachudova, M. A. (2022). Chapel Hill Expert Survey trend file, 1999–2019. *Electoral Studies*, *75*, 102420. https://doi.org/10.1016/j.electstud.2021.102420 [65]

Joye, D., & Levy, R. (1994). Vers Une Analyse de La Stratification Sociale En Suisse. *Revue suisse de sociologie*, *20*(2), 405-437.

Julliard, J. (2012). *Les Gauches Française (1762-2012) : Histoire, Politique et Imaginaires*. Flammarion.

Kadritzke, U. (2017). *Mythos « Mitte » : Oder : Die Entsorgung Der Klassenfrage*. Bertz + Fischer.

Kahrs, H. (2016, juin 15). *Von der Linkspartei zur AfD und wieder zurück ? Zur Empirie der Wählerinnen- und Wählerwanderung von links nach rechts* (N° 1/2016). Institut für Gesellschaftsanalyse der Rosa-Luxemburg-Stiftung. Berlin. https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/Studien/Arbeitspapier_Von_der_Linkspartei_zur_AfD_und_wieder_zurueck.pdf

Kalmar, I. D. (2022). *White but Not Quite : Central Europe's Illiberal Revolt*. Bristol University Press.
OCLC : on1308678398.

Kaltefleiter, W. (1985). *Kiel Election Study 1980* (Version 1.0.0). https://doi.org/10.4232/1.1398 [66]

63. https://doi.org/10.1017/S0022381609990764
64. https://doi.org/10.1057/bp.2014.22
65. https://doi.org/10.1016/j.electstud.2021.102420
66. https://doi.org/10.4232/1.1398

Kaltwasser, C. R., Taggart, P., Espejo, P. O., & Ostiguy, P. (éd.). (2017, octobre 26). *The Oxford Handbook of Populism*. Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198803560.001.0001 [67]

Kepel, G., & Jardin, A. (2017). Chapitre II. Du vote des musulmans au vote musulman. In *Terreur dans l'Hexagone* (p. 82-132). Gallimard.

Key, V. O. (1959). Secular Realignment and the Party System. *The Journal of Politics*, *21*(2), 198-210. https://doi.org/10.2307/2127162 [68]

Key, V. O. (1955). A Theory of Critical Elections. *The Journal of Politics*, *17*(1), 3-18. https://doi.org/10.2307/2126401 [69]

Kiess, J. (2011). Rechtsextrem – Extremistisch – Demokratisch ? Der Prekäre Begriff »Rechtsextremismus« in Der Einstellungsforschung. In F. für kritische Rechtsextremismusforschung (éd.), *Ordnung. Macht. Extremismus. Effekte Und Alternativen Des Extremismus-Modells* (p. 240-260). VS Verlag.

King, G., Keohane, R. O., & Verba, S. (1994). *Designing Social Inquiry : Scientific Inference in Qualitative Research*. Princeton University Press. 978-0-691-03471-3.

Kingston, P. W. (2000). *The Classless Society*. Stanford University Press.

Kirchheimer, O. (1965). Der Wandel Des Westeuropäischen Parteiensystems. *Politische Vierteljahresschrift*, *6*(1), 20-41.

Kitschelt, H. (2010). The Comparative Analysis of Electoral and Partisan Politics : A Comment on a Special Issue of West European Politics. *West European Politics*, *33*(3), 659-672. https://doi.org/10.1080/01402381003654692 [70]

Kitschelt, H. (2013). Social Class and the Radical Right. Conceptualizing Political Preference Formation and Partisan Choice. In J. Rydgren (éd.), *Class Politics and the Radical Right* (p. 224-251). Routledge.

Kitschelt, H., & McGann, A. J. (1995). *The Radical Right in Western Europe : A Comparative Analysis*. University of Michigan Press. http://www.loc.gov/catdir/description/umich051/95041373.html

Kitschelt, H., & Rehm, P. (2014). Occupations as a Site of Political Preference Formation. *Comparative Political Studies*, *47*(12), 1670-1706. https://doi.org/10.1177/0010414013516066 [71]

Knelangen, W. (2005). Regierungssystem Sui Generis ? Die Institutionelle Ordnung Der EU in Vergleichender Sicht. *Zeitschrift für Staats- und Europawissenschaften*, *3*(1). https://doi.org/10.1515/zfse.2005.3.1.7 [72]

67. https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198803560.001.0001
68. https://doi.org/10.2307/2127162
69. https://doi.org/10.2307/2126401
70. https://doi.org/10.1080/01402381003654692
71. https://doi.org/10.1177/0010414013516066
72. https://doi.org/10.1515/zfse.2005.3.1.7

Knutsen, O., & Langsæther, P. E. (2015). Class Voting in Western Europe - Do Various Class Schemas Make a Difference ?

Komlos, J. (2019). Reaganomics : A Watershed Moment on the Road to Trumpism. *The Economists' Voice*, *16*(1), 20180032. https://doi.org/10.1515/ev-2018-0032 [73]

Kootstra, A. (2016). Deserving and Undeserving Welfare Claimants in Britain and the Netherlands : Examining the Role of Ethnicity and Migration Status Using a Vignette Experiment. *European Sociological Review*, *32*(3), 325-338.

Kootstra, A. (2017). Us versus Them : Examining the Perceived Deservingness of Minority Groups in The British Welfare State Using a Survey Experiment. In W. van Oorschot, F. Roosma, B. Meuleman & T. Reeskens (éd.), *The Social Legitimacy of Targeted Welfare. Attitudes to Welfare Deservingness* (p. 263-280). Edward Elgar Publishing, Inc.

Koppetsch, C. (2019). *Die Gesellschaft Des Zorns : Rechtspopulismus Im Globalen Zeitalter*. transcript Verlag.

Korpi, W. ([1983] 2018). *The Democratic Class Struggle*. Routledge.

Korte, K.-R. (2019). Die Bundestagswahl 2017 : Ein Plebiszit Über Die Flüchtlingspolitik. In K.-R. Korte & J. Schoofs (éd.), *Die Bundestagswahl 2017 : Analysen Der Wahl-, Parteien-, Kommunikations- Und Regierungsforschung* (p. 1-19). Springer Fachmedien Wiesbaden. https://doi.org/10.1007/978-3-658-25050-8_1 [74]

Kriesi, H. (2010). Restructuration of Partisan Politics and the Emergence of a New Cleavage Based on Values. *West European Politics*, *33*(3), 673-685. https://doi.org/10.1080/01402381003654726 [75]

Kriesi, H., Grande, E., Lachat, R., Dolezal, M., Bornschier, S., & Frey, T. (2006). Globalization and the Transformation of the National Political Space : Six European Countries Compared. *European Journal of Political Research*, *45*(6), 921-956. https://doi.org/doi:10.1111/j.1475-6765.2006.00644.x [76]

Kriesi, H., Grande, E., Lachat, R., Dolezal, M., Bornschier, S., & Frey, T. (2008a). Globalization and Its Impact on National Spaces of Competition. In H. Kriesi, E. Grande, R. Lachat, M. Dolezal, S. Bornschier & T. Frey (éd.), *Western European Politics in the Age of Globalization* (p. 3-22). Cambridge University Press.

Kriesi, H., Grande, E., Lachat, R., Dolezal, M., Bornschier, S., & Frey, T. (2008b). Globalizing West European Politics : The Change of Cleavage Structures, Parties and Party Systems in Comparative Perspective. In *West*

73. https://doi.org/10.1515/ev-2018-0032
74. https://doi.org/10.1007/978-3-658-25050-8_1
75. https://doi.org/10.1080/01402381003654726
76. https://doi.org/doi:10.1111/j.1475-6765.2006.00644.x

European Politics in the Age of Globalization (p. 320-3444). Cambridge University Press.

Kriesi, H., Grande, E., Lachat, R., Dolezal, M., Bornschier, S., & Frey, T. (2008c). *West European Politics in the Age of Globalization*. Cambridge university Press.

Kuhn, T. S. (1996). *The Structure of Scientific Revolutions* (3rd). University of Chicago Press. http://www.loc.gov/catdir/description/uchi051/96013195.html (Date de première publication 1962)

Kühnl, R. (1971). *Formen Bürgerlicher Herrschaft : Liberalismus - Faschismus*. Rowolth.

Lachaise, B. (2012). Les droites et le programme commun, 1972-1978. In D. Tartakowsky & A. Bergounioux (éd.), *L'union sans unité : Le programme commun de la gauche, 1963-1968* (p. 119-131). Presses universitaires de Rennes. https://doi.org/10.4000/books.pur.129147 [77]

Lachat, R. (2007). Measuring Cleavage Strength. http://www.romain-lachat.ch/papers/cleavages.pdf

Lachat, R. (2015). The Role of Party Identification in Spatial Models of Voting Choice. *Political Science Research and Methods*, *3*(3), 641-658. https://doi.org/10.1017/psrm.2015.2 [78]

Lachat, R. (2017). Value Cleavages. In K. Arzheimer, J. Evans & M. S. Lewis-Beck (éd.), *The SAGE Handbook of Electoral Behaviour* (p. 561-583, T. 2). SAGE.

Laloux, T., Van Ingelgom, V., Verhaegen, S., & Verseilles, A. (2022). *Citizens' Perceptions of and Attitudes towards Globalization : A Systematic Review and Research Agenda*.

Langenfeld, C. (2019). La Jurisprudence Récente de La Cour Constitutionnelle Allemande Relative Au Droit de l'Union Européenne. *Titre VII*, *2*(1), 69-80. https://doi.org/10.3917/tvii.002.0069 [79]

Langsæther, P. E. (2019). Class Voting and the Differential Role of Political Values : Evidence from 12 West-European Countries. *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, *29*(1), 125-142. https://doi.org/10.1080/17457289.2018.1464015 [80]

Larcher, S. (2017). « Nos vies sont politiques ! » L'afroféminisme en France ou la riposte des petites-filles de l'Empire. *Participations*, *19*(3), 97-127. https://doi.org/10.3917/parti.019.0097 [81]

77. https://doi.org/10.4000/books.pur.129147
78. https://doi.org/10.1017/psrm.2015.2
79. https://doi.org/10.3917/tvii.002.0069
80. https://doi.org/10.1080/17457289.2018.1464015
81. https://doi.org/10.3917/parti.019.0097

Lazarsfeld, P. F., Berelson, B., & Gaudet, H. (1960). *The People's Choice. How The Voter Makes His Mind in a Presidential Campaign* (Fifth Printing). Columbia University Press. (Date de première publication 1944)

Lehman, P., Burst, T., Lewandowski, J., Matthiess, T., Regel, S., & Zehnter, L. (2022). Manifesto Corpus. Version : 2022-1. *WZB Berlin Social Science Center*. https://manifesto-project.wzb.eu/

Lengfeld, H. (2018). Der „Kleine Mann" Und Die AfD : Was Steckt Dahinter ? *KZfSS Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, *70*(2), 295-310. https://doi.org/10.1007/s11577-018-0536-8 [82]

Lengfeld, H., & Dilger, C. (2018). Kulturelle Und Ökonomische Bedrohung. Eine Analyse Der Ursachen Der Parteiidentifikation Mit Der „Alternative Für Deutschland" Mit Dem Sozio-oekonomischen Panel 2016. *Zeitschrift für Soziologie*, *47*(3), 181-199.

Lipset, S. M. (1959). Democracy and Working-Class Authoritarianism. *American Sociological Review*, *24*(4), 482-501. https://doi.org/10.2307/2089536 [83]

Lipset, S. M. (1960). *Political Man. The Social Bases of Politics*. Doubleday & Company.

Lipset, S. M. (2001). Cleavages, Parties and Democracy. In L. Karvonen & S. Kuhnle (éd.), *Party Systems and Voter Alignments Revisited* (p. 2-8). Routledge.

Lipset, S. M., & Rokkan, S. (1967a). Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments : An Introduction. In S. M. Lipset & S. Rokkan (éd.), *Party Systems and Voter Alignments : Cross-National Perspectives.* (p. 1-61). Free Press.

Lipset, S. M., & Rokkan, S. (1967b). *Party Systems and Voter Alignments : Cross-National Perspectives.* Free Press.

Loch, D. (2005). La Droite Radicale et La « Dénationalisation ». Autriche, France, Allemagne. In E. Nadal, M. Marty, C. Thiriot & D.-L. Seiler (éd.), *Faire de La Politique Comparée* (p. 27-44). Éditions Karthala. https://doi.org/10.3917/kart.nadal.2005.01.0027 [84]

Louis, É. (2014). *En Finir Avec Eddy Bellegueule*. Seuil.

LOWE, W., BENOIT, K., MIKHAYLOV, S., & LAVER, M. (2011). Scaling Policy Preferences from Coded Political Texts. *Legislative Studies Quarterly*, *36*(1), 123-155. https://doi.org/https://doi.org/10.1111/j.1939-9162.2010.00006.x [85]

Lune, H., & Berg, B. L. (2017). *Qualitative research methods for the social sciences* (Ninth edition, global edition). Pearson.

82. https://doi.org/10.1007/s11577-018-0536-8
83. https://doi.org/10.2307/2089536
84. https://doi.org/10.3917/kart.nadal.2005.01.0027
85. https://doi.org/https://doi.org/10.1111/j.1939-9162.2010.00006.x

Lux, T. (2018). Die AfD Und Die Unteren Statuslagen. Eine Forschungsnotiz Zu Holger Lengfelds Studie Die „Alternative Für Deutschland“ : Eine Partei Für Modernisierungsverlierer ? *KZfSS Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, *70*(2), 255-273. https://doi.org/10.1007/s11577-018-0521-2 [86]

Mader, M., Steiner, N. D., & Schoen, H. (2019). The Globalisation Divide in the Public Mind : Belief Systems on Globalisation and Their Electoral Consequences. *Journal of European Public Policy*, 1-20. https://doi.org/10.1080/13501763.2019.1674906 [87]

Malo, J., Marie, L., & Sauger, N. (2023). 65 Ans d'enquêtes Électorales En France : Une Post-Harmonisation, 6. https://sciencespo.hal.science/hal-04032972

Mann, D.-J. (2009). Ein Gebilde Sui Generis ? Die Debatte Um Das Wesen Der Europäischen Union Im Spiegel Der „Nature of the Union“-Kontroverse in Den USA. In F. Decker & M. Höreth (éd.), *Die Verfassung Europas* (p. 319-343). VS Verlag für Sozialwissenschaften.

Manow, P. (2018). *Die Politische Ökonomie Des Populismus*. Suhrkamp.

Manza, J., Hout, M., & Brooks, C. (1995). Class Voting in Capitalist Democracies Since World War II : Dealignment, Realignment, or Trendless Fluctuation ? *Annual Review of Sociology*, *21*, 137-162. http://www.jstor.org/stable/2083407

Margolin, J.-L. (1997). Cambodge : Au Pays Du Crime Déconcertant. In S. Courtois, N. Werth, J.-L. Panné, A. Paczkowski, K. Bartosek & J.-L. Margolin (éd.), *Le Livre Noir Du Communisme. Crimes, Terreur, Répression* (p. 631-695). Robert Laffont.

Margolin, J.-L. (2003). Le Cambodge Des Khmers Rouges : De La Logique de Guerre Totale Au Genocide. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, *77*(1), 3-18. https://doi.org/10.3917/ving.077.0003 [88]

Martigny, V. (2017). À gauche, la fin de la synthèse social-démocrate. In P. Perrineau (éd.), *Le vote disruptif* (p. 43-58). Presses de Sciences Po. https://doi.org/10.3917/scpo.perri.2017.02.0043 [89]

Martin, P. (2000). *Comprendre Les Évolutions Électorales : La Théorie Des Réalignements Revisitée*. Presses de Sciences Po.

Martin, P. (2005). *Dynamiques partisanes et réalignements électoraux au Canada (1867-2004)*. L'Harmattan.

86. https://doi.org/10.1007/s11577-018-0521-2
87. https://doi.org/10.1080/13501763.2019.1674906
88. https://doi.org/10.3917/ving.077.0003
89. https://doi.org/10.3917/scpo.perri.2017.02.0043

Marx, K. (1961a). Die Wahlresultate in Den Nordstaaten. In K. Marx & F. Engels (éd.), *Werke* (p. 565-566, T. 15). Dietz. (Date de première publication 1862)

Marx, K. (1961b). Zur Kritik Der Politischen Ökonomie. In K. Marx & F. Engels (éd.), *Werke* (p. 3-160, T. 13). Dietz Verlag. (Date de première publication 1859)

Marx, K. (1962). Der Generalrat an Den Föderalrat Der Romanischen Schweiz. In K. Marx & F. Engels (éd.), *Werke* (p. 384-391, T. 16). Dietz. (Date de première publication 1870)

Marx, K. (1964). Das Kapital. Kritik Der Politischen Ökonomie. Dritter Band. Buch III : Der Gesamtprozess Der Kapitalistischen Produktion. In K. Marx & F. Engels (éd.), *Werke* (T. 25). Dietz Verlag. (Date de première publication 1894)

Mau, S., Jan, M., & Zimmermann, A. (2008). Cosmopolitan Attitudes through Transnational Social Practices ? *Global Networks*, *8*(1), 1-24. https://doi.org/10.1111/j.1471-0374.2008.00183.x [90]

Mau, S., Lux, T., & Gülzau, F. (2020). Die Drei Arenen Der Neuen Ungleichheitskonflikte. Eine Sozialstrukturelle Positionsbestimmung Der Einstellungen Zu Umverteilung, Migration Und Sexueller Diversität. *Berliner Journal für Soziologie*, *30*(3), 317-346. https://doi.org/10.1007/s11609-020-00420-8 [91]

Mau, S., Lux, T., & Westheuser, L. (2023). *Triggerpunkte Konsens und Konflikt in der Gegenwartsgesellschaft* (Originalausgabe). Suhrkamp Verlag. OCLC : 1401688791.

Mayer, N. (2002). Les hauts et les bas du vote Le Pen 2002. *Revue française de science politique*, *52*(5), 505-520. https://doi.org/10.3917/rfsp.525.0505 [92]

Mayer, N. (2007). Que reste-t-il du vote de classe ? In P. Perrineau & L. Rouban (éd.), *La politique en France et en Europe* (p. 287-310). Presses de Sciences Po. https://doi.org/10.3917/scpo.perri.2007.02.287 [93]

Mayer, N., Boy, D., Chiche, J., Dupoirier, É., Grungerg, G., Haegel, F., Michelat, G., Percheron, A., Platone, F., Ranger, J., & Schweisguth, É. (2020). *Enquête Post-Électorale Française 1988*. https://doi.org/10.21410/7E4/PBPOH2 [94]

Mayer, N., Boy, D., & Lewis-Beck, M. (2020). *Enquête Post-Électorale Française 1995*. [object Object]. https://doi.org/10.21410/7E4/MYX5F0 [95]

90. https://doi.org/10.1111/j.1471-0374.2008.00183.x
91. https://doi.org/10.1007/s11609-020-00420-8
92. https://doi.org/10.3917/rfsp.525.0505
93. https://doi.org/10.3917/scpo.perri.2007.02.287
94. https://doi.org/10.21410/7E4/PBPOH2
95. https://doi.org/10.21410/7E4/MYX5F0

McDonald, M. D. (2013). Measuring Uncertainty and Error Directly from End Estimates. In A. Volkens, J. Bara, I. Budge, M. D. McDonald, R. Best & S. Franzmann (éd.), *Mapping Policy Preferences From Texts III : Statistical Solutions for Manifesto Analysts* (p. 107-127). Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199640041.001.0001 [96]

Merkel, W. (2017). Kosmopolitismus versus Kommunitarismus - Ein Neuer Konflikt. In M. Bröning & M. C. P. (éd.), *Flucht, Migration Und Die Linke in Europa* (p. 299-313). Dietz.

Meuleman, B., Żółtak, T., Pokropek, A., Davidov, E., Muthén, B., Oberski, D. L., Billiet, J., & Schmidt, P. (2023). Why Measurement Invariance *is* Important in Comparative Research. A Response to Welzel et al. (2021). *Sociological Methods & Research*, *52*(3), 1401-1419. https://doi.org/10.1177/00491241221091755 [97]

Michelat, G., & Simon, M. (1971). Classe Sociale Objective, Classe Sociale Subjective et Comportement Électoral. *Revue Française de Sociologie*, *12*(4), 483. https://doi.org/10.2307/3320633 [98]

Morgan, S. L., & Lee, J. (2017). The White Working Class and Voter Turnout in U.S. Presidential Elections, 2004 to 2016. *Sociological Science*, *4*, 656-685. https://doi.org/10.15195/v4.a27 [99]

Morgan, S. L., & Lee, J. (2018). Trump Voters and the White Working Class. *Sociological Science*, *5*, 234-245. https://doi.org/10.15195/v5.a10 [100]

Mouffe, C. (2018). *Pour Un Populisme de Gauche*. Albin Michel.

Mudde, C. (2004). The Populist Zeitgeist. *Government and Opposition*, *39*(4), 541-563. http://www.jstor.org/stable/44483088

Mudde, C. (2007). *Populist Radical Right Parties in Europe*. Cambridge University Press.

Mudde, C. (2016). Populist Radical Right Parties Today. In J. Abromeit, B. M. Chesterton, G. Marotta & Y. Norman (éd.), *Transformations of Populism in Europe and the Americas. History and Recent Tendencies* (p. 295-307). Bloomsbury Academic.

Nachtwey, O. (2016). *Die Abstiegsgesellschaft. Über Das Aufbegehren in Der Regressiven Moderne*. Suhrkamp.

Nelson, R. L. (éd.). (2009). *Germans, Poland, and Colonial Expansion to the East : 1850 through the Present* (1st ed). Palgrave Macmillan. OCLC : ocn263300352.

96. https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199640041.001.0001
97. https://doi.org/10.1177/00491241221091755
98. https://doi.org/10.2307/3320633
99. https://doi.org/10.15195/v4.a27
100. https://doi.org/10.15195/v5.a10

Netjes, C. E., & Binnema, H. A. (2007). The salience of the European integration issue : Three data sources compared. *Electoral Studies*, *26*(1), 39-49. https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.electstud.2006.04.007 [101]

Neu, V., & Pokorny, S. (2017). *Bundestagswahl in Deutschland Am 24. September 2017. Tabellenanhang Zur Wahlanalyse. Endgültiges Ergebnis* (rapp. tech.). Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

Niedermayer, O. (2020). Konkurrenz am rechten Rand : Die Etablierung der AfD im Parteiensystem. In U. Jun & O. Niedermayer (éd.), *Die Parteien nach der Bundestagswahl 2017* (p. 105-132). Springer Fachmedien Wiesbaden. https://doi.org/10.1007/978-3-658-29771-8_4 [102]

Nieuwbeerta, P., & De Graaf, N. D. (1999). Traditional Class Voting in Twenty Postwar Societies. In G. Evans (éd.), *The End of Class Politics ? Class Voting in Comparative Context* (p. 23-56). Oxford University Press.

Nohlen, D. (2004). Globalisierung. In D. Nohlen & R.-O. Schultze (éd.), *Lexikon Der Politikwissenschaft* (p. 301-303, T. 1). C. H. Beck.

Norwegian Agency for Shared Services in Education and Research. (2002). *ESS Round 1 : European Social Survey Round 1 Data* (Version Data file edition 6.6. Sikt). https://doi.org/10.21338/NSD-ESS1-2002 [103]

Norwegian Agency for Shared Services in Education and Research. (2004). *ESS Round 2 : European Social Survey Round 2 Data* (Version Data file edition 3.6. Sikt). https://doi.org/10.21338/NSD-ESS2-2004 [104]

Norwegian Agency for Shared Services in Education and Research. (2006). *ESS Round 3 : European Social Survey Round 3 Data* (Version Data file edition 3.7. Sikt). https://doi.org/10.21338/NSD-ESS2-2004 [105]

Norwegian Agency for Shared Services in Education and Research. (2008). *ESS Round 4 : European Social Survey Round 4 Data* (Version Data file edition 4.5. Sikt). https://doi.org/10.21338/NSD-ESS4-2008 [106]

Norwegian Agency for Shared Services in Education and Research. (2010). *ESS Round 5 : European Social Survey Round 5 Data* (Version Data file edition 3.4. Sikt). https://doi.org/10.21338/NSD-ESS5-2010 [107]

Norwegian Agency for Shared Services in Education and Research. (2012). *ESS Round 6 : European Social Survey Round 6 Data* (Version Data file edition 2.4. Sikt). https://doi.org/10.21338/NSD-ESS6-2012 [108]

101. https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.electstud.2006.04.007
102. https://doi.org/10.1007/978-3-658-29771-8_4
103. https://doi.org/10.21338/NSD-ESS1-2002
104. https://doi.org/10.21338/NSD-ESS2-2004
105. https://doi.org/10.21338/NSD-ESS2-2004
106. https://doi.org/10.21338/NSD-ESS4-2008
107. https://doi.org/10.21338/NSD-ESS5-2010
108. https://doi.org/10.21338/NSD-ESS6-2012

Norwegian Agency for Shared Services in Education and Research. (2014). *ESS Round 7 : European Social Survey Round 7 Data* (Version Data file edition 2.2. Sikt). https://doi.org/10.21338/NSD-ESS7-2014 [109]

Norwegian Agency for Shared Services in Education and Research. (2016). *ESS Round 8 : European Social Survey Round 8 Data* (Version Data file edition 2.2. Sikt). https://doi.org/10.21338/NSD-ESS8-2016 [110]

Norwegian Agency for Shared Services in Education and Research. (2018). *ESS Round 9 : European Social Survey Round 9 Data* (Version Data file edition 3.1. Sikt). https://doi.org/10.21338/NSD-ESS9-2018 [111]

Norwegian Agency for Shared Services in Education and Research. (2020). *ESS Round 10 : European Social Survey Round 10 Data* (Version Data file edition 3.1. Sikt). https://doi.org/10.21338/NSD-ESS10-2020 [112]

Oesch, D. (2003). Labour Market Trends and the Goldhorpe Class Schema ; A Conceptual Reassessment. *Swiss Journal of Sociology*, *29*(2), 241-262.

Oesch, D. (2006a). Coming to Grips with a Changing Class Structure : An Analysis of Employment Stratification in Britain, Germany, Sweden and Switzerland. *International Sociology*, *21*(2), 263-288. https://doi.org/10.1177/0268580906061379 [113]

Oesch, D. (2006b). *Redrawing the Class Map : Stratification and Institutions in Britain, Germany, Sweden and Switzerland*. Palgrave Macmillan.

Oesch, D. (2008). The Changing Shape of Class Voting. *European Societies*, *10*(3), 329-355. https://doi.org/10.1080/14616690701846946 [114]

Oesch, D. (2013). The Class Basis of the Cleavage between the New Left and the Radical Right : An Analysis for Austria, Denmark, Norway and Switzerland. In J. Rydgren (éd.), *Class Politics and the Radical Right*. Routledge.

Oesch, D., & Rennwald, L. (2018). Electoral Competition in Europe's New Tripolar Political Space : Class Voting for the Left, Centre-Right and Radical Right. *European Journal of Political Research*, *57*(4), 783-807. https://doi.org/10.1111/1475-6765.12259 [115]

Oorschot, W. van, Roosma, F., Meuleman, B., & Reeskens, T. (2017). *The Social Legitimacy of Targeted Welfare : Attitudes to Welfare Deservingness*. Edward Elgar Publishing, Inc.

Otjes, S., Ivaldi, G., Jupskås, A. R., & Mazzoleni, O. (2018). It's Not Economic Interventionism, Stupid ! Reassessing the Political Economy of

109. https://doi.org/10.21338/NSD-ESS7-2014
110. https://doi.org/10.21338/NSD-ESS8-2016
111. https://doi.org/10.21338/NSD-ESS9-2018
112. https://doi.org/10.21338/NSD-ESS10-2020
113. https://doi.org/10.1177/0268580906061379
114. https://doi.org/10.1080/14616690701846946
115. https://doi.org/10.1111/1475-6765.12259

Radical Right-wing Populist Parties. *Swiss Political Science Review*, *24*(3), 270-290. https://doi.org/10.1111/spsr.12302 [116]

Pakulski, J., & Waters, M. (1996). *The Death of Class*. Sage.

Patricot, A. (2013). *Les Petits Blancs : Un Voyage Dans La France d'en Bas*. Plein jour.

Perrineau, P. (1996). L'électorat Du Front National : Permanences et Nouveautés. https://corteidh.or.cr/tablas/18414.pdf

Perrineau, P. (2017a). *Cette France de Gauche Qui Vote FN*. Seuil.

Perrineau, P. (2017b). Front National : Un Nouveau Vote de Classe ? In *La Démocratie de l'entre-Soi* (p. 133-146). Presses de Sciences Po. https://www.cairn.info/la-democratie-de-l-entre-soi--9782724620504-page-133.htm

Pfahl-Traughber, A. (1998). *Konservative Revolution Und Neue Rechte. Rechtsextremistische Intelektuelle Gegen Den Demokratischen Verfassungsstaat*. Leske + Budrich.

Phelan, W. (2012). What Is Sui Generis About the European Union ? Costly International Cooperation in a Self-Contained Regime. *International Studies Review*, *14*(3), 367-385. https://doi.org/10.1111/j.1468-2486.2012.01136.x [117]

Pichler, F. (2012). Cosmopolitanism in a Global Perspective : An International Comparison of Open-Minded Orientations and Identity in Relation to Globalization. *International Sociology*, *27*(1), 21-50.

Pied, C. M. (2018). Conservative Populist Politics and the Remaking of the "White Working Class" in the USA. *Dialectical Anthropology*, *42*(2), 193-206. https://doi.org/10.1007/s10624-018-9501-1 [118]

Piketty, T. (2013). *Le Capital Du XXIe Siècle*. Seuil.

Piketty, T. (2018). *Brahmin Left vs Merchant Right : Rising Inequality & the Changing Structure of Political Conflict (Evidence from France, Britain and the US, 1948-2017)* (Report). World Inequality Database. http://piketty.pse.ens.fr/files/Piketty2018.pdf

Piketty, T. (2019). *Capital et Idéologie*. Éditions du Seuil.
OCLC : on1120120635.

Platon. (2008). *Œuvres Complètes* (L. Brisson, éd.). Flammarion.

Ponceyri, R. (1985). *Gaullisme Électoral et Ve République : Les Élections En France Depuis 1958 et La Mutation Du Système Politique*. Presses de l'Institut d'études politiques de Toulouse.

116. https://doi.org/10.1111/spsr.12302
117. https://doi.org/10.1111/j.1468-2486.2012.01136.x
118. https://doi.org/10.1007/s10624-018-9501-1

Popper, K. R. (2013). *The Open Society and Its Enemies* (A. Ryan & E. H. Gombrich, éd.). Princeton University Press. (Date de première publication 1945)

Powell, G. B. (2013). Representation in Context : Election Laws and Ideological Congruence Between Citizens and Governments (2013/03/19). *Perspectives on Politics*, *11*(1), 9-21. https://doi.org/10.1017/S1537592712003635 [119]

Probst, L. (2013). Der Abschied von Köchen Und Kellnern ? Zum Verhältnis SPD Und Bündnis 90/Die Grünen. In F. Decker & E. Jesse (éd.), *Die Deutsche Koalitionsdemokratie Vor Der Bundestagswahl 2013* (1re éd., p. 349-369). Nomos Verlagsgesellschaft mbH & Co. KG. https://doi.org/10.5771/9783845242378-349 [120]

Prosser, C. (2014). Building policy scales from manifesto data : A referential content validity approach. *Electoral Studies*, *35*, 88-101. https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.electstud.2014.05.004 [121]

R Core Team. (2022). *R : A Language and Environment for Statistical Computing* (Version 4.2.2). Vienna, Austria.

Rabinowitz, G., & Macdonald, S. E. (1989). A Directional Theory of Issue Voting. *The American Political Science Review*, *83*(1), 93-121. https://doi.org/10.2307/1956436 [122]

Reckwitz, A. (2017). *Die Gesellschaft Der Singularitäten. Zum Strukturwandel Der Moderne*. Suhrkamp.

Rémond, R. (1982). *Les Droites En France*. Aubier.

Rennwald, L. (2020). A Reflection on Classes ; a Reflection on Parties. In L. Rennwald (éd.), *Social Democratic Parties and the Working Class. New Voting Patterns* (p. 15-31). Palgrave Macmillan.

Rennwald, L., & Evans, G. (2014). When Supply Creates Demand : Social Democratic Party Strategies and the Evolution of Class Voting. *West European Politics*, *37*(5), 1108-1135.

Reuband, K.-H. (1985). Mehrheitsmeinungen Und Wahlentscheidung. Paradoxien Und Dilemmata « Rationalen » Wählens. *Gegenwartskunde. Gesellschaft, Staat, Erziehung*, (34), 299-310.

Rey, H. (2012). Sans Les Classes Populaires, Des Chrysanthèmes Pour La Gauche En 2012. *Mouvements*, *69*(1), 13-18. https://doi.org/10.3917/mouv.069.0013 [123]

119. https://doi.org/10.1017/S1537592712003635
120. https://doi.org/10.5771/9783845242378-349
121. https://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.electstud.2014.05.004
122. https://doi.org/10.2307/1956436
123. https://doi.org/10.3917/mouv.069.0013

Ridder, H.-G. (2020). *Case Study Research : Approaches, Methods, Contribution to Theory* (2e éd.). Rainer Hampp Verlag. https://doi.org/10/3635 [124]

Robertson, D. (2004). *The Routledge Dictionary of Politics*. Routledge.

Rosenhof, T. (2003). *Realignment. The Theory That Changed the Way We Think About American Politics*. Rowman & Littlefield Publishers.

Roth, D. (1990). Die Wahlen Zur Volkskammer in Der DDR. Der Versuch Einer Erklärung. *Politische Vierteljahresschrift*, *31*(3), 369-393.

Röth, L., Afonso, A., & Spies, D. C. (2018). The Impact of Populist Radical Right Parties on Socio-Economic Policies. *European Political Science Review*, *10*(3), 325-350. https://doi.org/10.1017/S1755773917000133 [125]

Roy, O. (2004). *Globalized Islam : the search for a new ummah*. Columbia university press.

Rydgren, J. (2018). The Radical Right. An Introduction. In J. Rydgren (éd.), *The Oxford Handbook of The Radical Right* (p. 23-39). Oxford University Press.

S. W. R. Kultur. (2024, janvier). Franz Josef Strauß : « Rechts von der CSU ... » | 9.8.1987.

Sartori, G. (2005). *Parties and party systems : a framework for analysis* (1. publ). ECPR. (Date de première publication 1976)

Sauger, N. (2020). *French Electoral Study 2017*. [object Object]. https://doi.org/10.21410/7E4/2XE05I [126]

Scagnetti, J.-C. (2018). Les relations PCF-FLN au prisme de l'émigration algérienne en France (1962-1981) : des rapports « exemplaires » ? *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, *27*(1), 101-119. https://doi.org/10.3917/parl2.027.0101 [127]

Schain, M. A. (1988). Immigration and changes in the French party system. *European Journal of Political Research*, *16*(6), 597-621. https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.1988.tb00171.x [128]

Scharpf, F. W. (1988). Vom Keynesianismus in Einem Lande Zum Sozialismus in Einer Klasse ? Optionen Sozialdemokratischer Politik. In *Vernunft Riskieren : Klaus von Dohnanyi Zum 60. Geburtstag* (p. 126-145). Christians.

Scharpf, F. W. (1996). Negative and Positive Integration in the Political Economy of European Welfare States. In G. Marks, F. W. Scharpf, P. Schmitter & W. Streeck (éd.), *Governance in the European Union* (p. 15-39). SAGE.

Scharpf, F. W. (1999). *Regieren in Europa : Effektiv Und Demokratisch ?* Campus Verlag.

124. https://doi.org/10/3635
125. https://doi.org/10.1017/S1755773917000133
126. https://doi.org/10.21410/7E4/2XE05I
127. https://doi.org/10.3917/parl2.027.0101
128. https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.1988.tb00171.x

Scharpf, F. W. (2001). European Gouvernance : Common Concerns vs. the Challenge of Diversity. In C. Joerges, Y. Mény & J. H. H. Weiler (éd.), *Mountain or Molehill ? : A Critical Appraisal of the Commission White Paper on Governance* (p. 1-12, T. 243). Institut universitaire européen, NYU School of Law. http://www.jeanmonnetprogram.org/papers/01/010601.html

Scharpf, F. W. (2003). Politische Optionen Im Vollendeten Binnenmarkt. In M. Jachtenfuchs & B. Kohler-Koch (éd.), *Europäische Intergration* (2e éd., p. 219-253). Leske + Budrich.

Scherer, P. (2020). *Links Und Rechts Im Wandel. Zur Bedeutung Und Relevanz Der Richtungsbegriffe in Deutschland*. Springer.

Schmitt, H. (2021). *The True European Voter* (Version 1.0.0). [object Object]. https://doi.org/10.4232/1.13601 [129]

Schmitt-Beck, R., & Faas, T. (2009). *Federal Parliament Election 2005 Campaign Dynamics - Pre- and Post-Election StudyBundestagswahl 2005 Kampagnendynamik - Vor- und Nachwahlstudie* (Version 1.0.0). [object Object]. https://doi.org/10.4232/1.4991 [130]

Schoen, H. (2014). Soziologische Ansätze Der Empirischen Wahlforschung. In J. W. Falter & H. Schoen (éd.), *Handbuch Wahlforschung* (p. 169-240). Springer.

Schröder, M. (2018). *AfD-Unterstützer Sind Nicht Abgehängt, Sondern Ausländerfeindlich* (Report). Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW).

Schroeder, R. (2020). The Dangerous Myth of Populism as a Thin Ideology. *Populism*, *3*(1), 13-28. https://doi.org/10.1163/25888072-02021042 [131]

Schultheis, F., Frauenfelder, A., & Delay, C. (2009). *Les Classes Populaires Aujourd'hui. Portraits de Familles, Cadres Sociologiques*. L'Harmattan.

Schwartz, O. (2011). *Peut-on Parler de Classes Populaires ?* La vie des idées. https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20110913_schwartz.pdf

Schwarzbözl, T., Fatke, M., & Hutter, S. (2020). How party–issue linkages vary between election manifestos and media debates. *West European Politics*, *43*(4), 795-818. https://doi.org/10.1080/01402382.2019.1609292 [132]

Scrinzi, F. (2017). A 'New' National Front ? Gender, Religion, Secularism and the French Populist Radical Right. In M. Köttig, R. Bitzan & A. Petö (éd.), *Gender and Far Right Politics in Europe* (p. 127-140). Springer.

Seawright, J., & Gerring, J. (2008). Case Selection Techniques in Case Study Research : A Menu of Qualitative and Quantitative Options. *Political Research Quarterly*, *61*(2), 294-308. https://doi.org/10.1177/1065912907313 [133]

129. https://doi.org/10.4232/1.13601
130. https://doi.org/10.4232/1.4991
131. https://doi.org/10.1163/25888072-02021042
132. https://doi.org/10.1080/01402382.2019.1609292
133. https://doi.org/10.1177/1065912907313

Seidel, G. (1986). Right-Wing Discourse and Power : Exclusions and Resistance. In G. Seidel (éd.), *The Nature of the Right. A Feminist Analysis of Order Patterns* (p. 7-20). John Benjamins Publishing Company.

Seiler, D.-L. (2012). Les Tendances de Droite Au Sein de La Classe Ouvrière. In J.-M. De Waele & M. Vieira (éd.), *Une Droitisation de La Classe Ouvrière En Europe ?* (p. 7-26). Economica.

Siblot, Y., Cartier, M., Coutant, I., Masclet, O., & Renahy, N. (2015). *Sociologie Des Classes Populaires Contemporaines*. Armand Colin.

Skenderovic, D. (2017). POPULISM : A HISTORY OF THE CONCEPT. In R. C. Heinisch, C. Holtz-Bacha & O. Mazzoleni (éd.), *Political Populism : A Handbook* (1re éd., p. 39-58). Nomos Verlagsgesellschaft mbH & Co. KG. https://doi.org/10.5771/9783845271491-39 [134]

Sloman, J., Garratt, D., & Guest, J. (2018). *Economics*. Pearson.

SPD. (1959). *Grundsatzprogramm Der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands* (Vorstand der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands).

Spier, T. (2010). *Modernisierungsverlierer ? Die Wählerschaft Rechtspopulistischer Parteien in Westeuropa*. VS Verlag für Sozialwissenschaften.

Spier, T. (2016). Die Wahl von Rechtsaußenparteien in Deutschland. In F. Virchow, M. Langebach & A. Häusler (éd.), *Handbuch Wahlforschung* (p. 257-284). Springer.

Stannard, D. E. (1993). *American Holocaust : The Conquest of the New World*. Oxford University Press.

Steiner, N. D. (2013, février 26). *Economic Globalisation, the Perceived Room to Manoeuvre of National Governments, and Electoral Participation : Evidence from the 2001 British General Election* (SSRN Scholarly Paper N° 2224552). Social Science Research Network. Rochester, NY. https://doi.org/10.2139/ssrn.2224552 [135]

Steiner, N. D., & Landwehr, C. (2018). Populistische Demokratiekonzeptionen Und Die Wahl Der AfD : Evidenz Aus Einer Panelstudie. *Politische Vierteljahresschrift*, *59*(3), 463-491.

Strijbis, O., Helmer, J., & de Wilde, P. (2018). A Cosmopolitan–Communitarian Cleavage around the World ? Evidence from Ideological Polarization and Party–Voter Linkages. *Acta Politica*. https://doi.org/10.1057/s41269-018-0122-0 [136]

Taguieff, P.-A. (1989). Politisation de l'immigration et Racisme : Lectures. *Mots*, (18), 75-93.

134. https://doi.org/10.5771/9783845271491-39
135. https://doi.org/10.2139/ssrn.2224552
136. https://doi.org/10.1057/s41269-018-0122-0

Taguieff, P.-A. (1993). Origines et Métamorphoses de La Nouvelle Droite. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, (40), 3-22. https://doi.org/10.2307/3770354 [137]

Temin, P. (2002). The Golden Age of European Growth Reconsidered. *European Review of Economic History*, *6*(1), 3-22. http://www.jstor.org/stable/41377908

Teney, C., & Helbling, M. (2014). How Denationalization Divides Elites and Citizens. *Zeitschrift für Soziologie*, *43*(4), 258-271.

Teney, C., Lacewell, O. P., & De Wilde, P. (2014). Winners and Losers of Globalization in Europe : Attitudes and Ideologies. *European Political Science Review*, *6*(4), 575-595.

Teney, C., & Rupieper, L. K. (2021, mars 24). *A New Social Conflict on Globalisation-Related Issues in Germany ? A Longitudinal Perspective* (preprint). SocArXiv. https://osf.io/4xqke

Teperoglou, E., & Tsatsanis, E. (2011). A New Divide ? The Impact of Globalisation on National Party Systems. *West European Politics*, *34*(6), 1207-1228. https://doi.org/10.1080/01402382.2011.616660 [138]

The Comparative Study of Electoral Systems. (2014). *CSES INTEGRATED MODULE DATASET (IMD) [Dataset and Documentation]* (Version February 27, 2024 version). https://doi.org/10.7804/cses.imd.2024-02-27 [139]

Thompson, E. P. (1966). *The Making of the English Working Class*. Vintage.

Tiberj, V. (2015). Le vote musulman n'existe pas... pour l'instant. *La Pensée*, *N° 384*(4), 45-55. https://doi.org/10.3917/lp.384.0045 [140]

Tingley, D., Yamamoto, T., Hirose, K., Keele, L., & Imai, K. (2014). Mediation : R Package for Causal Mediation Analysi. *Journal of Statistical Software*, *59*(5). http://hdl.handle.net/1721.1/91154

Tittenbrun, J. (2015). The EGP Class Scheme : In Search of a Theory. *International Letters of Social and Humanistic Sciences*, *44*, 29-44.

Tömmel, I. (2016). The European Union – A Federation Sui Generis ? In F. Laursen (éd.), *The EU and Federalism. Polities and Policies Compared*. Routledge.

Touraine, A. (2007). *A New Paradigm for Understanding Today's World*. Polity Press.

Traber, D., Giger, N., & Häusermann, S. (2018). How economic crises affect political representation : declining party-voter congruence in times of

137. https://doi.org/10.2307/3770354
138. https://doi.org/10.1080/01402382.2011.616660
139. https://doi.org/10.7804/cses.imd.2024-02-27
140. https://doi.org/10.3917/lp.384.0045

constrained government. *West European Politics*, *41*(5), 1100-1124. https://doi.org/10.1080/01402382.2017.1378984 [141]

Traugott, Michael. W. (2008). The Uses and Misuses of Polls. In W. Donsbach & Michael. W. Traugott (éd.), *The SAGE Handbook of Public Opinion Research* (p. 232-239). SAGE.

Trotzki, L. (1999). *Porträt Des Nationalsozialismus*. Mehring-Verlag. (Date de première publication 1933)

van der Waal, J., Achterberg, P., & Houtman, D. (2007). Class Is Not Dead—It Has Been Buried Alive : Class Voting and Cultural Voting in Postwar Western Societies (1956–1990). *Politics & Society*, *35*(3), 403-426. https://doi.org/10.1177/0032329207304314 [142]

Van Oorschot, W. (2000). Who Should Get What, and Why ? On Deservingness Criteria and the Conditionality of Solidarity among the Public. *Policy & Politics*, *28*(1), 33-48.

Vandenbussche, R., Sirinelli, J.-F., & Sadoun, M. (éd.). (1990). *La Politique Sociale Du Général de Gaulle* (Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion).

Vanhove, P., Longatte, J., & Coulomb, F. (2007). *DCG 5 Economie - Manuel et Applications*. Dunod.

Vetter, A., & Remer-Bollow, U. (2017). *Bürger Und Beteiligung in Einer Demokratie. Eine Einführung*. Springer VS.

Volkens, A., Burst, T., Krause, W., Lehmann, P., Matthiess Theres, Merz, N., Wessels, B., & Zehnter, L. (2021). The Manifesto Data Collection. Manifesto Project (MRG/CMP/MARPOR). Version 2021a. https://doi.org/10.25522/manifesto.mpds.2021a [143]

von Winter, T. (1996). Wählerverhalten in Den Östlichen Bundesländern : Wahlsoziologische Erklärungsmodelle Auf Dem Prüfstand. *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, *27*(2), 298-316.

Walter, S. (2015). Globalization and the Demand-Side of Politics : How Globalization Shapes Labor Market Risk Perceptions and Policy Preferences. *Political Science Research and Methods*, *5*(1), 55-80. https://doi.org/10.1017/psrm.2015.64 [144]

Walter, S. (2021). The Backlash Against Globalization. *Annual Review of Political Science*, *24*(1), 421-442. https://doi.org/10.1146/annurev-polisci-041719-102405 [145]

141. https://doi.org/10.1080/01402382.2017.1378984
142. https://doi.org/10.1177/0032329207304314
143. https://doi.org/10.25522/manifesto.mpds.2021a
144. https://doi.org/10.1017/psrm.2015.64
145. https://doi.org/10.1146/annurev-polisci-041719-102405

Walter, S., & Maduz, L. (2009). How Globalization Shapes Individual Risk Perceptions and Policy Preferences : A Cross-National Analysis of Differences between Globalization Winners and Losers. *Weatherhead Center for international Affairs Working Paper*, (09-0015).

Weber, M. (1922). Wirtschaft Und Gesellschaft. http://www.textlog.de/weber_wirtschaft.html

Weber, M. (1985). *Gesammelte Aufsätze Zur Wissenschaftslehre*. J. C. B. Mohr (Paul Siebeck). (Date de première publication 1922)

Weininger, E. B. (2005). Foundations of Pierre Bourdieu's Class Analysis. In E. O. Wright (éd.), *Approaches to Class Analysis* (p. 82-118). Cambridge University Press.

Wheatley, J., & Mendez, F. (2019). Reconceptualizing Dimensions of Political Competition in Europe : A Demand-side Approach. *British Journal of Political Science*. https://doi.org/10.1017/S0007123418000571 [146]

Wickham, H., Averick, M., Bryan, J., Chang, W., McGowan, L., François, R., Grolemund, G., Hayes, A., Henry, L., Hester, J., Kuhn, M., Pedersen, T., Miller, E., Bache, S., Müller, K., Ooms, J., Robinson, D., Seidel, D., Spinu, V., ... Yutani, H. (2019). Welcome to the Tidyverse. *Journal of Open Source Software*, *4*(43), 1686. https://doi.org/10.21105/joss.01686 [147]

Williams, J. C. (2017). *White Working Class. Overcoming Class Cluelessness in America*. Harvard Business Review Press.

Wray, M. (2006). *Not Quite White. White Trash and the Boundaries of Whiteness*. Duke University Press.

Wright, E. O. (1976). Class Boundaries in Advanced Capitalist Societies. *New Left Review*, (98), 3-41.

Wright, E. O. (1985). *Classes*. Verso.

Wright, E. O. (2004). *Class Counts : Student Edition*. Cambridge University Press.

Wright, E. O. (2005). *Approaches to Class Analysis*. Cambridge University Press.

Wright, E. O. (2015). *Understanding Class*. Verso.

Zemmour, É. (2014). *Le suicide français*. A. Michel.

Zemmour, É. (2018). *Destin Français*. Albin Michel.

Zemmour, É. (2021). *La France n'a pas dit son dernier mot*. Rubempré.

Zweig, M. (2012). *The Working Class Majority : America's Best Kept Secret* (2nd ed). ILR Press.

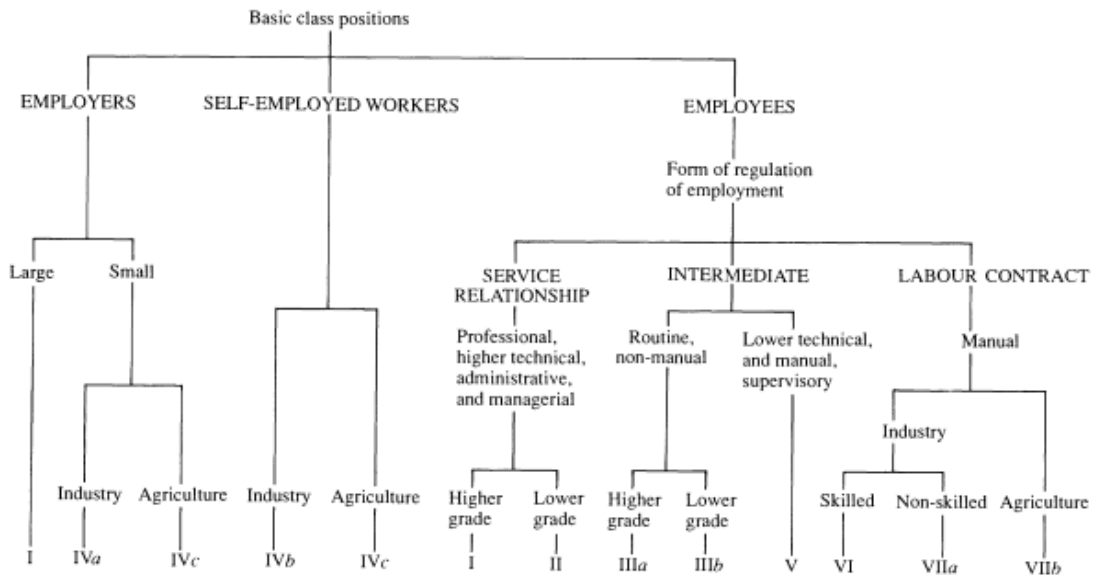
146. https://doi.org/10.1017/S0007123418000571
147. https://doi.org/10.21105/joss.01686

Annexe A

Annexes du chapitre 5 : Les classes sociales

Cet annexe reprend les documents du du chapitre 5 : Les classes sociales.

FIGURE A.1 – Schéma de classe EGP



Source : EVANS, 1992, p. 215

TABLEAU A.1 – Schéma de classe de OESCH*

Self-employed		*Employees*			*Marketable Skills :*
Independent Work Logic		*Technical Work Logic*	*Organizational Work Logic*	*Interpersonal Work Logic*	
1 Large employers (>9)	**2 Self-employed professionals**	**5 Technical experts**	**10 Higher-grade managers**	**14 Socio-cultural professionals**	Professional / managerial
3 Small proprietors, artisans, with employees (<9)		**6 Technicians**	**11 Associate managers**	**15 Socio-cultural semi-professionals**	Associate professional / managers
4 Small proprietors, artisans, without employees		**7 Skilled crafts**	**12 Skilled office**	**16 Skilled service**	Generally / vocationally skilled
		8 Routine operatives	**9 Routine agriculture**	**13 Routine office**	**17 Routine service**	Low / un-skilled

* Source : OESCH, 2006a, p. 89.

Annexe B

Annexes du chapitre 7 : Méthodes et choix des cas

Cette partie reprend les annexes pour le chapitre 7 : Méthodes et choix des cas

Tableau B.1 – Moyenne des résultats électoraux (en %) des partis de la droite radicale populiste par décennie

	Autriche			**Belgique**			**France**			**Allemagne**		
Décennie	n	$\bar{x}$	σ	n	$\bar{x}$	σ	n	$\bar{x}$	σ	n	$\bar{x}$	σ
1970	4	5.62	0.32	1	1.4	–	–	–	–	2	0.45	0.21
1980	2	7.35	3.32	5	2.74	1.23	4	10.57	0.94	3	3.17	4.8
1990	7	23.14	3.95	5	10.13	1.48	4	11.72	2.56	5	1.96	1.36
2000	5	15.39	8.37	4	13.97	2.44	4	8.21	3.61	5	1.38	0.49
2010	5	20.62	4.25	5	7.94	4.02	4	18.87	6.07	4	9.53	2.89
2020	–	–	–	–	–	–	1	18.68	–	1	10.34	–

n = élections considérées ; $\bar{x}$ = moyenne des résultats électoraux ; σ= écart-type
Propres calculs sur base de ParlGov (2022)

TABLEAU B.2 – Moyenne des résultats électoraux (en %) des partis de la « gauche de classe » par décennie

	Autriche			**Belgique**			**France**			**Allemagne**		
Décennie	n	$\bar{x}$	σ	n	$\bar{x}$	σ	n	$\bar{x}$	σ	n	$\bar{x}$	σ
1970	4	51.1	1.16	5	25.95	1.58	3	43.68	1.05	3	43.07	2.53
1980	2	45.7	2.69	5	28.27	2.34	5	40.4	8.99	5	38.6	2.44
1990	7	34.98	4.87	5	22.09	3.02	4	27.61	4.98	5	39.22	4.25
2000	5	31.98	5.47	4	23.18	3.89	4	28.66	4.76	5	35.24	7.38
2010	5	25.21	2.66	5	18.96	2.9	4	23.19	9.14	4	30	6.23
2020	–	–	–	–	–	–	1	25.66	–	1	30.63	–

n = élections considérées ; $\bar{x}$ = moyenne des résultats électoraux ; σ= écart-type
Propres calculs sur base de ParlGov (2022)

TABLEAU B.3 – Méthodes de choix de cas

Méthode de choix de cas	**Nombre de cas**	**Définition**	**Utilisation**	**Représentativité**
Cas typique(s)	$\geqq 1$	Le ou les cas est/ sont un exemple typique de relations qui transcendent les cas.	Confirmatoire ; avec l'objectif de confirmer ou d'infirmer une théorie donnée.	Par définition, un cas typique est représentatif de la population.
Cas divers	$\geqq 2$	Des cas avec des valeurs diverses de X, Y ou X/Y.	Exploratoire ou confirmatoire ; éclaire l'étendue complète de variations sur X, Y ou X/Y.	Les cas divers sont probablement représentatifs de la population de manière minimale dans le sens qu'ils représentent l'ensemble de la variation de la population (ils ne représentent cependant pas nécessairement de manière fidèle la distribution dans la population) .
Cas extrême(s)	$\geqq 1$	Le ou les cas comporte des valeurs extrêmes ou inhabituelles de X ou Y.	Exploratoire.	N'est pas représentatif, sauf s'il est comparé à un échantillon plus large.
Cas déviant(s)	$\geqq 1$	Le ou les cas déviant par rapport à la relation que l'on observe dans les autres cas.	Exploratoire ou confirmatoire ; permet d'étudier de nouvelles explications pour Y, pour rejeter un argument déterministe ou, rarement, pour confirmer une explication existante.	Après l'étude de cas, ses résultats pourraient être corroborés par une analyse multicas qui inclut une nouvelle hypothèse (une nouvelle variable) basée sur l'étude de cas déviant(s). Si cette étude confirme que la relation que l'étude de cas déviants(s) a révélée est typique, alors le cas déviant devient typique et donc représentatif.
Cas influent(s)	$\geqq 1$	Le ou les cas avec un une configuration influente des variables indépendantes.	Confirmatoire ; afin de vérifier les résultats d'analyses multicas.	Un cas influent n'est pas représentatif. S'il était typique, il ne serait pas particulièrement influent dans l'estimation de la relation.
Cas les plus similaires	$\geqq 2$	Les cas sont similaires sur des variables spécifiques autres que X_i et/ou Y.	Exploratoire si l'hypothèse est centrée sur X ou Y ; confirmatoire s'il est centrée sur X et Y à la fois.	Les cas les plus similaires qui représentent largement la population donneront la base la plus stable pour généraliser.
Cas les plus différents	$\geqq 2$	Les cas sont différents sur des variables spécifiques autres que X_i et/ou Y.	Exploratoire ou confirmatoire ; afin (1) d'éliminer (définitivement) des causes nécessaires ou (2) de donner des indices faibles d'une relation causale.	Les cas les plus différents qui représentent largement la population donneront la base la plus stable pour généraliser.

Tableau traduit et adapté de SEAWRIGHT et GERRING, 2008, p. 297-298.

TABLEAU B.4 – Élections de portée nationale par décennie depuis 1970 (hors élections européennes)

Pays	**1970**	**1980**	**1990**	**2000**	**2010**	**2020**
France	*1973* & 1974 & *1978*	1981 & *1981* & *1986* & 1988	1992 & *1993* & 1995 & *1997*	2002 & *2002* & 2005 & 2007 & *2007*	2012 & *2012* & 2017 & *2017*	2022 & *2022*
Allemagne	1972 & 1976	1980 & 1983 & 1987	1990 & 1994 & 1998	2002 & 2005 & 2009	2013 & 2017	2021

Allemagne : élections législatives (*Bundestagswahlen*).
France : élections présidentielles ; élections législatives en *italique* ; référendums en bleu.

Annexe C

Annexes du chapitre 9 : Positionnement et saillance dans les programmes des partis

Cette partie regroupe les annexes du chapitre 9 : Positionnement et saillance dans les programmes des partis.

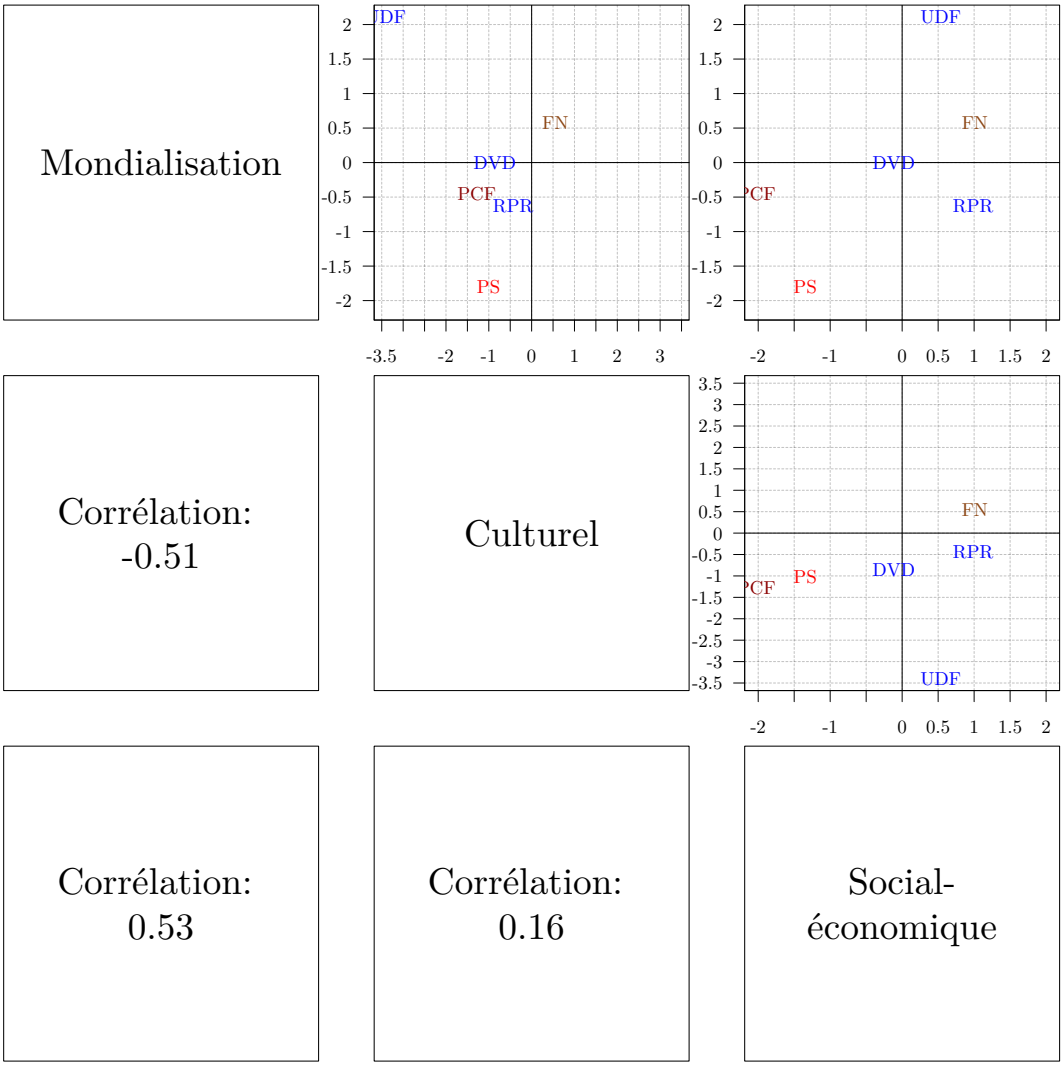
Tableau C.1 – Positionnement moyen des partis socialistes / sociaux-démocrates en France et en Allemagne (1971-2021)

	Dimension économique		**Dimension culturelle**		**Dimension mondialisation**	
Parti	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type
PS (FR)	-2.1	0.942	-1.83	1.22	-1.94	0.736
SPD (DE)	-1.62	0.633	-0.817	0.725	-1.8	0.838

Tableau C.2 – Saillance dans les programmes des partis socialistes / sociaux-démocrates en France et en Allemagne (1971-2021)

	Dimension économique		**Dimension culturelle**		**Dimension mondialisation**	
Parti	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type
PS (FR)	3.75	0.156	3.32	0.124	2.39	0.231
SPD (DE)	3.68	0.15	3.34	0.241	2.16	0.297

FIGURE C.1 – Positionnement des partis politiques français en 1986

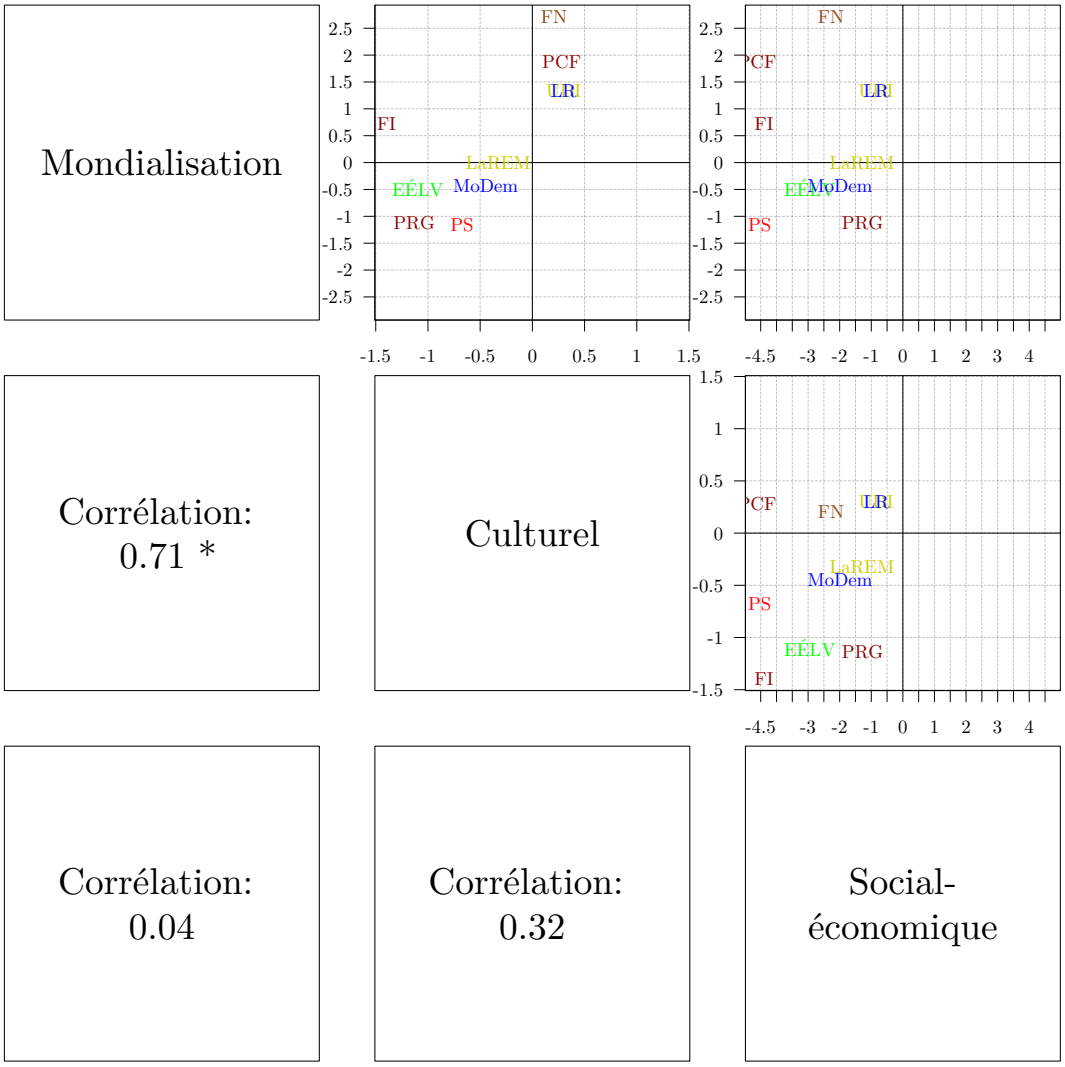


*** p<0.001 ; ** p<0.01 ; * p<0.05

TABLEAU C.3 – Positionnement moyen des partis de la droite radicale populiste en France et en Allemagne (1971-2021)

	Dimension économique		**Dimension culturelle**		**Dimension mondialisation**	
Parti	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type
AfD (DE)	-0.351	0.267	-0.48	0.876	1.77	0.63
FN (FR)	-0.157	1.11	0.263	0.234	2.28	0.98

FIGURE C.2 – Positionnement des partis politiques français en 2017

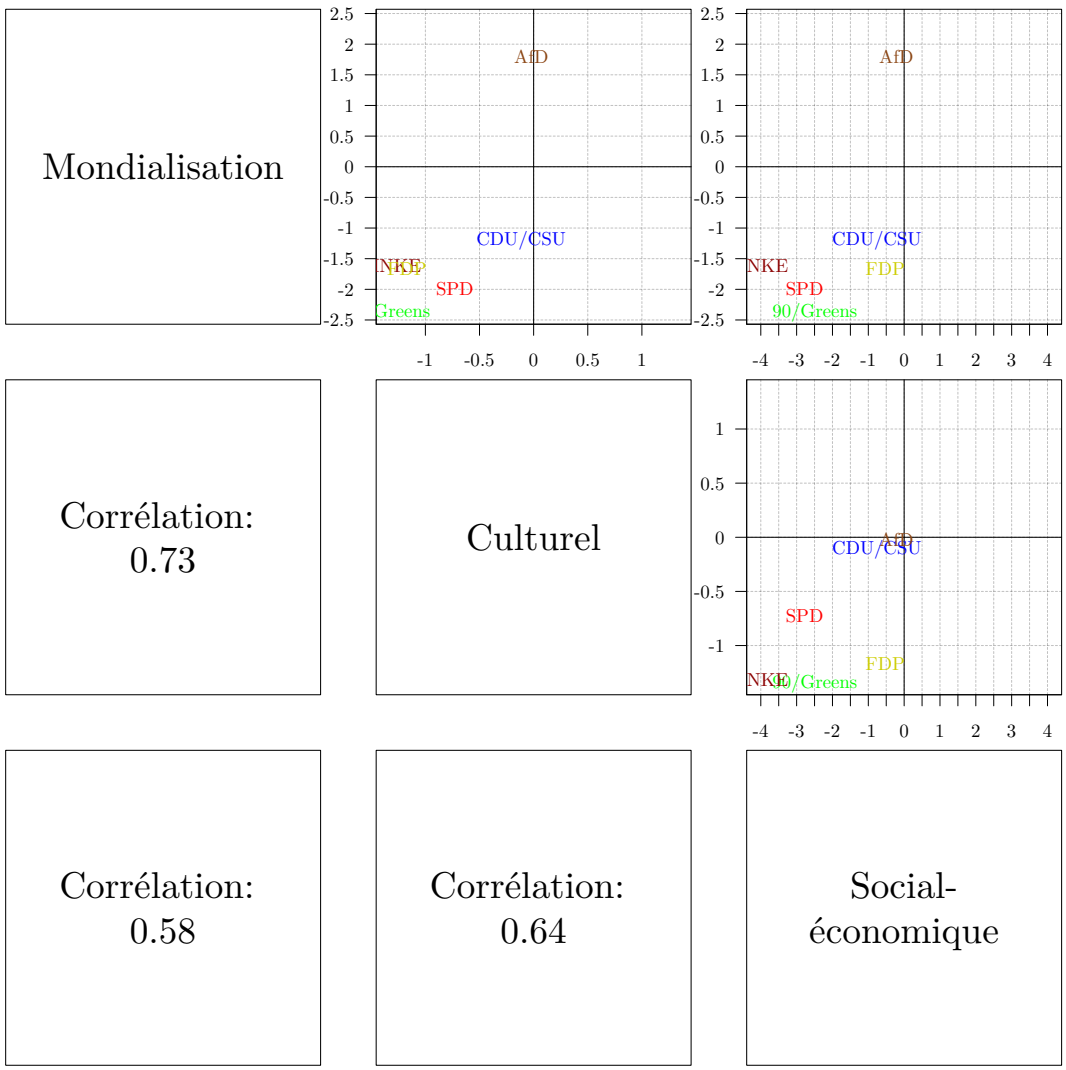


*** p<0.001 ; ** p<0.01 ; * p<0.05

TABLEAU C.4 – Saillance dans les programmes des partis de la droite radicale populiste en France et en Allemagne (1971-2021)

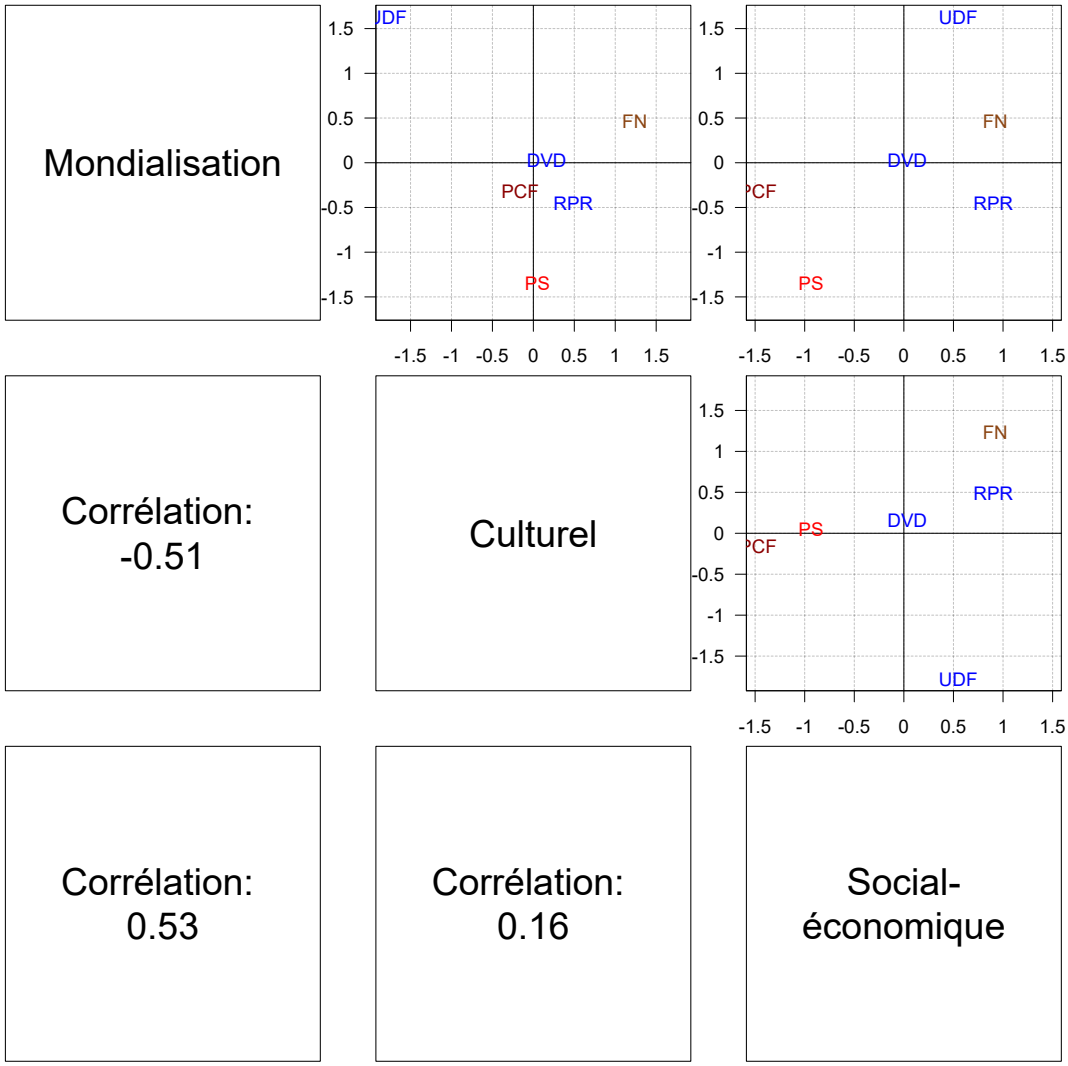
	Dimension économique		**Dimension culturelle**		**Dimension mondialisation**	
Parti	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type
AfD (DE)	3.38	0.0734	3.37	0.135	3.33	0.153
FN (FR)	3.13	0.335	3.53	0.193	3.12	0.157

FIGURE C.3 – Positionnement des partis politiques allemands en 2021



*** p<0.001 ; ** p<0.01 ; * p<0.05

FIGURE C.4 – Positionnement des partis politiques français en 1986 (*z score*)



*** p<0.001 ; ** p<0.01 ; * p<0.05

FIGURE C.5 – Positionnement des partis politiques français en 1986 (3d)

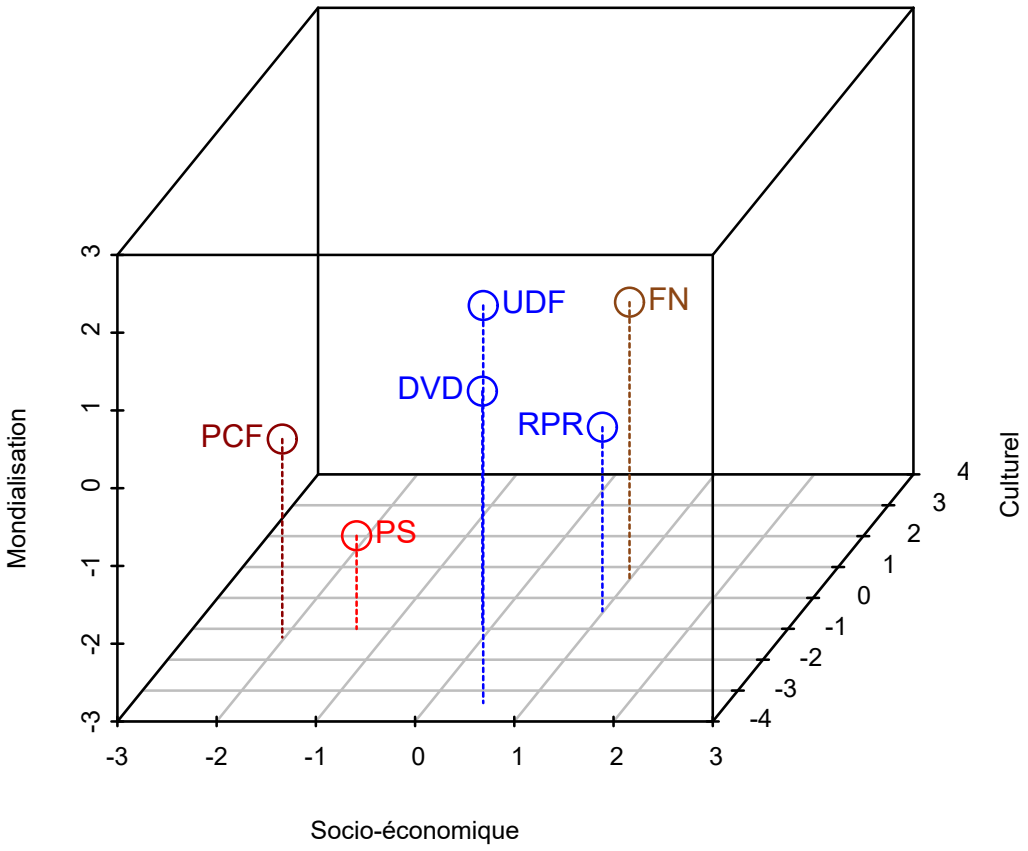
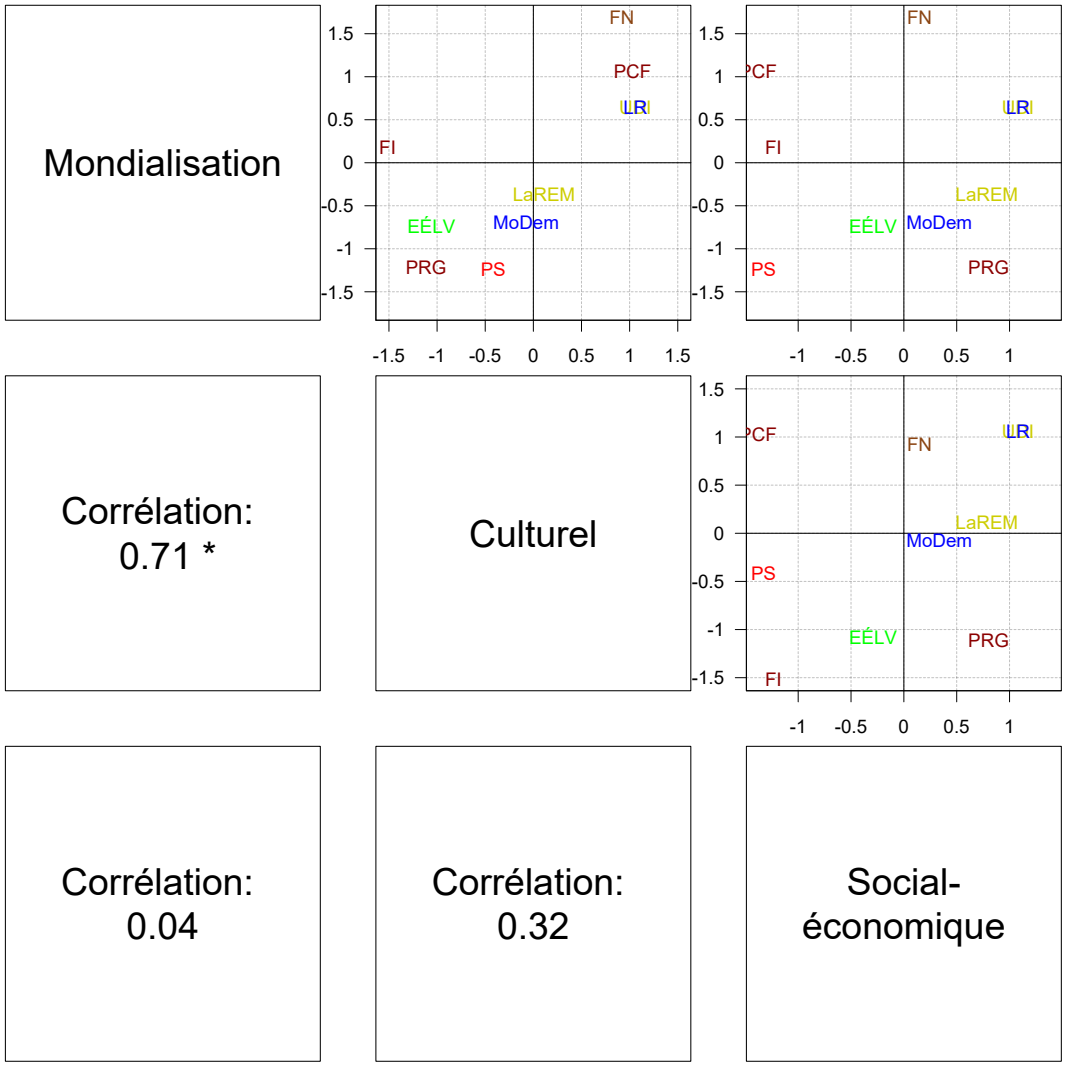


FIGURE C.6 – Positionnement des partis politiques français en 2017 (*z score*)



*** p<0.001 ; ** p<0.01 ; * p<0.05

FIGURE C.7 – Positionnement des partis politiques français en 2017 (3d)

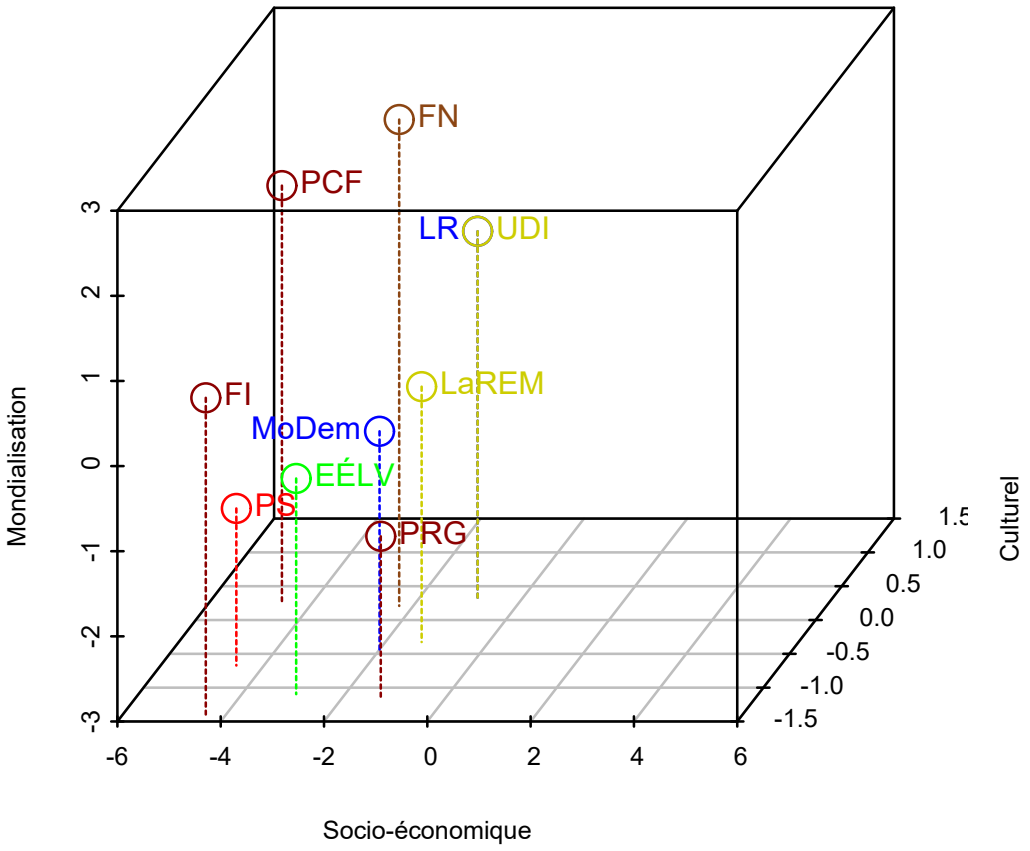
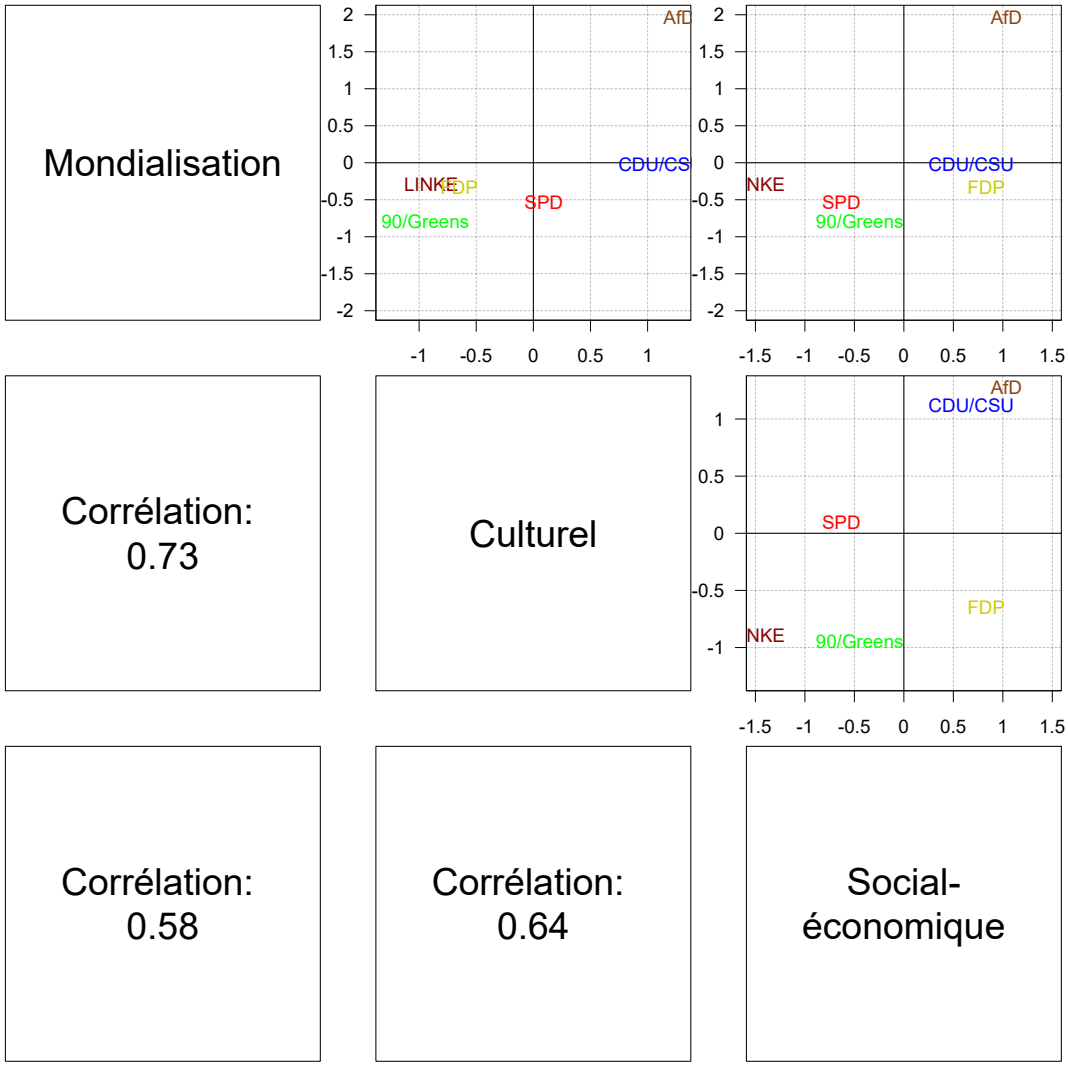
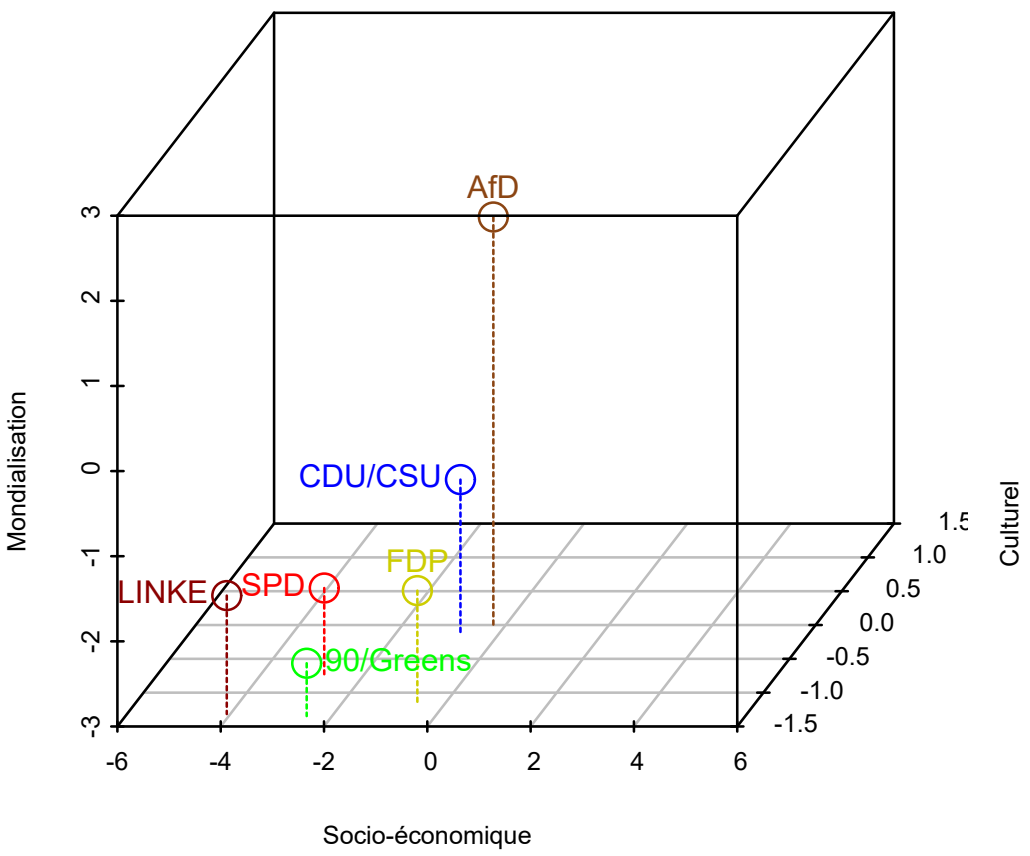


FIGURE C.8 – Positionnement des partis politiques allemands en 2021 (*z score*)



*** p<0.001 ; ** p<0.01 ; * p<0.05

FIGURE C.9 – Positionnement des partis politiques allemands en 2021 (3d)



Annexe D

Annexes du chapitre 11 : La France

Sommaire du présent chapitre

D.1 Élections législatives de 1978 **380**
- D.1.1 Présentation des données de l'Enquête post-électorale française de 1978 380
- D.1.2 Tableaux et graphiques 382

D.2 Élections présidentielles de 1988 **387**
- D.2.1 Présentation des données de l'Enquête Post-Électorale Française 1988 387
- D.2.2 Tableaux et graphiques 390

D.3 Élections présidentielles de 1995 **397**
- D.3.1 Présentation des données l'Enquête Post-Électorale Française 1995 397
- D.3.2 Tableaux et graphiques 398

D.4 Élections présidentielles de 2017 **405**
- D.4.1 Présentation de l'enquête post-électorale de 2017 . . 405
- D.4.2 Tableaux et graphiques 406
- D.4.3 Tableaux et graphiques 409

Cette partie regroupe les annexes du chapitre 11 : La France.

D.1 Élections législatives de 1978

D.1.1 Présentation des données de l'Enquête post-électorale française de 1978

Le jeu de données de l'enquête post-électorale française de 1978 (Capdevielle et al., 2020) contient 4507 observations et 120 variables. Il ne contient pas de variables de pondération, le jeu de données peu donc être utilisé sans être redressé.

Il faut constater qu'aucune variable ne permet de déterminer l'origine étrangère des répondants. L'importance des enjeux (*issues*) pour le choix électoral n'est pas interrogé non plus. Cependant, il y a des questions assez précises sur l'origine sociale (« t122 Profession du père de la personne interrogée », « t123 Profession de la mère de la personne interrogée »), la profession (« t32 Activité professionnelle de la personne interrogée », « t118 Profession de la personne interrogée »), le revenu (« t92 Revenu mensuel personnel », « t93 Revenu mensuel du foyer ») et le niveau d'éducation (« t84 Dernier établissement scolaire fréquenté ») des répondants. Ces variables devraient nous permettre de déterminer la position sociale des répondants.

Aussi la confession et la pratique religieuse (« t85 Confession religieuse », « t86 Intensité de la pratique religieuse : messe ») sont reprises [1]. De même, l'appartenance syndicale et l'intention de vote aux élections professionnelles (« t39 Appartenance à un syndicat », « t38 Intention de vote en cas d'élections professionnelles ») est interrogée.

Enfin, des questions sont posées sur l'identité sociale du sujet (« t44 Intérêts communs avec les habitants du quartier », « t45 Intérêts communs avec les gens de votre génération », « t46 Intérêts communs avec les gens exerçant le même métier que vous », « t47 Intérêts communs avec les gens qui font partie de la même couche sociale que vous », « t48 Intérêts communs avec les gens du même sexe que vous », « t49 Intérêts communs avec les gens qui ont les mêmes idées politiques que vous ») et leur identification partisane (« t50 Proximité partisane générale », « t51 Proximité partisane détaillée »). On trouve aussi une variable sur la catégorie d'agglomération où habite la personne interrogée (« t7 Catégorie d'agglomération »).

En ce qui concerne les opinions sur la mondialisation, cette base de données n'est pas particulièrement prolifique. Aucune question ne concerne directement l'intégration européenne ou l'immigration. Seule deux questions sont liées à la mondialisation :

— « t69 Pour ou contre l'implantation d'entreprises étrangères en France »

1. Notons que seule la pratique catholique est interrogée et que les religions au choix sont exclusivement le catholicisme et le protestantisme, tandis que les autres religions sont « 3. Autre » et que l'option « 4. Sans religion » est présente.

— « t72 Besoin des Etats-Unis pour défendre les intérêts des Français »

En revanche, le questionnaire regorge de questions relatives aux opinions sur les questions socio-économiques (« t27 Favorable aux nationalisations massives », « t28 Favorable à l'augmentation des impôts », « t30 Favorable à l'interdiction des licenciements », « t31 Intervention de l'Etat sur les questions économiques ») et sociétales (« t77 Ecole : éveil ou discipline », « t74 Opinion : sévérité tribunaux », « Opinion : prendre la pilule avant la majorité »).

Le vote est repris par plusieurs variables :

— « t14 Vote législatives 1978 1er tour »

— « t15 Vote législatives 1978 2ème tour »

— « t24 Intention de vote à la présidentielle »

— « t53 Vote au 1er tour des législatives de 1973 »

— « t55 Vote au 1er tour de la présidentielle de 1974 »

— « t56 Vote au 2nd tour de la présidentielle de 1974 »

L'enquête post-électorale de 1978 (Capdevielle et al., 2020) reprend la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) de l'INSEE de 1952 (« t118 Profession de la personne interrogée », « t120 Profession du conjoint », « t122 Profession du père de la personne interrogée », « t123 Profession de la mère de la personne interrogée », « t124 1ère profession de la personne interrogée »). Sur base de celle-ci, l'on peut distinguer les classes populaires, mais aussi reconstituer la version simplifiée du schéma de classe EGP (8.1 page 133). Nous nous inspirons de Nonna Mayer (2007, p. 300) pour construire le tableau de correspondance PCS à EGP (tableau D.1 page suivante).

D.1.2 Tableaux et graphiques

TABLEAU D.1 – Tableau de correspondance du PCS de l'INSEE et des classes sociales pour l'enquête post-électorale française de 1978

Code	Nom	Classe Sociale	EGP	GSP simple
0	Agriculteur exploitant	Moyen	Self employed	Agriculteurs
10	Salarié agricole	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
21	Industriel	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
22	Artisan	Moyen	Self employed	Petits commerçants, artisans
23	Patron pêcheur	Moyen	Self employed	Petits commerçants, artisans
26	Gros commerçant	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
27	Petit commerçant	Moyen	Self employed	Petits commerçants, artisans
30	Profession libérale	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
32	Profession scientifique	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
33	Ingénieur	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
34	Cadre supérieur	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
41	Instituteur	Moyen	Lower service class	Professions intermédiaires
42	Services médicaux et sociaux	Moyen	Lower service class	Professions intermédiaires
43	Technicien	Moyen	Lower service class	Professions intermédiaires
44	Cadre moyen	Moyen	Lower service class	Professions intermédiaires
51	Employé de bureau	Populaire	Routine non manual workers	Employés
53	Employé de commerce	Populaire	Routine non manual workers	Employés
60	Contremaître	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
61	Ouvrier qualifié	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
63	Ouvrier spécialisé	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
65	Mineur	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
66	Marin - pêcheur	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
67	Apprenti ouvrier	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
68	Manoeuvre	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
69	Ouvrier	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
70	Gens de maison	Populaire	Routine non manual workers	Employés
71	Femme de ménage	Populaire	Routine non manual workers	Employés
72	Personnel de service	Populaire	Routine non manual workers	Employés
80	Artiste	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
81	Clergé	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
82	Armée et police	Moyen	Lower service class	Professions intermédiaires
90	Sans profession	Populaire	Inclassable	Inclassable
91	Etudiant	Inclassable	Inclassable	Inclassable
98	Femme au foyer	Inclassable	Inclassable	Inclassable
99	Inclassable	Inclassable	Inclassable	Inclassable

TABLEAU D.2 – France 1978 : Probabilité de vote pour le PCF et le PS d'un homme d'âge moyen (45 ans) en fonction de ses attributs ouvriers et populaires

Attributs ouvriers	Vote PCF	Vote PS	Attributs populaires	Vote PCF	Vote PS
0	0.13	0.22	0	0.12	0.20
1	0.20	0.23	1	0.17	0.22
2	0.30	0.25	2	0.23	0.25
3	0.42	0.27	3	0.32	0.27
4	0.54	0.29	4	0.42	0.30

FIGURE D.1 – France 1978 : Composition de l'électorat des partis en fonction de la classe sociale (EGP)

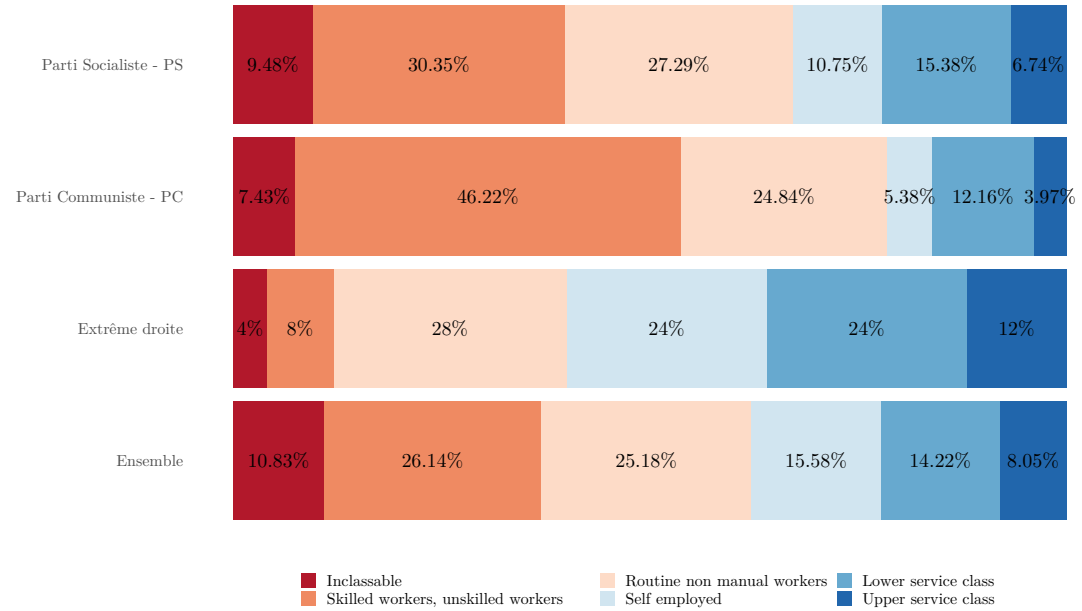


TABLEAU D.3 – France 1978 : Indices de clivages

Index	Year	Country	Class model	Party model	Reference class	Reference party	Total class voting	Value
Alford	1978	France	EGP	1er tour 1978 : Familles politiques	Skilled workers, unskilled workers	Gauche de classe	FALSE	22.70
Alford	1978	France	EGP	1er tour 1978 : partis originaux	Skilled workers, unskilled workers	PCF	FALSE	18.03
Alford	1978	France	EGP	1er tour 1978 : partis originaux	Skilled workers, unskilled workers	PS	FALSE	4.59
Alford	1978	France	EGP	1er tour 1978 : partis originaux	Skilled workers, unskilled workers	Extreme droite	FALSE	-0.52
Difference	1978	France	EGP	1er tour 1978 : Familles politiques	Skilled workers, unskilled workers	Gauche de classe	FALSE	0.17
Kappa (absolute)	1978	France	EGP	1er tour 1978 : Familles politiques	NA	NA	TRUE	0.07
Kappa (relative)	1978	France	EGP	1er tour 1978 : Familles politiques	NA	NA	TRUE	0.30
Originality	1978	France	EGP	1er tour 1978 : Familles politiques	Skilled workers, unskilled workers	Gauche de classe	FALSE	1.38
Originality	1978	France	EGP	1er tour 1978 : partis originaux	Skilled workers, unskilled workers	PCF	FALSE	1.77
Originality	1978	France	EGP	1er tour 1978 : partis originaux	Skilled workers, unskilled workers	PS	FALSE	1.16
Originality	1978	France	EGP	1er tour 1978 : partis originaux	Skilled workers, unskilled workers	Extreme droite	FALSE	0.31
Thomsen	1978	France	EGP	1er tour 1978 : Familles politiques	Skilled workers, unskilled workers	Gauche de classe	FALSE	0.92
Thomsen	1978	France	EGP	1er tour 1978 : partis originaux	Skilled workers, unskilled workers	PCF	FALSE	1.12
Thomsen	1978	France	EGP	1er tour 1978 : partis originaux	Skilled workers, unskilled workers	PS	FALSE	0.27
Thomsen	1978	France	EGP	1er tour 1978 : partis originaux	Skilled workers, unskilled workers	Extreme droite	FALSE	-1.41

TABLEAU D.4 – France 1978 : Vote PCF et PS en fonction de la distance et de l'identification partisane

	Vote pour les partis de la gauche de classe PCF et PS			
	PCF : Modèle simple	PCF : Interaction	PS : Modèle simple	PS : interaction
	(1)	(2)	(3)	(4)
Proximité avec le PCF	-0.814^{***}	-0.575^{***}		
	(0.033)	(0.038)		
Identification partisane (IP) avec le PCF		1.418^{***}		
		(0.149)		
PCF : Interaction : Distance / IP		0.205^{***}		
		(0.079)		
Proximité avec le PS			-0.323^{***}	-0.252^{***}
			(0.020)	(0.027)
Identification partisane (IP) avec le PS				1.028^{***}
				(0.081)
PS : Interaction : Distance / IP				-0.039
				(0.025)
Constant	0.804^{***}	-0.555^{***}	-0.177^{**}	-1.292^{***}
	(0.085)	(0.114)	(0.071)	(0.099)
Observations	3,916	3,916	3,916	3,916
Log Likelihood	−1,394.010	−1,055.321	−1,962.436	−1,530.900
Akaike Inf. Crit.	2,792.019	2,118.643	3,928.871	3,069.799

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

FIGURE D.2 – France 1978 : Identification partisane pour le PS en fonction de la classe sociale (EGP)

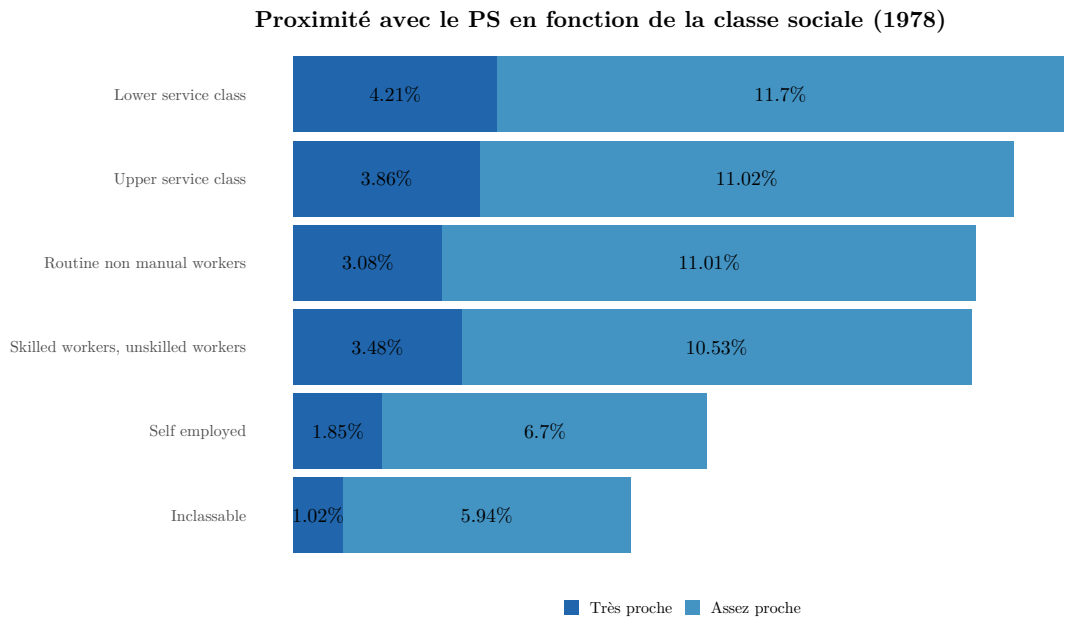


FIGURE D.3 – France 1978 : Identification partisane pour le PCF en fonction de la classe sociale (EGP)

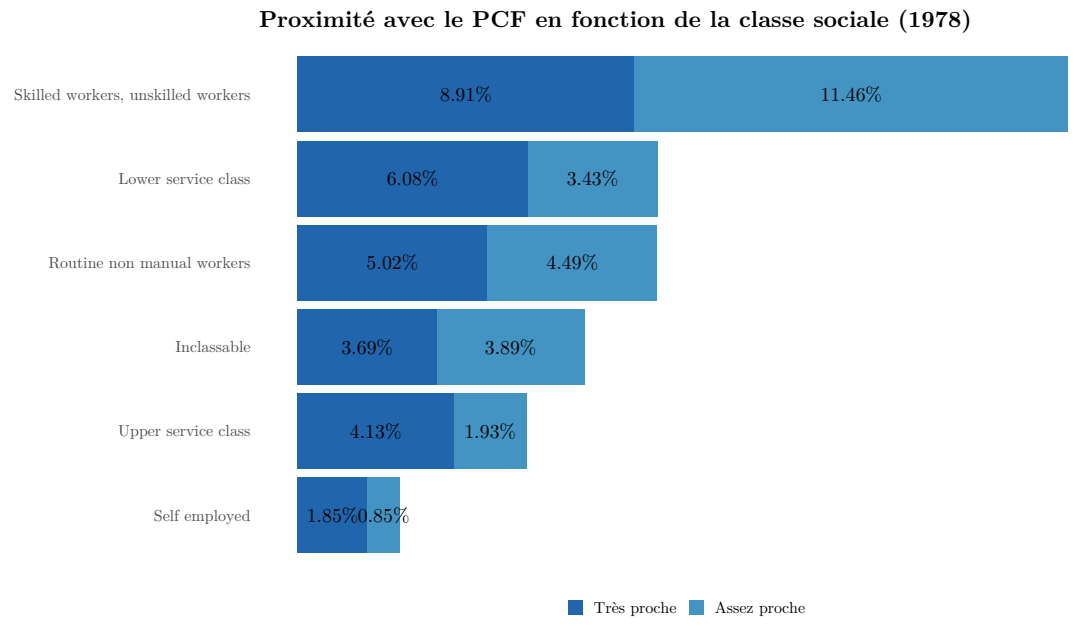


Tableau D.5 – France 1978 : Vote PCF et PS en fonction des attributs ouvriers et populaires

	Vote pour les partis de la gauche de classe PCF et PS							
	Vote PCF				Vote PS			
	PCF	PCF	PCF	PCF	PS	PS	PS	PS
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Attributs ouvriers	0.511***		0.485***	0.550***	0.097**		0.069*	0.083*
	(0.037)		(0.038)	(0.045)	(0.038)		(0.039)	(0.046)
Attributs populaires		0.424***				0.134***		
		(0.030)				(0.027)		
Syndiqué (Réf. : Non)			0.957***	1.139***			0.602***	0.635***
			(0.092)	(0.113)			(0.087)	(0.104)
Genre (Réf. : Hommes)	−0.136*	−0.391***	0.028	0.018	−0.159**	−0.214***	−0.065	−0.066
	(0.082)	(0.082)	(0.085)	(0.085)	(0.074)	(0.074)	(0.076)	(0.076)
Âge	−0.019***	−0.016***	−0.020***	−0.019***	0.0004	0.001	0.001	0.001
	(0.002)	(0.002)	(0.003)	(0.003)	(0.001)	(0.001)	(0.001)	(0.001)
Attributs ouvriers : Syndiqué				−0.222***				−0.048
				(0.082)				(0.084)
Constant	−1.031***	−1.290***	−1.291***	−1.348***	−1.311***	−1.413***	−1.482***	−1.489***
	(0.122)	(0.129)	(0.128)	(0.130)	(0.074)	(0.077)	(0.080)	(0.081)
Observations	4,502	4,502	4,502	4,502	4,502	4,502	4,502	4,502
Log Likelihood	−1,947.358	−1,933.922	−1,896.139	−1,892.494	−2,312.122	−2,303.163	−2,289.124	−2,288.960
Akaike Inf. Crit.	3,902.715	3,875.843	3,802.277	3,796.987	4,632.243	4,614.325	4,588.248	4,589.920

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

D.2 Élections présidentielles de 1988

D.2.1 Présentation des données de l'Enquête Post-Électorale Française 1988

Le jeu de données de l'Enquête Post-Électorale Française 1988 contient 4032 observations et 163 variables. Tout comme l'enquête post-électorale de 1978, il n'y pas de variable de redressement dans le jeu de données qui peut donc être utilisé tel quel.

Contrairement aux données de l'enquête de 1978, on peut déterminer l'origine étrangère du répondant. En effet, la variable « r4 Nationalité française du père » permet de vérifier si le père du répondant est français et s'il l'est depuis la naissance. Si le père n'est pas français ou a été naturalisé, on peut déterminer que le répondant est d'origine étrangère. Cependant, la même question n'est pas posée pour la mère de manière à ce que la proportion de personnes d'origine immigrés est sous-évaluée. De plus, l'on ne dispose d'aucune information sur le pays ou la région d'origine. Cela constitue néanmoins un « grand bond en avant » par rapport à l'enquête de 1978. On serait tenté de déterminer l'origine immigrée par l'appartenance religieuse (« r28 Religion – 1. Catholique, 2. Protestante, 3. Juive, 4. Musulmane, 5. Autre, 6.

Sans religion, 7. Sans réponse, 9. Non réponse »). En effet, la religion musulmane est très majoritairement pratiquée par des personnes d'origine immigrée. Certes, il y a des convertis et il y a des musulmans qui sont arrivés en France il y a fort longtemps (notamment dans l'entre-deux guerres), mais la grande majorité des musulmans en Europe occidentale sont eux-mêmes ou des descendants de personnes immigrés après la Seconde guerre mondiale (Roy, 2004, p. 17). Le sociologue français Olivier Roy souligne que la catégorie de « Musulman » prend souvent un sens « neo-ethnic » et est considéré comme un « pseudo-ethnic group » opposé au « Français de souche » au « blanc » à l'« Européen » (Roy, 2004, p. 126). La majorité des musulmans en France sont originaires des pays du Maghreb, de la Turquie et d'Afrique sub-saharienne. Cependant, un nombre non négligeable de personnes dont le pays d'origine (de la famille) est un pays à majorité musulmane, ne se déclarent pas musulmans. Enfin, parmi l'immigration extra-européenne, il y a aussi un nombre non négligeable de personnes ne venant pas d'un pays à majorité musulmane (notamment certains pays d'Afrique de l'Ouest/Centrale et d'Asie du Sud-Est). L'appartenance à la religion musulmane serait donc un « *proxy* » pour l'origine immigrée extra-européenne, certes imparfait, mais qui pourrait servir pour compléter l'analyse avec d'autres variables également imparfaites. Néanmoins, le nombre de répondants se déclarant musulmans dans cette enquête est extrêmement faible (23, $0,6\%$), ne rendant cette stratégie guère praticable.

Par ailleurs, l'on peut mesurer la conscience de classe des répondants (« q5 Sentiment d'appartenance de classe »). On ne peut cependant toujours pas déterminer l'importance des enjeux (*issues*) pour le choix du vote.

En ce qui concerne les questions sur la position sociale, on retrouve des questions similaires à l'enquête de 1978. Ainsi, l'on peut connaître l'origine familiale (« r24 Profession du père », « r26 Statut professionnel de la mère »), sa profession (« r14b Profession », « r16 Situation professionnelle du conjoint », « r23b Profession du chef de ménage »), le revenu (« r7 Revenus en tranches »), le niveau d'études (« r8 Diplôme le plus élevé obtenu ») et, pour les indépendants, le nombre d'employés (« r14 Nombre de salariés employés par independants »). D'autres éléments, tels que le type de logement (« r5a2 Type de logement »), sa propriété (« r5a1 Propriété du logement »), ainsi que la possession de patrimoines tels que des biens immobiliers de rapports (« r6a1 Possession d'un livret de caisse d'épargne », « r6a2 Possession d'un compte ou livret d'épargne logement », « r6a3 Possession de valeurs mobilières », « r6a4 Possession de SICAV, FCP », « r6a5 Possession de biens immobiliers de rapport », « r6a6 Possession d'une entreprise, fonds de commerce, terres », « r6a7 Possession d'une résidence secondaire »). On interroge aussi leur identification partisane (« t50 Proximité partisane générale », « t51 Proximité partisane détaillée ») et syndicale (« q38 Proximité syndicale »). Cela ne permet cependant pas de connaître l'appartenance syndicale. On trouve aussi une variable

sur la catégorie d'agglomération des sondés (« t7 Catégorie d'agglomération »).

Cette enquête est aussi plus riche en termes de questions sur la mondialisation. En effet, on retrouve les questions suivantes relatives à l'immigration :

— « q1a9 Il y a trop d'immigrés en France »

— « q31a3 Maintenant on ne se sent plus chez soi comme avant »

— « q31a8 Il serait normal que les musulmans vivant en France aient des mosquées »

L'enquête contient de nombreuses propositions sur les questions socio-économiques (« q8a4 Evocation des nationalisations », « q31a9 Il faudrait rétablir l'impôt sur les grandes fortunes », « q8a6 Evocation des privatisations ») et sociétales (« q2a1 Condamnable : vivre en couple sans être marié », « q2a2 Condamnable : l'avortement », « q2a3 Condamnable : l'infidelité conjugale », « q2a4 Condamnable : l'homosexualité », « q31a10 Il faudrait rétablir la peine de mort »).

Le vote est repris par plusieurs variables :

— q15 Vote aux législatives de 1986

— q36 Intentions de vote en cas de législatives

— q44 Vote au 1er tour de l'élection présidentielle

— q46 Vote au 2nd tour de l'élection présidentielle

Cette élection étant une élection présidentielle, nous ne disposons pas de données sur les programmes des candidats, car le projet Manifesto (Lehman et al., 2022) traite les programmes de partis politiques et pas de candidats. Cependant, les dernières élections législatives n'étant pas très anciennes (deux ans en 1986) et les principaux candidats pouvant être rattaché à l'un des partis, nous pouvons malgré tout utiliser les données issues du projet Manifesto. Par ailleurs, après sa réélection, François Mitterrand a dissout l'Assemblée nationale, provoquant de nouvelles élections législatives en 1988. Nous pouvons donc utiliser les données du projet Manifesto pour les élections législatives de 1986 et 1988 [2].

2. Afin de vérifier les résultats que nous trouverons, nous utiliserons les scores de 1986, de 1988 et la moyenne de ceux-ci.

D.2.2 Tableaux et graphiques

TABLEAU D.6 – Tableau de correspondance du PCS de l'INSEE et des classes sociales pour l'enquête post-électorale française de 1988

Code	Nom	Classe Sociale	EGP	GSP simple
151	Agriculteur	Moyen	Self employed	Agriculteurs
652	Ouvrier agricole	Populaire	Skilled workers unskilled workers	Ouvriers
255	Industriel	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
253	Artisan	Moyen	Self employed	Petits commerçants artisans
254	Commerçant	Moyen	Self employed	Petits commerçants artisans
356	Profession libérale	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
357	Cadre / profession intellectuelle	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
458	Profession intermédiaire	Moyen	Lower service class	Professions intermédiaires
559	Employé	Populaire	Routine non manual workers	Employés
563	Personnel de service	Populaire	Routine non manual workers	Employés
460	Contremaître	Populaire	Skilled workers unskilled workers	Ouvriers
661	Ouvrier qualifié	Populaire	Skilled workers unskilled workers	Ouvriers
662	Ouvrier spécialisé	Populaire	Skilled workers unskilled workers	Ouvriers
888	Non concerné	Inclassable	Inclassable	Inclassable
999	Non réponse	Inclassable	Inclassable	Inclassable

FIGURE D.4 – France 1988 : Composition de l'électorat des partis en fonction de la classe sociale (EGP)

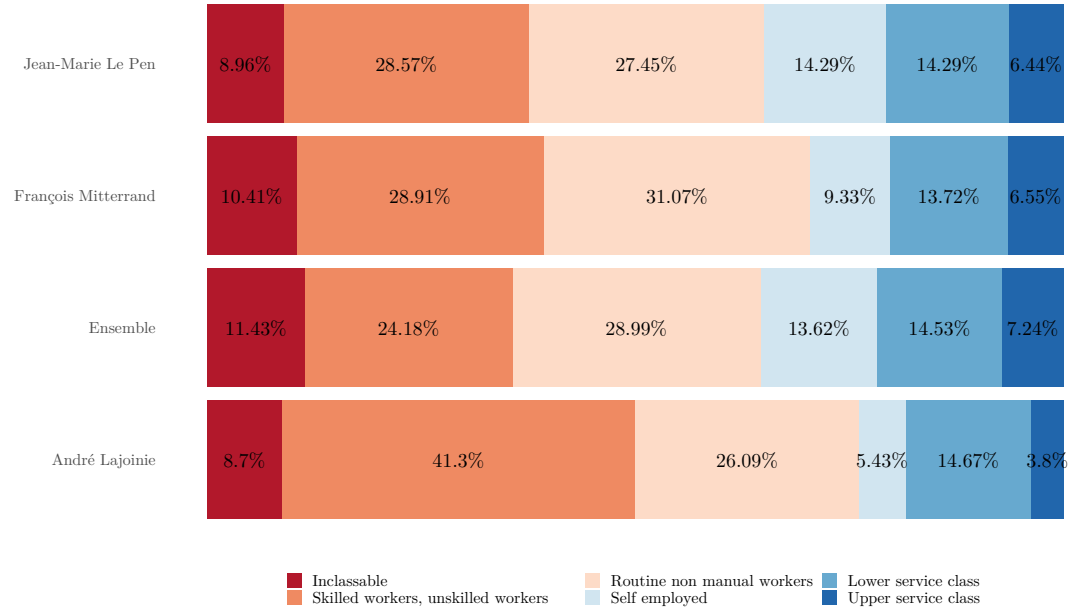


FIGURE D.5 – France 1988 : Identification partisane pour le PS en fonction de la classe sociale (EGP)

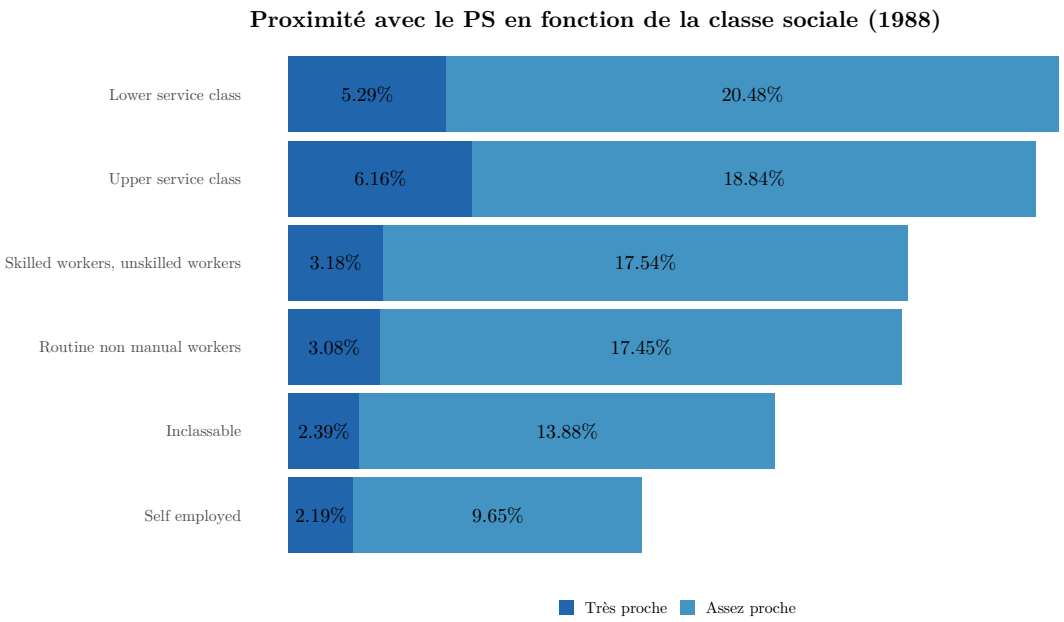


FIGURE D.6 – France 1988 : Identification partisane pour le PCF en fonction de la classe sociale (EGP)

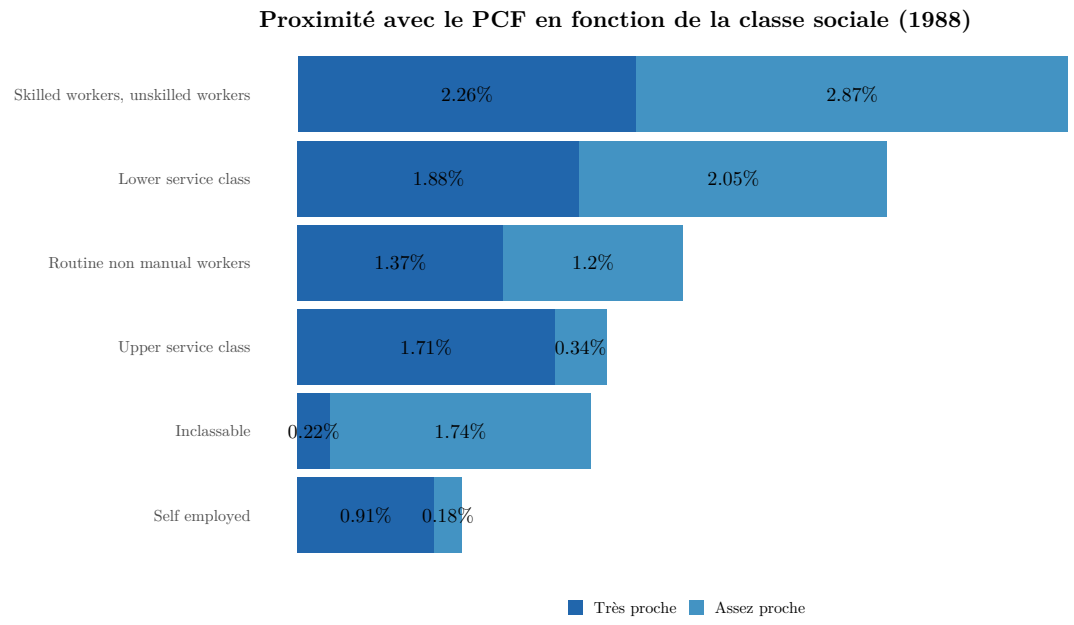


FIGURE D.7 – France 1988 : Identification partisane pour le FN en fonction de la classe sociale (EGP)

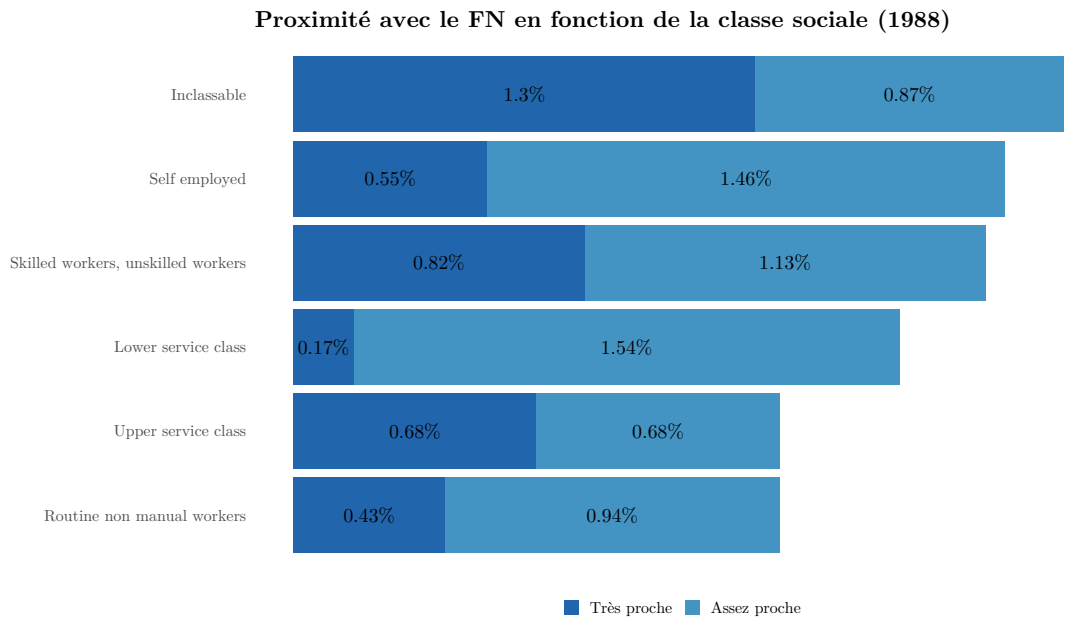


TABLEAU D.7 – France 1988 : Vote PCF, PS et FN en fonction de la distance et de l'identification partisane

	Dependent variable :					
	PCF : Modèle simple	PCF : Interaction	PS : Modèle simple	PS : : interaction	FN : Modèle simple	FN : Interaction
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Distance avec le PCF	-0.035^{***}	-0.037^{***}				
	(0.008)	(0.011)				
Identification partisane (IP) avec le PCF		1.025^{***}				
		(0.176)				
PCF : Interaction : Distance / IP		0.035^{***}				
		(0.011)				
Distance avec le PS			-0.014^{***}	-0.022^{***}		
			(0.003)	(0.006)		
Identification partisane (IP) avec le PS				0.693^{***}		
				(0.082)		
PS : Interaction : Distance / IP				0.017^{***}		
				(0.004)		
Distance avec le FN					-0.049^{***}	-0.055^{***}
					(0.007)	(0.008)
Identification partisane (IP) avec le FN						1.160^{***}
						(0.302)
FN : Interaction : Distance / IP						0.069^{***}
						(0.025)
Constant	-2.121^{***}	-2.691^{***}	-0.179^{**}	-1.215^{***}	-1.230^{***}	-1.511^{***}
	(0.153)	(0.201)	(0.087)	(0.144)	(0.123)	(0.144)
Observations	1,956	1,955	1,956	1,951	1,956	1,956
Log Likelihood	−436.954	−326.453	−1,289.793	−926.588	−653.351	−521.076
Akaike Inf. Crit.	877.908	660.907	2,583.587	1,861.175	1,310.703	1,050.152

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau D.8 – France 1988 : Modèles d'*outcome* et de *médiateur* pour l'analyse de médiation (tableau D.9 page suivante) de l'effet de l'appartenance à la classe ouvrière sur le vote de Jean-Marie Le Pen (FN)

	Dependent variable :	
	Attitude mondialisation	Vote FN
	OLS	*logistic*
	Mediator	Outcome
	(1)	(2)
Attitude mondialisation		0.296***
		(0.032)
Ouvrier	0.406***	0.121
	(0.071)	(0.121)
Constant	5.281***	−3.857***
	(0.052)	(0.218)
Observations	2,852	2,852
R^2	0.011	
Adjusted R^2	0.011	
Log Likelihood		−971.632
Akaike Inf. Crit.		1,949.265
Residual Std. Error	1.906 (df = 2850)	
F Statistic	32.323*** (df = 1 ; 2850)	
Note :		*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau D.10 – France 1988 : Distance euclidienne sur les trois dimensions (socio-économique, culturelle et mondialisation) entre partis et classes sociales (EGP)

	PCF	PS	RPR	UDF	FN	Upper service class	Lower service class	Self employed	Routine non manual workers	Skilled workers, unskilled workers	Inclassable
PCF	0.00	1.78	3.62	4.85	4.27	3.27	2.77	2.84	2.19	1.78	2.62
PS	1.78	0.00	3.08	5.73	4.27	3.16	2.88	3.09	2.77	2.68	2.61
RPR	3.62	3.08	0.00	4.70	1.81	1.97	2.64	1.51	2.62	2.88	2.10
UDF	4.85	5.73	4.70	0.00	4.93	5.54	5.76	4.03	4.96	4.69	5.37
FN	4.27	4.27	1.81	4.93	0.00	1.56	2.36	1.53	2.41	2.81	2.06
Upper service class	3.27	3.16	1.97	5.54	1.56	0.00	0.88	1.52	1.35	1.87	0.67
Lower service class	2.77	2.88	2.64	5.76	2.36	0.88	0.00	1.92	0.91	1.41	0.57
Self employed	2.84	3.09	1.51	4.03	1.53	1.52	1.92	0.00	1.48	1.65	1.45
Routine non manual workers	2.19	2.77	2.62	4.96	2.41	1.35	0.91	1.48	0.00	0.54	0.87
Skilled workers, unskilled workers	1.78	2.68	2.88	4.69	2.81	1.87	1.41	1.65	0.54	0.00	1.34
Inclassable	2.62	2.61	2.10	5.37	2.06	0.67	0.57	1.45	0.87	1.34	0.00

TABLEAU D.9 – France 1988 : Analyse de médiation causale de l'influence d'être ouvrier sur le vote pour Jean-Marie LE PEN par l'intermédiaire de l'attitude relative à la mondialisation

Term	Estimate
ACME (control)	0.011^{***} (0.007, 0.016)
ACME (treated)	0.012^{***} (0.008, 0.017)
ADE (control)	0.011 (-0.012, 0.034)
ADE (treated)	0.012 (-0.013, 0.036)
Total Effect	$0.024^{\cdot}$ (-0.000, 0.047)
Prop. Mediated (control)	$0.476^{\cdot}$ (-1.484, 3.490)
Prop. Mediated (treated)	$0.520^{\cdot}$ (-1.228, 3.208)
ACME (average)	0.012^{***} (0.008, 0.017)
ADE (average)	0.012 (-0.012, 0.035)
Prop. Mediated (average)	$0.498^{\cdot}$ (-1.356, 3.350)

Notes. Calcul basé sur les modèles d'*outcome* et *médiateur* (tableau D.8 page précédente).
Les intervalles de confiance sont calculés par la méthode de *bootstrap* avec 1000 réplications.
$^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$; $^{\cdot}\, p < 0.1$.

Tableau D.11 – France 1988 : Distance euclidienne sur l'axe gauche droite entre partis et classes sociales (EGP)

	PCF	PS	RPR	UDF	FN	Upper service class	Lower service class	Self employed	Routine non manual workers	Skilled workers, unskilled workers	Inclassable
PCF	0.00	1.77	6.75	3.75	5.61	2.69	2.36	3.25	2.40	2.03	2.75
PS	1.77	0.00	4.98	1.98	3.84	0.91	0.58	1.48	0.62	0.26	0.98
RPR	6.75	4.98	0.00	3.00	1.14	4.06	4.39	3.50	4.35	4.72	4.00
UDF	3.75	1.98	3.00	0.00	1.86	1.06	1.39	0.50	1.35	1.72	1.00
FN	5.61	3.84	1.14	1.86	0.00	2.92	3.25	2.36	3.21	3.58	2.86
Upper service class	2.69	0.91	4.06	1.06	2.92	0.00	0.33	0.56	0.29	0.65	0.07
Lower service class	2.36	0.58	4.39	1.39	3.25	0.33	0.00	0.89	0.04	0.32	0.40
Self employed	3.25	1.48	3.50	0.50	2.36	0.56	0.89	0.00	0.85	1.22	0.50
Routine non manual workers	2.40	0.62	4.35	1.35	3.21	0.29	0.04	0.85	0.00	0.36	0.36
Skilled workers, unskilled workers	2.03	0.26	4.72	1.72	3.58	0.65	0.32	1.22	0.36	0.00	0.72
Inclassable	2.75	0.98	4.00	1.00	2.86	0.07	0.40	0.50	0.36	0.72	0.00

D.3 Élections présidentielles de 1995

D.3.1 Présentation des données l'Enquête Post-Électorale Française 1995

Le jeu de données contient 4078 observations et 189 variables. Cette base de données comporte une variable de pondération (*poidx*) pour redresser les données. On ne trouve pas d'explication dans les guides, néanmoins il semblerait qu'il faille diviser la valeur de cette variable par 1000 pour obtenir une pondération de 0.68 et 1.482 (moyenne $\backsimeq$ 1). Nous utiliserons cette variable pour les pondérations.

Comme pour l'enquête post-électorale 1978, il n'y a aucun moyen de déterminer directement l'origine étrangère du répondant. On peut cependant le faire de manière indirecte, comme en 1988, en utilisant l'appartenance religieuse (Islam). En revanche, de nombreuses variables permettent de déterminer la position et l'origine sociale des répondants. Ainsi, l'on peut connaître l'origine familiale (« rs17 Père, profession lorsque le répondant était jeune »), sa profession (« rs8a1 Répondant, Situation professionnelle », « rs10a1 Répondant, Statut professionnel », « rs12 Conjoint, Situation professionnelle », « rs14a1 Conjoint, Statut professionnel », « rs10a2 Répondant, CSP », « rs14a2 Conjoint, CSP »), le revenu (« rs5 Revenu mensuel du foyer du répondant ») et le niveau d'études (« rs6 Répondant, Diplôme le plus élevé »). D'autres éléments, tels que le patrimoine (« rs4a1 Patrimoine du répondant : - avoir un livret Caisse d'épargne », « rs4a2 Patrimoine du répondant : - avoir un compte ou livret épargne logement », « rs4a3 Patrimoine du répondant : - avoir des valeurs mobilières », « rs4a4 Patrimoine du répondant : - avoir des biens immobiliers de rapport », « rs4a5 Patrimoine du répondant : - être propriétaire de son logement », « rs4a6 Patrimoine du répondant : - avoir une entreprise, un fond de commerce », « rs4a7 Patrimoine du répondant : - avoir une résidence secondaire ») permettent de connaître la situation sociale des répondants.

L'on interroge sur l'appartenance (« rs21 Religion du répondant ») et la pratique religieuse (« rs22 Pratique religieuse ») avec davantage d'options de réponses qu'en 1978 (« 1. Catholique, 2. Protestante, 3. Juive, 4. Musulmane, 5. Autre religion, 6. Sans religion, 999. Non réponse »). Contrairement à l'enquête de 1978 on ne

demande plus directement si la personne appartient à un syndicat, mais son attitude par rapport à celui-ci (« q21a6 Evocation liée à certains mots : - Syndicat », « q39a5 Pouvoir compter sur : - les syndicats ») et par raport à la grève (« q23a6 Manières de revendiquer : - Faire grêve »). Enfin, on pose des questions sur le sentiment d'appartenance à une classe ou un milieu social (« q35 Sentiment d'appartenance à une classe sociale », « q35f Classe sociale d'appartenance (recodage) ») et l'identification partisane (« q9a1 Proximité partisanne », « q9a2 Degré de proximité avec le parti dont on se sent proche », « q9a3 Proximité partisanne (Recodage) », « q40 Proximité d'un parti politique proposé »). De plus, on pose des questions sur les groupes avec lesquels les sondés ont des intérêts en commun (« q4a1 Interets en commun avec : - habitants du quartier/commune », « q4a2 Interets en commun avec : - habitants de la région », « q4a3 Interets en commun avec : - habitants des autres pays d'Europe », « q4a4 Interets en commun avec : - gens de votre âge/génération », « q4a5 Interets en commun avec : - les gens qui ont le même metier », « q4a6 Interets en commun avec : - les gens de la même couche sociale », « q4a7 Interets en commun avec : - les gens de votre sexe », « q4a8 Interets en commun avec : - les gens qui ont les mêmes idées politiques », « q4a9 Interets en commun avec : - les gens qui ont la même religion »).

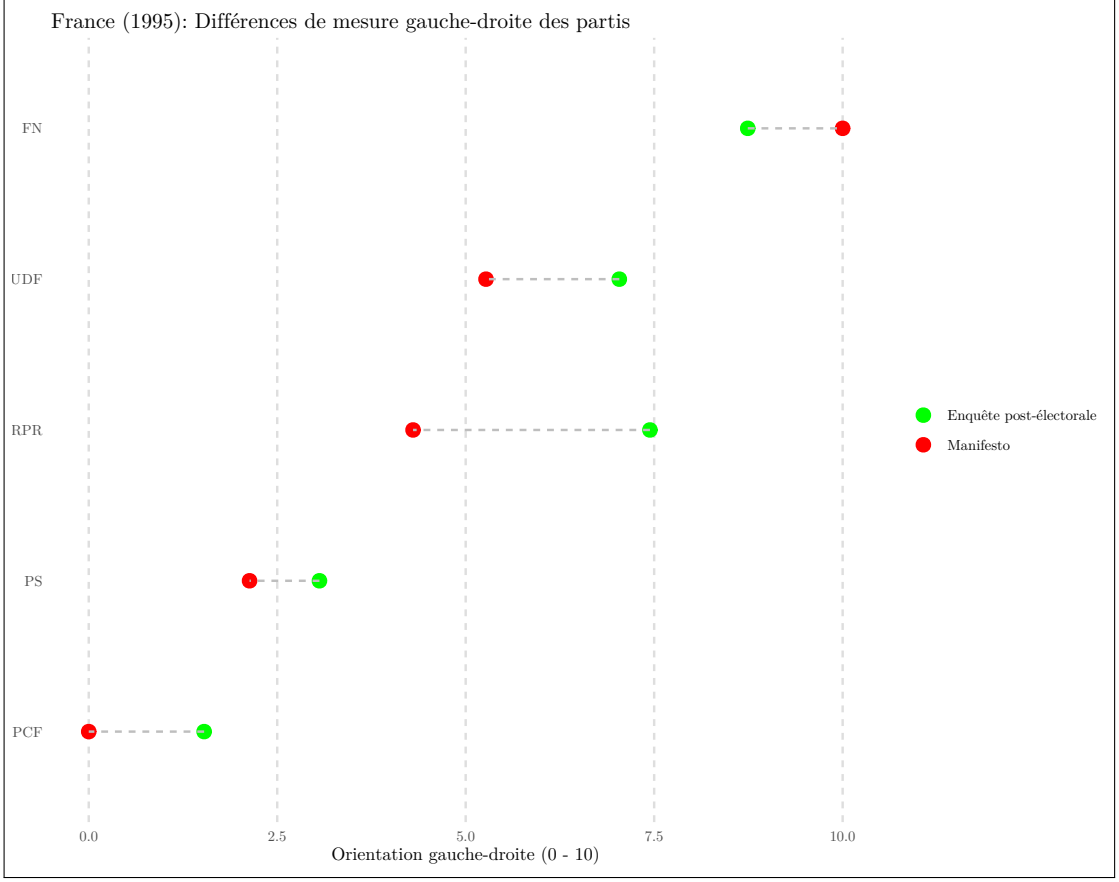
Cette élection étant une élection présidentielle, nous ne disposons pas de données sur les programmes des candidats, car le projet Manifesto (Lehman et al., 2022) traite les programmes de partis politiques et pas de candidats. Cependant, les dernières élections législatives n'étant pas très anciennes (deux ans en 1993) et les principaux candidats pouvant être rattaché à l'un des partis, nous pouvons malgré tout utiliser les données issues du projet Manifesto. En 1997, de nouvelles élections législatives ont lieu suite à la dissolution de l'Assemblée nationale par le président Jacques Chirac. Nous pouvons donc utiliser les données du projet Manifesto pour les élections législatives de 1993 et 1997.

Contrairement aux enquêtes de 1978 et 1998, l'on interroge non seulement les sondés sur leur auto-placement sur l'axe gauche droite, mais on leur demande également de placer les différents candidats de l'élection présidentielle de 1995. Nous n'avons donc pas seulement les données manifesto pour placer les partis politiques sur l'axe gauche-droite, mais également un placement effectué par les électeurs eux-mêmes. Le placement manifesto et le placement de l'enquête post-électorale sont très fortement corrélés ($r = 0,9$), ce qui corrobore la validité de ces mesures. Mis à part l'UDF et le RPR (Édouard Balladur et Jacques Chirac), l'ordre des partis est identique (comparaison des données ramenées à la même échelle : figure D.8 page suivante).

D.3.2 Tableaux et graphiques

Cette enquête est assez riche en questions relatives à la mondialisation :

FIGURE D.8 – France 1995 : Comparaison du positionnement des partis sur l'axe gauche-droite par les données du projet Manifesto et l'Enquête post-électorale française



— q1 Sentiment d'appartenance à la France/ l'Europe

— qq7a1 Opinion : - Trop d'immigrés en France

— qq7a6 Opinion : - On ne se sent plus chez soi

— qq10a1 Thème déterminant : - Place France dans monde

— qq11a1 Meilleur candidat : - Place France dans monde

— qq10a4 Thème déterminant : - Immigration

— qq11a4 Meilleur candidat : - Immigration

— qq21a16 Evocation liée à certains mots : - Europe

— qq10a9 Thème déterminant : - Construction européenne

— qq11a9 Meilleur candidat : - Construction européenne

— qq4a3 Interets en commun avec : - habitants des autres pays d'Europe

— qq7a5 Opinion : - Musulmans en France doivent avoir des mosquées

— qq21a13 Evocation liée à certains mots : - Islam

L'enquête contient de nombreuses propositions sur les questions socio-économiques (« q21a4 Evocation liée à certains mots : - Compétition », « q21a5 Evocation liée à certains mots : - Profit », « q21a7 Evocation liée à certains mots : - Nationalisation », « q21a12 Evocation liée à certains mots : - Privatisation ») et sociétales (« q7a3 Opinion : - Homosexualité acceptable », « q7a4 Opinion : - Rétablir la peine de mort », « q7a5 Opinion : - Musulmans en France doivent avoir des mosquées », « q7a7 Opinion : - Avortement normal », « q7a8 Opinion : - Pas assez d'enseignement sur extermination des Juifs », « q20a1 Conception sur le rôle de la femme », « q21a2 Evocation liée à certains mots : - Féminisme », « q21a8 Evocation liée à certains mots : - Autorité », « q21a9 Evocation liée à certains mots : - Ecole privée », « q22a1 Rôle de l'école »).

L'enquête comporte les questions suivantes sur le vote :

— q5a2 Vote 1er tour élections presidentielles

— q6a2 Vote 2ème tour élections presidentielles

— q16 Vote élections européennes 1994

— q17 Vote élections législatives 1993

— q18 Vote référendum Maastricht 1992

— q19 Vote second tour élections présidentielles 1988

Tableau D.12 – France 1995 : Modèles d'*outcome* et de *médiateur* pour l'analyse de médiation (tableau D.9 page 396) de l'effet de l'appartenance à la classe ouvrière sur le vote de Jean-Marie Le Pen (FN)

	Dependent variable :	
	Attitude mondialisation	Vote FN
	OLS	*logistic*
	Mediator	Outcome
	(1)	(2)
Attitude mondialisation		0.372***
		(0.011)
Ouvrier	0.388***	0.456***
	(0.077)	(0.036)
Constant	5.848***	−4.205***
	(0.040)	(0.074)
Observations	2,867	2,867
R^2	0.009	
Adjusted R^2	0.008	
Log Likelihood		−11,018.750
Akaike Inf. Crit.		22,043.490
Residual Std. Error	5.683 (df = 2865)	
F Statistic	25.219*** (df = 1 ; 2865)	
Note :		*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau D.14 – France 1995 : Distance euclidienne sur les trois dimensions (socio-économique, culturelle et mondialisation) entre partis et classes sociales (EGP)

	Les Verts	PCF	PS	UDF	RPR	FN	Inclassable	Lower service class	Routine non manual workers	Self employed	Skilled workers unskilled workers	Upper service class
Les Verts	0.00	4.42	2.87	6.05	6.73	7.79	3.94	4.09	4.77	5.55	4.93	4.11
PCF	4.42	0.00	3.39	5.15	3.57	5.00	3.55	3.56	3.61	3.99	3.55	3.77
PS	2.87	3.39	0.00	6.33	5.79	6.23	3.65	3.97	4.43	4.64	4.42	3.83
UDF	6.05	5.15	6.33	0.00	3.23	4.44	2.74	2.38	2.02	2.65	2.17	2.64
RPR	6.73	3.57	5.79	3.23	0.00	2.33	3.41	3.23	2.59	2.38	2.39	3.44
FN	7.79	5.00	6.23	4.44	2.33	0.00	4.17	4.19	3.57	2.56	3.29	4.12
Inclassable	3.94	3.55	3.65	2.74	3.41	4.17	0.00	0.42	0.98	1.68	1.11	0.24
Lower service class	4.09	3.56	3.97	2.38	3.23	4.19	0.42	0.00	0.72	1.70	0.94	0.47
Routine non manual workers	4.77	3.61	4.43	2.02	2.59	3.57	0.98	0.72	0.00	1.18	0.29	0.94
Self employed	5.55	3.99	4.64	2.65	2.38	2.56	1.68	1.70	1.18	0.00	0.92	1.59
Skilled workers unskilled workers	4.93	3.55	4.42	2.17	2.39	3.29	1.11	0.94	0.29	0.92	0.00	1.07
Upper service class	4.11	3.77	3.83	2.64	3.44	4.12	0.24	0.47	0.94	1.59	1.07	0.00

Tableau D.13 – France 1995 : Analyse de médiation causale de l'influence d'être ouvrier sur le vote pour Jean-Marie Le Pen par l'intermédiaire de l'attitude relative à la mondialisation

Term	Estimate
ACME (control)	0.017^{***} (0.010, 0.023)
ACME (treated)	0.018^{***} (0.011, 0.025)
ADE (control)	0.054^{***} (0.026, 0.082)
ADE (treated)	0.056^{***} (0.027, 0.085)
Total Effect	0.073^{***} (0.042, 0.102)
Prop. Mediated (control)	0.228^{***} (0.133, 0.409)
Prop. Mediated (treated)	0.253^{***} (0.155, 0.433)
ACME (average)	0.017^{***} (0.011, 0.024)
ADE (average)	0.055^{***} (0.026, 0.083)
Prop. Mediated (average)	0.240^{***} (0.144, 0.421)

Notes. Calcul basé sur les modèles d'*outcome* et *médiateur* (tableau D.12 page précédente).
Les intervalles de confiance sont calculés par la méthode de *bootstrap* avec 1000 réplications.
$^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$; $^{\cdot}\, p < 0.1$.

TABLEAU D.15 – France 1995 : Distance euclidienne sur l'axe gauche droite entre partis et classes sociales (EGP)

	Les Verts	PCF	PS	UDF	RPR	FN	Inclassable	Lower service class	Routine non manual workers	Self employed	Skilled workers unskilled workers	Upper service class
Les Verts	0.00	1.21	0.30	3.76	2.17	6.70	2.88	2.81	2.90	3.98	2.26	2.59
PCF	1.21	0.00	1.51	4.97	3.38	7.91	4.09	4.02	4.11	5.19	3.47	3.80
PS	0.30	1.51	0.00	3.46	1.87	6.40	2.58	2.51	2.60	3.68	1.96	2.29
UDF	3.76	4.97	3.46	0.00	1.58	2.94	0.88	0.95	0.86	0.22	1.49	1.16
RPR	2.17	3.38	1.87	1.58	0.00	4.53	0.71	0.64	0.72	1.81	0.09	0.42
FN	6.70	7.91	6.40	2.94	4.53	0.00	3.82	3.89	3.80	2.72	4.44	4.11
Inclassable	2.88	4.09	2.58	0.88	0.71	3.82	0.00	0.07	0.02	1.10	0.62	0.29
Lower service class	2.81	4.02	2.51	0.95	0.64	3.89	0.07	0.00	0.09	1.17	0.55	0.22
Routine non manual workers	2.90	4.11	2.60	0.86	0.72	3.80	0.02	0.09	0.00	1.08	0.64	0.30
Self employed	3.98	5.19	3.68	0.22	1.81	2.72	1.10	1.17	1.08	0.00	1.72	1.39
Skilled workers unskilled workers	2.26	3.47	1.96	1.49	0.09	4.44	0.62	0.55	0.64	1.72	0.00	0.33
Upper service class	2.59	3.80	2.29	1.16	0.42	4.11	0.29	0.22	0.30	1.39	0.33	0.00

TABLEAU D.16 – France 1995 : Influence de l'identification partisane (hors FN) et de l'appartenance aux classes populaires sur les attitudes relatives à la mondialisation

	Dependent variable :			
	Dimension mondialisation			
	(1)	(2)	(3)	(4)
Classes populaires	0.601^{***}		0.586^{***}	0.729^{***}
	(0.063)		(0.063)	(0.086)
Identification partisane (hors FN)		-0.151^{***}	-0.125^{***}	-0.025
		(0.039)	(0.039)	(0.057)
Interaction : Classes populiares : IP hors FN				-0.188^{**}
				(0.078)
Constant	5.603^{***}	6.035^{***}	5.705^{***}	5.623^{***}
	(0.046)	(0.043)	(0.056)	(0.065)
Observations	3,330	3,330	3,330	3,330
R^2	0.027	0.004	0.030	0.031
Adjusted R^2	0.026	0.004	0.029	0.030
Residual Std. Error	5.738 (df = 3328)	5.803 (df = 3328)	5.730 (df = 3327)	5.726 (df = 3326)
F Statistic	90.830^{***} (df = 1 ; 3328)	14.763^{***} (df = 1 ; 3328)	50.710^{***} (df = 2 ; 3327)	35.805^{***} (df = 3 ; 3326)

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU D.17 – France 1995 : Modèles d'*outcome* et de *médiateur* pour l'analyse de médiation (tableau D.9 page 396) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote de gauche de classe (PS et PCF)

	Dependent variable :	
	Attitude redistribution	Vote gauche (PS, PCF)
	OLS	*logistic*
	Mediator	Outcome
	(1)	(2)
Attitude redistribution		-0.258^{***}
		(0.020)
Classes populaires	-0.153^{**}	0.108
	(0.069)	(0.081)
Constant	5.592^{***}	0.185
	(0.049)	(0.119)
Observations	3,494	3,494
R^2	0.001	
Adjusted R^2	0.001	
Log Likelihood		−2,014.526
Akaike Inf. Crit.		4,035.052
Residual Std. Error	2.024 (df = 3492)	
F Statistic	4.941^{**} (df = 1 ; 3492)	
Note :		*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau D.18 – France 1995 : Analyse de médiation causale de l'influence d'être ouvrier sur le vote pour la gauche de classe (PS, PCF) par l'intermédiaire de l'attitude relative à la redistribution

Term	Estimate
ACME (control)	0.007* (0.001, 0.013)
ACME (treated)	0.007* (0.001, 0.014)
ADE (control)	0.019 (-0.008, 0.046)
ADE (treated)	0.019 (-0.009, 0.047)
Total Effect	0.026· (-0.003, 0.054)
Prop. Mediated (control)	0.259· (-0.411, 1.716)
Prop. Mediated (treated)	0.273· (-0.401, 1.706)
ACME (average)	0.007* (0.001, 0.013)
ADE (average)	0.019 (-0.008, 0.047)
Prop. Mediated (average)	0.266· (-0.406, 1.711)

Notes. Calcul basé sur les modèles d'*outcome* et *médiateur* (tableau D.17 page précédente).
Les intervalles de confiance sont calculés par la méthode de *bootstrap* avec 1000 réplications.
$^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$;· $p < 0.1$.

D.4 Élections présidentielles de 2017

D.4.1 Présentation de l'enquête post-électorale de 2017

Le jeu de données contient 1830 observations et 340 variables. La base de données comporte six variables de pondération (w1, w2, w3, w4, w5, w6) pour redresser les données. Le redressement le plus complet, sur des critères sociodémographiques et le vote lors des deux tours des élections présidentielles de 2017, est effectuée avec la variable w5 (« weight5 - sociodemographic + diploma + 1st & 2nd round pres elections 2017 »). Celle-ci donne une valeur entre 0.462 et 2.562 (moyenne= 1) à appliquer aux observations.

Davantage de variables que dans les enquêtes de 1988 et 1995 permettent de déterminer l'origine étrangère du répondant (« SD34 Family [Language spoken at home] », « SD35 Origins [1st foreign language] », diverses variables portant sur l'origine : « SD37 Origins [Country born] », « SD38 Origin [Year in which respondent arrived in France for the first time] », « SD39 Origin [Number of parents who are foreign in the country] »). Cela permet de déterminer l'origine étrangère des répondants.

De nombreuses variables permettent de déterminer la position et l'origine sociale des répondants. Ainsi, l'on peut connaître l'origine familiale (« SD30 Father [Profession] », « SD30_I Father occupation (ISCO_08) »), la profession du répondant (« S11 Occupation [reference person in activity] », « S14 Occupation - reference person », « SD12 Professional status », « SD14 Profession [PCS] », « SD14_PCS Profession (PCS 2003) »), le revenu (« SD44 Income [Principal source of income (household)] », « SD45 Income level [household, net per month] », « SD46 Income level [individual, last month] ») et le niveau d'études (« SD9 Education »).

Des variables reprennent des informations sur l'habitation (« T3 Housing [location] », « T4 Housing [area quality] », « T5 Housing [type] », « T6 Housing [standing] ») et l'agglomération (« A6 Agglomeration category (5 modalities) »).

L'on interroge sur l'appartenance (« SD41 Religion [Religion of the respondent] ») et la pratique religieuse (« SD40 Religion [How often do you attend masses, cults, etc.] », « SD42 Religion [How often did you attent religious ceromonies [besides marriage, funerals and baptisms] ») avec davantage d'options de réponses qu'en 1978 (« 0. Catholic, 1. Protestant, 2. Jewish, 3. Muslim, 4. Other religion, 5. Without religion, 77. Refusal, 88. DK »). On demande si le répondant appartient à un syndicat (« SD43 Labor union [Are you member of a labor union ?] »). Enfin, on pose des questions sur le sentiment d'appartenance à une classe ou un milieu social (« ST3 Social status [Subjective] », « SD47 Social class [Social class of the respondent] »,« ST7 Social [Feeling of belonging to a social class] », « ST8 Social [Feeling of belonging to which social class] ») et l'identification partisane (« PR3 Feels close to any party », « PR4 Feels somewhat close to any party », « PR5 Feels close to given party », « PR6 Degree of closeness to given party »).

D.4.2 Tableaux et graphiques

Sur la mondialisation, on trouve les questions suivantes :

— EU1 : EU [membership good]
— EU2 : EU [has benefited]
— I1_1 : EU : - impact of unemployment
— I1_2 : EU : - impact on inequalities
— I1_3 : EU : - impact on deficits
— I1_4 : EU : - impact of immigration
— I1_5 : EU : - impact on global warming
— I1_6 : EU : - impact on taxes
— I1_7_ EU : - impact on crime
— I1_8 : EU : - impact on terrorism

— EU3 : EU : - further integration
— EU4 : EU : - bad for democracy
— EU5 : Globalization : - protectionism
— EU6 : Globalization : - impact on governments
— EU7 : Globalization : - impact on democracy
— EU8 : EU [self-identification]

Sur les attitudes sur les questions économiques, culturelles et liées à l'immigration :

— O1 : State intervention in economy (binaire)
— O2 : Firms vs. Workers (binaire)
— O3 : Schools [discipline or creativity] (binaire)
— O4 : Climate change [origins] (binaire)
— O5 : Robotization [impact] (binaire)
— O6 : Attitude : - environment (Likert)
— O7 : Attitude : - homosexuality (Likert)
— O8 : Attitude : - adoption by homosexuals (Likert)
— O9 : Attitude : - death penalty (Likert)
— O10 : Attitude : - immigration as cultural benefit (Likert)
— O11 : Attitude : - muslims (Likert)
— O12 : Attitude : - immigration (Likert)
— O13 : Attitude : - terrorism prevention (Likert)
— O14 : Attitude : - torture (Likert)
— O15 : Attitude : - surveillance (Likert)
— O16 : Attitude : - police (Likert)
— O17 : Attitude : - referendum (Likert)
— O18 : Attitude : - compromise (Likert)
— O21 : Social success [origins] (Likert)
— O22 : Attitude [social equality] (Likert)
— O23 : Social trust (Likert)
— O24 : Attitude [redistribution] (Likert)
— O27 : Immigrants [good for economy] (Likert)
— O28 : Immigrant [bad for culture] (Likert)

— O29 : Immigrants [bad for crime] (Likert)

— O30 : Immigrants [come for benefits] (Likert)

Il y a également les questions relatives à la saillance et à l'*issue ownership* :

— I4 : Issue salience (0. Global warming, 1. Unemployment, 2. Crime, 3. Immigration, 4. Inequality, 5. Taxes, 6. Deficits, 7. Terrorism, 77. Refusal, 88. DK, 99. Missing)

— I2_1 : Party salience : - global warming

— I2_2 : Party salience : - unemployment

— I2_3 Party salience : - crime

— I2_4 : Party salience : - immigration

— I2_5 : Party salience : - inequalities

— I2_6 : Party salience : - taxes

— I2_7 : Party salience : - deficits

— I2_8 : Party salience : - terrorism

— I3_1 : Issue ownership : - global warming

— I3_2 Issue ownership : - unemployment

— I3_3 Issue ownership : - crime

— I3_4 : Issue ownership : - immigration

— I3_5 : Issue ownership : - inequalities

— I3_6 : Issue ownership : - taxes

— I3_7 : Issue ownership : - deficits

— I3_8 : Issue ownership : - terrorism

L'enquête contient de nombreuses propositions sur les questions socio-économiques (« q21a4 Evocation liée à certains mots : - Compétition », « q21a5 Evocation liée à certains mots : - Profit », « q21a7 Evocation liée à certains mots : - Nationalisation », « q21a12 Evocation liée à certains mots : - Privatisation ») et sociétales (« q7a3 Opinion : - Homosexualité acceptable », « q7a4 Opinion : - Rétablir la peine de mort », « q7a5 Opinion : - Musulmans en France doivent avoir des mosquées », « q7a7 Opinion : - Avortement normal », « q7a8 Opinion : - Pas assez d'enseignement sur extermination des Juifs », « q20a1 Conception sur le rôle de la femme », « q21a2 Evocation liée à certains mots : - Féminisme », « q21a8 Evocation liée à certains mots : - Autorité », « q21a9 Evocation liée à certains mots : - Ecole privée », « q22a1 Rôle de l'école »).

L'enquête comporte les questions suivantes sur le vote :

— V1 Turnout [President 1st]

— V2 Vote choice [President 1st]
— V3 Turnout [President 2nd]
— V4 Vote choice [President 2nd]
— V6 Turnout [Legislative 1st]
— V7 Vote choice [Legislative 1st]
— V8 Turnout [President 2012 1st]
— V9 Vote choice [President 2012 1st]
— V10 Turnout [President 2012 2nd]
— V11 Vote choice [President 2012 2nd]

D.4.3 Tableaux et graphiques

Tableau D.19 – Tableau de correspondance des catégories professionnelles et des classes sociales pour 2017

Code	Nom	Classe Sociale	EGP	GSP simple
1	Agriculteurs sur petite exploitation	Moyen	Self employed	Agriculteurs
2	Agriculteurs sur moyenne exploitation	Moyen	Self employed	Agriculteurs
3	Agriculteurs sur grande exploitation	Moyen	Self employed	Agriculteurs
4	Artisans	Moyen	Self employed	Petits commerçants, artisans
5	Commerçants et assimilés	Moyen	Self employed	Petits commerçants, artisans
6	Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
7	Professions libérales	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
8	Cadres de la fonction publique	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
9	Professeurs, professions scientifiques	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
10	Professions de l'information, des arts et des spectacles	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
11	Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
12	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
13	Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	Moyen	Lower service class	Professions intermédiaires
14	Professions intermédiaires de la santé et du travail social	Moyen	Lower service class	Professions intermédiaires
15	Clergé, religieux	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
16	Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	Moyen	Lower service class	Professions intermédiaires
17	Professions intermédiaires administratives et commerciales	Moyen	Lower service class	Professions intermédiaires
18	Techniciens	Moyen	Lower service class	Professions intermédiaires
19	Contremaîtres, agents de maîtrise	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
20	Employés civils et agents de service de la fonction publique	Populaire	Routine non manual workers	Employés
21	Policiers et militaires	Moyen	Lower service class	Professions intermédiaires
22	Employés administratifs d'entreprise	Populaire	Routine non manual workers	Employés
23	Employés de commerce	Populaire	Routine non manual workers	Employés
24	Personnels des services directs aux particuliers	Populaire	Routine non manual workers	Employés
25	Ouvriers qualifiés de type industriel	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
26	Ouvriers qualifiés de type artisanal	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
27	Chauffeurs	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
28	Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
29	Ouvriers non qualifiés de type industriel	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
30	Ouvriers non qualifiés de type artisanal	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
31	Ouvriers agricoles	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
32	Anciens agriculteurs exploitants	Moyen	Self employed	Petits commerçants, artisans
33	Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Moyen	Self employed	Petits commerçants, artisans
34	Anciens cadres	Supérieur	Upper service class	Cadres et professions intellectuelles supérieures (et chefs d'entreprise)
35	Anciennes professions intermédiaires	Moyen	Lower service class	Professions intermédiaires
36	Anciens employés	Populaire	Routine non manual workers	Employés
37	Anciens ouvriers	Populaire	Skilled workers, unskilled workers	Ouvriers
38	Chômeurs n'ayant jamais travaillé	Inclassable	Inclassable	Inclassable
39	Militaires du contingent	Moyen	Lower service class	Professions intermédiaires
40	Elèves, étudiants	Inclassable	Inclassable	Inclassable
41	Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans	Inclassable	Inclassable	Inclassable
42	Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus	Inclassable	Inclassable	Inclassable
66	Not concerned	Inclassable	Inclassable	Inclassable

TABLEAU D.20 – France 2017 : Régression sur l'influence de l'appartenance aux classes populaires et de l'identification partisane (hors FN) sur les attitudes relatives à la mondialisation/immigration

	Vote 1er tour Présidentielles 2017		
	(1)	(2)	(3)
Identification partisane (sauf FN)	−0.722***		−0.698***
	(0.045)		(0.061)
Classes populaires		0.883***	0.534***
		(0.143)	(0.201)
Interaction : Identification partisane (sauf FN)*Classes populaires			0.013
			(0.092)
Constant	6.146***	4.545***	5.857***
	(0.101)	(0.096)	(0.146)
Observations	1,558	1,558	1,558
R^2	0.139	0.024	0.149
Adjusted R^2	0.139	0.023	0.147
Residual Std. Error	2.628 (df = 1556)	2.799 (df = 1556)	2.616 (df = 1554)
F Statistic	252.248*** (df = 1 ; 1556)	38.323*** (df = 1 ; 1556)	90.501*** (df = 3 ; 1554)
Note :			*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU D.21 – France 2017 : Régression sur le fait d'être « petit blanc » sur le vote pour le FN

	Vote pour Marine LE PEN lors du 1er tour des Présidentielles 2017	
	Simple	Contrôle
	(1)	(2)
Petits blancs	0.575***	0.577***
	(0.126)	(0.127)
Genre		0.162
		(0.128)
Âge		−0.011***
		(0.003)
Constant	−1.877***	−1.428***
	(0.090)	(0.196)
Observations	1,830	1,830
Log Likelihood	−833.940	−828.589
Akaike Inf. Crit.	1,671.879	1,665.178
Note :		*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

FIGURE D.9 – France 2017 : Influence de l'appartenance aux classes populaires et de l'identification partisane (hors FN) sur les attitudes relatives à la mondialisation/immigration

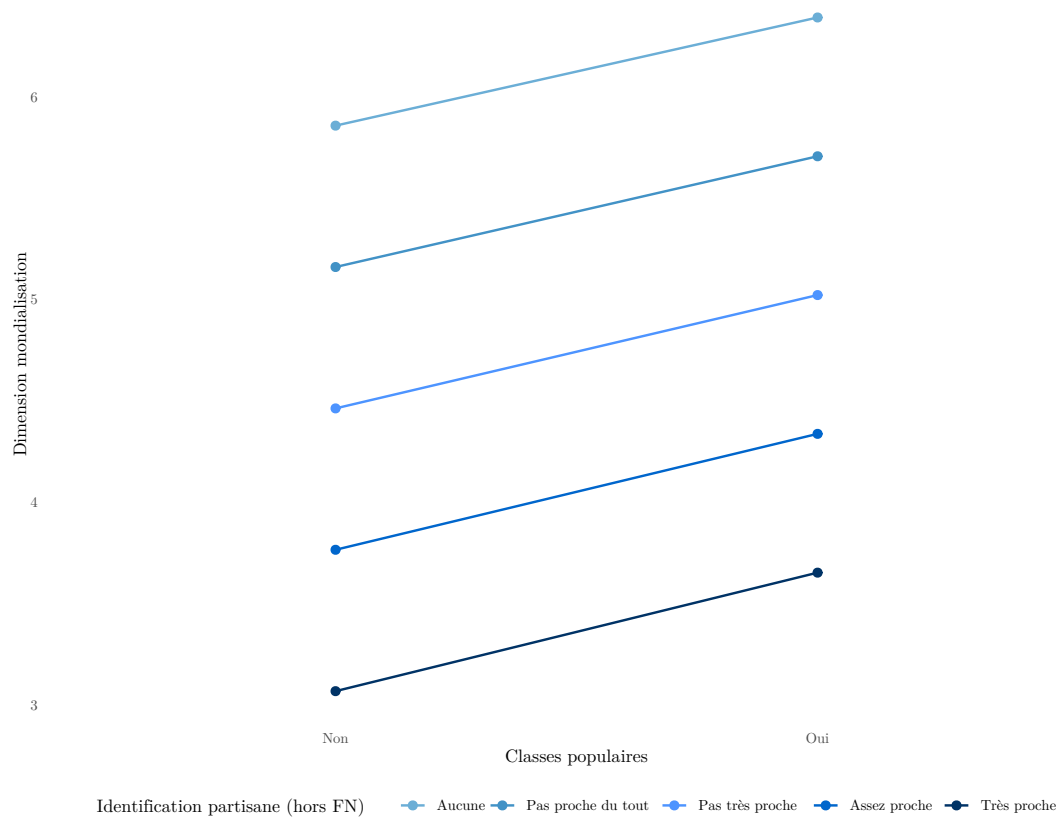


TABLEAU D.22 – France 2017 : Régression sur le fait d'être non blanc, autoritaire et vote pour le FN

	Dependent variable :	
	OLS	*logistic*
	indice sociétal	Vote FN
	(1)	(2)
Sociétal		0.194^{***}
		(0.030)
Classes populaires	0.298^{***}	0.348^{**}
	(0.110)	(0.136)
Non-blanc	0.775^{***}	-0.943^{**}
	(0.255)	(0.440)
Interaction : classes populaires :non-blanc	-0.493	-0.842
	(0.380)	(0.742)
Constant	2.227^{***}	-2.175^{***}
	(0.074)	(0.129)
Observations	1,642	1,642
R^2	0.010	
Adjusted R^2	0.008	
Log Likelihood		-738.793
Akaike Inf. Crit.		1,487.587
Residual Std. Error	2.117 (df = 1638)	
F Statistic	5.380^{***} (df = 3 ; 1638)	
Note :		*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau D.23 – France 2017 : Régression sur l'identification partisane (hors FN), les attitudes sur l'immigration et le vote pour le FN

	Vote FN			
	Simple	Interactio	Simple (classes populiare)	Interaction (classes populaires)
	(1)	(2)	(3)	(4)
Immigration	0.436***	0.446***	0.400***	0.443***
	(0.037)	(0.044)	(0.050)	(0.060)
Identification partisane (sauf FN)	−0.718***	−0.634***	−0.614***	−0.240
	(0.073)	(0.210)	(0.098)	(0.270)
immi_index_final :party_close_sauf_FN		−0.013		−0.058
		(0.030)		(0.040)
Constant	−3.475***	−3.541***	−3.345***	−3.658***
	(0.275)	(0.319)	(0.379)	(0.454)
Observations	1,558	1,558	737	737
Log Likelihood	−472.605	−472.516	−266.437	−265.422
Akaike Inf. Crit.	951.210	953.031	538.875	538.844

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU D.24 – France 2017 : Saillance des enjeux et vote pour la France insoumise (FI) et le Parti socialiste (PS) dans les classes populaires et parmi les petits blancs

	Vote pour la gauche de classe (FI/PS)	
	Classes populaires	Petits blancs
	(1)	(2)
Sociétal (Réf : Socio-économique)	0.496**	0.412**
	(0.214)	(0.205)
Mondialisation (Réf : Socio-économique)	−0.621**	−0.586**
	(0.260)	(0.246)
Classes populaires	0.289**	
	(0.135)	
Interaction : Sociétal*Classes populaires	−0.739**	
	(0.331)	
Interaction : Mondialisation*Classes populaires	−0.406	
	(0.374)	
Petits blancs		0.243*
		(0.137)
Interaction : Sociétal*Petits Blancs		−0.622*
		(0.338)
Interaction : Mondialisation*Petits Blancs		−0.523
		(0.379)
Constant	−1.330***	−1.297***
	(0.094)	(0.090)
Observations	1,785	1,785
Log Likelihood	−1,033.224	−1,034.541
Akaike Inf. Crit.	2,078.448	2,081.083

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau D.25 – France 2017 : Conscience ouvrière et vote pour la gauche de classe (France insoumise (FI) et Parti socialiste (PS)) et le FN

	Vote 1er tour Présidentielles 2017					
	FI/PS	FI/PS	FI/PS	FN	FN	FN
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Conscience ouvrière	0.290**	0.255*	0.383**	0.417***	0.394***	0.496***
	(0.130)	(0.131)	(0.163)	(0.137)	(0.137)	(0.175)
Attribut ouvriers			−0.026			0.247***
			(0.086)			(0.082)
Âge		−0.020***	−0.020***		−0.010***	−0.010***
		(0.003)	(0.003)		(0.003)	(0.003)
Genre (Réf : homme)		0.086	0.073		0.189	0.212*
		(0.119)	(0.119)		(0.127)	(0.128)
Interaction : Conscience*Attributs ouvriers			−0.121			−0.242*
			(0.134)			(0.131)
Constant	−1.463***	−0.557***	−0.548***	−1.728***	−1.329***	−1.474***
	(0.069)	(0.178)	(0.184)	(0.076)	(0.194)	(0.202)
Observations	1,830	1,830	1,830	1,830	1,830	1,830
Log Likelihood	−1,033.558	−1,015.264	−1,014.573	−838.982	−833.967	−831.005
Akaike Inf. Crit.	2,071.116	2,038.529	2,041.147	1,681.963	1,675.933	1,674.011

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU D.26 – France 2017 : Médiation entre classes populaires, attitudes socio-économiques et vote pour FI/PS et FN

	Dependent variable :		
	OLS	*logistic*	*logistic*
	Indice social	FN	FI/PS
	(1)	(2)	(3)
Indice social		-0.114^{***}	-0.217^{***}
		(0.031)	(0.030)
Classes populaires	-0.758^{***}	0.307^{**}	-0.019
	(0.107)	(0.132)	(0.125)
Constant	4.807^{***}	-1.259^{***}	-0.455^{***}
	(0.072)	(0.164)	(0.150)
Observations	1,695	1,695	1,695
R^2	0.029		
Adjusted R^2	0.028		
Log Likelihood		−775.597	−937.713
Akaike Inf. Crit.		1,557.193	1,881.426
Residual Std. Error	2.198 (df = 1693)		
F Statistic	49.788^{***} (df = 1 ; 1693)		
Note :			*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Annexe E

Annexes du chapitre 12 : L'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est

Sommaire du présent chapitre

E.1 Élections fédérales de 1980 **417**
E.2 Élections fédérales de 2005 **425**
E.3 Élections fédérales de 2013 **427**
E.3.1 Allemagne de l'Est 427
E.3.2 Allemagne de l'Ouest 434
E.4 Élections fédérales de 2017 **446**
E.4.1 Allemagne de l'Est 446
E.4.2 Allemagne de l'Ouest 460

Cette partie regroupe les annexes du chapitre 12 : L'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est.

E.1 Élections fédérales de 1980

Le jeu de données contient 1524 observations et 179 variables. La base de données comporte une variable de pondération (V179 – « Gewichtung ») pour redresser les données. La base de données et les documents l'accompagnant ne contiennent pas d'informations sur cette variable de pondération. Mais vu qu'elle est présente, nous allons l'utiliser lors des analyses dans lesquelles les pondérations sont pertinentes. Cette variable de pondération donne une valeur entre 0.25 et 6.72 (moyenne= 1.001).

L'on ne peut pas déterminer l'origine étrangère du répondant. Aucune question ne fait référence au pays de naissance des parents ou du répondant. De plus, il n'y a aucune option autre que protestante (evangelisch), catholique (katholisch), autre (3. andere) ou sans religion (keine) dans la variable V145 (Konfession). La modalité (3 autre), n'a que 22 réponses (sans pondérations). On ne peut donc guère en déduire l'origine immigrée du répondant.

De nombreuses variables permettent de déterminer la position sociale des répondants. Ainsi, l'on peut déterminer la profession du répondant (V152 Berufsgruppe) et du chef de ménage (V156), le revenu (V161 et V163) et le niveau d'étude (V149 et V157).

Des variables reprennent des informations sur l'agglomération (V139, V178).

L'on interroge sur l'appartenance (V145) et la pratique religieuse (« V146 Kirchenbesuch » et « V147 Amt in Kirchengemeinde »). On demande si le répondant appartient à un syndicat (« V148 Gewerkschaftsmitglied »). Enfin, on pose des questions sur le sentiment d'appartenance à une classe ou un milieu social (« V158 pers. Schichtzuweisung » et, moins pertinent, « V159 Arbeiter-Mittelschicht ») et l'identification partisane (« V86 Parteineigung », « V88 Staerke der Parteineigung », « V89 Dauer der Parteineigung »).

L'enquête comporte des questions sur son auto-positionnement gauche-droite (V59 Skalometer : Befragter) et celui des partis et candidats (V46 à V58).

Cependant, l'enquête est très faible en ce qui concerne les positionnements politiques et aussi les enjeux. En effet, les enjeux et les positionnements sont mélangés dans les questions suivantes :

— V4 wichtigste Aufgaben 1.N.

— V7 wichtigste Aufgaben 2.N.

— V10 wichtigste Aufgaben 3.N.

En effet, on demande aux répondants de répondre à la question ouverte : « Welche sind ihrer Ansicht nach zur Zeit die wichtigstens Aufgaven [sic] hier in der Bundesrepublik ? » (Quels sont, à votre avis, les tâches les plus importantes en Allemagne en ce moment ?). Les répondants sont invités à donner jusqu'à trois réponses. Les réponses sont ensuite codées dans les variables V4, V7 et V10. Les répondants doivent ensuite indiquer quels partis et quels candidats sont les plus à même de résoudre ces problèmes (V5, V6, V8, V9, V11 et V12).

Les propositions sont traitées par les enquêteurs afin d'être codées. Il n'est pas clair quel traitement a été effectué. De fait, cela donne des mélanges d'enjeux et de propositions. Cela donne 97 modalités différentes (et 98 : « autres, inclassifiables », 99 : Valeur manquante). Il est particulièrement problématique que dès la modalité 1, on semble mélanger des enjeux socio-économiques et liées à l'immigration :

« Arbeitplätze für deutsche Arbeitnehmer (nicht Gastarbeiter, S.71,72) sichern/Arbeitslosigkeit bekämpfen, beseitigen »

On propose de les classer ces enjeux dans trois dimensions : socio-économique, sociétale et mondialisation. On propose de les classer dans les catégories suivantes :

Tableau E.1 – Allemagne 1980 : Tableau de correspondance entre enjeux et dimensions politiques

Valeur	**Intitulé**	**Dimension**
1	Arbeitplaetze fuer deutsche A	Socio-économique
2	speziell : Arbeitsplaetze	Socio-économique
3	35-Stunden-Woche	Socio-économique
4	Preisstabilitaet	Socio-économique
5	Loehne stabilisieren	Socio-économique
6	Loehne muessen mehr steigen	Socio-économique
7	Waehrung stabilisieren	Socio-économique
8	allgemein : Lohnpolitik	Socio-économique
9	Streiks	Socio-économique
10	Konflikte zwischen Tarifpartnern	Socio-économique
11	Investitionen foerdern	Socio-économique
12	Mittelstand foerdern	Socio-économique
13	Landwirtschaft foerdern	Socio-économique
14	Foerderung anderer spez	Socio-économique
15	Industrieansiedlung	Socio-économique
16	Foerderung des Grenzlandes	Socio-économique
17	Soziale Marktwirtschaft sichern	Socio-économique
18	Wirtschaftspolitik allgemein	Socio-économique
19	Steuern senken	Socio-économique
20	Steuern nicht weiter erhoehen	Socio-économique
21	allgemein : Steuerreform	Socio-économique
22	Staatsverschuldung abbauen	Socio-économique
23	Staatsausgaben einschraenken	Socio-économique
24	Entwicklungshilfe einschraenken	Mondialisation
25	nicht so viel Geld an Ostblock	Mondialisation
26	Europa-Politik	Mondialisation
27	Ostpolitik	Mondialisation
28	haerter in der Deutschlandpolitik	Mondialisation
29	Wiedervereinigung herbeifuehren	Mondialisation
30	Friedenspolitik	Mondialisation
31	Bundeswehr abschaffen	Mondialisation
32	Wehretat erhoehen	Mondialisation

Suite à la page suivante

Valeur	Intitulé	Dimension
33	Verteidigungspolitik	Mondialisation
34	allgemein : Aussenpolitik verbessern	Mondialisation
35	Vorgaenge in Afghanistan	Mondialisation
36	Aussenpolitik allgemein	Mondialisation
37	bessere Verbrechensbekaempfung	Sociétal
38	Terrorismus bekaempfen	Sociétal
39	Reform des Strafvollzugs	Sociétal
40	Demonstrationen	Sociétal
41	allgemein : fuer Ruhe und Ordnung	Sociétal
42	weniger Experimente an Schulen	Sociétal
43	Leistungsdruck an Schulen abbauen	Sociétal
44	Lehrermangel beseitigen	Sociétal
45	andere Einzeln. zur Schulpolitik	Sociétal
46	allgmein : bessere Schulpolitik	Sociétal
47	mehr Studienplaetze an Hochschulen	Sociétal
48	Ruhe und Ordnung an Universitaeten	Sociétal
49	allgemein : Hochschulpolitik	Sociétal
50	allgemein : Bildungspolitik	Sociétal
51	Berufsschulausbildung verbess	Sociétal
52	andere Einzelangaben zur Berufsausb	Sociétal
53	bessere Ausbildungsmoeglichkeiten	Sociétal
54	Kulturpolitik allgemein	Sociétal
55	mehr, bessere Kindergaerten	Sociétal
56	Krankenhauswesen reformieren	Sociétal
57	sonstige Gesundheitspolitik	Sociétal
58	bessere Altenhilfe	Sociétal
59	Rentenreform	Socio-économique
60	positiv : Jugend	Sociétal
61	negativ : Jugend	Sociétal
62	Drogen Rauschgiftprobleme	Sociétal
63	Frauenprobleme	Sociétal
64	Ehescheidungsgesetz	Sociétal
65	allgemein : bessere Familienpolitik	Sociétal
66	Durchsetzen der Mitbestimmung	Socio-économique
67	Mietsenkungen Mietstopp	Socio-économique
68	Sozialen Wohungsbau foerdern	Socio-économique
69	mehr soziale Gerechtigkeit	Socio-économique

Suite à la page suivante

Valeur	Intitulé	Dimension
70	Gesellschafts- und Sozialpolitik	Sociétal
71	weniger Gastarbeiter	Mondialisation
72	allgemein : Gastarbeiter	Mondialisation
73	Fluechtlinge aufnehmen	Mondialisation
74	Umweltschutz	Sociétal
75	Kernkraft ausbauen	Sociétal
76	Atomkraftwerke stoppen	Sociétal
77	Atomkraftwerke allgemein	Sociétal
78	Energiepolitik	Sociétal
79	Freizeit-, Erholungs-, Sportzentren	Sociétal
80	weniger Versprechen durch Parteien	Sociétal
81	effizientere Arbeit der Regierung	Sociétal
82	weniger Parteienstreit	Sociétal
83	mehr Frauen in die Politik	Sociétal
84	Rechtsstaat erhalten	Sociétal
85	Parteiensystem mehr, weniger	Sociétal
86	weniger Buerokratie	Socio-économique
87	fairer Wahlkampf	Sociétal
88	Regierungswechsel	Sociétal
89	Extremismus rechts und links	Sociétal
90	Innenpolitik allgemein	Sociétal
91	Neutronenbombe	Mondialisation
92	Buergerinitiativen	Sociétal
93	Gebiets- und Kreisreform	Sociétal
94	Sicherheit	Sociétal
95	Verkehrswesen	Sociétal
96	Staedtebau Stadtsanierung	Socio-économique
97	Kuriositaeten	Sociétal
98	andere, nicht zuzuordn	NA
99	KA, weiss nicht, verweigert	NA

L'enquête ne contient pas beaucoup de variables sur le positionnement sur les enjeux. On demande l'opinion sur les partis et les candidats et sur la situation économique, mais on ne demande pas l'opinion aux électeurs sur les questions politiques (sauf sur l'énergie nucléaire : V102, V103).

L'enquête comporte les questions suivantes sur le vote :

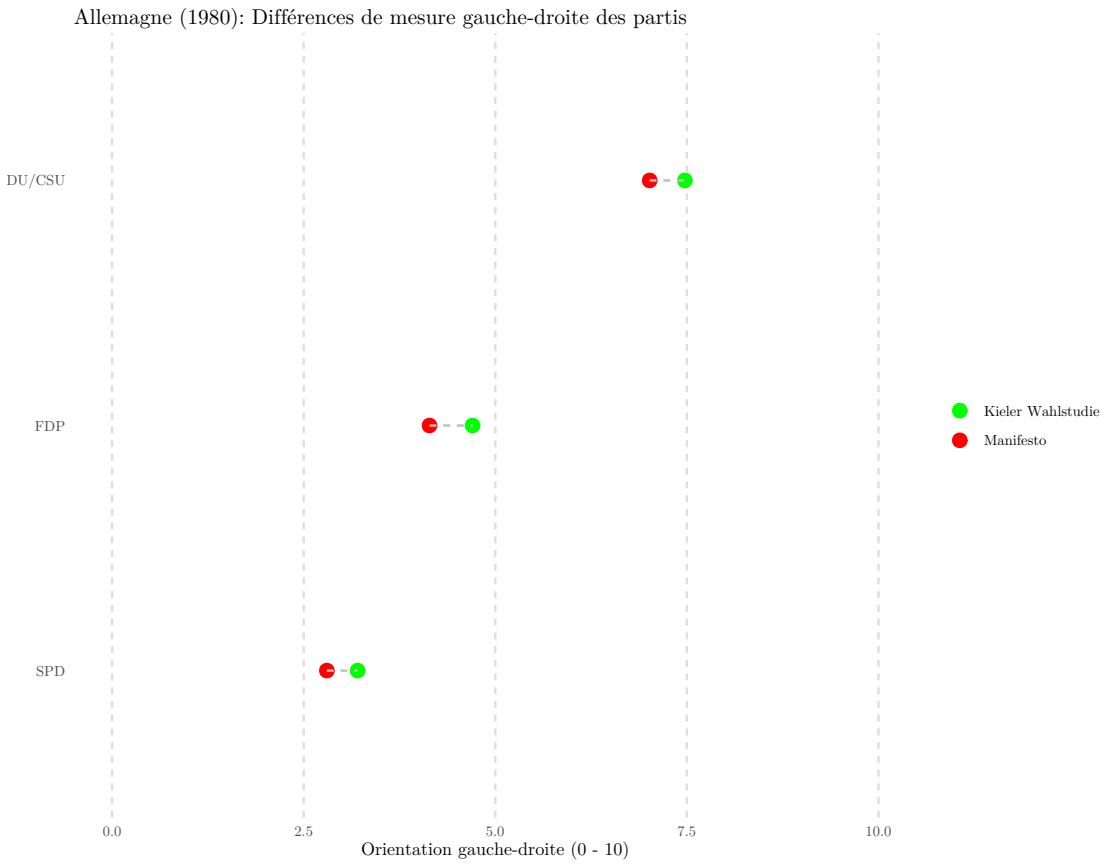
— V16 V16 Wahlabsicht BTW Erstst.

— V17 Wahlabsicht BTW Zweitst.

— V18 gewaehlte Partei BTW 1976

On va utiliser la variable V17, car c'est la deuxième voix (*Zweitstimme*) qui est essentielle pour la composition du Bundestag. On va donc utiliser la variable V17 pour les analyses de vote.

FIGURE E.1 – Allemagne 1980 : Comparaison du positionnement des partis sur l'axe gauche-droite par les données Manifesto et l'Enquête électorale de Kiel



Il y a une corrélation presque parfaite entre l'orientation gauche droite des partis selon les données manifesto et les données manifesto (r>0,99).

FIGURE E.2 – Allemagne 1980 : Gauche-droite par classe sociale et position des partis

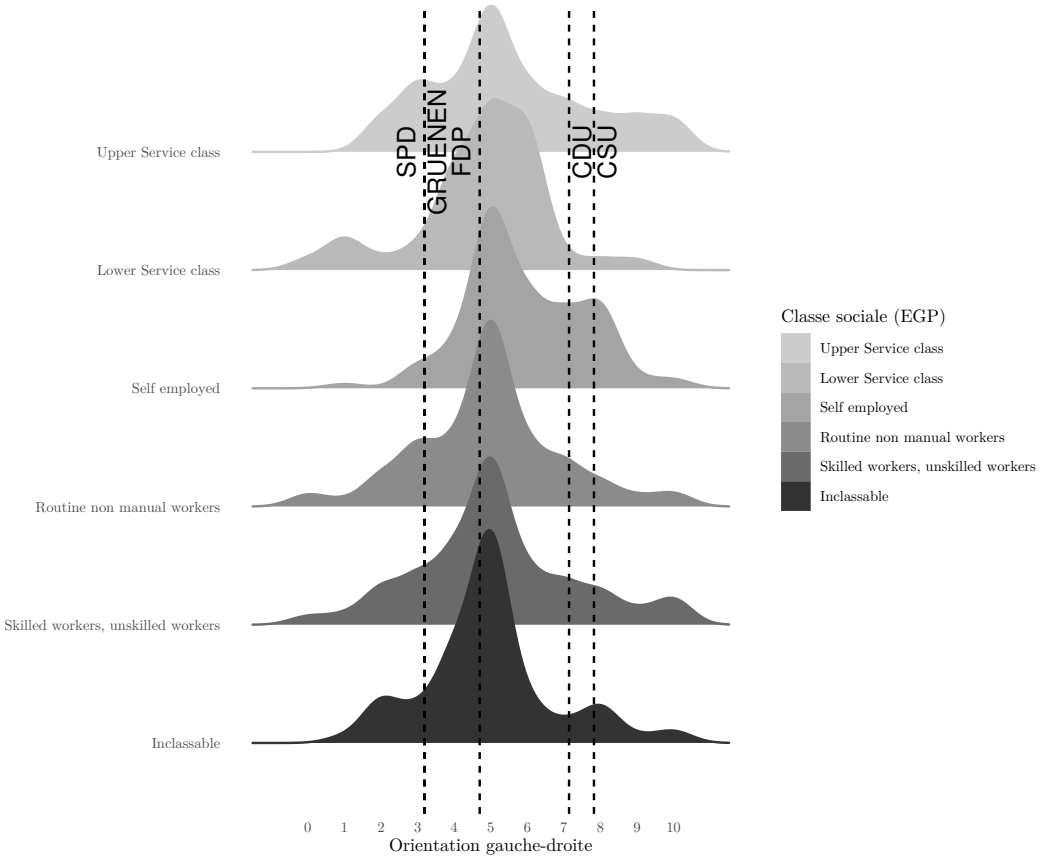


TABLEAU E.2 – Allemagne 1980 : Interaction entre appartenance à la classe ouvrière et aux classes populaires et syndicalisation et vote pour le SPD

	Vote SPD			
	Ouvriers	Classes populaires	Ouvriers contrôle	Classes populaires contrôle
	(1)	(2)	(3)	(4)
Syndiqué (Réf : non)	0.277***	0.345***	0.262***	0.334***
	(0.048)	(0.084)	(0.048)	(0.084)
Ouvriers (Réf : non)	0.160***		0.162***	
	(0.028)		(0.028)	
Sexe (Réf : homme)			−0.040	−0.044*
			(0.026)	(0.026)
Âge			−0.001*	−0.001
			(0.001)	(0.001)
Inter : Syndiqué :Ouvrier	−0.172***		−0.178***	
	(0.064)		(0.064)	
Classes populaires (Réf : non)		0.198***		0.199***
		(0.033)		(0.034)
Inter : Syndiqué :Classes populaires		−0.209**		−0.218**
		(0.091)		(0.091)
Constant	0.284***	0.219***	0.402***	0.321***
	(0.021)	(0.029)	(0.054)	(0.059)
Observations	1,524	1,524	1,524	1,524
R^2	0.041	0.042	0.045	0.045
Adjusted R^2	0.040	0.041	0.042	0.042
Residual Std. Error	0.482 (df = 1520)	0.482 (df = 1520)	0.481 (df = 1518)	0.481 (df = 1518)
F Statistic	21.897*** (df = 3 ; 1520)	22.452*** (df = 3 ; 1520)	14.302*** (df = 5 ; 1518)	14.335*** (df = 5 ; 1518)

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.3 – Allemagne 1980 : Distance et identification partisane et vote pour le SPD

	Vote pour le SPD		
	Distance	Distance/PI	Distance/PI contrôle
	(1)	(2)	(3)
Distance	−0.739***	−0.576***	−0.565***
	(0.045)	(0.062)	(0.062)
Identification partisane (SPD)		0.994***	1.022***
		(0.094)	(0.095)
Genre (Réf : homme)			−0.248
			(0.154)
Âge			−0.012**
			(0.004)
Inter :Distance :Identification partisane		0.114**	0.106**
		(0.046)	(0.046)
Constant	1.093***	−0.252*	0.607*
	(0.094)	(0.141)	(0.316)
Observations	1,432	1,432	1,432
Log Likelihood	−760.844	−575.680	−572.685
Akaike Inf. Crit.	1,525.688	1,159.361	1,157.370

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

E.2 Élections fédérales de 2005

Le jeu de données contient 3583 observations et 372 variables, dont 714 en Allemagne de l'Est. La base de données comporte huit variables de pondération pour redresser les données. Vu que nous analysons uniquement les données en Allemagne de l'Est, nous n'appliquons pas de pondérations géographiques. Nous appliquons, en revanche, la pondération relative au niveau d'éducation (g_bildn GEWICHT (GESAMT) : BILDUNG (ALLBUS 2004)), car les personnes avec des études supérieures sont surreprésentées dans l'enquête ce qui nous permet de corriger ce biais.

L'on ne peut pas déterminer l'origine étrangère du répondant. Aucune question ne fait référence au pays de naissance des parents ou du répondant. De plus, il

n'y a aucune option autre que protestante (evangelisch), catholique (katholisch), autre (3. andere) ou sans religion (keine) dans la variable q62 (q62 KONFESSION : WELCHER KONFESSION ODER GLAUBENSGEMEINSCHAFT GEHOEREN SIE AN ?). La modalité (3 autre), n'a que 3 réponses en Allemagne de l'Est (sans pondérations). On ne peut donc guère en déduire l'origine immigrée du répondant.

Des variables permettent de déterminer la position sociale des répondants. Ainsi, l'on peut déterminer la profession (Berufsgruppe) du répondant et du partenaire de vie du répondant (q44 Q45, q46, q47, q48, q50, q51, q52q53, q57), et le niveau d'étude (q42).

Des variables reprennent des informations sur l'agglomération (s17a1, s17a2, s17b).

L'on interroge sur l'appartenance (q62) et la pratique religieuse (« q63 KIRCHGANGSHAEUFIGKEIT : WIE OFT GEHEN SIE IM ALLGEMEINEN ZUR KIRCHE ? »). On demande si le répondant appartient à un syndicat (« q64 GEWERKSCHAFTSMITGLIEDSCHAFT : SIND SIE SELBST ODER JEMAND ANDERER IN IHREM HAUSHA »).

L'enquête comporte des questions sur son auto-positionnement gauche-droite (p20 LINKS-RECHTS : IN DER POLITIK SPRICHT MAN HAEUFIG VON « LINKS » UND « RECHTS ». WENN), mais pas des partis et des candidats. En revanche, on pose des questions sur l'auto-positionnement et celui des partis et candidates sur la protection sociale (Sozialpolitik) (q15_1, q16_a, q16_b, q16_c, q16_d, q16_e, q16_f, q16_g, q17_a, q17_b). Par ailleurs, on interroge les électeurs sur le positionnement sur l'intégration européenne (q18) et l'adhésion de la Turquie à l'UE (q19). Enfin, on interroge les répondants sur leur position gauche-droite (q20).

L'enquête comporte les questions suivantes sur le vote :

— q4 WAHLABSICHT : UND WELCHE PARTEI WERDEN SIE DANN WAEHLEN/ WUERDEN SIE WAEHLEN, EIN

— q5 SICHERHEIT DER WAHLABSICHT : WIE SICHER IST DIESE WAHLENTSCHEIDUNG

— p3a RECALL BTW05 - WAHLBETEILIGUNG : HABEN SIE GEWAEHLT ODER HABEN SIE NICHT GEWAEHLT

— p3c RECALL BTW05 - ZWEITSTIMME : UND WELCHE PARTEI HABEN SIE BEI DER BUNDESTAGSWAHL A

On va utiliser la variable q4, car les autres variables ont trop de réponses manquantes.

Tableau E.4 – Allemagne de l'Est 2005 : Distance et identification partisane et vote pour la gauche de classe (SPD et le *DIE LINKE*)

	Vote pour la gauche de classe (SPD, *DIE LINKE*)					
	SPD distance	SPD distance et IP	SPD distance et IP (interact)	LINKE distance	LINKE distance et IP	LINKE distance et IP (interact)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Distance SPD	−0.108	−0.113	−0.176			
	(0.066)	(0.100)	(0.124)			
IP SPD		1.055***	0.947***			
		(0.088)	(0.143)			
Interact : Dist*IP (SPD)			0.056			
			(0.062)			
Distance *DIE LINKE*				−0.346***	−0.094	−0.105
				(0.079)	(0.092)	(0.095)
IP *DIE LINKE*					1.190***	1.066***
					(0.135)	(0.244)
Interact : Dist*IP (*DIE LINKE*)						0.079
						(0.138)
Constant	−0.379**	−1.867***	−1.745***	−0.454**	−2.007***	−1.978***
	(0.167)	(0.268)	(0.293)	(0.206)	(0.311)	(0.314)
Observations	443	443	443	443	443	443
Log Likelihood	−268.840	−152.303	−151.878	−206.732	−134.355	−134.027
Akaike Inf. Crit.	541.680	310.607	311.757	417.464	274.710	276.053

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

E.3 Élections fédérales de 2013

E.3.1 Allemagne de l'Est

TABLEAU E.5 – Allemagne de l'Est 2013 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP)

	Parti voté lors des éléctions de 2013					
	Abstenion ou nul	Droite	Autres gauche et écologistes	Autres	Libéraux	Extrême droite
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Upper service class	-2.274^{***}	0.158	1.261^{***}	-1.228^{**}	0.954	-0.271
	(0.687)	(0.251)	(0.418)	(0.557)	(0.713)	(0.573)
Lower service class	-0.823^{***}	-0.016	1.173^{***}	0.411	1.232^{**}	-0.267
	(0.304)	(0.214)	(0.370)	(0.262)	(0.576)	(0.466)
Self employed	-0.715^{*}	0.515^{*}	1.316^{***}	-0.597	2.193^{***}	-0.515
	(0.432)	(0.275)	(0.468)	(0.514)	(0.586)	(0.750)
Routine non manual workers	-0.463^{**}	0.190	0.993^{***}	0.361	-0.516	-1.829^{***}
	(0.218)	(0.169)	(0.333)	(0.220)	(0.796)	(0.680)
Inclassable	-0.173	-1.193^{***}	1.677^{***}	1.608^{***}	1.498^{**}	0.077
	(0.308)	(0.367)	(0.384)	(0.252)	(0.617)	(0.505)
Constant	-0.520^{***}	-0.098	-2.397^{***}	-1.069^{***}	-3.414^{***}	-2.000^{***}
	(0.122)	(0.108)	(0.258)	(0.147)	(0.417)	(0.215)
Akaike Inf. Crit.	4,735.141	4,735.141	4,735.141	4,735.141	4,735.141	4,735.141

Note : Références : Gauche de classe / *Skilled workers, unskilled workers*

TABLEAU E.6 – Allemagne de l'Est 2013 : Syndicalisation et vote pour le SPD, *DIE LINKE* et le AfD

	Vote pour la gauche de classe et l'AfD					
	SPD/*DIE LINKE*	SPD/*DIE LINKE*	SPD/*DIE LINKE*	AfD	AfD	AfD
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Classes populaires	0.161			−0.653*		
	(0.125)			(0.359)		
Employé		0.032			−0.098	
		(0.139)			(0.297)	
Ouvrier			0.138			0.080
			(0.125)			(0.369)
Syndicat	0.753***	0.628***	0.783***	−15.343	−0.284	−14.945
	(0.275)	(0.188)	(0.228)	(884.847)	(0.448)	(734.110)
Classes populaires x Syndicat	−0.137			14.747		
	(0.350)			(884.848)		
Employé x Syndicat		0.267			0.187	
		(0.452)			(0.946)	
Ouvrier x Syndicat			−0.281			14.301
			(0.344)			(734.111)
Constant	−0.989***	−0.898***	−0.940***	−3.346***	−3.454***	−3.723***
	(0.099)	(0.070)	(0.076)	(0.242)	(0.147)	(0.226)
Observations	1,487	1,487	1,487	1,487	2,424	1,487
Log Likelihood	−919.604	−920.357	−920.166	−151.497	−336.007	−152.171
Akaike Inf. Crit.	1,847.209	1,848.715	1,848.332	310.994	680.013	312.343

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.7 – Allemagne de l'Est 2013 : Identification partisane et attitudes face à la mondialisation

	Attitude négative envers la mondialisation			
	Simple	Interaction	Simple + contrôle	Interaction + contrôle
	(1)	(2)	(3)	(4)
Proximité partisane	−0.100***	0.059	−0.120***	0.039
	(0.035)	(0.059)	(0.035)	(0.058)
Classes populaires	0.558***	1.149***	0.463***	1.054***
	(0.135)	(0.222)	(0.134)	(0.219)
Proximité partisane * Classes populaires		−0.247***		−0.247***
		(0.074)		(0.072)
Genre (Réf : homme)			−0.083	−0.090
			(0.130)	(0.129)
Année de naissance			−0.025***	−0.025***
			(0.004)	(0.003)
Constant	6.262***	5.861***	56.391***	55.981***
	(0.139)	(0.182)	(6.919)	(6.894)
Observations	1,432	1,432	1,432	1,432
R^2	0.019	0.027	0.054	0.061
Adjusted R^2	0.017	0.024	0.051	0.058
Residual Std. Error	2.483 (df = 1429)	2.474 (df = 1428)	2.440 (df = 1427)	2.431 (df = 1426)
F Statistic	13.716*** (df = 2 ; 1429)	12.968*** (df = 3 ; 1428)	20.233*** (df = 4 ; 1427)	18.642*** (df = 5 ; 1426)

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.8 – Allemagne de l'Est 2013 : Saillance des enjeux et vote pour le SPD et *DIE LINKE*

	Vote pour le SPD et *DIE LINKE*		
	Tous	Classes populaires	Petits blancs
	(1)	(2)	(3)
Socio-économique	0.307***	0.137	0.138
	(0.072)	(0.089)	(0.090)
Global	−0.206***	−0.164**	−0.141*
	(0.061)	(0.078)	(0.079)
Culturel	0.091	0.361***	0.356***
	(0.064)	(0.085)	(0.085)
Constant	−1.419***	−1.682***	−1.715***
	(0.228)	(0.283)	(0.286)
Observations	1,449	933	901
Log Likelihood	−891.248	−554.127	−538.447
Akaike Inf. Crit.	1,790.495	1,116.253	1,084.895
Note :			*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.9 – Allemagne de l'Est 2013 : Vote pour l'AfD et attitudes face à la mondialisation

	Vote pour l'AfD						
	Attitude	Attitude + Contrôle	Attitude + Classe	Attitude + Classe + Contrôle	Interaction	Interaction + Contrôle	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Mondialisation	0.005***	0.006***	0.005***	0.006***	0.006***	0.008***	0.005***
	(0.002)	(0.002)	(0.002)	(0.002)	(0.002)	(0.002)	(0.002)
Genre (Réf : homme)		−0.009		−0.008		−0.009	0.001
		(0.008)		(0.008)		(0.008)	(0.009)
Année de naissance		0.001***		0.001***		0.001***	0.001***
		(0.0002)		(0.0002)		(0.0002)	(0.0003)
Classes populaires			−0.017**	−0.013	−0.003	0.003	
			(0.008)	(0.008)	(0.022)	(0.022)	
Mondialisation * Classes populaires					−0.002	−0.003	
					(0.003)	(0.003)	
Constant	−0.007	−1.973***	0.001	−1.916***	−0.006	−1.933***	−1.389***
	(0.011)	(0.425)	(0.011)	(0.426)	(0.016)	(0.427)	(0.504)
Observations	1,432	1,432	1,432	1,432	1,432	1,432	926
R^2	0.006	0.022	0.009	0.024	0.009	0.025	0.014
Adjusted R^2	0.005	0.020	0.008	0.021	0.007	0.021	0.010
Residual Std. Error	0.149 (df = 1430)	0.148 (df = 1428)	0.149 (df = 1429)	0.148 (df = 1427)	0.149 (df = 1428)	0.148 (df = 1426)	0.128 (df = 922)
F Statistic	8.726*** (df = 1 ; 1430)	10.834*** (df = 3 ; 1428)	6.485*** (df = 2 ; 1429)	8.812*** (df = 4; 1427)	4.473*** (df = 3 ; 1428)	7.186*** (df = 5 ; 1426)	4.256*** (df = 3 ; 922)

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.10 – Allemagne de l'Est 2013 : Identification partisane et distance au SPD et *DIE LINKE*

	Vote pour la gauche de classe (SPD, *DIE LINKE*)					
	SPD distance	SPD distance et IP	SPD distance et IP (interact)	LINKE distance	LINKE distance et IP	LINKE distance et IP (interact)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Distance SPD	−0.600***	−0.514***	−0.598***			
	(0.076)	(0.103)	(0.125)			
IP SPD		1.310***	1.200***			
		(0.082)	(0.113)			
Interact : Dist*IP (SPD)			0.095			
			(0.074)			
Distance *DIE LINKE*				−0.802***	−0.482***	−0.501***
				(0.072)	(0.081)	(0.093)
IP *DIE LINKE*					0.985***	0.956***
					(0.068)	(0.096)
Interact : Dist*IP (*DIE LINKE*)						0.021
						(0.051)
Constant	−0.770***	−2.017***	−1.932***	−0.211*	−1.729***	−1.698***
	(0.108)	(0.163)	(0.172)	(0.127)	(0.192)	(0.205)
Observations	1,267	1,267	1,267	1,265	1,265	1,265
Log Likelihood	−567.367	−314.033	−314.327	−451.863	−299.450	−299.221
Akaike Inf. Crit.	1,138.733	634.066	636.654	907.726	604.900	606.441

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.11 – Allemagne de l'Est 2013 : Saillance des enjeux et vote pour l'AfD

	Vote pour l'AfD		
	Tous	Classes populaires	Petits blancs
	(1)	(2)	(3)
Socio-économique	0.789***	0.850**	0.909**
	(0.232)	(0.347)	(0.360)
Global	0.129	0.090	0.114
	(0.182)	(0.261)	(0.266)
Culturel	−0.739***	−0.901***	−0.876***
	(0.172)	(0.246)	(0.248)
Constant	−4.707***	−4.906***	−5.211***
	(0.805)	(1.181)	(1.240)
Observations	1,449	933	901
Log Likelihood	−132.763	−62.475	−62.147
Akaike Inf. Crit.	273.526	132.949	132.294
Note :			*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

E.3.2 Allemagne de l'Ouest

Tableau E.12 – Allemagne de l'Est 2013 : Modèles d'*outcome* et de médiateur pour l'analyse de médiation (tableau E.13 page suivante) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote de l'AfD

	Dependent variable :	
	Attitude mondialisation Mediator	Vote AfD Outcome
	(1)	(2)
Attitude mondialisation		0.005^{***}
		(0.002)
Classe populaire	0.595^{***}	-0.017^{**}
	(0.135)	(0.008)
Constant	6.010^{***}	0.001
	(0.106)	(0.011)
Observations	1,432	1,432
R^2	0.013	0.009
Adjusted R^2	0.013	0.008
Residual Std. Error	2.489 (df = 1430)	0.149 (df = 1429)
F Statistic	19.418^{***} (df = 1 ; 1430)	6.485^{***} (df = 2 ; 1429)
Note :		*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU E.13 – Allemagne de l'Est (2013) : Analyse de médiation causale de l'influence d'appartenir aux classes populaires sur le vote de l'AfD par l'intermédiaire de l'attitude relative à la mondialisation

Term	Estimate
ACME (control)	0.003* (0.000, 0.007)
ACME (treated)	0.003* (0.000, 0.007)
ADE (control)	-0.017 (-0.042, 0.005)
ADE (treated)	-0.017 (-0.042, 0.005)
Total Effect	-0.014 (-0.038, 0.008)
Prop. Mediated (control)	-0.218 (-1.729, 1.722)
Prop. Mediated (treated)	-0.218 (-1.729, 1.722)
ACME (average)	0.003* (0.000, 0.007)
ADE (average)	-0.017 (-0.042, 0.005)
Prop. Mediated (average)	-0.218 (-1.729, 1.722)

Notes. Calcul basé sur les modèles d'*outcome* et *médiateur* (tableau E.12 page précédente).
Les intervalles de confiance sont calculés par la méthode de *bootstrap* avec 1000 réplications.
$^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$; $^{\cdot}\, p < 0.1$.

TABLEAU E.14 – Allemagne de l'Ouest 2013 : Régression multinomiale vote et classe sociale (EGP)

	Parti voté lors des éléctions de 2013					
	Abstenion ou nul	Droite	Autres gauche et écologistes	Autres	Libéraux	Extrême droite
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Upper service class	−1.432***	0.753***	0.461	0.539*	1.646***	0.244
	(0.458)	(0.266)	(0.364)	(0.320)	(0.551)	(0.572)
Lower service class	−1.150***	0.391**	0.602***	0.237	0.954**	−0.079
	(0.224)	(0.167)	(0.214)	(0.204)	(0.443)	(0.372)
Self employed	−0.713**	0.518**	0.552*	−0.238	1.953***	0.999**
	(0.318)	(0.249)	(0.321)	(0.359)	(0.478)	(0.405)
Routine non manual workers	−0.622***	0.234	0.140	−0.002	0.928**	−0.221
	(0.162)	(0.148)	(0.202)	(0.184)	(0.402)	(0.329)
Inclassable	−0.494**	0.356*	0.577**	1.536***	1.184**	−0.385
	(0.237)	(0.207)	(0.260)	(0.203)	(0.489)	(0.521)
Constant	−0.011	−0.185*	−1.131***	−0.787***	−3.063***	−2.101***
	(0.098)	(0.103)	(0.140)	(0.124)	(0.328)	(0.210)
Akaike Inf. Crit.	8,218.682	8,218.682	8,218.682	8,218.682	8,218.682	8,218.682

Note : Références : Gauche de classe / *Skilled workers, unskilled workers*

Tableau E.15 – Allemagne de l'Ouest 2013 : Syndicalisation et vote pour le *DIE LINKE* et le AfD

	Vote pour la gauche de classe et l'AfD					
	SPD/*DIE LINKE*	SPD/*DIE LINKE*	SPD/*DIE LINKE*	AfD	AfD	AfD
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Classes populaires	0.288***			−0.022		
	(0.105)			(0.257)		
Employé		0.209*			−0.098	
		(0.115)			(0.297)	
Ouvrier			0.138			0.062
			(0.112)			(0.278)
Syndicat	0.896***	0.707***	0.785***	−1.267	−0.284	−0.681
	(0.217)	(0.146)	(0.170)	(1.071)	(0.448)	(0.650)
Classes populaires x Syndicat	−0.375			1.320		
	(0.269)			(1.157)		
Employé x Syndicat		−0.095			0.187	
		(0.309)			(0.946)	
Ouvrier x Syndicat			−0.293			0.765
			(0.262)			(0.831)
Constant	−1.368***	−1.260***	−1.244***	−3.467***	−3.454***	−3.497***
	(0.081)	(0.061)	(0.062)	(0.190)	(0.147)	(0.153)
Observations	2,424	2,424	2,424	2,424	2,424	2,424
Log Likelihood	−1,362.893	−1,364.416	−1,365.250	−334.689	−336.007	−335.230
Akaike Inf. Crit.	2,733.786	2,736.833	2,738.500	677.378	680.013	678.460

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.16 – Allemagne de l'Ouest 2013 : Identification partisane et distance au SPD et *DIE LINKE*

	Vote pour la gauche de classe (SPD, *DIE LINKE*)					
	SPD distance	SPD distance et IP	SPD distance et IP (interact)	LINKE distance	LINKE distance et IP	LINKE distance et IP (interact)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Distance SPD	−0.510***	−0.306***	−0.607***			
	(0.049)	(0.056)	(0.090)			
IP SPD		0.859***	0.669***			
		(0.038)	(0.051)			
Interact : Dist*IP (SPD)			0.172***			
			(0.035)			
Distance *DIE LINKE*				−1.023***	−0.750***	−0.842***
				(0.099)	(0.103)	(0.128)
IP *DIE LINKE*					1.021***	0.906***
					(0.088)	(0.120)
Interact : Dist*IP (*DIE LINKE*)						0.064
						(0.048)
Constant	−0.534***	−1.971***	−1.620***	−0.798***	−2.000***	−1.845***
	(0.077)	(0.119)	(0.130)	(0.176)	(0.241)	(0.261)
Observations	2,100	2,100	2,100	2,080	2,080	2,080
Log Likelihood	−1,037.201	−697.928	−684.429	−277.867	−190.520	−189.874
Akaike Inf. Crit.	2,078.402	1,401.856	1,376.857	559.733	387.040	387.747

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.17 – Allemagne de l'Ouest 2013 : Identification partisane et attitudes face à la mondialisation

	Attitude négative envers la mondialisation			
	Simple	Interaction	Simple + contrôle	Interaction + contrôle
	(1)	(2)	(3)	(4)
Proximité partisane	−0.085***	−0.105**	−0.170***	−0.183***
	(0.031)	(0.047)	(0.031)	(0.046)
Classes populaires	0.770***	0.680***	0.638***	0.578***
	(0.114)	(0.196)	(0.111)	(0.191)
Proximité partisane x Classes populaires		0.035		0.023
		(0.062)		(0.060)
Genre (Réf : homme)			0.047	0.047
			(0.109)	(0.109)
Année de naissance			−0.036***	−0.036***
			(0.003)	(0.003)
Constant	5.445***	5.499***	75.920***	75.921***
	(0.118)	(0.152)	(5.832)	(5.833)
Observations	2,338	2,338	2,338	2,338
R^2	0.023	0.024	0.081	0.081
Adjusted R^2	0.023	0.022	0.080	0.079
Residual Std. Error	2.717 (df = 2335)	2.717 (df = 2334)	2.636 (df = 2333)	2.637 (df = 2332)
F Statistic	28.067*** (df = 2; 2335)	18.811*** (df = 3; 2334)	51.498*** (df = 4; 2333)	41.213*** (df = 5; 2332)

Note : *p<0.1; **p<0.05; ***p<0.01

TABLEAU E.18 – Allemagne de l'Ouest 2013 : Saillance des enjeux et vote pour le SPD et *DIE LINKE*

	Vote pour le SPD et *DIE LINKE*		
	Tous	Classes populaires	Petits blancs
	(1)	(2)	(3)
Socio-économique	0.211***	0.178**	0.167*
	(0.066)	(0.083)	(0.087)
Global	0.015	−0.052	−0.057
	(0.052)	(0.066)	(0.069)
Culturel	0.098*	0.094	0.075
	(0.058)	(0.072)	(0.076)
Constant	−2.028***	−1.615***	−1.464***
	(0.230)	(0.286)	(0.302)
Observations	2,378	1,377	1,229
Log Likelihood	−1,342.164	−785.805	−691.247
Akaike Inf. Crit.	2,692.328	1,579.610	1,390.494

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.19 – Allemagne de l'Ouest 2013 : Saillance des enjeux et vote pour le AfD

	Vote pour l'AfD		
	Tous	Classes populaires	Petits blancs
	(1)	(2)	(3)
Socio-économique	0.327*	0.437*	0.491*
	(0.178)	(0.244)	(0.255)
Global	0.307**	0.455**	0.430**
	(0.142)	(0.195)	(0.200)
Culturel	0.032	0.195	0.192
	(0.147)	(0.192)	(0.199)
Constant	−5.424***	−6.684***	−6.713***
	(0.643)	(0.908)	(0.956)
Observations	2,378	1,377	1,229
Log Likelihood	−325.911	−181.021	−165.325
Akaike Inf. Crit.	659.822	370.042	338.650
Note :			*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU E.20 – Allemagne de l'Ouest 2013 : Modèles d'*outcome* et de médiateur pour l'analyse de médiation (tableau E.21 page ci-contre) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote de l'AfD

	Dependent variable :	
	Attitude mondialisation Mediator	Vote FN Outcome
	(1)	(2)
Attitude mondialisation		0.004^{***}
		(0.001)
Classe populaire	0.789^{***}	-0.002
	(0.114)	(0.007)
Constant	5.218^{***}	0.008
	(0.086)	(0.009)
Observations	2,338	2,338
R^2	0.020	0.004
Adjusted R^2	0.020	0.003
Residual Std. Error	2.721 (df = 2336)	0.171 (df = 2335)
F Statistic	48.291^{***} (df = 1 ; 2336)	4.959^{***} (df = 2 ; 2335)
Note :		*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.21 – Allemagne de l'Ouest (2013) : Analyse de médiation causale de l'influence d'appartenir aux classes populaires sur le vote de l'AfD par l'intermédiaire de l'attitude relative à la mondialisation

Term	Estimate
ACME (control)	0.003* (0.001, 0.006)
ACME (treated)	0.003* (0.001, 0.006)
ADE (control)	-0.002 (-0.019, 0.015)
ADE (treated)	-0.002 (-0.019, 0.015)
Total Effect	0.001 (-0.016, 0.019)
Prop. Mediated (control)	2.340 (-7.126, 4.906)
Prop. Mediated (treated)	2.340 (-7.126, 4.906)
ACME (average)	0.003* (0.001, 0.006)
ADE (average)	-0.002 (-0.019, 0.015)
Prop. Mediated (average)	2.340 (-7.126, 4.906)

Notes. Calcul basé sur les modèles d'*outcome* et *médiateur* (tableau E.20 page précédente).
Les intervalles de confiance sont calculés par la méthode de *bootstrap* avec 1000 réplications.
$^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$; $^{\cdot}\, p < 0.1$.

TABLEAU E.22 – Allemagne de l'Ouest 2013 : Modèles d'*outcome* et de médiateur pour l'analyse de médiation (tableau E.23 page suivante) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote de la gauche de classe

	Dependent variable :	
	Attitude redistribution Mediator	Vote gauche de classe Outcome
	(1)	(2)
Attitude redistribution		-0.016^{***}
		(0.004)
Classe populaire	0.054	0.053^{***}
	(0.097)	(0.018)
Constant	5.257^{***}	0.309^{***}
	(0.073)	(0.025)
Observations	2,290	2,290
R^2	0.0001	0.011
Adjusted R^2	-0.0003	0.010
Residual Std. Error	2.298 (df = 2288)	0.432 (df = 2287)
F Statistic	0.307 (df = 1 ; 2288)	12.825^{***} (df = 2 ; 2287)
Note :		*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.23 – Allemagne de l'Ouest (2013) : Analyse de médiation causale de l'influence d'appartenir aux classes populaires sur le vote de la gauche de classe par l'intermédiaire de l'attitude relative à la mondialisation

Term	Estimate
ACME (control)	-0.001 (-0.005, 0.002)
ACME (treated)	-0.001 (-0.005, 0.002)
ADE (control)	0.053** (0.015, 0.093)
ADE (treated)	0.053** (0.015, 0.093)
Total Effect	0.052** (0.014, 0.093)
Prop. Mediated (control)	-0.017 (-0.163, 0.066)
Prop. Mediated (treated)	-0.017 (-0.163, 0.066)
ACME (average)	-0.001 (-0.005, 0.002)
ADE (average)	0.053** (0.015, 0.093)
Prop. Mediated (average)	-0.017 (-0.163, 0.066)

Notes. Calcul basé sur les modèles d'*outcome* et *médiateur* (tableau E.22 page ci-contre).
Les intervalles de confiance sont calculés par la méthode de *bootstrap* avec 1000 réplications.
$^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$;$^{\cdot}$ $p < 0.1$.

E.4 Élections fédérales de 2017

Tableau E.24 – Eigene Position sozioökonomische Dimension (vn59)

Value	Label
99	keine Angabe
-98	weiß nicht
-94	nicht in Auswahlgesamtheit
1	1 weniger Steuern und Abgaben, auch wenn das weniger sozialstaatliche Leistungen bedeutet
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9
10	10
11	11 mehr sozialstaatliche Leistungen, auch wenn das mehr Steuern und Abgaben bedeutet

E.4.1 Allemagne de l'Est

Tableau E.25 – Allemagne de l'Est 2017 : Régression sur l'interaction entre identification partisane, distance et vote pour le SPD

	Dependent variable :				
	Vote pour le SPD				
	Distance	Distance/IP	Interaction	Interaction (contrôle)	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
IP : SPD		1.599***	1.437***	1.439***	1.011***
		(0.153)	(0.272)	(0.276)	(0.333)
Distance : SPD	−0.512***	−0.447***	−0.470***	−0.455***	−0.372***
	(0.094)	(0.102)	(0.109)	(0.110)	(0.138)
Année de naissance				−0.009*	−0.008
				(0.005)	(0.007)
Sexe (Réf : Homme)				0.245	0.615**
				(0.185)	(0.260)
IP : SPD x Distance : SPD			0.125	0.138	0.465*
			(0.179)	(0.183)	(0.275)
Constant	−1.059***	−1.511***	−1.479***	15.091	13.906
	(0.144)	(0.164)	(0.170)	(9.692)	(13.876)
Observations	1,298	1,298	1,298	1,297	680
Log Likelihood	−561.611	−481.824	−481.587	−479.456	−263.887
Akaike Inf. Crit.	1,127.222	969.649	971.173	970.913	539.774

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU E.26 – Allemagne de l'Est 2017 : Régression sur l'interaction entre identification partisane, distance et vote pour *DIE LINKE*

	Dependent variable :				
	Vote pour le *DIE LINKE*				
	Distance	Distance/IP	Interaction	Interaction (contrôle)	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
IP : *DIE LINKE*		1.049***	0.814***	0.811***	0.555*
		(0.138)	(0.233)	(0.233)	(0.319)
Distance : *DIE LINKE*	−0.898***	−0.778***	−0.805***	−0.819***	−0.766***
	(0.072)	(0.075)	(0.079)	(0.080)	(0.103)
Année de naissance				−0.016***	−0.014*
				(0.005)	(0.008)
Sexe (Réf : Homme)				−0.323*	−0.469*
				(0.192)	(0.260)
IP : *DIE LINKE* x Distance : *DIE LINKE*			0.173	0.169	0.278
			(0.142)	(0.142)	(0.213)
Constant	0.269*	−0.261	−0.212	30.735***	27.091*
	(0.152)	(0.171)	(0.176)	(10.431)	(14.802)
Observations	1,298	1,298	1,298	1,297	680
Log Likelihood	−455.340	−417.578	−416.695	−411.577	−233.944
Akaike Inf. Crit.	914.681	841.156	841.389	835.155	479.888

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU E.27 – Allemagne de l'Est 2017 : Identification partisane et attitudes face à la mondialisation

	Dependent variable :			
	Attitude négative envers la mondialisation			
	(1)	(2)	(3)	(4)
Proximité partisane	−0.594***	−0.368***	−0.656***	−0.661***
	(0.088)	(0.118)	(0.085)	(0.114)
Classes populaires		1.726***		
		(0.166)		
Proximité partisane x Classes populaires		−0.246		
		(0.170)		
Année de naissance			−0.039***	−0.025***
			(0.004)	(0.005)
Sexe (Réf : Homme)			0.017	0.286
			(0.144)	(0.181)
Constant	6.865***	5.853***	83.333***	56.381***
	(0.085)	(0.127)	(7.631)	(9.878)
Observations	1,353	1,353	1,352	724
R^2	0.033	0.115	0.101	0.077
Adjusted R^2	0.032	0.113	0.099	0.074

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.28 – Allemagne de l'Est 2017 : Attitudes face à la mondialisation et vote pour le AfD

	Dependent variable :			
	Vote AfD			
	Simple	Simple + classes populaires	Contrôle	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)	(4)
Attitude mondialisation	0.023***	0.022***	0.025***	0.026***
	(0.003)	(0.003)	(0.003)	(0.005)
Classes populaires		0.022		
		(0.016)		
Année de naissance			0.001**	0.001*
			(0.0004)	(0.001)
Sexe (Réf : Homme)			−0.068***	−0.092***
			(0.015)	(0.024)
Constant	−0.057***	−0.061***	−2.114**	−2.491*
	(0.020)	(0.020)	(0.842)	(1.316)
Observations	1,353	1,353	1,352	724
R^2	0.048	0.049	0.067	0.058
Adjusted R^2	0.047	0.048	0.065	0.055
Residual Std. Error	0.282 (df = 1351)	0.282 (df = 1350)	0.280 (df = 1348)	0.319 (df = 720)
F Statistic	67.938*** (df = 1 ; 1351)	34.892*** (df = 2 ; 1350)	32.307*** (df = 3 ; 1348)	14.894*** (df = 3 ; 720)

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU E.29 – Allemagne de l'Est 2017 : Attitudes face à la mondialisation et identification partisane et vote pour le AfD

	Dependent variable :					
	Vote AfD					
	Simple	Interaction	Contrôle	Contrôle + Interaction	Classes populaires	Classes populaires + Interactions
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Attitude mondialisation	0.021***	0.024***	0.023***	0.026***	0.024***	0.026***
	(0.003)	(0.003)	(0.003)	(0.003)	(0.005)	(0.006)
Identité partisane	−0.027***	0.006	−0.024***	0.009	−0.033**	−0.001
	(0.009)	(0.022)	(0.009)	(0.022)	(0.015)	(0.040)
Attitude x Identité		−0.005*		−0.006*		−0.005
		(0.003)		(0.003)		(0.006)
Année de naissance			0.001**	0.001**	0.001*	0.001
			(0.0004)	(0.0004)	(0.001)	(0.001)
Sexe (Réf : Homme)			−0.069***	−0.070***	−0.093***	−0.093***
			(0.015)	(0.015)	(0.024)	(0.024)
Constant	−0.034	−0.053**	−1.826**	−1.723**	−2.129	−2.059
	(0.021)	(0.024)	(0.848)	(0.849)	(1.323)	(1.326)
Observations	1,353	1,353	1,352	1,352	724	724
R^2	0.054	0.056	0.072	0.074	0.065	0.066
Adjusted R^2	0.052	0.054	0.069	0.070	0.059	0.059
Residual Std. Error	0.282 (df = 1350)	0.282 (df = 1349)	0.279 (df = 1347)	0.279 (df = 1346)	0.319 (df = 719)	0.319 (df = 718)
F Statistic	38.343*** (df = 2 ; 1350)	26.506*** (df = 3 ; 1349)	26.082*** (df = 4 ; 1347)	21.455*** (df = 5 ; 1346)	12.404*** (df = 4 ; 719)	10.075*** (df = 5 ; 718)
Note :						*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.30 – Allemagne de l'Est 2017 : Saillance des enjeux et vote pour le SPD et *DIE LINKE*

	Dependent variable :		
	Vote pour SPD et *DIE LINKE*		
	Tous	Classes populaires	Petits blancs
	(1)	(2)	(3)
Saillance socio-économique	0.467***	0.392***	0.384***
	(0.090)	(0.117)	(0.121)
Saillance mondialisation	−0.151**	−0.120	−0.118
	(0.064)	(0.080)	(0.082)
Saillance culturelle	0.180**	0.129	0.139
	(0.080)	(0.104)	(0.109)
Constant	−2.540***	−2.267***	−2.287***
	(0.356)	(0.455)	(0.476)
Observations	1,345	715	666
Log Likelihood	−844.694	−460.034	−424.926
Akaike Inf. Crit.	1,697.389	928.067	857.852
Note :			*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU E.31 – Allemagne de l'Est 2017 : Saillance des enjeux et vote pour le AfD

	Dependent variable :		
	Vote pour AfD		
	Tous	Classes populaires	Petits blancs
	(1)	(2)	(3)
Saillance socio-économique	−0.147	−0.121	−0.141
	(0.121)	(0.140)	(0.142)
Saillance mondialisation	0.647***	0.503***	0.492***
	(0.120)	(0.130)	(0.131)
Saillance culturelle	−0.406***	−0.380***	−0.317**
	(0.110)	(0.131)	(0.135)
Constant	−2.621***	−2.068***	−2.107***
	(0.531)	(0.599)	(0.615)
Observations	1,345	715	666
Log Likelihood	−444.134	−286.576	−274.479
Akaike Inf. Crit.	896.269	581.152	556.959
Note :			*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.32 – Allemagne de l'Est 2017 : Positionnement sur les trois dimensions et vote pour l'AfD

	Vote pour la gauche de classe (SPD, *DIE LINKE*)		
	Simple	Contrôle	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)
Socio-économique	−0.168***	−0.166***	−0.137***
	(0.027)	(0.028)	(0.037)
Global	−0.031	−0.063***	−0.071**
	(0.023)	(0.024)	(0.035)
Culturel	−0.028	−0.031	−0.001
	(0.030)	(0.031)	(0.040)
Sexe (Réf : Homme)		−0.080	0.115
		(0.128)	(0.177)
Année de naissance		−0.018***	−0.016***
		(0.004)	(0.005)
Constant	0.125	34.899***	31.113***
	(0.189)	(7.152)	(10.089)
Observations	1,326	1,325	688
Log Likelihood	−833.208	−820.283	−443.271
Akaike Inf. Crit.	1,674.416	1,652.565	898.542

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU E.33 – Allemagne de l'Est 2017 : Positionnement sur les trois dimensions et vote pour le SPD/*DIE LINKE*

	Vote pour l'AfD		
	Simple	Contrôle	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)
Socio-économique	0.150***	0.128***	0.132**
	(0.041)	(0.042)	(0.052)
Global	0.340***	0.390***	0.337***
	(0.049)	(0.052)	(0.068)
Culturel	0.057	0.035	0.028
	(0.043)	(0.044)	(0.055)
Sexe (Réf : Homme)		−0.960***	−1.037***
		(0.216)	(0.269)
Année de naissance		0.015**	0.013*
		(0.006)	(0.007)
Constant	−5.882***	−33.941***	−30.422**
	(0.467)	(11.723)	(14.670)
Observations	1,326	1,325	688
Log Likelihood	−404.863	−388.738	−248.993
Akaike Inf. Crit.	817.725	789.477	509.985

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.34 – Allemagne de l'Est 2017 : Modèles d'*outcome* et de médiateur pour l'analyse de médiation (tableau E.35 page suivante) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote pour l'AfD

	Dependent variable :	
	Attitude mondialisation Mediator	Vote AfD Outcome
	(1)	(2)
Attitude mondialisation		0.022^{***}
		(0.003)
Classes populaires	1.702^{***}	0.022
	(0.146)	(0.016)
Constant	5.639^{***}	-0.061^{***}
	(0.108)	(0.020)
Observations	1,353	1,353
R^2	0.092	0.049
Adjusted R^2	0.091	0.048
Residual Std. Error	2.638 (df = 1351)	0.282 (df = 1350)
F Statistic	136.715^{***} (df = 1 ; 1351)	34.892^{***} (df = 2 ; 1350)
Note :		*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.35 – Allemagne de l'Est (2017) : Analyse de médiation causale de l'influence d'appartenir aux classes populaires sur le vote de l'AfD par l'intermédiaire de l'attitude relative à la mondialisation

Term	Estimate
ACME (control)	0.037*** (0.026, 0.049)
ACME (treated)	0.037*** (0.026, 0.049)
ADE (control)	0.022 (-0.011, 0.055)
ADE (treated)	0.022 (-0.011, 0.055)
Total Effect	0.059*** (0.028, 0.089)
Prop. Mediated (control)	0.627*** (0.357, 1.364)
Prop. Mediated (treated)	0.627*** (0.357, 1.364)
ACME (average)	0.037*** (0.026, 0.049)
ADE (average)	0.022 (-0.011, 0.055)
Prop. Mediated (average)	0.627*** (0.357, 1.364)

Notes. Calcul basé sur les modèles d'*outcome* et *médiateur* (tableau E.34 page précédente).
Les intervalles de confiance sont calculés par la méthode de *bootstrap* avec 1000 réplications.
$^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$; $^{\cdot}\, p < 0.1$.

Tableau E.36 – Allemagne de l'Est 2017 : Modèles d'*outcome* et de médiateur pour l'analyse de médiation (tableau E.37 page suivante) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote pour la gauche de classe (SPD et *DIE LINKE*)

	Dependent variable :	
	Attitude redistribution Mediator	Vote gauche de classe Outcome
	(1)	(2)
Attitude redistribution		-0.034^{***}
		(0.005)
Classes populaires	0.099	-0.014
	(0.131)	(0.025)
Constant	4.990^{***}	0.454^{***}
	(0.097)	(0.032)
Observations	1,302	1,302
R^2	0.0004	0.032
Adjusted R^2	-0.0003	0.030
Residual Std. Error	2.344 (df = 1300)	0.438 (df = 1299)
F Statistic	0.573 (df = 1 ; 1300)	21.439^{***} (df = 2 ; 1299)
Note :		*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.37 – Allemagne de l'Est (2017) : Analyse de médiation causale de l'influence d'appartenir aux classes populaires sur le vote de la gauche de classe par l'intermédiaire de l'attitude relative à la redistribution

Term	Estimate
ACME (control)	-0.003 (-0.013, 0.006)
ACME (treated)	-0.003 (-0.013, 0.006)
ADE (control)	-0.014 (-0.063, 0.033)
ADE (treated)	-0.014 (-0.063, 0.033)
Total Effect	-0.017 (-0.065, 0.032)
Prop. Mediated (control)	0.199 (-3.150, 1.639)
Prop. Mediated (treated)	0.199 (-3.150, 1.639)
ACME (average)	-0.003 (-0.013, 0.006)
ADE (average)	-0.014 (-0.063, 0.033)
Prop. Mediated (average)	0.199 (-3.150, 1.639)

Notes. Calcul basé sur les modèles d'*outcome* et *médiateur* (tableau E.36 page précédente).
Les intervalles de confiance sont calculés par la méthode de *bootstrap* avec 1000 réplications.
$^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$; $^{\cdot}$ $p < 0.1$.

E.4.2 Allemagne de l'Ouest

Tableau E.38 – Allemagne de l'Ouest 2017 : Régression sur l'interaction entre identification partisane, distance et vote pour le SPD

	Dependent variable :				
	Vote pour le SPD				
	Distance	Distance/IP	Interaction	Interaction (contrôle)	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
IP : SPD		1.361***	1.394***	1.333***	1.603***
		(0.083)	(0.145)	(0.146)	(0.210)
Distance : SPD	−0.274***	−0.296***	−0.290***	−0.330***	−0.186**
	(0.050)	(0.055)	(0.060)	(0.061)	(0.076)
Année de naissance				−0.016***	−0.013***
				(0.003)	(0.005)
Sexe (Réf : Homme)				−0.102	−0.209
				(0.115)	(0.165)
IP : SPD x Distance : SPD			−0.020	−0.006	−0.132
			(0.071)	(0.072)	(0.087)
Constant	−1.100***	−1.445***	−1.455***	30.174***	23.343**
	(0.089)	(0.099)	(0.106)	(6.124)	(9.249)
Observations	2,619	2,619	2,619	2,619	1,071
Log Likelihood	−1,257.103	−1,085.640	−1,085.690	−1,072.224	−484.187
Akaike Inf. Crit.	2,518.206	2,177.281	2,179.380	2,156.448	980.374

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU E.39 – Allemagne de l'Ouest 2017 : Régression sur l'interaction entre identification partisane, distance et vote pour *DIE LINKE*

	Dependent variable :				
	Vote pour le *DIE LINKE*				
	Distance	Distance/IP	Interaction	Interaction (contrôle)	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
IP : *DIE LINKE*		1.400***	1.210***	1.216***	0.934***
		(0.173)	(0.246)	(0.246)	(0.359)
Distance : *DIE LINKE*	−0.779***	−0.647***	−0.663***	−0.663***	−0.484***
	(0.070)	(0.072)	(0.074)	(0.075)	(0.088)
Année de naissance				0.0003	0.004
				(0.005)	(0.007)
Sexe (Réf : Homme)				−0.148	−0.237
				(0.194)	(0.258)
IP : *DIE LINKE* x Distance : *DIE LINKE*			0.189	0.178	0.431
			(0.179)	(0.180)	(0.293)
Constant	−1.000***	−1.484***	−1.454***	−1.810	−9.863
	(0.148)	(0.171)	(0.172)	(10.456)	(14.656)
Observations	2,619	2,619	2,619	2,619	1,071
Log Likelihood	−503.918	−460.809	−460.022	−459.603	−244.510
Akaike Inf. Crit.	1,011.835	927.617	928.045	931.207	501.021

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU E.40 – Allemagne de l'Ouest 2017 : Petits blancs et vote pour l'AfD

	Dependent variable :			
	Vote pour l'AfD			
	(1)	(2)	(3)	(4)
Petits blancs	0.689***	0.752***		
	(0.168)	(0.170)		
Année de naissance		0.005		0.006
		(0.004)		(0.004)
Sexe (Réf : Homme)		−0.535***		−0.541***
		(0.171)		(0.171)
Classes populaires			0.714***	0.788***
			(0.173)	(0.176)
Non-blanc			−0.387	−0.391
			(0.264)	(0.265)
Constant	−3.204***	−12.691	−3.220***	−13.631
	(0.125)	(8.643)	(0.141)	(8.683)
Observations	2,854	2,854	2,854	2,854
Log Likelihood	−596.360	−591.316	−594.679	−589.391
Akaike Inf. Crit.	1,196.720	1,190.632	1,195.359	1,188.782

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU E.41 – Allemagne de l'Ouest 2017 : Régression sur l'identification partisane (hors AfD) et les attitudes sur la mondialisation

	Dependent variable :			
	Attitude négative envers la mondialisation			
	(1)	(2)	(3)	(4)
Proximité partisane	−0.207***	−0.179**	−0.293***	−0.279***
	(0.055)	(0.074)	(0.053)	(0.081)
Classes populaires		1.227***		
		(0.118)		
Proximité partisane x Classes populaires		−0.003		
		(0.107)		
Année de naissance			−0.038***	−0.030***
			(0.003)	(0.004)
Sexe (Réf : Homme)			0.186*	−0.007
			(0.098)	(0.150)
Constant	5.845***	5.238***	81.175***	65.568***
	(0.060)	(0.083)	(4.984)	(8.107)
Observations	2,807	2,807	2,807	1,200
R^2	0.005	0.056	0.083	0.047
Adjusted R^2	0.005	0.055	0.082	0.045
Residual Std. Error	2.693 (df = 2805)	2.624 (df = 2803)	2.587 (df = 2803)	2.722 (df = 1196)
F Statistic	14.242*** (df = 1; 2805)	55.731*** (df = 3; 2803)	84.627*** (df = 3; 2803)	19.737*** (df = 3; 1196)
Note :				*p<0.1; **p<0.05; ***p<0.01

Tableau E.42 – Allemagne de l'Ouest 2017 : Régression sur l'influence de la classe et la race sur le vote pour le SPD et *DIE LINKE*

	Dependent variable :				
	Vote SPD	Vote *DIE LINKE*	Vote gauche de classe		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Non blanc	−0.145	−0.209	−0.175	−0.142	−0.305
	(0.142)	(0.256)	(0.129)	(0.130)	(0.197)
Classes populaires	0.265***	0.315*	0.305***	0.261***	0.220**
	(0.098)	(0.172)	(0.090)	(0.091)	(0.098)
Année de naissance				−0.010***	−0.010***
				(0.002)	(0.002)
Sexe (Réf : Homme)				−0.120	−0.119
				(0.090)	(0.090)
Non blanc x Classes populaires					0.298
					(0.263)
Constant	−1.650***	−3.073***	−1.353***	19.322***	19.275***
	(0.074)	(0.132)	(0.067)	(4.637)	(4.638)
Observations	2,854	2,854	2,854	2,854	2,854
Log Likelihood	−1,404.725	−621.926	−1,622.040	−1,613.388	−1,612.918
Akaike Inf. Crit.	2,815.449	1,249.851	3,250.080	3,236.776	3,237.835

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU E.43 – Allemagne de l'Ouest 2017 : Saillance des enjeux et vote pour le SPD et *DIE LINKE*

	Dependent variable :		
	Vote pour SPD et *DIE LINKE*		
	Tous	Classes populaires	Petits blancs
	(1)	(2)	(3)
Saillance socio-économique	0.385***	0.392***	0.214**
	(0.066)	(0.117)	(0.094)
Saillance mondialisation	−0.110**	−0.120	−0.092
	(0.050)	(0.080)	(0.071)
Saillance culturelle	0.117*	0.129	0.165*
	(0.062)	(0.104)	(0.093)
Constant	−2.455***	−2.267***	−1.978***
	(0.277)	(0.455)	(0.397)
Observations	2,815	715	1,020
Log Likelihood	−1,579.639	−460.034	−649.921
Akaike Inf. Crit.	3,167.277	928.067	1,307.842
Note :			*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.44 – Allemagne de l'Ouest 2017 : Saillance des enjeux et vote pour le AfD

	Dependent variable :		
	Vote pour AfD		
	Tous	Classes populaires	Petits blancs
	(1)	(2)	(3)
Saillance socio-économique	0.501***	0.744***	0.807***
	(0.127)	(0.168)	(0.179)
Saillance mondialisation	0.564***	0.359***	0.328**
	(0.107)	(0.122)	(0.128)
Saillance culturelle	−0.628***	−0.650***	−0.640***
	(0.097)	(0.124)	(0.136)
Constant	−4.204***	−4.023***	−4.106***
	(0.518)	(0.655)	(0.703)
Observations	2,815	1,196	1,020
Log Likelihood	−561.397	−323.715	−281.865
Akaike Inf. Crit.	1,130.795	655.430	571.729
Note :			*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

TABLEAU E.45 – Allemagne de l'Ouest 2017 : Positionnement sur les trois dimensions et vote pour le SPD/*DIE LINKE*

	Vote pour la gauche de classe (SPD, *DIE LINKE*)		
	Simple	Contrôle	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)
Socio-économique	−0.109***	−0.109***	−0.058**
	(0.021)	(0.021)	(0.028)
Global	−0.047**	−0.074***	−0.098***
	(0.019)	(0.019)	(0.026)
Culturel	−0.071***	−0.081***	−0.100***
	(0.023)	(0.023)	(0.030)
Sexe (Réf : Homme)		−0.112	−0.262**
		(0.095)	(0.133)
Année de naissance		−0.016***	−0.017***
		(0.003)	(0.004)
Constant	−0.184	31.128***	33.348***
	(0.138)	(5.087)	(7.472)
Observations	2,699	2,699	1,136
Log Likelihood	−1,489.226	−1,472.857	−695.779
Akaike Inf. Crit.	2,986.451	2,957.715	1,403.557

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.46 – Allemagne de l'Ouest 2017 : Positionnement sur les trois dimensions et vote pour l'AfD

	Vote pour l'AfD		
	Simple	Contrôle	Classes populaires
	(1)	(2)	(3)
Socio-économique	0.037	0.022	0.012
	(0.036)	(0.036)	(0.045)
Global	0.393***	0.448***	0.286***
	(0.044)	(0.047)	(0.053)
Culturel	0.109***	0.107***	0.090**
	(0.035)	(0.035)	(0.044)
Sexe (Réf : Homme)		−0.607***	−0.598***
		(0.186)	(0.228)
Année de naissance		0.018***	0.020***
		(0.005)	(0.006)
Constant	−6.227***	−41.397***	−43.464***
	(0.397)	(9.926)	(12.672)
Observations	2,699	2,699	1,136
Log Likelihood	−488.792	−478.090	−298.728
Akaike Inf. Crit.	985.583	968.180	609.455

Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.47 – Allemagne de l'Ouest 2017 : Modèles d'*outcome* et de médiateur pour l'analyse de médiation (tableau E.48 page ci-contre) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote pour la gauche de classe (SPD et *DIE LINKE*)

	Dependent variable :	
	Attitude redistribution Mediator	Vote gauche de classe Outcome
	(1)	(2)
Attitude redistribution		-0.025^{***}
		(0.003)
Classes populaires	0.315^{***}	0.062^{***}
	(0.088)	(0.016)
Constant	5.005^{***}	0.328^{***}
	(0.061)	(0.020)
Observations	2,765	2,765
R^2	0.005	0.023
Adjusted R^2	0.004	0.022
Residual Std. Error	2.314 (df = 2763)	0.414 (df = 2762)
F Statistic	12.692^{***} (df = 1 ; 2763)	32.480^{***} (df = 2 ; 2762)
Note :		*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.48 – Allemagne de l'Est (2017) : Analyse de médiation causale de l'influence d'appartenir aux classes populaires sur le vote de la gauche de classe par l'intermédiaire de l'attitude relative à la redistribution

Term	Estimate
ACME (control)	-0.008^{**} (-0.014, -0.003)
ACME (treated)	-0.008^{**} (-0.014, -0.003)
ADE (control)	0.062^{***} (0.028, 0.095)
ADE (treated)	0.062^{***} (0.028, 0.095)
Total Effect	0.054^{**} (0.021, 0.087)
Prop. Mediated (control)	-0.146^{**} (-0.453, -0.043)
Prop. Mediated (treated)	-0.146^{**} (-0.453, -0.043)
ACME (average)	-0.008^{**} (-0.014, -0.003)
ADE (average)	0.062^{***} (0.028, 0.095)
Prop. Mediated (average)	-0.146^{**} (-0.453, -0.043)

Notes. Calcul basé sur les modèles d'*outcome* et *médiateur* (tableau E.47 page précédente).
Les intervalles de confiance sont calculés par la méthode de *bootstrap* avec 1000 réplications.
$^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$;$^{\cdot}$ $p < 0.1$.

TABLEAU E.49 – Allemagne de l'Ouest : 2017 : Modèles d'*outcome* et de médiateur pour l'analyse de médiation (tableau E.50 page suivante) de l'effet de l'appartenance aux classes populaires sur le vote pour l'AfD

	Dependent variable :	
	Attitude mondialisation Mediator	Vote AfD Outcome
	(1)	(2)
Attitude mondialisation		0.018^{***}
		(0.002)
Classes populaires	1.238^{***}	0.014^{*}
	(0.099)	(0.009)
Constant	5.126^{***}	-0.053^{***}
	(0.069)	(0.010)
Observations	2,807	2,807
R^2	0.052	0.048
Adjusted R^2	0.052	0.047
Residual Std. Error	2.628 (df = 2805)	0.221 (df = 2804)
F Statistic	155.225^{***} (df = 1 ; 2805)	70.669^{***} (df = 2 ; 2804)
Note :		*p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01

Tableau E.50 – Allemagne de l'Ouest (2017) : Analyse de médiation causale de l'influence d'appartenir aux classes populaires sur le vote de l'AfD par l'intermédiaire de l'attitude relative à la mondialisation

Term	Estimate
ACME (control)	0.022*** (0.016, 0.028)
ACME (treated)	0.022*** (0.016, 0.028)
ADE (control)	0.014 (-0.006, 0.033)
ADE (treated)	0.014 (-0.006, 0.033)
Total Effect	0.036*** (0.016, 0.055)
Prop. Mediated (control)	0.605*** (0.364, 1.332)
Prop. Mediated (treated)	0.605*** (0.364, 1.332)
ACME (average)	0.022*** (0.016, 0.028)
ADE (average)	0.014 (-0.006, 0.033)
Prop. Mediated (average)	0.605*** (0.364, 1.332)

Notes. Calcul basé sur les modèles d'*outcome* et *médiateur* (tableau E.49 page ci-contre).
Les intervalles de confiance sont calculés par la méthode de *bootstrap* avec 1000 réplications.
$^{***}p < 0.001$; $^{**}p < 0.01$; $^{*}p < 0.05$; $^{\cdot}\, p < 0.1$.

Annexe F

Annexes du chapitre 13 : Discussions des résultats

Sommaire du présent chapitre

F.1 Résumé des résultats des hypothèses en France **477**

F.2 Résumé des résultats des hypothèses en Allemagne de l'Est **480**

F.3 Résumé des résultats des hypothèses en Allemagne de l'Ouest **482**

F.1 Résumé des résultats des hypothèses en France

Tableau F.1 – France : Résumé des hypothèses et résultats

Hypothèses	Résultats	Remarques
Hypothèses sur la position des partis et des électeurs (Ha)		
Ha1 : Les classes populaires sont plus « à droite » que les partis de la gauche de classe sur la dimension mondialisation.	+	Cela est très clairement établi pour le PS, mais en raison des items de *manifesto* ne prenant pas en compte l'immigration cela ne l'est pas pour le PCF.

Ha 2 : L'identification partisane annule les effets de la distance entre les partis et les électeurs.	+/−	Au début de la période (1978) cet effet est observable pour le PCF, le PS et le PCF en 1988 et 1995, mais en 2017 cet effet disparaît soulignant le recul de l'identification partisane.
Hypothèses au sujet de caractéristiques socio-démographiques des électeurs (Hb)		
Hb1 : L'identification partisane (pour les partis de la gauche traditionnelle) a décliné auprès des classes populaires.	+	Par rapport à 1978, cela est indubitable. Entre 1995 et 2017, le résultat est moins concluant, sur la période totale ce constat est indubitable.
Hb2a : Les petits blancs sont davantage susceptibles de voter pour les partis de la droite radicale populiste.	+	Cela est confirmé en 2017.
Hb2b : Les sujets non blancs appartenant aux classes populaires sont moins susceptibles de voter pour la droite radicale populiste.	+	Cela est confirmé en 2017.
Hb3a : La *fracture ethnique* au sein des classes populaires est d'autant plus marquée que les enjeux relatifs à la mondialisation sont saillants (tableau 6.1 page 102).	−	Cela n'est pas confirmé.
Hb3b : La *fracture ethnique* au sein des classes populaires est d'autant plus faible que les enjeux socio-économiques sont saillants (tableau 6.1 page 102).	+	La saillance des enjeux relatifs à la redistribution augmente le vote pour la gauche de classe au sein des classes populaires, réduisant donc de fait la fracture ethnique.

Hb4 : La différence de vote entre petits blancs et sujets des classes populaires avec une origine immigrée n'est guère expliquée par la division culturelle, mais par les enjeux relatifs à la mondialisation (tableau 6.1 page 102).	+	Cela est confirmé en 2017.
Hypothèses sur l'existence et l'importance d'un clivage relatif à la mondialisation (Hc)		
Hc1a : Les sujets appartenant aux classes populaires n'ayant pas d'identification partisane (hors partis de droite radicale populiste) sont plus susceptibles d'avoir une attitude négative par rapport à la mondialisation.	+	
Hc1b : Les sujets appartenant aux classes populaires ayant une attitude négative par rapport à la mondialisation sont plus susceptibles de voter pour les partis de la droite radicale populiste.	+	
Hc2 : Le lien entre position sociale et vote pour les partis de la droite radicale populiste est modéré par une attitude négative face à la mondialisation	+	Cela est clairement confirmé, initialement pour les ouvriers, puis élargi aux classes populaires dans leur ensemble.
Hc3 : Le lien entre position sociale et vote pour les partis de la gauche de classe est modéré par une attitude positive à la redistribution.	+	

Hc4 : Sur la période considérée, le conflit autour de la mondialisation a pris de l'importance tandis que celui lié à la redistribution a perdu en importance.	+	Le conflit autour de la mondialisation arbore tous les critères d'un clivage, alors qu'il n'était pas important au début de la période. Le lien entre classes populaires et partis de la gauche de classe s'est affaibli (voir indices de clivages).

+ = Confirmé ; +/− = Partiellement confirmé ; − = Rejeté ; N/T = Non testé

F.2 Résumé des résultats des hypothèses en Allemagne de l'Est

Tableau F.2 – Allemagne de l'Est : Résumé des hypothèses et résultats

Hypothèses	**Résultats**	**Remarques**
Hypothèses sur la position des partis et des électeurs (Ha)		
Ha1 : Les classes populaires sont plus « à droite » que les partis de la gauche de classe sur la dimension mondialisation.	+	Cela est très clairement établi pour le SPD et *DIE LINKE*.
Ha 2 : L'identification partisane annule les effets de la distance entre les partis et les électeurs.	−	L'identification partisane pour le SPD et *DIE LINKE* n'annule pas l'effet de la distance.
Hypothèses au sujet de caractéristiques socio-démographiques des électeurs (Hb)		
Hb1 : L'identification partisane (pour les partis de la gauche traditionnelle) a décliné auprès des classes populaires.	+/−	L'identification partisane était de toute manière à un niveau faible.
Hb2a : Les petits blancs sont davantage susceptibles de voter pour les partis de la droite radicale populiste.	+/−	Cela est confirmé en 2017, mais cela est un effet de classe plutôt qu'un effet de race.

Hb2b : Les sujets non blancs appartenant aux classes populaires sont moins susceptibles de voter pour la droite radicale populiste.	−	On ne trouve pas de tel effet.
Hb3a : La *fracture ethnique* au sein des classes populaires est d'autant plus marquée que les enjeux relatifs à la mondialisation sont saillants (tableau 6.1 page 102).	−	Cela n'est pas confirmé.
Hb3b : La *fracture ethnique* au sein des classes populaires est d'autant plus faible que les enjeux socio-économiques sont saillants (tableau 6.1 page 102).	−	On ne trouve pas de fracture et d'effet de race en Allemagne de l'Est.
Hb4 : La différence de vote entre petits blancs et sujets des classes populaires avec une origine immigrée n'est guère expliquée par la division culturelle, mais par les enjeux relatifs à la mondialisation (tableau 6.1 page 102).	+/−	Les enjeux relatifs à la mondialisation semblent prendre leur autonomie en 2017, mais cela reste à confirmer.
Hypothèses sur l'existence et l'importance d'un clivage relatif à la mondialisation (Hc)		
Hc1a : Les sujets appartenant aux classes populaires n'ayant pas d'identification partisane (hors partis de droite radicale populiste) sont plus susceptibles d'avoir une attitude négative par rapport à la mondialisation.	+	

Hc1b : Les sujets appartenant aux classes populaires ayant une attitude négative par rapport à la mondialisation sont plus susceptibles de voter pour les partis de la droite radicale populiste.	+	
Hc2 : Le lien entre position sociale et vote pour les partis de la droite radicale populiste est modéré par une attitude négative face à la mondialisation	+	Cela est clairement confirmé.
Hc3 : Le lien entre position sociale et vote pour les partis de la gauche de classe est modéré par une attitude positive à la redistribution.	−	En Allemagne de l'Est, le lien est rompu. Ni structurellement, ni par les attitudes, le vote de gauche est favorisé par l'appartenance aux classes populaires.
Hc4 : Sur la période considérée, le conflit autour de la mondialisation a pris de l'importance tandis que celui lié à la redistribution a perdu en importance.	+	Le conflit autour de la mondialisation est devenu une « division », alors qu'il n'était pas important au début de la période. Le conflit capital/travail a lui été dégradé au niveau de « différence », ce n'est donc plus un clivage (d'ailleurs, on peut avoir des doutes s'il a été un clivage pleinement établi depuis 1990). Le lien entre classes populaires et partis de la gauche de classe s'est affaibli (voir indices de clivages).

+ = Confirmé ; +/− = Partiellement confirmé ; − = Rejeté ; N/T = Non testé

F.3 Résumé des résultats des hypothèses en Allemagne de l'Ouest

Tableau F.3 – Allemagne de l'Ouest : Résumé des hypothèses et résultats

Hypothèses	**Résultats**	**Remarques**
Hypothèses sur la position des partis et des électeurs (Ha)		
Ha1 : Les classes populaires sont plus « à droite » que les partis de la gauche de classe sur la dimension mondialisation.	+	Cela est très clairement établi pour le SPD et *DIE LINKE*.
Ha 2 : L'identification partisane annule les effets de la distance entre les partis et les électeurs.	+/−	Cet effet est identifiable jusqu'en 2013 pour le SPD (mais pas *DIE LINKE*), mais a disparu en 2017. L'identification partisane n'annule plus l'effet de la distance électeur-parti.
Hypothèses au sujet de caractéristiques socio-démographiques des électeurs (Hb)		
Hb1 : L'identification partisane (pour les partis de la gauche traditionnelle) a décliné auprès des classes populaires.	+	Cela est indubitable.
Hb2a : Les petits blancs sont davantage susceptibles de voter pour les partis de la droite radicale populiste.	+/−	Cela est confirmé en 2017, mais cela est plutôt un effet de classe que de race.
Hb2b : Les sujets non blancs appartenant aux classes populaires sont moins susceptibles de voter pour la droite radicale populiste.	−	On ne trouve pas de tel effet.
Hb3a : La *fracture ethnique* au sein des classes populaires est d'autant plus marquée que les enjeux relatifs à la mondialisation sont saillants (tableau 6.1 page 102).	−	Cela n'est pas confirmé.

Hb3b : La *fracture ethnique* au sein des classes populaires est d'autant plus faible que les enjeux socio-économiques sont saillants (tableau 6.1 page 102).	−	On ne trouve pas de fracture et d'effet de race en Allemagne de l'Ouest.
Hb4 : La différence de vote entre petits blancs et sujets des classes populaires avec une origine immigrée n'est guère expliquée par la division culturelle, mais par les enjeux relatifs à la mondialisation (tableau 6.1 page 102).	+/−	La dimension mondialisation semble prendre son autonomie en 2017, mais cela reste à confirmer.
Hypothèses sur l'existence et l'importance d'un clivage relatif à la mondialisation (Hc)		
Hc1a : Les sujets appartenant aux classes populaires n'ayant pas d'identification partisane (hors partis de droite radicale populiste) sont plus susceptibles d'avoir une attitude négative par rapport à la mondialisation.	+	
Hc1b : Les sujets appartenant aux classes populaires ayant une attitude négative par rapport à la mondialisation sont plus susceptibles de voter pour les partis de la droite radicale populiste.	+	
Hc2 : Le lien entre position sociale et vote pour les partis de la droite radicale populiste est modéré par une attitude négative face à la mondialisation	+	

Hc3 : Le lien entre position sociale et vote pour les partis de la gauche de classe est modéré par une attitude positive à la redistribution.	−	En 2013 déjà, appartenir aux classes populaires n'augmente pas les attitudes favorables à la redistribution. En 2017, c'est le contraire : ces attitudes agissent comme médiateur *contre* le vote pour la gauche de classe dans les classes populaires.
Hc4 : Sur la période considérée, le conflit autour de la mondialisation a pris de l'importance tandis que celui lié à la redistribution a perdu en importance.	+	Le conflit autour de la mondialisation est devenu une « division », alors qu'il n'était pas important au début de la période. Le conflit capital/travail a lui été dégradé au niveau de « division », il n'est donc plus un clivage. Le lien entre classes populaires et partis de la gauche de classe s'est affaibli (voir indices de clivages).

+ = Confirmé ; +/− = Partiellement confirmé ; − = Rejeté ; N/T = Non testé

Glossaire

A

AfD L'*Alternative für Deutschland* (AfD) est un parti de droite radicale populiste allemand fondé en 2013 en opposition à la politique de l'euro de la chancelière Angela Merkel. Initialement plutôt modéré, le parti s'est radicalisé et n'a plus mis l'Euro au centre de son agitation, lui substituant la question de l'immigration. 68, 115, 122, 124, 163, 166, 169, 198, 263, 265–267, 271, 273–275, 277, 279, 282–286, 288, 289, 292–297, 299, 300, 303–306, 308, 314, 316, 317, 320, 327, 328, 429, 432, 434–437, 441–443, 451, 452, 454–458, 464, 465, 469, 471, 474, 475, 492, 506, 508

Arthaud, Nathalie (1970 –) est une femme politique française trotskiste du parti Lutte ouvrière (LO). Enseignante en économie et gestion, elle succède à Arlette Laguiller en tant que porte-parole du parti à partir de 2008. Désignée pour représenter LO lors des élections présidentielles de 2012, 2017 et 2022, elle ne parvient pas à renouer avec les scores de son aînée, n'atteignant jamais la barre de 1 % des suffrages lors de ces trois scrutins. 222, 502

B

Balladur, Édouard (1929 –) est un homme politique français de droite libérale et premier ministre de 1993 à 1995. Il entre politique en intégrant le cabinet de Georges Pompidou à Matignon en 1964. Élu député de Paris sous l'étiquette du RPR en 1986, il est immédiatement nommé ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation dans le gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac. Il y déploie une politique libérale, inspirée par les réformes de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher, procédant à des vagues de privatisations. En 1993, à la suite de la victoire de la droite aux législatives, il est nommé Premier ministre de la deuxième cohabitation. Encouragé par une grande popularité sondagière, il se porte candidat à l'élection présidentielle de 1995, soutenu par l'UDF et une partie

dissidente du RPR, se retrouvant en concurrence directe avec Jacques Chirac. Longtemps favori, il voit sa campagne s'essouffler et termine en troisième position (18,58 % des suffrages), éliminé dès le premier tour derrière Lionel Jospin et Jacques Chirac. 206, 207, 495, 507, 509

Bérégovoy, Pierre (1925 – 1993) était un homme politique français, Premier ministre de 1992 à 1993. Il adhère à la SFIO en 1946, qu'il quitte en 1958 pour participer à la fondation du PSU. Par la suite, il rejoint Alain Savary au sein du Nouveau Parti socialiste (NPS) et participe à la création du PS lors du congrès d'Épinay. En 1981, François Mitterrand le nomme secrétaire général de la présidence de la République. Entre 1982 et 1986, il exerce les fonctions de ministre des Affaires sociales, puis de l'Économie et des Finances. Il occupe à nouveau ce ministère de 1988 à 1992. Il y incarne un paradoxe politique majeur de la gauche de gouvernement: artisan de la « désinflation compétitive », c'est sous son impulsion que s'opère la libéralisation et la déréglementation massive des marchés financiers français. En avril 1992, il est nommé Premier ministre à la suite de la défaite de la gauche aux élections régionales et cantonales. Il mène à bien la campagne pour le « oui » lors du référendum du 20 septembre 1992 sur le traité de Maastricht. Concluant son mandat sur la lourde défaite de la gauche aux élections législatives de mars 1993, et profondément affecté par sa mise en cause dans l'« affaire Pelat » (un prêt sans intérêts accordé par un proche), il met fin à ses jours le 1er mai 1993, un mois après son départ de Matignon. 513, 516

Blum, Léon (1872 – 1950) était un écrivain, critique littéraire et homme politique français, Président du Conseil du Front populaire de 1936 à 1937 et brièvement Président du Gouvernement provisoire de la République française en 1946/1947 avant l'instauration de la Quatrième République. Initialement juriste au Conseil d'État, son engagement politique naît avec l'affaire Dreyfus. Il adhère à la SFIO dès sa fondation en 1905 et soutient l'Union sacrée lors de la Première Guerre mondiale. Élu député de la Seine en 1919, il s'oppose, lors du congrès de Tours en 1920, à l'adhésion à la Troisième Internationale (et donc à la création de la Section française de l'Internationale communiste (SFIC)), prononçant un discours historique où il choisit de « garder la vieille maison » socialiste. Fréquemment la cible d'attaques antisémites d'une extrême violence de la part de l'extrême droite (il n'échappe que de peu à la mort lors d'un lynchage par des Camelots du roi en février 1936), il œuvre au rapprochement antifasciste entre la SFIO et le PCF. Après la victoire électorale du Front populaire en mai 1936, portée par un immense mouvement de grèves spontanées, il devient président du Conseil. Son gouvernement initie la signature des accords de

Matignon, instaurant des réformes sociales d'une ampleur inédite (semaine de 40 heures, congés payés, conventions collectives). Contraint à la démission en 1937 face à l'hostilité des milieux d'affaires et au blocage du Sénat, il voit la fin de son œuvre avec la guerre. Lors de l'Occupation Blum est déporté au camp de concentration de Buchenwald, il y survit et est libéré à la fin du conflit. 496, 519

BM La Banque mondiale (BM) est une institution financière internationale créée en 1945, à la suite des accords de Bretton Woods. Conçue initialement pour financer la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, elle a réorienté ses missions. Aujourd'hui, elle accorde des prêts à taux préférentiels, principalement aux pays en voie de développement, afin de financer des projets d'infrastructures et de soutenir le développement économique. À l'instar du Fonds monétaire international (FMI), elle a été fortement critiquée pour les conséquences économiques et sociales des programmes d'ajustement structurel liés à ses financements. 490

Brandt, Willy (1913 – 1992), né Herbert Ernst Karl Frahm, était un homme politique allemand, premier chancelier social-démocrate de la RFA de 1969 à 1974 et bourgmestre de Berlin-Ouest de 1957 à 1966. Militant des jeunesses socialistes durant l'entre-deux-guerres, il adhère au SPD en 1930, mais le quitte l'année suivante pour rejoindre le *Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands* (SAPD), un parti situé entre le SPD et le *Kommunistische Partei Deutschlands* (KPD) qui prône un front commun ouvrier contre le fascisme. Actif dans la résistance clandestine contre le régime nazi, il adopte le pseudonyme de *Willy Brandt*. Contraint à l'exil (notamment en Norvège), il se rapproche à nouveau du SPD et travaille pour le parti à Berlin après la guerre. Représentant Berlin-Ouest au *Bundestag* (1949-1961) et siégeant au parlement de la ville, il est élu bourgmestre de Berlin-Ouest en 1957, acquérant une stature internationale lors de la construction du Mur. En 1966, il devient ministre des Affaires étrangères. En 1969, il accède à la chancellerie en formant une coalition sociale-libérale avec le FDP. Réélu triomphalement en 1972, il est contraint à la démission en 1974 à la suite de l'affaire Günter Guillaume (l'arrestation de l'un de ses proches conseillers pour espionnage au profit de la RDA). Il conserve toutefois la présidence du SPD jusqu'en 1987 et préside l'Internationale socialiste de 1976 à 1992 (passant le relais au Français Pierre Mauroy). Son héritage politique majeur demeure son *Ostpolitik* (la politique de détente avec le bloc de l'Est), marquée par la reconnaissance historique de la ligne Oder-Neisse comme frontière orientale de l'Allemagne. 244, 252, 505, 517, 520

Bündnis 90/Die Grünen est un parti politique écologiste allemand. Né en 1993 de la fusion du parti vert (*Grüne*) d'Allemagne de l'Ouest et du parti

Bündnis 90 d'Allemagne de l'Est. Sur le plan de la politique fédérale, le parti a participé aux coalitions gouvernementales de 1998 à 2005 (sous Schröder) et de 2021 à la rupture de la coalition à la fin de l'année 2024 (sous Scholz). 71, 244, 245, 254, 263, 265, 284, 285, 518

C

CAEM Le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), également connu sous l'acronyme anglais COMECON, était une organisation internationale regroupant les pays du bloc de l'Est. Son siège était à Moscou. Fondé en 1949 en réponse au plan Marshall américain, et siégeant à Moscou, le CAEM fonctionnait comme le pendant socialiste du FMI et de la Banque mondiale (BM). L'organisation a été dissoute en 1991, dans le sillage de l'effondrement du bloc soviétique. 30

Cartel des gauches Le Cartel des gauches était une alliance entre le Parti radical, la SFIO et divers partis de gauche pour les élections législatives de 1924.Victorieux, le Cartel forme le gouvernement, que la SFIO soutient sans pour autant y participer formellement (la SFIC siégeant quant à elle dans l'opposition). Rapidement confronté à de graves difficultés financières (« le mur de l'argent »), le gouvernement subit une forte instabilité ministérielle. La SFIO bascule dans l'opposition en 1926, et l'alliance prend définitivement fin en 1928 avec la victoire électorale de la droite. Le Cartel des gauches s'est particulièrement illustré par sa politique étrangère : il accorde la reconnaissance diplomatique de la France à l'URSS (sous Herriot en 1924) et prône la détente avec l'Allemagne de Weimar. Artisan de cette réconciliation marquée par les accords de Locarno (1925), Aristide Briand reçoit conjointement avec l'Allemand Gustav Stresemann le prix Nobel de la paix en 1926. 189

CDU La *Christlich Demokratische Union* (CDU) est un parti chrétien-démocrate allemand fondé en 1945/1950. C'est le parti politique allemand qui, depuis l'avènement de la RFA en 1949, a été le plus longtemps dans l'executif fédéral. La CDU est présente dans tous les *Länder* (régions) allemands à l'exception de la bavière, chasse gardée de la CSU. Au niveau fédéral, la CDU forme l'*Union* avec la CSU. 244, 245, 252–255, 263, 264, 285, 492, 496, 497, 500, 502, 505, 506, 518, 521, 523

CFDT La Confédération française démocratique du travail (CFDT) est une confédération syndicale française fondée en 1964. Elle s'impose aujourd'hui, avec la CGT, comme la principale organisation syndicale du pays. La CFDT est née d'une scission laïcisée de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC, fondée en 1919). Bien qu'issue du christianisme social, la confédération s'est rapprochée du mouvement socialiste autogestionnaire

dans les années 1970, et a longtemps été considérée comme proche du PS. Néanmoins, à l'instar des autres grands syndicats, elle revendique son indépendance stricte à l'égard des partis politiques en s'inscrivant dans l'esprit de la Charte d'Amiens. 491, 492, 524

CGT La Confédération générale du travail (CGT) est une confédération syndicale françaises fondée en 1895. Aux côtés de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), elle constitue l'une des principales organisations syndicales française. Elle a été historiquement très proche du PCF, même si, à l'instar de la CFDT, elle se réclame de la Charte d'Amiens de 1906, qui stipule l'indépendance des syndicats vis-à-vis des partis politiques. 96, 490, 521

Chevènement, Jean-Pierre (1939 –) est un homme politique français. Haut fonctionnaire, fréquantant initialement le milieu gaulliste de gauche, et un temps favorable à l'Algérie française, il adhère à la SFIO en 1964 et participe à la création du PS en 1971. Il y fonde et anime le CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste), le club de réflexion incarnant l'aile gauche du parti. Nommé ministre à de multiples reprises sous les présidences de François Mitterrand (Recherche, Industrie, Éducation nationale, Défense), il démissionne du gouvernement en 1991 pour protester contre l'engagement militaire de la France dans la guerre du Golfe. Fervent souverainiste républicain, il fait campagne en 1992 pour le « non » au traité de Maastricht. Prenant acte de ses divergences irréconciliables avec le PS, il quitte le parti et fonde le Mouvement des Citoyens (MDC). En 1997, il intègre le gouvernement de la « Gauche plurielle » de Lionel Jospin comme ministre de l'Intérieur, mais démissionne une nouvelle fois en 2000, refusant d'avaliser le processus de Matignon octroyant plus d'autonomie à la Corse. En 2002, il se porte candidat à l'élection présidentielle sur une ligne souverainiste visant à fédérer les « républicains des deux rives ». Malgré une forte dynamique sondagière initiale, il ne recueille finalement que 5,33 % des suffrages. 206, 504

Chirac, Jacques (1932 – 2019) était un homme politique conservateur français. Il est élu député sous les couleurs gaullistes dès 1967. Il entre alors au gouvernement en tant que Secrétaire d'État puis en tant que Ministre délégué en 1971. Il occupe le poste de Premier ministre à deux reprises: de 1974 à 1976 sous Valéry Giscard d'Estaing, puis de 1986 à 1988 sous François Mitterrand (première cohabitation). En 1976, il fonde et prend la présidence du RPR, qu'il dirige jusqu'en 1994. Il est également le premier maire (moderne) élu de Paris, mandat qu'il conserve de 1977 à 1995. Il accède à la présidence de la République en 1995 en battant Lionel Jospin. Il est largement réélu en 2002 face à Jean-Marie Le Pen au second

tour. À la suite de cette victoire, il impulse la création de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) (Union pour la majorité présidentielle, puis Union pour un mouvement populaire), visant à fusionner le RPR et les autres forces de la droite. 189, 206, 207, 254, 398, 487, 488, 500, 503, 507, 509, 516–519, 523

CSU La *Christlich-Soziale Union* (CSU) est un parti chrétien-démocrate bavarois fondé en 1945. Depuis 1957, tous les ministres-présidents de Bavière sont issus du CSU. Sur la scène politique fédérale, le parti forme l'*Union* avec la CDU, sa formation sœur présente dans le reste de l'Allemagne. 70, 244, 245, 252–255, 263, 285, 490, 496, 497, 500, 502, 506, 515, 518, 521, 523

D

Delors, Jacques (1925 – 2023) est un homme politique socialistes français, ministre de l'Économie et des Finances de 1981 à 1984 dans les gouvernements de Pierre Mauroy sous la présidence de François Mitterrand, puis Président de la Commission européenne de 1985 à 1995. Il débute sa carrière à la Banque de France où il est syndicaliste CFTC qu'il contribue à déconfessionnaliser pour former la CFDT. Il adhère au PSU avant de rejoindre le PS en 1974 dont il devient l'un des responsables économiques. Après la victoire de la gauche en 1981, nommé au ministère de l'Économie, il est l'un des artisans du « tournant de la rigueur » (1983) et défend la politique du « franc fort », assumant les difficultés économiques et sociales qu'implique ce maintien dans le système monétaire européen. En 1985, il prend la présidence de la Commission des Communautés européennes. À ce poste, il œuvre pour l'approfondissement de l'intégration communautaire: il porte l'Acte unique européen (1986) visant l'achèvement du marché intérieur (notamment par la libre circulation des capitaux), prépare l'avènement de la monnaie unique, et voit l'initiation de l'espace Schengen (1985). Sous ses mandats successifs, l'UE s'élargit « vers le sud » (adhésion de l'Espagne et du Portugal en 1986), puis « vers le nord et le centre » (adhésion de la Finlande, de la Suède et de l'Autriche en 1995). 28, 163, 505

DIE LINKE est un parti politique socialiste allemand fondé en 2007. Il est issu de la fusion entre la WASG — une formation ouest-allemande créée par des syndicalistes et des dissidents du SPD — et le Parti du socialisme démocratique (PDS), héritier direct du SED est-allemand. Le parti a obtenu son meilleur score électoral lors des élections fédérales de 2009 avec 11,9% des voix. En 2021, le parti n'a plus qu'obtenu 4,9% des voix aux élections fédérales, mais rebondit en 2025, se positionnant en meilleur adversiare de l'AfD. 71, 124, 255, 259, 260, 263–267, 270, 271, 273, 274, 277, 279, 280, 282–286, 288, 289, 292, 295–297, 299, 300, 302–304, 307, 311, 315, 322, 328,

427, 429, 431, 433, 437, 438, 440, 449, 453, 455, 456, 459, 463, 467, 468, 470, 472, 480, 483, 502, 510, 518, 525

DKP Le *Deutsche Kommunistische Partei* (DKP) est un parti communiste allemand fondé en 1968, à la suite de l'interdiction du KPD en Allemagne de l'Ouest en 1956. Le parti entretenait des liens étroits avec le SED, au pouvoir en RDA, qui assurait son financement. Malgré ce soutien, le DKP n'est jamais parvenu à s'imposer sur la scène politique fédérale, ses scores électoraux demeurant marginaux (ne dépassant jamais 0,3 % des voix). Il a néanmoins constitué la principale force politique à la gauche du SPD en Allemagne de l'Ouest et a exercé une certaine influence intellectuelle et militante au sein de mouvements sociaux (notamment le mouvement pacifiste). Contrairement au PCF français ou au PCI italien, le DKP n'a jamais adopté la ligne eurocommuniste. Après la réunification de 1990 et la perte des financements est-allemands, le parti a fortement décliné et ne compte aujourd'hui plus que quelques milliers d'adhérents. 245, 252, 501

Duclos, Jacques (1886 – 1975) était un homme politique communiste français. Pâtissier de formation, il s'engage dans le giron de la SFIO avant la Première Guerre mondiale, sans toutefois y adhérer formellement. Fait prisonnier de guerre, il rentre en France après l'armistice et adhère à la SFIC dès sa fondation en 1920. Élu député pour la première fois en 1926, il intègre le Comité central du parti. Cadre de l'Internationale communiste (le Komintern), il intègre son comité exécutif, chapeaute clandestinement le Parti communiste de Belgique (PCB) belge et intervient fréquemment en Espagne pour conseiller le Parti communiste espagnol (PCE). Durant la Seconde Guerre mondiale, pendant l'exil soviétique de Maurice Thorez, il assure la direction clandestine du PCF sous l'Occupation avec Benoît Frachon. À la Libération, il joue un rôle parlementaire et politique de premier plan, orchestrant notamment la participation des ministres communistes au gouvernement du général Charles de Gaulle. Au début des années 1950, il assure l'intérim à la tête du parti en raison de la maladie de Maurice Thorez. Resté fidèle à la ligne stalinienne de ce dernier, il s'oppose dans un premier temps à la déstalinisation. Toutefois, en 1968, s'alignant sur le secrétaire général Waldeck Rochet, il exprime la désapprobation du parti face à l'intervention militaire soviétique à Prague. En 1969, il est le candidat du PCF à l'élection présidentielle. Il réalise une performance inattendue en terminant en troisième position avec 21,27 % des voix, établissant ainsi le record absolu d'un candidat communiste à une élection présidentielle française. 221, 522

Duprat, François (1940 – 1978) était un homme politique et essayiste d'extrême droite français. En tant qu'essayiste, il s'emploie à réhabiliter le fascisme,

à diffuser des idées négationnistes en France, à mobiliser en faveur de la cause palestinienne au sein de l'extrême droite et à promouvoir un nationalisme révolutionnaire. Son engagement militant (marqué par divers passages et exclusions au sein de groupuscules radicaux) et ses activités à l'étranger (notamment au Congo et au Nigeria) ont alimenté de nombreux soupçons – jamais formellement confirmés ou infirmés – quant à ses liens avec des officines de renseignement. Au sein du FN naissant, il agit comme l'éminence grise de Jean-Marie Jean-Marie Le Pen. Il meurt assassiné dans un attentat à la voiture piégée le 18 mars 1978, entre les deux tours des élections législatives. Les commanditaires et les auteurs de cet attentat n'ont jamais été identifiés. 172

E

EÉLV Les Écologistes (appelés Europe Écologie Les Verts ou EÉLV jusqu'en 2023) est un parti politique écologiste français. Il est fondé en 2010 par la fusion du parti historique Les Verts avec les listes citoyennes Europe Écologie (EE), notamment sous l'impulsion de Daniel Cohn-Bendit. Le parti intègre l'alliance électorale de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (NUPES) lors des élections législatives de 2022. 210, 500, 508, 524

F

FdG Le Front de Gauche (FdG) est une alliance électorale fondée à l'occasion des élections européennes de 2009 par le PCF et le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon avec le concours d'autres forces de gauche. L'alliance est reconduite pour les élections régionales de 2010 et pour l'élection présidentielle de 2012, lors de laquelle son candidat, Jean-Luc Mélenchon, obtient 11,1 % des voix. L'alliance prend *de facto* fin en 2016, Jean-Luc Mélenchon choisissant de se présenter à l'élection présidentielle de 2017 sous la bannière de son nouveau mouvement, la France insoumise. 121, 220, 221, 505, 510, 511

FI Le France insoumise (FI ou LFI) est un parti politique français fondé en 2016 par Jean-Luc Mélenchon pour la campagne présidentielle de 2017. Il se présente comme un mouvement de gauche et écologiste. Sous cette bannière, Jean-Luc Mélenchon recueille 19,58 % des suffrages au premier tour de la présidentielle de 2017, puis 21,95 % en 2022. Dans la foulée de ce dernier scrutin, LFI initie et fonde avec d'autres forces de gauche l'alliance de la NUPES pour les élections législatives. 121, 221, 224–229, 232, 236, 239, 240, 311, 315, 322, 414–416, 494, 505, 508, 511

Fillon, François (1954 –) est un homme politique français gaulliste, Premier ministre de 2007 à 2012. Il est élu député en 1981. En 1993, il devient ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans le gouvernement Édouard Balladur, qu'il soutient lors de l'élection présidentielle de 1995. En 2002, nommé ministre des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, il porte une réforme controversée du système des retraites qui déclenche un vaste mouvement de contestation sociale. En 2004, il est nommé ministre de l'Éducation nationale, où ses décisions suscitent également une mobilisation hostile. En 2007, il soutient Nicolas Sarkozy, qui le nomme Premier ministre au lendemain de sa victoire à l'élection présidentielle, poste qu'il occupera durant l'intégralité du quinquennat. En 2016, il se présente à la primaire de la droite en vue de la désignation du candidat à l'élection présidentielle de 2017. Il remporte cette primaire et devient le candidat des Républicains (LR). Alors qu'il fait figure de favori, sa campagne est miné par un scandale politico-financier d'emplois fictifs. Il échoue au premier tour en terminant en troisième position avec 20, 01% des voix, derrière Emmanuel Macron et Marine Le Pen, et devançant de justesse Jean-Luc Mélenchon. 221, 222, 226

FMI Le Fonds monétaire international (FMI) est une institution internationale créée en 1944 lors de la conférence de Bretton Woods. Sa fonction principale est de veiller à la stabilité du système monétaire international (SMI) en prévenant les crises financières, facilitant ainsi les échanges commerciaux mondiaux. L'institution a fait l'objet de vives critiques, notamment concernant la rigueur des programmes d'ajustement structurel qu'elle impose aux pays en voie de développement en échange de ses prêts. 489, 490

FN Le Front national (FN) est un parti de droite radicale populiste français fondé en 1972 à l'initiative du mouvement néofasciste Ordre nouveau et présidé dès sa création par Jean-Marie Le Pen qui en resta à la tête jusqu'en 2011. À l'initiative de Marine Le Pen, le parti fut renommé Rassemblement national (RN) en 2018. 1, 43, 96, 115, 122, 166, 169, 172, 186, 189–191, 194, 195, 197–203, 205–207, 209, 210, 212, 213, 216–228, 230–233, 235, 238, 239, 241, 252, 314, 316, 319, 320, 322, 327, 328, 393–395, 401, 403, 410–413, 415, 416, 494, 503, 515

FPÖ Le *Freiheitliche Partei Österreichs* (FPÖ), Parti de la liberté d'Autriche, est un parti autrichien de droite radicale populiste, fondé en 1956. À l'origine, il fédère diverses tendances: libéraux, conservateurs et d'extrême droite, dont d'anciens nazis. Après une première expérience gouvernementale dans une coalition avec les sociaux-démocrates du SPÖ au début des années 1980, le parti opère un virage idéologique en 1986 lorsque Jörg Jörg Haider en prend la direction et impose une ligne populiste de droite radicale. Sous

cette nouvelle identité, le FPÖ entre au gouvernement fédéral en 2000 (coalition avec les conservateurs de l'ÖVP), provoquant à l'époque des sanctions de la part des autres pays de l'UE. Le parti participera à nouveau aux gouvernements fédéraux autrichiens de 2000 à 2005, puis de 2017 à 2019. 115, 116, 498

***Freie Demokratische Partei* (FDP)** Le Freie Demokratische Partei (FDP), soit le Parti libéral-démocrate en français, est un parti politique libéral de centre-droit allemand fondé en 1948. Bien qu'il affiche des résultats électoraux traditionnellement modestes (oscillant généralement entre 4,3 % et 14,6 % des voix), le FDP a régulièrement exercé la fonction de « faiseur de rois ». Il a notamment provoqué la chute du gouvernement d'Helmut Schmidt en 1982, ainsi que la rupture de la coalition d'Olaf Scholz à la fin de l'année 2024. Fort de cette position charnière, le FDP a participé aux gouvernements fédéraux de 1949 à 1956, de 1961 à 1966, de 1969 à 1998, de 2009 à 2013, et plus récemment de 2021 à 2024. Au fil de son histoire, il a formé des coalitions gouvernementales tantôt avec les sociaux-démocrates du SPD, tantôt avec les chrétiens-démocrates de la CDU/CSU. 244, 245, 252, 254, 262, 263, 265, 285, 489, 500, 501, 506, 517, 518

Front populaire Le Front populaire était une alliance réunissant les radicaux, les socialistes et les communistes, formée en 1935 en réaction à la montée des ligues d'extrême droite – notamment les émeutes du 6 février 1934 – ainsi qu'à l'ascension des mouvements et régimes fascistes ou fascisants en Europe. Autour du slogan « Pain, Paix, Liberté », la coalition remporte les élections législatives de 1936. Le socialiste Léon Blum devient alors président du Conseil. S'appuyant sur sa doctrine séparant l'« exercice du pouvoir » de la « conquête du pouvoir », il accepte de diriger le gouvernement. L'arrivée au pouvoir du Front populaire déclenche un vaste mouvement de grèves spontanées, sous la pression desquelles le patronat et les syndicats signent les accords de Matignon. D'importantes réformes sociales sont promulguées (congés payés, semaine de 40 heures, reconnaissance du droit syndical). Miné par des dissensions internes et le contexte international, le Front populaire s'effondre en 1938. 189, 488, 519, 522

G

GATT L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, an anglais General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), était un accord international signé le 30 octobre 1947 par 23 pays à Genève. Il avait pour objectif de promouvoir le commerce international en réduisant ou en éliminant les barrières tarifaires et non tarifaires. Il est remplacé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995. 29, 509

Gaulle, Charles de (1890 – 1970), né Charles André Joseph Marie de Gaulle, dit le Géneral (de Gaulle), était un homme d'État et militaire français. Fondateur de la France libre à Londres en 1940, il charge Jean Moulin de fédérer les différentes mouvances de la Résistance intérieure, ce qui permet à la France de s'imposer parmi les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale. À la Libération, il préside le Gouvernement provisoire de la République française (1944-1946). Profondément opposé au projet constitutionnel de la Quatrième République, qu'il dénonce comme le « régime des partis », il démissionne en janvier 1946 et fonde le Rassemblement du peuple français (RPF) l'année suivante. Face au déclin électoral de ce mouvement, il entame une longue « traversée du désert » et se retire de la vie politique. Il revient au pouvoir à la faveur de la crise du 13 mai 1958 à Alger. Il fait alors adopter par référendum la Constitution de la Cinquième République – qui renforce considérablement le rôle de l'exécutif, et en particulier celui du président de la République – dont il devient le premier président élu. Sa présidence est marquée par une politique de stricte indépendance nationale: il prend ses distances avec les États-Unis et retire la France du commandement militaire intégré de l'OTAN en 1966. Il démissionne en avril 1969 à la suite de l'échec de son référendum portant sur la régionalisation et la réforme du Sénat. 220, 491, 493, 495, 497, 506, 509, 511, 513, 519, 522

Giscard d'Estaing, Valéry (1926 – 2020) était un homme politique libéral français. Dès 1959, il est nommé secrétaire d'État aux Finances sous la présidence de Charles de Gaulle, avant de devenir ministre des Finances et des Affaires économiques (de 1962 à 1966). Il prend ensuite ses distances avec le pouvoir gaulliste et structure son propre mouvement, les Républicains indépendants (RI). Il retrouve le ministère de l'Économie et des Finances de 1969 à 1974 sous la présidence de Georges Pompidou. Fort de cette position, il remporte l'élection présidentielle de 1974 face à François Mitterrand. Au terme de son septennat, marqué par des réformes sociétales majeures mais assombri par la crise économique, il échoue à se faire réélire en 1981, s'inclinant au second tour face à ce même François Mitterrand. 171, 174, 491, 507, 522

Grande coalition (*Große Koalition*) En Allemagne, le terme de *Große Koalition* (Grande coalition) désigne une coalition entre la CDU/CSU (Union) et le SPD, soit les principales formations politiques de la République fédérale d'Allemagne (RFA). Historiquement, le terme fut déjà employé sous la République de Weimar pour désigner des cabinets élargis réunissant les formations de la « coalition de Weimar » (SPD, catholiques du *Zentrum* et libéraux du DDP) à des partis plus à droite, comme les nationaux-libéraux

du DVP. En RFA, au niveau fédéral, des Grandes coalitions ont dirigé le pays entre 1966 et 1969, de 2005 à 2009, de 2013 à 2021, et à nouveau depuis 2025. 262, 284, 285, 506, 517

H

Haider, Jörg (1950 – 2008) était un homme politique autrichien, figure de proue de la droite radicale populiste. Député du FPÖ dès 1979, il prend la direction du parti en 1986 et le transforme profondément pour lui donner une ligne populiste. En 1999, le FPÖ remporte les élections régionales en Carinthie, ce qui lui permet de devenir *Landeshauptmann* (gouverneur) de ce *Land*. Profitant de ses succès électoraux, il négocie l'entrée du FPÖ au gouvernement fédéral en 2000 (en coalition avec les conservateurs de l'ÖVP). Par la suite, face à des dissensions internes qui l'opposent à son propre parti, il fait scission du FPÖ en 2005 pour fonder une nouvelle formation, le *Bündnis Zukunft Österreich* (BZÖ). Il meurt dans un accident de la route en 2008. 115, 495

Hamon, Benoît (1967 –) est un homme politique socialiste français. Il préside le Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) dans sa forme autonome de 1993 à 1995. Élu député européen en 2004, il s'illustre en s'opposant, contre la ligne officielle de son parti, au Traité constitutionnel européen lors du référendum de 2005. Il s'ancre dès lors à l'aile gauche du PS. Après la victoire de François Hollande en 2012, il devient ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire, puis est brièvement nommé ministre de l'Éducation nationale en 2014. Exprimant de vives divergences avec la ligne économique gouvernementale, jugée trop libérale, il quitte l'exécutif la même année et rejoint les bancs des députés « frondeurs ». En 2017, il déjoue les pronostics en remportant la primaire de la gauche face à l'ancien Premier ministre Manuel Valls. Sa candidature à l'élection présidentielle se solde toutefois par un échec cuisant: il ne recueille que 6,36 % des suffrages, signant le pire score du PS à ce scrutin depuis 1969. 221, 222, 228

Hollande, François (1954 –) est un homme politique socialiste français, président de la République de 2012 à 2017. Il adhère au PS en 1979. Après l'élection de François François Mitterrand en 1981, il intègre plusieurs cabinets de la nouvelle majorité, conseillant notamment les porte-parole du gouvernement. Élu député de la Corrèze en 1988, il perd son siège en 1993, mais le reconquiert en 1997. En 1995, il s'impose comme porte-parole de la candidature présidentielle de Lionel Jospin, puis du parti. Il occupe la fonction de Premier secrétaire du PS pendant plus d'une décennie, de 1997 à 2008. Après avoir renoncé à se présenter à l'élection présidentielle de 2007 au profit de sa compagne d'alors, Ségolène Royal, il remporte la

primaire citoyenne de 2011. En 2012, il est élu président de la République en battant Nicolas Sarkozy au second tour. Face à une impopularité record et à une profonde fracture idéologique au sein de la majorité socialiste (la « fronde »), il renonce à se représenter pour un second mandat en 2017. 121, 220, 221, 226, 498, 500, 504, 512, 517, 523

Honecker, Erich (1912 – 1994) était un homme politique communiste allemand, figure centrale et principal dirigeant de la RDA de 1971 à 1989. Originaire de la Sarre, il milite dès sa jeunesse au sein du KPD et de ses organisations de jeunesse. En 1930 et 1931, il suit une formation politique à l'École internationale Lénine de Moscou. De retour en Allemagne, il s'oppose au rattachement de la Sarre au Reich, puis participe à la résistance clandestine contre le régime nazi. Arrêté par la Gestapo en 1935, il reste emprisonné jusqu'en 1945. En 1946, il participe à la fondation de la Jeunesse libre allemande (FDJ), l'organisation de jeunesse fidèle du régime est-allemand, qu'il préside jusqu'en 1955. Après un nouveau séjour de formation à Moscou, il intègre le Comité central du SED. Longtemps considéré comme le dauphin de Walter Ulbricht, il finit par le renverser en 1971 avec l'aval de l'Union soviétique. Cumulant les postes de secrétaire général du SED (dès 1971) et de président du Conseil d'État (à partir de 1976), il est le principal dirigeant de l'Allemagne de l'Est. S'il suscite de brefs espoirs d'ouverture culturelle à ses débuts, il verrouille rapidement le régime, une inflexion symbolisée par la déchéance de nationalité du chanteur dissident Wolf Biermann en 1976. Dans les années 1980 il s'oppose à la politique réformatrice (*Perestroïka*) de Mikhaïl Gorbatchev. À l'automne 1989, acculé par des problèmes économiques et par des manifestations populaires, il est contraint à la démission par le Bureau politique du SED. Exclu du parti quelques semaines plus tard lors de l'effondrement du régime, il fuit en URSS, puis trouve refuge à l'ambassade du Chili à Moscou. Extradé vers l'Allemagne réunifiée en 1992, il doit y être jugé. Son procès est finalement abandonné en raison de son état de santé (cancer en phase terminale). Autorisé à rejoindre sa famille exilée au Chili en 1993, il y meurt l'année suivante. 501, 515

Hue, Robert (1946 –) un homme politique français, secrétaire national du PCF de 1994 à 2002. Il adhère aux Mouvement jeunes communistes de France (MJCF) en 1962 et au PCF en 1963. Il est élu maire communiste de Montigny-lès-Cormeilles dès 1977. l gravit progressivement les échelons de l'appareil partisan : il intègre le Comité central en 1987, puis le Bureau politique en 1990. Réputé fidèle de Georges Marchais, ce dernier le désigne pour lui succéder en 1994. Robert Hue amorce une série de réformes internes (la « mutation ») et ouvre le parti aux alliances gouvernementales (la « Gauche plurielle »), sans toutefois parvenir à enrayer son déclin structurel.

Candidat à l'élection présidentielle à deux reprises, il obtient 8,64 % des voix en 1995, avant de s'effondrer à 3,37 % en 2002. En 2008, il quitte définitivement le PCF pour fonder une nouvelle formation politique (le MUP, puis le MdP). Il se rapproche progressivement de la sphère sociale-démocrate et soutient la candidature de François Hollande en 2012, puis celle d'Emmanuel Macron en 2017. 207, 209–211, 220, 504

J

Jospin, Lionel (1937 –) est un homme politique socialiste français. Passé par le Lambertisme, il adhère au PS en 1971. Il est Premier secrétaire du PS de 1981 à 1988, puis de 1995 à 1997. À la suite de la victoire inattendue de la « Gauche plurielle » aux élections législatives anticipées de 1997, il est nommé Premier ministre par Jacques Chirac, inaugurant la troisième cohabitation, poste qu'il occupe jusqu'en 2002. Il se présente par deux fois à l'élection présidentielle française. En 1995, il est battu au second tour par Jacques Chirac. En 2002, il subit un choc électoral historique en étant éliminé dès le premier tour, terminant en troisième position derrière Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen, ce qui provoque, le soir même de la défaite, l'annonce de son retrait de la vie politique. 206, 207, 209–211, 220, 488, 491, 498, 503, 512, 516, 524

Juquin, Pierre (1930 –) est un homme politique de gauche français. Député communiste entre 1967 et 1981, il appartient au courant « rénovateur » et « autogestionnaire » du PCF. En rupture ouverte avec la ligne de Georges Marchais, il est exclu du parti en 1987. L'année suivante, il se présente comme candidat dissident à l'élection présidentielle de 1988 avec le soutien du PSU et de la LCR, et recueille 2,10 % des voix. Poursuivant son évolution politique, il rejoint par la suite les rangs de l'écologie politique (Europe Écologie Les Verts (EÉLV)). 190, 191, 207, 503

K

Kohl, Helmut (1930 – 2017), né Helmut Josef Michael Kohl, était chancelier de la RFA de 1982 à 1998. En 1946, il adhère à la CDU. En 1959, il devient le plus jeune député du *Landtag* (parlement régional) de Rhénanie-Palatinat, avant d'en devenir le ministre-président en 1966. En 1973, il est élu président de la CDU et s'impose comme candidat à la chancellerie (*Kanzlerkandidat*) pour l'alliance de la CDU/CSU lors des élections fédérales de 1976. Bien que la CDU/CSU recueille près de 49 % des voix, elle n'atteint pas la majorité absolue et reste dans l'opposition face au gouvernement social-libéral formé par le SPD et le FDP. Il cède sa place de candidat en 1980 à Franz Josef Strauss (président de la CSU bavaroise), qui échoue à son

tour. En 1982, Kohl accède finalement à la chancellerie fédérale à la faveur d'une motion de défiance constructive (*konstruktives Mißtrauensvotum*), manœuvre rendue possible par le renversement d'alliance du FDP qui rompt avec le SPD. Helmut Kohl annonce alors un « tournant spirituel et moral » (*geistig-moralische Wende*) et marque, aux côtés de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher, l'abandon progressif du paradigme keynésien au profit d'une politique d'inspiration néolibérale. Constamment reconduit (réélu en 1983, 1987, 1990 et 1994), il perd finalement les élections fédérales de 1998 face au SPD et à son candidat Gerhard Schröder. Détenant le record de longévité à la chancellerie allemande (dépassant de dix jours seulement le mandat d'Angela Merkel), il est entré dans l'histoire comme le « chancelier de l'Unité » en 1990. Il est également reconnu comme l'un des pères fondateurs de l'Union européenne (UE) moderne et de la monnaie unique (via le traité de Maastricht en 1992). 76, 244, 254, 502, 505, 506, 514, 518, 521

KPD Le *Kommunistische Partei Deutschlands* (KPD) était un parti communiste allemand fondé en 1918/1919 par des dissidents du SPD, notamment issus de l'USPD et de la Ligue spartakiste. Sous la République de Weimar, le KPD entretient une rivalité féroce avec le SPD, qu'il qualifie de « social-fasciste ». Il obtient son meilleur score électoral (16,9 % des voix) lors des dernières élections libres de novembre 1932. En 1946, dans la zone d'occupation soviétique, le KPD fusionne sous la contrainte avec le SPD pour former le SED. En Allemagne de l'Ouest, le KPD ne parvient pas à retrouver son audience de l'époque de Weimar et est interdit par la Cour constitutionnelle en 1956. En 1968, d'anciens cadres fondent le *DKP*, considéré comme son successeur ouest-allemand. Par ailleurs, dans les années 1970, divers groupuscules d'extrême gauche (maoïstes ou hoxhaïstes) reprennent le sigle KPD. Enfin, en 1990, à la fin de la RDA, des communistes orthodoxes reprochant au SED une dérive « révisionniste » recréent un groupuscule nommé KPD, auquel Erich Erich Honecker adhère en 1992 sans que la formation n'acquière d'influence notable. 489, 493, 499, 519, 520

L

Lafontaine, Oskar (1943 –) est un homme politique allemand, ministre-président de la Sarre de 1985 à 1998. Il adhère au SPD en 1966. En 1970, il devient député au parlement régional de la Sarre, puis bourgmestre de Sarrebruck à partir de 1974. En 1985, il accède au poste de ministre-président de la Sarre, fonction qu'il occupe jusqu'en 1998. Au sein du SPD, il est considéré comme la figure de proue de l'aile gauche, favorable à un rapprochement avec le mouvement écologiste et critique envers la politique étrangère

américaine. Lors des premières élections fédérales de l'Allemagne réunifiée en 1990, il est le candidat à la chancellerie (*Kanzlerkandidat*) du SPD, mais s'incline face au chancelier sortant, Helmut Kohl. Il est l'un des principaux architectes du « compromis sur l'asile » (*Asylkompromiß*) de 1992, qui scelle un durcissement de la politique migratoire allemande entre le SPD et la CDU/CSU. Élu président du SPD en 1995, il est nommé ministre fédéral des Finances dans le premier gouvernement de Gerhard Schröder en 1998, mais démissionne avec fracas quelques mois plus tard en raison de profonds désaccords sur l'orientation libérale de la politique économique. En 2005, il acte sa rupture, quitte le SPD et prend la tête de l'alliance électorale entre le PDS et la WASG. Il devient le co-président du nouveau parti *DIE LINKE*, issu de cette fusion, lors de sa fondation en 2007. En 2010, il renonce à la direction fédérale pour se recentrer sur la politique régionale en Sarre. En 2022, dénonçant l'éloignement de *DIE LINKE* vis-à-vis des classes populaires (notamment sur les questions migratoires), il quitte le parti et annonce son retrait de la vie politique active. Il participe néanmoins, en coulisses, au lancement du nouveau parti fondé par son épouse, Sahra Wagenknecht (le BSW), en 2024. 254, 255, 518, 524

Laguiller, Arlette (1940 –) est une femme politique française trotskiste, porte-parole du parti Lutte ouvrière (LO). Elle est la première femme à s'être portée candidate à une élection présidentielle en France (en 1974). Détenant le record absolu de participations à ce scrutin, elle se présente à six reprises consécutives (1974, 1981, 1988, 1995, 2002 et 2007), obtenant son meilleur score en 2002 avec 5,72 % des suffrages. Elle exerce également la fonction de députée européenne de 1999 à 2004, élue à la faveur d'une liste d'alliance entre la LCR et LO. Après la campagne de 2007, elle se met en retrait au profit de Nathalie Arthaud, qui lui succède comme porte-parole de LO pour les scrutins suivants. 191, 207, 487, 504

Lajoinie, André (1929 – 2024) était un homme politique communiste français. Il adhère au MJCF en 1946, puis au PCF en 1948. Issu d'une famille d'agriculteurs, il se spécialise très tôt dans les questions liées au monde paysan au sein de l'appareil partisan. Il est élu député de l'Allier de 1978 à 1993, puis de 1997 à 2002, et préside le groupe communiste à l'Assemblée nationale. Choisi pour représenter le parti à l'élection présidentielle de 1988, il obtient 6,76 % des suffrages, marquant une nette érosion de l'influence électorale du PCF. 190, 191, 195, 196, 198, 207

Lambertisme Le lambertisme est un courant politique d'obédience trotskiste dont le nom fait référence à son dirigeant historique, Pierre Boussel (1920-2008), dit Lambert. Ce courant est célèbre pour sa stratégie d'« entrisme » de longue durée au sein des mouvements socialistes, sociaux-démocrates

et syndicaux. En France, de nombreux cadres dirigeants socialistes ont milité dans ses rangs dans leur jeunesse, à l'instar de Lionel Jospin, Jean-Luc Mélenchon ou Jean-Christophe Cambadélis. Lors des élections présidentielles françaises, cette mouvance est parvenue à présenter trois candidats: Pierre Boussel (sous le nom de Lambert) en 1988, Daniel Gluckstein en 2002 et Gérard Schivardi en 2007. Aucun de ces candidats n'a dépassé la barre des 0,47 % des suffrages. 191, 500, 505

Le Pen, Jean-Marie (1928 – 2025), né Jean Louis Marie Le Pen, était un homme politique d'extrême droite français, fondateur du FN dont il est le président depuis sa fondation jusqu'en 2011, lorsqu'il cède ce poste à sa fille Marine. Élu député pour la première fois en 1956 sous l'étiquette poujadiste, il se porte candidat à l'élection présidentielle française à cinq reprises (1974, 1988, 1995, 2002, 2007). Le 21 avril 2002, il provoque un séisme politique en parvenant à se hisser au second tour, où il s'incline massivement face à Jacques Jacques Chirac. À partir des années 1980, il incarne à lui seul l'extrême droite française que des scissions comme celle de son lieutenant Bruno Mégret en 1998 ne parviennent pas à contester. Sa vie politique est émaillé de nombreux scandales (il est condamnée par la justice pour racisme, antisémitisme et négationnisme) le rendant infréquentable pour les autres partis politiques. 172, 190, 191, 195–200, 203, 206, 207, 209–212, 215, 217, 220, 221, 233, 395, 396, 401, 402, 491, 494, 495, 500, 503, 511, 515

Le Pen, Marine (1968 –), née Marion Anne Perrine Le Pen, est une femme politique d'extrême droite française. Elle est la fille de Jean-Marie Le Pen, auquel elle succède à la tête du FN en 2011. Sous son impulsion, et afin de marquer une rupture symbolique, le parti est rebaptisé Rassemblement national (RN) en 2018. Elle est la principale architecte de la stratégie dite de « dédiabolisation », visant à rompre l'isolation de son parti et à attirer de nouveaux groupes d'électeurs. Candidate à l'élection présidentielle à trois reprises (2012, 2017 et 2022), elle parvient à se qualifier pour le second tour lors des deux derniers scrutins, s'inclinant à chaque fois face à Emmanuel Macron. 221–223, 228, 229, 231–235, 238, 241, 328, 410, 495, 503, 504, 515, 525

Ligue communiste révolutionnaire (LCR) La LCR était un parti politique français d'obédience trotskiste fondé dans le sillage de mai 1968. Le parti a présenté des candidats à quatre reprises aux élections présidentielles françaises: Alain Krivine (en 1969 et 1974) et Olivier Besancenot (en 2002 et 2007). Lors du scrutin de 1988, la LCR a soutenu la candidature du communiste dissident Pierre Juquin. Elle s'est dissoute en 2009 pour participer à la création du NPA. 191, 500, 502, 508, 512

Lincoln, Abraham (1809 – 1865) est le seizième Président des États-Unis et

le premier membre du Parti républicain à accéder à cette fonction. Élu en novembre 1860 et réélu en 1864, son mandat est entièrement marqué par la guerre de Sécession. Il parvient à vaincre la révolte sudiste et à préserver l'Union, mais meurt assassiné par un sympathisant confédéré quelques jours seulement après la fin du conflit. C'est sous sa présidence (notamment via la Proclamation d'émancipation puis le 13e amendement) qu'est définitivement aboli l'esclavage aux États-Unis. 91

Lutte ouvrière (LO) est le nom usuel et le nom du journal de l'Union communiste (trotskyste), un parti politique français d'obédience trotskiste fondé en 1956 sous le nom de Voix ouvrière. Ce parti est particulièrement connu pour son orthodoxie idéologique, son militantisme de base, et pour avoir été la première formation politique à investir une femme à une élection présidentielle française: Arlette Laguiller, candidate à six reprises entre 1974 et 2007. 191, 207, 222, 487, 502, 512

M

Macron, Emmanuel (1977 –) né Emmanuel Jean-Michel Frédéric Macron, est un homme politique français d'obédience libérale. Initialement proche du mouvement souverainiste de Jean-Pierre Jean-Pierre Chevènement, il adhère brièvement au PS en 2006. À la suite de l'élection de François François Hollande en 2012, il intègre l'équipe présidentielle en tant que secrétaire général adjoint de l'Élysée. En 2014, il est nommé ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique. Il quitte ensuite le gouvernement pour fonder son propre mouvement politique, *En Marche* (futur LaREM puis Renaissance), et se porte candidat à l'élection présidentielle de 2017. Il remporte le scrutin, puis est réélu en 2022, s'imposant à chaque fois au second tour face à la candidate d'extrême droite Marine Le Pen. 220–222, 228, 495, 500, 503, 514, 523

Marchais, Georges (1920 – 1997) était un homme politique communiste français. Successeur de Waldeck Rochet, il est Secrétaire général du PCF de 1972 à 1994. Figure médiatique de la gauche pendant plus de deux décennies, il est le candidat du parti à l'élection présidentielle de 1981, lors de laquelle il arrive en quatrième position avec 15,35 % des suffrages. Confronté à l'effondrement électoral continu de sa formation politique à partir des années 1980 et à la chute du bloc soviétique, il finit par céder la direction du parti à Robert Hue en 1994. 217, 499, 500, 516

Mauroy, Pierre (1928 – 2013) était un homme politique français qui fut Premier ministre de 1981 à 1984. Cadre historique de la SFIO (dont il devient le secrétaire général adjoint en 1969), il est élu maire de Lille en 1973 et règne en « baron » sur la puissante fédération socialiste du Nord. Au lendemain

de l'alternance de 1981, il est nommé à Matignon. Son gouvernement met en œuvre des réformes sociales majeures: le programme de nationalisations (loi du 13 février 1982), la réduction du temps de travail à 39 heures, l'instauration de la cinquième semaine de congés payés, la création de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) et l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans. En 1983, face aux difficultés économiques et monétaires du pays, il convainc (conjointement avec son ministre des Finances Jacques Delors) le président François Mitterrand de maintenir la France dans le Système monétaire européen, engageant ainsi le « tournant de la rigueur ». Il devient le Premier secrétaire du PS de 1988 à 1992, puis succède à Willy Brandt à la présidence de l'Internationale socialiste, fonction qu'il occupe jusqu'en 1999. Il quitte le beffroi de Lille en 2001. 190, 489, 492, 517

Mélenchon, Jean-Luc (1951 –) est un homme politique français. Initialement lambertiste, il rejoint le PS en 1976. Il anime le courant de François Mitterrand dans l'Essonne. Il est élu sénateur en 1986. Bien que proche de François Mitterrand, il s'oppose à la Guerre du Golfe, mais soutient le Traité de Maastricht en 1992. Il structure progressivement l'aile gauche du PS. En 2005, rompant avec la ligne majoritaire du parti, il mène campagne pour le « non » au Traité constitutionnel européen. Il quitte le PS en 2008 pour fonder le Parti de gauche (PG). Ce dernier impulse la création du Front de gauche (FdG), une coalition électorale nouée avec le PCF. Cette alliance s'étiole et prend fin en 2017 lorsqu'il lance France insoumise (FI). Il se présente à l'élection présidentielle à trois reprises, enregistrant une progression constante (11,10 % en 2012, 19,58 % en 2017 et 21,95 % en 2022). 121, 220–222, 228, 494, 495, 503, 511

Merkel, Angela (1954 –), née Angela Dorothea Kasner, est une femme politique allemande (CDU), chancelière de la RFA de 2005 à 2021. Bien que née à Hambourg en RFA, elle grandit en RDA, où son père a été nommé pasteur. Sous le régime est-allemand, elle mène une carrière de chercheuse en chimie. À la suite de la chute du mur de Berlin et du régime du SED, elle s'engage en politique en adhérant au Renouveau démocratique (*Demokratischer Aufbruch*), un petit mouvement réformateur qui fusionne rapidement avec la CDU est-allemande en 1990. Elle assiste de près aux négociations entre la RFA et la RDA pour la réunification. En 1990, elle est élue députée au *Bundestag* et intègre le gouvernement d'Helmut Kohl en tant que ministre des Femmes et de la Jeunesse. En 1994, elle est promue ministre de l'Environnement. En 1998, à la suite de la défaite électorale de la CDU, elle devient secrétaire générale du parti. Fin 1999, elle s'affranchit de son mentor politique, Helmut Kohl, en publiant une tribune retentissante à la suite d'un scandale de financement occulte touchant la CDU. En 2000,

elle prend la présidence du parti. En 2005, Merkel remporte de justesse les élections fédérales et devient la première femme chancelière du pays, à la tête d'une Grande coalition rassemblant la CDU/CSU et le SPD. En 2009, largement réélue, elle forme cette fois une coalition de centre droit avec les libéraux du FDP. À la suite des élections de 2013, marquées par l'éviction du FDP du parlement, elle reconstitue une Grande coalition avec les sociaux-démocrates, alliance qu'elle reconduira difficilement après les élections de 2017. En 2021, elle choisit de ne pas briguer de cinquième mandat et se retire de la vie politique active. Son mandat de seize ans à la chancellerie (qui n'échoue qu'à dix jours du record historique d'Helmut Kohl) est dominé par la gestion de crises successives: la crise financière mondiale, la crise de la dette dans la zone euro, puis la « crise migratoire » du milieu des années 2010. Le fait d'avoir validé un vaste programme de sauvetage financier pour la Grèce (permettant à Athènes de se maintenir dans la zone euro) suscite de vives réactions parmi des économistes et politiques attachés à l'orthodoxie monétariste. Cette fracture originelle donne naissance en 2013 à l'AfD. Ce même parti capitalise ensuite sur la crise de 2015 en reprochant à la chancelière sa politique d'asile pas assez restrictive, symbolisée par sa célèbre formule « *Wir schaffen das!* » (« Nous y arriverons! »). 254, 262, 263, 284, 285, 487, 501, 518

Mitterrand, François (1916 – 1996) était un homme politique français, premier socialiste président de la République sous la Cinquième République, de 1981 à 1995. Initialement dans la mouvance de droite, voire d'extrême droite, il adopte une position ambiguë vis-à-vis du régime de Vichy avant de s'engager pleinement dans la Résistance. À la Libération, il se positionne au centre-gauche et devient ministre pour la première fois en 1947. Il sera, au total, onze fois ministre sous la Quatrième République. Il est notamment ministre de l'Intérieur puis Garde des Sceaux durant la guerre d'Algérie, ce qui lui vaut des critiques à gauche et parmi les anticolonialistes. Dès 1958, il s'oppose au retour du gaullisme et conteste la Cinquième République, qu'il qualifie de « coup d'État permanent ». En 1965, lors de la première élection présidentielle au suffrage universel direct de la V^{e} République, il est le candidat unique de la gauche. Il parvient à arriver en seconde position derrière Charles de Gaulle avec $31,7\%$ des voix au premier tour, puis $44,8\%$ au second. Mitterrand réussit ainsi, contre toute attente, à mettre Charles de Gaulle en ballottage. Suite à ce succès d'estime, il s'attèle à unir les forces de gauche non communistes, mais essuie un sérieux revers en 1968. Discrédité après une conférence de presse en mai 1968 où il constate une « vacance du pouvoir », il est accusé par la droite de comportement putschiste, tandis qu'une partie de la gauche y

voit une tentative de récupération politique. Dès lors, il ne se présente pas à l'élection présidentielle de 1969. Lors de ce scrutin, la gauche non communiste connaît un naufrage: le candidat de la SFIO ne recueille que 5% des voix. Cet échec permet à Mitterrand de poursuivre son effort de rassemblement, aboutissant à la « fondation » du PS au Congrès d'Épinay en 1971, lors duquel il est élu Premier secrétaire du parti. L'année suivante, le PS s'allie avec le PCF et les Parti radical/le Parti radical de gauche (PRG) autour du Programme commun. Candidat unique de la gauche en 1974, il échoue de justesse face à Valéry Giscard d'Estaing (49,19 % au second tour). L'union se fissure par la suite et, en 1978, le PS et le PCF ne font plus alliance dès le premier tour. En 1981, Mitterrand se présente sans les communistes au premier tour et est élu président de la République. Après avoir dissous l'Assemblée nationale et obtenu la majorité absolue pour le PS, il intègre quatre ministres communistes à son gouvernement. Les deux premières années de son septennat sont marquées par d'importantes réformes (nationalisations, cinquième semaine de congés payés, abolition de la peine de mort). Toutefois, acculé par la fuite des capitaux et les attaques contre le franc, il impose dès 1983 le « tournant de la rigueur ». La perte de la majorité législative en 1986 le contraint à subir la première cohabitation de la Cinquième République, nommant Jacques Chirac à Matignon. Réélu face à ce dernier en 1988, il reconquiert une majorité relative à l'Assemblée. La fin de sa présidence est marquée par l'adoption de justesse du traité de Maastricht par référendum en 1992, puis par une seconde cohabitation, cette fois avec Édouard Balladur, à la suite de la lourde défaite socialiste aux législatives de 1993. Épuisé par la maladie, il quitte l'Élysée en 1995 et décède quelques mois plus tard. 76, 172, 189, 191, 195–198, 206, 207, 220, 389, 488, 491, 492, 497, 498, 505, 511, 512, 516, 517

MJCF Le Mouvement jeunes communistes de France (MJCF), souvent abrégé « la JC », est l'orginsation de jeunesse liée au PCF. Tout comme le PCF, il est créé en 1920 issu du mouvement socialiste: d'abord sous le nom de Fédération nationale des jeunesses socialistes communistes de France, avant de devenir la Fédération nationale des jeunesses communistes de France en 1921. En 1939, son organisation étudiante, l'Union des étudiants communistes (UEC), voit le jour. À la Libération, un mouvement à vocation plus large est fondé: l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF). En 1956, l'organisation reprend l'épithète communiste et adopte son nom actuel. 499, 502, 510

N

Nouveau parti anticapitaliste (NPA) Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) est un parti politique d'extrême gauche fondé en 2009 par la fusion de la

LCR et d'autres groupes et militants anticapitalistes. Il a notamment été représenté aux élections présidentielles de 2012, 2017 et 2022 par Philippe Poutou. 96, 222, 503, 511, 512

NPD Le *Nationaldemokratische Partei Deutschlands* (NPD), rebaptisé *Die Heimat* depuis 2023, est un parti d'extrême droite et (néo-)nazi allemand fondé en 1964. Entre 1966 et 1972, il parvient à intégrer les parlements de sept *Länder* (Bade-Wurtemberg, Bavière, Brême, Hesse, Basse-Saxe, Rhénanie-Palatinat et Schleswig-Holstein). Aux élections fédérales de 1969, le parti échoue de peu à accéder au *Bundestag* (4, 3%). Après cette échéance, le parti entame un long déclin et disparaît progressivement de tous les parlements régionaux. Ce n'est qu'au cours des années 2000 que le NPD parvient de nouveau à intégrer des parlements régionaux, cette fois-ci en Allemagne de l'Est. Son meilleur résultat est de 9, 2% en Saxe en 2004; il y conserve sa représentation en 2008, mais échoue de justesse en 2014 (4, 9%). De même, le NPD entre à l'assemblée du Land de Mecklembourg-Poméranie en 2006 et s'y maintient lors des élections de 2011, avant d'échouer en 2016. Le parti s'effondre ensuite face à l'ascension de l'AfD, qui réussit à capter une large part de son électorat. Soulignons que deux procédures d'interdiction du NPD ont été portées devant la Cour constitutionnelle fédérale (en 2003 et 2017), mais toutes deux ont échoué. 245, 246, 250, 252, 255, 259, 260, 263, 265, 314

NUPES La Nouvelle Union populaire écologique et sociale (NUPES) est une alliance électorale française fondée par le FI, le PS, EELV, le PCF et d'autres forces de gauche dans la perspective des élections législatives de 2022. 494, 510

O

Obama, Barack (1961 –) est un homme politique états-unien membre du Parti démocrate, président des États-Unis de 2009 à 2017. Il est le premier Afro-Américain à accéder à cette fonction. 522

OCDE L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en anglais *Organisation for Economic Co-operation and Development* (OECD), est une organisation internationale créée en 1961. Elle est issue de la réforme de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), entité créée en 1948 pour coordonner la répartition des fonds du plan Marshall. L'OCDE réunit 38 États membres, majoritairement des pays industrialisés partageant les principes de la démocratie libérale et de l'économie de marché. Son objectif est de promouvoir des politiques publiques visant à « réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays membres »

(Convention Relative à l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 1960, Art. 1 a)). 30

OMC L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est une organisation internationale créée en 1995 pour libéraliser le commerce international. Elle est l'héritière du GATT. Elle a son siège à Genève. 29

P

Parti radical Le Parti républicain, radical et radical-socialiste, dit Parti radical, est le plus vieux parti poltique français, fondé le 23 juin 1901. Dès sa création, il s'inscrit dans une tradition plus ancienne, qualifiée de « radicale », qui se revendique des idéaux de la Révolution française et rejette la monarchie. C'est le courant politique dominant de la Troisième République. Il est considéré comme le parti des classes moyennes (Berstein, 1980, 1982, 1983 ; Gourdon, 1955). En 1972, des dissidents de l'aile gauche du mouvement font scission pour fonder le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) et soutenir le Programme commun de la gauche. 72, 490, 496, 507, 512

Pasqua, Charles (1927 – 2015), né Charles Victor Pasqua, était un homme politique gaulliste français. Engagé dans la Résistance à l'âge de 15 ans, il rejoint le RPF dès 1947 et s'illustre comme l'un des fondateurs du Service d'action civique (SAC), la milice et le service d'ordre du gaullisme. Élu député des Hauts-de-Seine en 1968, puis sénateur en 1977, il joue un rôle décisif dans l'ascension de Jacques Chirac. Il occupe le poste de ministre de l'Intérieur lors de la première cohabitation (1986-1988). En 1992, s'alliant à Philippe Séguin et Philippe de Villiers, il mène la campagne pour le « non » au traité de Maastricht. Il retrouve le ministère de l'Intérieur sous le gouvernement de cohabitation d'Édouard Balladur (1993-1995). Lors de l'élection présidentielle de 1995, consommant sa rupture avec Jacques Chirac, il apporte son soutien à Édouard Balladur. 206, 519, 524

PCB Le Parti communiste de Belgique (PCB) était un parti politique belge fondé en 1921. Bien qu'il ait connu un apogée électoral au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (obtenant 12,7 % des voix aux élections législatives de 1946), il n'a jamais atteint une importance comparable à celle de ses homologues français (PCF) ou italien (PCI). Le parti décline ensuite inexorablement, jusqu'à perdre toute représentation parlementaire nationale lors des élections de 1985. En 1989, le parti unitaire se scinde en deux entités distinctes : une aile francophone (le Parti communiste, PC) et une aile flamande (*Kommunistische Partij*, KP). 493

PCF Le Parti communiste français est un parti de gauche fondé en 1920 lors du congrès de Tours, par scission de la SFIO. Il se nomme alors Section française de l'Internationale communiste et prend son nom actuel de Parti

communiste français (PCF) en 1943. Son organisation de jeunesse est la MJCF. Le PCF connaît son âge d'or électoral après la Seconde Guerre mondiale, sous la Quatrième République, période durant laquelle il est presque systématiquement « le premier parti de France », obtenant jusqu'à 28,3 % des voix aux élections législatives de 1946. Jusqu'à la fin des années 1970, il réunit régulièrement plus de 20 % des suffrages lors d'élections de portée nationale. Il est particulièrement implanté auprès des ouvriers et se voit longtemps considéré comme le « premier parti ouvrier » de France. Par la suite, il entame un déclin électoral, parvenant à se maintenir grâce à ses bastions locaux et à des alliances avec d'autres forces politiques (telles que le PS, le FdG ou la NUPES). Après 1999, se présentant seul, il peine systématiquement à dépasser la barre des 5 % lors des scrutins nationaux. Après 1999, seul, il peine systématiquement à dépasser la barre des 5 % lors des scrutins nationaux. 1, 2, 71, 72, 121, 163, 169–171, 173, 177, 179–183, 185, 186, 189–191, 194, 195, 197–199, 201–203, 206, 207, 209, 210, 212, 213, 215, 216, 218–221, 226, 232, 249, 250, 309–311, 315, 327, 328, 382, 384, 386, 387, 392, 394, 404, 405, 477, 478, 488, 491, 493, 494, 496, 499, 500, 502, 504, 505, 507–509, 511, 513, 516, 519, 522

PCI Le *Partito Comunista Italiano* (PCI) était un parti politique communiste italien fondé en 1921 à Livourne. Entre 1948 et 1987, le PCI avait des scores importants aux élections de la Chambre des députés et du Sénat, dépassant même plusieurs fois 30% des voix. En 1990, il avait toujours plus d'un million d'adhérents. Le PCI était l'un des principaux partis communiste d'Europe de l'Ouest. Le PCI se dissout en 1991. La majorité rejoint alors le *Partito Democratico della Sinistra* (PDS) d'obédience réformiste et social-démocrate duquel émergera plus tard le PD, tandis qu'une minorité fonde le *Partito della Rifondazione Comunista* (PRC) attaché au communisme. 71, 493, 509, 510

PD Le *Partito Democratico* (PD) est un parti politique italien social-démocrate se réclamant du centre-gauche fondé en 2007. Il est issu de l'héritier du PCI – le *Partito Democratico della Sinistra* (PDS)/ *Democratici di sinistra* (DS). 71, 510

PDS *Partei des Demokratischen Sozialismus* (PDS) était la dénomination adoptée entre 1990 et 2007 par le parti politique issu du SED, l'ancien parti dominant en RDA. Il s'est réclamé du socialisme démocratique. Il était principalement implanté en Allemagne de l'Est, sur le territoire de l'ex-RDA et à Berlin-Est. Il est représenté au parlement fédéral (*Bundestag*) entre 1990 et 2002, puis à partir de 2005. En 2007, il fusionne avec la WASG pour former le parti *DIE LINKE*. 71, 124, 255, 258, 260, 311, 492, 502, 519, 524

PG Le Parti de gauche (PG) est un parti politique français fondé en 2008 par

Jean-Luc Mélenchon après son départ du PS. Il est membre fondateur du FdG et de la FI. 96, 220, 221, 494, 505

Pompidou, Georges (1911 – 1974) est un homme politique gaulliste français, Premier ministre de 1962 à 1968 et Président de la République de 1969 à son décès en 1974. Normalien et ancien directeur général de la banque Rothschild, il devient l'un des plus proches collaborateurs de Charles de Gaulle. Il occupe le poste de Premier ministre de 1962 à 1968 (établissant le record de longévité à Matignon sous la V^{e} République) et affronte notamment la crise de Mai 68. Il est élu président de la République en 1969. Son mandat, axé sur la modernisation industrielle du pays, est brutalement interrompu par son décès en fonction en 1974. 171, 487

Poperen, Jean (1925 – 1997) est un homme politique français. Il adhère au PCF durant la Seconde Guerre mondiale. À la Libération, il devient secrétaire national des Étudiants communistes et est envoyé se former à l'école du Kominform à Bucarest. Il prend cependant ses distances avec le PCF à la suite de la divulgation des crimes staliniens par le « rapport Khrouchtchev », ce qui conduit à son exclusion en 1959. En 1960, il participe à la fondation du PSU. En son sein, il milite pour une stricte union de la gauche tout en combattant l'aile « moderniste » dirigée par Michel Rocard. Mis en minorité, il est exclu du PSU en 1967. Il participe au congrès d'Épinay (1971) qui consacre la refondation du PS. Il y anime dès lors le courant dit « poperéniste », se ralliant à François Mitterrand pour mieux contrer son ancien rival Michel Rocard. Il incarne alors l'aile gauche du parti, souvent critique de la pratique gouvernementale et se fait le chantre d'une laïcité républicaine stricte. Il finit toutefois par s'isoler de la gauche du parti en soutenant la participation française à la guerre du Golfe (1990-1991). 513, 516

Poujadisme Le poujadisme était une mouvement politique et syndical français apparu en 1953 généralement classé à l'extrême droite. Son instigateur était Pierre Poujade un militant et petit commerçant du Lot, surnommé le « papetier de Saint-Céré ». Il crée un syndicat de petit commerçants, l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA), s'opposant à la fiscalité jugée trop lourde. Le mouvement dépasse rapidement la sphère syndicale et effectue une percée aux élections législatives de 1956 en obtenant 52 députés, parmi lesquels figure un certain Jean-Marie Le Pen, alors âgé de 27 ans. Outre la révolte fiscale, le poujadisme soutenait l'Algérie française, s'opposait à l'intégration européenne et déployait une rhétorique anti-élite et anti-intellectuelle. Le mouvement a rapidement décliné avant de disparaître avec l'avènement de la Cinquième République. 203, 314, 503

Poutou, Philippe (1967 –) est un homme politique français trotskiste du Nouveau

parti anticapitaliste (NPA). Il milite initialement au sein de Lutte ouvrière (LO) à partir de 1985, mais est exclu du parti en 1997 avec sa fraction dissidente (nommée « Voix des travailleurs »), qui finit par fusionner avec la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en 2000. Il participe à la fondation du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) en 2009. Il est investi comme candidat du NPA aux élections présidentielles de 2012, 2017 et 2022. Malgré une forte notoriété médiatique acquise lors de débats télévisés par son ton combatif et anti-élites, ses résultats électoraux demeurent marginaux, ne dépassant jamais 1,15 % des suffrages. 222, 508

PP (Belgique) Le Parti populaire (PP) était un parti politique belge francophone de droite radicale populiste fondé en 2009. Face à des échecs électoraux répétés, le parti a annoncé sa dissolution en juin 2019. 115

PRG Le Parti radical de gauche (PRG) est un parti politique français fondé en 1972/1973 par des dissidents du Parti radical qui soutiennent le Programme commun de la gauche. 171, 173, 507, 509, 516

PS (Belgique) Le Parti socialiste (PS) est un parti social-démocrate belge francophone, né en 1978 de la scission du Parti socialiste belge / *Belgische Socialistische Partij* (PSB/BSP) unitaire en une branche flamande (SP) et une branche francophone (PS). Depuis cette date, le PS s'est imposé comme la principale force politique de Belgique francophone. Il a été présent dans la quasi-totalité des exécutifs régionaux depuis la création de la Région wallonne (1980) et de la Région de Bruxelles-Capitale (1989), fournissant d'ailleurs la très grande majorité de leurs ministres-présidents successifs. Sur le plan fédéral, le socialiste francophone Elio Di Rupo a exercé la fonction de Premier ministre de la Belgique de 2011 à 2014. 71, 115, 512, 513

PS (France) Le Parti socialiste (PS) est un parti social-démocrate français né lors du congrès d'Épinay en 1971. Il est issu de la fusion de différents partis et groupes socialistes (la SFIO/NPS, la CIR, etc.) sous l'impulsion de François Mitterrand. Les présidents de la République française François Mitterrand (1981-1995) et François Hollande (2012-2017) sont issus du Parti socialiste, ainsi que le Premier ministre de la cohabitation Lionel Jospin (1997-2002). À l'issue du mandat de François Hollande en 2017, le parti connaît un effondrement électoral. Ses candidats aux élections présidentielles de 2017 et 2022 ne recueillent respectivement que 6,36 % et 1,74 % des suffrages. 70–72, 96, 121, 163, 166, 169–173, 177, 179–182, 186, 189–191, 194, 195, 197–199, 201–203, 206, 207, 209, 210, 212, 213, 215, 216, 219–221, 224–229, 232, 236, 239, 240, 246, 250, 309–311, 315, 327, 382, 384, 385, 387, 391, 394, 404, 405, 414–416, 477, 478, 488, 491, 492, 498, 500, 503–505, 507, 508, 510, 511, 513, 515–517, 520

PS (Suisse) Le Parti socialiste suisse (PS), *Sozialdemokratische Partei der Schweiz* (SP), *Partito socialista svizzero* (PS) est un parti social-démocrate suisse fondé en 1888. 3

PSB Le Parti socialiste belge (PSB) / *Belgische Socialistische Partij* (BSP) était le parti social-démocrate belge unitaire. Il est initialement fondé en 1885 sous le nom de Parti ouvrier belge (POB) / *Belgische Werkliedenpartij* (BWP). Après avoir été dissous par son président Henri de Man en 1940 sous l'Occupation, le mouvement est refondé en tant que Parti socialiste belge (PSB) à la Libération en 1945. Frappé par les tensions communautaires, il se scinde définitivement en 1978 pour donner naissance à une branche flamande (SP) et une branche francophone (PS). 512, 520

PSU Le Parti socialiste unifié (PSU) était un parti politique français fondé en 1960 par le regroupement de plusieurs petits partis et mouvements issus de la gauche (dissidents de la SFIO, anciens communistes, syndicalistes). Le parti est dissout en 1989. Politiquement, il se situait entre la SFIO et le PCF et formait ainsi l'aile gauche du socialisme en France. Contrairement à la majorité des autres forces socialistes de l'époque, le PSU refusa de participer au congrès d'Épinay de 1971, qui donna naissance au PS. Le parti a officiellement été dissous en 1989. Malgré sa taille modeste, le PSU a servi de matrice idéologique à de nombreux responsables qui ont par la suite rejoint le PS, tels que Jean Poperen, Alain Savary, Michel Rocard ou Pierre Bérégovoy. 70, 121, 191, 488, 492, 500, 511, 515–517, 519

PTB / PVDA Le Parti du Travail de Belgique / *Partij van de Arbeid van België* (PTB/PVDA) est un parti politique unitaire belge fondé en 1979. À l'origine d'obédience maoïste, le parti a fait sa mue au cours des années 2000 en abandonnant notamment les références à Mao Zedong et Joseph Staline. Ce renouvellement stratégique est à l'origine de ses récents succès électoraux. 62, 71, 115

R

Rassemblement du peuple français (RPF) était le parti politique fondé par le Géneral de Gaulle en 1947. Faisant de son opposition au « régime des partis » son principal cheval de bataille, le mouvement était hostile aux institutions parlementaires de la Quatrième République et prônait l'instauration d'un exécutif fort. Le parti affichait un anticommunisme résolu tout en s'opposant au libéralisme économique classique, en défendant l'idée d'une association capital-travail. Sur le plan institutionnel, le RPF a notamment uni ses voix à celles du PCF pour faire échouer le projet de la Communauté européenne de défense (CED) en 1954. Bien qu'il ait obtenu d'importants succès électoraux (21,7 % des voix aux législatives

de 1951), le RPF fut systématiquement marginalisé par les autres forces politiques de la Quatrième République. Miné par des dissensions internes et des défections, le mouvement a été mis en sommeil en 1955. 497, 509

RDA La République démocratique allemande (RDA), *Deutsche Demokratische Republik (DDR)* en allemand, aussi qualifiée d'Allemagne de l'Est, était un État appartenant au Bloc oriental existant de 1949 à 1990, se réclamant du marxisme-léninisme. Son territoire correspond à la zone d'occupation de l'URSS à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Entre 1949 et 1989, le pays était dominé par le SED. Depuis la réunification avec la RFA, le territoire de l'ancienne RDA est subdivisé entre cinq régions (*Länder*) et la partie orientale du *Land* de Berlin, à savoir: Brandebourg (*Brandenburg*), Mecklembourg-Poméranie-Occidentale (Mecklenburg-Vorpommern), Saxe (*Sachsen*), Saxe-Anhalt (*Sachen-Anhalt*), Thuringe (*Thüringen*). 115, 123, 124, 253, 255, 267, 289, 311, 489, 490, 493, 499, 501, 505, 510, 515, 519

Reagan, Ronald (1911 – 2004) était un acteur et homme politique états-uniens, Président des États-Unis de 1981 à 1989. Initialement acteur et syndicaliste (président de la *Screen Actors Guild*), il rallie le Parti républicain à la fin des années 1950. En 1966, il est élu gouverneur de l'État de Californie. En 1980, il remporte l'élection présidentielle face à Jimmy Carter, puis est largement réélu en 1984. Son mandat est marqué par une ligne dure face aux syndicats et par une politique économique de l'offre, surnommée les « *Reaganomics* ». Celle-ci repose sur une réduction drastique des dépenses publiques sociales et de massives baisses d'impôts. Aux côtés de Margaret Margaret Thatcher au Royaume-Uni et d'Helmut Helmut Kohl en Allemagne, il incarne la fin du consensus keynésien de l'après-guerre et l'avènement de l'ère néolibérale. Certains chercheurs estiment que la politique économique de Reagan constitue la base pour l'avènement du « trumpisme » (Komlos, 2019). 76, 203, 487, 501, 521

Reconquête est un parti politique français d'extrême droite fondé en 2021 par le journaliste et polémiste Éric Éric Zemmour. À la suite de l'échec de son fondateur à l'élection présidentielle de 2022 (7,07 % des suffrages), le parti ne parvient pas à faire élire de députés lors des élections législatives qui suivent. Lors des élections européennes de juin 2024, Reconquête envoie cinq députés au Parlement européen. Cependant, quelques jours seulement après le scrutin, quatre d'entre eux (dont la tête de liste Marion Maréchal) sont exclus du parti par Éric Zemmour en raison de désaccords stratégiques sur les alliances électorales. 524, 525

Renaissance (France) Renaissance (RE) est un parti politique français d'obédience libérale. Il est fondé en 2016 sous le nom d'En Marche (EM) par Emmanuel Macron afin d'appuyer sa candidature à l'élection présidentielle

de 2017, avant d'être rebaptisé La République En Marche (LaREM) de 2017 à 2022. Bien qu'Emmanuel Macron ait été ministre sous le mandat de François Hollande, et qu'un nombre important des cadres fondateurs du mouvement soient initialement issus des rangs du PS, le parti s'inscrit au centre et au centre-droit de l'échiquier politique. Au niveau européen, Renaissance siège d'ailleurs au sein du groupe libéral *Renew Europe*. 169, 221, 504

REP *Die Republikaner* (REP) est un parti politique allemand de droite radicale populiste fondé en 1983 par d'anciens cadres du CSU bavarois. Ces fondateurs reprochaient notamment à Franz Josef Strauss l'octroi de crédits au régime d'Erich Honecker, alors en graves difficultés économiques. À partir de 1985, sous la direction du journaliste et ancien *Waffen-SS* Franz Schönhuber, le parti se droitise nettement s'inspirant de l'exemple du FN de Jean-Marie Le Pen. Le mouvement connaît son plus grand succès national lors des élections européennes de 1989, en obtenant 7,1 % des suffrages. Ne parvenant jamais à réitérer cette percée au niveau fédéral, le parti réussit néanmoins à se maintenir au sein du parlement régional (*Landtag*) du Bade-Wurtemberg jusqu'en 2001. 115, 255

Républicains Les Républicains (LR) est un parti politique français de droite, nom que s'est donné l'UMP en 2015. 169, 221, 222, 495, 523

RFA La République fédérale d'Allemagne (RFA), *Bundesrepublik Deutschland (BRD)* en allemand, jusqu'en 1990 aussi qualifiée d'Allemagne de l'Ouest (*Westdeutschland*), est un État créé en 1949 après la chute du *Reich* lors de la Seconde guerre mondiale. Son territoire correspondait à la zone d'occupation des alliées occidentaux (Trizone), soit des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France (puis de la Sarre à partir de 1957). Durant la Guerre froide, la RFA faisait partie du Bloc occidental: elle a pu adhérer à l'OTAN en 1955 et est un membre fondateur de la Communauté économique européenne (CEE), l'ancêtre de l'UE. En 1990, consécutivement à la chute du régime est-allemand, le territoire de la RDA est formellement intégré à celui de la RFA (« réunification »). La RFA est une démocratie parlementaire fédérale. 61, 68, 243–245, 247, 249, 251, 253, 254, 327, 489, 490, 493, 497, 498, 500, 501, 505, 514, 517, 518, 520, 521, 523, 529

RN Le Rassemblement national (RN) est le nom que s'est donné le Front national (FN) en 2018 à l'initiatove de sa présidente Marine Le Pen. 1, 43, 122, 166, 229, 495, 503, 525

Rocard, Michel (1930 – 2016) était un homme politique français, d'abord membre du PSU, dont il est le candidat à l'élection présidentielle de 1969 (3, 61%), puis du PS. Il est Premier ministre de 1988 à 1991. Il entame son engagement politique au sein du Parti socialiste autonome (PSA, ancêtre du PSU) par

opposition aux guerres coloniales, particulièrement à la guerre d'Algérie. Il gravit les échelons du PSU, dont il devient le candidat de la présidentielle en 1969 en théorisant et promouvant un socialisme autogestionnaire. Dans les années 1970, il critique âprement le Programme commun signé entre le PS, le PCF et le PRG, le jugeant économiquement irréaliste et inapte à assurer une véritable transition socialiste. Mis en minorité au sein du PSU après avoir plaidé pour un ralliement au PS, il entame la scission de son courant pour rejoindre le PS en 1974. Au sein de ce dernier, il incarne la « deuxième gauche » (ou courant « rocardien »), opposée à la synthèse de François Mitterrand et de Jean Poperen. Cette ligne politique défend la décentralisation, rejette les nationalisations massives prévues par le Programme commun, assume l'économie de marché et affiche un soutien à l'intégration européenne. 70, 511, 513, 523

Rochet, Waldeck (1905 – 1983) est un homme politique communiste français. En 1964, il succède à Maurice Thorez (dont il était le dauphin désigné) au poste de secrétaire général du PCF. Stratège de l'union de la gauche, il soutient la candidature unique de François Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1965. En 1968, Rochet est l'architecte du « manifeste de Champigny » qui esquisse une voie démocratique et pacifique vers le socialisme. Sur la scène internationale, il marque l'histoire du parti en exprimant publiquement sa « réprobation » face à l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie. Bien qu'il conserve le titre de secrétaire général jusqu'en 1972, il est lourdement frappé par la maladie dès 1969, laissant la direction effective du parti à Georges Marchais. 493, 504, 522

Royal, Ségolène (1953 –) est un femme politique socialiste français. Elle adhère au Parti socialiste (PS) en 1978. Dans le sillage de l'élection de François Mitterrand, elle intègre l'équipe de conseillers de l'Élysée. Élue députée des Deux-Sèvres en 1988, elle est constamment réélue en 1993, 1997 et 2002. Elle devient ministre de l'Environnement dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy (1992-1993), puis occupe le poste de ministre déléguée (notamment à l'Enseignement scolaire, puis à la Famille) dans le gouvernement de Lionel Jospin. Désignée candidate du PS à l'élection présidentielle de 2007 après une primaire interne, elle est la première femme française à accéder au second tour d'un scrutin présidentiel, où elle est finalement battue par Nicolas Sarkozy. 498, 517

RPR Le Rassemblement pour la République (RPR) était un parti politique français de tradition gaulliste. Fondé en 1976 par Jacques Chirac, il est dissous en 2002 pour permettre la création de l'UMP, visant à mettre fin à la division historique de la droite française. 169, 189, 203, 206, 398, 487, 488, 491, 492, 519

S

Sarkozy, Nicolas (1955 –) est un homme politique français de droite. Figure tutélaire de l'UMP (qu'il préside à partir de 2004), il occupe des ministères régaliens de premier plan (Intérieur, Économie) sous la présidence de Jacques Chirac. Il est élu président de la République en 2007 en s'imposant face à Ségolène Royal. Candidat à sa réélection en 2012, il est battu au second tour par le socialiste François Hollande. 220, 221, 495, 499, 516

Savary, Alain (1918 – 1988) était un homme politique socialiste français. Il a été compagnon de la Libération, Secrétaire général adjoint de la SFIO qu'il quitte en 1958, notamment en raison de ses opinions anticoloniale. Il participe ensuite à la fondation du PSU. À la fin des années 1960, il participe à la création du Nouveau Parti socialiste (NPS, fusionnant avec les restes de la SFIO en 1969), dont il devient le premier secrétaire. Lors du congrès d'Épinay en 1971, mis en minorité, il doit céder la direction du PS à François Mitterrand. Après la victoire de la gauche en 1981, il est nommé ministre de l'Éducation nationale dans les gouvernements de Pierre Mauroy. À ce poste, il porte la loi Savary de 1984, qui refonde l'enseignement supérieur français en supprimant notamment la sélection à l'entrée de l'université. La même année, il est contraint à la démission: son projet de loi visant à intégrer l'école privée au sein d'un « grand service public unifié et laïque de l'Éducation nationale » déclenche de grandes manifestations de l'enseignement libre (catholique) et de l'opposition de droite, forçant le président Mitterrand à ordonner le retrait du texte. 488, 513

Schmidt, Helmut (1918 – 2015), né Helmut Heinrich Waldemar Schmidt, était un homme politique allemand, chancelier social-démocrate de la RFA de 1974 à 1982. Adhérent au SPD en 1946, il est élu au *Bundestag* en 1953. Devenu sénateur (ministre régional) de l'Intérieur de Hambourg en 1961, il forge sa réputation d'homme d'action pragmatique (*Macher*) lors de sa gestion de la grande inondation de 1962. En 1967, président du groupe parlementaire SPD au *Bundestag*, il joue un rôle de coordination décisif au sein de la Grande coalition fédérale. Sous la chancellerie de Willy Brandt, il occupe les postes régaliens de ministre de la Défense (1969) puis des Finances et de l'Économie (1972). Après la démission de Willy Brandt en 1974, Schmidt lui succède à la tête de la coalition SPD-FDP. Sa chancellerie est marquée par une gestion de crise permanente: il affronte les chocs pétroliers et mène une répression implacable contre le terrorisme d'extrême gauche de la Fraction armée rouge (RAF, ou « bande à Baader ») lors de l'« Automne allemand » de 1977. Lors de la crise des euromissiles, bravant une large frange de son propre parti, il soutient la double décision

de l'OTAN et le stationnement des missiles américains *Pershing II* en Europe de l'Ouest. Cette fermeté déclenche de gigantesques manifestations pacifistes en RFA, précipitant l'émergence politique des Verts (*Grüne*). Il remporte les élections de 1976 (face à Helmut Kohl) et de 1980 (face à Franz Josef Strauss), bien que le SPD termine à chaque fois derrière l'Union. À l'automne 1982, le FDP renverse ses alliances en raison de divergences économiques. Schmidt perd sa majorité et est renversé par une motion de défiance constructive (*konstruktives Mißtrauensvotum*) scellée par la CDU/CSU et le FDP, propulsant Helmut Kohl à la chancellerie. 244, 252, 254, 496, 520, 521

Schröder, Gerhard (1944 –), né Gerhard Fritz Kurt Schröder, est un homme politique social-démocrate allemand. Membre du SPD depuis 1963, il préside l'organisation des jeunes socialistes (*Jusos*) de 1978 à 1980. Député fédéral entre 1980 et 1986, il rejoint ensuite le *Landtag* (parlement régional) de Basse-Saxe (*Niedersachsen*), où il s'impose comme chef de l'opposition face au gouvernement régional de la CDU et du FDP. En 1990, il devient ministre-président de ce *Land* en formant une coalition « rouge-verte » entre le SPD et les Verts (verts). En 1998, investi candidat à la chancellerie (*Kanzlerkandidat*) du SPD, il bat le chancelier conservateur sortant Helmut Kohl et prend la tête de la RFA à la faveur d'une nouvelle coalition « rouge-verte » au niveau fédéral. Le début de son mandat est marqué par la démission fracassante, en 1999, de son ministre des Finances et président du SPD, Oskar Lafontaine, sur fond de profonds désaccords socio-économiques. Schröder se fait l'apôtre d'une social-démocratie centriste et libérale (le « Nouveau Centre » ou *Neue Mitte*, théorisée par la « Troisième voie » et le « papier Schröder-Blair »), tandis qu'Oskar Lafontaine défendait une ligne keynésienne classique. Réélu de justesse en 2002, Schröder marque l'histoire diplomatique en refusant, aux côtés du président français Jacques Chirac, de faire participer l'Allemagne à la guerre d'Irak (2003). Sur le plan intérieur, il impose l'« Agenda 2010 » et les lois Hartz (notamment Hartz IV), un vaste train de réformes de flexibilisation du marché du travail. Celles-ci déclenchent des manifestations massives, aliènent une grande partie des syndicats traditionnellement affiliés au mouvement ouvrier, et fracturent durablement son parti (menant à la scission de la WASG qui aboutira à la création de *DIE LINKE*). Affaibli par une série de défaites électorales régionales (notamment dans le bastion de Rhénanie-du-Nord-Westphalie), il provoque des élections anticipées en 2005 en perdant volontairement une question de confiance (*Vertrauensfrage*). Il est alors battu par la candidate de la CDU, Angela Merkel. 38, 166, 254, 255, 490, 501, 502, 520, 521, 524

SED Le *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* (SED) était le parti dominant en RDA. Il a été fondé en 1946 par la fusion des partis sociaux-démocrates (SPD) et communistes (KPD) sous la pression de l'occupant soviétique. Au moment de la chute du Mur de Berlin en 1989, il abandonne son monopole idéologique et se rebaptise *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands - Partei des Demokratischen Sozialismus* (SED-PDS), avant de devenir simplement le *Partei des Demokratischen Sozialismus* (PDS) en 1990. 71, 124, 253, 311, 492, 493, 499, 501, 505, 510, 514

Séguin, Philippe (1943 – 2010), né Philippe Daniel Alain Séguin, était un homme politique gaulliste français. Il devient député sous les couleurs du RPR en 1978. En 1986, il est nommé ministre des Affaires sociales et de l'Emploi dans le gouvernement de cohabitation dirigé par Jacques Chirac. En 1990, il fonde avec Charles Pasqua le courant souverainiste « Demain la France » au sein du RPR, s'opposant à la ligne libérale et pro-européenne de la direction chiraquienne. Toujours aux côtés de Pasqua, il est le principal animateur de la campagne pour le « non » lors du référendum sur le traité de Maastricht en 1992. À la suite de la dissolution ratée et de la défaite de la droite aux élections législatives anticipées de 1997, il prend la présidence du RPR, poste qu'il occupe jusqu'à sa démission surprise en 1999. 206, 509, 524

SFIC Section française de l'Internationale communiste (SFIC), ancienne dénomination du Parti communiste français (PCF). 488, 490, 493, 509, 519, 521

SFIO La Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) était un parti socialiste français fondé lors du Congrès du Globe en 1905. Elle unifie alors le Parti socialiste français et le Parti socialiste de France, ainsi que d'autres courants du socialisme (possibilistes, jaurésiens, guesdistes, blanquistes, etc.). Lors du Congrès de Tours de 1920, la SFIO se scinde: la majorité rejoint l'Internationale communiste (*KOMINTERN*) et fonde la SFIC, tandis qu'une minorité refuse d'y adhérer et conserve le sigle SFIO. Son dirigeant historique, Léon Blum, devient président du Conseil lors du Front populaire en 1936. Après la Seconde Guerre mondiale, la SFIO décline progressivement. Les tensions liées aux guerres coloniales, à l'attitude à adopter face au PCF et au retour du Géneral de Gaulle divisent profondément la formation. En 1958, une scission donne naissance au Parti socialiste autonome (PSA), qui aboutit à la création du PSU en 1960. En 1969, lors du congrès d'Alfortville, la SFIO fonde avec d'autres clubs de gauche le Nouveau Parti socialiste (NPS). Cependant, le candidat du NPS à l'élection présidentielle de 1969, Gaston Defferre, ne rassemble que 5 % des voix. En 1971, lors du congrès d'Épinay, le NPS s'unit à d'autres

forces de gauche pour fonder l'actuel Parti socialiste (PS). 121, 182, 488, 490, 491, 493, 496, 504, 507, 509, 512, 513, 517, 521, 522

SP (Belgique) Le *Socialistische Partij* (SP) est un parti social-démocrate belge néerlandophone fondé en 1978, consécutivement à la scission linguistique du PSB/BSP unitaire. Afin de moderniser son image, le *Socialistische Partij* a adopté le nom de *Socialistische Partij Anders* (sp.a) en 2001, avant d'être finalement rebaptisé *Vooruit* en 2021. 115, 512, 513

SPD Le *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (SPD) est un parti social-démocrate allemand. Il naît en 1875 sous le nom de *Sozialdemokratische Arbeiterpartei Deutschlands* (SAP), issu de la fusion entre le *Sozialdemokratische Arbeiterpartei* (SDAP) d'Auguste Bebel et de Wilhelm Liebknecht avec l'*Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein* (ADAV) de Ferdinand Lassale. Il adopte son nom actuel (SPD) en 1890. Le SPD est le plus ancien parti politique allemand et historiquement l'un des partis sociaux-démocrates les plus influents au monde. Au cours de la Première Guerre mondiale, l'aile gauche et pacifiste du SPD fonde le parti social-démocrate indépendant (USPD) qui recueille 17,6 % des voix lors des élections législatives de 1920 (contre 21,9 % du SPD). Cette scission est de courte durée, la majorité de ses membres retournant au SPD ou rejoignant le KPD (formellement l'USPD persite jusqu'en 1931). Sous la République de Weimar, de 1919 à 1925, le social-démocrate Friedrich Ebert est le premier président de l'Allemagne. En 1959, le SPD se donne le programme de Bad Godesberg dans lequel il décide de ne plus être un parti ouvrier, mais un parti du peuple (*Volkspartei*), ce qui lui permet d'élargir sa base électorale. Par la suite, le SPD connaît son apogée électorale entre 1969 et 1980 en RFA. Il a fourni plusieurs chanceliers à l'Allemagne: Willy Brandt (1969-1974), Helmut Schmidt (1974-1982), Gerhard Schröder (1998-2005) et Olaf Scholz (2021-2025). 2, 71, 123, 124, 166, 244–246, 248–255, 258–260, 262–267, 270, 271, 273–275, 277–280, 282–286, 288, 289, 292, 295–297, 299, 300, 302–304, 307, 309–311, 314, 315, 322, 324, 327, 328, 424, 425, 427, 429, 431, 433, 437, 438, 440, 448, 453, 455, 456, 459, 462, 467, 468, 470, 472, 480, 483, 489, 492, 493, 496, 497, 500–502, 506, 517–519, 524

SPÖ Le Sozialdemokratische Partei Österreichs (SPÖ) est un parti social-démocrate autrichien fondé en 1889 sous le nom de Sozialdemokratische Arbeiterpartei (SDAP). De 1945 à 1991, le parti se nomme Sozialistische Partei Österreichs (SPÖ) – parti socialiste autrichien –, avant d'adopter son nom actuel. Sous la Deuxième République (depuis 1945), il constitue l'une des forces politiques majeures du pays. 3, 116, 495

SRP Le *Sozialistische Reichspartei* (SRP) était un parti (néo-)nazi ouest-allemand fondé en 1949. En 1951, le parti obtient 11% des voix lors des élections

régionales en Basse-Saxe et 7,7% lors de celles de Brême. Le SRP est interdit par la Cour constitutionnelle fédérale de RFA en 1952. 68

Stoiber, Edmund (1941 –), est un homme politique bavarois du CSU, Ministre-président de la Bavière de 1999 à 2007. À l'instar de son mentor politique Franz Josef Strauss, il est le candidat malheureux de l'Union (CDU/CSU) à la chancellerie (*Kanzlerkandidat*) lors des élections fédérales de 2002, lors de laquelle il échoue de justesse face au chancelier social-démocrate sortant Gerhard Schröder. 254, 523

Strauß, Franz Josef (1915 – 1988) était un homme politique bavarois du CSU, ministre-président de la Bavière de 1978 à sa mort. Il est le candidat malheureux de l'alliance CDU/CSU à la chancellerie (*Kanzlerkandidat*) lors des élections fédérales de 1980, s'inclinant face au chancelier social-démocrate sortant Helmut Schmidt. Tandis qu'Helmut Kohl représentait une aile plus modérée et centriste de la CDU/CSU, Strauss incarnait une ligne résolument conservatrice et droitière. 70, 244, 252, 500, 515, 518, 521, 523

T

Thatcher, Margaret (1925 – 2013), née Margaret Hilda Roberts, était une femme politique britannique conservatrice, première femme Première ministre du Royaume-Uni, fonction qu'elle exerce de 1979 à 1990. Son mandat est marqué par un bras de fer frontal et victorieux contre les syndicats (notamment lors de la grève des mineurs), de massives vagues de privatisations, des baisses d'impôts et une vaste dérégulation financière. Aux côtés de Ronald Reagan aux États-Unis et d'Helmut Kohl en Allemagne, elle incarne la fin du consensus keynésien de l'après-guerre et l'avènement du paradigme néolibéral. Sur la scène internationale, elle s'illustre par sa fermeté militaire lors de la guerre des Malouines contre l'Argentine (1982) et par un euroscepticisme assumé. Fervente opposante aux tendances supranationales de l'intégration européenne, elle défend farouchement la méthode intergouvernementale. Ses réformes radicales et son style de gouvernance intransigeant lui ont valu le surnom d'« Iron Lady » (« Dame de fer ») et ont donné naissance au terme « thatchérisme ». Forgé initialement comme un terme péjoratif, il est aujourd'hui utilisé comme un concept analytique neutre en science politique, revendiqué tant par ses héritiers que par ses détracteurs (Jessop, 2015). 76, 487, 501, 514

Thorez, Maurice (1900 – 1964) était un homme politique communiste français. Ancien mineur, il adhère à la CGT et à la SFIO en 1919, et choisit de rejoindre la SFIC lors de sa création au congrès de Tours. Devenu permanent du parti en 1923, il intègre son Comité central en 1925. À partir de 1930,

avec le soutien de Moscou, il s'impose comme le secrétaire général du parti. Après avoir appliqué la ligne de « classe contre classe » (qui assimilait les socialistes à des « sociaux-fascistes »), il opère un revirement stratégique en 1934 en prônant le « front uni », ouvrant la voie à la constitution du Front populaire avec la SFIO et les radicaux. En 1939, consécutivement au pacte germano-soviétique et sur ordre de l'Internationale, il déserte l'armée française, fuit le pays et passe l'essentiel de la Seconde Guerre mondiale en exil en URSS, déléguant la direction clandestine du parti à Jacques Duclos. Amnistié à la Libération, il rentre en France et intègre le gouvernement du général Charles de Gaulle, occupant le poste de ministre d'État (chargé de la Fonction publique) de 1945 à 1947. Sous sa direction, le PCF instaure un véritable culte de la personnalité autour de sa figure. Il s'oppose à la déstalinisation entamée en URSS. Frappé par la maladie à partir des années 1950, il finit par désigner Waldeck Rochet pour lui succéder, peu avant sa mort en 1964. 493, 516

Trump, Donald (1946 –), né Donald John Trump, est un homme d'affaires, une personnalité médiatique et un homme politique états-unien. Il est président des États-Unis de 2017 à 2021, puis à nouveau à partir de 2025. Issu d'une famille ayant fait fortune dans la promotion immobilière, il élargit ses investissements à d'autres secteurs, notamment l'hôtellerie de luxe et les casinos. Il acquiert une notoriété nationale dans le monde du divertissement dès les années 1980, et rencontre un succès médiatique avec son émission de téléréalité *The Apprentice* à partir des années 2000. Ses affiliations politiques oscillent longtemps entre le Parti démocrate et le Parti républicain (marquant même un bref passage par la formation populiste et centriste du *Reform Party* en 2000). Il se range définitivement du côté républicain et radicalise son discours sous les mandats de Barack Obama. Sa ligne politique, caractérisée par un nationalisme économique protectionniste et un rejet des élites institutionnelles, est couramment qualifiée de droite radicale populiste. 94, 96, 514

U

UDF L'Union pour la démocratie française (UDF) était un parti politique français de centre droit non gaulliste, fondé en 1978 à l'initiative du président Valéry Valéry Giscard d'Estaing d'Estaing. La formation s'inscrit dans les traditions démocrate-chrétienne et libérale. À l'initiative de son président François Bayrou, le parti disparaît de facto en 2007 lors de la création du Mouvement démocrate (MoDem). Les cadres en désaccord avec cette nouvelle ligne d'indépendance centriste font scission et créent alors le Nouveau Centre (NC) pour rester alliés à la droite. 203, 206, 398, 487

UE L'Union européenne (UE) est une organisation internationale regroupant 27 États membres européens. Instituée en 1993 par le traité de Maastricht, elle est l'héritière directe de la Communauté économique européenne (CEE), fondée en 1957 par le traité de Rome. En raison de l'intégration institutionnelle et juridique très poussée de ses membres, l'UE est couramment qualifiée d'organisation *sui generis* (unique en son genre). Pour un approfondissement de ce débat théorique, voir notamment: Knelangen, 2005 ; Mann, 2009 ; Phelan, 2012 ; Tömmel, 2016. Politiquement, l'Union européenne cristallise aujourd'hui de fortes tensions entre les partisans d'une intégration fédérale toujours plus étroite et les mouvements qui s'y opposent. 28–30, 32, 34, 43, 94, 206, 271, 272, 492, 496, 501, 515

Union L'Union est le nom couramment donné à l'alliance entre la CDU, un parti présent dans toute la RFA sauf en Bavière, et la CSU, son équivalent bavarois. Ensemble, ces deux partis forment un groupe parlementaire commun au *Bundestag* et ne présentent jamais de candidats concurrents lors des élections. À l'exception des scrutins fédéraux de 1980 et 2002, où les Bavarois Franz Josef Strauss et Edmund Stoiber furent désignés, le candidat à la chancellerie de l'Union a toujours été issu des rangs de la CDU. 245, 252, 255, 262, 263, 265, 284, 285, 490, 497, 518, 521

Union pour un mouvement populaire L'Union pour un mouvement populaire (UMP) était un parti politique français de droite. Il est fondé en 2002, initialement sous le nom d'Union pour la majorité présidentielle, avec la vocation d'unir les principaux courants de la droite et du centre afin d'assurer une majorité parlementaire au président Chirac. Empêtré dans des crises internes, le parti est rebaptisé Les Républicains (LR) en 2015. 492, 515–517

V

Valls, Manuel (1962 –) est un homme politique franco-espagnol, Premier ministre de la France de 2014 à 2016. En 1980, il adhère aux jeunesses socialistes françaises et soutient Michel Rocard dont il intègre le cabinet. Solidement implanté localement, il est maire d'Évry de 2001 à 2012 et élu député à l'Assemblée nationale en 2002. Après la victoire de François Hollande à l'élection présidentielle de 2012, il est nommé ministre de l'Intérieur, avant d'être promu Premier ministre en 2014. Son passage à Matignon est fortement marqué par l'opposition interne d'une partie des députés socialistes (les « frondeurs »), qui jugent sa politique économique et sécuritaire trop droitière. C'est durant son mandat de Premier ministre qu'Emmanuel Macron entre pour la première fois au gouvernement. Bien que politiquement assez proche, une forte rivalité s'installe rapidement entre les deux hommes. 220, 221, 498

VB Le *Vlaams Belang* (VB) est un parti de droite radicale populiste et indépendantiste flamand en Belgique. Jusqu'en 2004, il portait le nom de *Vlaams Blok*. Il est né en 1978-1979 de la fusion de deux scission de la *Volksunie*, le *Vlaams Nationale Partij* (VNP) et le *Vlaamse Volkspartij* (VVP). Il remporte son premier succès électoral en 1991, lors de ce qui fut qualifié de *Zwarte Zondag* (dimanche noir), au cours duquel le VB recueille 6,6 % des voix aux élections de la Chambre des Représentants. 62, 115

Villiers, Philippe de (1949 –), né Philippe Le Jolis de Villiers de Saintignon, est un homme politique français vendéen. Initialement libéral, il devient député en 1987 et est élu en 1988. Fervent catholique traditionaliste, il évolue progressivement vers une droite plus conservatrice et identitaire. En 1992, il est l'une des figures de proue (avec Charles Pasqua et Philippe Séguin) de la campagne du « non » au référendum sur le traité de Maastricht. Fort de la dynamique de sa propre liste souverainiste aux élections européennes de 1994 (qui recueille 12,34 % des voix), il fonde son propre parti, le Mouvement pour la France (MPF). Candidat aux élections présidentielles de 1995 et 2007, il n'obtient respectivement que 4,74 % et 2,23 % des suffrages. Député européen jusqu'en 2014, il se met ensuite en retrait de la politique électorale, avant d'apporter un soutien à la candidature d'Éric Zemmour en 2022 et d'adhérer au parti Reconquête. 206, 509

Voynet, Dominique (1958 –) est une femme politique écologiste française. Médecin de profession, elle s'engage d'abord à la CFDT et milite dans divers mouvements écologistes, alternatifs et gauchistes avant de participer à la création du parti vert en 1984. Elle est la candidate de son parti aux élections présidentielles de 1995 et de 2007, où elle recueille respectivement 3,32 % et 1,57 % des suffrages. En 1997, elle est nommée ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement dans le gouvernement de la « Gauche plurielle » dirigé par Lionel Jospin. Elle devient ainsi la première personnalité issue du parti vert dans un gouvernement français. 210

VU La *Volksunie* (VU) était un parti politique nationaliste et indépendantiste flamand fondé en 1954. Il a joué un rôle majeur en Flandre et a participé à plusieurs gouvernements fédéraux belges, avant de se scinder en 2001. 524

W

WASG La *Arbeit & soziale Gerechtigkeit – Die Wahlalternative* (WASG) était un parti politique allemand fondé en 2004/2005 par des syndicalistes et des dissidents du SPD, en rupture avec la politique du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder. Sous l'impulsion de l'ancien président du SPD, Oskar Lafontaine, il se présente conjointement avec le PDS aux

élections fédérales de 2005 et obtient 8,7% des voix avant de fusionner avec ce parti en 2007 pour créer le parti *DIE LINKE*. 255, 258, 260, 492, 502, 510, 518

Z

Zemmour, Éric (1959 –) est un essayiste, journaliste, polémiste et homme politique français d'extrême droite. D'abord journaliste au *Figaro*, il acquiert une grande notoriété grâce à ses interventions polémiques dans des émissions télévisées des années 2000. S'inscrivant dans une tradition réactionnaire et nationaliste, il publie de nombreux essais à succès axés sur le déclinisme, tels que *Le suicide français* (2014), *Destin Français* (2018) et *La France n'a pas dit son dernier mot* (2021). En 2021, il fonde le parti Reconquête et se déclare candidat à l'élection présidentielle de 2022. Axant sa campagne sur les questions identitaires et popularisant la théorie complotiste du « grand remplacement » (forgée par Renaud Camus), il est initialement crédité d'intentions de vote susceptibles de détrôner Marine Le Pen à l'extrême droite. Sa candidature se solde finalement par un échec: il recueille 7,07 % des voix, terminant loin derrière la candidate du RN (23,15 %). 514, 524

Table des matières

Résumé **xv**

Avant-propos : le choc du 21 avril 2002 **xvii**

Sommaire **xxi**

Liste des tableaux **xxiii**

Table des figures **xxxi**

Introduction **1**
Vers où tourner les projecteurs ? 1
Problématisation 4
Questions de recherche 6

I Cadre théorique, contexte et méthodes 7

1 Déterminants du vote 9
1.1 Théories sur le vote 9
1.2 Congruence entre attitudes et positionnement des partis 12
1.3 Modèle pour le vote 16

2 Les clivages et la mondialisation 23
2.1 Qu'est-ce qu'un clivage ? 23
2.2 Différence, division ou clivage ? 25
2.3 Qu'est-ce que la mondialisation ? 27
2.3.1 Mondialisation économique 28
2.3.2 Mondialisation politique 30
2.3.3 Mondialisation culturelle 32
2.4 Conflits autour de la mondialisation 35
2.5 Nouveaux conflits : nouveau clivages ? 40

3 Le rôle des enjeux (*issues*) pour le réalignement 45
3.1 Alignement, désalignement et réalignement 45
3.2 Les rôles des enjeux dans l'alignement électoral 46
3.3 Mesurer l'alignement et la force des clivages 53
3.3.1 Indice d'Alford 53
3.3.2 Indice Thomsen 54
3.3.3 Indices relatifs à la moyenne 56

4 La droite radicale populiste et la gauche traditionnelle 59
4.1 Définition négative : extrême droite 60
4.2 Définition positive : droite radicale populiste 64
4.3 Gauche traditionnelle 69

5 Les classes sociales 73
5.1 Classifications sociales à un critère ou à plusieurs critères ? . . . 74
5.2 « End of class debate » 75
5.3 Différentes approches d'analyse des relations de classes 80
5.4 Les « classes populaires » 85
5.4.1 Le terme de « classes populaires » : une création purement « franco-française » ou même « crypto-marxiste » ? 85
5.4.2 Classes populaires : problèmes de définition 87
5.4.3 Tracer les limites des classes populaires 90
5.5 Les petits blancs et la « *white working class* » 91
5.5.1 Le rapport entre classe et « *race* » dans l'histoire de la pensée sociologique 91
5.5.2 *White working class* et « petits Blancs » 94

6 Hypothèses 99
6.1 Hypothèses sur la position des partis et des électeurs (Ha) . . . 100
6.2 Hypothèses sur les caractéristiques des électeurs (Hb) 100
6.3 Hypothèses sur le clivage relatif à la mondialisation (Hc) 101

II Données, choix de méthodes et des cas 105

7 Méthodes et choix des cas 107
7.1 *Research design* : *most similar system* 107
7.2 Choix des observations 110
7.3 Période considérée 118
7.4 Élections à analyser 119
7.5 Enquêtes électorales 125

Allemagne 126
France 126

8 Opérationnalisation du concept de classe sociale 129
8.1 Schémas de classes 129
8.1.1 Schéma de classe EGP (ou Goldthorpe ou CASMIN) . . 130
8.1.2 Le schéma de Wright 134
8.1.3 Le schéma de classe de Oesch 137
8.2 Classes populaires dans le schéma EGP 143

9 Positionnement et saillance dans les programmes des partis 145
9.1 Les données *Manifesto* 145
9.2 Mesure du positionnement de partis politiques 146
9.3 Mesures de la saillance politique 151
9.4 Résumé des indices basés sur les données au projet *Manifesto* . 153
9.5 Comparer le positionnement des partis et des électeurs 155

III Résultats et analyses empiriques 157

10 Position des partis en France et en Allemagne 159
10.1 Évolution de l'offre politique 159
10.2 Saillance des dimensions en Allemagne et en France 160
10.3 Positionnement des partis politiques allemands et français . . . 161
10.4 Évolution des programmes des partis 164

11 La France 171
11.1 Élection de référence : élections législatives de 1978 171
11.2 Élection de rupture : élections présidentielles de 1988 189
11.3 Élection de réalignement : élections présidentielles de 1995 . . . 206
11.4 Élection récente : les élections présidentielles de 2017 220

12 L'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est 243
12.1 Élection de référence en Allemagne : 1980 244
12.2 Élection de référence en Allemagne de l'Est : 2005 253
12.3 Élection de rupture en Allemagne de l'Est et de l'Ouest : 2013 . 262
12.3.1 Élection de rupture en Allemagne de l'Est : 2013 264
12.3.2 Élection de rupture en Allemagne de l'Ouest : les élections fédérales de 2013 275
12.4 Élection de réalignement en Allemagne de l'Est et de l'Ouest : 2017 284
12.4.1 Élection de réalignement en Allemagne de l'Est : 2017 . . 285
12.4.2 Élection de réalignement en Allemagne de l'Ouest : 2017 297

13 Discussions des résultats **309**
13.1 Un réalignement en faveur de la droite radicale populiste 309
13.2 La saillance : moteur du réalignement 316
13.3 La mondialisation : un nouveau clivage ? 318
13.4 Implications des résultats sur les théories du vote 324

14 Conclusion **327**

Bibliographie **331**

A Annexes du chapitre 5 : Les classes sociales **363**

B Annexes du chapitre 7 : Méthodes et choix des cas **365**

C Annexes du chapitre 9 : Positionnement des partis **369**

D Annexes du chapitre 11 **379**
D.1 Élections législatives de 1978 380
D.1.1 Présentation des données de l'Enquête post-électorale française de 1978 380
D.1.2 Tableaux et graphiques 382
D.2 Élections présidentielles de 1988 387
D.2.1 Présentation des données de l'Enquête Post-Électorale Française 1988 387
D.2.2 Tableaux et graphiques 390
D.3 Élections présidentielles de 1995 397
D.3.1 Présentation des données l'Enquête Post-Électorale Française 1995 397
D.3.2 Tableaux et graphiques 398
D.4 Élections présidentielles de 2017 405
D.4.1 Présentation de l'enquête post-électorale de 2017 405
D.4.2 Tableaux et graphiques 406
D.4.3 Tableaux et graphiques 409

E Annexes du chapitre 12 **417**
E.1 Élections fédérales de 1980 417
E.2 Élections fédérales de 2005 425
E.3 Élections fédérales de 2013 427
E.3.1 Allemagne de l'Est 427
E.3.2 Allemagne de l'Ouest 434
E.4 Élections fédérales de 2017 446
E.4.1 Allemagne de l'Est 446

E.4.2 Allemagne de l'Ouest 460

F Annexes du chapitre 13 **477**
F.1 Résumé des résultats des hypothèses en France 477
F.2 Résumé des résultats des hypothèses en Allemagne de l'Est . . . 480
F.3 Résumé des résultats des hypothèses en Allemagne de l'Ouest . 482

Glossaire **487**

Table des matières **527**

Partis de droite populiste et radicale (PRRP) contre la "vieille gauche" le système de valeurs relatif à la mondialisation, l'augmentation du vote en faveur de la droite populiste et radicale au sein des classes populaires au détriment de la "vieille gauche"

Résumé

En Europe occidentale, l'on observe un déclin du vote des classes populaires pour la gauche traditionnelle (socialiste, social-démocrate et communiste) et un renforcement du vote de ces classes pour les partis de la droite radicale populiste. Cette thèse analyse quantitativement l'influence de la mondialisation sur ces évolutions en France, en Allemagne de l'Ouest et de l'Est entre la fin des années 1970 et 2017. Le cadre théorique mobilise la littérature française, allemande et internationale pour articuler les approches des clivages, micro-sociologiques, psychosociales, spatiales et l'*issue voting*, afin d'expliquer le glissement d'une partie des classes populaires vers les partis de la droite radicale populiste et le désalignement croissant vis-à-vis de la gauche de classe. Une attention particulière est portée à la structure sociale et au concept de « petits blancs » (*white working class*). Les analyses comparées révèlent des convergences et des différences entre les trois cas : si la fracture sur la mondialisation traverse les classes populaires des deux côtés du Rhin et de l'Elbe, son intensité et sa profondeur diffèrent. Les résultats montrent que le système de valeurs relatif à la mondialisation agit comme un médiateur entre la position de classe et le comportement électoral, contribuant à la recomposition des clivages politiques et à l'affaiblissement durable de la « vieille gauche ».

Mots clés : extrême droite, classes sociales, mondialisation, classes populaires, classe ouvrière, vote, partis de gauche, populisme, allemagne, france, clivages (science politique), changements idéologiques (partis politiques), sondages d'opinion, polarisation (sciences sociales), droite radicale populiste, gauche de classe, petits blancs, élections, 1978-2017

Centre de Science Politique et de Politique Comparée (CESPOL)
Place Montesquieu 1 bte L2.08.07 – 1348 Louvain-la-Neuve – Belgique

Populist radical right wing parties (PRRP) against the "old left"
the value system relating to globalization, the increase in the vote in favor of the populist and radical right among the working classes at the expense of the "old left"

Abstract

In Western Europe, a decline in the working classes' vote for the traditional left (socialist, social-democratic, and communist) is observed, along with a strengthening of these classes' vote for populist radical right parties. This thesis quantitatively analyzes the influence of globalization on these developments in France, West and East Germany between the late 1970s and 2017. The theoretical framework draws on French, German, and international literature to articulate approaches to cleavages, micro-sociological, psychosocial, spatial, and issue voting, in order to explain the shift of part of the working classes toward populist radical right parties and the growing dealignment with respect to the "class left". Particular attention is paid to social structure and the concept of white working class ("*petits blancs*"). The comparative analyses reveal convergences and differences between the three cases: while the globalization fracture cuts across the working classes on both sides of the Rhine and the Elbe, its intensity and depth differ. The results show that the value system related to globalization acts as a mediator between class position and electoral behavior, contributing to the recomposition of political cleavages and the lasting weakening of the "old left."

Keywords: right-wing extremists, social classes, globalization, working classes, working class, voting, left-wing parties, populism, germany, france, cleavages (political science), ideological shifts (political parties), public opinion polls, polarization (social sciences), populist radical right, class left, working class white people, petits blancs, elections, 1978-2017